SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME CI **1930** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIERES

Pages

N° 2315. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Brésil :

Echange de notes concernant la transmission par valise spéciale de la correspondance destinée aux fonctionnaires consulaires. Londres, le 21 février 1930... 11

N° 2316. — Danemark et France :

Echange de notes relatif aux relations économiques entre les deux pays, avec annexes. Copenhague, le 28 février 1930 17

N° 2317. — Bulgarie et Hongrie :

Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Budapest, le 22 juillet 1929... 41

N° 2318. — Estonie et Suède :

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'abolition de la légalisation des certificats d'origine. Riga, le 2 avril, et Tallinn, le 4 avril 1930 51

N° 2319. — Brésil et Italie :

Echange de notes relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports entre les deux pays. Rome, les 21 février 1929 et 8 février 1930... 57

N° 2320. — Etats-Unis d'Amérique et Japon :

Convention pour la répression de la contrebande des boissons alcooliques, signée à Washington, le 31 mai 1928, et échange de notes y relatif de la même date 63

N° 2321. — Lettonie et Pologne :

Accord sur le trafic par chemin de fer entre la République de Lettonie et la République de Pologne, avec annexes et procès-verbal final. Signés à Riga, le 12 février 1929... ... 75

N° 2322. — Italie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Convention concernant l'entretien des bornes et des marques frontières entre les deux pays. Signée à Belgrade, le 16 septembre 1929 127

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME CI **1930** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Page

No. 2315. — Great Britain and Northern Ireland and Brazil :

Exchange of Notes relative to the Transmission of Correspondence for Consular Officers by Special Bags. London, February 21, 1930... 11

No. 2316. — Denmark and France :

Exchange of Notes concerning the Economic Relations between the two Countries, with Annexes. Copenhagen, February 28, 1930 17

No. 2317. — Bulgaria and Hungary :

Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Budapest, July 22, 1929 41

No. 2318. — Estonia and Sweden :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Abolition of the Legalisation of Certificates of Origin. Riga, April 2, and Tallinn, April 4, 1930... 51

No. 2319. — Brazil and Italy :

Exchange of Notes regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas between the two Countries. Rome, February 21, 1929 and February 8, 1930 57

No. 2320. — United States of America and Japan :

Convention for the Prevention of Smuggling of Intoxicating Liquors, signed at Washington, May 31 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date ... 63

No. 2321. — Latvia and Poland :

Agreement regarding Railway Traffic between the Latvian Republic and the Polish Republic, with Annexes and Final « Procès-Verbal ». Signed at Riga, February 12, 1929 ... 75

No. 2322. — Italy and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Convention regarding the Upkeep of Boundary Posts and Boundary Marks between the two Countries. Signed at Belgrade, September 16, 1929... 127

Pages

N° 2323. — Bulgarie et Yougoslavie :

Convention concernant la liquidation des propriétés traversées par la frontière, avec annexes. Signée à Sofia, le 14 février 1930 135

N° 2324. — Bulgarie et Yougoslavie :

Accord pour le maintien de l'ordre et de la sécurité à la frontière, signé à Sofia, le 14 février 1930, et règlement de service y annexé, signé à Sofia, le 26 septembre 1929 217

N° 2325. — Autriche et Luxembourg :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports entre les deux pays. Vienne, le 25 février, et Luxembourg, le 7 mars 1930 237

N° 2326. — Allemagne et Canada :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Ottawa, le 17 avril 1930 245

N° 2327. — Espagne et Hongrie :

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Madrid, le 10 juin 1929 251

N° 2328. — Hongrie et Tchécoslovaquie :

Convention concernant le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes et hongroises, avec protocole de signature. Signés à Budapest, le 26 mai 1928 265

N° 2329. — Autriche et Tchécoslovaquie :

Accord concernant la compensation des pensions, allocations et autres émoluments avancés par l'un des deux Etats. Signé à Vienne, le 3 février 1929 285

N° 2330. — Autriche et Panama :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque des visas de passeports entre les deux pays. Washington, le 5 mars 1930 295

N° 2331. — France et Pays-Bas :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne certains cas de bénéfices réalisés par des entreprises de navigation. Paris, les 15 et 28 février 1930 303

N° 2332. — Autriche et Hongrie :

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque des visas de passeports. Vienne, le 11 avril 1930 309

N° 2333. — Danemark et Suède :

Arrangement concernant la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Signé à Copenhague, le 26 avril 1930 319

Page

No. 2323. — Bulgaria and Yugoslavia :

Convention regarding the Liquidation of Estates cut by the Frontier Line, with Annexes. Signed at Sofia, February 14, 1930 135

No. 2324. — Bulgaria and Yugoslavia :

Agreement for the Maintenance of Order and Security at the Frontier, signed at Sofia, February 14, 1930, and Regulations annexed thereto, signed at Sofia, September 26, 1929 217

No. 2325. — Austria and Luxemburg :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas between the two Countries. Vienna, February 25, and Luxemburg, March 7, 1930 237

No. 2326. — Germany and Canada :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption of Shipping Profits from Income Tax. Ottawa, April 17, 1930 245

No. 2327. — Spain and Hungary :

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Madrid, June 10, 1929 251

No. 2328. — Hungary and Czechoslovakia :

Convention regarding the Settlement of Debts and Claims expressed in former Austrian and Hungarian Crowns, with Protocol of Signature. Signed at Budapest, May 26, 1928 265

No. 2329. — Austria and Czechoslovakia :

Agreement regarding the mutual Adjustment of Pensions, Allowances and other Emoluments advanced by the respective States. Signed at Vienna, February 3, 1929 285

No. 2330. — Austria and Panama :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Abolition of Passport Visas between the two Countries. Washington, March 5, 1930 295

No. 2331. — France and the Netherlands :

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Paris, February 15 and 28, 1930 303

No. 2332. — Austria and Hungary :

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Vienna, April 11, 1930 309

No. 2333. — Denmark and Sweden :

Agreement regarding the mutual Recognition of Driving Licenses and Registration Certificates for motor Vehicles used for the transport of Persons. Signed at Copenhagen, April 26, 1930 319

Pages

N° 2334. — Norvège et Pologne :

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, avec protocole de signature. Signés à Oslo, le 9 décembre 1929 325

N° 2335. — Danemark, Estonie, Finlande, Lettonie et Suède :

Arrangement sur le service téléphonique entre le Danemark et la Lettonie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède, de la Finlande et de l'Estonie. Signé à Copenhague, le 7 janvier, à Stockholm, le 17 janvier, à Helsingfors, le 10 février, à Tallinn, le 15 février, et à Riga, le 25 février 1930 343

N° 2336. — Norvège et Tchécoslovaquie :

Convention de règlement pacifique de tous les différends internationaux. Signée à Genève, le 9 septembre 1929 355

N° 2337. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et Espagne :

Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 juin 1929 375

N° 2338. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et Liberia :

Echange de notes relatif à la frontière entre Sierra, Leone et le Liberia. Monrovia, les 16-17 janvier 1930 395

N° 2339. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et Brésil :

Accord relatif à la démarcation de la frontière entre la Guyane britannique et le Brésil. Signé à Londres, le 18 mars 1930 401

N° 2340. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, et Union des Républiques soviétistes socialistes :

Accord commercial provisoire, avec protocole, protocole additionnel et déclarations. Signés à Londres, le 16 avril 1930 409

N° 2341. — Estonie et Tchécoslovaquie :

Convention de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signée à Tallinn, le 9 juillet 1929 423

N° 2342. — Albanie et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Convention concernant l'entretien et la réfection des bornes, petites pyramides et signaux repères de frontière. Signée à Tirana, le 11 août 1929 439

N° 2343. — Hongrie et Italie :

Echange de notes relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports pour les ressortissants des deux Etats. Rome, les 8 mars 1929 et 7 mai 1930... 445

N° 2344. — Hongrie et Lettonie :

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle, avec protocole de signature. Signés à Riga, le 4 mai 1929 449

Page

No. 2334. — Norway and Poland :

Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement, with Protocol of Signature. Signed at Oslo, December 9, 1929 325

No. 2335. — Denmark, Estonia, Finland, Latvia and Sweden :

Agreement regarding Telephone Service between Denmark and Latvia through the Intermediary of the Lines of Communication established on Swedish, Finnish and Estonian Territories. Signed at Copenhagen, January 7, at Stockholm, January 17, at Helsingfors, February 10, at Tallinn, February 15, and at Riga, February 25, 1930 ... 343

No. 2336. — Norway and Czechoslovakia :

Convention for the Pacific Settlement of all International Disputes. Signed at Geneva, September 9, 1929 355

No. 2337. — Great Britain and Northern Ireland and Spain :

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 27, 1929 375

No. 2338. — Great Britain and Northern Ireland and Liberia :

Exchange of Notes regarding the Boundary between Sierra Leone and Liberia. Monrovia, January 16-17, 1930 395

No. 2339. — Great Britain and Northern Ireland and Brazil :

Agreement for the Demarcation of the Boundary between British Guiana and Brazil. Signed at London, March 18, 1930 401

No. 2340. — Great Britain and Northern Ireland and Union of Soviet Socialist Republics.

Temporary Commercial Agreement, with Protocol, Additional Protocol and Declarations. Signed at London, April 16, 1930 409

No. 2341. Estonia and Czechoslovakia :

Convention of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Tallinn, July 9, 1929 423

No. 2342. — Albania and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Convention regarding the Upkeep and Repair of Boundary Stones, Cairns and Marks along the Frontier. Signed at Tirana, August 11, 1929... 439

No. 2343. — Hungary and Italy :

Exchange of Notes regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas for the Nationals of the two States. Rome, March 8, 1929 and May 7, 1930... 445

No. 2344. — Hungary and Latvia :

Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters, with Protocol of Signature. Signed at Riga, May 4, 1929 449

Pages

N° 2345. — Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Finlande, Pays-Bas et Suède :

Arrangement sur le Service téléphonique entre la Finlande et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, par la Suède, l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à Helsinki, le 9 novembre, à Stockholm, le 4 décembre, à Berlin, le 17 décembre, à La Haye, le 30 décembre 1929, et à Londres, le 10 avril 1930 465

N° 2346. — Espagne et Pays-Bas :

Déclaration relative à la suppression des capitulations néerlandaises dans la zone espagnole de l'Empire chérifien. Signée à La Haye, le 27 mars 1929 479

N° 2347. — Australie, Danemark, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Norvège, Suède, Suisse et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Arrangement concernant l'emprunt de secours contracté par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes envers l'Australie, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse. Signé à Londres, les 8 et 12 août 1927 483

N° 2348. — Espagne et Pologne :

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, avec protocole additionnel. Signés à Madrid, le 3 décembre 1928... 501

N° 7*b*. — Etats-Unis d'Amérique et Ethiopie :

Traité d'arbitrage. Signé à Addis-Ababa, le 26 janvier 1929 517

N° 8*b*. — Etats-Unis d'Amérique et Ethiopie :

Traité de conciliation. Signé à Addis-Ababa, le 26 janvier 1929... 529

N° 9*b*. — Etats-Unis d'Amérique et Mexique :

Convention prorogeant à nouveau la durée de la Commission générale de Réclamations prévue par la Convention du 8 septembre 1923. Signée à Mexico, le 2 septembre 1929 541

Page

No. 2345. — Germany, Great Britain and Northern Ireland, Finland, the Netherlands and Sweden :

Agreement regarding Telephone Service between Finland and Great Britain and Northern Ireland, through the intermediary of Sweden, Germany and the Netherlands. Signed at Helsinki, November 9, at Stockholm, December 4, at Berlin, December 17, at The Hague, December 30, 1929 and at London, April 10, 1930 465

No. 2346. — Spain and the Netherlands :

Declaration for the Abolition of Netherlands Capitulations in the Spanish Zone of the Shereefian Empire. Signed at The Hague, March 27, 1929 479

No. 2347. — Australia, Denmark, France, Great Britain, the Netherlands, Norway, Sweden, Switzerland and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

Agreement regarding the Relief Debts contracted by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes towards Australia, Denmark, France, Great Britain, the Netherlands, Norway, Sweden and Switzerland. Signed at London, August 8 and 12, 1927 483

No. 2348. — Spain and Poland :

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration, with Additional Protocol. Signed at Madrid, December 3, 1928 501

No. 7*b*. — United States of America and Ethiopia :

Treaty of Arbitration. Signed at Addis-Ababa, January 26, 1929 517

No. 8*b*. — United States of America and Ethiopia :

Treaty of Conciliation. Signed at Addis-Ababa, January 26, 1929 529

No. 9*b*. — United States of America and Mexico :

Convention further extending the Duration of the General Claims Commission provided for in the Convention of September 8, 1923. Signed at Mexico, Septmber 2, 1929 ... 541

N° 2315.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET BRÉSIL

Echange de notes concernant la transmission par valise spéciale de la correspondance destinée aux fonctionnaires consulaires. Londres, le 21 février 1930.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND BRAZIL

Exchange of Notes relative to the Transmission of Correspondence for Consular Officers by Special Bags. London, February 21, 1930.

No. 2315. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE BRAZILIAN GOVERNMENT RELATIVE TO THE TRANSMISSION OF CORRESPONDENCE FOR CONSULAR OFFICERS BY SPECIAL BAGS. LONDON, FEBRUARY 21, 1930.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 avril 1930.

I.

FOREIGN OFFICE,
S. W. 1.
No.T.2068/195/373.

21st February, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of today's date, in which you are so good as to inform me that the Brazilian Government are prepared to agree to the conclusion of an administrative agreement with His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on the basis of strict reciprocity whereby correspondence intended for His Majesty's Consular Officers in Brazil and Brazilian Officers in the

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2315. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN, CONCERNANT LA TRANSMISSION PAR VALISE SPÉCIALE DE LA CORRESPONDANCE DESTINÉE AUX FONCTIONNAIRES CONSULAIRES. LONDRES, LE 21 FÉVRIER 1930.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place April 14, 1930.

I.

FOREIGN OFFICE.
S. W. 1.
N°T.2068/195/373.

21 *février* 1930.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour dans laquelle vous voulez bien m'informer que le Gouvernement du Brésil est disposé à conclure avec le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sur un pied de pleine réciprocité, un accord d'ordre administratif aux termes duquel la correspondance destinée aux fonctionnaires consulaires de Sa Majesté au Brésil et aux fonctionnaires

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

United Kingdom may, if so desired, be remitted in special bags addressed to the officer in charge of the Consulate concerned, and to inform Your Excellency that the proposed agreement is agreeable to His Majesty's Government.

2. It is understood that these bags will not enjoy any special privileges, and that they will only carry correspondence on which the usual postage has been prepaid.

3. On arrival at the Post Office at the place of destination, the bags will at once be opened, and the correspondence contained therein checked against the accompanying letter bill. This having been done, the correspondence will be replaced in the bags which will then be closed, re-addressed and sealed, and delivered forthwith to a representative of the Consulate, who may assist at the operation of checking the correspondence and reclosing the bags.

4. These general bases having been agreed upon, Your Excellency's note of today's date and the present reply shall constitute the above mentioned agreement, the necessary details of its execution being left to be adjusted direct by the respective Post Offices. The date of the entry into force of the agreement will be left to the decision of those offices.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Your Excellency's obedient Servant.

(Signed) Arthur HENDERSON.

His Excellency
Monsieur Raul Regis de Oliveira,
etc., etc., etc.

du Brésil dans le Royaume-Uni pourra être envoyée, si on le désire, dans des sacs spéciaux adressés au fonctionnaire chargé du consulat intéressé, et de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté accepte l'accord proposé.

2. Il est entendu que ces sacs ne jouiront pas de privilèges spéciaux et qu'ils transporteront uniquement de la correspondance dont l'affranchissement d'usage aura été acquitté à l'avance.

3. A l'arrivée au bureau de poste du lieu de destination, les sacs seront immédiatement ouverts, la correspondance qu'ils contiennent sera vérifiée d'après le bordereau d'expédition joint aux sacs. Ensuite, la correspondance sera placée à nouveau dans les sacs qui seront ensuite fermés, étiquetés de nouveau, scellés et immédiatement remis à un représentant du consulat qui pourra assister aux opérations de contrôle de la correspondance et de fermeture des sacs.

4. Ces principes généraux ayant été acceptés, la note de Votre Excellence, en date de ce jour et la présente réponse constitueront l'accord ci-dessus mentionné. Le soin de régler directement les détails d'exécution nécessaires sera laissé aux bureaux de poste respectifs, qui décideront de la date à laquelle l'accord entrera en vigueur.

Veuillez agréer, etc., etc.

(Signé) Arthur HENDERSON.

Son Excellence
Monsieur Raul Regis de Oliveira,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

BRAZILIAN EMBASSY
LONDRES.

No. 15.

21 *de Fevereiro* de 1930.

SENHOR SECRETARIO DE ESTADO,

Tenho a honra de levar ao conhecimento de Vossa Excellencia que o meu Governo, attendendo aos desejos do de Sua Majestade no Reino Unido da Grã-Bretanha e do Norte da Irlanda, concorda, mediante e conclusão de um Accordo Administrativo, sob a base de inteira reciprocidade, em que

a correspondencia para os Consulados Britannicos no Brasil e os Consulados Brasileiros no Reino Unido, seja remettida, se assim fôr desejado, em saccos especiaes dirigidos ao chefe do Consulado respectivo.

2. Fica entendido que esses saccos não gosarão de quaesquer privilegios especiaes e que, apenas, transportarão correspondencia que, préviamente, tenha pago o devido porte postal.

3. Assim que forem recebidos na repartição de correio do lugar de destino, os saccos serão, immediatamente, abertos, e conferida a correspondencia nelles contida pela lista que os acompanhe. Terminada a conferencia, a correspondencia será novamente collocada nos saccos, que serão, então, en seguida, fechados, rotulados e sinetados e, logo depois, entregues ao representante do Consulado, que poderá assistir ás operações de conferencia e recomposição dos mesmos.

4. Estabelecidas estas bases geraes, se esta proposta fôr aceite pelo Governo de Sua Majestade no Reino Unido, a presente Nota e a resposta de Vossa Excellencia, em termos correspondentes, constituirão o acima referido Accordo entre os dois governos, ficando os necessarios detalhes da sua execução para serem ajustados directamente pelas respectivas Repartições postaes. A data em que o Accordo começará a vigorar, será decidida pelas duas Repartições do Correio.

Prevaleço-me com prazer desta opportunidade para renovar a Vossa Excellencia, Senhor Secretario de Estado, os protestos da minha mais alta consideração.

(Sigassned) Regis DE OLIVEIRA.

A Sua Excellencia
o Senhor Arthur Henderson, M.P.,
Secretario de Estado dos Negocios Estrangeiros
de Sua Majestade Britannica.

[1] TRADUCTION.

AMBASSADE DU BRÉSIL.

LONDRES, *le 21 février* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon gouvernement accédant au désir du Gouvernement de Sa Majesté dans le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord accepte de conclure, sur un pied de pleine réciprocité, un accord d'ordre administratif prévoyant que la correspondance destinée aux consulats britanniques existant au Brésil et aux consulats brésiliens existant dans le Royaume-Uni sera remise, si on le désire, dans des sacs spéciaux adressés au fonctionnaire chargé du consulat intéressé.

2. Il est entendu que ces sacs ne jouiront d'aucun privilège spécial et transporteront

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

BRAZILIAN EMBASSY,

LONDON, *February 21st*, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that my Government is prepared to meet the wishes of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and to conclude on the basis of strict reciprocity an administrative agreement whereby correspondence intended for British Consular Officers in Brazil and Brazilian Officers in the United Kingdom may, if so desired, be remitted in special bags addressed to the officer in charge of the Consulate concerned.

2. It is understood that these bags will not enjoy any special privileges and that they will

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

uniquement de la correspondance dont l'affranchissement d'usage aura été acquitté à l'avance.

3. A l'arrivée au bureau de poste du lieu de destination, les sacs seront immédiatement ouverts et la correspondance qu'ils contiennent sera vérifiée d'après le bordereau d'expédition joint aux sacs. Ensuite, la correspondance sera placée de nouveau dans les sacs qui seront ensuite fermés, étiquetés de nouveau et cachetés, puis remis immédiatement au représentant du consulat qui pourra assister aux opérations de contrôle de la correspondance et de fermeture des sacs.

4. Ces principes généraux étant établis, si cette proposition agrée au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, la présente note et la réponse de Votre Excellence rédigée en termes correspondants constitueront l'accord ci-dessus mentionné entre les deux gouvernements. Le soin de régler directement les détails d'exécution nécessaires sera laissé aux bureaux de poste respectifs, qui décideront de la date à laquelle l'accord entrera en vigueur.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Regis DE OLIVEIRA.

A Son Excellence
M. Arthur Henderson, M. P.,
Ministre des Affaires étrangères
de Sa Majesté britannique.

only carry correspondence on which the usual postage has been prepaid.

3. On arrival at the post-office at the place of destination, the bags will at once be opened and the correspondence contained therein checked against the accompanying letter bill. This having been done, the correspondence will be replaced in the bags, which will then be closed, readdressed and sealed, and delivered forthwith to a representative of the Consulate, who may assist at the operation of checking the correspondence and reclosing the bags.

4. These general bases having been agreed upon, and if this proposal is acceptable to His Britannic Majesty's Government, the present note and Your Excellency's reply in corresponding terms shall constitute the above-mentioned agreement between the two Governments, the necessary details of its execution being left to be adjusted direct by the respective post offices. The date of entry into force of the agreement will be left to the decision of those offices.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Regis DE OLIVEIRA.

To His Excellency
Arthur Henderson, M.P.,
His Britannic Majesty's Secretary of State
for Foreign Affairs.

N° 2316.

DANEMARK ET FRANCE

Echange de notes relatif aux relations économiques entre les deux pays, avec annexes. Copenhague, le 28 février 1930.

DENMARK AND FRANCE

Exchange of Notes concerning the Economic Relations between the two Countries, with Annexes. Copenhagen, February 28, 1930.

N° 2316. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET FRANÇAIS RELATIF AUX RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LES DEUX PAYS. COPENHAGUE, LE 28 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 avril 1930.

I.

UDENRIGSMINISTERIET.

Ø. P. I. J. Nr. 80. I. 3.

COPENHAGUE, *le 28 février* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement danois, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, dans le dessein de fortifier et de développer les bonnes relations économiques entre le Danemark et la France, le Gouvernement royal a décidé d'accorder :

1° L'extension à douze mois du délai de préavis fixé pour la dénonciation, tant du Traité de commerce franco-danois du 23 août 1742, que de la Convention [1] provisoire et additionnelle de commerce et de navigation du 9 février 1842 et des Articles additionnels [2] du 9 février 1910 ;

2° L'attribution aux produits originaires des colonies françaises et des pays sous protectorat français du régime de la nation la plus favorisée pour leur admission au Danemark ;

3° L'admission des produits originaires de France ou des colonies françaises, ou des pays sous protectorat français au Groenland, selon le régime le plus favorable accordé aux puissances étrangères ;

4° L'exonération pour les entreprises de navigation françaises des impôts sur les bénéfices provenant de la navigation réalisés en Danemark.

J'ai l'honneur, d'autre part, de prendre acte de la lettre en date de ce jour par laquelle vous me faites savoir que, dans les mêmes intentions, le Gouvernement de la République a décidé d'accorder :

1° L'extension à douze mois du délai de préavis fixé pour la dénonciation du traité de commerce, de la convention additionnelle et des articles additionnels précités ;

2° L'attribution aux produits danois, à l'entrée dans les colonies françaises et les pays sous protectorat français, du régime le plus favorable accordé aux puissances étrangères ;

---

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome III, page 81.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 889.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2316. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND FRENCH GOVERNMENTS CONCERNING THE ECONOMIC RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. COPENHAGEN, FEBRUARY 28, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place April 14, 1930.

I.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

Ø.P.I.J. Nr. 80.I.3.

COPENHAGEN, *February* 28, 1930.

SIR,

On behalf of the Danish Government, I have the honour to inform you that, with a view to strengthening and developing economic relations between Denmark and France, the Royal Government has decided to grant :

(1) The extension for twelve months of the period of notice fixed for the denunciation of the Franco-Danish Treaty[2] of Commerce of August 23, 1742, the provisional and Additional convention[3] of Commerce and Navigation of February 9, 1842, and the Additional Articles[4] of February 9, 1910 ;

(2) The attribution of most-favoured-nation treatment, on their admission into Denmark, to products originating in the French Colonies or in countries under French Protectorate ;

(3) The admission of products originating in France or in the French Colonies or in countries under French Protectorate into Greenland, under the most-favoured-nation treatment ;

(4) The exemption of French shipping enterprises from taxes on profits derived from navigation and arising in Denmark.

I also have the honour to acknowledge your letter of to-days's date, informing me that the Government of the Republic has, with the same object, decided to grant :

(1) The extension to twelve months of the period of notice fixed for the denunciation of the treaty of commerce, the additional convention, and the additional articles referred to above ;

(2) The attribution of most-favoured-nation treatment to Danish products on entry into the French Colonies, or countries under French protectorates ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 35, page 1263.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 35, page 1259.

[4] *British and Foreign State Papers*, Vol. 103, page 417.

3° L'admission des produits originaires du Groenland en France, dans les colonies françaises et les pays sous protectorat français au régime le plus favorable accordé aux puissances étrangères ;

4° L'exonération pour les entreprises de navigation danoises des impôts sur les bénéfices provenant de la navigation réalisés en France.

J'ai l'honneur, en outre, de vous communiquer les textes, accompagnés de traductions, de deux ordonnances du ministre de la Justice, en date du 22 janvier 1930, qui sont de nature à assurer un progrès sensible pour la protection des appellations viticoles à laquelle le Gouvernement français attache une particulière importance.

Les dispositions résultant du présent échange de lettres entreront en vigueur à dater du 1er juillet 1930.

Elles garderont leur plein effet jusqu'à dénonciation par l'une des parties avec un délai de préavis de douze mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. MUNCH.

Monsieur L. Hermite,
Ministre de France.

II.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN DANEMARK.

COPENHAGUE, *le* 28 *février* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement français, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, dans le dessein de fortifier et de développer les bonnes relations économiques entre la France et le Danemark, le Gouvernement de la République a décidé d'accorder :

1° L'extension à douze mois du délai de préavis fixé pour la dénonciation, tant du Traité de commerce franco-danois du 23 août 1742 que de la Convention provisoire et additionnelle de commerce et de navigation du 9 février 1842 et des Articles additionnels du 9 février 1910 ;

2° L'attribution aux produits danois, à l'entrée dans les colonies françaises et pays sous protectorat français, du régime le plus favorable accordé aux Puissances étrangères ;

3° L'admission des produits originaires du Groenland en France, dans les colonies françaises et les pays sous protectorat français au régime le plus favorable accordé aux Puissances étrangères ;

4° L'exonération pour les entreprises de navigation danoises des impôts sur les bénéfices provenant de la navigation réalisés en France.

J'ai l'honneur, d'autre part, de prendre acte de la lettre en date de ce jour par laquelle vous me faites savoir que, dans les mêmes intentions, le Gouvernement royal a décidé d'accorder :

1° L'extension à douze mois du délai de préavis fixé pour la dénonciation du traité de commerce, de la convention additionnelle et des articles additionnels précités ;

2° L'attribution aux produits originaires des colonies françaises et des pays sous protectorat français du régime de la nation la plus favorisée pour leur admission au Danemark ;

3° L'admission des produits originaires de France ou des colonies françaises, ou des pays sous protectorat français au Groenland selon le régime le plus favorable accordé aux Puissances étrangères ;

(3) The admission of products originating in Greenland into France, the French colonies, or countries under French protectorate, under the most-favoured-nation treatment ;

(4) The exemption of Danish shipping enterprises from taxes on profits derived from navigation and arising in France.

Further, I have the honour of communicating to you the texts, accompanied by translations, of two Orders by the Minister of Justice dated January 22, 1930, which are calculated to afford appreciably enhanced protection to the appellations of wines, a matter to which the French Government attaches special importance.

The provisions contained in the present exchange of Notes, shall enter into force as from July 1, 1930.

They shall remain in full effect until denounced by either Party at twelve month's notice.

I have the honour, etc.

(Signed) P. MUNCH.

Monsieur L. Hermite,
Minister of France.

II.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN DENMARK.

COPENHAGEN, *February* 28, 1928.

SIR,

On behalf of the French Government, I have the honour to inform you that, with a view to strengthening and developing economic relations between France and Denmark, the Government of the Republic has decided to grant :

(1) The extension to twelve months of the period of notice fixed for the denunciation of the Franco-Danish treaty of Commerce of August 23, 1742, the Provisional and Additional convention of Commerce and Navigation of February 9, 1842, and the Additional Articles of February 9, 1910 ;

(2) The attribution of most-favoured-nation treatment to Danish products on their admission in to the French Colonies, or into countries under the French protectorate ;

(3) The admission of products originating in Greenland into France, the French Colonies, or countries under the French Protectorate, under the most favourable conditions accorded to a foreign power ;

(4) The exemption of Danish shipping enterprises from taxes on profits derived from navigation and arising in France.

I have further the honour to acknowledge your letter of to-day's date, informing me that the Royal Government, with the same object has decided to grant ;

(1) The extension to twelve months of the period of notice fixed for the denunciation of the treaty of Commerce, the Additional Convention and the Additional Articles referred to above ;

(2) The attribution of most-favoured-nation treatment, on their admission to Denmark, to products originating in the French Colonies or in countries under French protectorate ;

(3) The admission of products originating in France or the French Colonies or countries under French Protectorate to Greenland, under the most-favoured-nation treatment ;

4° L'exonération pour les entreprises de navigation françaises des impôts sur les bénéfices provenant de la navigation réalisés en Danemark.

J'ai l'honneur, en outre, de prendre acte des textes, accompagnés de traductions et annexés à votre lettre de ce jour, de deux ordonnances du ministre de la Justice, en date du 22 janvier 1930. Ces ordonnances sont de nature à assurer un progrès sensible pour la protection des appellations viticoles à laquelle le Gouvernement français attache une particulière importance et dont il espère que la réalisation complète pourra être ultérieurement obtenue.

Les dispositions résultant du présent échange de lettres entreront en vigueur à dater du 1er juillet 1930.

Elles garderont leur plein effet jusqu'à dénonciation par l'une des parties avec un délai de préavis de douze mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Monsieur le Docteur Munch,
Ministre des Affaires
étrangères de Danemark.

(Signé) L. HERMITE.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 8 avril 1930.

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

ORDONNANCE SUR LES VINS ET SPIRITUEUX

Conformément à l'article 7 de la loi n° 108 du 18 avril 1910 sur l'examen des produits alimentaires, les règles suivantes sont adoptées au sujet de ce qui doit être importé, exposé ou emmaganisé dans un but de vente, ou mis en vente, comme vins et spiritueux, ainsi que pour l'analyse de ces marchandises :

Article premier.

Sous le nom de « vin » ne doit être mise en vente qu'une boisson obtenue par fermentation alcoolique de raisins frais, de jus de raisins frais ou de raisins séchés sur le cep, et qui se trouve dans le même état que celui dans lequel elle se trouvait lors de la sortie du pays de production, — voir toutefois les dispositions des articles 4 (2e alinéa), 5, 6 (1er alinéa, n° 3), 8 et 9.

Article 2.

On entend par spiritueux, dans la présente ordonnance, toute boisson contenant de l'alcool, qui n'est ni vin, ni boisson de fruits, ni jus de fruits, ni boisson de raisins secs, ni hydromel, ni bière.

Les spiritueux ne doivent pas être mis en vente avec une teneur alcoolique inférieure à 30 %, en volume ; il est toutefois permis de mettre en vente des liqueurs, du punch ou du bitter, lorsque la teneur alcoolique de ces produits est d'au moins 20 % en volume.

Article 3.

Les vins et spiritueux importés dans le pays ne doivent pas être mis en vente à moins que, lors de l'importation, ils n'aient été accompagnés d'un certificat d'origine émis par une autorité compétente dans le pays de production et, si un transbordement a eu lieu, d'une attestation établie par une autorité compétente dans le port de transbordement, certifiant que la marchandise n'a subi dans ce port ni addition ni manipulation d'aucune sorte. Si la marchandise ne constitue qu'une

(4) The exemption of French shipping enterprises from taxes on profits derived from navigation and arising in Denmark.

Further, I have the honour to acknowledge the texts, accompanied by translations, annexed to your letter of to-day's date, of the two Orders by the Minister of Justice, dated January 22, 1930, which are calculated to afford an appreciably enhanced protection to the appellations of wines. The French Government attaches especial importance to this protection and hopes that in course of time it may become completely effective.

The provisions contained in the present exchange of Notes shall enter into force as from July 1, 1930.

They shall remain in full effect until denounced by either Party at twelve month's notice.

I have the honour to be, etc.

Monsieur le Docteur Munch,
Danish Minister
for Foreign Affairs.

(Signed) L. HERMITE.

DECREE CONCERNING WINES AND SPIRITS.

In accordance with Article 7 of Law No. 108 of April 18, 1910, concerning the examination of food products, the following rules are adopted with regard to what may be imported, exhibited for sale, or warehoused for purposes of sales, or put up for sale as wines and spirits, and concerning the analysis of such goods :

Article 1.

Only a beverage which is obtained by the alcoholic fermentation of fresh grapes, of the juice of fresh grapes, or of the juice of grapes dried on the stock, and which is in the state in which it left the country of production, may be put on sale under the name of " wine " — see, however, the provisions of Articles 4 (paragraph 2), 5, 6 (paragraph 1, § 3), 8 and 9.

Article 2.

Spirits within the meaning of the present decree shall be held to mean any beverage containing alcohol which is neither wine nor a fruit beverage nor the juice of fruit nor raisin wine nor mead nor beer.

Spirits may not be put on sale if their alcoholic content is less than 30 % in volume ; liqueurs, punch or bitters may, however, be put on sale when the alcohol content of such products is not less than 20 % in volume.

Article 3.

Wines and spirits imported into the country must not be put on sale unless on import they are accompanied by a certificate of origin issued by a competent authority in the country of production and, if there has been transhipment, by a certificate made out by a competent authority in the port of transhipment to the effect that the goods were not added to or manipulated in any way in that port. Should the goods only form part of a consignment transhipped, the certificate

partie d'un lot qui a été l'objet d'un transbordement, le certificat d'origine peut toutefois être remplacé par une copie — ou la copie d'un extrait de ce certificat — certifiée par l'autorité compétente du port de transbordement.

Il est interdit de mettre en vente des vins et spiritueux, sous des désignations géographiques comme « Champagne », « Portvin » ou « Oporto », « Madeira », « Bordeaux », « Sauternes », « Bourgogne », « Rhinskvin », « Cognac », etc., ou sous une désignation de qualité, telle que « Cordial Médoc », « Chartreuse », « D.O.M. », etc., ou sous une appellation de type dans laquelle ces désignations entreraient, à moins que le certificat d'origine et les autres documents se rapportant à la marchandise (factures et autres) ne justifient ces appellations. Il est de même interdit de mettre en vente des vins et spiritueux sous les désignations indiquées dans la phrase précédente, si la marchandise, après son exportation du pays de production, a subi des additions ou manipulations qui ne sont pas autorisées par les articles 4 (2e alinéa), 5 et 8. Il est toutefois permis de mettre en vente des vins forts avec l'indication que la marchandise est du type Porto, Sherry ou Madère. Cette indication ne doit être portée sur les étiquettes qu'en lettres qui ont au plus la moitié de la hauteur des lettres de la désignation devant être considérée comme la désignation principal de la marchandise et qui sont du même type, du même arrangement et de la même couleur que celles-ci.

Article 4.

Il est interdit de mettre en vente sous le nom de « Champagne » ou « Champagnevin » d'autre vin que celui qui est produit en France par fermentation en bouteilles et traité conformément aux dispositions de la législation française. Il est permis de mettre en vente sous le nom de « Vin mousseux » (« Mousserende Vin ») un vin qui est préparé à l'aide de vin (voir article premier) soit par fermentation en bouteilles, soit par addition d'acide carbonique.

Lorsque ce vin est mis en vente en bouteilles, l'étiquette devra indiquer s'il y a eu fermentation en bouteilles ou addition d'acide carbonique. L'indication devra être portée comme il est prescrit à l'article 9, premier alinéa, 2e et 3e phrases.

Article 5.

Il est, en outre, permis :

1° Dans le traitement du vin et des piritueux, d'employer les produits de clarification habituellement usités, qui ne peuvent pas être considérés comme nuisibles à la santé, tels que l'albumine, la gélatine, le tannin (acide tannique), l'ichtyocolle, la terre d'Espagne ;

2° Dans le traitement du vin et des spiritueux, d'employer des matières filtrantes agissant mécaniquement (amiante, cellulose ou d'autres matières insolubles du même genre) ;

3° Dans le traitement du vin, d'employer de la levure de vin ou de la levure pure, sains et liquide ;

4° De diminuer l'acidité du vin avec du carbonate de calcium pur ;

5° De soufrer les tonneaux à vin de la manière habituelle, par combustion de soufre techniquement pur et exempt d'arsenic ou à l'aide d'anhydride sulfureux exempt d'arsenic, à condition toutefois que la marchandise ne contienne pas plus de 500 mg. par litre d'anhydride sulfureux (SO^2) .

6° De pasteuriser le vin ;

7° D'ajouter au vin (à l'exception des vins rouges ou blancs complètement fermentés) de petites quantités de caramel de sucre (sucre colorant) ;

8° D'ajouter au vin la quantité d'alcool nécessaire à son traitement rationnel pendant son emmagasinage, à condition que, pour cette addition, il ne soit employé que de l'alcool de vin authentique ou un alcool complètement purifié, d'une force qui n'est pas inférieure

of origin may however, be replaced by a copy — or by a copy of an extract from the certificate — endorsed by the competent authority in the port of transhipment.

It is forbidden to put on sale wines and spirits under geographical designations, such as " Champagne ", " Port Wine " or " Oporto ", " Madeira ", " Bordeaux ", " Sauternes ", " Burgundy ", " Rhine Wine ", " Cognac ", etc., or under a special designation, such as " Cordial Médoc ", " Chartreuse ", " D. O. M. ", etc., or under a designation describing them as being of the " type " of the above, unless the certificate of origin and the other documents relating to the goods (invoices, etc.) justify their being so called. It is likewise forbidden to put wines and spirits on sale under the designations indicated above, should the goods after export from the country of production have been added to or manipulated in a manner not authorised by Articles 4 (paragraph 2), 5 and 8. Wine of strong alcoholic content may, however, be put on sale with an indication that the goods are of the port, sherry or madeira type. This indication should only be shown on the labels in letters half the height of the designation which is to be regarded as the principal designation of the goods, and the letters must be of the same type, arrangement and colour.

Article 4.

No wine may be out on sale under the name of " Champagne " or " Champagne Wine " other than that which is produced in France by fermentation in bottles and treated in accordance with the provisions of French law. Wine prepared by means of other wine (see Article 1), either by fermentation in bottles or by the addition of carbonic acid, may be put on sale under the name of " Sparkling Wine " (" Mousserende Vin ").

When such wine is put on sale in bottles, the label must show whether it has fermented in bottle or whether carbonic acid has been added. The indication should be shown as laid down in Article 9, paragraph 1, second and third sentences.

Article 5.

It is further permitted :

(1) When treating wine and spirits, to employ clarifying products habitually in use which cannot be regarded as harmful to health, such as albumen, gelatine, tannin (tannic acid), isinglass and " Spanish earth " ;

(2) When treating wine and spirits, to employ self-acting filtering substances, such as amianthus, cellulose or other insoluble substances of the same kind ;

(3) When treating wine, to employ barm of wine or pure yeast if uncontaminated and liquid ;

(4) To diminish the acidity of wine by the use of pure carbonate of calcium ;

(5) To fumigate wine casks with sulphur in the usual way by combustion of technically pure sulphur free from arsenic or by means of sulphur dioxide free from arsenic, on condition, however, that the goods do not contain more than 500 mg. per litre of sulphur dioxide (SO^2) ;

(6) To pasteurise wine ;

(7) To add to wine (with the exception of completely fermented red or white wines) small quantities of sugar caramel (colouring sugar) ;

(8) To add to wine the quantity of alcohol necessary for its proper treatment during storage, on condition that any such additional use is made only of authentic spirits of wine or of completely purified alcohol of content not less than 93 % in volume, that

à 93% en volume, que la quantité d'alcool ajoutée au vin complètement fermenté ne dépasse pas 21,25 par fût de 225 litres, et que la teneur en alcool de tout autre vin ne soit pas élevée, de cette manière, à plus de 20 parties en volume d'alcool dans 100 parties de vin ;

9° De couper du vin avec du vin (voir article 8) ; toutefois, un vin complètement fermenté et un vin partiellement fermenté ne peuvent être coupés l'un avec l'autre ;

10° D'ajouter des matières colorantes inoffensives aux spiritueux ;

11° De réduire, par addition d'eau, la force des spiritueux à celle qui est habituelle pour la consommation (voir article 2, 2e alinéa).

Article 6.

Il est interdit de mettre en vente du vin :

1° Auquel a été ajoutée de l'eau ;

2° Auquel a été ajoutée une boisson de fruits, ou

3° Auquel il a été ajouté une boisson de raisins secs, en quantité telle que le vin constitue moins de la moitié du mélange obtenu ; en outre, la mise en vente de vin auquel est mélangée de la boisson de raisins secs ne peut avoir lieu que si ce vin porte l'indication claire, conformément aux dispositions de l'article 9, que le produit a été « coupé ».

Il est, en outre, interdit de mettre en vente des vins rouges ou blancs complètement fermentés, contenant plus d'acide sulfurique que ce qui correspond à 2 grammes de sulfate neutre de potassium par litre (2g/1).

Article 7.

Il est interdit de mettre en vente des vins et spiritueux auxquels ont été ajoutées les matières suivantes :

Alun ou autres composés solubles de l'aluminium,
Composés du baryum,
strontium,
magnésium,
bismuth,
zinc,
Ferrocyanures,
Anhydride sulfureux (sauf dans la limite prévue par l'article 5, n° 5),
Acide borique,
salicylique,
benzoïque,
formique,
cinnamique,
oxalique,
Sels des acides précédents,
Thiosulfates,
Autres matières de conservation,
Alcool impur (contenant de l'alcool amylique libre),
Sucre de fécule impur (non techniquement pur),
Baies de phytolaque,
Matières colorantes dérivées de la houille, à l'exception toutefois de celles qu'il est permis d'ajouter aux produits alimentaires mis en vente (voir l'article 4 de l'ordonnance n° 162 du 10 juin 1913 sur l'interdiction d'ajouter des matières colorantes et des matières

the quantity of alcohol added to the completely fermented wine does not exceed 21.25 per cask of 225 litres, and that alcoholic content of any other wine is not raised in this way to more than twenty parts in volume of alcohol per one hundred parts of wine ;

(9) To blend one wine with another (see Article 8). Nevertheless, a completely fermented wine and a partly fermented one may not be blended ;

(10) To add harmless colouring matter to spirits ;

(11) To reduce the strength of spirits by the addition of water to the strength which is customary for consumption (see Article 2, paragraph 2).

Article 6.

Wine may not be put on sale :

(1) When it has been mixed with water ;

(2) When it has been mixed with a fruit beverage ;

(3) When it has been mixed with raisin wine to such an extent that the wine constitutes less than half of the mixture thus obtained. Furthermore, wine which has been mixed with raisin wine may only be put on sale when it has been clearly marked as " diluted " in accordance with the provisions of Article 9.

It is furthermore forbidden to put on sale completely fermented red or white wine which contains more sulphuric acid than the equivalent of two grammes of neutral potassium sulphate per litre (2g/1).

Article 7.

Wine or spirits may not be put on sale if the following substances have been added to them :

Alum or other soluble aluminium compounds.
Compounds of barium,
strontium,
magnesium,
bismuth,
zinc,
Ferrocyanides,
Sulphur dioxide (except as provided in Article 5, No. 5),
Boric acid,
Salicylic acid,
Benzoic acid,
Formic acid,
Cinnamic acid,
Oxalic acid,
Salts of the above acids,
Thiosulphates,
Other preservatives,
Impure alcohol (containing free amylic alcohol),
Impure (not technically pure) starch sugar,
Poke (plytolacca berries),

Dyestuffs derived from coal, with the exception, however, of such colouring matter as may be added to food products put on sale (see Article 4 of Decree No. 162 of June 10, 1913, concerning the prohibition of the addition of colouring matter and preservatives

de conservation aux produits alimentaires destinés à la vente) ; de telles additions ne peuvent cependant avoir lieu, en ce qui concerne le vin, que sous réserve de l'indication prévue à l'article 9,

Aldéhyde formique ou matière qui, par leur emploi donnent de l'aldéhyde formique,
Glycérine,
Edulcorants artificiels, ainsi que
Matières qui peuvent être nuisibles à la santé.

Article 8.

Des vins mélangés ne peuvent être mis en vente que sous le nom du vin qui constitue la plus grande proportion du mélange et sous l'indication du vin ou des vins qui lui ont été ajoutés. Cette indication devra être portée sur l'étiquette comme il est prescrit à l'article 9, premier alinéa, 2e et 3e phrases.

Il est toutefois permis de mettre en vente sous un nom de fantaisie des vins coupés lorsqu'aucune appellation de lieu ou d'origine ne se trouve indiquée.

Article 9.

La mise en vente de vins et de spiritueux auxquels ont été faites des additions ou qui ont été soumis à des traitements non expressément autorisés par les articles 4 (2e alinéa) et 5, n'est permise, si elle ne se trouve pas interdite par les articles premier à 3, 4 (premier alinéa), 5 (nos 5 et 9), 6 et 7, qu'à la condition que la nature particulière de la marchandise soit indiquée, conformément à l'article 6 de la loi ci-dessus mentionnée du 18 avril 1910, de façon claire et sans équivoque, sur la bouteille, le fût ou tout autre récipient dans lequel la marchandise est vendue, sur l'étiquette, sur la facture, s'il en a été émis, sur les prix-courants, les annonces, etc. Cette indication devra figurer sur l'étiquette en lettres de même caractère, de même arrangement et de même couleur que les lettres de l'appellation devant être considérée comme l'appellation principale de la marchandise (un nom de fantaisie par exemple) ; et d'une hauteur égale au moins aux $^2/_3$ de la hauteur de ces lettres ; en aucun cas, cette hauteur ne pourra être de moins de 3 mm. L'indication devra être placée de telle manière que, lors de la vente de la marchandise, elle soit apparente pour l'acheteur, et être rédigée dans la langue danoise, ou norvégienne, ou suédoise.

Quand des spiritueux sont additionnés d'alcool danois, on considère comme indication suffisante de cette opération, que la marchandise soit mise en vente avec la mention qu'elle a été « coupée ». Cette disposition ne s'applique cependant pas si la moitié ou plus de la quantité d'alcool de la marchandise provient de l'addition.

Si l'indication est portée d'une autre manière ou dans une autre langue qu'il est prescrit ci-dessus, elle est considérée comme omise.

Article 10.

Il est interdit de mettre en vente des produits qui, suivant les dispositions de la présente ordonnnance ne doivent pas être mis en vente comme vins ou spiritueux, sous une désignation propre à donner l'impression que les produits sont du vin ou des spiritueux, ou dans laquelle un nom de vin ou de spiritieux entre comme partie constituante.

Il est interdit, en outre, de mettre en vente un produit sous le nom d'une catégorie de spiritueux ou sous un nom propre à être confondu avec un nom de catégorie de spiritueux, ou dans lequel ce nom de catégorie entre comme partie constituante, à moins que le produit n'ait le caractère de la catégorie de spiritueux dont il s'agit.

to food products intended for sale) ; such additions can, however, only be made in the case of wine if the indication procided for in Article 9 is given.

Formaldehyde or substances the use of which produces formaldehyde.
Glycerine.
Artificial sweeteners and
Substances which may be injurious to health.

Article 8.

Blended wines may only be put on sale under the name of the wine which constitutes the greater part of the mixture, the wine or wines that have been added thereto being indicated, such indication to appear on the label as laid down in Article 9, paragraph 1, second and third sentences.

It is, however, permissible to put diluted wine on sale under a fancy name should no appellation of place or origin be given.

Article 9.

The putting on sale of wines and spirits which have been added to or which have been subject to treatment not expressly authorised in Article 4 (paragraph 2) and Article 5, is only allowed, provided it is not forbidden by Articles 1 to 3, 4 (paragraph 1), 5 (Nos. 5 and 9), 6 and 7, on condition that the special character of the goods be indicated, in accordance with Article 6 of the above-mentioned law of April 18, 1910, in a clear and unequivocal manner on the bottle, cask or other receptacle in which the goods are sold, on the label, on the invoice, if one has been made out, on the price-lists, advertisements, etc. This mention must be made on the labels in letters of the same type, arrangement and colour as the letters of the appellation which is to be regarded as the principal appellation of the goods (for instance, a fancy name), and of a height equal to at least two-thirds of the height of the said letters. This height must in no case be less that 3 mm. The indication shall be placed in such a way that when the goods are sold it should be clearly visible to the purchaser, and must be in Danish, Norwegian or Swedish.

When Danish alcohol is added to spirits it shall be regarded as sufficient indication of this operation for the goods to be put on sale with a statement that they have been " blended ". This provision does not however apply should one-half or more of the alcoholic content of the goods be due to the spirits added.

Should the indication be given in another manner or another language than that laid down above, it shall be regarded as having been omitted.

Article 10.

It is forbidden to put on sale products which, under the provisions of the present Decree, should not be on sale as wines or spirits, under any description liable to give the impression that these products are wines or spirits, or under a description in which a name of a wine or spirit figures.

It is further forbidden to put a product on sale under the name of a category of spirits, or under a name liable to be confused with the name of a category of spirits, or in which this name of a category of spirits figures, unless the product is of the same character as the category of spirits in question.

Article 11.

Il est interdit d'importer, d'exporter ou d'emmagasiner, dans un but de vente, comme vins et spiritueux, des marchandises qui, suivant les dispositions de la preésente ordonnance, ne doivent pas être mises en vente comme vins et spiritueux.

Article 12.

Dans le cas de vente de vins et spiritueux par les pharmaciens, sur une ordonnance de médecin, les dispositions de la présente ordonnance ne s'appliquent pas si un autre traitement des produits est prescrit dans l'ordonnance du médecin.

Article 13.

Lors du dosage des diverses matières contenues dans le vin, les règles suivantes devront être observées :

1° La détermination de la densité se fait à l'aide d'un pycnomètre exactement pesé à $^{15}/_{15}^{0}$ centigrades. sans correction pour la force ascensionnelle.

2° Alcool. On extrait l'alcool par distillation et le liquide distillé est additionné d'eau jusqu'à ce que le volume primitif du vin soit atteint ; après quoi la densité de ce liquide est établie comme il est prévu au n° 1. Les tables d'alcool de K. Windisch doivent être employées.

3° Extrait. 50 cm³ du vin sont évaporés au bain-marie, dans une capsule en platine de 85 mm. de diamètre, 20 mm. de hauteur, 20 g. environ de poids et d'une contenance de 75 cm³. Le résidu est chauffé pendant 2 ½ h. dans une étuve dans laquelle l'eau est maintenue en ébullition, et pesé après refroidissement dans un dessicateur. Les vins qui contiennent plus de 28 g. d'extrait par litre sont préalablement étendus d'eau, de telle sorte que la quantité d'extrait à peser soit de 1 g, 1 à 1 g, 4 au plus.

4° Sucre. Le volume mesuré du vin est neutralisé et chauffé au bain-marie jusqu'à ce que l'alcool soit évaporé ; le reste est mis dans une fiole jaugée, et refroidi à la température ordinaire de la chambre ; on y ajoute du sous-acétate de plomb liquide ($^{1}/_{10}$ du volume de vin mesuré) ; on agite bien le mélange et on y ajoute une solution saturée de sulfate de sodium pour amener la précipitation complète du plomb. La quantité du liquide est complété et amenée au niveau du trait ; après l'avoir agitée, on lui fait traverser un filtre sec. Les premiers cm³ qui sortent sont jetés, et l'on détermine le contenu du sucre d'un volume mesuré, d'après la méthode pondérale Jessen-Hansen (Communication du Laboratoire Carlsberg, Vol. 15, n° 3).

La quantité de sucre est indiquée, dans les circonstances normales comme sucre interverti, à l'aide de la table n° 1 de Jessen-Hansen.

Pour doser la saccharose, on ajoute à un volume convenable de la solution ci-dessus, débarrassée du précipité de plomb et amenée à 70 cm³ environ trois gouttes de la solution de bleu de thymol de Clark, puis 1 cm³ d'acide chlorhydrique normal de plus que la quantité employée pour teindre nettement en rouge. La solution est ensuite réchauffée pendant trente minutes dans un bain-marie en ébulition. Après le refroidissement, le liquide est neutralisé par addition d'un volume d'hydroxyde de sodium normal, égal au volume d'acide chlorhydrique normal utilisé. On remplit jusqu'au trait, on agite et on détermine la teneur en sucre pour un volume mesuré de la solution, filtrée au besoin, d'après la méthode de Jessen-Hansen.

Si le vin contient à la fois de la saccharose et du sucre interverti, on emploie, pour le dosage du sucre interverti, la table II de Jessen-Hansen.

Article 11.

It is forbidden to import, exhibit for sale or store for sale as wines and spirits, goods which, under the provisions of the present Decree, should not be put on sale as wines or spirits.

Article 12.

When wines or spirits are sold by chemists on a doctor's prescription, the provisions of the present Decree shall not apply if another treatment of the products is ordered in the doctor's prescription.

Article 13.

When mixing various substances contained in wine, the following rules must be observed :

(1) The density must be determined by means of a pycnometer, exactly weighed at 15/15 degrees centigrade, no correction being made for the tendency to rise.

(2) Alcohol. Alcohol should be extracted by distilling and the liquid distilled should be mixed with water until the original volume of the wine is reached ; after which the density of the liquid should be determined as laid down in No. 1. The K. Windisch alcohol tables must be used.

(3) Extract. 50 cc. of wine to be evaporated by water-bath in a platinum capsule 85 mm. in diameter, 20 mm. high, about 20 gr. in weight and with a capacity of 75 c.c. The residue should be heated for two and a half hours in a stove in which the water is kept at boiling point, and weighed after cooling in a dessicator. Wines containing more than 28 gr. of extract per litre should be first diluted with water so that the quantity of extract to be weighed should not be more than 1.1 gr. to 1.4 gr.

(4) Sugar. The measured volume of wine should be neutralised and heated by water-bath until the alcohol has evaporated ; the residue should be placed in a measured phial and cooled to the ordinary temperature of the room. Liquid sub-acetate of lead (1/10 of the measured volume of wine) should be added ; the mixture should be well shaken and a saturated solution of sulphate of sodium should be added in order to bring about complete precipitation of the lead. The quantity of liquid should be made up to the marked level ; after shaking, it should be put through a dry filter. The first cc. which come through should be thrown away and the sugar content of a measured volume will then be determined according to the Jessen-Hansen weighing method (Communication from the Carlsberg Laboratory, Vol. 15, No. 3).

The quantity of sugar, under normal circumstances, should be indicated as interverted sugar by means of Jessen-Hansen Table No. 1.

To determine the quantity of saccharose, add to a suitable volume of the above solution freed from precipitate of lead and brought up to about 70 c.c., 3 drops of Clark's thymol blue solution. Then add 1 c.c. of standard hydrochloric acid over and above the quantity employed to produce a definitely red colour. The solution should then be heated for thirty minutes in a boiling water-bath. After cooling, the liquid should be neutralised by the addition of an amount of standard sodium hydroxide equal to the amount of standard hydrochloric acid used. The receptacle is then filled up to the line, shaken, and the content of sugar determined in respect of a measured volume of the solution, if necessary filtered, according to the Jessen-Hansen method.

If the wine contains both saccharose and invert sugar, the amount of invert sugar should be determined by the use of Jessen-Hansen Table No. II.

5° Glycérine.

a) Vins complètement fermentés : on emploie la méthode de chaux éteinte-éther-alcool utilisée en Allemagne conformémennt au *Anweisung zur chemischen Untersuchung des Weines* paragraphe 11 A.a, de l'ordonnance du 9 décembre 1920 ;

b) Vins contenant plus de 20 g de sucre par litre : dans 50 cm³ de vin, on dissout un poids d'hydroxyde de baryum cristallisé égal à la teneur du vin en extrait (exprimée en grammes par 100 cm³) ; on y ajoute lentement 100 cm³ d'alcool (à 90 % en volume) ; on filtre de ce mélange 100 à 125 cm³, et, dans cette quantité, on détermine la teneur en glycérine d'après le paragraphe *a)*.

6° Acides libres. Le volume de vin mesuré est chauffé jusqu'à ébullition et titré avec une solution de soude décinormale, le papier de tournesol violet sensible étant employé comme indicateur. On calcule en acide tartrique.

7°. Acides libres volatiles. 50 cm³ de vin sont distillés à l'aide de vapeur d'eau, jusqu'à ce que le liquide distillé atteigne 200 cm³ ; après quoi, le contenu en acides libres du liquide est titré à l'aide de phénolphthaléine comme indicateur. On calcule en acide acétique.

8° Cendres. L'extrait obtenu à l'aide d'un volume convenable de vin est carbonisé avec précaution dans une capsule en platine dont la tare a été prise ; les charbons sont brûlés avec une chaleur aussi faible que possible, éventuellement en les humectant ou en les lavant à l'eau.

9° Acide sulfurique. On chauffe jusqu'à ébullition 50 cm³ de vin et, après acidification à l'aide d'acide chlorhydrique, on précipite avec du chlorure de baryum. Sur le poids du sulfate de baryum précipité, on calcule la quantité d'acide sulfurique, que l'on exprime en ions de sulfate ou éventuellement en sulfate neutre de potassium.

10° Anhydride sulfureux. On emploie les méthodes indiquées au paragraphe 18 de l'*Anweisung zur chemischen Untersuchung des Weines* ci-dessus mentionnée.

11° Polarisation. Le vin est débarrassé de l'alcool, de l'acide tannique et des matières colorantes, suivant les indications données pour le sucre 4°. Si le vin est fortement coloré, on le mélange d'abord avec un volume égal d'eau ; dans ce cas, on tient compte de la dilution dans l'indication de la déviation polarimétrique. Pour l'interversion de la solution, débarrasser par filtrage du précipité plombique, dans le cas où le virage du bleu de thymol n'a pas été suffisamment marqué, on chauffe la solution pendant trente minutes dans un bain-marie en ébullition, avec un acide chlorhydrique à 4 %, dont la quantité sera environ $^1/_5$ du volume du vin que l'on a en traitement à ce moment.

La polarisation a lieu à 20° centigrades. Elle est donnée en degrés d'arc, pour la lumière jaune du sodium, dans un tube long de 200 mm.

12° La constatation de sucre de fécule impur se fait d'après le paragraphe 14 de l'*Anweisung zur chemischen Untersuchung des Weines* ci-dessus mentionnée.

Les matières contenues dans le vin sont indiquées en grammes par litre à 15° centigrades; l'anhydride sulfureux, toutefois, est indiqué en milligrammes par litre, et l'alcool, en outre, en pourcentage de volume.

Article 14.

La présente ordonnance entre en vigueur le 1er août 1930. Simultanément, est abrogé l'ordonnance du 10 juin 1913 sur ce qui doit être mis en vente comme vins et spiritueux, avec supplément du 10 juin 1924.

(5) Glycerine.

(a) Completely fermented wines : use the slaked lime-ether-alcohol method as practised in Germany, according to the " Instructions for Chemical Analyses of Wine " (*Anweisung zur chemischen Untersuchung des Weines*), paragraph 11 *(a)* of the Decree of December 9, 1920.

(b) Wines containing more than 20 gr. of sugar per litre : in 50 c.c. of wine, dissolve a weight of crystallised barium hydroxide equal to the content of the wine in extract (expressed in grammes per 100 c.c,). Add slowly 100 c.c. of alcohol (at 90 % in volume) ; filter 100 to 125 c.c. of this mixture and determine the content in glycerine of that quantity as in paragraph *(a)*.

(6) Free Acids. The volume of wine measured should be heated to boiling point and titrated with a solution of decinormal soda, sensitive blue litmus paper being used as an indicator. Calculation shuld be made in terms of tartaric acid.

(7) Free volatile acids. 50 c.c. of wine to be distilled by means of steam until the distilled liquid reaches 200 c.c. ; after which the free acid content of the liquid is titrated, phenolphthalein being used as an indicator. Calculations should be made in terms of acetic acid.

(8) Ash. The extract obtained by means of a suitable volume of wine is carefully carbonised in a platinum capsule, the tare weight of which has been ascertained ; the carbons are burned with as little heat as possible, if necessary being moistened or washed with water.

(9) Sulphuric acid. 50 c.c. of wine is heated to boiling point, and, after acidification by means of hydrochloric acid, is precipitated with barium chloride. According to the weight of barium sulphate precipitated, the quantity of sulphuric acid is calculated and is expressed in sulphateions or in neutral sulphate of potassium.

(10) Sulphurdioxide. The methods indicated in paragraph 18 of the above-mentioned " Instructions for the Chemical Analysis of Wine " *(Anweisung zur chemischen Untersuchung des Weines)* are used.

(11) Polarisation. The wine is freed from alcohol, from tannic acid and from colouring matter in accordance with the indications given regarding sugar (4). If the wine is strongly coloured, it is first mixed with an equal volume of water ; in this case the dilution is taken into account in indicating the polarimetric deviation. In order to invert the solution, which is freed from lead precipitate by filtering, in case the turning of the thymol blue has not been sufficiently pronounced, the solution is heated for 30 minutes in a boiling water bath with 4 % hydrochloric acid, the quantity of which should be about one-fifth of the volume of wine being treated at the moment.

Polarisation takes place at 20° C. It is given in arc degrees, for the yellow light of the sodium, in a tube 200 mm. long.

(12) The preserve of impure starch sugar is ascertained in accordance with paragraph 14 of the above-mentioned " Instructions for the Chemical Analysis of Wine " *(Anweisung zur chemischen Untersuchung des Weines)*.

The substances contained in the wine are indicated in grammes per litre at 15° C. Sulphurdioxide is, however, indicated in milligrammes per litre, and alcohol as a percentage of the volume.

Article 14.

The present Decree shall come into force on August 1, 1930. At the same time the Decree of June 10, 1913, regarding what may be put on sale as wine and spirits, with the Supplement of June 10, 1924, is abrogated.

ORDONNANCE RELATIVE AUX BOISSONS DE FRUITS (FRUGTVIN) ET AUX BOISSONS DE RAISINS SECS (ROSINVIN)

Conformément à l'article 7 de la loi nº 108 du 18 avril 1910 sur l'examen des produits alimentaires, les régles suivantes ont été adoptées au sujet de ce qui doit être importé, exposé ou emmagasiné dans un but de vente, ou mis en vente, comme « Frugtvin » (boisson de fruits) et « Rosinvin » ou « Rosincider » (boisson de raisins secs).

Article premier.

Sous le nom de « Frugtvin » (boisson de fruits), ne doit être mis en vente qu'une boisson obtenue par fermentation alcoolique de jus de fruits frais ou d'autres parties de plantes à l'état frais, ainsi que des produits correspondants préparés avec du jus de fruits non fermenté, par addition d'alcool.

Une marchandise préparée à l'aide de raisins frais ou de jus de raisins frais ne doit pas être mise en vente comme boisson de fruits.

Article 2.

Il est interdit de mettre en vente une boisson de fruits

1º Dont la teneur en alcool dépasse 20 % en volume ;

2º Dont la densité, à 15º centigrades, dépasse 1,06 ;

3º A laquelle il a été ajouté du vin ou de la boisson de raisins secs, importés ou

4º Qui, après livraison par l'entreprise qui la fabrique a subi une addition ou un traitement quelconque.

Article 3.

Il est permis, dans les entreprises fabriquant les boissons de fruits, d'effectuer les opérations suivantes :

1º Au cours de la fermentation de la boisson de fruits, d'y ajouter du sucre, tant sous la forme solide qu'en dissolution dans l'eau, ainsi que d'y ajouter un extrait de raisins secs, dans une proportion telle que, pour 100 litres de boisson de fruits terminée, on ait employé au plus 5 kg. de raisins secs. Il ne doit pas être, par ces additions, ajouté d'eau à la marchandise en quantité telle que le contenu d'acide libre, calculé en acide tartrique, soit réduit à moins de 3 grammes par litre (3 g/1) ;

2º D'ajouter du sucre à la boisson de fruits complètement fermentée ;

3º D'ajouter de l'eau à la boisson de fruits complètement fermentée ; la teneur en acide libre, calculée en acide tartrique, ne doit cependant pas être abaissée, par l'addition d'eau, en dessous de 3 g par litre ;

4º D'ajouter à la boisson de fruits de l'alcool, ou de la soumettre à d'autres traitements par lesquels la teneur en alcool est accrue ;

5º D'employer, dans le traitement de la boisson de fruits, les produits de clarification habituels, qui ne sont pas nuisibles à la santé, tels que l'albumine, la gélatine, l'ichtyocolle, le tannin (acide tannique), la terre d'Espagne ;

6º De diminuer l'acidité de la boisson de fruits avec du carbonate de calcium pur, précipité ;

7º De soufrer les tonneaux à boisson de fruits de la manière habituelle, par combustion de soufre techniquement pur et exempt d'arsenic, ou à l'aide d'anhydride sulfureux exempt d'arsenic, à condition toutefois que la marchandise ne contienne pas plus de 500 mg par litre d'anhydride sulfureux (SO^2) ;

DECREE CONCERNING FRUIT WINES (FRUGTVIN) AND RAISIN WINE (ROSINVIN).

In accordance with Article 7 of Law No. 108 of April 18, 1910, concerning the inspection of food products, the following rules have been adopted with regard to what may be imported, displayed or warehoused for purposes of sale or put on sale, as Fruit Wine (Frugtvin) and Raisin Wine (Rosinvin) or Raisin Cider (Rosincider).

Article 1.

Only a beverage obtained by alcoholic fermentation of the price of fresh fruit or of other parts of fresh plants, together with corresponding products prepared from unfermented fruit juice with the addition of alcohol, may be out on sale under the name of " Frugtvin " (Fruit Wine).

A product prepared from fresh grapes or fresh grapejuice may not be put on sale as fruit wine.

Article 2.

Fruit wine may not be put on sale

(1) Of which the alcoholic content exceeds 20 % in volume ;

(2) Of which the density at 15° C. exceeds 1.06 ;

(3) To which imported wine or raisin wine has been added, or

(4) Which, after delivery by the maker, has been subject to any addition or any treatment whatever.

Article 3.

The makers of fruit wines are permitted to perform the following operations :

(1) To add sugar either in a solid form or dissolved in water during the fermentation of the fruit wine and to add an extract of raisins in such a proportion that not more than 5 kg. of raisins are used for 100 litres of prepared fruit wine. In making these additions water must not be added to the product in such quantity that the free acid content calculated in tartaric acid, is reduced to less than 3 grammes per litre (3 g/1) ;

(2) To add sugar to the completely fermented fruit wine ;

(3) To add water to the completely fermented fruit wine ; the free acid content calculated in tartaric acid, must not, however, be reduced by the addition of water to less than 3 grammes per litre ;

(4) To add alcohol to the fruit wine or to subject it to other treatment increasing the alcoholic content ;

(5) In treating fruit wine, to use ordinary clarification products, which are not harmful to health, such as albumen, gelatine, isinglass, tannin (tannic acid), " Spanish earth " ;

(6) To decrease the acidity of fruit wine by the use of precipitated pure calcium carbonate ;

(7) To fumigate fruit wine casks in the usual way by buring technically pure surphur free from arsenic or by means of sulphurdioxide free from arsenic, on condition, however, that the product does not contain more than 500 mg per litre of sulphurdioxide (SO^2) ;

8° De pasteuriser la boisson de fruits ;

9° D'ajouter à la boisson de fruits des matières colorantes inoffensives ;

10° De préparer la boisson de fruits avec des mélanges de différentes sortes de fruits frais (à l'exception de raisins) et d'autres parties de plantes à l'état frais ; de même, la boisson de fruits complètement fermentée peut être mélangée à d'autres sortes de boissons de fruits.

Article 4.

Sous le nom de « Rosinvin » (« Rosincider ») (boisson de raisins secs), ne doit être mise en vente qu'une marchandise obtenue par fermentation alcoolique de raisins séchés additionnés d'eau.

Le produit ne doit pas contenir plus de 20 % d'alcool en volume, et pas moins de 17 g par litre d'extrait sans glycérine et sans sucre (17 g/l) ; l'extrait du produit ne doit contenir que des constituants, soit provenant de raisins séchés, soit formés par la fermentation alcoolique de ces raisins.

On peut ajouter de l'alcool à une boisson de raisins secs. Il est interdit de mettre en vente comme « Rosinvin » (« Rosincider ») un produit qui, après livraison par l'entreprise qui la fabrique, a reçu des additions ou a été soumis à un traitement quelconque. Le mélange de boisson de raisins secs avec du vin ne tombe toutefois pas sous cette disposition.

Il est permis d'effectuer, dans la préparation de la boisson de raisins secs, les opérations autorisées par l'article 3, nos 5 à 9, pour les boissons de fruits.

Il est interdit d'ajouter à une boisson de raisins secs de la boisson de fruits.

Article 5.

Il est interdit de mettre en vente une boisson de fruits et une boisson de raisins secs auxquelles il a été ajouté les matières suivantes :

Alun ou autres composés solubles de l'aluminium,
Composés du baryum,
strontium,
magnésium,
bismuth,
zinc,
Ferrocyanures,
Anhydride sulfureux (sauf dans la limite prévue par l'article 3, n° 7),
Autres matières de conservation,
Acides libres,
Sels acides,
Alcool impur (contenant de l'alcool amylique libre),
Sucre de fécule impur (non techniquement pur),
Baies de phytolaque,
Matières colorantes dérivées de la houille, à l'exception toutefois de celles qu'il est permis d'ajouter aux produits alimentaires mis en vente (voir l'article 4 de l'ordonnance n° 162 du 10 juin 1913 sur l'interdiction d'ajouter des matières colorantes et des matières de conservation aux produits alimentaires destinés à la vente),
Aldéhyde formique, et matières qui, par leur emploi, donnent de l'aldéhyde formique,
Glycérine,
Edulcorants artificiels, ainsi que
Matières qui peuvent être nuisibles à la santé.

Article 6.

La mise en vente de boissons de fruits ou de boissons de raisins secs auxquelles ont été faites des additions ou qui ont été soumises à des traitements non expressément autorisés par les articles

(8) To pasteurise the fruit wine ;

(9) To add harmless colouring matter to fruit wine ;

(10) To prepare fruit wine with mixtures of various kinds of fresh fruit (except grapes) and other parts of fresh plants ; similarly, entirely fermented fruit wine may be mixed with other kinds of fruit wine.

Article 4.

Only a product obtained by alcoholic fermentation or raisins with the addition of water may be put on sale under the name of raisin wine (raisin cider).

The product shall contain not more than 20 % of alcohol in volume and not less than 17 grammes per litre of extract, without glycerine and without sugar (17 g/1) ; the extract of the product shall only contain ingredients obtained from raisins or produced by alcoholic fermentation of raisins.

Alcohol may be added to raisin wine. A product which, after, being delivered by the maker, has been subjected to additions or to any treatment whatever, may not be put on sale as raisin wine (raisin cider). The mixture of raisin wine with grape wine, however, does not come under this provision.

The operations authorised by Article 3, Nos. 5-9, for fruit wines are permitted in preparing raisin wine.

Fruit wine may not be added to raisin wine.

Article 5.

Fruit wine and raisin wine may not be put on sale if the following substances have been added to them :

Alum, or other soluble aluminium compounds,
Compounds of barium,
Compounds of strontium,
Compounds of magnesium,
Compounds of bismuth,
Compounds of zinc,
Ferrocyanides,
Sulphurdioxide (save as in so far provided in Article 3, No. 7),
Other preservatives,
Free acids,
Acid salts,
Impure alcohol (containing free amylic alcohol),
Impure starch sugar (not technically pure),
Poke (phytolacca) berries,
Dyestuffs derived from coal, with the exception, however, of such colouring matters as may be added to food products put on sale (see Article 4 of Decree No. 162 of June 10, 1913, concerning the Prohibition of the Addition of Colouring Matters and Preservatives to Food Products intended for Sale),
Formaldehyde and substances the use of which produces formaldehyde,
Glycerine,
Artificial sweeteners, and
Substances which may be injurious to health.

Article 6.

Fruit wines or raisin wines to which additions have been made or which have been subjected to treatments not expressly authorised in Articles 3 and 4 may only be put on sale, unless this is

3 et 4 n'est permise, si elle ne se trouve pas interdite par les articles 2, 3 (nos 1, 3 et 7), 4 (3e et 5e alinéas) et 5, qu'à la condition que la nature particulière de la marchandise soit indiquée, conformément à l'article 6 de la loi ci-dessus mentionnée du 18 avril 1910, de façon claire et sans équivoque, sur la bouteille, le fût ou tout autre récipient dans lequel la marchandise est vendue, sur l'étiquette, sur la facture, s'il en a été émis, sur les prix-courants, les annonces, etc. Cette indication devra figurer sur l'étiquette en lettres de même caractère, de même arrangement et de même couleur que les lettres de l'appellation devant être considérée comme l'appellation principale de la marchandise (un nom de fantaisie, par exemple), et d'une hauteur égale au moins aux $^2/_3$ de la hauteur de ces lettres ; en aucun cas, cette hauteur ne pourra être de moins de 3 mm. L'indication devra être placée de telle manière que, lors de la vente de la marchandise, elle soit apparente pour l'acheteur, et être rédigée dans la langue danoise ou norvégienne ou suédoise.

Si l'indication est portée d'une autre manière ou dans une autre langue qu'il est prescrit ci-dessus, elle est considérée comme omise.

Article 7.

On ne doit mettre en vente ni une boisson de fruits ni une boisson de raisins secs sous une désignation propre à donner l'impression que la marchandise est du vin, ou sous la désignation d'une catégorie de spiritueux, telle que « bitter », « liqueur », « Cherry-brandy », « Cherry-cordial », etc. Il est, en outre, interdit de mettre en vente des boissons de fruits et des boissons de raisins secs sous des noms dans lesquels entrent, comme parties constituantes, des appellations de vins importés ou des noms de catégories de spiritueux.

Cette disposition s'applique de la même manière aux mélanges de boissons de raisins secs avec du vin importé, lorsque la marchandise n'est pas mise en vente comme vin « coupé », conformément à l'article 6, 1er alinéa, no 3 (cf. article 9) de l'ordonnance du 22 janvier 1930, sur les vins et spiritueux.

Article 8.

Il est permis de mettre en vente des boissons de fruits et des boissons de raisins secs en indiquant que la marchandise représente un type de vin déterminé.

Cette indication ne doit figurer sur l'étiquette qu'en lettres d'une hauteur au moins égale à la moitié de la hauteur des lettres de la désignation devant être considérée comme la désignation principale de la marchandise ; elles doivent être du même genre, du même arrangement et de la même couleur que celles-ci.

Article 9.

Lorsqu'une boisson de fruits ou une boisson de raisins secs est vendue en bouteilles, celles-ci doivent être munies d'une étiquette portant le nom et le domicile du fabricant ou une marque d'anonymité approuvée par l'administration des douanes. Si la marchandise n'est pas produite dans le pays, il suffit toutefois que l'étiquette porte l'indication du pays de production.

Article 10.

Il est interdit d'importer, d'exposer ou d'emmagasiner, dans un but de vente, comme « Frugtvin » (boisson de fruits) ou « Rosinvin » (« Rosincider ») (boisson de raisins secs) des marchandises qui, d'après les dispositions de la présente ordonnance, ne doivent pas être mises en vente comme « Frugtvin » ou « Rosinvin » (« Rosincider »).

Article 11.

La présente ordonnance entre en vigueur le 1er août 1930.

---

prohibited by Articles 2, 3 (Nos. 1, 3 and 7), 4 (3rd and 5th paragraphs), and 5, on condition that the special character of the product is indicated, in accordance with Article 6 of the above-mentioned Law of April 18, 1910, in a clear and unequivocal manner on the bottle, the cask or other receptable in which the product is sold, on the label, on the invoice, if one has been made out, on the price-lists, advertisements, etc. This mention shall be made on the label in letters of the same type, arrangement and colour as the letters of the appellation which is to be regarded as the principal appellation of the goods (for instance, a fancy name), and of a height equal to at least two-thirds of the height of the said letters. This height must in no case be less than 3 mm. The indication shall be placed in such a way that when the goods are sold it shoud be clearly visible to the purchaser and must be in Danish, Norwegian or Swedish.

Should the indication be given in any other manner or in any other language than that prescribed above, it shall be regarded as having been omitted.

Article 7.

Fruit wine or raisin wine shall not be put on sale under a description liable to give the impression that the product is grape wine or under the description of a category of spirits such as " bitter ", " liqueur ", " cherry brandy ", " cherry cordial ", etc. It is also forbidden to put on sale fruit wines and raisin wines under names in which the appellations of imported wines or the names of categories of spirits figure.

This provision shall similarly apply to mixtures of raisin wines with imported wine, when the product is not put on sale as " blended " wine, in accordance with Article 6, first paragraph, No. 3, (cf. Article 9) of the Decree of January 22, 1930, concerning Wines and Spirits.

Article 8.

Fruit wines and raisin wines may be put on sale with an indication that they represent a certain type of grape wine.

This indication shall only figure on the label in letters of a height at least equal to one-half the height of the letters of the description which is to be regarded as the principal description of the goods ; they must be of the same kind, of the same arrangement, and of the same colour as the latter.

Article 9.

When fruit wine or raisin wine is sold in bottles the latter must be provided with a label bearing the name and address of the maker or a trade mark approved by the Customs administration. If the goods are not produced in the country itself, however, it shall be sufficient if the label bears an indication of the country of production.

Article 10.

It is forbidden to import, to display or to keep in warehouse with a view to sale as fruit wine or raisin wine (raisin cider) products which, according to the provisions of the present Decree, may not be put on sale as fruit wine or raisin wine (raisin cider).

Article 11.

The present Decree shall come into force on August 1, 1930.

N° 2317.

BULGARIE ET HONGRIE

Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Budapest, le 22 juillet 1929.

BULGARIA AND HUNGARY

Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Budapest, July 22, 1929.

N° 2317. — TRAITÉ [1] DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA BULGARIE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 22 JUILLET 1929.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de Bulgarie à Berne et le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 21 avril 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Bulgarie et la Hongrie et de résoudre autant que possible par voie de conciliation ou d'arbitrage les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Monsieur Stoyan PETROFF-TCHOMAKOFF, chargé d'Affaires du Royaume de Bulgarie à Budapest ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Monsieur Louis WALKO, ministre royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels après avoir pris connaissance de leurs pleins-pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et, le cas échéant, à une procédure d'arbitrage les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Cette disposition ne s'applique pas aux questions qui se rapportent au droit de souveraineté, de même qu'aux différends qui, par leur nature, touchent aux intérêts de tierces Puissances.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions, en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2.

Lorsqu'il s'agit d'un différend qui, aux termes de la législation intérieure d'une des Parties contractantes relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, la Partie défenderesse

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 21 mars 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2317. — TREATY [2] OF CONCILIATION AND ARBITRATION BETWEEN BULGARIA AND HUNGARY. SIGNED AT BUDAPEST, JULY 22, 1929.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place April 21, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of strengthening the ties of friendship which unite Bulgaria and Hungary and of settling as far as possible by conciliation or arbitration any disputes that may arise between the two countries, have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries the following :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARS :

M. Stoyan PETROFF-TCHOMAKOFF, Bulgarian Chargé d'Affaires at Budapest;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Louis WALKO, Royal Hungarian Minister for Foreign Affairs;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit to a procedure of conciliation or, if necessary, of arbitration, all disputes of any nature whatever which may arise between them and which it may not have been possible to settle within reasonable time through the diplomatic channel.

This provision does not apply to questions relating to the right of sovereignty or to disputes which, by their nature, affect the interests of third Powers.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 2.

In the case of a dispute which, according to the domestic legislation of one of the Contracting Parties, comes within the jurisdiction of the courts of that Party, the defendant Party may oppose

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Sofia, March 21, 1930.

peut s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure de conciliation ou d'arbitrage avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente. La demande de conciliation doit, dans ces cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

La conciliation sera confiée à une commission de conciliation permanente, qui sera constituée dans les six mois à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent traité.

Elle sera composée de trois membres qui seront désignés, comme il suit : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire et un suppléant pour les cas d'empêchement du commissaire, choisis parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, le président de la commission parmi les ressortissants de tierces Puissances.

Si, dans le délai susvisé de six mois, la désignation du président de la commission, faute d'un commun accord, entre les Parties, ne pourra s'effectuer, le président en exercice de la Cour permanente de Justice internationale sera prié de procéder à cette désignation.

Tous les membres de la commission sont désignés pour trois ans à compter de la désignation du président. Ils sont rééligibles.

Article 4.

La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Hautes Parties contractantes, agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre Partie. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 5.

La commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différement, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Article 6.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation règlera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention [1] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

the submission of the dispute to a procedure of conciliation or arbitration until a final judgment has been given by the competent judicial authority. In this case the request for conciliation must be made within a year at most from the date of such judgment.

Article 3.

The conciliation shall be entrusted to a permanent Conciliation Commission, which shall be set up within six months of the date of the entry into force of the present Treaty.

It shall consist of three members, who shall be appointed as follows : the High Contracting Parties shall each appoint one commissioner and a substitute to replace the commissioner when prevented from attending chosen from among their respective nationals, and shall appoint the President of the Commission by common agreement from among the nationals of third Powers.

If, within the above-mentioned period of six months, the president of the Commission has not been appointed owing to the failure of the Parties to agree, the President of the Permanent Court of International Justice shall be asked to make this appointment.

All the members of the Commission are appointed for three years as from the appointment of the President. They are reeligible.

Article 4.

The Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two High Contracting Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties. The request, after having given a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 5.

The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the question in dispute, to collect with that object all useful information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which it deems suitable and lay down a time-limit within which they are to take their decision.

At the close of its work the Commission shall draw up a report, stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if so, the terms of the agreement, or that the Parties have been unable to agree.

The work of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months of the date on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 6.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in every case must provide for the hearing of both parties. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention [1] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Hautes Parties contractantes, au lieu désigné par son président.

Article 8.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Hautes Parties contractantes.

Article 9.

Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître, avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité de voix.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation, et en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour leur permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 12.

A défaut de conciliation, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que le litige soit soumis à l'arbitrage, à la condition qu'il s'agisse d'un différend d'ordre juridique.

La Cour compétente pour statuer sur le litige sera la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne soient pas tombées d'accord pour recourir, par voie de compromis, à un tribunal arbitral *ad hoc*.

Article 13.

Dans le cas mentionné à l'article 12, alinéa 2, en second lieu, les Parties contractantes établiront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, la composition et les compétences particulières du tribunal, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties contractantes.

Sauf convention contraire, la procédure arbitrale sera réglée par les articles 51 à 85 de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le réglement pacifique des conflits internationaux.

Article 7.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of any agreement by the High Contracting Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 8.

The work of the Conciliation Commission shall not be public unless a decision to the contrary has been taken by the Commission with the consent of the High Contracting Parties.

Article 9.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between the Parties and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by the Parties, and may request that all persons whose evidence appears to them useful shall be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon, with the consent of their Government.

Article 10.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and, particularly, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to use the means at their disposal to enable it to proceed, in their territory and in accordance with their laws, to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 12.

Failing conciliation, each of the High Contracting Parties may request that the dispute be submitted to arbitration, provided that the dispute is of a legal nature.

The competent court to decide upon the dispute shall be the Permanent Court of International Justice, unless the Parties have agreed to have recourse under a special agreement to an arbitral tribunal set up for the purpose.

Article 13.

In the second case mentioned in Article 12, paragraph 2, the High Contracting Parties shall draw up a special agreement stating clearly the subject of the dispute, the composition and particular competence of the tribunal and any other conditions agreed upon between themselves.

The special agreement shall be established by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties.

In the absence of agreement to the contrary, the arbitral procedure shall be governed by Articles 51 to 85 of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 14.

Si, dans les six mois qui suivront la notification d'une demande d'arbitrage, l'autre Partie ne déclarera pas de s'adhérer à la demande, respectivement si, dans le même délai, le compromis prévu à l'article 13 ne sera pas établi, chacune des Parties pourra déférer, par voie de simple requête, le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 15.

La sentence rendue par la Cour ou par le tribunal arbitral *ad hoc* sera exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes s'abstiendront, durant le cours de la procédure de conciliation ou d'arbitrage, de toute action ou mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou sur l'exécution de la sentence.

Article 17.

Chaque Partie supportera ses frais et une part égale des frais de la procédure de conciliation et d'arbitrage.

Article 18.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 19.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Sofia aussitôt que faire se pourra.

Le traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications.

Il est conclu pour une durée de cinq années à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé une année au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de cinq années, et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité.

Fait à Budapest, le 22 juillet 1929.

S. PETROFF-TCHOMAKOFF.
L. WALKO.

Article 14.

If, within the six months following the notification of a request for arbitration, the other Party does not declare its acceptance of the request, or if within the same period the special agreement provided for in Article 13 is not drawn up, either Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by a simple request.

Article 15.

The award given by the Court or by the special arbitral tribunal shall be executed by the Parties in good faith.

Article 16.

During the procedure of conciliation or arbitration the High Contracting Parties shall refrain from all action or measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the award.

Article 17.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the procedure of conciliation or arbitration.

Article 18.

Any disputes which may arise concerning the interpretation or execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice.

Article 19.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Sofia as soon as possible.

The Treaty shall come into force on the thirtieth day following the exchange of ratifications.

It is concluded for a period of five years from the date of its entry into force. Unless denounced at least one year before the expiry of this period, it shall remain in force for a further period of five years and similarly thereafter.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Budapest on July 22, 1929.

S. PETROFF-TCHOMAKOFF.

L. WALKO.

N° 2318.

ESTONIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'abolition de la légalisation des certificats d'origine. Riga, le 2 avril, et Tallinn, le 4 avril 1930.

ESTONIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Abolition of the Legalisation of Certificates of Origin. Riga, April 2, and Tallinn, April 4, 1930.

N° 2318. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESTONIEN ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ABOLITION DE LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE. RIGA, LE 2 AVRIL, ET TALLINN, LE 4 AVRIL 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 avril 1930.

I.

LÉGATION DE SUÈDE.
D. N° 8–1930.

TALLINN, p. t. Riga, *le 2 avril* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

> D'après les lois et ordonnances en vigueur en Suède, les marchandises estoniennes peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas toutefois aux certificats sanitaires que le gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées.

Je suis chargé en conséquence de prier Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de la République serait disposé à renoncer, à titre de réciprocité, par application de la disposition de l'article 9 de l'Ordonnance estonienne N° 8564 du 18 février 1930 concernant l'application des tarifs général et minimum à l'importation de marchandises, à la formalité de légalisation, prévue à l'article 8 de cette ordonnance, pour les certificats d'origine et les certificats complémentaires émanant des autorités et institutions compétentes suédoises.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) H. FALLENIUS.

Son Excellence
Monsieur Lattik,
Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Estonie.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
Ministère royal des Affaires étrangères,
le 14 avril 1930.
Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

Pour copie conforme :
Henry Ehrnford.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2318. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE ESTONIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE ABOLITION OF THE LEGALISATION OF CERTIFICATES OF ORIGIN. RIGA, APRIL 2, AND TALLINN, APRIL 4, 1930.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 21, 1930.

I.

SWEDISH LEGATION.
D. No. 8 - 1930.

TALLINN p. t. Riga, *April 2*, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

By order of my Government, I have the honour to inform Your Excellency as follows :

> In accordance with the laws and regulations in force in Sweden, Estonian goods may be imported into this country unaccompanied by a certificate of origin; this term is, however, not applicable to the health certificates which the Government may require for the importation of certain specified goods.

I am therefore instructed to request Your Excellency to be good enough to inform me whether the Government of the Republic would be prepared, subject to reciprocity and in virtue of the provision contained in Article 9 of the Estonian Order No. 8564 of February 18, 1930, concerning the application of general and minimum tariffs to the import of goods, to waive the formality of authentication of certificates of origin and supplementary certificates issued by the competent Swedish authorities and institutions which is provided for in Article 8 of that Order.

I have the honour, etc.

(Signed) H. FALLENIUS.

His Excellency M. Lattik,
Minister for Foreign Affairs
of the Estonian Republic.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TALLINN, *le 4 avril* 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre du 2 avril 1930 N° 8,, par laquelle, d'ordre de votre gouvernement, vous avez bien voulu porter à ma connaissance que d'après les lois et ordonnances en vigueur en Suède, les marchandises estoniennes peuvent être importées dans ce pays sans être accompagnées d'un certificat d'origine, ce terme ne s'appliquant pas toutefois aux certificats sanitaires que le gouvernement peut exiger pour l'importation de certaines marchandises déterminées.

En conséquence, vous avez bien voulu me demander de vous faire savoir si le Gouvernement de la République serait disposé à renoncer, à titre de réciprocité, par application de la disposition de l'article 9 de l'ordonnance estonienne N° 8564 du 18 février 1930, concernant l'application des tarifs général et minimum à l'importation de marchandises, à la formalité de légalisation, prévue à l'article 8 de cette ordonnance, pour les certificats d'origine et les certificats complémentaires émanant des autorités et institutions compétentes suédoises.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République accepte la proposition du Gouvernement suédois et que les certificats d'origine délivrés pour les marchandises suédoises importées en Estonie, sont exemptés de la formalité de légalisation dès le 3 avril 1930.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

Pour le Ministre et par autorisation,
Le Directeur des Affaires politiques :
(Signé) J. LEPPIK.

Monsieur H. Fallenius,
Chargé d'Affaires *a. i.* de Suède,
Riga.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 14 avril 1930.
Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

Pour copie conforme :
Henry Ehrnford.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

TALLINN, *April* 4, 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of April 2, 1930, No. 8, in which, by order of your Government, you informed me that, in accordance with the laws and regulations in force in Sweden, Estonian goods may be imported into that country without being accompanied by a certificate of origin, this term, however, not being applicable to the health certificates which the Government may require for the importation of certain specified goods.

You therefore requested me to inform you whether the Government of the Republic would be prepared, subject to reciprocity, and in virtue of the provision contained in Article 9 of the Estonian Order No. 8564 of February 18, 1930, concerning the application of general and minimum tariffs to the importation of goods, to waive the formality of authentication of certificates of origin and supplementary certificates issued by competent Swedish authorities and institutions which is provided for in Article 8 of that Order.

In reply, I have the honour to inform you that the Government of the Republic accepts the Swedish Government's proposal and that certificates of origin issued for Swedish goods imported into Estonia shall be exempt from the formality of authentication as from April 3, 1930.

I have the honour, etc.

On behalf of the Minister and by authorisation :

(Signed) J. LEPPIK,
Director of Political Affairs.

Monsieur H. Fallenius,
Swedish Chargé d'Affaires *a. i.*
Riga.

N° 2319.

BRÉSIL ET ITALIE

Echange de notes relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports entre les deux pays. Rome, les 21 février 1929 et 8 février 1930.

BRAZIL AND ITALY

Exchange of Notes regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas between the two Countries. Rome, February 21, 1929 and February 8, 1930.

No. 2319. — SCAMBIO DI NOTE [1] TRA IL GOVERNO BRASILIANO E IL GOVERNO ITALIANO RELATIVO A L'ABOLIZIONE DEL VISTO SUI PASSAPORTI DEI CITTADINI DEI DUE STATI. ROMA, 21 FEBBRAIO 1929 E 8 FEBBRAIO 1930.

Textes officiels italien et français communiqués par le Ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 avril 1930.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

I.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.
D.I.E. = Uff. IV.
N. 10.084/I.

NOTA VERBALE.

Il R. Ministero degli Affari Esteri ha l'onore del Brasile che il Governo Fascista è venuto di comunicare all'Ambasciata degli Stati Uniti nella determinazione di abolire l'obligo per i cittadini Brasiliani di munirsi del visto consolare italiano per l'ingresso nel Regno. Rimane l'obbligo di presentare alla frontiera il passaporto brasiliano come documento di identità personale e di richiedere, poi, nei dovuti termini, il foglio di soggiorno voluto dalle leggi italiane di P. S.

Tale determinazione entrerà in applicazione a datare dal 15 marzo prossimo, e perciò da

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Nº 2319. — ÉCHANGE DE NOTES [1] ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEN ET ITALIEN, RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. ROME, LES 21 FÉVRIER 1929 ET 8 FÉVRIER 1930.

Italian and French official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place April 29, 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ETRANGÈRES.
D.I.E. = Uff. IV.
Nº 10.084/1/

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de l'Ambassade des Etats-Unis du Brésil que le Gouvernement fasciste a décidé d'abolir l'obligation du visa consulaire pour les citoyens brésiliens entrant dans le Royaume. Seule subsiste l'obligation de présenter à la frontière le passeport brésilien comme preuve d'idendité et de réclamer ensuite, conformément aux prescriptions, le permis de séjour exigé par les lois italiennes de Sécurité publique.

La présente décision entrera en vigueur à dater du 15 mars prochain et, par conséquent,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tale giorno tutti coloro che sono muniti di passaporto brasiliano da qualunque parte provengano, saranno ammessi liberamente nel Regno senza visto consolare.

Non sfuggirà all'Ambasciata degli Stati Uniti del Brasile la portata amichevole di questa decisione, chè mira a rendere sempre più facili i viaggi in Italia dei cittadini brasiliani e ad intensificare gli scambi commerciali ed i contatti culturali fra il Brasile e l'Italia.

Il R. Ministero degli Affari Esteri sarà grato alla Ambasciata degli Stati Uniti del Brasile se vorrà comunicare quanto precede al Suo Governo, anche per notizia dei Suoi cittadini che possono avervi interesse, e se vorrà, in pari tempo, richiedere al Suo Governo se e quali eventuali agevolazioni fiscali sia disposto a concedere all'ingresso in Brasile di cittadini italiani.

ROMA, lì 21-2-29. VII.

All'Ambasciata degli Stati Uniti
del Brasile
in Roma.

tous les voyageurs qui, à partir de cette date seront en possession d'un passeport brésilien, de quelque endroit qu'ils viennent, seront admis librement dans le Royaume sans visa consulaire.

L'ambassade des Etats-Unis du Brésil saura apprécier sans nul doute le caractère amical de cette décision, qui vise à faciliter de plus en plus les voyages en Italie des citoyens brésiliens et à intensifier les échanges commerciaux et les rapports intellectuels entre le Brésil et l'Italie.

Le Ministère des Affaires étrangères sera reconnaissant à l'Ambassade des Etats-Unis du Brésil de bien vouloir donner à son gouvernement communication de ce qui précède et en porter le contenu à la connaissance des intéressés, et de bien vouloir, en même temps, demander à son gouvernement quelles facilités fiscales il serait disposé à consentir, le cas échéant, aux citoyens italiens, lors de leur entrée au Brésil.

ROME, *le* 21/2/29. VII.

II.

AMBASSADE DES ETATS-UNIS
DU BRÉSIL.

ROME, *le* 8 *février* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, vu la détermination du Gouvernement italien d'abolir l'obligation pour les citoyens brésiliens de se munir du visa consulaire italien pour l'entrée dans le Royaume, comme il appert des termes de la Note du Ministère royal des Affaires étrangères du 4 mars 1929, le Gouvernement brésilien a décidé, à son tour, jusqu'à résolution définitive, à titre de réciprocité, et dans le but de rendre de plus en plus faciles les relations entre les deux nations amies, de supprimer, à partir du 1er mars 1930, l'obligation du visa consulaire pour l'entrée des Italiens au Brésil. Cependant, cette résolution n'implique pas la dispense de la présentation, aux consuls brésiliens, du passeport italien comme preuve d'identité et des documents auxquels se réfèrent les articles 29 ou 31 du Décret nº 18408 du 25 septembre 1928, documents qui continueront à être visés gratuitement.

Je saisis avec plaisir cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

Oscar DE TEFFÉ.

A Son Excellence
Monsieur Dino Grandi,
Ministre des Affaires étrangères.

Per copia conforme :
Il Capo dell' Ufficio Trattati :
.....

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2319. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS, REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ROME, FEBRUARY 21, 1929, AND FEBRUARY 8, 1930.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

VERBAL NOTE.

The Royal Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Embassy of the United States of Brazil that the Fascist Government has decided to abolish the obligation for Brazilian citizens to obtain an Italian consular visa for entry into Italy. The obligation to present a Brazilian passport at the frontier as a document of personal identity, and to apply within the proper time-limits for the residence permit prescribed by the Italian laws on public safety, remains in force.

This decision will enter into force as from March 15 next, and accordingly, as from that date, all persons provided with a Brazilian passport, from wherever they come, will be freely admitted into Italy without a consular visa.

The Embassy of the United States of Brazil will appreciate the friendly character of this decision, which aims at facilitating journeys by Brazilian citizens to Italy, and at establishing closer commercial and intellectual relations between Brazil and Italy.

The Royal Ministry of Foreign Affairs would be glad if the Embassy of the United States of Brazil would communicate the foregoing to its Government for the latter's information and that of all its citizens whom it may concern, and if at the same time it would ask its Government what fiscal facilities, if any, it is prepared to grant to Italian subjects entering Brazil.

ROME, 21/2/29 Year VII.

To the Embassy
of the United States of Brazil,
Rome.

II.

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF BRAZIL.

ROME, *February* 8, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that in view of the Italian Government's decision to abolish the obligation for Brazilian citizens to obtain an Italian consular visa for entry into Italy, as stated

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

in the Note of the Italian Ministry of Foreign Affairs dated March 4, 1929, the Brazilian Government has decided in its turn, pending a final settlement, subject to reciprocity, and in order to facilitate relations between the two friendly nations, to abolish, as from March 1, 1930, the obligation for Italians to obtain a consular visa for entry into Brazil. This decision does not, however, dispense Italians from submitting an Italian passport to a Brazilian consul as proof of identity, or from producing documents referred to in Articles 29 or 31 of Decree No. 18408 dated September 25, 1928, which will continue to be *visés* free of charge.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Oscar DE TEFFÉ.

To His Excellency
Monsieur Dino Grandi,
Minister for Foreign Affairs.

N° 2320.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET JAPON

Convention pour la répression de la contrebande des boissons alcooliques, signée à Washington, le 31 mai 1928, et échange de notes y relatif de la même date.

UNITED STATES OF AMERICA AND JAPAN

Convention for the Prevention of Smuggling of Intoxicating Liquors, signed at Washington, May 31, 1928, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

No. 2320. — CONVENTION[1] BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND JAPAN, FOR THE PREVENTION OF SMUGGLING OF INTOXICATING LIQUORS. SIGNED AT WASHINGTON, MAY 31, 1928.

Texte officiel anglais communiqué par le directeur du bureau du Japon à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 *avril* 1930.
Cette convention a été transmise au Secrétariat par le «Department of State» du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 6 *mars* 1930.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Tsuneo MATSUDAIRA, Jusammi, the First Class of the Imperial Order of the Sacred Treasure, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that three marine miles extending from the coastline outwards and measured from low-water mark constitute the proper limits of territorial waters.

Article II.

1. The Japanese Governemnt agree that they will raise no objection to the boarding of private vessels under the Japanese flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions, in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 16 janvier 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2320. — CONVENTION[2] ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE JAPON, POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES BOISSONS ALCOOLIQUES. SIGNÉE A WASHINGTON, LE 31 MAI 1928.

English official text communicated by the Director of the Japanese League of Nations Office. The registration of this Convention took place April 30, 1930.
This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 6, 1930.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient surgir entre eux, relativement aux lois en vigueur aux Etats-Unis sur les boissons alcooliques, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Tsuneo MATSUDAIRA, Jusammi, première classe de l'ordre impérial du Trésor sacré, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté aux Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes déclarent leur ferme intention de maintenir le principe que la limite effective des eaux territoriales est constituée par trois milles marins, à portée de la côte vers la haute mer et mesurés à partir de la ligne de retrait des eaux.

Article II.

1. Le Gouvernement japonais convient de ne soulever aucune objection à ce que les navires privés sous pavillon japonais soient arraisonnés en dehors des limites des eaux territoriales par les autorités des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, afin que des questions puissent être posées aux personnes se trouvant à bord et qu'un examen soit fait des papiers de bord en vue

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Washington, January 16, 1930.

whether the vessel or those on board are endeavoring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions, in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offense against the laws of the United States, its territories or possessions, prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions, for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shall not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions, than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavoring to commit the offense. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions, by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel, and not the speed of the vessel boarded, which shall determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article III.

No penalty of forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquoirs or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions, on board Japanese vessels voyaging to or from ports of the United States, or its territories or possessions, or passing through the territorial waters thereof, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Japanese vessel for compensation on the ground that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Convention or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention for the pacific settlement of international disputes[1], concluded at The Hague, October 18, 1907. The arbitral tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this agreement. All sums of money which may be awarded by the tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the tribunal shall be defrayed by a ratable deduction from the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments ; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

de vérifier si le navire ou les personnes à bord tentent d'importer ou ont importé des boissons alcooliques aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions, en violation des lois en vigueur. Lorsque ces questions et cet examen donneront lieu à des suspicions légitimes, il pourra être procédé à une visite du navire.

2. S'il existe un motif plausible de croire que le navire a commis, commet ou tente de commettre une infraction aux lois des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, prohibant l'importation des boissons alcooliques, le navire pourra être saisi et conduit dans un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions pour toute décision judiciaire en vertu desdites lois.

3. Les droits conférés par le présent article ne pourront être exercés à une distance de la côte des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, supérieure à la distance que peut franchir, en une heure, le navire suspecté de chercher à commettre cette infraction. Toutefois, dans les cas où les spiritueux sont destinés à être transportés aux Etats-Unis, leurs territoires ou possessions, par un navire autre que le navire arraisonné et visité, c'est d'après la vitesse de cet autre navire, et non d'après la vitesse du navire arraisonné, que sera calculée, à partir de la côte, la distance à laquelle peut être exercé le droit conféré par le présent article.

Article III.

Aucune pénalité ou confiscation aux termes des lois des Etats-Unis ne sera applicable aux boissons alcooliques ou aux navires ou personnes, en raison du transport de ces boissons, quand lesdites boissons seront enregistrées comme provisions de bord ou comme cargaison destinée à un port en dehors des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, à bord de navires japonais à destination ou en provenance de ports des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, ou traversant leurs eaux territoriales, étant entendu que lesdits spiritueux devront rester sous scellés tant que le navire qui les transporte demeurera dans lesdites eaux territoriales et qu'aucune partie de ces spiritueux ne devra, à aucun moment et en aucun lieu, être débarquée aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions.

Article IV.

Toute revendication formulée par un navire japonais en vue d'obtenir des dommages et intérêts pour pertes ou dommages subis par suite de l'exercice injustifié ou abusif des droits conférés par l'article II de la présente convention, ou pour n'avoir pas été admis au bénéfice des dispositions de l'article III, sera examinée conjointement par deux personnes, dont chacune sera désignée par l'une des Hautes Parties contractantes.

Il devra être donné suite aux recommandations contenues dans tout rapport ainsi conjointement établi. Si l'entente ne peut se faire pour établir un rapport conjoint, la réclamation sera soumise à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, décrite dans la Convention [1] pour le règlement pacifique des différends internationaux, conclue à La Haye le 18 octobre 1907. Le tribunal arbitral sera constitué conformément à l'article 87 (chapitre IV) et à l'article 59 (chapitre III) de ladite convention. La procédure sera réglée d'après telles parties du chapitre IV et du chapitre III de ladite convention (en tenant particulièrement compte des articles 70 et 74, mais les articles 53 et 54 étant exclus) que le tribunal pourra considérer comme applicables et comme entrant dans le cadre des dispositions de cet arrangement. Toutes les sommes d'argent qui pourront être accordées par le tribunal à la suite d'une réclamation, seront payées dans les dix-huit mois après la date de la décision finale, sans intérêts et sans déduction, sauf ainsi qu'il sera spécifié plus loin. Chaque gouvernement pourvoira à ses propres dépenses ; les dépenses du tribunal seront couvertes au moyen d'une déduction proportionnelle du total des sommes allouées par lui, au taux de cinq pour cent, ou à tels autres taux moins élevés dont les deux gouvernements pourraient convenir ; le déficit, s'il y en a, sera couvert par parties égales par les deux gouvernements.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article V.

This Convention shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Convention.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Convention shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Convention shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose as provided above three months before its expiration modifications in the Convention, and to the provision that if such modifications are not agreed upon before the close of the period of one year, the Convention shall lapse.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Convention, the said Convention shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Convention shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Convention not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by His Majesty the Emperor of Japan and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof ; and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington this thirty-first day of the fifth month of the third year of Showa, corresponding to the thirty-first day of May, in the nineteen hundred and twenty-eighth year of the Christian era.

(Seal) T. MATSUDAIRA.

(Seal) Frank B. KELLOGG.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

WASHINGTON, 31 *May*, 3 *Shova* (1928).

SIR,

In proceeding today to the signature of the Convention between Japan and the United States for the purpose of avoiding difficulties which might arise in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages, I am happy to attach hereto, for the purpose of future reference, a memorandum of the understanding that has been reached between us in regard to the interpretation of the Convention. I beg leave, therefore, to request that you kindly acknowledge and confirm this statement.

Accept, Sir, the revewed assurances of my highest consideration.

T. MATSUDAIRA.

Enclosure :
Memorandum.

The Honorable Frank B. Kellogg,
Secretary of State.

Article V.

La présente convention sera ratifiée et demeurera en vigueur pendant une période d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

Trois mois avant l'expiration de ladite période d'une année l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra notifier son désir de proposer des modifications aux termes de la convention.

Si l'entente ne peut être réalisée sur ces modifications avant l'expiration de la durée d'un an sus-indiquée, la convention prendra fin.

Si aucune des deux Parties ne notifie son désire de proposer des modifications, la convention demeurera en vigueur pour une autre année et ainsi de suite, de plein droit, mais toujours sous le bénéfice, au cours de chacune de ces périodes d'une année, du droit pour chaque partie de proposer, comme il est spécifié plus haut, des modifications à la convention, trois mois avant l'expiration et sous bénéfice de la clause suivant laquelle, si l'entente ne s'est pas faite relativement à de telles modifications avant l'expiration de la période d'un an, la convention prendra fin.

Article VI.

Au cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes serait empêchée, soit par une décision judiciaire, soit par une autre mesure législative, de donner plein effet aux clauses de la présente convention, ladite convention prendrait fin de plein droit et, en un tel cas, ou au moment, quel qu'il soit, où cette convention cessera d'être en vigueur, chacune des Hautes Parties contractante jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si cette convention n'avait pas été conclue.

La présente convention sera dûment ratifiée par sa Majesté l'Empereur du Japon et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec l'approbation du Sénat des Etats-Unis ; et les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en la cité de Washington ce trente et unième jour du cinquième mois de la troisième année de Showa, correspondant au trente et un mai de l'année mil neuf cent vingt-huit de l'ère chrétienne.

(Sceau) T. MATSUDAIRA.
(Sceau) Frank B. KELLOGG.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

WASHINGTON, *le* 31 *mai*, 3 *Showa*, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En procédant, ce jour, à la signature de la Convention entre le Japon et les Etats-Unis en vue d'éviter les difficultés qui pourraient surgir à propos des lois en vigueur aux Etats-Unis relativement aux boissons alcooliques, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, pour référence ultérieure une note relative à l'accord auquel nous sommes parvenus en ce qui concerne l'interprétation de la convention. Je vous serais obligé, en conséquence, de bien vouloir m'adresser un accusé de réception et une confirmation de cette déclaration.

Veuillez agréer, etc.

T. MATSUDAIRA.

Pièce jointe :
Memorandum.

A l'Honorable Frank B. Kellogg,
Secrétaire d'Etat.

No. 2320

MEMORANDUM.

It is understood

1. That the term " private vessels " as used in the Convention signifies all classes of vessels other than those owned or controlled by the Japanese Government and used for Governmental purposes, for the conduct of which the Japanese Government assumes full responsibility.

2. That the rights conferred on the authorities of the United States under Article II of the Convention do not relate to territorial waters of Japan or to waters of any territory over which Japan exercises a mandate under the authority of the League of Nations.

3. That there will be no advance requirement that Japanese vessels shall stop regularly at designated places to await such enquiries or examination as are authorized in Article II of the Convention.

4. That the Convention does not relate to alcoholic liquors for non-beverage, including medicinal purposes, which are regulated by the domestic laws of the United States.

5. That the expression " three months before the expiration of the said period of one year ", as used in the second paragraph of Article V, is used in the sense of not later than three months before the expiration of the said period.

6. That questions involving the application of the Convention arising while it is in force will be adjudicated in accordance with the provisions of the Convention as in force at the time the circumstances occurred, even if the Convention should lapse or be terminated before the decision is rendered.

II.

WASHINGTON, *May* 31, 1928.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note dated May 31, 1928, and the memorandum attached thereto of the understanding that has been reached between us in regard to the interpretation of the Convention between the United States and Japan for the purpose of avoiding difficulties which might arise in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages.

I beg to state that I am happy to confirm that the said memorandum, a duplicate of which is attached hereto, is a correct statement of the understanding reached by us in regard to the interpretation of the Convention.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

Frank B. KELLOGG.

Enclosure :
Memorandum.

His Excellency
Mr. Tsuneo Matsudaira,
The Japanese Ambassador.

MEMORANDUM

Il est bien entendu que :

1. L'expression « navire privé » employé dans la convention s'applique aux navires de toutes catégories autres que ceux dont le Gouvernement japonais est propriétaire ou détient le contrôle et affectés au service du gouvernement, pour la conduite desquels le Gouvernement japonais assume une entière responsabilité ;

2. Les droits conférés aux autorités des Etats-Unis par l'article II de la convention ne s'appliquent pas aux eaux territoriales du Japon ou aux eaux de tout territoire sur lequel le Japon exerce un mandat au nom de la Société des Nations ;

3. Il ne sera pas exigé à l'avance, des navires japonais de s'arrêter régulièrement à des endroits désignés en vue d'y attendre les enquêtes ou visites autorisées par l'article II de la convention ;

4. La convention ne s'applique pas aux liquides alcooliques non destinés à la boisson, ni à ceux qui sont destinés à des usages médicaux et dont l'emploi est réglementé par la législation interne des Etats-Unis ;

5. L'expression « trois mois avant l'expiration de ladite période d'une année », employée dans le second paragraphe de l'article V, signifie « pas plus tard que trois mois avant l'expiration de ladite période » ;

6. Les questions entraînant l'application de la convention qui pourront surgir pendant qu'elle est en vigueur seront réglées conformément aux dispositions de la convention en vigueur au moment où les faits se sont produits, même s'il arrivait que la convention prît fin avant le prononcé du jugement.

II.

WASHINGTON, *le* 31 *mai* 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note en date du 31 mai 1928 que Votre Excellence a bien voulu m'adresser ainsi que la note qui y était jointe relative à l'accord auquel nous sommes parvenus en ce qui concerne l'interprétation de la convention entre les Etats-Unis et le Japon en vue d'éviter les difficultés qui pourraient surgir à propos des lois en vigueur aux Etats-Unis sur les boissons alcooliques.

J'ai l'honneur de vous informer que ladite note dont un duplicata est joint à la présente note, constitue un compte rendu exact de l'accord réalisé entre nous quant à l'interprétation de la convention.

Veuillez agréer, etc.

Frank B. KELLOGG.

Pièces jointes :
Memorandum.

A Son Excellence
M. Tsuneo Matsudaira,
Ambassadeur du Japon.

MEMORANDUM.

It is understood

1. That the term " private vessels " as used in the Convention signifies all classes of vessels other than those owned or controlled by the Japanese Government and used for Governmental purposes, for the conduct of which the Japanese Government assumes full responsibility.

2. That the rights conferred on the authorities of the United States under Article II of the Convention do not relate to territorial waters of Japan or to waters of any territory over which Japan exercises a mandate under the authority of the League of Nations.

3. That there will be no advance requirement that Japanese vessels shall stop regularly at designated places to await such enquiries or examination as are authorized in Article II of the Convention.

4. That the Convention does not relate to alcoholic liquors for non-beverage, including medicinal purposes, which are regulated by the domestic laws of the United States.

5. That the expression "three months before the expiration of the said period of one year", as used in the second paragraph of Article V, is used in the sense of not later than three months before the expiration of the said period.

6. That questions involving the application of the Convention arising while it is in force will be adjudicated in accordance with the provisions of the Convention as in force at the time the circumstances occurred, even if the Convention should lapse or be terminated before the decision is rendered.

MEMORANDUM

Il est bien entendu que :

1. L'expression « navire privé » employée dans la convention s'applique aux navires de toute classe autres que ceux dont le Gouvernement japonais est propriétaire ou détient le contrôle et affectés au service du gouvernement, pour la conduite desquels le Gouvernement japonais assume une entière responsabilité.

2. Les droits conférés aux autorités des Etats-Unis par l'article II de la convention ne s'appliquent pas aux eaux territoriales du Japon ou aux eaux de tout territoire sur lequel le Japon exerce un mandat au nom de la Société des Nations ;

3. Il ne sera pas exigé, à l'avance, des navires japonais de s'arrêter régulièrement à des endroits désignés en vue d'y attendre de subir les enquêtes ou visites autorisées par l'article II de la convention ;

4. La convention ne s'applique pas aux liquides alcooliques non destinés à la boisson, ni à ceux qui sont destinés à des usages médicaux et dont l'emploi est réglementé par la législation interne des Etats-Unis ;

5. L'expression « trois mois avant l'expiration de ladite période d'une année », employée dans le second paragraphe de l'article V, signifie « pas plus tard que trois mois avant l'expiration de ladite période ».

6. Les questions entraînant l'application de la convention qui pourront surgir pendant qu'elle est en vigueur seront réglées conformément aux dispositions de la convention en vigueur au moment où les faits se sont produits, même s'il arrivait que la convention prît fin avant le prononcé du jugement.

N° 2321.

LETTONIE ET POLOGNE

Accord sur le trafic par chemin de fer entre la République de Lettonie et la République de Pologne, avec annexes et procès-verbal final. Signés à Riga, le 12 février 1929.

LATVIA AND POLAND

Agreement regarding Railway Traffic between the Latvian Republic and the Polish Republic, with Annexes and Final Procès-Verbal. Signed at Riga, February 12, 1929.

N° 2321. — ACCORD[1] SUR LE TRAFIC PAR CHEMIN DE FER ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE. SIGNÉ A RIGA, LE 12 FÉVRIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 mai 1930.

PRÉAMBULE

LA POLOGNE, d'une part, et LA LETTONIE, d'autre part, désirant régler la communication ferroviaire entre les deux pays, ont résolu de conclure un accord et ont nommé à cet effet les plénipotentiaires, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Jules ŁUKASIEWICZ, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de Pologne à Riga ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Fridrichs OZOLIŅŠ, ministre des Communications ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

RÈGLEMENTS ET PRESCRIPTIONS.

1. Le trafic par chemins de fer des voyageurs, des bagages et des marchandises entre la Pologne, d'une part, et la Lettonie, d'autre part, effectué sur la ligne située entre la frontière du pays et la gare de transmission, sera réglé par les dispositions du présent accord. De plus, pour autant que le présent accord n'en dispose pas autrement, seront valables les dispositions des arrangements et des tarifs conclus entre les Parties contractantes ou entre les administrations ferroviaires : polonaise et lettonne, ainsi que les dispositions des conventions internationales, auxquelles les Parties contractantes ont adhéré, de même que les lois et prescriptions en vigueur sur les territoires de chaque Etat en particulier[2].

2. Les personnes tierces ne seront pas admises au bénéfice du présent accord.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 25 janvier 1930.

[2] Voir le procès-verbal final.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2321. — AGREEMENT[2] REGARDING RAILWAY TRAFFIC BETWEEN THE LATVIAN REPUBLIC AND THE POLISH REPUBLIC. SIGNED AT RIGA, FEBRUARY 12, 1929.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place May 2, 1930.

PREAMBLE.

POLAND, of the one part, and LATVIA, of the other part, being desirous of regulating railway traffic between the two countries, have resolved to conclude an agreement and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Jules ŁUKASIEWICZ, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of Poland at Riga ;

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Fridrichs OZOLINŠ, Minister of Communications ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

LAWS AND REGULATIONS.

1. The provisions of the present Agreement shall apply to passenger, luggage and goods traffic between Poland, of the one part, and Latvia, of the other part, on the section between the frontier and the junction station. The agreements and tariffs concluded between the Contracting Parties or the Polish and Latvian railway administrations shall also be applicable, as well as the international agreements to which the Contracting Parties have acceded and the laws and regulations of either State in its own territory [3], except as otherwise provided in the present Agreement.

2. The present Agreement shall confer no rights on any third party.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 25, 1930.

[3] See Final " Procès-Verbal ".

Article 2.

SOUPLESSE A ASSURER AU TRAFIC.

Les Parties contractantes prendront des mesures en vue d'assurer aux communications ferroviaires entre leurs territoires une souplesse conforme aux besoins du trafic limitrophe et du transit. Notamment, le service des chemins de fer, des postes, des douanes et de police sera effectué de façon à ce que le transport des personnes, des bagages et des marchandises s'effectue avec la plus grande célérité possible.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. Lors des conférences périodiques d'horaire, les administrations tiendront compte des intérêts du trafic limitrophe et du transit. Elles concorderont, en particulier, les heures de départ et d'arrivés ainsi que les correspondances des trains à la gare de transmission, tenant aussi compte des nécessitée de la visite de douane et du contrôle des passeports.

2. Les horaires et leurs modifications éventuelles seront portés, en temps utile, à la connaissance des autorités des postes, des douanes et de police.

3. La circulation des wagons-lits, des wagons-restaurants et des wagons-poste sera réglée par un accord spécial.

Article 3.

GARE DE TRANSMISSION.

La gare lettonne Zemgale sera affectée comme la gare de transmission au trafic ferroviaire entre la Pologne, d'une part, et la Lettonie, d'autre part. Toutefois, la remise pour les locomotives polonaises sera construite à la gare Turmont.

Article 4.

DROITS SOUVERAINS.

Sauf stipulations contraires du présent accord ou d'autres conventions internationales, l'Etat, sur le territoire duquel est située la gare de transmission et les lignes entre cette dernière et la frontière du pays, y exerce ses droits souverains.

Article 5.

UTILISATION ET ENTRETIEN DES BATIMENTS ET INSTALLATIONS.

1. L'administration lettonne mettra à la disposition de l'administration polonaire pour son utilisation les bâtiments et installations nécessaires au trafic ferroviaire en conformité du présent accord.

2. L'administration lettonne sera chargée de conservation, conforme aux prescriptions, de tous bâtiments et installations à la gare de transmission de même que sur la ligne entre ladite gare et la frontière du pays.

3. Les dispositions de détail et, notamment, les modifications éventuelles quant aux bâtiments et installations coupées par la ligne frontière, seront fixées d'un commun accord par un arrangement additionnel (voir l'article 7) [1].

[1] Voir le procès-verbal final.

Article 2.

TRAFFIC ORGANISATION.

The Contracting Parties shall arrange that railway traffic between their territories is organised with due regard to the needs of frontier and transit traffic. In particular, railway, postal, Customs and police (passport) services shall be so operated as to enable the conveyance of passengers, luggage and goods to be effected as rapidly as possible.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. At their periodical time-table conferences the railway administrations shall consider the requirements of frontier and transit traffic. In particular they shall co-ordinate the times of departure and arrival and the connections of trains at the junction station, with due regard to the requirements of Customs and passport examination.

2. The postal, Customs and police (passport) authorities shall in due course be given punctual information regarding time-tables and any changes made therein.

3. A special agreement shall be concluded with regard to the running of sleeping-cars, restaurant-cars and mail vans.

Article 3.

THE JUNCTION STATION.

The Latvian station of Zemgale shall be used as the junction station for railway traffic between Poland, of the one part and Latvia, of the other part. The locomotive shed for Polish locomotives, however, shall be constructed at the station of Turmont.

Article 4.

SOVEREIGNTY.

Unless otherwise provided for in the present Agreement or other international conventions, sovereign rights over the junction station and on the section of the line between that station and the frontier shall belong to the State in whose territory they are situated.

Article 5.

USE AND UPKEEP OF BUILDINGS AND INSTALLATIONS.

1. The Latvian railway administration shall allow the Polish railway administration the use of the buildings and installations required for railway traffic under the present Agreement.

2. The Latvian railway administration shall be responsible for maintaining in the condition prescribed by the regulations all buildings and installations at the junction station and on the line between the junction station and the frontier.

3. Detailed provisions and in particular any alterations to buildings and installations intersected by the frontier shall be the subject of a supplementary agreement (Article 7) [1].

[1] See Final " Procès-Verbal ".

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

Les directions des chemins de fer intéressées s'entendront sur les travaux concernant les installations d'une utilisation commune ou destinée exclusivement à l'utilisation de l'administration voisine, qui ne visent pas l'entretien courant. En cas d'urgence ou de danger, il appartiendra à l'administration chargée de l'entretien d'exécuter les travaux requis et d'en aviser, sans délai, l'administration voisine.

Article 6.

DROIT DE PROPRIÉTÉ.

Tous les bâtiments et installations visés à l'article 5 constituent la propriété de l'administration lettonne, excepté le sémaphore de la gare Turmont (y compris le disque et les installations nécessaires) situé sur le terrain letton, mais appartenant à l'administration polonaise.

Article 7.

ARRANGEMENT ADDITIONNEL.

Les administrations concluront un arrangement additionnel réglant les conditions locales spéciales, concernant l'exécution du trafic par le point frontière envisagé (l'Arrangement additionnel local, désigne dans le texte qui suit par les mots « l'Arrangement additionnel ») [1].

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

Une carte de la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission ainsi qu'une carte de cette dernière, portant, en couleur, les bâtiments et installations aussi bien utilisés en commun que réservés à l'utilisation exclusive de l'administration voisine, seront annexées à l'arrangement additionnel. Cette carte sera complétée d'un relevé des bâtiments et installations utilisés comme il est dit plus haut.

Article 8.

QUESTIONS DE LANGUE.

1. Les relations de service, orales et par écrit, dans la gare de transmission et sur la ligne entre celle-ci et la frontière du pays se feront dans la langue lettonne. Il est toutefois permis de se servir d'une autre langue au cas où elle peut être comprise par les fonctionnaires lettons (voir l'article 26).

2. La correspondance de service, par écrit et par télégraphe, entre les administrations des Parties contractantes, se fera en langue française.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. La correspondance par écrit et par télégraphe entre les stations et offices de deux Parties contractantes se fera dans la langue officielle du pays d'expédition ; la transmission s'en fera d'un chemin de fer à l'autre. La traduction, s'il y a lieu, sera effectuée dans la gare de transmission par le chemin de fer destinataire.

[1] Voir le procès-verbal final.

EXECUTIVE REGULATIONS.

The railway administrations concerned shall come to an agreement regarding work affecting installations used jointly or intended for the sole use of the neighbouring administration, where such work is in excess of normal upkeep requirements. In urgent cases or in case of danger, the administration responsible for upkeep shall put the necessary work in hand and notify the neighbouring administration immediately.

Article 6.

RIGHT OF PROPERTY.

All the buildings and installations mentioned in Article 5 shall be the property of the Latvian administration, except the Turmont station semaphore signal (including the disc and the necessary fittings), which, though situated on Latvian territory, belongs to the Polish administration.

Article 7.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT.

The railway administrations shall conclude a supplementary agreement governing the special local traffic conditions at a particular frontier-crossing (Supplementary Local Agreement, hereinafter known as " Supplementary Agreement ") [1].

EXECUTIVE REGULATIONS.

A plan of the line between the frontier and the junction station, and a plan of the junction station itself, showing in colour the buildings and installations used jointly and those reserved for the exclusive use of the neighbouring administration, shall be annexed to the Supplementary Agreement. A list shall be attached to the plan showing the buildings and installations used as aforesaid.

Article 8.

LANGUAGE.

1. Oral and written official communications at the junction station and on the line between the latter and the frontier shall be made in the Latvian language. It shall, however, be permissible to use another language where such is understood by the Latvian officials (see Article 26).

2. Written and telegraphic official correspondence between the administrations of the Contracting Parties shall be conducted in French.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. Written and telegraphic correspondence between the stations and departments of the two Contracting Parties shall be in the official language of the despatching country and shall be handed by one railway to the other. The railway receiving such correspondence shall translate it, when necessary, at the junction station.

[1] See Final " Procès-Verbal ".

2. Les administrations intéressées établiront d'un commun accord des formulaires en deux langues pour faciliter la correspondance schématique courante relative au trafic.

3. Les locaux de service, réservés dans la gare de transmission à l'utilisation exclusive de l'administration voisine, seront pourvus d'écriteaux rédigés en langues officielles de deux Parties contractantes ; les inscriptions dans la langue officielle de l'administration locale auront la première place.

4. La gare de transmission et la gare frontière auront à afficher, aux endroits appropriés à cette fin, des horaires et des publications officielles d'une importance réelle pour le trafic que l'administration voisine leur remettra rédigés dans sa langue officielle.

Article 9.

AGENTS D'UN ETAT LIMITROPHE EN SERVICE DANS LA GARE DE TRANSMISSION ET SUR LA LIGNE ENTRE CELLE-CI ET LA FRONTIÈRE DU PAYS.

1. L'administration limitrophe pourra se servir de son propre personnel dans la gare de transmission et sur la ligne entre celle-ci et la frontière du pays, pour autant que les fonctions spéciales à y exercer seront de nature à rendre nécessaire l'exercice de ces fonctions par les organes de chaque administration en particulier. Ledit personnel sera tenu d'exécuter les fonctions de service d'après les lois et règlements en vigueur dans l'administration qui le délègue.

2. Chacune des administrations intéressées ne pourra déléguer ses agents sur le territoire de l'Etat limitrophe qu'en nombre rigoureusement nécessaire.

3. Le personnel employé à la gare frontière et à celle de transmission, de même que sur la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission, sera tenu de connaître les prescriptions et règlements concernant le service sur la ligne et les gares susmentionnées. Pour autant qu'il exerce les fonctions de service dans la gare de transmission de l'administration voisine, le personnel susvisé est tenu de pouvoir s'entendre, en matière de service, dans la langue officiellement admise dans l'Etat limitrophe.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. Quant à la question de savoir si le personnel employé sur le territoire de l'Etat limitrophe est dûment qualifié à cet égard, seront valables les règlements et certificats d'aptitude délivrés par l'administration de laquelle ce personnel dépend.

2. Le personnel d'une des administrations, en service sur le territoire de l'Etat limitrophe, est soumis en ce qui concerne son service, aux ordres édictés par les organes compétents de l'administration voisine, pour autant que ceux-ci, au sens de l'arrangement additionnel, sont en droit de les donner.

3. Lors de son séjour de service sur le territoire de l'Etat limitrophe, le personnel de l'administration voisine pourra être, dans les cas exceptionnels, appelé à exercer les fonctions de service concernant l'autre administration pour autant que le service de la sienne le permet (article 34).

4. L'arrangement additionnel désignera les catégories d'agents qui devront, s'il y a lieu, résider dans l'Etat limitrophe.

Article 10.

PROTECTION A ACCORDER AUX AGENTS DE L'ETAT LIMITROPHE.

1. Les agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe, ressortissants de l'Etat qui les délègue, conservent de plein droit leur nationalité. Il en est de même des membres de leurs familles

2. The administrations concerned shall jointly prepare bilingual forms to be used for routine and stereotyped communications relating to railway traffic.

3. Premises at the junction station used exclusively by the neighbouring administration shall be provided with notices in the official languages of the two Contracting Parties, those in the official language of the local administration being placed first.

4. The junction and frontier stations shall display at appropriate places official time-tables and notices, of material concern to traffic, transmitted by the neighbouring administration in its official language.

Article 9.

EMPLOYEES OF THE NEIGHBOURING STATE AT THE JUNCTION STATION AND ON THE LINE BETWEEN THE LATTER AND THE FRONTIER.

1. The neighbouring administration may use its own employees for special duties at the junction station and on the line between the latter and the frontier, when those duties are of so special a nature as to require to be carried out by the particular administration's own organs. Such employees must discharge their duties in accordance with the current laws and regulations of the administration which sent them.

2. The number of employees despatched to the territory of the neighbouring State by each of the administrations concerned must not exceed the number strictly required.

Officials employed at the frontier and junction stations, and also on the line between the frontier and the junction station, must be acquainted with the service rules and regulations of the said line and stations. If employed at the junction station of the neighbouring administration, the said personnel must be capable of making themselves understood, for service purposes, in the official language of the neighbouring State.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. The question whether officials employed in the territory of the neighbouring State are properly qualified for that purpose shall be governed by the rules and the evidence of capacity issued by the administration to which they belong.

2. When acting in the territory of the neighbouring State, officials of either administration shall, as regards their duties, be under the orders of the competent organs of the neighbouring administration, in so far as the latter are, under the provisions of the Supplementary Agreement, entitled to issue such orders.

3. In exceptional circumstances, officials of the neighbouring administration may, while on duty in the territory of the neighbouring State, be required to perform service duties for the other administration, in so far as the duties for their own administration permit (Article 34).

4. The Supplementary Agreement shall decide whether and which employees are to reside in the neighbouring State.

Article 10.

PROTECTION TO BE GIVEN TO EMPLOYEES OF THE NEIGHBOURING STATE.

1. Employees working in the territory of the neighbouring State, who are nationals of the State responsible for sending them, shall be entitled as of right to retain their nationality, as shall also

et de leurs domestiques, vivant dans leur ménage sur le territoire de l'Etat limitrophe. Dans ce cas, le domicile et le séjour, ni la naissance n'entraîne pas l'acquisition de la nationalité de l'Etat limitrophe.

2. Une protection nécessaire sera assurée aux personnes spécifiées au chiffre 1, lors de leur résidence sur le territoire de l'Etat limitrophe (voir les articles 16 et 17). Les agents résidant dans l'Etat limitrophe seront considérés comme fonctionnaires, au sens du code pénal, de la même manière que les agents de ce pays. En cas d'insultes ou de lésions, en dehors de la plainte déposée par la victime, les pouvoirs publics auront à porter plainte de leur côté, pour autant que cette plainte est admissible. Les Parties contractantes devront profiter de cette facilité en faveur des agents des administrations limitrophes en service sur leur territoire dans la même mesure qu'en ce qui concerne leurs propres agents.

3. Les personnes visées à l'alinéa 1, en résidence sur le territoire de l'Etat limitrophe, seront exonérées :

a) De toutes prestations personnelles ou en nature émanant du droit public ;

b) Des impositions publiques qui ne seraient pas applicables dans l'Etat limitrophe aux personnes susnommées, si elles n'y avaient ni domicile ni résidence.

4. Les enfants des personnes visées à l'alinéa 1 sont exemptés, sur le territoire de l'Etat limitrophe, de l'enseignement scolaire obligatoire.

5. Le pouvoir disciplinaire à l'égard des agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe, en ce qui concerne les pénalités pour infractions au service, n'appartient qu'aux autorités supérieures de l'Etat qui les délègue. Le jugement de délits, commis par eux en exercice de leurs fonctions dans l'Etat limitrophe, appartiendra aux autorités nationales sur leur demande exclusivement, pour autant qu'il ne s'agit pas des citoyens dudit Etat. En cas d'une telle demande, l'Etat limitrophe devra immédiatement remettre l'inculpé aux autorités susmentionnées. Cette demande devra être transmise par l'autorité compétente en matière criminelle aux autorités judiciaires analogues de l'Etat limitrophe [1].

Article 11.

AIDE ET ASSISTANCE AU PERSONNEL EN SERVICE.

1. Les agents et les offices des Parties contractantes en service dans la gare de transmission et sur la ligne entre cette dernière et la frontière du pays, se prêteront mutuellement aide et assistance lors de l'exercice de leurs fonctions, notamment lorsqu'il s'agit d'empêcher ou de découvrir des infractions.

2. Les agents et les offices d'une Partie contractante prêteront aide et assistance requise aux offices et aux agents de l'autre Partie en service dans le territoire visé à l'alinéa 1 ; ils suivront leurs appels au même degré comme s'il s'agissait des appels émanant de leurs offices ou de leurs agents.

3. Sur demande directe des offices d'une Partie contractante, les offices compétents des administrations participant au trafic ouvriront, d'une manière appropriée, une enquête à fins de constatation des infractions contre les règlements de l'autre Partie en matière de chemins de fer, postes, douanes et de police, commises sur le territoire désigné à l'alinéa 1 du présent article. Lesdits offices remettront aux intéressés des notifications qu'exigent l'ouverture et la procédure de l'enquête disciplinaire.

4. Les dépenses occasionnées par les enquêtes seront remboursées directement à l'office actionné par l'office qui aura exigé une enquête.

[1] Voir le procès-verbal final.

the members of their families and the servants living in their households in the territory of the neighbouring State. In such cases the fact of domicile, residence or birth shall not involve acquisition of the nationality of the neighbouring State.

2. The necessary protection shall be guaranteed to the persons indicated in § 1, during their stay in the territory of the neighbouring State (See Articles 16 and 17.) Employees, when resident in the neighbouring State, shall, equally with the officials of that State, be regarded, as officials for the purposes of criminal law. In cases of insult or bodily injury the authorities must, in so far as such action is admissible, lodge their own complaint, in addition to that lodged by the injured party. The Contracting Parties shall exercise these powers in favour of officials of the neighbouring administrations working on their territory to the same extent as in the case of their own officials.

3. During their residence in the territory of the neighbouring State, the persons indicated in paragraph 1 shall be exempt :

(a) From all personal services and contributions at public law ;

(b) From public taxation which would not apply in the neighbouring State to the above-mentioned persons if they were neither domiciled nor resident therein.

4. The children of the persons indicated in paragraph 1 shall be exempt in the neighbouring State from compulsory school attendance.

5. As regards penalties for administrative offences, employees working in the territory of the neighbouring State shall be under the sole jurisdiction of the higher authorities of the State sending them. Offences committed by officials in the performance of their duties in the neighbouring State shall, provided the offender is not a subject of the latter, be judged solely by the home authorities if they so request. If such a request is made, the accused must be forthwith surrendered by the neighbouring State to the above-mentioned authorities. The request must be forwarded by the competent criminal law authority to the corresponding judicial authorities of the neighbouring State [1].

Article 11.

HELP AND ASSISTANCE TO EMPLOYEES ON DUTY.

1. The employees and offices of the Contracting Parties on duty at the junction stations and on the line between such station and the frontier shall render each other help and assistance in the performance of their official duties, particularly in the prevention and detection of contraventions.

2. The employees and offices of each of the Contracting Parties shall afford all the necessary help and assistance to the offices and employees of the other Party working in the territory referred to in paragraph 1, and shall comply with their requests to the same extent as in the case of requests from their own offices or employees.

3. The competent offices of the administrations concerned with traffic shall, upon the direct request of the offices of a Contracting Party, duly open an enquiry to ascertain the facts regarding infringements of the other Party's railway, postal, Customs or police regulations occurring in the territory mentioned in paragraph 1 of the present Article, and shall deliver to the parties concerned the summonses required for initiating and carrying out disciplinary inquiries.

4. Expenditure thus incurred shall be reimbursed direct by the office which has called for the inquiry to the office addressed.

[1] See Final " Procès-verbal ".

Article 12.

AGENTS DE CONTROLE.

1. Il appartient à l'administration intéressée de contrôler le fonctionnement du service exécuté par ses agents sur le territoire de l'Etat limitrophe.

2. Les organes de contrôle devront s'abstenir de toute ingérence directe dans le service de l'exploitation.

3. Lors du franchissement de la frontière et du séjour temporaire des organes de contrôle sur le territoire de l'Etat limitrophe, les dispositions de l'article 16 sont applicables.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

L'administration voisine portera à la connaissance de l'autre administration les noms desdits agents.

Article 13.

DÉLITS DE SERVICE.

1. En cas de délit touchant le trafic par chemins de fer, l'administration dans la circonscription de laquelle se trouve le lieu de délit, procède à l'instruction de fait, s'il y a lieu de concert et avec aide de l'administration intéressée de l'Etat limitrophe. Le résultat de l'instruction sera porté à la connaissance de l'administration voisine qui prendra des mesures nécessaires et en avisera l'autre administration. Les agents qui ne connaissent pas suffisamment la langue officielle de l'Etat limitrophe pourront, sur leur demande, être entendus dans leur langue nationale.

2. En cas de délit de service plus grave, l'agent coupable sera révoqué sur demande faite par l'administration compétente de l'Etat limitrophe.

Article 14.

ASSURANCES SOCIALES. ASSURANCES-ACCIDENTS.

1. En ce qui concerne les assurances sociales et les assurances-accidents des agents des chemins de fer, délégués à titre temporaire ou en permanence sur le territoire de l'Etat limitrophe, seront exclusivement valables les dispositions légales de l'Etat où se trouve le siège de l'administration à laquelle des dits agents sont subordonnés. La même disposition est applicable lorsque le personnel d'une administration est chargé par l'autre de fonctions de service.

2. Seront compétentes pour l'application des assurances sociales et des assurances-accidents, de même que pour la solution des contestations, les autorités opérant les assurances, les autorités administratives ou tribunaux de l'Etat dont les dispositions juridiques sont à appliquer conformément au chiffre précédent.

3. Les prestations fournies en vertu des dispositions ci-dessus, conformément aux prescriptions légales de l'autre Etat, auront, quant à la responsabilité juridique et civile de l'employeur, le même effet légal que les prestations accordées en vertu de ses propres prescriptions légales. La voie de recours n'appartient qu'à une des deux administrations ferroviaires contre l'autre.

Article 12.

INSPECTING STAFF.

1. The administration concerned shall have the right to inspect the work performed by its employees in the territory of the neighbouring State.

2. Inspectors shall refrain from any direct interference in the working of the service.

3. The provisions of Article 16 shall apply when inspectors cross the frontier and make a temporary stay in the territory of the neighbouring State.

EXECUTIVE REGULATIONS.

Neighbouring administrations shall communicate to one another the names of such officials.

Article 13.

ADMINISTRATIVE OFFENCES.

1. In cases of administrative offences in connection with railway traffic, the administration of the district in which the offence was committed shall investigate the facts, if necessary jointly with, and with the help of, the administration of the neighbouring State concerned. The result of the inquiry shall be communicated to the neighbouring administration, which shall take any necessary action and inform the other administration thereof. Employees who are insufficiently acquainted with the official language of the neighbouring State shall be interrogated at their own request in their own language.

2. An employee who has committed a serious administrative offence shall, at the request of the competent administration of the neighbouring State, be recalled.

Article 14.

SOCIAL INSURANCE AND ACCIDENT BENEFITS.

1. As regards social insurance and accident benefits in the case of railway officials temporarily or permanently delegated to the territory of the neighbouring State, the laws of the State in whose territory the administration employing the said officials is situated shall alone be applicable. The same rule shall apply when the staff of one administration is employed for service purposes by the other administration.

2. The bodies transacting insurance, the administrative authorities and the Courts of the State whose laws are applicable under the preceding paragraph shall be competent to give effect to social and accident insurance and to settle disputes.

3. Benefits paid under the foregoing provisions and in accordance with the law of the other State shall have the same legal validity from the point of view of the employer's judicial and civil liability as benefits granted under that State's own laws. The right of appeal may be exercised only by one railway administration as against the other.

Article 15.

ASSISTANCE EN CAS DE MALADIE.

1. En cas de maladie ou d'autre nécessité urgente il ne sera fait aucune distinction quant à l'assistance à prêter aux agents de deux administrations voisines et aux membres de leurs familles vivant dans leur ménage.

2. Les frais occasionnés par ces soins seront remboursés à l'administration qui les aura avancés.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

Le remboursement des frais visés à l'alinéa 2 se fera sur présentation d'un certificat délivré par le médecin consulté ; ce certificat devra dûment justifier les soins accordés.

Article 16.

FRANCHISSEMENT DES FRONTIÈRES ET SÉJOUR TEMPORAIRE DANS L'ETAT LIMITROPHE.

1. Sur la base d'un permis établi par un office compétent, les agents de chaque Partie contractante en service relatif au trafic par le point frontière entre la Pologne et la Lettonie, auront la faculté de franchir la frontière en vue d'exercer le service et de séjourner dans la zone du chemin de fer situé sur le territoire de l'Etat limitrophe, tant pendant la durée de leur service que dans les intervalles, ceci sans passeports et visas. Les permis seront établis d'après un modèle convenu ; leur validité sera conforme aux circonstances, suivant le cas, et n'excédera toutefois la période d'une année. La circulation en dehors de la zone du chemin de fer ne sera permise qu'en vertu d'une carte délivrée sur la base du permis susmentionné par la police à la station. Cette carte ne sera valable que dans le territoire de la commune où est située la gare Zemgale ou Turmont, ou dans celui de la commune la plus proche.

2. Le personnel en service sur le territoire étranger sera tenu de porter l'uniforme ou des insignes, pour autant que les règlements de son administration l'exigent et que son service le met en contact avec le public. Le port des armes en dehors de la zone du chemin de fer est prohibé.

3. Sans être exempt de la visite douanière, le personnel pourra emporter en franchise de douane des objets destinés à son usage personnel pour un jour de service y compris la durée du voyage d'aller et retour.

4. Le personnel en service relatif au trafic par le point frontière sera transporté sur le parcours entre les gares Zemgale et Turmont gratuitement.

ANNEXE A

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. Le modèle du permis désigné dans la deuxième phrase du chiffre 1 du présent article est spécifié dans l'annexe A. Les administrations se communiqueront les noms des bureaux autorisés à délivrer lesdits permis.

2. Les permis susmentionnés donnent droit au parcours gratis sur les chemins de fer, conformément au chiffre 4 du présent article.

3. Au personnel desservant les trains et les locomotives suffit, pour le passage de la frontière au lieu d'un permis, l'inscription des noms des fonctionnaires dans le rapport du train.

Article 15.

SICK BENEFIT.

1. In the case of sickness or other sudden emergency, no distinction shall be made in granting assistance to employees of the two neighbouring administrations and to members of their families living in their household.

2. The expenses incurred in this connection shall be refunded to the administration advancing them.

EXECUTIVE REGULATIONS.

Refunds of the expenses referred to in 2) will be made on production of a certificate from the doctor attending the case, duly accounting for the assistance rendered.

Article 16.

CROSSING OF FRONTIERS AND TEMPORARY STAY IN A NEIGHBOURING STATE.

1. Employees of either of the Contracting Parties engaged in the frontier traffic service between, Poland and Latvia shall be allowed to cross the frontier with a view to discharging their duties and to remain on the railway premises in the territory of the neighbouring State during and between working hours, without passports or visas, in virtue of a warrant issued by the competent department. These warrants shall be drawn up according to an agreed form and for a period depending upon the particular circumstances, but in no case exceeding one year. In order to leave the railway premises, a permit from the Station Police Office, issued on the basis of the above-mentioned warrant, shall be required. It shall be valid only for the area of the commune in which Zemgale or Turmont station is situated, or for that of the nearest commune.

2. In foreign territory employees shall wear uniform or conspicuous service badges, in so far as this is required by the regulations of their own administration, and in so far as their duties bring them into contact with the public. Arms must not be carried outside railway premises.

3. Subject to Customs inspection, employees shall be entitled to carry with them, free of duty, articles intended for personal use in the course of their daily duties and on the journey to and from work.

4. Staff employed in frontier traffic service shall be conveyed free of charge between Zemgale and Turmont stations.

ANNEX A.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. The warrant mentioned in paragraph 1, second sentence of this Article shall be in the form given in Annex A. The administrations shall notify one onother of the offices competent to issue such warrants.

2. The said warrants shall entitle the bearer to free railway travel in accordance with paragraph 4 of this Article.

3. In the case of train and locomotive crews, authority to cross the frontier may, in lieu of a warrant, be constituted by their names being entered in the train schedule.

4. En cas d'interruptions de la communication par télégraphe et par téléphone, les courriers, chargés de la transmission des messages par écrit au sujet du mouvement des trains, ont le droit de passer la frontière aussi sous présentation d'un tel message.

Article 17.

FRANCHISSEMENT DES FRONTIÈRES ET RÉSIDENCE FIXE DANS L'ETAT LIMITROPHE.

1. Sur la base d'une carte d'identité établie d'après le modèle convenu par les autorités supérieures, des agents en service sur le territoire de l'Etat limitrophe et résidant dans cet Etat, lesdits agents, de même que les membres de leurs familles, ainsi que les domestiques faisant partie de leur ménage seront autorisés de franchir la frontière à l'aller et au retour ainsi que de résider dans le lieu du service, ceci sans passeports et visas. Comme lieu de service on entend le territoire de la commune où est située la gare de transmission ou celui de la commune la plus proche sauf les exceptions prévues à cet égard dans l'arrangement additionnel.

2. Les dispositions spécifiées sous chiffre 2 et 4 de l'article 16 sont à appliquer, suivant le cas, aux agents désignés ci-dessus, lesquels pourront toutefois porter des armes également en se rendant au lieu de service et vice-versa.

ANNEXES B ET C

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. Les modèles des cartes d'identité, désignées dans le chiffre 1 du présent article, sont spécifiés dans les annexes B et C.

2. Le nombre de domestiques auxquels s'appliquent les dispositions de l'article 17, ne peut dépasser une personne pour le ménage d'un fonctionnaire.

Article 18.

CARTES D'IDENTITÉ DES EMPLOYÉS DES WAGONS-LITS ET WAGONS-RESTAURANTS.

1. Les employés privés des wagons-restaurants et wagons-lits de la Compagnie internationale des wagons-lits et des grands express européens devront être pourvus de cartes d'identité, délivrées par la police locale du lieu de leur domicile. Ces cartes porteront les noms, prénoms, domicile, nationalité de l'employé et en outre sa signature et sa photographie. Cette dernière devra être munie du timbre officiel et du timbre de l'administration qui l'a délivrée, ainsi que d'une attestation de la Direction du chemin de fer à laquelle appartient la gare d'attache de ces wagons, indiquant le genre de travail accompli par l'employé dans le service des wagons-restaurants et des wagons-lits.

2. Le visa du pays étranger n'est pas exigé.

Article 19.

DISPOSITIONS SPÉCIALES DOUANIÈRES.

1. Sans préjudice aux dispositions légales de leur Etat et sauf les cas de présomption des fraudes, les autorités des douanes des Parties contractantes reconnaîtront mutuellement comme valables et laisseront intacts les plombs et les scellés apposés par leurs offices douaniers aux marchandises transportées sous la surveillance douanière. Il est, toutefois, permis d'y apposer les plombs et scellés complémentaires.

4. Couriers whose duty it is, in the case of interruptions of telegraphic and telephonic communications, to convey written messages regarding railway traffic, may also cross the frontier on production of such messages.

Article 17.

CROSSING OF THE FRONTIER AND PERMANENT RESIDENCE IN THE NEIGHBOURING STATE.

1. Employees working in the territory of the neighbouring State, and residing there, and also members of their families and servants belonging to their households shall be permitted to cross the frontier in both directions and to reside in their place of employment, without passports or visas, in virtue of an identity card, of a form to be agreed upon, issued by the superior authorities. The territory of the commune in which the junction station is situated, or of the commune nearest thereto, shall be regarded as the place of employment, unless otherwise provided for in the Supplementary Agreement.

2. The provisions of paragraphs 2 and 4 of Article 16 shall apply, *mutatis mutandis*, to the said employees, who may, however, carry weapons with them both to and from their work.

ANNEXES B AND C.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. The identity card mentioned in paragraph 1 of this Article shall be in the forms specified in Annexes B and C.

2. The number of servants to whom Article 17 applies shall not exceed one person for a single employee's household.

Article 18.

IDENTITY CARDS FOR RESTAURANT AND SLEEPING-CAR ATTENDANTS.

1. Private employees in the restaurant- and sleeping-cars of the International Sleeping Car Company must be provided with identity cards issued by the local police authority of their place of residence. These cards must bear the holder's Christian names and surname, address, nationality, signature and photograph, with the official seal and stamp of the issuing authority, and also an attestation by the competent railway company owning the home station of the car, specifying the nature of the bearer's employment in the restaurant-and sleeping-car service.

2. No foreign visa shall be required.

Article 19.

SPECIAL CUSTOMS PROVISIONS.

1. The Customs authorities of each Contracting Party shall, without prejudice to their national law and except in cases of suspected abuse, accept as valid and leave intact the leads and seals which the Customs offices of the other Party have affixed to goods transported under Customs supervision. It shall, however, be permissible to affix supplementary leads and seals.

2. Les objets, servant à l'usage de service des bureaux situés sur le territoire étranger et des agents y faisant le service, pourront être importés ou exportés en franchise de douane, sans perception des taxes quelconques, ceci sur présentation d'une attestation de l'autorité compétente.

3. La même disposition s'applique aux objets de déménagement, réservés à l'usage des agents déplacés ainsi qu'aux membres de leur famille et aux domestiques faisant partie de leur ménage.

4. Les pièces de rechange du matériel roulant avarié demandées à l'administration étrangère en vertu des conventions internationales sur l'emploi réciproque des wagons, de même que les pièces avariées, seront transportées en franchise de douane et sans perception des droits quelconques. Dans ce but, le bulletin d'accompagnement servira d'une attestation officielle de l'administration expéditrice quant à la destination de ces pièces [1].

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION A L'ALINÉA 3.

La franchise de douane sera limitée par les dispositions douanières en vigueur, mais la limite légale ne doit pas être inférieure à 1.500 Lats.

Article 20.

RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES.

1. La responsabilité pour dommages et accidents survenus en trafic ferroviaire entre la frontière du pays et la gare de transmission, exception faite de l'avarie et de la perte totale ou partielle des marchandises et des bagages (voir chiffre 7), sera réglée d'après les règlements et prescriptions valables aux endroits où le dommage ou l'accident se serait produit.

2. La responsabilité pour dommages dus à l'infraction aux lois ou à la faute du personnel en service relatif au trafic par le point de frontière, incombe à l'administration dont dépend le personnel fautif. Dans le cas où une administration aurait employé le personnel de l'autre administration, c'est la première qui en est responsable. Lorsque le dommage est occasionné par les agents des deux Parties ou si les agents fautifs ne peuvent être constatés, les deux administrations partagent la responsabilité par moitié.

3. La responsabilité pour accidents dus au mauvais entretien des stations, des lignes, des locomotives en ordre de marche et des automotrices, incombe à l'administration qui en doit avoir soin.

4. La responsabilité pour accidents dus au mauvais état des wagons ou d'autre matériel roulant non dénommé sous 3 est à charge de l'administration qui a reçu la dernière le véhicule, après l'avoir accepté au point de vue technique.

5. Les administrations seront déchargées de la responsabilité réciproque pour dommages en cas de force majeure. Si le dommage est dû à un cas qui ne saurait être attribué à la force majeure, la responsabilité en incombe à l'administration sur les lignes de laquelle le dommage aura été occasionné. Toutefois, chaque administration est exclusivement responsable pour dommage subi par son personnel ou pour l'avarie survenue à son matériel qui aurait lieu en conséquence d'un cas pendant le passage du train sur la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission.

6. Chaque administration pourra exercer le droit de recours vis-à-vis de l'autre, si, en vertu d'une sentence du tribunal ayant l'autorité d'une chose jugée, elle est tenue de rembourser les dommages dont la responsabilité totale ou partielle, en conformité des dispositions qui précèdent, incombe à l'autre administration. Le droit de recours pourra être également exercé lorsque les administrations auront convenu que l'une d'elles aura à régler les réclamations, bien que la responsabilité incombe, en tout ou en partie, à l'autre administration. Les arrangements à l'amiable

[1] Voir le procès-verbal final.

2. Articles used for service purposes by offices situated and employees working in foreign territory may be imported or exported, free of duty and fees of any kind, on production of an attestation by the competent authority.

3. The same provision shall apply to property in course of removal intended for the use of employees who are transferred and the members of their families and servants of their households.

4. Spare parts for damaged rolling-stock, applied for from a foreign railway administration, under international agreements for the reciprocal use of wagons and also damaged parts shall be conveyed free of Customs duties and charges of any kind. In such case, the waybill shall serve as an official attestation by the office of despatch of the destination of such material.[1]

EXECUTIVE REGULATION FOR PARAGRAPH 3.

Exemption from duty shall be governed by the current Customs regulations, but the legal limit shall not be less than 1,500 lats.

Article 20.

RESPONSIBILITY FOR DAMAGE.

1. Responsibility for damage and for accidents in railway traffic between the frontier and the junction station, but not for damage to, or total or partial loss of, goods and luggage (see paragraph 7), shall be determined by the laws and regulations in force in the locality where the damage or accident occurs.

2. Responsibility for damage due to irregular procedure or neglect on the part of the railway personnel employed in the frontier traffic service shall be borne by the railway administration to which the personnel in question belongs. Should one administration have employed the personnel of the other, the former shall be responsible. If the damage is caused by the employees of both Parties, or if it cannot be ascertained who caused the damage, the two administrations shall be equally responsible.

3. Where the accident is due to the bad condition of the station, track, engines in running order or rail motors, the railway administration whose duty it is to maintain these in good condition shall be held responsible.

4. Where the accident is due to a defect in a coach or other rolling-stock not mentioned in 3, the administration which last took over the technical charge of the rolling-stock in question shall be held responsible.

5. The administrations shall not be mutually liable for damages due to *force majeure*. If the damage was caused by an occurrence which cannot be regarded as *force majeure*, the administration on whose line the damage occurred shall be held responsible. Nevertheless, each administration shall be solely responsible for injury to its personnel or damage to its material the result of an accident to the train while travelling between the frontier and the junction station.

6. Each administration may exercise the right of appeal against the other, if it has been sentenced by a court judgment having legal force to pay compensation for damage for which the other administration is wholly or partly liable in pursuance of the above provisions. Appeal may also be made if the administrations have agreed that one of them is to settle claims for compensation, even though the other administration is wholly or partly liable for the damage. Nevertheless, compromises, acknowledgments or judgments by default shall be binding on the

[1] See Final „ Procès-verbal. "

reconnaissance ou sentences par défaut n'engagent l'autre administration qu'avec son agrément ou dans le cas où, malgré le rappel, elle n'aura pas notifié, en temps utile, une déclaration requise.

7. Les dispositions formulées ci-dessus n'affectent en rien l'application des dispositions spéciales sur le remboursement des dommages nés du contrat de transport prévues par les règlements relatifs aux transports par chemins de fer.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

L'enquête sur les dommages et accidents visés aux chiffres 1 et 6 sera ouverte par l'administration, sur la ligne ou dans la station de laquelle un accident ou un dommage se sera produit. Lorsque, d'après la constatation sommaire, la responsabilité totale ou partielle de l'autre administration pourrait être engagée, celle-ci doit en être immédiatement avisée. Dans ce cas, l'enquête ultérieure sur les causes de l'accident ou du dommage sera poursuivie, d'un commun accord, par les délégués des deux administrations. S'il s'agit d'une constatation des avaries des envois postaux, transportés dans les wagons-poste ou wagons à marchandises, l'administration des Postes sera invitée à prendre part à l'enquête, sans que la fixation définitive du montant du dommage en soit préjugée.

Article 21.

GARES DÉSIGNÉES POUR VISITE DOUANIÈRE ET CONTROLE DES PASSEPORTS.

1. La visite de la douane et le contrôle des passeports ont lieu dans les gares énumérées ci-dessous :

De la part de la Pologne à la gare Turmont, et
De la part de la Lettonie à la gare Zemgale.

2. Pour autant que les conditions locales le permettent, les gouvernements des deux Parties contractantes concluront un accord spécial afin que la visite douanière et le contrôle des passeports soient effectués à la gare de transmission par les fonctionnaires polonais et lettons [1].

3. Les Parties contractantes se concèdent mutuellement le droit de transporter leurs agents dans les trains franchissant la frontière jusqu'à la station d'arrêt la plus proche et vice-versa, ceci en vue d'exercer sur son territoire avoisinant la frontière une surveillance douanière et de police. Ces agents ont aussi le droit de gagner à pied ces stations et tombent sous le coup des dispositions de l'article 16.

Article 22.

EXÉCUTION DU SERVICE DU MOUVEMENT ENTRE LA FRONTIÈRE DU PAYS ET LA GARE DE TRANSMISSION, AINSI QUE DANS CETTE DERNIÈRE.

1. La conduite des trains affectés au trafic limitrophe entre la frontière du pays et la gare de transmission incombe à l'administration polonaise contre remboursement des frais afférents (voir l'article 31).

2. En outre, le service sur la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission ainsi que l'ensemble du service dans cette gare sera exécuté en principe par l'administration locale. Une dérogation à cet égard sera faite en ce qui concerne le service de la transmission des wagons et des marchandises (voir l'article 9).

[1] Voir le procès-verbal final.

other administration only with the latter's consent, or if, though cited, it has not stated its attitude within the proper time-limit.

7. The above-mentioned provisions shall no in way affect the application of the special provisions laid down in the relevant railway transport regulations for compensation for damages arising out of transport contracts.

EXECUTIVE REGULATIONS.

Investigations regarding the damage and accidents referred to in 1 to 6 above shall be carried out by the administration on whose line or at whose station the accident or damage took place. Should the preliminary enquiry show that the other administration is wholly or partly liable, it shall immediately be notified. The subsequent enquiry into the cause of the accident or damage shall then be prosecuted jointly by the representatives of both administrations. When damage has occurred to postal matter despatched in mail vans or in goods wagons, the Postal administration shall be invited to take part in the investigations, without prejudice to the final assessment of the damage.

Article 21.

CUSTOMS AND PASSPORT INSPECTION STATIONS.

1. Customs and passport inspections shall take place at the following stations :

On the Polish side, Turmont station ;
On the Latvian side, Zemgale station.

2. If local circumstances permit, the Governments of the two Contracting Parties shall conclude a special agreement for joint Customs and passport inspection at the junction station, to be carried out by Polish and Latvian officials [1].

3. Each Contracting Party shall be entitled, for purposes of Customs and police (passport) inspection, in its own territory adjacent to the frontier, to send officials in trains crossing the frontier as far as the next station at which the train stops and back. These officials shall also be entitled to proceed to the above stations on foot and shall come under the provisions of Article 16.

Article 22.

WORKING REGULATIONS BETWEEN THE FRONTIER AND THE JUNCTION STATION, AND AT THE JUNCTION STATION.

1. Trains employed in traffic between the frontier and the junction station shall be operated by the Polish adininistration, subject to repayment of the costs incurred (see Article 31).

2. Otherwise, the service on the section between the frontier and the junction station, as well as the entire service at the junction station, shall in principle be in the hands of the local administration. Exceptions to this rule shall be allowed, however, in the service for the handing over of wagons and goods (see Article 9).

[1] See Final " Procès-verbal. "

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. La formation des trains de voyageurs sera réglée par les administrations intéressées aux conférences d'horaires ; le nettoyage, l'éclairage et le chauffage de ces trains — par l'arrangement additionnel au présent accord.

2. Seront valables pour la formation des trains les règlements, adoptés par l'administration assurant la conduite des trains, autant que l'arrangement additionnel ne contient pas d'autres dispositions.

3. L'arrangement additionnel réglera les questions de détail concernant l'utilisation de la gare de transmission quant au mouvement, ainsi que la transmission des wagons, des bagages et des marchandises, l'exécution du service des manœuvres, l'emploi du personnel étranger, de même que les dispositions détaillées sur le service des trains sur la ligne entre la frontière du pays et la gare de transmission et dans cette dernière. La confection et l'application des documents relatifs à la transmission (les feuilles des trains, feuilles de chargement, bordereaux de transmission des bagages et marchandises) peut être réglée aussi par une entente spéciale.

4. La question d'utilisation, à titre exceptionnel, des locomotives de trains appartenant à l'administration voisine pour manœuvres des wagons à la gare de transmission sera réglée par l'arrangement additionnel.

5. Les locomotives en circulation sur les lignes de l'administration voisine seront adaptées aux conditions techniques y existantes.

6. Les administrations ferroviaires se communiqueront mutuellement, gratuitement, en temps utile, toutes prescriptions, circulaires et manuels concernant le service relatif au trafic par le point frontière. En cas d'urgence, le chef de la gare de transmission pourra s'entendre directement à cet égard avec le chef de la gare voisine de l'autre administration.

7. L'administration voisine sera informée à temps sur toutes modifications apportées à l'exécution du service relatif au trafic par le point frontière, de manière qu'elle puisse donner des instructions nécessaires à son personnel. En particulier, les administrations se communiqueront toutes modifications apportées aux règlements sur le mouvement ainsi que celles relatives aux installations dans la gare de transmission sur la ligne entre cette dernière et la frontière du pays, pour autant que ces modifications auront une certaine importance pour ce qui est de l'exécution du service.

Article 23.

CHAUFFAGE, NETTOYAGE ET ÉCLAIRAGE DES BATIMENTS ET DES INSTALLATIONS.

Le chauffage, nettoyage, éclairage, etc., des bâtiments, installations ou autres aménagements affectés au trafic par le point frontière envisagé incombe à l'administration locale.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

Les dérogations éventuelles à cette disposition seront stipulées dans l'arrangement additionnel.

Article 24.

INTERRUPTIONS DU TRAFIC ET DES TRANSPORTS.

Les administrations intéressées se tiendront au courant des empêchements au trafic et aux transports à travers le point frontière. Elles s'entendront, s'il y a lieu, sur la manière d'y remédier.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. The composition of passenger trains shall be determined at the time-table conferences held between the administrations concerned ; the cleaning, lighting and heating of such trains shall be governed by the Supplementary Agreement to this Agreement.

2. Trains shall be made up in accordance with the regulations of the administration responsible for train traffic, except as otherwise provided in the Supplementary Agreement.

3. Details regarding the use of the junction station for traffic purposes, the exchange of wagons, luggage and goods, the shunting arrangements and the employment of foreign personnel, as well as the detailed provisions concerning the train service on the section between the frontier and the junction station and at the junction station itself, shall be settled in the Supplementary Agreement. A separate Agreement may also determine questions regarding the drafting and use of transfer lists (train sheets, load lists, luggage and goods transfer lists).

4. The extent to which locomotives of trains belonging to the neighbouring Administration may exceptionally be used for shunting wagons at the junction station shall be determined in the Supplementary Agreement.

5. Locomotives running on the neighbouring administration's lines must be made to conform to the technical arrangements in force there.

6. The railway administrations shall communicate to each other, free of charge and in good time, all regulations, circulars and handbooks affecting the frontier traffic service. In urgent cases the stationmaster of the junction station may make direct arrangements with the station-master of the neighbouring station of the other administration.

7. The neighbouring administration shall be notified in time of all changes affecting the frontier traffic service, so as to be able to give the necessary instructions to its personnel. In particular, administrations shall notify one another of all changes in traffic regulations, as well as in the installations of the junction station and on the section between the latter and the frontier, so far as such changes affect the working of the service.

Article 23.

HEATING, CLEANING AND LIGHTING OF BUILDINGS AND INSTALLATIONS.

The heating, cleaning, lighting etc., of buildings, fixtures or other installations used in frontier traffic shall devolve upon the local administration.

EXECUTIVE REGULATION.

Any exceptions to the above clause shall be specified in the Supplementary Agreement.

Article 24.

INTERRUPTIONS IN TRAFFIC AND TRANSPORT.

The administrations concerned shall keep one another advised of all hindrances to frontier traffic and transport. They shall jointly arrange when necessary, how these interruptions are to be dealt with.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. Les offices de l'administration voisine, auxquels il appartient d'envoyer, en cas d'interruption dans le mouvement, des avis prescrits, seront désignés dans l'arrangement additionnel.

2. A chaque nouvelle période d'horaire, les administrations intéressées conviendront, s'il est possible, des mesures à prendre en vue d'éviter l'engorgement de leurs lignes en cas d'empêchement ou d'interruptions au mouvement.

Article 25.

SECOURS EN CAS D'ACCIDENTS OU D'EMPÊCHEMENTS AU MOUVEMENT.

1. Chacune des deux administrations ferroviaires prêtera secours à l'autre sur sa demande en cas d'accidents ferroviaires ou d'empêchements du mouvement sur leurs lignes et dans leurs gares.

2. Les trains de secours et leurs équipes franchissent la frontière sans visite de douanes et de passeports ; ils sont tenus de retourner sitôt le secours prêté.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. Les administrations intéressées détermineront dans l'arrangement additionnel la zone dans les limites de laquelle elles se porteront secours et s'entendront sur les questions de détail s'y rapportant.

2. Le train de secours sera en principe convoyé jusqu'au lieu de l'accident par un agent de l'administration dans la circonscription de laquelle l'accident se serait produit. Pour éviter tout retard susceptible de provoquer un danger, le train pourra être convoyé par un agent appartenant à l'administration qui porte le secours. Cet agent sera responsable de la stricte observation des règlements relatifs à la sécurité du mouvement. L'équipe du train de secours sera tenue d'obéir aux ordres touchant le service qu'elle recevra de cet agent.

3. Le chef de l'équipe du train de secours est tenu de coordonner son action aux instructions qu'il recevra de l'agent dirigeant les travaux sur le lieu de l'accident, notamment en ce qui concerne le secours et la réfection de la voie.

4. L'administration locale ne pourra utiliser une locomotive de l'administration voisine en vue du secours à prêter que lorsque ceci serait possible sans entraves pour la circulation des trains de l'administration voisine.

Article 26.

SIGNALISATION DES TRAINS.

La signalisation des trains entre les postes situés des deux côtés de la frontière, lesquels postes seront désignés dans l'arrangement additionnel, se fera conformément aux prescriptions de l'administration conduisant les trains, dans sa langue officielle. Il en est de même en ce qui concerne la remise, par écrit, des ordres et des instructions à l'équipe des trains.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

Les dérogations à la disposition ci-dessus seront stipulées dans l'arrangement additionnel.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. The Supplementary Agreement shall determine to which of the neighbouring administration's offices the notifications prescribed in the event of traffic interruptions are to be addressed.

2. Whenever a new time-table comes into force, the administrations concerned shall, if possible agree upon the measures to be taken to prevent congestion on their lines in the event of traffic disturbances or interruptions.

Article 25.

ASSISTANCE IN CASE OF ACCIDENT OR TRAFFIC INTERRUPTIONS.

1. The two railway administrations shall render each other assistance when requested to do so in the case of railway accidents or traffic interruptions on their lines and at their stations.

2. Breakdown trains and their crews may cross the frontier without Customs or passport formalities, but must return immediately the work of assistance is concluded.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. The administrations concerned shall fix in the Supplementary Agreement the zone within the limits of which mutual assistance will be given, and shall draw up the relevant detailed provisions.

2. The breakdown train shall as a rule be accompanied to the place of the accident by an official of the administration in whose territory the accident has occurred. In order to obviate delays that might be dangerous, an official of the administration rendering assistance may accompany the train. This official shall be responsible for the strict observance of the regulations concerning the safety of traffic, and the breakdown train gang shall be bound to obey any service orders given by him.

3. The foreman of the breakdown train crew shall act in accordance with the instructions of the official in charge of the work at the place of the accident, particularly as regards rescue work and reconditioning of the track.

4. A locomotive belonging to the neighbouring administration may be employed by the home administration for purposes of assistance only if this can be done without prejudice to the running of the trains of the neighbouring administration.

Article 26.

TRAIN-SIGNALLING.

The announcement of trains between the signal cabins situated on either side of the frontier and to be designated in the Supplementary Agreement shall be governed by the regulations of the administration operating the train, and shall be made in that administration's language. The same provision shall apply to the written directions and orders communicated to train crews.

EXECUTIVE REGULATION.

Exceptions to the above rule shall be specified in the Supplementary Agreement.

Article 27.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES, TÉLÉPHONIQUES ET ENTRE DES POSTES DE SIGNALISATION.

1. Toutes les lignes télégraphiques, téléphoniques et similaires n'aboutissent qu'à la gare frontière ou à la gare de transmission.

2. Le personnel de l'administration voisine en service dans la gare de transmission a le droit d'utiliser gratuitement, en service, les installations télégraphiques et téléphoniques entre la gare de transmission et la gare frontière de l'Etat limitrophe affectées au trafic ferroviaire.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. En principe, entre les gares frontières des Parties contractantes seront établies :

a) Une ligne télégraphique affectée à l'échange, en général, des télégrammes des services ;

b) Une ligne réservée à la signalisation des trains par télégrammes ou au moyen des appareils à bâton ;

c) Une ligne téléphonique reliant les stations ;

d) S'il y a lieu, une ligne pour sonnerie.

Les dérogations à cette disposition pourront être stipulées dans l'arrangement additionnel.

2. Les heures de fonctionnement des appareils télégraphiques et téléphoniques, la remise des télégrammes de service, le mode de procéder lorsqu'il s'agit d'annoncer les perturbations dans le fonctionnement des lignes et la reprise de la communication, seront stipulés en détail dans l'arrangement additionnel.

Article 28.

LOCAUX DE SERVICE.

L'administration locale assurera aux offices de l'Etat limitrophe des locaux de service et dortoirs pour le personnel de ce dernier. Quant aux logements à fournir au personnel, les dispositions de l'article 35 sont applicables.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

Les locaux de service et dortoirs seront convenablement éclairés, chauffés et aménagés, ceci conformément aux exigences de l'hygiène. Soit à l'intérieur desdits locaux, soit à leur proximité, le personnel disposera des emplacements nécessaires pour faire sa toilette et sa cuisine. Les lieux d'aisance y seront aménagés.

Article 29.

HEURES OFFICIELLES D'OPÉRATIONS DE TRANSMISSIONS.

Tenant compte des intérêts du trafic, de la capacité d'installations ferroviaires et suivant les horaires on fixera les heures de transmission des trains de marchandises à la gare de transmission.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. La remise et l'acceptation des trains et des marchandises n'aura pas lieu les jours fériés ci-après : le jour de l'an, les premiers jours de Pâques, de la Pentecôte et de Noël.

Article 27.

TELEGRAPH, TELEPHONE AND BLOCK-SYSTEM LINES.

1. All telegraph, telephone and similar lines shall end only at the frontier or junction station.

2. The personnel of the neighbouring administration on duty at the junction station shall be entitled to use free of charge for official purposes the telegraph and telephone apparatus used for railway traffic between the junction station and the frontier station of the neighbouring State.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. Between the frontier stations of the respective Contracting Parties there shall as a rule be:

(a) A telegraph line for the general exchange of official telegrams ;

(b) A line for the announcement of trains by telegraph or by means of train-staff apparatus ;

(c) A section telephone line ;

(d) When necessary, a bell conductor line.

Exceptions to this rule may be specified in the Supplementary Agreement.

2. The Supplementary Agreement shall specify in detail the hours during which the telegraph and telephone instruments shall be in operation and the procedure to be followed in despatching official telegrams and in notifying interruptions and the resumption of communications.

Article 28.

SERVICE ACCOMMODATION.

The local administration shall furnish the services of the neighbouring State with the necessary service premises and sleeping accommodation for their officials. As regards the provision of housing accommodation, the stipulations of Article 35 shall apply.

EXECUTIVE REGULATION.

The service premises and sleeping accommodation must be adequately lighted, heated and equipped, and must be in a hygienic condition. Toilet and cooking facilities shall be afforded the staff on the said premises or in their immediate vicinity and lavatories installed.

Article 29.

OFFICIAL HOURS FOR CARRYING OUT EXCHANGE OPERATIONS.

The hours for transferring goods trains at the junction station shall be settled with due regard to traffic requirements, the capacities of railway installations and the time-table arrangements.

EXECUTIVE REGULATION.

1. Goods trains shall not be handed over or taken over on the following holidays : New Year's Day, the first days of Easter, Whitsunday, and Christmas Day.

2. Tenant compte des intérêts du trafic, les administrations voisines régleront d'un commun accord les dérogations à cet égard ainsi que la circulation des trains de marchandises les dimanches et autres jours fériés. Il ne sera pas toutefois dérogé aux dispositions de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de la Convention sur l'utilisation réciproque des wagons à marchandises en trafic international (R. I. V.).

Article 30.

CORRESPONDANCE DE SERVICE PAR FIL, ETC.

Pour autant qu'on se servira exclusivement des installations ferroviaires, l'échange de la correspondance de service ferroviaire par écrit, par télégraphe et téléphone, ainsi que le transport des imprimés tels que billets, tarifs, etc., se fera gratuitement, sans frais. Il en sera de même des recettes en argent, encaissées dans la gare de transmission, transportées à destination des administrations voisines.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

La transmission de la correspondance de service des deux administrations sera effectuée dans la gare de transmission sur la base d'une feuille de remise et d'acceptation.

Article 31.

INDEMNITÉ POUR LES PRESTATIONS AFFÉRENTES A LA CONDUITE DES TRAINS.

L'administration locale aura à indemniser l'administration voisine sur la base des trains-kilomètres pour les prestations afférentes à la conduite des trains.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. Les administrations centrales s'entendront au sujet des taxes afférentes aux trains-kilomètres des trains de voyageurs et des trains de marchandises ou d'une taxe commune pour ces trains ; ces taxes seront, s'il y a lieu, revisées tous les douze mois.

2. Le calcul des trains-kilomètres se fera d'après la longueur de la ligne entre la frontière du pays et le centre de la gare de transmission.

3. Les prestations du train de secours sont à charge de l'administration dont les agents l'ont réclamé. L'indemnité comprendra les propres frais, y compris le matériel utilisé pour le secours, ainsi que les allocations dues à l'équipe pour la période allant du moment de départ du train de la gare d'attache à son retour. Le total sera majoré d'un supplément administratif calculé à raison de 10%. Il en est de même des locomotives de remorque et des chasse-neige.

Article 32.

INDEMNITÉ POUR LOCAUX DE SERVICE ET PRESTATIONS SPÉCIALES DE L'ADMINISTRATION VOISINE.

1. L'administration voisine n'est tenue de payer une indemnité pour utilisation des locaux de service, des remises de locomotives, ainsi que des logements et d'autres installations à la gare de transmission, que lorsque ces installations sont réservées à son utilisation exclusive (voir articles 7 et 35).

2. Il en est de même de l'indemnité pour les prestations personnelles.

2. The neighbouring Administrations shall, with due regard to traffic requirements, jointly arrange for exceptions to the above, as well as for the goods trains service on Sundays and other holidays. These measures shall not, however, affect the provisions of § 3, paragraph 3 of the Regulations for the International Use of Goods Rolling-Stock (R. I. V.).

Article 30.

OFFICIAL CORRESPONDENCE BY TELEGRAPH, etc.

Official railway communications by letter, telegram and telephone, as well as the forwarding of printed matter such as tickets, tariffs, etc. shall, in so far as railway installations only are used, be free of charge. The same provision shall apply in the case of monetary payments received at the junction station and conveyed to neighbouring administrations.

EXECUTIVE REGULATION.

The official correspondence of the two administrations shall be handed over and forwarded at the junction station in accordance with a transfer and acceptance sheet.

Article 31.

PAYMENT FOR SERVICES RENDERED IN CONNECTION WITH THE RUNNING OF TRAINS.

The local administration shall indemnify the neighbouring administration for services rendered in the operation of trains on the basis of the number of train-kilometres run.

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. The central administrations shall agree upon the train-kilometre rates for passenger and goods trains or on a single rate for these trains; the said rates shall, if necessary, be revised yearly.

2. In reckoning the number of train-kilometres, the distance from the frontier to the middle of the junction station shall be taken.

3. The services rendered by breakdown trains shall be paid for by the administration whose officials applied for the train. The payment shall include actual costs, inclusive of material used in the operation, together with amounts due to the train-crew for the period from the train's departure from the home station until its return, plus an addition of 10 % for administrative charges. The same provision shall apply in the case of breakdown locomotives and snow-ploughs.

Article 32.

PAYMENT FOR SERVICE ACCOMMODATION AND FOR SPECIAL SERVICES RENDERED BY THE NEIGHBOURING ADMINISTRATION.

1. The neighbouring administration shall not be bound to pay for the use of service accommodation or locomotive sheds or for living accommodation and other installations at the junction station, unless such premises are assigned for its exclusive use (see Articles 7 and 35).

2. The same provision shall apply in the case of payment for personal services rendered.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION :

1. L'indemnité visée au chiffre 1 du présent article sera payée sous forme de bail. Le taux en sera fixé d'un commun accord par les administrations centrales des deux Parties contractantes et revisé, suivant les cas, chaque année.

2. Le montant des frais d'éclairage, de chauffage et de nettoyage des locaux utilisés exclusivement par l'administration voisine sera majoré d'un supplément administratif calculé à raison de 10%.

3. L'entretien courant des locomotives et de l'outillage de l'administration voisine sera effectué, s'il y a lieu, par l'administration dont dépend la gare de transmission. Le montant de ces frais sera majoré d'un supplément administratif calculé à raison de cent pour cent.

4. La question de fourniture à l'administration voisine dans la gare de transmission du matériel d'exploitation (combustibles, matières d'éclairage, lubrifiants, etc.) et les conditions, dans lesquelles s'effectuera la fourniture, seront précisées dans l'arrangement additionnel. Les dépenses seront majorées d'un supplément administratif calculé à raison de 10%.

5. L'indemnité due conformément au chiffre 2 du présent article sera également fixée dans l'arrangement additionnel.

Article 33.

INDEMNITÉ EN CAS D'INTERRUPTION DU TRAFIC.

L'interruption du trafic au point frontière n'influe en rien sur le payement des frais nés pendant sa durée.

Article 13.

INDEMNITÉS POUR AUTRES PRESTATIONS QUELCONQUES.

1. L'administration locale sera indemnisée par l'administration voisine pour les prestations non dénommées dans le présent accord, d'après les prix de revient.

2. Pour autant que le payement du supplément administratif ne serait pas expressément stipulé dans le présent accord, les deux Parties contractantes y renonceront.

Article 35.

NOUVELLES CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS.

1. Les administrations des Parties contractantes s'entendront, dans chaque cas particulier, sur les nouvelles constructions et installations, de même que sur la reconstruction, les modifications et agrandissements de celles déjà existantes y compris leur aménagement, dont l'administration voisine aurait besoin à son utilisation exclusive.

2. Simultanément, on conviendra du bail. Les frais de construction seront à la charge de l'administration locale.

Article 36.

LIQUIDATION DES CRÉANCES.

1. La liquidation des créances dues en conformité du présent accord se fera sur la base des factures que les administrations se communiqueront par trimestre, au plus tard dans la première

EXECUTIVE REGULATIONS.

1. Payments under (1) of the present Article shall be made in the form of rent. The amount of such rent shall be determined jointly by the central administrations of the two Contracting Parties and be subject, where necessary, to annual revision.

2. The costs of lighting, heating and cleaning premises used exclusively by the neighbouring administration shall be computed with an addition of 10 % for administrative expenses.

3. Running repairs to the locomotives and appliances of the neighbouring administration shall, where necessary, be carried out by the administration of the junction station. To the cost of such repairs shall be added a supplement of one hundred per cent for administrative expenses.

4. The Supplementary Agreement shall determine whether, and on what conditions, working material (fuel, lighting, lubricants, etc.) shall be supplied at the junction station to the neighbouring administration. The cost of such material shall be computed with an addition of 10 % for administrative expenses.

5. Payments due under (2) of the present Article shall also be fixed in the Supplementary Agreement.

Article 33.

EXPENSES IN CASE OF AN INTERRUPTION OF TRAFFIC.

Interruptions to frontier traffic shall in no way affect the payment of expenses incurred during such interruption.

Article 34.

PAYMENT FOR OTHER SERVICES.

1. In the case of services not specially mentioned in the present Agreement, the local administration shall be indemnified by the neighbouring administration on the basis of cost prices.

2. In default of an express arrangement to that effect in the present Agreement, the two Contracting Parties shall forego payment of the extra administrative charge.

Article 35.

NEW BUILDINGS AND INSTALLATIONS.

1. The administrations of the Contracting Parties shall jointly decide in each particular case on the new structures and installations as well as on the reconstruction, alteration and extension of those already in existence, with their fittings, required by the neighbouring administration for its own exclusive use.

2. Arrangements shall be made at the same time regarding the rent to be charged. The cost of construction shall be borne by the local administration.

Article 36.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Accounts due under the present Agreement shall be settled on the basis of quarterly invoices rendered by the respective administrations, not later than by the middle of the following financial

moitié du trimestre suivant le trimestre comptable. Le remboursement sera opéré au cours de trente jours à dater du jour de la réception de la facture. L'indemnité de retard est fixée à 6 % par an.

2. Le décompte des créances afférentes aux wagons, aux transports ou à d'autres créances quelconques stipulées ou à stipuler séparément, ne tombe pas sous le coup de la présente disposition.

3. Toute contestation des factures présentées ne saurait en retarder le payement. Le doit et avoir afférents aux factures contestées seront mis en ligne de compte dans les factures ultérieures. Les factures déjà réglées peuvent donner lieu à des contestations éventuelles. Le droit de vérification des pièces annexées aux factures et le droit aux réclamations seront maintenu . Un procès-verbal, signé par les représentants des deux administrations, sera dressé à l'issue de l'examen des factures.

4. Le droit de vérification est prescrit à l'expiration de six mois à dater du jour de la réception de la facture à l'administration débitrice. Les autorités supérieures des deux administrations n'en conservent pas moins, passé ce délai, le droit de contestation.

5. L'administration débitrice est tenue de verser, au plus tard le 15 du premier mois de chaque trimestre, des acomptes sur les sommes dues le trimestre écoulé, lesquels acomptes arrondis seront calculés à raison de soixante-dix pour cent du montant de la liquidation précédente. Les administrations centrales pourront toutefois s'entendre sur la suspension temporaire des versements des acomptes.

6. Les administrations ferroviaires se garantissent mutuellement le payement des créances, dues par les autres offices exécutant le service relatif au trafic par le point frontière, et servant d'intermédiaires en ce qui concerne leur payement.

Article 37.

DÉCOMPTE DES RECETTES DU TRAFIC.

Le décompte des recettes du trafic se fera sur la base des arrangements spéciaux à intervenir entre les administrations intéressées.

Article 38.

LE REMBOURSEMENT DES SOLDES.

1. Autant que l'arrangement additionnel ne prévoit pas des payements en dollars U. S. A. toutes les sommes à payer en vertu du présent accord seront calculées dans la monnaie du pays dans lequel l'administration, autorisée à présenter la facture, a son domicile. Les payements n'auront pour objet que les soldes.

2. La conversion des redevances réciproques sera effectuée d'après les principes à établir par les administrations ferroviaires centrales des deux Parties contractantes qui s'entendront, s'il y a lieu, sur les mesures à prendre en vue d'éviter les pertes résultant des variations du change.

Article 39.

DROITS ET IMPOTS.

Les droits et impôts qui grèvent les installations réservées à l'usage exclusif de l'administration étrangère seront remboursés intégralement à l'administration locale, y compris une majoration de dix pour cent à titre d'un supplément administratif.

quarter. Payment shall be made within thirty days of receipt of the invoice. Interest on arrears shall be charged at the rate of 6 per cent per annum.

2. Settlement of claims relating to wagon, transport, and other charges of any kind which are or may hereafter be the subject of special provisions shall not come under the present provisions.

3. The raising of objections shall not delay payment of the accounts rendered. Additions or deductions resulting from such objections shall be adjusted in subsequent accounts. Payment of an account shall not imply recognition of its accuracy. The right to check supporting vouchers and to raise objections shall still hold good. When accounts are so audited, a minute to that effect shall be drawn up and signed by the representatives of the two administrations.

4. The right of audit shall lapse six months after the receipt of the account by the administration liable for payment. The superior authorities of the two administrations shall nevertheless remain entitled to put forward claims at a later date.

5. The administration liable shall make a payment on account of its liabilities for the previous quarter not later than the 15th day of the first month of each quarter. This payment shall be at the rate of seventy per cent in round figures of the amount of the last settlement. Nevertheless, the central administrations may agree upon the provisional suspension of payments on account.

6. The railway administrations shall mutually guarantee the payments due by the other branches of the frontier traffic service, and shall act as intermediaries for the discharge of the obligations in question.

Article 37.

CALCULATION OF TRAFFIC RECEIPTS.

The traffic receipts shall be calculated in accordance with special agreements to be concluded between the administrations concerned.

Article 38.

PAYMENT OF BALANCES.

1. Unless the Supplementary Agreement provides for payments in U. S. A. dollars, all sums payable under the present Agreement shall be computed in the currency of the country in which the administration entitled to render the account is domiciled. The balance only shall be paid.

2. The conversion of mutual claims shall be effected in a manner to be settled by the central railway administrations of the two Contracting Parties, who shall, if necessary, agree as to the steps to be taken with a view to avoiding losses arising out of fluctuations in the rate of exchange.

Article 39.

TAXES AND DUTIES.

Taxes and duties imposed on pictures employed for the exclusive use of the foreign administration shall be refunded to the home administration in full, with the addition of ten per cent for administrative expenses.

Article 40.

REVISION ET MODIFICATIONS A APPORTER A L'ACCORD, AINSI QU'AUX RÈGLEMENTS D'EXÉCUTION.

1. Il appartiendra aux Gouvernements polonais ou letton de notifier à l'autre Partie, une fois au cours de l'année de calendrier, une demande en revision du présent accord.

2. Les Gouvernements polonais et letton auront le droit d'exiger en tout temps une revision des règlements d'exécution figurant dans cet accord.

3. La Partie qui aura notifié la demande de modification de l'accord sera tenue d'en déposer un projet. La Partie adverse prendra position, au plus tard au cours de deux mois, quant à la demande proposée et pourra déposer, s'il y a lieu, un contre-projet. On entamera ensuite les négociations à ce sujet.

4. En outre, les règlements d'exécution en matière de chemins de fer pourront être modifiés d'un commun accord par les administrations centrales des chemins de fer polonais et lettons.

Article 41.

TRIBUNAL ARBITRAL.

1. Un tribunal arbitral sera compétent pour statuer sur les litiges relatifs au présent accord ou aux arrangements additionnels, si ces litiges ne peuvent pas être réglés par la voie de correspondance ou aux conférences communes. Le tribunal arbitral comprendra un président, désigné par les Gouvernements des deux Parties, et deux juges, nommés chacun par la Partie contractante. Le tribunal arbitral ne se réunit que de cas en cas. Si les gouvernements ne tombent pas d'accord sur la désignation du président, le président des chemins de fer de la Confédération helvétique sera prié de procéder à la désignation d'un président compétent, ressortissant d'un Etat tiers.

2. Chaque Partie contractante payera les sommes dues éventuellement au juge qu'elle aura nommé. Les sommes dues au président à titre de ses fonctions, ainsi que les dépenses communes du Tribunal, seront payées par les deux parties par moitié.

3. La procédure du Tribunal arbitral sera réglée par le président qui désignera également le lieu de l'audience.

Article 42.

LANGUE DE L'ACCORD.

Le présent accord est fait en langue française en double dont chaque Partie contractante recevra un exemplaire authentique.

Article 43.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE VALIDITÉ DU PRÉSENT ACCORD.

Le présent accord sera ratifié. L'échange des instruments de ratification se fera à Varsovie dans le plus bref délai possible. L'accord entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification ; il conservera sa validité aussi longtemps qu'il ne sera pas dénoncé sur un préavis de six mois. Dès la mise en vigueur du présent accord, l'arrangement provisoire du 8 février 1923 réglant le trafic limitrophe sur la ligne Turmont-Zemgale cessera d'être valide.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Riga, le 12 février 1929.

(L. S.) *(Signé)* J. ŁUKASIEWICZ.
(L. S.) *(Signé)* Fr. OZOLINŠ.

Article 40.

REVISION AND AMENDMENT OF THE AGREEMENT AND OF THE EXECUTIVE REGULATIONS.

1. The Polish and Latvian Governments may once every calendar year propose to the other Party a revision of the Agreement.

2. The Polish and Latvian Governments shall at any time be entitled to demand a revision of the executive regulations contained in this Agreement.

3. The Party proposing a revision of the Agreement must submit a draft thereof. The other Party shall state its opinion of the proposal within two months at the latest, and may submit counter-proposals if it so desires. Negotiations shall then take place.

4. In addition, the executive regulations relating to railways may be modified by mutual agreement between the Polish and Latvian central railway administrations.

Article 41.

COURT OF ARBITRATION.

1. Disputes arising out of the present Agreement or the supplementary agreements shall if not susceptible of settlement by correspondence or at joint conferences be decided by a court of arbitration. The court of arbitration shall consist of a chairman, appointed by the Governments of the two Contracting Parties, and two arbitrators, one appointed by each of the Parties. The court of arbitration shall meet only when it has a case to consider. If the Governments fail to agree on a chairman, the President of the Swiss Federal Railways shall be requested to designate a suitable chairman from among the nationals of a third State.

2. Each of the Contracting Parties shall pay any amounts due to the arbitrator appointed by it. The cost of the fees due *ex officio* to the Chairman and the joint expenses of the Court shall be paid equally by the two Parties.

3. The procedure and meeting-place of the Court shall be decided by the chairman.

Article 42.

LANGUAGES OF THE AGREEMENT.

The present Agreement is done in French in duplicate, one authentic copy to be retained by each of the Contracting Parties.

Article 43.

ENTRY INTO FORCE AND VALIDITY OF THE AGREEMENT.

The present Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Warsaw. The Agreement shall enter into force on the thirtieth day following the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force until denounced at six month's notice. On the day of the entry into force of the present Agreement, the provisional agreement of February 8, 1923, governing frontier traffic between Turmont and Zemgale shall lapse.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto attached their seals.

Done at Riga, February 12, 1929.

(L. S.) *(Signed)* J. ŁUKASIEWICZ.
(L. S.) *(Signed)* Fr. OZOLINS.

PROCÈS-VERBAL FINAL

Procédant à la signature du présent accord les plénipotentiaires des deux Parties contractantes sont convenus de ce qui suit :

A. à l'article 1, *alinéa* 1.

Les dispositions des articles 8, 19, 20, 24, 25, 30, 31, al. 3, et 36 seront applicables aussi, s'il y a lieu, hors de la ligne mentionnée dans l'article 1, alinéa 1, et celles des articles 9, al. 3, 15, 16, 21, 26 et 27 — dans la gare Turmont et sur la ligne entre cette gare et la frontière.

B. *à l'article* 3.

Jusqu'au temps où une remise pour les locomotives polonaises sera construite à la gare Turmont, les chemins de fer lettons assureront à ces locomotives l'emplacement nécessaire à la gare Griva. La construction de la remise à la gare Turmont doit être effectuée jusqu'au 1er novembre 1929.

C. *à l'article* 7.

Les négociations visant la conclusion de l'arrangement additionnel doivent être commencées immédiatement après la signature du présent accord.

D. *à l'article* 10 .

Les deux Parties sont d'accord que :

a) La franchise des impositions publiques ne s'étend pas sur les droits de douane (voir cependant art. 19), de monopole, ni sur les impôts grevant la consommation ;

b) Les infractions aux dispositions concernant les passeports, formalités de douane et impôts, ainsi que les prohibitions ou restrictions de l'importation ou exportation ne seront jamais considérées comme commises en exercice du service ;

c) Le droit d'asile sera accordé conformément aux règles générales de la loi ;

d) La poursuite en délits d'un fonctionnaire en service sur le territoire du pays limitrophe doit être immédiatement portée à la connaissance de son autorité supérieure ;

e) Le règlement de la question quelle autorité devra prendre la décision relative à la demande et à la livraison de l'inculpé aux autorités nationales, reste réservé à chaque Partie contractantes.

E. *à l'article* 19.

Le matériel roulant, dont se sert le chemin de fer pour effectuer les transports sur la base de cet accord, est exempt de toutes les formalités de douane et des taxes douanières.

F. *à l'article* 21.

a) Les deux Parties contractantes sont d'accord que jusqu'au temps où la question des formalités de douane et de passeports aura été réglée par la conclusion d'un accord spécial, prévu à l'alinéa 2 de l'article 21, la visite douanière et le contrôle des passeports dans le trafic par Turmont-Zemgale peuvent être effectués avec l'application des dispositions suivantes dérogeant au principe établi dans l'article 21.

Le contrôle des passeports et la visite douanière des voyageurs et des bagages à main seront effectués dans le train ; au cours de route de la Pologne en Lettonie les fonctionnaires

FINAL « PROCÈS-VERBAL ».

On signing the present Agreement, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have agreed as follows :

A. *ad Article* 1, *paragraph* 1.

Articles 8, 19, 20, 24, 25, 30, 31, paragraph 3, and 36 shall also apply, *mutatis mutandis*, to sections of the line other than those specified in Article 1 (1), and the provisions of Articles 9, paragraph 3, 15, 16, 21, 26 and 27 shall apply at Turmont station and on the section between that station and the frontier.

B. *ad Article* 3.

Pending the construction at Turmont station of a shed for Polish locomotives, the Latvian railways shall furnish the necessary accommodation for such locomotives at Griva station. The erection of the locomotive sheds at Turmont station must be completed by November 1, 1929.

C. *ad Article* 7.

Negotiations for the conclusion of the Supplementary Agreement must open immediately after the present Agreement is signed.

D. *ad Article* 10.

The Contracting Parties agree that :

(a) Exemption from public taxation shall not include Customs duties (but see Article 19) or monopoly or consumption duties ;

(b) Breaches of passport, Customs and fiscal regulations of or provisions prohibiting or restricting imports or exports shall in no circumstances be regarded as acts committed in the performance of official duties.

(c) The right of asylum according to the ordinary rules of law shall be granted ;

(d) When penal proceedings are taken against an official employed in the territory of the neighbouring State, the superior authority of the official shall be notified immediately ;

(e) Each Contracting Party shall be entitled to indicate which authority shall take the decision on an application for the surrender, and also the surrender, of an accused person to the national authorities.

E. *ad Article* 19.

Rolling-stock used by railways for transport purposes under the present Agreement shall be exempt from all Customs formalities and dues.

F. *ad Article* 21.

(a) The two Contracting Parties agree that, pending the settlement of the question of Customs and passport formalities by the Special Agreement provided for in Article 21, 2), the following exceptions may be allowed to the principle laid down in Article 21 regarding Customs and passport examination in traffic via Turmont-Zemgale :

The passport examination and Customs inspection of passengers and hand luggage shall be carried out in the train ; in travelling from Poland to Latvia, these operations

polonais les achèvent à la gare Turmont ; depuis cette gare commence le contrôle des fonctionnaires lettons. Le contrôle des passeports et la visite douanière au cours de route de la Lettonie en Pologne par les fonctionnaires lettons seront achevés à la gare Zemgale, depuis cette gare ils seront effectués dans le train par les fonctionnaires polonais.

La visite des bagages enregistrés et des colis de messagerie, ainsi que des marchandises sujettes à prompte détérioration, transportés de la Lettonie en Pologne, peut être effectuée à Zemgale par les fonctionnaires polonais.

Les fonctionnaires de chaque Partie contractante accomplissent leurs fonctions de service en conformité aux dispositions en vigueur dans leurs pays. Les autorités de chaque pays prêteront le cas échéant leur entier appui aux fonctionnaires de la douane et de la police de l'autre pays lors de l'accomplissement de leurs fonctions sur le territoire étranger, particulièrement s'il s'agit du transfert sur le territoire voisin des objects confisqués ou retenus.

Les fonctionnaires de la douane polonaise sont autorisés à assister au chargement, transbordement et pesage à Zemgale des marchandises, transportées de la Lettonie en Pologne, et les fonctionnaires lettons ayant terminé leur visite à apposer sur les wagons ou les colis les plombs, cadenas ou autres fermetures douanières ;

b) Les deux administrations prendront soin que les transports des marchandises soient accompagnés des documents de douane à transmettre à la douane du pays limitrophe. Pour autant que la question de ces documents ne sera pas réglée autrement par les administrations de douane des deux Parties contractantes, il sera procédé comme suit : tous les envois de marchandises transportées à destination de la Pologne ou en transit par ce pays doivent être accompagnés d'une déclaration de l'expéditeur destinée, pour la douane polonaise, en deux exemplaires ; pour la douane lettone est exigée une copie de la lettre de voiture portant l'inscription : « Document douanier ». En outre, le chemin de fer exécutant le transport à travers la frontière transmettra, après l'arrivée de chaque train contenant au moins un wagon chargé, à la douane d'entrée, deux exemplaires d'un bordereau de transmission et une feuille de chargement en deux exemplaires, exigée par la douane lettone pour tous les wagons et par la douane polonaise pour chaque wagon contenant les envois par colis.

Les bagages seront avisés à la douane par la transmission de deux exemplaires d'un bordereau de transmission spécial.

Fait à Riga, le 12 février 1929.

(Signé) J. ŁUKASIEWICZ.
(Signé) Fr. OZOLINŠ.

shall be completed by the Polish officials at Turmont station, from which point Latvian official control starts. Passport and Customs examination between Latvia and Poland shall be completed by the Latvian officials at Zemgale station, and thereafter carried out in the train by the Polish officials.

Passenger's registered luggage, express freight, and perishable goods, forwarded from Latvia to Poland may be inspected by Polish officials at Zemgale.

The officials of each Contracting Party shall carry out their duties in accordance with the regulations in force in their respective countries. The authorities of each country shall, when necessary, give every assistance to the Customs and passport officials of the other country in the discharge of their duty on foreign territory and, more particularly, in the case of the conveyance to the neighbouring territory of articles confiscated or seized.

Polish Customs officials shall be entitled to be present at Zemgale station during the loading, transfer and weighing of goods transported from Latvia to Poland and, after the Latvian officials have finished their inspection, shall be entitled to affix leads, padlocks or other Customs seals to wagons or packages.

(b) Both administrations shall ensure that consignments of goods are accompanied by the required Customs documents, to be handed over to the Customs authorities of the neighbouring State. Unless otherwise agreed upon between the Customs administrations of the two Contracting Parties, such documents must be dealt with as follows: all consignments of goods forwarded to, or sent in transit through, Poland must be accompanied by two copies of the consignor's declaration for the Polish Customs authorities; in the case of the Latvian Customs authorities, a copy of the waybill, endorsed; " Customs document ", is required. Further, the railway operating traffic across the frontier must on the arrival of each train composed of at least one loaded wagon, hand the Customs authorities of the other State two copies of the transfer list, together with the specification of freight in duplicate required by the Latvian Customs authorities for all wagons and by the Polish Customs authorities for each wagon which contains separate consignments.

Luggage must be notified to the Customs authorities by the submission of a special consignment list in duplicate.

Done at Riga, February 12, 1929.

(Signed) J. ŁUKASIEWICZ.
(Signed) Fr. OZOLINŠ.

ZAŁĄCZNIK A. do art. 16.

Strona przednia

ANNEXE A. à l'art. 16.

Barwy państwowe

ZAŚWIADCZENIE Nr.....

APLIECIBA Nr.....

Ważne do
Derīga lidz ..... 193.....

P .....

(Nazwisko) (Vārds un uzvārds) kgs (Stanowisko służbowe) (Amats)

jest czynny służbowo w ruchu sąsiedzkim między Polską a Łotwą na szlaku (ach)
atrodas Latvijas-Polijas tiešās satiksmes dienestā uz iecirkņa .....

i na stacji
un stacijā .....

Pieczęć urzędowa Zīmogs

dnia
dienā ..... 192.....

Urząd
Dienesta vieta .....

Podpis posiadacza. Īpašnieka paraksts. .....

Podpis urzędnika wystawiającego zaświadczenie. Apliecības izdevēja paraksts. .....

Strona odwrotna

UWAGA :

Zaświadczenie należy zwrócić Urzędowi, który je wydał, gdy posiadacz nie jest już czynny w ruchu sąsiedzkim, a w każdym razie po upływie terminu ważności zaświadczenia.

IEVĒRĪBAI :

Ja apliecības īpašnieka dienests Polijas-Latvijas tiešā satiksmē izbeidzies, apliecība jānodod iestādei-izdevējai un katrā gadījumā apliecības terminam beidzoties.

Uwaga : Zaświadczenie należy sporządzić na bronzowym kartonie.

PIELIKUMS A.
pie 16 panta.

Priekšpuse

ANNEXE A.
à l'art. 16.

Valsts krāsas

APLIECĪBA Nr.....

ZAŚWIADCZENIE Nr.....

Derīga līdz
Ważne do ..... 193.....g.

P ..... kgs .....

(Amats)
(Stanowisko służbowe)

(Vārds un uzvārds)
(Nazwisko)

atrodas Polijas-Latvijas tiešās satiksmes dienestā uz iecirkņa
jest czynny służbowo w ruchu sąsiedzkim między Łotwą a Polską na szlaku(ach

un stacijā
i na stacji

Zīmogs
Pieczęć urzędowa

dienā
dnia ..... 192.....

Dienesta vieta
Urząd .....

.....

Īpašnieka paraksts.
Podpis posiadacza.

.....

Apliecības izdevēja paraksts.
Podpis urzędnika wystawiającego zaświadczenie.

Mugurpuse

IEVĒRĪBAI :

Ja apliecības īpašnieka dienests Polijas-Latvijas tiešā satiksmē izbeidzies, apliecība jānodod iestādei-izdevējai un katrā gadījumā apliecības terminam beidzoties.

UWAGA :

Zaświadczenie należy zwrócić Urzędowi, który je wydał, gdy posiadacz nie jest już czynny w ruchu-sąsiedzkim, a w każdym razie po upływie terminu ważności zaświadczenia.

Pīezīme : Apliecība jāizgatavo no brūnas papes.

ZAŁĄCZNIK B. do art. 17. — Strona przednia — ANNEXE B. à l'art. 17.

Barwy państwowe

DOWÓD TOŻSAMOŚCI Nr. .....

APLIECĪBA Nr. .....

Pieczęć urzędowa
Zīmogs

Fotografja
Ģimetne

Ważny do
Derīga līdz ..... 193....

P. ..... kgs .....
(Stanowisko służbowe) (Amats) (Nazwisko) (Vārds un uzvārds)

zamieszkały w
dzīves vieta .....

jest czynny służbowo jako
un nodarbojas kā .....

na stacji
stacijā .....

..... dnia
dienā ..... 192....

Pieczęć urzędowa
Zīmogs

Urząd
Dienesta vieta .....

....
Podpis posiadacza. Īpašnieka paraksts.

Podpis urzędnika, wystawiającego dowód tożsamości. Apliecības izdevēja paraksts.

Strona odwrotna

Data urodzenia .....
Kad dzimis
Miejsce urodzenia .....
Kur dzimis
Wzrost .....
Augums
Włosy .....
Mati
Oczy .....
Acis
Twarz .....
Sejas forma
Szczególne oznaki .....
Sevišķas pazīmes

UWAGA :

Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy posiadacz nie ma już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiedniem Państwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.

IEVĒRĪBAI :

Ja apliecības īpašnieka dienests Polijas-Latvijas tiešā satiksmē izbeidzas kaimiņvalstī, aplīecība jānodod iestādei-izdevējai un katrā gādījumā apliecības terminam beidzoties.

Uwaga : Dowód należy sporządzać na zielonym kartonie.

PIELIKUMS B.
pie 17 panta.

Priekšpuse

ANNEXE B.
à l'art. 17.

Valsts krāsas

APLIECĪBA Nr. .....
DOWÓD TOŻSAMOŚCI Nr. .....

Zīmogs
Pieczęć
urzędowa

Ģimetne
Fotografija

Derīga līdz .....
Ważny do ..... 193....

P. ..... kgs .....
(Amats) (Vārds un uzvārds)
(Stanowisko służbowe) (Nazwisko)

dzīves vieta .....
zamieszkały w
un nodarbojas kā .....
jest czynny służbowo jako
stacijā .....
na stacji
..... dienā ..... 192....
dnia

Zīmogs
Pieczęć
urzędowa

Dienesta vieta .....
Urząd

....
Īpasnieka paraksts. Apliecības izdevēja paraksts.
Podpis posiadacza. Podpis urzędnika, wystawiającego dowód tożsamości.

Mugurpuse

Kad dzimis .....
Data urodzenia
Kur dzimis .....
Miejsce urodzenia
Augums .....
Wzrost
Mati .....
Włosy
Acis .....
Oczy
Sejas forma .....
Twarz
Sevišķas pazīmes .....
Szczególne oznaki

IEVĒRĪBAI :

Ja apliecības īpašnieka dienests Polijas-Latvijas tiešā satiksmē izbeidzas kaiminvalstī, apliecība jānodod iestādei-izdevējai un katrā gadījumā apliecības terminam izbeidzoties.

UWAGA :

Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy posiadacz nie ma już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiedniem Państwie, a w każdym rarie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.

Piezīme : Aplieciba jaizgatavo no zalas papes.

No. 2321

ZAŁĄCZNIK C. do art. 17.

Strona przednia

ANNEXE C. à l'art. 17.

DOWÓD TOŻSAMOŚCI Nr.....

APLIECĪBA Nr.....

Barwy państwowe

Pieczęć urzędowa
Zīmogs

Fotografja
Ģimetne

Ważny do
Derīga līdz ..... 193.....

Dla żony, syna, córki, służącego, służącej*
Sievai, dēlam, meitai, kalponei*)

.....

P. .....

(Stanowisko służbowe) (Amats) kgs (Nazwisko) (Vārds un uzvārds

czynnego służbowo, jako
un nodarbojas kā

na stacji .....
stacijā

dnia
dienā ..... 192....

Pieczęć urzędowa
Zīmogs

Urząd
Dienesta vieta .....

Podpis posiadacza.
Ipašnieka paraksts.

Podpis urzędnika, wystawiającego dowód tożsamości.
Apliecības izdevēja paraksts.

*) Niepotrzebne wykreślić. — Nevajadzīgais izstrīpojams.

Strona odwrotna

Data urodzenia
Kad dzimis .....

Miejsce urodzenia
Kur dzimis .....

Wzrost
Augums .....

Włosy
Mati .....

Oczy
Acis .....

Twarz
Sejas forma .....

Szczególne oznaki
Sevišķas pazīmes .....

Zamieszkały w
Dzīvo .....

UWAGA :

Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy pracownik z którym posiadacz dowodu żyje we wspólnem gospodartwie, nie ma już służbowego zamieszkania w sąsiedniem Państwie lub gdy posiadacz dowodu tożsamości przestanie z tym pracownikiem żyć we wspólnem gospodarstwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.

IEVĒRĪBAI :

Apliecība jānodod atpakaļ iestādei-izdevējai, ja kalpotājs, pie kura ģimenes pieder apliecības īpašnieks, izbeidz dienestu Polijas-Latvijas tiešā satiksmē, kā arī ja apliecības īpašnieks atstāj mājas dienestu pie Latoijas-Polijas tiešā satiksmē nodarbinātā darbinieka. Terminam izbeidzoties apliecība nododama atpakaļ katrā gadījumā.

Uwaga : Dowód należy sporządzać na zielonym kartonie.

PIELIKUMS C.
pie 17 panta.

Priekšpuse

ANNEXE C.
à l'art. 17.

Valsts krāsas

APLIECĪBA Nr. .....
DOWÓD TOŻSAMOŚCI Nr. .....

Zīmogs
Pieczęć
urzędawa

Derīga līdz .....
Ważny do 193....

Gimetne
Fotograf ja

Sievai, dēlam, meitai, kalponei *)
Dla żony, syna, córki, służącego, służącej *)

.....

P. ..... kgs .....

(Amats) (Vārds un uzvārds)
(Stanowisko służbowe) (Nazwisko)

un nodarbojas kā .....
czynnego służbowo, jako

stacijā .....
na stacji

..... dienā ..... 192....
dnia

Zīmogs
Pieczęć
urzędowa

Dienesta vieta .....
Urząd

.....
Īpasnieka paraksts.
Podpis posiadacza.

.....
Apliecības izdevēja paraksts.
Podpis urzędnika, wystawiającego dowód tożsamości.

*) Nevajadzīgais izstrīpojams. Niepotrzebne wykreślić.

Mugurpuse

Kad dzimis .....
Data urodzenia

Kur dzimis .....
Miejsce urodzenia

Augums .....
Wzrost

Mati .....
Włosy

Acis .....
Oczy

Sejas forma .....
Twarz

Sevišķas pazimes .....
Szczególne oznaki

Dzīvo .....
Zamieszkały w

IEVĒRĪBAI :

Apliecība jānodod atpakaļ iestādei-izdevējai, ja kalpotājs, pie kura ģimenes pieder apliecības īpašnieks, izbeidz, dienestu Polijas-Latvijas tiešā satiksmē, kā arī ja apliecības īpašnieks atstāj mājas dienestu pie Latvijas-Polijas tiešā satiksmē nodarbinātā kalpotāja. Terminam izbeidzoties apliecība nododama atpakaļ katrā gadījumā.

UWAGA :

Dowód tożsamości należy zwrócić Urzędowi, który go wydał, gdy pracownik, z którym posiadacz dowodu żyje we wspólnem gospodarstwie, nie ma już służbowego miejsca zamieszkania w sąsiedniem Państwie lub gdy posiadacz dowodu tożsamości przestanie z tym pracownikiem żyć we wspólnem gospodarstwie, a w każdym razie po upływie terminu ważności dowodu tożsamości.

Piezīme : Apliecība jāizgatavo no zaļas papes.

[1] TRADUCTION.

ANNEXE A

à l'article 16.

Recto.

Couleurs nationales

ATTESTATION N° .....

valable jusqu'au ..... 1930.

M. .....
(Nom) (fonctions)

est un agent en service dans le trafic de frontière entre la Pologne et la Lettonie sur le (s) secteur (s)
..... et à la gare de .....

Sceau officiel.

Le ..... 1930.

Bureau .....

Signature du titulaire :

Signature du fonctionnaire délivrant l'attestation :

Verso.

NOTE.

La présente attestation doit être retournée au bureau qui l'a délivrée lorsque le titulaire n'est plus en service dans le trafic de frontière et chaque fois qu'expire le terme de validité.

Note. — L'attestation doit être établie sur carton brun.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

ANNEX A.

Ad Article 16.

Front

National Colours

WARRANT No. .....

valid until..... 193...

M .....
(Name) (Employment)

is officially employed in the exchange traffic between Poland and Latvia on the .....
section (s) and at the station of.....

Official stamp

..... 193 ...

Office : .....

....
Signature of Holder. Signature of Issuing Official.

Back

NOTICE.

This warrant is to be returned to the issuing office as soon as the holder ceases to be employed in the exchange traffic and in any case as soon as its validity has expired.

Note. — This warrant is to be printed on brown cardboard.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEXE B

à l'article 17.

Recto.

CERTIFICAT D'IDENTITÉ N° .....

Couleurs nationales

Sceau officiel

Photographie

Sceau officiel

valable jusqu'au ..... 1930.

M .....
(Nom) (fonctions)

Domicilié à .....

En service en qualité de .....

A la gare de .....

Le ..... 1930.

Bureau .....

Signature du titulaire :

Signature du fonctionnaire délivrant le certificat d'identité :

Verso.

Date de naissance .....

Lieu de naissance .....

Taille .....

Cheveux .....

Yeux .....

Visage .....

Signes particuliers .....

.....

NOTE.

Le présent certificat d'identité doit être retourné au Bureau qui l'a délivré lorsque le titulaire n'a plus de domicile de service dans le pays voisin, et chaque fois qu'expire le terme de validité.

Note. — Le certificat doit être établi sur carton vert.

ANNEX B.

Ad Article 17.

Front.

WARRANT No.....

National colours

Official stamp

Photograph

Official stamp

Valid until ..... 193...

M. .....
(Name) (Employment)

residing at .....

is officially employed in the capacity of .....

at the station of .....

.... 193...

Office .....

.....
Signature of Holder :

.....
Signature of Issuing Officer.

Back.

Date of Birth .....

Place of birth .....

Height.....

Hair.....

Eyes .....

Face.....

Special Peculiarities.....

.....

NOTICE.

This warrant is to be returned to the issuing office as soon as the holder ceases to have his official residence in the neighbouring State and in any case as soon as its validity has expired.

Note. — This warrant is to be printed on green cardboard.

ANNEXE C

à l'article 17.

Recto.

CERTIFICAT D'IDENTITÉ N°.....

Couleurs nationales

Sceau officiel

valable jusqu'au.....1930.

Photographie

Pour la femme, le fils, la fille, la domestique,* de

M .....

(Nom) (fonctions)

En service en qualité de.....

A la gare de.....

Le.....1930.

Sceau officiel

Bureau.....

Signature du titulaire :

.....

Signature du fonctionnaire délivrant le certificat d'identité :

.....

* Biffer les indications superflues.

Verso.

Date de naissance .....

Lieu de naissance .....

Taille .....

Cheveux .....

Yeux.....

Visage .....

Signes particuliers.....

Domicilié à .....

NOTE.

Le présent certificat d'identité doit être retourné au bureau qui l'a délivré lorsque l'agent avec lequel habite le titulaire du certificat n'a plus de domicile de service dans le pays voisin, ou lorsque le titulaire du certificat d'identité a cessé d'habiter avec ledit agent, et chaque fois qu'expire le terme de validité du certificat d'identité.

Note. — Le certificat doit être établi sur carton vert.

ANNEX C.

Ad Article 17.

Front.

WARRANT No. .....

National Colours

Official stamp

Photograph

Official stamp

Valid till ..... 193 .....

For the wife, son, daughter, domestic servant (s)[1] .....

of M. .....

(Name) (Employment)

who is officially employed in the capacity of .....

at the station of.....

..... 193 .....

Office.....

Signature of Holder.

.....

Signature of Issuing Authority.

.....

[1] Strike out what does not apply.

Back.

Date of Birth.....

Place of Birth .....

Height.....

Hair.....

Eyes.....

Face.....

Special Peculiarities.....

Living at.....

NOTICE :

This warrant is to be returned to the issuing office as soon as the employee to whose household the holder belongs ceases to have his official residence in the neighbouring country, or as soon as the holder leaves that household, and in any case upon the termination of the warrant's validity.

Note. — This warrant is to be printed on green cardboard.

N° 2322.

ITALIE ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Convention concernant l'entretien des bornes et des marques frontières entre les deux pays. Signée à Belgrade, le 16 septembre 1929.

ITALY AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Convention regarding the Upkeep of Boundary Posts and Boundary Marks between the two Countries. Signed at Belgrade, September 16, 1929.

N° 2322. — CONVENTION [1] ENTRE L'ITALIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT L'ENTRETIEN DES BORNES ET DES MARQUES FRONTIERES ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE A BELGRADE, LE 16 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 mai 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désireux de régler la question de l'entretien des bornes et des marques frontières servant à la démarcation de la ligne frontière, ainsi que celle du remplacement des bornes et marques frontières disparues ou détruites, à savoir :

Sur la ligne frontière près de Fiume, au nord de Fiume et autour de Zara,

Ont résolu de conclure dans ce but la présente Convention et ont nommé, à cet effet, leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Son Excellence M. Kosta KUMANUDI, docteur en droit, ministre des Affaires étrangères, p. i. ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence M. Carlo GALLI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi d'Italie à Belgrade ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Puissances s'engagent à sauvegarder et à entretenir en bon état, par les soins de leurs autorités frontières, les bornes frontières, marques et autres signaux servant à la démarcation de la ligne frontière.

Articlr 2.

Chacune des deux Puissances ne répare que celles des bornes ou marques frontières endommagées et ne reconstruit que celles des bornes ou marques frontières détruites qui lui reviennent sur la ligne frontière, conformément à la répartition suivante :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 27 mars 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2322. — CONVENTION [2] BETWEEN ITALY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, REGARDING THE UPKEEP OF BOUNDARY POSTS AND BOUNDARY MARKS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BELGRADE, SEPTEMBER 16, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 3, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of regulating the question of the maintenance of the boundary stones and marks used for the demarcation of the frontier line and of the replacement of boundary stones and marks which have disappeared or been destroyed, namely :

On the boundary near Fiume, north of Fiume and in the neighbourhood of Zara,

Have resolved to conclude the present Convention for this purpose and with that object have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

His Excellency M. Kosta KUMANUDI, Doctor of Laws, Acting Minister for Foreign Affairs and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency M. Carlo GALLI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Italy at Belgrade,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The two Powers undertake to protect and maintain in good condition through their frontier authorities the boundary stones, marks and other signs used for the demarcation of the frontier line.

Article 2.

Each of the two Powers shall repair only those damaged boundary stones or marks and shall replace only those destroyed boundary stones or marks for which it is responsible on the frontier line in conformity with the following allocation :

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Belgrade, March 27, 1930.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

1° Sur toute la ligne frontière près de Fiume ;

2° Sur la frontière au nord de Fiume, à savoir :

De Možič à Čabranska Polica — depuis la borne auxiliaire N° 26/XXXI jusqu'à la borne principale N° 62 inclusivement.

Royaume d'Italie :

1° Sur toute la ligne frontière autour de Zara ;

2° Sur la frontière au nord de Fiume, à savoir :

a) De Peć à Možić — depuis la borne principale au point d'intersection des trois frontières N° 1 jusqu'à la borne auxiliaire N° 26/XXXI inclusivement, et

b) De Čabranska Polica à Rubeša — depuis la borne principale N° 62 jusqu'au point terminal de la ligne frontière, à savoir — jusqu'à la borne auxiliaire N° 69/CLXXVI inclusivement.

Article 3.

Toute borne ou marque frontière, disparue ou endommagée sera reconstruite, respectivement réparée, par celle des deux Puissances à laquelle elle revient en vertu de l'article 2.

La réparation, respectivement la construction, de pareilles bornes frontières sera toujours effectuée en présence de représentants des deux Hautes Parties contractantes.

Les frais occasionnés pour la réparation, respectivement la construction de ces bornes ou marques frontières, seront divisés en parties égales entre les deux Etats toutes les fois qu'il ne serait pas possible de surprendre en flagrant délit ou d'identifier sûrement les auteurs du dommage.

Article 4.

Dans le cas où les bornes ou marques frontières seraient endommagées ou détruites par un sujet de l'une des deux Puissances contractantes qui serait pris en flagrant délit ou retrouvé ensuite, la réparation ou la construction de ces bornes ou marques frontières sera immédiatement exécutée par l'Etat auquel, conformément à l'article 2, appartiennnent les bornes ou marques frontières. Il reste entendu que les frais pour la réparation des dommages causés, ainsi que tous les autres frais, seront recouvrés du coupable par l'Etat dont il est le sujet et les sommes perçues seront versées à celle des Puissances qui aura construit ou réparé les bornes ou les marques frontières.

Dans le cas où les dommages se trouveraient être la conséquence d'une fabrication défectueuse, les frais de construction ou de réparation des bornes ou marques endommagées tomberont à la charge de la Puissance à laquelle ces bornes et marques frontières reviennent en vertu de l'article 2.

Dans le premier cas comme dans le second, les représentants des deux Puissances dresseront un procès-verbal en deux exemplaires constatant la construction ou la réparation des bornes et marques, et le soumettront à l'examen et à l'approbation des deux gouvernements.

Article 5.

Les autorités frontières des deux Puissances seront tenues de constater soigneusement tout endommagement ou destruction des bornes ou marques frontières ; elles se tiendront mutuellement au courant de chaque cas pareil et feront d'un commun accord toutes les démarches nécessaires pour pouvoir procéder immédiatement à la reconstruction ou à la réparation des bornes détruites ou endommagées, chacune sur sa section de la ligne frontière.

Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

(1) On the entire boundary near Fiume ;

(2) On the boundary north of Fiume, namely :

Between Možić and Čabranska Polica — from the auxiliary boundary stone No. 26/XXXI to the principal boundary stone No. 62 inclusive.

Kingdom of Italy :

(1) On the entire boundary in the neighbourhood of Zara ;

(2) On the boundary north of Fiume, namely :

(a) Between Peć and Možić — from the principal boundary stone to the point of intersection of the three frontiers No. 1. to the auxiliary boundary stone No. 26/XXXI inclusive, and

(b) Between Čabranska Polica and Rubeša — from the principal boundary stone No. 62 to the terminal point of the frontier line, namely — to the auxiliary boundary stone No. 69/CLXXVI inclusive.

Article 3.

Any boundary stone or mark which has disappeared or been damaged shall be replaced or repaired by that Power which is responsible therefor in virtue of Article 2.

The repair or the replacement of such boundary stones shall always be carried out in the presence of representatives of both High Contracting Parties.

Expenditure arising out of the repair or replacement of the said boundary stones or marks shall be divided equally between the two States unless the persons causing the damage are caught in the act or can be identified with certainty.

Article 4.

Should the boundary stones or marks be damaged or destroyed by a subject of either of the Contracting Powers who is caught in the act or subsequently discovered, they shall immediately be repaired or replaced by the State to which the boundary stones or marks are allocated in virtue of Article 2. It is understood that the costs of repairing the damage caused and any other costs shall be recovered from the offender by the State to which be belongs and that the sums obtained shall be paid to the Power which replaced or repaired the boundary stones or marks.

Should the damage be due to defective workmanship, the costs of replacing or repairing the damaged stones or marks shall be borne by the Power to which the said boundary stones and marks are allotted in virtue of Article 2.

In both these cases, the representatives of the two Powers shall draw up a *procès-verbal* in duplicate confirming the replacement or repair of the stones and marks and shall submit it for the consideration and approval of the two Governments.

Article 5.

The frontier authorities of the two Powers shall carefully note any damage or destruction of boundary stones or marks ; they shall communicate to each other any such cases and shall jointly take all necessary steps with a view to the immediate replacement or repair of the destroyed or damaged stones, each within its section of the frontier line.

La construction des nouvelles bornes ou marques frontières remplaçant celles qui sont disparues, ainsi que la réparation des bornes ou marques frontières détruites ou endommagées, sera exécutée toujours sur la base des documents officiels et techniques de délimitation.

Article 6.

L'inspection et le contrôle du bon état de la ligne frontière, de l'emplacement et de la position des bornes ou marques frontières, se feront en conformité avec les documents de délimitation et continueront à être confiés aux autorités des deux Hautes Parties contractantes qui en étaient chargées jusqu'à présent et qui pourront signaler, chaque fois que la nécessité s'en présentera, les réparations éventuelles à apporter aux bornes ou marques frontières endommagées.

Article 7.

La présente convention entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications entre les deux Hautes Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double original, le seize septembre mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Dr K. KUMANUDI, *m. p.* *(L. S.)* Carlo GALLI, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme:
Belgrade, le 8 avril 1930;
D'ordre du Ministre,
Conseiller :
Dr Svet Djoritch.

The setting-up of new boundary stones or marks replacing those which have disappeared, and likewise the repair of the destroyed or damaged boundary stones or marks, shall always be carried out on the basis of the official and technical delimitation documents.

Article 6.

The inspection and verification of the good condition of the frontier line and of the site and position of the boundary stones or marks shall be carried out in conformity with the delimitation documents and shall continue to be the duty of the authorities of the two High Contracting Parties who were responsible therefor until the present date, and who may, whenever occasion arises, notify any repairs of damaged boundary stones or marks which should be undertaken.

Article 7.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of ratifications between the two High Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures and seals.

Done at Belgrade in two original copies, September the sixteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) *(Signed)* Dr. K. KUMANUDI *(L. S.)* *(Signed)* Carlo GALLI.

N° 2323.

BULGARIE
ET YOUGOSLAVIE

Convention concernant la liquidation des propriétés traversées par la frontière, avec annexes. Signée à Sofia, le 14 février 1930.

BULGARIA
AND YUGOSLAVIA

Convention regarding the Liquidation of Estates cut by the Frontier Line, with Annexes. Signed at Sofia, February 14, 1930.

TEXTE SERBO-CROATE — SERBO-CROAT TEXT.

№ 2323. — КОНВЕНЦИЈА [1] ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ И КРАЉЕВИНЕ БУГАРСКЕ О ЛИКВИДАЦИЈИ ДВОВЛАСНИХ ИМАЊА. ПОТПИСАНА У СОФИЈИ 14. ФЕБРУАРА 1930.

Textes officiels serbo-croate et bulgare communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 *mai* 1930.

Краљевина Југославија и Краљевина Бугарска, желећи да своме пограничном становништву пруже могућност несметанога и повољнијега развитка свога газдинства и створе му услове за безбедан и миран живот, те на тај начин допринесу одржавању добрих суседских и пријатељских односа између двеју држава, одлучиле су да у том циљу закључе Конвенцију, па су за то именовали за своје пуномоћнике :

Његово Величанство Краљ Југославије :

Господина Нешића Љубомира, Изванредног Посланика и Опуномоћеног Министра у Софији, и

Господина Јанковића Мирослава, Доктора Права, Директора Консуларно-Трговинског Одељења Министарства Иностраних Послова ;

Његово Величанство Краљ Бугарске :

Господина Бурова Д. Атанаса, Министра Иностраних Послова и Вера, и

Господина Разсуканова Јосифа, Помоћника Министра Унутрашњих Послова и Народног Здравља, —

који су, после измене својих пуномоћија, за која се утврдило да су пуноважна, донели сагласно следеће одредбе :

Члан први.

Обе уговарајуће државе сагласиле су се, да се приступи ликвидацији двовласних имања, водећи рачуна да иста не буде на штету двовласника и да не проузрокује њихово исељавање.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Belgrade, le 31 mars 1930.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 2323. — КОНВЕНЦИЯ[1] МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И КРАЛСТВО ЮГОСЛАВИЯ ЗА ЛИКВИДАЦИЯ НА ДВУВЛАСТНИТѢ ИМОТИ. ПОДПИСАНА ВЪ СОФИЯ НА 14 ФЕВРУАРИ 1930 Г.

Serbo-Croat and Bulgarian official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yougoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 3, 1930.

Царство България и Кралство Югославия желаейки да дадатъ на своитѣ погранични жители възможность за безпрепятствено и по-добро развитие на стопанствата имъ ; да имъ създадатъ условия за сигуренъ и миренъ животъ и съ това допринесатъ за запазване на добросъседски и приятелски отношения между двете държави, решиха да сключатъ за тази цель една Конвенция, за което и назначиха като свои пълномощници:

Негово Величество Царьтъ на Българитѣ :

Господинъ Атанасъ Д. Буровъ, Министъръ на Външнитѣ Работи и на Изповѣданията, и

Господинъ Йосифъ Разсукановъ, Главенъ Секретарь на Министерството на Вжтрешнитѣ Работи и Народното Здраве ;

Негово Величество Кральтъ на Югославия :

Господинъ Нешичъ Любомиръ, Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министъръ въ София, и

Господинъ Янковичъ Мирославъ, Докторъ по правото, Директоръ на Консулско-Търговското Отдѣление при Министерството на Външнитѣ Работи,

които, следъ като си размѣниха пълномощията, намѣрени за редовни, се съгласиха върху следнитѣ разпореждания :

Членъ първи.

Договорящитѣ страни сж съгласни да се пристжпи къмъ ликвидация на двувластницитѣ имоти, като се държи смѣтка тя да не бжде въ вреда на двувластницитѣ и да не предизвиква тѣхното изселване.

---

[1] The exchange of ratifications took place at Belgrade, March 31, 1930.

I. ДВОВЛАСНИЦИ И ДВОВЛАСНА ИМАЊА.

Члан 2.

Двовласницима се сматрају они погранични становници двеју држава, који су стално настањени у царинској зони од 10 километара с једне или с друге стране државне границе тако, да су им, приликом њеног повлачења, куће остале с једне стране, а њихова имања (њиве, баште, воћњаци, виногради, ливаде, пашњаци, браници, шуме), у целини или делом, остала с друге стране границе у опсегу поменуте зоне.

Члан 3.

Имања двовласника, означена у члану 2., називају се двовласним имањима.

Члан 4.

Имања двовласника, побројана у члану 2., сматраће се као двовласна имања само дотле, док их држе у непрекидној својини и док их сами обрађују њихови сопственици из времена одређивања границе или њихови потомци и крвни сродници у опште као наследници, било по законом реду наслеђа, било по тестаменту, било актом између лица, која имају право на законито наслеђе од сопственика.

Члан 5.

Имања, која су после повлачења границе купљена или пак на други начин прибављена, изучев начина предвиђених у члану 4. као и имања издата под закуп било двовласницима, било другим лицима од стране двовласника, неће се сматрати као двовласна имања, нити ће се њихови сопственици и закупци сматрати као двовласници.

II. НАЧИН ЛИКВИДАЦИЈЕ.

A. — Добровољна ликвидација.

Члан 6.

Добровољна ликвидација вршиће се :

а) добровољном разменом двовласних имања непосредним споразумом између самих двовласника обеју држава, а по упуствима изданим од респективних Влада ;

б) купо-продајом двовласних имања закљученом искључиво између самих двовласника обеју држава под условом, да за тако добивени новац купе друго имање у близини на сопственој територији. (Види прилог бр. 1.)

I. ДВУВЛАСНИЦИ И ДВУВЛАСТНИ ИМОТИ.

Членъ 2.

За двувластници се считатъ ония погранични жители на дветѣ държави, които сѫ установени на постоянно мѣстожителство въ митническата зона отъ 10 километра отъ едната или другата страна на държавната граница, така щото, при нейното прокарване, жилищата имъ сѫ останали отъ едната страна, а имотитѣ имъ (ниви, зеленчукови и овощни градини, лозя, ливади, пасбища, бранища, гори) или часть отъ тѣхъ сѫ останали отъ другата страна на границата, въ района на поменатата зона.

Членъ 3.

Имотитѣ на двувластницитѣ, означени въ чл. 2, се наричатъ « двувластни имоти ».

Членъ 4.

Имотитѣ на двувластницитѣ, поменати въ чл. 2, се считатъ като двувластни само докато се държатъ въ непрекѫсната собственость и се обработватъ лично отъ тѣхнитѣ собственици отъ времето, когато е прокарана границата, или отъ тѣхнитѣ наследници и кръвни сродници изобщо, като наследници било по предвидения отъ закона редъ за наследство, било по завещание, било ако имотитѣ сѫ придобити съ актъ между живи отъ лица, които иматъ право на законно наследство отъ притежателитѣ имъ.

Членъ 5.

Имотитѣ, които сѫ купени или придобити по другъ начинъ, следъ прокарване на границата, освенъ начинитѣ предвидени въ чл. 4, както и имотитѣ, давани подъ наемъ отъ двувластницитѣ било на двувластници, било на други лица, нѣма да се считатъ като двувластни имоти нито тѣхнитѣ собственици или наематели ще се считатъ като двувластници.

II. НАЧИНИ НА ЛИКВИДАЦИЯТА.

А. Доброволна ликвидация.

Членъ 6.

Доброволната ликвидация се извършва :

а) чрезъ доброволна размѣна на двувластнитѣ имоти по непосредственно споразумение между самитѣ двувластници на дветѣ държави и по упѫтванията, издадени отъ респективнитѣ правителства ;

б) чрезъ покупко-продажба на двувластни имоти, извършена изключително между двувластницитѣ на дветѣ държави, при условие съ получената отъ продадения двувластенъ имотъ сума да се купи другъ имотъ въ негова близость и на собствена територия. (Виж. прило жение № 1).

Б. — Ликвидација посредством комисија.

Члан 7.

Нарочито одређене комисије, предвиђене у III. делу ове Конвенције, вршиће ликвидацију двовласних имања на следеће начине :

а) разменом двовласних имања. Приликом ликвидирања овим начином комисије ће водити строго рачуна, да се двовласницима додели за уступљену земљу, у колико је то могуће, земља исте врсте и исте вредности и што је могуће ближе његовом сталном месту боравка ;

б) заменом двовласних имања са државним. Ово ће се вршити у оним општинама, где не буде било довољно двовласних имања за размену ;

в) заменом двовласних имања из једне општине са двовласн имимањима из суседних општина. Ово ће се вршити у случају да у тој општини нема било двовласних било државних имања :

г) заменом једне врсте двовласних имања за другу врсту двовласног имања исте вредности (по жељи двовласника), и то било двовласног било државног.

Члан 8.

Вредност државних имања која су дата у замену за двовласна имања (види члан 7. тачке *б.* и *г.*), биће исплаћена од друге државе на бази дневних цена у моменту ликвидације и по процени извршеној од односне мешовите реонске комисије.

III. КОМИСИЈЕ.

А. — Мешовите реонске комисије.

Члан 9.

За извршење ликвидације двовласних имања на самом терену свака од двеју Влада назначиће у року од месец дана, рачунајући од дана ступања на снагу ове Конвенције, посебне реонске комисије.

Члан 10.

Реонске комисије биће образоване за следеће реоне :

а) *Тимочки*, који ће са југословенске стране обухватити срезове неготински, крајински, зајечарски, тимочки и заглавски ; са бугарске : видински, кулски, белоградиски и берковски ;

б) *Царибродски*, са срезовима : нишавским и царибродским на југословенској и годечким на бугарској страни ;

в) *Трнски*, са срезовима : лужничким, власотиначким и босиљградским на југословенској и трнским на бугарској страни ;

Б. Ликвидация посредствомъ комисиитѣ.

Членъ 7.

Специално опредѣлени комисии, предвидени въ часть III на тази Конвенция, ще извършватъ ликвидацията на двувластнитѣ имоти по следнитѣ начини :

а) чрезъ размѣна на двувластни имоти. При ликвидирането по този начинъ, комисиитѣ ще държатъ точна смѣтка щото, срещу отстжпената отъ двувластницитѣ земя, да имъ се раздаде, до колко то това е възможно, земя съ сжщитѣ качества и сжщата стойность и по възможность по-близко до тѣхнитѣ постоянни мѣстожителства ;

б) чрезъ размѣна на двувластни имоти съ държавни. Това ще стане въ онѣзи общини, въ които не би имало достатъчно двувластни имоти за размѣна ;

в) чрезъ замѣна на двувластни имоти отъ една община съ двувластни имоти отъ съседнитѣ общини. Това ще стане въ случай че въ тази община нѣма било двувластни, било държавни имоти ;

г) чрезъ замѣна на единъ видъ двувластенъ имотъ съ равноцененъ другъ видъ имотъ (по желание на двувластника), било двувластенъ, било държавенъ.

Членъ 8.

Стойностьта на държавнитѣ имоти, които сж дадени въ замѣна за двувластни имоти (виж. чл. 7, т. б и г), ще бждатъ заплатени отъ другата държава на базата на пазарнитѣ цени въ момента на ликвидацията и по оценка извършена отъ съответната районна смѣсена комисия.

III. КОМИСИИ.

А. Районни смѣсени комисии.

Членъ 9.

За извършване ликвидацията на двувластнитѣ имоти на самия теренъ, всѣко отъ дветѣ правителства ще назначи, въ срокъ отъ единъ месецъ, смѣтано отъ деня на влизане въ сила на тази Конвенция, отдѣлни районни комисии.

Членъ 10.

Районнитѣ комисии ще се образуватъ за следнитѣ райони :

а) *тимочки*, който ще обхване следнитѣ околии : отъ българска страна — видинска, кулска, бѣлоградчишка и берковска ; отъ югославянска страна — неготинска, крайнска, зайчарска, тимочка и заглавска ;

б) *царибродски* съ следнитѣ околии : отъ българска стана — годечка ; отъ югославянска страна — нишавска и царибродска ;

в) *трънски*, отъ българска страна : трънска околия ; отъ югославянска страна : лужничка, власотинска и босилеградска околии ;

г) *Кривопаланачки* са срезовима : кривопаланачким и царевоселским на југословенској и ћустендилским на бугарској страни ;

д) *Беласички* са срезовима : малешким, и струмичким на југословенској и горњо-џумајским и петричким на бугарској страни.

Члан 11.

Посебне реонске комисије истога реона из обе државе сачињаваће једну мешовиту реонску комисију за ликвидацију двовласних имања на подручју свога реона. Ова мешовита реонска комисија носиће назив свога реона.

Члан 12.

За ликвидацију двовласних имања, која спадају у различите реоне у двема држава, мешовита реонска комисија биће састављена од посебних комисија оних реона у којима се налазе та имања.

Члан 13.

Састав сваке посебне реонске комисије биће следећи :

а) председник комисије биће један од судија најближег првостепеног (односно окружног) суда ;

б) чланови ;

1. начелник оног среза у коме комисија буде радила ;
2. један агроном, односно пољопривредни референт, из дотичног среза ;
3. један порезник, такође из дотичног среза.

в) Секретар комисије биће један писар или приправник првостепеног суда (односно чиновник или судски кандидат окружног суда).

Члан 14.

Приликом назначења посебних реонских комисија, обе Владе одредиће како председницима тако и члановима и секретарима, нарочите заменике, који ће у случају спречености или болести замењивати у раду председнике односно одговарајуће чланове и секретаре комисија.

Члан 15.

Као консултативна лица у комисију се морају позивати и председници општина и кметови оних села, на чијем земљишту мешовите реонске комисије буду радиле.

По потреби, могу, ради консултовања, комисије позивати и следећа лица : управнике царинарница, официре граничне трупе, као и сва друга лица, која им могу корисно послужити.

г) *кривопаланѕки*, отъ българска страна : кюстендилска околия ; отъ югославянска страна : кривопаланска и царевоселска околии ;

д) *беласички*, отъ българска страна : горно-джумайска и петричка околии ; отъ югославянска страна : малешка и струмишка.

Членъ 11.

Отдѣлнитѣ районни комисии отъ сѫщия районъ на двѣтѣ държави ще образуватъ една районна смѣсена комисия за ликвидиране двувластнитѣ имоти въ предѣлитѣ на своя районъ. Тази районна смѣсена комисия носи името на своя районъ.

Членъ 12.

За ликвидация на двувластнитѣ имоти, които спадатъ въ различни райони на двѣтѣ държави, районната смѣсена комисия ще бѫде съставена отъ отдѣлнитѣ комисии на онѣзи райони, въ които се намиратъ тия имоти.

Членъ 13.

Съставътъ на всѣка отдѣлна районна комисия ще бѫде слѣдният :

а) председатель на комисията ще бѫде единъ сѫдия отъ най-близкия окрѫженъ, респективно първостепененъ сѫдъ ;

б) членове :

1) началникътъ на онази околия, въ която ще работи комисията.

2) единъ агрономъ, респективно земледѣлчески докладчикъ отъ съответната околия ;

3) единъ данъченъ чиновникъ, сѫщо отъ съответната околия ;

в) секретарь на комисията — чиновникъ или сѫдебенъ кандидатъ отъ съответния окрѫженъ сѫдъ, респективно писарь или приправникъ отъ съответния първостепеннъ сѫдъ.

Членъ 14.

При назначаването на отдѣлнитѣ районни комисии, двѣтѣ правителства ще опредѣлятъ специални замѣстници както на председателя така и на членоветѣ и секретаря, които, въ случай на възпрепятствуване или болесть, да замѣнятъ въ работата председателя, респективно съответнитѣ чл́енове и секретаря на комисията.

Членъ 15.

Къмъ комисиитѣ, съ съвещателенъ гласъ, трѣбва да се призоватъ председателитѣ на общинитѣ (кметоветѣ) и тѣхнитѣ замѣстници на ония села, въ чието землище ще работятъ районнитѣ смѣсени комисии.

Въ случай на нужда, комисиитѣ могатъ да повикватъ за консултиране (съветване) и слѣднитѣ лица : управителитѣ на митницитѣ, офицеритѣ отъ пограничнитѣ части, както и всички други лица, които биха имъ услужили съ полза.

Члан 16.

Мешовите реонске комисије радиће као теренске комисије и доносиће своје одлуке у правом степену.

Б — Централна Мешовита Комисија.

Члан 17.

За расматрање и решавање спорних питања појављених у мешовитим реонским комисијама, обе владе назначиће једну *Централну Мешовиту Комисију* за ликвидирање двовласних имања.

Ова комисија расматраће и решаваће и све евентуалне жалбе двовласника на одлуке мешовитих реонских комисија.

Члан 18.

Решења Централне Мешовите Комисије су извршна и противу истих нема места жалби.

Члан 19.

Централну мешовиту комисију сачињаваће делегације двеју држава, које ће бити састављене од по једног председника и три члана. Дужности секретара у Централној мешовитој комисији вршиће најмлађи чланови обеју делегација.

Члан 20.

За расматрање рада мешовитих реонских комисија и евентуалних жалби (види члан 17.). Централна мешовита комисија састаће се у првој половини месеца јула и другој половини месеца септембра, а у оном месту, где се укаже потреба за њеним радом.

IV. ПОСТУПАК.

Члан 21.

За време зиме — од почетка месеца новембра до краја априла — комисије обеју држава радиће подвојено. Од почетка месеца маја, посебне реонске комисије обеју држава конституисаће се у мешовите реонске комисије, које ће радити на терену до краја месеца октобра.

Членъ 16.

Районнитѣ смѣсени комисии ще работятъ като мѣстни комисии и ще вематъ решения като първа инстанция.

Б. Централна смѣсена комисия.

Членъ 17.

За разглеждане и разрешаване спорнитѣ въпроси, появили се въ районнитѣ смѣсени комисии, дветѣ правителства назначаватъ една *Централна смѣсена комисия* за ликвидацията на двувластнитѣ имоти. Тази комисия ще разглежда и решава и всички евентуални жалби на двувластницитѣ противъ решенията на районнитѣ смѣсени комисии.

Членъ 18.

Решенията на Централната смѣсена комисия сж окончателни и не подлежатъ на никакво обжалване.

Членъ 19.

Централната смѣсена комисия се образува отъ делегациитѣ на дветѣ държави, които се състоятъ отъ по единъ председатель и трима членове. Дължноститѣ на секретари въ Централната смѣсена комисия ще изпълняватъ най-младшитѣ членове на дветѣ делегации.

Членъ 20.

За разглеждане работата на районнитѣ смѣсени комисии и евентуалнитѣ жалби (виж. чл. 17), Централната смѣсена комисия ще се събира въ първата половина на месецъ юлий и втората половина на месецъ септемврий, тамъ кждето се окаже нужда за това.

IV. ПРОЦЕДУРА.

Членъ 21.

Презъ зимния сезонъ — отъ началото на месецъ ноемврий до края на априлъ — комиситѣ на всѣка държава ще работятъ по отдѣлно. Отъ началото на месецъ май, отдѣлнитѣ районни комисии на дветѣ държави се конституиратъ въ районни смѣсени комисии, които ще работятъ на мѣстностьта до края на месецъ октомрий.

A — Рад посебних реонских комисија.

Члан 22.

За време подвојеног рада комисије ће, свака за свој реон, прикупити потребне податке како за своје двовласнике и њихова двовласна имања, тако и за двовласнике суседне државе и њихова двовласна имања.

У том циљу сви двовласници поднеће својим општинским властима у три равногласна примерка декларације о својим имањима с оне стране границе. Те декларације (види прилог број 2) штампаће обе државе (на црвеној хартији за Југославију, а на белој за Бугарску) и доставиће их општинама ради раздавања двовластницима, у року од једног месеца од дана ступања на снагу ове Конвенције. Предавање попуњених декларација од стране двовласника мора се извршити најдаље за 15 дана по пријему образаца у општинама.

Члан 23.

Кад општинске власти прикупе ове декларације, оне ће сва три примерка истих доставити оним општинама суседне државе, у чијем се атару налазе та двовласна имања. Ове општине ће све декларације, пошто их проконтролишу у погледу тачности података, предати својим надлежним властима ради провере и потврде података односећих се на оптерећења на појединим имањима (стварна права и дугујуће порезе). Ове власти ће ставити своју оверу на одређеним местима у декларацијама и потом их истим путем вратити.

Ове провере треба да се изврше у року од 30 дана од дана пријема декларација у суседној држави.

Члан 24.

На основу података у тако провереним декларацијама, општине састављају у по три примерка азбучне спискове, одвојено за југословенске, а одвојено за бугарске двовласнике (види прилог број 3).

Један примерак азбучних спискова и декларација општинске власти достављају својим реонским комисијама ; један примерак истих чувају у својој архиви, а један примерак достављају надлежним општинама друге државе ради предаје њиховим реонским комисијама.

Члан 25.

На основу протоколарних изјава, поднетих општинама за добровољно извршене размене и купо-продаје двовласних имања, општинске власти спремиће засебно азбучне спискове у два примерка по прилогу број 3 ; један примерак истих остаје у општинској архиви, а један ће се предати надлежној реонској комисији.

А. Работа на отдѣлнитѣ районни комисии.

Членъ 22.

Презъ време на своята отдѣлна работа комисиитѣ, всѣка за своя районъ, ще събератъ потрѣбнитѣ данни както за своитѣ двувласници и тѣхнитѣ двувластни имоти, така и за двувласницитѣ на съседната държава и тѣхнитѣ двувластни имоти.

За тази цель, всички двувласници подаватъ до общината си декларации, въ три еднообразни екземпляра, за своитѣ имоти отвъдъ границата. Тѣзи декларации (приложение № 2) ще бѫдатъ отпечатани отъ двете държави (на бѣла хартия за България и на червена за Югославия) и ще бѫдатъ изпратени на общинитѣ за раздаване на двувластницитѣ въ срокъ единъ месецъ отъ влизането въ сила на настоящата Конвенция. Подаването тия декларации отъ двувластницитѣ, надлежно попълнени, трѣбва да стане най-късно 15 дни следъ получаването на образцитѣ въ общинитѣ.

Членъ 23.

Следъ като събератъ всички декларации, общинскитѣ власти изпращатъ и тритѣ екземпляра отъ всѣка една въ съседната държава до ония общини, въ чието землище сѫ посоченитѣ двувластни имоти. Тия общини, следъ като провѣрятъ точностьта на даннитѣ въ декларациитѣ, предявяватъ последнитѣ на своитѣ надлежни власти за провѣрка и потвърждение на даннитѣ досежно тяжеститѣ върху отдѣлнитѣ имоти (вещнитѣ права и дължимитѣ данъци). Тѣзи власти поставятъ своята завѣрка на специалнитѣ мѣста въ декларациитѣ и следъ това ги връщатъ по сѫщия пѫть.

Тѣзи повѣрки трѣбва да се извършатъ въ срокъ отъ 30 дни отъ деня на приемането на декларациитѣ отъ съседната държава.

Членъ 24.

Възъ основа на даннитѣ въ тъй провѣренитѣ декларации, общинитѣ съставятъ, въ по три екземпляра, азбучни списъци по отдѣлно за българскитѣ и за югославянскитѣ двувласници, по приложение № 3.

По единъ екземпляръ отъ азбучнитѣ списъци и декларациитѣ общинскитѣ власти доставятъ на своитѣ районни комисии, единъ екземпляръ запазватъ въ архивата си, а третитѣ екземпляри отъ сѫщитѣ изпращатъ на общинитѣ отъ другата държава за предаване на тѣхнитѣ районни комисии.

Членъ 25.

Възъ основа на постѫпилитѣ въ общинитѣ декларации за доброволно извършени размѣни и покупко-продажби на двувластни имоти, общинскитѣ власти приготвятъ азбучни списъци, въ два екземпляра, по приложение № 3 ; единия отъ тия списъци запазватъ въ архивата на общината, а другия предаватъ на съответната районна комисия.

Члан 26.

Свака посебна реонска комисија мора да има за свој реон списак државних имања налазећих се у близини двовласних имања која се ликвидирају.

Члан 27.

Председници посебних реонских комисија једне и друге државе међусобним споразумом утврдиће дан и место састанка за заједнички рад мешовитих реонских комисија. Место састанка треба да буде у седишту оне општине с једне или с друге стране границе, од које ће се почети са радом. О овоме ће председници обавестити све своје чланове и све председнике и кметове дотичних општина, и наредиће да о томе буду обавештени и двовласници, како би на позив могли предстати комисији.

Члан 28.

Сва преписка за посебне реонске комисије у овом одвојеном поступку, упућиваће се на адресу њихових председника.

Члан 29.

Сви припремни радови посебних реонских комисија треба да буду свршени до краја месеца априла.

Б. — Заједнички поступак мешовитих реонских комисија.

Члан 30.

На првом састанку мешовитих реонских комисија измењаће се пуномоћија и утврдиће се ред наизменичног председавања седницама.

Члан 31.

Протоколи мешовитих реонских комисија водиће се у по два примерка на оба језика (за сваку посебну комисију по један примерак на оба језика) и потписиваће их сви председници, чланови и секретари. Заинтересованим општинама даваће се оверени преписи.

Члан 32.

Мешовите реонске комисије обављаће свој посао по општинама свога реона с једне и с друге стране границе.

Ако би се показало као корисно, да једна општина буде пребачена у надлежност суседне мешовите реонске комисије, то ће се учинити споразумно међу комисијама.

Членъ 26.

Всѣка отдѣлна районна комисия трѣбва да ,има за своя районъ списъкъ на държавнитѣ имоти, намиращи се въ близость на двувластнитѣ имоти, които се ликвидиратъ.

Членъ 27.

Председателитѣ на отдѣлнитѣ районни комисии отъ едната и другата държава, по взаимно споразумение, ще уредятъ деня и мѣстото на срещата за общата работа на районнитѣ смѣсени комисии. Мѣстото на срещата трѣбва да бѫде въ центъра на онази община отъ едната или другата страна на границата, въ землището на която ще започне работата. За горното председателитѣ ще съобщатъ на всичкитѣ свои членове и на председателитѣ и кметоветѣ на съответнитѣ общини и ще распоредятъ да бѫдатъ уведомени за това и двувластницитѣ за да могатъ, при повикване, да се явятъ предъ комисията.

Членъ 28.

Всички преписки, предназначени за отдѣлнитѣ районни комисии ще се адресиратъ до председателитѣ на сѫщитѣ.

Членъ 29.

Всички подготвителни работи на отдѣлнитѣ районни комисии трѣбва да бѫдатъ привършени до края на месецъ априлъ.

Б. Обща работа (процедура на районнитѣ смѣсени комисии).

Членъ 30.

На първата среща на районнитѣ смѣсени комисии ще се размѣнятъ пълномощията и ще се утвърди реда на посмѣнното председателствуване заседанията.

Членъ 31.

Протоколитѣ на районнитѣ смѣсени комисии се водятъ въ по два екземпляра на двата езика (за всѣка отдѣлна комисия — по единъ екземпляръ на двата езика) и се подписватъ отъ всички — председатели, членове и секретари. На заинтересованитѣ общини се даватъ завѣрени преписи.

Членъ 32.

Районнитѣ смѣсени комисии ще работятъ по общини въ своя районъ отъ едната и другата страна на границата.

Ако се окаже полезно една община да бѫде прехвърлена къмъ съседната районна смѣсена комисия, това ще стане по споразумение между комисиитѣ.

Члан 33.

Мешовите реонске комисије доносе своје решење већином гласова. У случају поделе гласова спорна питања достављају се на одлуку Централној мешовитој комисији.

Члан 34.

Мешовите реонске комисије на првом месту узеће у рад оне добровољне споразуме о ликвидацији двовласних имања, који нису окончани пред судским властима. После провере правних доказа о праву сопствености на имањима, означеним у протоколарним изјавама двовласника, мешовите реонске комисије озваничиће горње споразуме уписивањем у своје протоколе.

Члан 35.

По извршењу посла из члана 34. комисије ће позвати све двовласнике и једне и друге државе, који дотле нису добровољним споразумом извршили ликвидацију својих двовласних имања, да то сада учине пред самом комисијом и помоћи ће им да дођу до потребног споразума.

Члан 36.

За имања, која и после овога остану неликвидирана (види члан 35.), мешовите реонске комисије ће донети одлуку о начину њиховог ликвидирања, имајући у виду одредбе предвиђене овом Конвенцијом.

Члан 37.

Своја решења о начину ликвидирања сваког двовласног имања мешовите реонске комисије уписују у горе поменуте протоколе. У тим протоколима свако размењено имање мора се подробно описати у погледу места, врсте, величине и суседства, као и у декларацијама. Изводи из тих протокола предају се сваком заинтересованом двовласнику.

Члан 38.

Сваки двовласник, који не би био задовољан одлуком комисије, има право жалбе у року од 15 дана Централној мешовитој комисији. Овај рок за жалбу почиње тећи од дана предаје извода протокола. Датум предаје решења утврдиће се на основу реверса.

У својој жалби двовласник мора изложити разлоге због којих је незадовољан донетом одлуком и уједно на који начин жели да буде задовољен.

Жалбе на решења упућују се Централној мешовитој комисији преко надлежне реонске комисије. Она их доставља, заједно са свима потребним документима, Централној комисији на даље расматрање и решење.

Членъ 33.

Районнитѣ смѣсени комисии ще вематъ своитѣ решения съ мнозинство на гласоветѣ. Въ случай на еднакво разпредѣление на гласоветѣ, спорнитѣ въпроси се представятъ за решение отъ Централната смѣсена комисия.

Членъ 34.

Районнитѣ смѣсени комисии най-напредъ ще прегледатъ ония извършени доброволно споразумения за ликвидация на двувластнитѣ имоти, които не сж още приключени предъ сждебнитѣ власти. Следъ провѣрка на юридическитѣ доказателства за правото на собственость върху имотитѣ, означени въ декларациитѣ на двувластницитѣ, районнитѣ смѣсени комисии ще узаконятъ горнитѣ споразумения чрезъ вписването имъ въ своитѣ протоколи.

Членъ 35.

Следъ извършване посочената въ чл. 34 работа, комисиитѣ поканватъ всички двувластници отъ едната и отъ другата страна, които до тогава не сж извършили размѣна на своитѣ имоти чрезъ доброволно споразумение, да сторятъ това предъ самата комисия и ги подпомагатъ да стигнатъ до нуждното споразумение.

Членъ 36.

За имотитѣ, които и следъ това останатъ не ликвидирани (вижъ. чл. 35), районнитѣ смѣсени комисии ще вематъ решения за начина на тѣхната ликвидация, имайки предъ видъ разпорежданията, предвидени въ тази Конвенция.

Членъ 37.

Своитѣ решения за начина на ликвидирането на всѣки двуластенъ имотъ, районнитѣ смѣсени комисии вписватъ въ горепоменатитѣ протоколи. Въ тия протоколи всѣки размѣненъ имотъ трѣбва да е описанъ подробно по мѣсто, по видъ, размѣръ и съседство, както въ декларациитѣ. Извлечения отъ тия протоколи се вржчватъ на всѣки заинтересованъ двувластникъ.

Членъ 38.

Всѣки двувластникъ, който не би билъ задоволенъ отъ решението на комисията, има право, въ 15-дневенъ срокъ, да го обжалва предъ Централната смѣсена комисия. Този срокъ почва да тече отъ деня на вржчване извлечението отъ протокола. Датата на вржчването се установява възъ основа на разписка.

Въ жалбата си двувластникътъ трѣбва да изложи причинитѣ, по които е недоволенъ отъ взетото решение и по какъвъ начинъ желае да бжде удовлетворенъ.

Жалбитѣ противъ решенията се подаватъ до Централната смѣсена комисия, чрезъ съответната районна комисия. Последната ги препраща, заедно съ всичкитѣ необходими документи, до Централната комисия за по-нататъшно разглеждане и решение.

Члан 39.

Решења, на која не буду биле поднете жалбе у одређеном року, постају извршним.

Члан 40.

Чим мешовите реонске комисије заврше рад, доставиће своје протоколе Централној мешовитој комисији.

Члан 41.

Мешовите реонске комисије свој рад на ликвидацији двовласних имања имају завршити у року од две године, рачунајући од дана ступања на снагу ове Конвенције.

B. — Поступак Централне Мешовите Комисије.

Члан 42.

Поједине делегације Централне мешовите комисије биће назначене од стране двеју Влада истовремено са назначењем посебних реонских комисија.

Дан и место састанка Централне мешовите комисије утврдиће обе Владе споразумно, а у смислу одредбе члана 20.

Члан 43.

Протоколи Централне мешовите комисије водиће се на оба језика.

Члан 44.

За расматрање и решавање спорних питања, која би се појавила у мешовитим реонским комисијама, као и евентуалних жалби двовласника на решења тих комисија, Централна мешовита комисија може да врши извиђања на самом терену с једне или с друге стране границе. Она може да измени или да одобри ожалбена решења мешовитих реонских комисија.

Члан 45.

Централна Мешовита Комисија доноси своје одлуке већином гласова. У случају поделе гласова нерешени предмети достављају се на одлуку двојици касационих судија назначених од респективних Влада. Сваки од поменутих судија коначно решава по половину горњих предмета, које коцком одређује Централна мешовита комисија. Решене предмете судије враћају Централној мешовитој комисији на даљу надлежност у смислу члана 46.

Членъ 39.

Решенията, които не бъдатъ обжалвани въ опредѣления срокъ, сж окончателни.

Членъ 40.

Районнитѣ смѣсени комисии, следъ като завършатъ своята работа, представятъ своитѣ протоколи на Централната смѣсена комисия.

Членъ 41.

Районнитѣ смѣсени комисии ще трѣбва да завършатъ работата си по ликвидацията на двувластнитѣ имоти въ срокъ отъ две години, считано отъ деня на влизането въ сила на настоящата Конвенция.

B. Процедура на Централната смѣсена комисия.

Членъ 42.

Отдѣлнитѣ делегации на Централната смѣсена комисия ще бъдатъ назначени отъ дветѣ правителства едновременно съ назначаването на отдѣлнитѣ районни комисии.

Деньтъ и мѣсто за събирането на централната смѣсена комисия ще се опредѣли, по взаимно споразумение отъ дветѣ правителства, както е предвидено въ чл. 20.

Членъ 43.

Централната смѣсена комисия води своитѣ протоколи на двата езика.

Членъ 44.

За разглеждане и разрешаване спорнитѣ въпроси, появили се въ районнитѣ смѣсени комисии, както и евентуалнитѣ жалби на двувластницитѣ противъ решенията на тия комисии, централната смѣсена комисия може да прави огледи и на самото мѣсто отъ едната или отъ другата страна на границата.

Тя може или да измѣни да одобри обжалванитѣ решения на районнитѣ смѣсени комисии.

Членъ 45.

Централната смѣсена комисия взема решенията си по вишегласие.

При раздѣляне на гласоветѣ, нерешенитѣ въпроси се предоставятъ за решение отъ двама касационни сждии, назначени отъ респективнитѣ правителства.

Ввѣки единъ отъ поменатитѣ сждии решава окончателно половината отъ тѣзи въпроси, опредѣлени по жребие отъ Централната смѣсена комисия. Сждиитѣ възвръщатъ решенитѣ въпроси на Централната смѣсена комисия за по-нататъшно разпореждане, съгласно чл. 46.

Члан 46.

По завршеном послу Централна мешовита комисија доставиће све протоколе респективним Владама, које ће их упутити надлежним судовима ради издавања двовласницима докумената о сопствености.

Члан 47.

Свој рад Централна мешовита комисија има завршити најдаље шест месеци по свршетку рада мешовитих реонских комисија.

V. ОПШТЕ ОДРЕДБЕ.

Члан 48.

Две Владе нотифицираће једна другој имена лица, које сачињавају посебне реонске комисије и Централну мешовиту комисију. Исто тако ће обавестити и односне пограничне власти.

Члан 49.

Општинске власти двеју држава, ради обављања послова који су им додељени одредбама ове Конвенције, водиће преписку непосредно путем курира.

Члан 50.

Председници посебних реонских комисија једне и друге државе општиће непосредно.

Члан 51.

Сви акти двовласника обеју држава, који буду чињени у циљу извршења ликвидације двовласних имања, као на пример протоколарне изјаве о добровољним споразумима за размену или купо-продају двовласних имања, декларације, провере оптерећења на двовласним имањима, издавање докумената о праву сопствености и т. д. ослобођавају се у обема земљама свих такса и дажбина.

Члан 52.

Протоколи мешовитих реонских комисија и централне мешовите комисије, који садрже коначне одлуке, служе као правни основ за обе државе за издавање двовласницима докумената о праву сопствености, а сходно унутрашњем законодавству сваке државе.

Членъ 46.

Следъ привършване на своята работа, Централната смѣсена комисия доставя протоколитѣ на респективнитѣ правителства, които ги препращатъ до надлежнитѣ сѫдилища за издаване на двувластницитѣ актове за собственость.

Членъ 47.

Централната смѣсена комисия трѣбва да привърши работата си най-късно шесть месеца следъ приключване работата на районнитѣ смѣсени комисии.

V. ОБЩИ НАРЕЖДАНИЯ.

Членъ 48.

Двѣтѣ правителства взаимно ще си нотифициратъ имената на лицата, които съставятъ отдѣлнитѣ районни комисии и Централната смѣсена комисия. За сѫщото ще се уведомятъ и респективнитѣ погранични власти.

Членъ 49.

Общинскитѣ власти отъ двѣтѣ държави, за изпълнение на работитѣ, предписани имъ отъ нарежданията на настоящата Конвенция, водятъ помежду си директни преписки, чрезъ куриери.

Членъ 50.

Председателитѣ на отдѣлнитѣ районни комисии отъ едната и отъ другата държава ще се сношаватъ направо.

Членъ 51.

Всичкитѣ актове на двувластницитѣ отъ двѣтѣ държави, които бѫдатъ съставени съ цель за изпълнение ликвидацията на двувластнитѣ имоти, като напр. декларациитѣ за доброволнитѣ споразумения за размѣна или покупко-продажба на двувластни имоти ; декларациитѣ ; провѣрка тяжеститѣ върху двувластнитѣ имоти ; издаване документи за правособственость и пр., се освобождаватъ въ двѣтѣ държави отъ плащане на всѣкакви такси, гербъ и берии.

Членъ 52.

Протоколитѣ на районнитѣ смѣсени комисии и на Централната смѣсена комисия, които съдържатъ окончателни решения, съставятъ юридическо основание за всѣка отъ двѣтѣ държави за издаване на двувластницитѣ документи за право на собственость, споредъ вѫтрешното законодателство на всѣка държава.

Члан 53.

Сва стварна права, која постоје на појединим ликвидираним имањима, биће пренета на она нова имања, која буду додељена двовласницима на место ликвидираних.

Надлежне судске власти извршиће, по званичној дужности, уписивање тих стварних права у односне књиге.

Члан 54.

Приликом ликвидирања имања сваки двовласник дужан је измирити дугујућу порезу на дотично имање.

У случају немогућности исплате, која се има констатовати од стране мешовитих реонских комисија, дугујућу порезу исплатиће обрачуном две државе, а оне ће доцније ову наплатити од двовласника на начин, који нађу за најпогоднији.

Члан 55.

Ова конвенција ступа на снагу на дан измене ратификација.

Измена ратификација извршиће се у Београду.

У потврду чега Пуномоћници су потписали ову Конвенцију и ставили своје печате.

Закључено у Софији и састављено у по два равногласна примерка на српскохрватском и бугарском језику.

Дана 14 месеца фебруара хиљаду девет стотина тридесете године.

А. Буров, *с. р.*
И. Рајсукановъ, *с. р.*
Љ. Нешић, *с. р.*
Др. Мир. С. Јанковић, *с. р.*

ПРИЛОГ БР. 1.

ЦИРКУЛАР.

Ради олакшања добровољне размене двовласничких имања обе делегације препоручују својим владама да издаду надлежним пограничним властима следећа наређења.

« Пошто је југословенско-бугарска мешовита комисија закључила да ће по интерес двовласника дуж целе југословенско-бугарске границе најбоље и најкорисније бити, ако они сами, пре састанка нарочитих мешовитих реонских комисија за ликвидацију двовласничких имања, приступе ликвидацији таквих њихових имања путем добровољне размене или на други за њих најпогоднији начин, и како су респективне владе са своје

Членъ 53.

Всички вещни права, които тежатъ върху отдѣлнитѣ ликвидирани имоти, ще се прехвърлятъ върху ония нови имоти, които двувластникътъ ще получи вмѣсто ликвидиранитѣ.

Надлежнитѣ сждебни власти служебно ще впишатъ тия вещни права въ съответнитѣ книги.

Членъ 54.

При ликвидацията на имотитѣ, всѣки двувластникъ е длъженъ да изплати дължимия данъкъ върху съответния имотъ.

Въ случай на невъзможность да плати, което се констатира отъ районнитѣ смѣсени комисии, дължимитѣ данъци ще се заплатятъ по смѣтка отъ двѣтѣ държави, които впоследствие ще ги събератъ отъ своитѣ поданници по начинъ, какъвто намѣрятъ за най-добре.

Членъ 55.

Настоящата Конвенция влиза въ сила отъ деня на размѣняване ратификациитѣ. Размѣняването на ратификациитѣ ще стане въ Бѣлградъ.

Въ потвърждение на което горепоменатитѣ пълномощници подписаха настоящата Конвенция и я скрепиха съ своитѣ печати.

Сключена въ София, въ по два екземпляра на български и сърбо-хърватски езици, на 14 февруарий хиляда деветстотинъ и тридесета година.

Љ. Нешић *с. р.*
Др. Мир. С. Јанковић *с. р.*
А. Буровъ *с. р.*
И. Разсукановъ *с. р.*

ПРИЛОЖЕНИЕ № 1.

ОКРЖЖНО.

За улесняване доброволната размѣна на двувластническитѣ имоти двѣтѣ делегации препоржчватъ на своитѣ правителства да дадатъ до съответнитѣ погранични власти слѣднитѣ нареждания :

« Тъй като българо-югославянската Смѣсена комисия реши, че въ интереса на двувластницитѣ по край цѣлата българо-югославянска граница ще бжде най-добре и най-полезно ако тѣ сами, преди събирането на специалнитѣ смѣсени районни комисии за ликвидацията на двувластнитѣ имоти, пристжпятъ къмъ ликвидация на тия свои имоти чрез доброволна размѣна или по други най-благоприятни за двувластницитѣ

стране усвојиле горњи закључак, то се, преко надлежних власти, има двовласницима објавити горња одлука и следеће :

1.) да сваки двовласник с једне стране може слободно са двовласником с друге стане извршити добровољним споразумом размену својих имања. У случају неједнаке вредности имања, њихова се размена може извршити уз извесну новчану доплату. Та би доплата била гарантирана заинтересованом једним стварним правом на имању његовог сауговорача. Ово стварно право мора се уписати у односне књиге, на основу протоколарних изјава датих код надлежних власти у смислу тач. 3 (види образац А).

2.) да сваки двовласник може своје двовласно имање и продати, но само неком двовласнику с друге стране и под условом да за тако добивени новац купи друго имање у близини на сопственој територији (види образац Б).

3.) да су двовласници дужни да својој надлежној општинској власти дају протоколарну изјаву о постигнутом споразуму, коју ће потписати обе стране. Ове протоколарне изјаве чиниће се на наротитим обрасцима (прилог А. и Б.) и имају бити састављене у пет равногласних примерака, од којих по један узимају заинтересоване стране, један остаје општинској архиви, један ће општинска власт допоставити својој надлежној реонској комисији чим ова буде била образована, а један ће општинска власт оверити и без одлагања доставити надлежној општини на суседној територији у чијем се атару налази имање дотичног двовласника.

4.) да је саветно, да двовласници који на напред изложене начине желе ликвидирати своја двовласна имања, учине то пре састанка мешовитих реонских комисија за ликвидацију двовласних имања које ће се састати у месецу мају.

5.) да ће надлежне власти чинити све могуће олакшице свима двовласницима који овако желе ликвидирати своја двовласна имања и то, како у погледу преласка границе ради међусобног договора са двовласницима с друге стране и евентуалног разгледања имања, тако и у погледу испуњавања формалности означених у тач. 3.

6.) постигнути споразуми у смислу тач. 1 и 2. између двовласника, који нису већ окончани пред судским властима, уписиваће се доцније у протоколе, мешовите реонске комисије. На основу оверене копије тога протокола, издаваће се двовласницима од стране надлежних судских власти документ о сопствености.

У вези са овим потребно је наредити :

А. Свима надлежним пограничним властима :

да двовласницима како једне тако и друге стране који ради постигнућа потребних споразума за размену и продају свога имања желе отићи у суседну државу, олакшају прелазак границе. Овај прелазак границе вршиће се са двовласничком пролазницом на којој ће, за случај да је коме двовласнику потребан боравак дужи од једног дана,

начини, и тъй като респективнитъ правителства усвоиха горното заключение, то да се обяви на двувластницитъ чрезъ надлежнитъ власти горното решение, а сѫщо така и следното :

1) Всъки двувластникъ отъ едната страна може свободно да извърши съ двувластникъ отъ другата страна, чрезъ доброволно споразумение, размъна на своитъ имоти. Въ случай на нееднаква стойность на имотитъ, тъхната размъна може да се извърши и съ извъстно парично доплащане. Това доплащане ще се гарантира на заинтересования чрезъ вещно право върху имота на неговия контрагентъ. Това право трѣбва да се впише въ съответнитъ книги възъ основа на декларациитъ дадени предъ надлежнитъ власти, въ духа на точка 3. (гледай образецъ А.).

2) Всъки двувластникъ може евентуално и да продаде своя двувластенъ имотъ, но само на нѣкой двувластникъ отъ другата страна и при условие, че съ така полученитъ пари ще си купи другъ имотъ въ негова близость и на собствена територия (гледай образецъ Б.).

3) Двувластницитъ сѫ длъжни да подадатъ до своято надлежна общинска власть декларации за постигнатитъ споразумения, които ще бѫдатъ подписани отъ дветъ страни. Тия декларации, по специални образци (приложения А и Б), ще бъдатъ съставени въ петь еднообразни екземпляра, отъ които по единъ взиматъ заинтересованитъ страни, единъ остава въ общинската архива, единъ се предава отъ общинската власть на надлежната своя районна комисия, когато тя бѫде формирана, а единъ се завърява отъ общинската власть и безъ отлагане се изпраща на съответната съседна община на другата Страна, въ чието землище се намира имотътъ на съответния двувластникъ.

4) Препоржчва се на двувластницитъ, които желаятъ да ликвидиратъ своитъ двувластни имоти по гореизложенитъ начини, да направятъ това преди събирането на смъсенитъ районни комисии за ликвидация на двувластническитъ имоти, които ще се събератъ презъ месецъ май.

5) Надлежнитъ власти да направятъ всички възможни улеснения на всички двувластници, които желаятъ така да ликвидиратъ своитъ двувластнически имоти, и то както по отношение преминаването на границата за взаимно уговаряне съ двувластницитъ отъ другата страна и евентуално разглеждане на имотъ, така и по отношение изпълнението на формалноститъ означени въ точка 3.

6) Постигнатитъ съгласно т. т. 1 и 2 споразумения между двувластницитъ, които не сѫ били изповъдани предъ сѫдебнитъ власти, трѣбва да се впишатъ въ последствие въ протоколитъ на смъсенитъ районни комисии. Възъ основа на завърени копия отъ тъзи протоколи ще се издаватъ отъ надлежнитъ сѫдебни власти документи за собственость.

Въ връзка съ това, необходимо е да се дадатъ нареждания :

А. — До всички надлежни погранични власти :

да улесняватъ преминаването на границата отъ двувластницитъ, както отъ едната така и отъ другата страна, които, за постигане необходимитъ споразумения за размъна и продажба на своитъ имоти, желаятъ да отидатъ въ съседната държава. Това преминаване на границата ще става съ двувластническитъ пропускателни билети, които,

надлежна општинска власт ставити потребно одобрење. Али ни у ком случају не може се одобрити боравак дужи од три дана. Прелазак ће се допуштати само појединцима или мањим групама, али онда наизменично.

Б. Среским (околијским) начелницима :

а) да општинским властима издаду најстрожија наређења, да су дужне да двовласницима у њиховом послу око ликвидирања двовласних имања, као и међусобног споразумевања и уговарања, најсвесрдније помогну и олакшају им испуњавање напред предвиђених формалности ;

б) да се старају и лично контролишу да не буде сметања и одуговлачења приликом свршавања потребних формалности ;

в) да наређе општинским властима да им подносе месечне извештаје о свима постигнутим споразумима међу двовласницима. Срески (околијски) начелници достављаће те извештаје преко своје више власти, респективним владама ;

г) да наређе свима општинским властима, да још од сада приступе прикупљању података о двовласницима и њиховим двовласним имањима и то како југословенским тако и бугарским. Ти податци имају бити сређени по азбучним списковима са следећим рубрикама : 1.) текући број ; 2.) презиме и име двовласника ; 3.) место становања ; 4.) општина на бугарској страни у којој има свога двовласног имања, и обрнуто за бугарске двовласнике означити општину на југословенској страни у којој они имају својих двовласних имања ; 5.) величину имања по врсти : њиве, ливаде и т. д. ; 6.) тачно место где се налази имање са означењем суседа ; 7.) да ли је плаћена пореза или није ; за које године није плаћена и у ком износу ; 8.) евентуалне напомене.

Спискови југословенских и бугарских двовласника имају бити посебно сачињени ».

ОБРАЗАЦ А.

Рађено у Суду општине .....
на дан .....
У .....

ПРОТОКОЛАРНА ИЗЈАВА

Претстаде овоме Суду.....
.....
земљорадник из . .....
среза ..... , па
изјави :

своје непокретно имање .....
величине ..... хектара, налазеће се у месту званом « ..... »
у атару општине.....
..... околије, на бугарској територији, а које се граничи, и то ; .....
.....
.....
.....
добровољним споразумом разменио сам са непокретним

въ случай че на нѣкой двувластникъ е необходимо престояване повече отъ единъ день, ще бѫдатъ завѣрявани отъ надлежната община. Въ никакъвъ случай неможе да се разреши на двувластника престояване по-дълго отъ три дни. Преминаването на границата ще се допуща само на отдѣлни лица или на малки групи, но въ такъвъ случай — посмѣнно.

Б. — До околийскитѣ (срезки) началници :

а) да дадатъ най-строги нареждания на общинскитѣ власти въ смисъль, че тѣ сѫ длъжни най-искренно да подпомагатъ и улесняватъ, при изпълнение гореприведенитѣ формалности, двувластницитѣ въ работата имъ около ликвидирането на двувластнитѣ имоти, както и при взаимнитѣ спразумения и договаряния.

б) да се стараятъ и лично да контролиратъ щото при извършване необходимитѣ формалности да не се правятъ спънки и протакания ;

в) да наредятъ до общинскитѣ власти да имъ доставятъ всѣкимесечни сведения за всички постигнати между двувластницитѣ споразумения. Околийскитѣ (срезки) началници да доставятъ, по надлежния пѫть, тия сведения до респективнитѣ правителства ;

г) да наредятъ до всички общински власти още отъ сега да пристѫпятъ къмъ събирине сведения за двувластницитѣ и тѣхнитѣ двувластни имоти и то както българскитѣ, така и югославянскитѣ. Тия сведения да бѫдатъ подредени въ азбучни списъци съ следнитѣ графи : 1) № по редъ ; 2) презиме и име на двувластника ; 3) мѣстожителство ; 4) общината на югославянската страна, въ която има двувластенъ имотъ и обратно, за югославянскитѣ двувластници да се означи общината на българска територия, въ която тѣ иматъ свои двувластни имоти ; 5) величина на имота по видъ (ниви, ливади и пр.) ; 6) точно мѣстонахождение и обозначение на съседитѣ ; 7) дали е платенъ данъкътъ на двувластния имотъ или не, за коя година не е платенъ и на каква сума възлиза ; 8) евентуални забележки.

Списъцитѣ на българскитѣ и югославянски двувластници да бѫдатъ съставени по отдѣлно ».

ОБРАЗЕЦЪ А.

Съставено въ общинско управление, ...
на ..... 1930 година
въ с .....

ДЕКЛАРАЦИЯ

Отъ . ..... ,
..... ,
земледѣлецъ отъ с. ..... ,
община ..... , околия .....

Подписаниятъ заявявамъ че своя недвижимъ имотъ [1]).....
..... съ повърхность. .....
декара, находящъ се въ мѣстностьта.....
..... , въ землището на с. .....
община ..... , срезъ ..... , въ
югославянска територия, който граничи съ .....
.....

[1]) Тукъ трѣбва да се даде точно описание на имота по видъ (напр. градина, нива, гора и пр.) въ коя мѣстность се намира (напр.« Попово гумно »), съ означение точнитѣ граници и имената на съседитѣ, до чийто имоти се намира въпросниятъ имотъ.

имањем [1]) .....
.....
..... сопственошћу [2]).....
.....
..... из .....
..... општине .....
среза ..... , а које се налази на југословенској територији на месту званом .....
..... у атару општине
..... среза .....
и граничи се и то : .....
.....
.....
(и обавезујем се да му доплатим суму од .....
..... као разлику вредности имања, с тим да му одобравам да се ова доплатна сума обезбеди стварним правом на моме имању).

На горње поменутом имању не постоје никакави терети.

На горе поменутом имању постоје следећи терети :
.....
.....
.....

За горње имање сву дужну порезу до данас потпуно сам исплатио.

За горње имање порез нисам платио за ..... годину у суми .....

Предња ми је изјава у целини прочитана и у свему је признајем за своју, што потврђујем и својим потписом.

(Потпис) ..... 3)

Затим предстаде .....
.....
земљорадник из .....
среза ..... , па изјави :

У свему потврђујем као тачну предњу изјаву .....
..... земљорадника из
..... општине ..... ,
среза ..... и са своје стране изјављујем, да сам са напред именованим извршио добровољним споразумом размену описаног у његовој изјави имања, налазећег се на југословенској територији, за његово имање које се налази на бугарској територији, а које је такође описано у његовој предњој изјави.

Имање сам примио чисто без икаквих терета.

Имање сам примио са свима горе означеним теретима.

Ова моја изјава прочитана ми је од речи до речи и у свему је признајем за своју, што потврђујем и својим потписом.

(Потпис) ..... 3)

Горње изјаве и потписе ..... земљорадника из .....
и ..... земљорадника из .....
Суд општине оверава по званичној дужности.

Број, датум и место.
Деловођа-Писар,
.....

(Печат)

Председник Суда или Кмет,
.....

[1]) Овде ваља дати тачан опис имања по врсти напр. воћњак, башта, њива, шума и т. д. на коме се месту налази (напр. : « у гају » на « поповом гумну ») са назначењем тачних граница и имена суседа до чијих се имања налази описано имање.

[2]) Овде ваља дати тачан опис имања по врсти као и горе и ставити име и презиме његовог сопственика, место одакле је и општину.

3) Ако није писмен треба да учини ову своју изјаву пред два способна сведока који ће је својим потписима одостоверити.

.....
.....
чрезъ доброволно споразумение размѣнихъ съ недвижимия имотъ [2]) .....
.....
собственость на .....
отъ с. ..... , община .....
срезъ ..... и който се намира на българска територия въ мѣстностьта .....
..... и въ землището на .....
община, ... , околия, ...
..... и грачини съ
.....
.....
..... и се задължавамъ да доплатя сумата отъ ..... , като разлика между стойностьта на имотитѣ, като се съгласявамъ тази сума за доплащане да бѫде обезпечена чрезъ създаване вещно право върху моя имотъ.

Върху горепоменатия имотъ не сѫществуватъ никакви тяжести.

(Или : Върху горния имотъ сѫществуватъ следнитѣ тяжести : .....
.....).
.....

За горния имотъ сѫ изплатени до днесъ всички данъци.

(Или : За горни имотъ не сѫ изплатени данъцитѣ за ..... година на сума от ..... лева).

Горната декларация ми се прочете изцѣло и азъ напълно я признавамъ за моя, което потвърждавамъ съ подписа си [3]).

(Подписъ) .....

Следъ това се яви ..... ,
..... ,
земледѣлецъ отъ с..... ,
община ..... , срезъ ..... ,
и заяви :

Потвърждавамъ напълно като върна горната декларация на .....
земледѣлецъ отъ с. ..... , община .....
околия..... , и заявявамъ, че съмъ извършилъ съ горепоменатия доброволно споразумение за размѣна на описания въ неговата декларация имотъ, намиращъ се се въ българска територия и който сѫщо е описанъ въ горната негова декларация.

Имота приемамъ безъ всѣкакви тяжести.

(Или : Имота приемамъ съ всички гореизброени тяжести).

Тази моя декларация ми се прочете дословно и азъ напълно я признавамъ за своя, което потвърждавамъ съ подписа си.

(Подписъ) .....

..... общинско управление завѣрява горнитѣ декларации и подписи на ..... , земледѣлецъ отъ с..... ,
и на ..... , земледѣлецъ отъ с .....
№ ..... 1930. г. Село ..... Кметъ : .....
(Печатъ)
Секретарь-Бирникъ : .....

[2] Да се даде точно описание на имота по видъ, както и по-горе, и да се постави името и презимето на неговия сѫбственикъ, отъ кѫде е, и общината.

[3]) Ако не е грамотенъ, тази своя декларация трѣбва да направи предъ двама грамотни свидетели, които ще я завѣратъ съ своитѣ подписи.

ОБРАЗАЦ Б.

Рађено у Суду Општине ....
на дан ..... 193... године...
у .....

ПРОТОКОЛАРНА ИЗЈАВА

Претстаде овоме Суду .....
.....
земљорадник из .....
среза ....., па изјави :

своје непокретно имање ..... величине ..... хектара, налазеће се у месту званом « ..... », атара општине ..... околије .....на бугеррскоеој територији, а које, се имање грзници и то : .....
.....
.....
.....
продао сам за суму од ..... динара-лева Н. Н-у, земљораднику из ..... , околије ..... на бугарској територији.

На овом продатом имању нема никаквих терета.

На овом имању постоје следећи терети : .....
.....

За ово продато имање исплатио сам сву дужну порезу до данас.

За ово имање порезу нисам платио за ..... године-у, у суми од ..... лева.

Продајну своту сам у целости примио.

Од продајне своте примио сам ..... дин.-лева, а за остаток сам споразуман да ми се обезбеди стварним правом на имању купчевом.

Ова ми је изјава од речи до речи прочитана и у свему је за своју признајем.

(Потпис) .....

Затим претстаде .....
.....
земљорадник из .....
општине .....
околије ....., па изјави :

Овим потврђујем да сам од .....
земљорадника из .....
среза ..... заиста купио у његовој горњој изјави означено имање за суму од .....
..... динара-лева, коју сам му суму у целости исплатио — од које сам своте исплатио .....дин.-лева.-именованоме одобравам за наплату продајне своте — остатка продајне своте обезбеду стварним правом на продатом ми имању.

Имање примам чисто без икаквих терета.

Имање примам са свима горе означеним теретима.

Ова моја изјава прочитана ми је од речи до речи и у свему је признајем за своју.

(Потпис) .....

Предње изјаве и потписе ..... земљорадника из..... и земљорадника из .....
Суд Општине ..... оверава по званичној дужности.

Број, датум и место,
Деловођа-писар, (Печат.) Председник Суда или Кмет,
....

[1]) Оне реченице које нису потребне морају се прецртати.

ОБРАЗЕЦЪ Б.

Съставена въ ..... общинско управление,
на ..... 1930 година.
въ с .....

ДЕКЛАРАЦИЯ

Отъ ..... ,
земледѣлецъ отъ с. ..... ,
община ..... ,
околия .....

Подписаниятъ заявявамъ че моятъ недвижимъ имотъ ..... , съ повърхность ..... декара, находящъ се въ мѣстностьта ..... , въ землището на .... община, въ ..... срезъ, на югословенска територия, който граничи съ .... продадохъ за ..... лева на Н. Н., земледѣлецъ отъ с ..... , община . ..... , срезъ ..... , Югославия.

Върху горния имотъ не сѫществуватъ никакви тяжести. (Или : Върху горния имотъ сѫществуватъ следнитѣ тяжести : [1]) . .....).

За горния имотъ сѫ изплатени до днесъ всички данъци. (Или : За горния имотъ не сѫ изплатени данъцитѣ за ..... год. на сума ..... лева).

Гореозначената сума получихъ напълно. (Или : Отъ гореозначената сума получихъ ..... лева, а остатъка отъ ..... лева се съгласявамъ да ми бѫде обезпеченъ чрезъ създаване вещно право върху имотитѣ на купувача).

Тази декларация ми се прочете дословно и азъ я признавамъ напълно като своя.

(Подписъ) .....

Следъ това се яви ..... ,
..... ,
земледѣлецъ отъ . ..... ,
община, ... ,
срезъ, ... и заяви :

Съ настоящето си потвърждавамъ, че наистина съмъ купилъ отъ ..... , земледѣлецъ отъ с. ..... , община ..... , околия ..... , означения въ неговата декларация имотъ за .... лева, която сума му броихъ напълно.

(Или : отъ която сума му броихъ ..... лева. Съгласявамъ се да създамъ за поменатия, до размѣра на неизплатената сума, вещно право върху продадения ми имотъ).

Имота приемамъ безъ всѣкакви тяжести. (Или : Имота приемамъ съ всички гореизброени тяжести).

Тази моя декларация ми се прочете дословно и азъ я признавамъ напълно за своя.

(Подписъ) .....

..... общинско управление завѣрява горнитѣ декларации и подписи.

№ ....., ... 1930 г., Село .....

(Печатъ) Кметъ : .....
Секр.-бирникъ : .....

1) Ипотека на Б. З. Б. Или : .....

ПРИЛОГ БР. 2.

Списка бр. [1])———

Срез .....
Општина .....
Село .....

ДЕКЛОРАЦИЈА

Потписани ..... из ..... изјављујем, да у реону од 10 километара од југословенско-бугарске границе на бугарској територији имам у атару села ..... општине ..... околије ..... ниже означено имање :

Врста двовласног имања [2])	Величина сваког комада у хектарима [3])	Где се налази имање (тачно означити место [4])	Границе имања (међу којим суседима се налази) [5])	Стварна права, којима је имање оптерећено [6])	Неплаћен порез			На основу чега и од када је сопственик двовласног имања [7])	Напомене
					за које године	сума			
						лева	ст.		

Својим потписом потврђујем тачност података изнетих у овој декларацији .....
датум потпис декларанта

8) Суд општине ..... по службеној дужности оверава истинитост потписа декларанта ..... а исто тако и тачност његових навода у декларацији

Бр..... датум Деловођа-писар печат Претседник општине

9) ..... селско общинско управление увѣрява че провѣри даннитѣ въ тая декларация и намѣри
че тѣ сѫ вѣрно изложени
че тѣ не сѫ точно изложени въ следото : .....
.....
.....
.....

№ ..... (дата) печатъ

Общински Кмет :
Секретарь бирникъ :

ПРИЛОЖЕНИЕ № 2.

Деклараторътъ е записанъ въ азбучния списъкъ на двувластницитѣ въ своята община подъ № .....

Околия . ..... [1])
Община .....
Село .....

ДЕКЛАРАЦИЯ

Подписаниятъ ..... , отъ с. ..... заявявамъ, че въ района на 10 клм. отъ Българо-Югославянската граница на Югославянска територия, въ землището на с. ..... , община ..... , срезъ .... , притежавам долуозначенитѣ имоти :

Видъ на двувластния имотъ [2])	Размѣръ на имота въ декари [3])	Мѣстонахождение на имота (точно означение на мѣстото) [4])	Граници на имота (между кои съседи се намира) [5])	Вещни права, които тежатъ върху имота [6])	Неплатени данъци			На какво основание и отъ кога е собственикъ на имота [7])	Забележка
					За коя година	На каква сума възлизатъ			
						дин,	п.		

За потвърждение истинността и точността на изложеното въ тая декларация се подписвамъ :

с..... 1930 г. Декларатор ъ [8]) : .....

[8]) ..... селско общинско управление увѣрява, че тоя подписъ е на декларатора и че изложеното въ тая декларация е вѣрно.

№..... , ... 1930 г. с..... (печатъ).

Общински кметъ : .....
Секр.-Бирникъ : .....

[9]) Суд општине ..... по службеној дужности проверио је наводе из горње декларације па је нашао
да су исти у свему тачни што се овим потврђује,
да исти нису тачни у следећем : .....
.. ..
.. ..
.. ..

с ..... , ... 1930 г. (печат)

Претседник Општине .....

Деловођа-писар .....

Върху имотитъ означени въ тая декларация не тежатъ никакви вещни права / тежатъ следнитъ вещни права :

.....

.....

№ ..... (дата) (Печатъ) (Подписъ) .....

За имотитъ означени въ тая декларация и записани въ данъчната партидна книга под №.....
сж заплатени всички данъци до днесъ
не сж заплатени данъцитъ за следнитъ години : .....
..... които възлизатъ на обща сума .....лева
.....

№ ..... (дата) (Печатъ) Данъченъ началникъ: .....

Упуства за попуњавање Декларације :

1.) На овом месту исписаће се текући број из азбучног списка, под којим у исти буде уписан дскларант.

2.) У овом ступцу декларант ће уписати сва своја имања по врстама и то следећим редом : Њиве, воћњаци, виногради, баште, ливаде, пашњаци, шуме, браници. За сваки комад имања имају се дати посебни податци.

3.) Величина имања ће се означити цифром у хектарима, односно арима.

4.) Место где се имање налази, означиће се изразом, који је уобичајен и опште познат у дотичном крају. На пр. « гају », *код* « *кладенца,* » *и т. д.*

5.) Границе имања ће се означити на следећи начин : са севера до имања Н. Н. ; са истока до ливаде Н. Н. ; са југа до имања Н. Н. и са запада до винограда Н. Н-а.

6.) У овој рубрици декларант ће означити све терете, које постоје на његовим имањима и то њихову врсту, величину, као и за чији рачун постоји, на пример интабулација, или прибелешка, и тд. за суму од 1000 лева, за рачун Бугарске Земљоделске Банке и т. д.

7.) Декларант ће означити документа, на основу којих доказује своје право сопствености, а тако исто и време од када је постао сопственником имања.

8.) На овоме месту ставиће своју потврду онај општински суд, коме је декларација поднета.

9.) Овде ће ставити своју потврду она општина на бугарској територији, у чијем се атару налази имање декларантово.

ВАЖНА НАПОМЕНА :

а) Ако би декларант имао свог двовласног имања у две или више општина на бугарској територији, онда он мора за сваку општину одвојено поднети своју декларацију.

б) Ако би декларант имао толико имања, да их сва не би могао побројати у једној декларацији, онда ће он набрајање својих имања наставити на другим декларацијама, назначујући бројем, више речи « декларација », која је по реду. На пр. 2, 3, 4 и т. д.

На имањима, означеним у овој декларацији не постоје никакви терети .....
постоје следећи терети и то :
.....
.....

№ ..... с..... 1930 г.
(Печат) Претседник суда .....

На имањима, означеним у овој декларацији уписаним у пореској књизи под бројем исплаћен је сав дугујући порез до данас .....
није плаћен порез за следеће године
у укупној суми од динара .....
.....

№ ..... 1930 г. (Печат) Шеф Пореске Управе .....

Упѫтване за попълване на Декларацията :

1.) Горнията левъ жгълъ на декларацията се попълва съ околията, общината и селото или махалата, въ която живѣе по настоящемъ декларатора.

2.) Въ първата графа всѣко парче имотъ се вписва на отдѣленъ редъ въ следния порядъкъ : Ниви, овощни градини, лозя, зеленчукови градини, ливади, пазбища, гори, бранища и разни, като между всѣки видъ имотъ се остава по единъ празенъ редъ.

3.) Въ втората графа се означава точно размѣра на всѣко парче имотъ въ декари и ара.

4.) Въ третата графа се вписва мѣстонахождението на всѣко парче имотъ, като се указва точно името на местността въ която се намира — тъй както тя е известна на населението въ този край или въ дадената община.

5.) Въ четвъртата графа се изброяватъ видѣтъ на имота на съседитѣ, името и презимето на последнитѣ, съ които е оградено парчето имотъ на декларатора и отъ коя страна на света се намиратъ тия съседи : напр. На северъ съ нивата на Н. М., на изтокъ — съ гората на Л. К., на югъ — съ нивата на Х. И. и на западъ — съ пѫтя който води отъ с. Л. за постъ № 15.

6.) Въ петата графа се отбелезватъ всички тяжести, които сѫществуватъ върху дадения имотъ, тѣхния видъ и размѣръ и за коя смѣшка сѫ : напр. срещу тоя имотъ декларашорътъ дължи ..... лв. на Б. Н. Б., ... лв. на Б. З. Б., заложилъ го е за ..... лв. на Н. К. и пр.

7.) Въ предпоследната графа се вписва документа, въз основа на който се владее имота, отъ кое учреждение и кога е издаденъ този документъ, отъ наследство ли е и съ какъвъ документъ го е владѣялъ наследодателя.

8.) Декларацията се подписва отъ декларатора или пълномощника му съ свидетели, провѣрява се изложеното въ нея отъ Кмета и се завѣрява подписа и истинността на изложеното отъ общинската власть въ чиято община се числа декларатора.

9.) Съответната Югославянска община, въ чийто районъ се намира имота провѣрява даинитѣ въ декларацията и я завѣрява.

ВАЖНА ЗАБЕЛЕЖКА :

а) Ако деклараторътъ има имоти въ землището на нѣколко общини въ Югославянска територия, той трѣбва да подаде отдѣлни декларации за имота си въ всѣка една отъ тия общини.

б) Ако въ тая декларация не могатъ да се помѣстятъ всички двувластни имоти, които деклараторътъ има въ една община той попълва втора, а евентуално и трета декларация и ги нумерира съ цифритѣ 1, 2, 3 и пр.

ПРИЛОГ БР. 2 (додатак декларацији)

ПОТВРДА

Суд општине ..... , примио је од г. ..... , из ..... посебних равногласних декларација, које је завео у свој деловодни протокол под Бр. .....

..... 1930 године.

У .....

Претседник општине,

.....

(печат)

Деловођа-писар,

.....

ПРИЛОГ БР. 3.

Срез .....
Општина .....

АЗБУЧНИ СПИСАК ДВОВЛАСНИКА

који имају двовласних имања на бугарској територији у атару општине .....
..... , околије .....

Састављен на основи приложених двовласничких декларација.

Текући број	Број из деловодног протокола, под којим је декларација заведена у општини	Презиме и име двовласника	Место његовог сталног живљења	Напомена

Бр. .....
..... 1930 г.
.....

Оверава :
(печат) Претседник,

.....

Деловођа-писар,

.....

ПРИЛОЖЕНИЕ КЪМЪ ДЕКЛАРАЦИЯТА КЪМЪ ПРИЛ. № 2

РАЗПИСКА

..... общинско управление получи отъ Г-нь ..... отъ с. ..... отдѣлни еднообразни декларации и ги заведе въ входящия дневникъ на общината подъ № № .....

..... 1930 г.

с. .....

(печатъ)

Кметъ : .....
Секретарь-Бирникъ : .....

ПРИЛОЖЕНИЕ № 3.

Околия . .....
Община . .....

АЗБУЧЕНЪ СПИСЪКЪ

на двувластницитѣ които иматъ двувластенъ имотъ на Югославянска територия въ района на .....
..... община ..... срезъ .....
Съставенъ възъ основа на приложенитѣ двувластнически декларации.

№. по редъ	Въ № подъ който декларацията е заведена въ общината	Име, презиме и фамилия на двувластника	Местожителство на двувластника	Забележка

№ .....
..... 1930 г.
с. .....

(печатъ)

Кметъ :
.....
Секретарь-Бирникъ :
.....

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 14 avril 1930.
D'ordre du Ministre,
Conseiller :
Dr Svet. Djoritch.

No. 2323

[1] TRADUCTION.

N° 2323. — CONVENTION ENTRE I E ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE CONCERNANT LA LIQUIDATION DES PROPRIÉTÉS TRAVERSÉES PAR LA FRONTIÈRE. SIGNÉE A SOFIA, LE 14 FÉVRIER 1930.

LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE et LE ROYAUME DE BULGARIE, désireux de procurer à leurs populations à la frontière la possibilité, sans obstacle et en toute liberté, de créer les conditions propices à la sécurité et à la vie paisible et de contribuer ainsi à l'établissement de relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux Etats, ont convenu de conclure, à cet effet, une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Lioubomir NESIČ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia; et
M. Miroslav JANKOVIČ, docteur en droit, directeur des affaires consulaires et commerciales au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE :

M. Athanase BOUROFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes; et
M. Joseph RAZSOUKANOFF, adjoint au ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène publique;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Parties contractantes sont d'accord pour procéder à la liquidation des propriétés traversées par la frontière en ayant soin que ladite liquidation ne soit pas faite au préjudice des propriétaires et ne provoque pas leur exode.

I. « DOUBLES FRONTALIERS » ET PROPRIÉTÉ TRAVERSÉES PAR LA FRONTIÈRE

Article 2.

Sont considérés comme « doubles frontaliers », les habitants de la zone frontière des deux Etats qui ont leur domicile permanent dans la ligne douanière, à une distance de dix kilomètres de part et d'autre de la frontière, de façon que, au moment de la délimitation de la frontière, leurs habitations sont restées d'un côté de ladite frontière alors que leurs propriétés (champs, jardins, cultures maraîchères, vignes, prés, pâturages, futaies, bois) sont restées en totalité ou en partie au delà de la frontière à l'intérieur de la ligne douanière.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2323. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA REGARDING THE LIQUIDATION OF ESTATES CUT BY THE FRONTIER LINE. SIGNED AT SOFIA, FEBRUARY 14, 1930.

THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA and THE KINGDOM OF BULGARIA, being desirous of securing to their frontier populations favourable and unhampered opportunities for economic development and of creating conditions propitious to a safe and peaceful existence, and of thus contributing to the maintenance of neighbourly and friendly relations between the two States, have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YOUGOSLAVIA :

M. Lioubomir NESIČ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;
M. Miroslav JANKOVIČ, Doctor of Laws, Director of the Consular and Commercial Department of the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF BULGARIA :

M. Athanase BOUROFF, Minister for Foreign Affairs and Cults ; and
M. Joseph RAZSOUKANOFF, Assistant Minister of the Interior and of Public Health ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The two Contracting Parties agree, in liquidating estates situated on both sides of the frontier, hereinafter called " border estates ", to see that such liquidation does not prove detrimental to the owners of such estates, hereinafter termed " border proprietors ", or lead to their emigration.

I. BORDER PROPRIETORS AND BORDER ESTATES.

Article 2.

Border proprietors shall be deemed to be frontier inhabitants of the two countries, who are permanently domiciled in the Customs zone of ten kilometres on either side of the State frontier in such a manner that, when the said frontier was delimited, their dwelling houses remained on the one side and their estates (fields, orchards, vegetable gardens, vineyards, meadows, pastures, forests, woods) remained, wholly or partly, on the other side of the frontier within the boundaries of the above-mentioned zone.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les propriétés des doubles frontaliers mentionnés à l'article 2 sont appelées « propriétés traversées par la frontière ».

Article 4.

Les propriétés des doubles frontaliers mentionnées à l'article 2 ne seront considérées comme telles que pour autant qu'elles sont possédées et exploitées directement et d'une façon ininterrompue depuis la délimitation de la frontière, par les personnes qui en étaient alors les propriétaires, ou par leurs descendants ou parents consanguins en général, qui en ont hérité, soit par voie de succession légale, soit par testament, ou qui les ont acquises en vertu d'actes [1] passés entre des héritiers légitimes du propriétaire.

Article 5.

Les propriétés qui ont été achetées ou acquises d'une manière autre que celle prévue à l'article 4, après la délimitation de la frontière, ainsi que les propriétés affermées par les doubles frontaliers, soit à des doubles frontaliers, soit à d'autres personnes, ne seront pas considérées comme propriétés traversées par la frontière et de même, leurs propriétaires ou fermiers ne seront pas considérés comme des doubles frontaliers.

II. MODALITÉS DE LIQUIDATION

A. Liquidation volontaire.

Article 6.

La liquidation volontaire a lieu :

a) Par l'échange volontaire des propriétés traversées par la frontière, en vertu d'ententes directes entre les doubles frontaliers des deux Etats et conformément aux instructions données par les gouvernements respectifs.

b) Par l'achat et la vente des propriétés traversées par la frontière effectués exclusivement entre doubles frontaliers des deux Etats, à condition que la somme provenant de la vente de la propriété traversée par la frontière soit affectée à l'achat d'une autre propriété voisine sur le territoire national (Voir annexe N° 1).

B. Liquidation par l'intermédiaire des commissions.

Article 7.

Des commissions spéciales prévues à la section III de la présente convention effectueront la liquidation des propriétés traversées par la frontière selon les modalités suivantes :

a) Par l'échange des propriétés traversées par la frontière. En cas de liquidation faite d'après cette méthode, les commissions veilleront strictement à ce qu'en échange des terres cédées par les doubles frontaliers, il soit remis à ces derniers d'autres terres qui, dans la mesure du possible, soient de la même nature et de la même valeur et soient situées aussi près que possible de leur domicile.

[1] Le texte bulgare précise : « actes entre vifs ».

Article 3.

The estates of the border proprietors referred to in Article 2 shall be called border estates.

Article 4.

The border estates referred to in Article 2 shall be considered as such, so long as they are uninterruptedly held and worked, since the delimitation of the frontier, by their owners personally or by their descendants and blood relations generally, as successors either in the legal order of inheritance or by will or in virtue of a deed between persons [1] legally entitled to inherit from the proprietor.

Article 5.

Estates which have, subsequent to the delimitation of the frontier, been purchased or acquired in any manner other than as laid down in Article 4, as well as estates leased by border proprietors, either to border proprietors or other persons, shall not be deemed border estates, nor shall their owners or lessees be considered border proprietors.

II. CONDITIONS OF LIQUIDATION.

A. VOLUNTARY LIQUIDATION.

Article 6.

Voluntary liquidation shall be effected :

(a) By the voluntary exchange of border estates in virtue of direct agreements between border proprietors in the two States and of the rules laid down by their respective Governments ;

(b) By the purchase and sale of border estates, concluded solely between border proprietors of both States, provided that the proceeds of the sale of such properties is applied to the purchase of another estate in the neighbourhood and in national territory (See Annex No. 1).

B. LIQUIDATION BY COMMISSIONS.

Article 7.

The specially-appointed Commissions provided for in Section III of this Convention shall liquidate border estates on the following conditions :

(a) By exchanging border estates. In the case of such liquidation, the Commissions shall take special steps to see that land ceded by border proprietors is, as far as possible, exchanged for land of the same nature and value situated as near as possible to their permanent places of residence ;

[1] The Bulgarian text reads : " between living persons ".

b) Par l'échange des propriétés traversées par la frontière contre des terres domaniales. Il sera procédé ainsi dans les communes où il n'y aura pas suffisamment de propriétés traversées par la frontière pour effectuer l'échange.

c) Par l'échange des propriétés traversées par la frontière relevant d'une commune contre celles des communes voisines. Il en sera procédé ainsi dans le cas où ladite commune ne dispose ni de propriétés traversées par la frontière, ni de terres domaniales.

d) Par l'échange des propriétés traversées par la frontière d'une catégorie contre des propriétés traversées par la frontière ou des terres domaniales d'une autre catégorie, mais d'une valeur égale, au choix du double frontalier.

Article 8.

La valeur des propriétés domaniales remises en échange des propriétés traversées par la frontière (voir article 7, paragraphes *b)* et *d)* sera payée par l'autre Etat sur la base des prix pratiqués sur le marché au moment de la liquidation et d'après l'estimation faite par la commission mixte de secteur compétente.

III. COMMISSIONS

A. Commissions mixtes de secteur.

Article 9

En vue de la liquidation sur les lieux des propriétés traversées par la frontière, chacun des deux gouvernements nommera, dans un délai d'un mois, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente convention, des commissions nationales de secteur.

Article 10

Des commissions de secteur seront formées pour les secteurs ci-après :

a) Secteur du Timok, qui comprend les arrondissements suivants : du côté yougoslave, les arrondissements de Negotin, Kraïna, Zaitchar, Timok et Zaglava ; du côté bulgare, les arrondissements de Vidin, Koula, Belogradtchik et Berkovo.

b) Secteur de Tsaribrod avec les arrondissements de Nichava et de Tsaribrod, du côté yougoslave ; et, du côté bulgare, celui de Godek.

c) Secteur de Trn avec, du côté yougoslave, les arrondissements de Lužnik, Vlasotinač et Bosilgrad ; et, du côté bulgare, celui de Trn.

d) Secteur de Kriva-Palanka avec les arrondissements de Kriva-Palanka et de Tsarevoselsk, du côté yougoslave ; et celui de Kustendil, du côté bulgare.

e) Secteur de la Belasiča, avec les arrondissements de Malech et de Stroumitza, du côté yougoslave ; et ceux de Gorna-Djoumaïa et Petritch, du côté bulgare.

Article 11

Les commissions nationales constituées pour chaque secteur par les deux Etats formeront ensemble une Commission mixte de secteur pour la liquidation des propriétés traversées par la frontière dans les limites de leurs secteurs respectifs. Ladite commission mixte portera le nom du secteur dont elle est chargée.

(b) By exchanging border estates for State domains. This shall be done in the case of those communes which have not enough border estates for exchange purposes ;

(c) By exchanging border estates in one commune for border estates in neighbouring communes. This shall be done in cases where the commune in question has neither border estates nor State domains ;

(d) By exchanging border estates of one class for either border estates or State domains of another class but of equal value — at the option of the boarder proprietor.

Article 8.

The value of State domains exchanged for border estates (see Article 7, *(b)* and *(d)*) shall be paid by the other State on the basis of the market price at the time of liquidation, and according to a valuation made by the corresponding Regional Mixed Commission.

III. COMMISSIONS.

A. Regional Mixed Commissions.

Article 9.

For the liquidation of border estates on the spot, each Government shall appoint, within a period of one month from the day on which this Convention comes into force, national Regional Commissions.

Article 10.

Regional Commissions shall be formed for the following regions :

(a) Timok, comprising, on the Yugoslav side, the districts of : — Negotin, Kraina, Zayechar, Timok and Zaglava ; and on the Bulgarian side : — Vidin, Kula, Bielogradtchik Berkovitza.

(b) Tsaribrod, with the districts of Nishava and Tsaribrod, on the Yugoslav, and Godech, on the Bulgarian side.

(c) Trn, with the districts of Luzhnik, Vlasotince, Bosilovgrad on the Yugoslav, and Trn on the Bulgarian side.

(d) Kriva Palanka, with the districts of Kriva Palanka and Tsarevo-Selo on the Yugoslav and Kyustendil on the Bulgarian side.

(e) Belasicha, with the districts of Malesh and Strumitza on the Yugoslav, and Gorna Jumaia and Petrich on the Bulgarian side.

Article 11.

The national Regional Commissions of the same region in both States shall form a single Regional Mixed Commission for the liquidation of border estates within the boundaries of their respective regions. The mixed commission shall bear the name of the region in question.

Article 12.

Pour la liquidation des propriétés traversées par la frontière qui s'étendent sur plusieurs secteurs dans les deux pays, la commission mixte de secteur sera formée des commissions nationales des secteurs dont font partie lesdites propriétés.

Article 13.

Chaque commission nationale de secteur sera constituée comme suit :

a) Le président de la commission, qui sera un juge du tribunal de première instance (tribunal de district) le plus proche ;

b) Les membres qui seront :

1° L'administrateur de l'arrondissement dans lequel la Commission effectue ses travaux ;

2° Un agronome (l'inspecteur agricole) de l'arrondissement intéressé ;

3° Un percepteur de l'arrondissement intéressé ;

c) Le secrétaire de la commission, qui sera un greffier ou un stagiaire du tribunal de première instance (respectivement, un fonctionnaire ou un stagiaire du tribunal de district).

Article 14.

Lors de la constitution de la commission, les deux gouvernements désigneront, tant pour le président que pour les membres et les secrétaires, des suppléants spéciaux chargés de remplacer dans leurs fonctions, en cas d'empêchement ou de maladie, le président ou, selon le cas, les membres et les secrétaires de la commission.

Article 15.

La commission devra convoquer à titre consultatif les présidents des communes et les maires des villages sur le territoire desquels s'effectuent les travaux des commissions mixtes de secteur.

En cas de besoin, les commissions peuvent convoquer, également à titre consultatif, les personnes suivantes : les directeurs des douanes, les officiers des détachements de frontière, ainsi que toutes autres personnes qui pourraient leur être utiles.

Article 16.

Les commissions mixtes de secteur fontionneront en qualité de commissions locales et prendront des décisions en première instance.

B. Commission centrale mixte.

Article 17.

En vue de l'examen et de la solution des questions litigieuses qui pourraient surgir au sein des commissions mixtes de secteur, les deux gouvernements constitueront une commission centrale mixte pour la liquidation des propriétés traversées par la frontière.

Cette commission connaîtra et décidera également de tous les recours éventuels des doubles frontaliers contre les décisions des commissions mixtes de secteur.

Article 12.

For the liquidation of border estates situated in different districts of the two countries, the Regional Mixed Commission shall be composed of the national Commissions for the regions in which the estates in question are situated.

Article 13.

The membership of each national Regional Commission shall be composed as follows :

(a) The Chairman of the Commission, who shall be a judge of the nearest Court of First Instance or District Court, as the case may be ;

(b) The following members :

(1) The Prefect of the District (Department) in which the Commission will operate ;

(2) An agricultural expert or an agricultural inspector from the corresponding district ;

(3) A tax collector, also from the same district ;

(c) The Secretary of the Commission shall be a Registrar or probationer of the Court of First Instance, or an official or a Deputy Magistrate of the District Court, as the case may be.

Article 14.

On the appointment of the national Regional Commissions, the two Governments shall nominate, both in the case of the Chairman and in that of the members and secretaries, special deputies to take over the duties of the Chairman or the corresponding members or secretaries of the Commission in the event of their being ill or unable to serve.

Article 15.

The presidents and mayors *(kmetovi)* of villages in whose territory Regional Mixed Commissions are operating shall be invited to sit on the Commission in an advisory capacity.

In case of need, Commissions may also invite the following persons to sit in an advisory capacity : Directors of Customs, officers of frontier troops, and any other persons who may be of assistance.

Article 16.

Regional Mixed Commissions shall operate as local Commissions and give decisions as a Court of First Instance.

B. Central Mixed Commission.

Article 17.

The two Governments shall appoint a *Central Mixed Commission* for the liquidation of border estates, to investigate and decide any disputes which may arise in the Regional Mixed Commissions.

This Commission shall also investigate and decide any appeals of border proprietors against the decisions of Regional Mixed Commissions.

Article 18

Les décisions de la commission centrale mixte seront définitives et ne feront l'objet d'aucun recours.

Article 19.

La commission centrale mixte est formée des délégations des deux Etats comprenant chacune un président et trois membres. Les fonctions de secrétaire de la commission centrale mixte seront exercées par les membres les plus jeunes des deux délégations.

Article 20.

La commission centrale mixte se réunira dans la première moitié du mois de juillet et dans la seconde moitié du mois de septembre, au lieu où le besoin s'en fera sentir, pour procéder à l'examen des travaux des commissions mixtes de secteur et des recours éventuels (Voir article 17).

IV. PROCÉDURE

Article 21.

Pendant la saison d'hiver, du début de novembre à la fin d'avril, les commissions des deux Etats travailleront chacune de son côté. Au début du mois de mai, les commissions nationales de secteur se constitueront en commissions mixtes de secteur qui travailleront sur les lieux jusqu'à la fin d'octobre.

A. Travaux des commissions nationales de secteurs.

Article 22.

Pendant la période des travaux effectués séparément, les commissions réuniront, chacune pour son secteur, les données nécessaires tant en ce qui concerne leur doubles frontaliers et leur propriétés traversées par la frontière, que les doubles frontaliers de l'Etat voisin et leurs propriétés traversées par la frontière.

A cet effet, tous les doubles frontaliers remettront aux autorités de leurs communes une déclaration, faite en trois exemplaires identiques, de leurs propriétés situées au delà de la frontière; les formulaires de ces déclarations (annexe N° 2) seront imprimés par les deux Etats (sur papier rouge pour la Yougoslavie et sur papier blanc pour la Bulgarie) et seront remis aux communes qui les distribueront aux doubles frontaliers dans un délai d'un mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente Convention. La remise par les doubles frontaliers des formulaires dûment remplis devra être effectuée au plus tard dans les quinze jours qui suivront la réception des formulaires par les communes.

Article 23.

Lorsque les autorités communales auront reçu toutes les déclarations, elles feront parvenir les trois exemplaires aux communes de l'Etat voisin sur le territoire desquelles se trouvent les propriétés indiquées dans les déclarations. Lesdites communes, après avoir vérifié les déclarations en ce qui concerne l'exactitude de leurs données, les transmettront à leurs autorités compétentes

Article 18.

The decisions of the Central Mixed Commission shall be final and without appeal.

Article 19.

The Central Mixed Commission shall be formed of delegations from both countries, each comprising a chairman and three members. The duties of secretary to the Central Mixed Commission shall be discharged by the junior members of both delegations.

Article 20.

The Central Mixed Commission shall meet in the first half of July and in the second half of September, wherever it may be necessary, to inspect the work of Regional Mixed Commissions and hear any appeals (see Article 17).

IV. PROCEDURE.

Article 21.

During the winter — from the beginning of November to the end of April — the Commissions of both States shall work separately. From the beginning of May the national Regional Commissions of both States shall form Regional Mixed Commissions which shall work on the ground until the end of October.

A. Proceedings of National Regional Commissions.

Article 22.

During the period of separate working, the Commissions shall, each for its own region, collect the necessary data both regarding their own border proprietors and their estates, and regarding the border proprietors of the neighbouring State and their estates.

To this end all border proprietors shall furnish their communal authorities with declarations, in three identical copies, of their estates across the frontier. These declaration-forms (Annex No. 2) shall be printed by both States (by Yugoslavia on red and by Bulgaria on white paper) and shall be delivered to the communes for distribution to border proprietors within one month of the entry into force of this Convention. When duly completed the forms shall be returned by border proprietors within fifteen days at the latest of the receipt of the forms in the communes.

Article 23.

When all the declarations have been collected, the communal authorities shall forward the three copies of each to the communes of the neighbouring State in the territory of which the border estates shown in the declarations are situated. The latter communes, after verifying the accuracy of the particulars given in the declarations, shall submit them to their proper authorities for verification

en vue de la vérification et de la confirmation des renseignements concernant les charges qui grèvent chaque propriété (hypothèques et contributions dues). Les autorités en question contresigneront les déclarations à l'endroit spécialement affecté à cet effet et les retourneront par la même voie.

Ces vérifications doivent être effectuées dans un délai de trente jours à partir du jour de la réception des déclarations de l'Etat voisin.

Article 24.

Les communes dresseront, d'après les déclarations ainsi vérifiées, une liste alphabétique en trois exemplaires, établie séparément pour les doubles frontaliers yougoslaves et pour les doubles frontaliers bulgares (voir annexe N° 3). Un exemplaire de la liste alphabétique et des déclarations sera adressé par les autorités communales à la commission de secteur dont elles relèvent ; un exemplaire des mêmes documents sera conservé par elles dans leurs archives et le troisième exemplaire sera envoyé aux communes intéressées de l'autre Etat pour être transmis à la commission de secteur compétente.

Article 25.

Les autorités communales établiront, d'après les procès-verbaux des déclarations enregistrées par les communes et relatives aux échanges ou aux ventes et achats volontaires de propriétés traversées par la frontière, des listes alphabétiques spéciales faites en deux exemplaires, sur le modèle de l'annexe N° 3 ; un de ces exemplaires sera conservé dans les archives de la commune et l'autre sera transmis à la commission de secteur compétente.

Article 26.

Chaque commission nationale de secteur devra disposer d'une liste des propriétés domaniales de son secteur situées dans le voisinage des propriétés traversées par la frontière qui doivent être liquidées.

Article 27.

Les présidents des commissions nationales de secteur de l'un et de l'autre Etat désigneront d'un commun accord la date et le lieu de réunion en vue des travaux des commissions mixtes de secteur. Le lieu de réunion doit être au siège de la commune, de l'un ou de l'autre côté de la frontière, sur le territoire de laquelle doivent commencer les travaux. Les décisions prises comme ci-dessus devront être communiquées par les présidents à tous les membres de leurs commissions et aux présidents et maires des communes intéressées qui prendront des dispositions en vue d'en informer également les doubles frontaliers, afin que ces derniers puissent se présenter devant les commissions lorsqu'ils seront convoqués.

Article 28.

Toute la correspondance destinée aux commissions nationales de secteur [1] devra être adressée au nom des présidents de ces commissions.

Article 29.

Tous les travaux préparatoires des commissions nationales de secteur devront être achevés à la fin d'avril.

[1] Le texte serbe ajoute : « relative à la procédure indépendante mentionnée ci-dessus ».

and confirmation of the particulars regarding charges on the various estates (mortgage rights and arrears of taxes). These authorities shall then affix their signature in the appropriate place on the declarations, and shall return them through the same channel.

The above verifications must be carried out within thirty days of receiving the declarations from the neighbouring State.

Article 24.

On the basis of the particulars given in the verified declarations, the communes shall draw up alphabetical lists in triplicate (Annex No. 3), for Yugoslav and Bulgarian border proprietors separately.

One copy of the alphabetical lists and of the declarations shall be sent by the communal authorities to their Regional Commissions, one copy retained in their own archives, and the third copy sent to the corresponding communes in the other country for transmission to their Regional Commissions.

Article 25.

On the basis of the formal statements received by communes regarding the voluntary exchanges or purchases and sales of border estates, the communal authorities shall prepare special alphabetical lists in duplicate (Annex No. 3), one copy to be retained in the communal archives and one to be handed to the corresponding Regional Commission.

Article 26.

Each national Regional Commission must have a list of the State domains in its district situated in the neighbourhood of the border estates which are to be liquidated.

Article 27.

The Chairmen of the national Regional Commissions of both States shall agree on the date and place of meeting with a view to carrying out the common work of District Mixed Commissions. The meeting shall be held in the chief place of the commune on either side of the frontier in the territory of which work is to commence. Notice to this effect shall be given by the Chairmen to all their members and to the mayors of the communes concerned, arrangements being also made to inform border proprietors so that they can appear before the Commissions, when summoned.

Article 28.

All correspondence for national Regional Commissions[1] shall be addressed to the Chairmen thereof.

Article 29.

All the preparatory work of national District Commissions must be completed by the end of April.

[1] The Serbian text adds : " relating to the independent procedure mentioned above. ".

B. PROCÉDURE COMMUNE DES COMMISSIONS MIXTES DE SECTEUR.

Article 30.

Dans leur première réunion, les commissions mixtes de secteur procéderont à l'échange de leurs pouvoirs et établiront l'ordre de succession des présidents alternatifs.

Article 31.

Les procès-verbaux des commissions mixtes de secteur seront tenus en deux exemplaires dans les deux langues (un exemplaire dans les deux langues pour chaque commission nationale) et seront signés par tous les présidents, membres et secrétaires. Des copies certifiées seront délivrées aux communes intéressées.

Article 32.

Les commissions mixtes de secteur travailleront dans les communes de leur secteur de part et d'autre de la frontière.

Lorsqu'il sera jugé utile de placer une commune sous la compétence de la commission mixte du secteur voisin, cela sera fait par voie d'entente entre les commissions.

Article 33.

Les commissions mixtes de secteur prendront leurs décisions à la majorité des voix. En cas de partage des voix, les questions litigieuses seront soumises à la décision de la commission centrale mixte.

Article 34.

Les commissions mixtes de secteur s'occuperont en premier lieu des arrangements volontaires pour la liquidation des propriétés traversées par la frontière qui n'auraient pas encore été conclus par-devant les autorités judiciaires. Après vérification des preuves juridiques du droit de propriété sur les biens indiqués dans les procès-verbaux de déclaration des doubles frontaliers, les commissions mixtes de secteur entérineront les arrangements ci-dessus en les insérant dans leurs procès-verbaux.

Article 35.

Après l'achèvement des travaux prévus à l'article 34, les commissions convoqueront tous les doubles frontaliers de l'un et de l'autre pays qui n'auront pas jusqu'alors effectué la liquidation de leurs propriétés traversées par la frontière par voie d'arrangements volontaires, afin qu'ils puissent le faire par-devant la commission qui leur prêtera son concours en vue de leur permettre d'arriver à une entente.

Article 36.

Pour les propriétés qui n'auront pas été liquidées par cette voie (voir article 35), les commissions mixtes de secteur prendront des décisions au sujet des modalités de leur liquidation, en tenant compte des dispositions de la présente convention.

B. JOINT PROCEDURE OF REGIONAL MIXED COMMISSIONS.

Article 30.

At their first meeting, Regional Mixed Commissions shall exchange their credentials and determine the order in which the chairmanship shall alternatively be held.

Article 31.

The minutes of Regional Mixed Commissions shall be kept in duplicate in both languages (one copy in both languages for each national Commission), and shall be signed by all the Chairmen, members and secretaries. Certifies copied shall be given to the communes concerned.

Article 32.

Regional Mixed Commissions shall work successively in the communes of their district on both sides of the frontier.

Should it appear desirable to place a commune in the sphere of the neighbouring Regional Mixed Commission, this shall be done by agreement between the Commissions.

Article 33.

The decisions of Regional Mixed Commissions shall be taken by a majority vote. In case of the voting being equal, disputed points shall be referred to the Central Mixed Commission.

Article 34.

The first concern of Regional Mixed Commissions shall be the voluntary arrangements for liquidating border estates which have not yet been concluded before the court authorities. After verifying legal evidence of the title to the property shown in the declarations of border proprietors, Regional Mixed Commissions shall sanction the said arrangements by registering them in their minutes.

Article 35.

After completing the work referred to in Article 34, the Commissions shall summon the border proprietors on both sides who have not yet liquidated their estates by voluntary agreement, with a view to their doing so before the Commission itself, and shall assist them in arriving at the necessary agreement.

Article 36.

In the case of estates which remain unliquidated (see Article 35), the Regional Mixed Commissions shall give a decision as to the principles of such liquidation, bearing in mind the provisions laid down in this Convention.

Article 37.

Les commissions mixtes de secteur inséreront dans les procès-verbaux mentionnés ci-dessus leurs décisions en ce qui concerne la liquidation de toutes les propriétés traversées par la frontière. Dans ces procès-verbaux, chaque propriété échangée devra être décrite en détail avec indication de l'emplacement, de la nature, de la superficie et des propriétés contiguës comme dans les déclarations. Des extraits de ces procès-verbaux seront délivrés à tout double frontalier intéressé.

Article 38.

Un double-frontalier qui n'aura pas été satisfait de la décision de la commission aura le droit d'adresser, dans un délai de quinze jours, un recours à la Commission centrale mixte. Le délai commencera à courir à partir du jour de la remise de l'extrait du procès-verbal. La date de la remise sera établie par un récépissé.

Dans son recours, le double-frontalier devra exposer les raisons pour lesquelles il n'est pas satisfait de la décision prise à son égard et la manière de laquelle il voudrait qu'il lui fût donné satisfaction.

Les recours contre les décisions seront adressés à la Commission centrale mixte par l'entremsise de la commission de secteur compétente. Cette dernière les fera parvenir, aux fins d'examen et de décision, à la commission centrale mixte en y joignant tous les documents nécessaires.

Article 39.

Les décisions contre lesquelles il ne sera pas formulé de recours dans le délai fixé seront définitives.

Article 40.

A l'achèvement de leurs travaux, les commissions mixtes de secteur feront parvenir leurs procès-verbaux à la commission centrale mixte.

Article 41.

Les commissions mixtes de secteur devront achever leurs travaux de liquidation des propriétés traversées par la frontière dans un délai de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

C. Procédure de la Commission centrale mixte.

Article 42.

Les délégations nationales de la commission centrale mixte seront nommées par les deux gouvernements en même temps que les commissions nationales de secteur.

La date et le lieu de réunion de la commission centrale mixte seront désignés d'un commun accord par les deux gouvernements conformément aux dispositions de l'article 20.

Article 43.

Les procès-verbaux de la commission centrale mixte seront tenus dans les deux langues.

Article 37.

Regional Mixed Commissions shall enter in the minutes above referred to their decisions regarding the mode of liquidating all border estates. The minutes shall contain detailed descriptions of every estate exchanged, giving the situation, character, area and neighbourhood, as in the declarations. Extracts from these minutes shall be given to every border proprietor concerned.

Article 38.

Any border proprietor who is dissatisfied with the Commission's decision shall be entitled to appeal to the Central Mixed Commission within a period of fifteen days. This term shall run from the day of transmission of the extract from the minutes, as established by a receipt.

In his appeal, the border proprietor shall be bound to explain why he is dissatisfied with the decision taken, and how he would wish it to be remedied.

Appeals against decisions shall be sent to the Central Mixed Commission through the corresponding Regional Commissions. The latter shall transmit them for further examination and decision to the Central Commission, together with all the necessary documents.

Article 39.

Decisions not appealed against within the prescribed term shall be final.

Article 40.

On completing their work, Regional Mixed Commissions shall submit their minutes to the Central Mixed Commission.

Article 41.

Regional Mixed Commissions shall terminate their work of liquidating border estates within two years from the day on which this Convention comes into force.

C. Procedure of the Central Mixed Commission.

Article 42.

The national delegations on the Central Mixed Commission shall be appointed by the two Governments at the same time as the national Regional Commissions.

The date and place of meeting of the Central Mixed Commission shall be fixed by agreement between the two Governments, as provided for in Article 20.

Article 43.

The minutes of the Central Mixed Commission shall be kept in both languages.

Article 44.

En vue de l'examen et de la solution des question litigieuses surgissant au sein des commissions mixtes de secteur ainsi que des recours éventuels des doubles frontaliers contre les décisions desdites commissions, la commission centrale mixte peut procéder à des constatations sur les lieux de part et d'autre de la frontière ; elle peut modifier ou confirmer les décisions des commissions mixtes de secteur qui auront fait l'objet de recours.

Article 45.

La commission centrale mixte prendra ses décisions à la majorité des voix.

En cas de partage des voix, les questions demeurées en suspens seront soumises à la décision de deux juges de la Cour de cassation nommés par les gouvernements respectifs. Chacun des deux juges en question prendra une décision définitive au sujet de la moitié des questions litigieuses, déterminée par voie de tirage au sort par la commission centrale mixte.

Les questions qui auront fait l'objet d'une décision des juges seront retournées à la commission centrale mixte qui procédera conformément aux dispositions de l'article 46.

Article 46.

A l'achèvement de ses travaux, la commission centrale mixte transmettra les procès-verbaux aux deux gouvernements qui les communiqueront aux autorités judiciaires compétentes en vue de la remise aux doubles frontaliers des titres de propriétés.

Article 47.

La commission centrale mixte devra achever ses travaux au plus tard dans les six mois qui suivront l'achèvement des travaux des commissions mixtes de secteur.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 48.

Les deux gouvernements se communiqueront réciproquement les noms des personnes qui font partie des commissions nationales de secteur et de la commission centrale mixte. Ces noms seront également communiqués aux autorités de la frontière de chaque gouvernement.

Article 49.

Les autorités communales des deux Etats correspondront directement entre elles par courrier en vue des formalités qui leur sont imposées par les dispositions de la présente convention.

Article 50.

Les présidents des communications nationales de secteurs de l'un et de l'autre Etat maintiendront entre eux un contact direct.

Article 44.

For the purpose of investigating and settling disputes which may have arisen in the Regional Mixed Commissions, and any appeals made by border proprietors against the awards of those Commissions, the Central Mixed Commission may hold an inspection on the ground on either side of the frontier, and may amend or confirm the findings of the Regional Mixed Commissions appealed against.

Article 45.

The decisions of the Central Mixed Commission shall be taken by a majority vote.

Should the voting be equal, unsettled questions shall be submitted for decision to two Appeal Court judges appointed by the respective Governments.

Each of the said judges shall give a final decision regarding half of the questions in dispute, as decided by lots drawn by the Central Mixed Commission. The judges shall refer questions which have been settled to the Central Mixed Commission for further action in accordance with Article 46.

Article 46.

At the close of its proceedings the Central Mixed Commission shall forward the minutes to the two Governments, who will communicate them to the proper judicial authorities in order that the border proprietors may be furnished with title-deeds to their property.

Article 47.

The Central Mixed Commission must finish its work within six months at the latest after he termination of the work of the Regional Mixed Commissions.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 48.

The two Governments shall inform each other of the names of the persons composing the national Regional Commissions and the Central Mixed Commission, and the same information shall be furnished to the respective frontier authorities.

Article 49.

The communal authorities of the two States shall, in discharging the duties assigned to them under the provisions of this Convention, communicate with one another direct by means of couriers.

Article 50.

The Chairman of the national Regional Commissions of either State shall communicate direct with one another.

Article 51.

Tous les actes des doubles-frontaliers des deux Etats établis en vue de la liquidation des propriétés traversées par la frontière comme par exemple les déclarations relatives aux arrangements volontaires intervenus en vue de l'échange ou de l'achat et de la vente desdites propriétés, les déclarations, la vérification des charges grevant les propriétés traversées par la frontière, les titres de propriétés, etc., seront exempts, dans les deux Etats, de tous droits (timbre) et impôts.

Article 52.

Les procès-verbaux des commissions mixtes de secteur et de la commission centrale mixte contenant des décisions définitives, constitueront pour chacun des deux Etats le fondement juridique de la remise aux doubles frontaliers de leurs titres de propriétés, ainsi que de la législation intérieure de chaque Etat.

Article 53.

Toutes les hypothèques grevant chacune des propriétés liquidées seront transférés aux nouvelles propriétés remises aux doubles frontaliers en échange de leurs biens liquidés.

Les autorités judiciaires compétentes inscriront d'office dans leurs registres les hypothèques en question.

Article 54.

Chaque double frontalier sera tenu d'acquitter, à la liquidation de ses propriétés, les impôts dus pour celles-ci.

En cas d'impossibilité de payer, dûment constatée par les commissions mixtes de secteur, les impôts dus seront payés en compte par les deux gouvernements qui assumeront le soin de les recouvrer sur leurs contribuables de la manière qu'ils jugeront la plus convenable.

Article 55.

La présente convention entre en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Belgrade.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Sofia, en deux exemplaires en langues serbe-croate et bulgare. le 14 février 1930.

(Signé) A. BOUROFF.
(Signé) I. RAZSOUKANOFF.
(Signé) L. NESIČ.
(Signé) Dr M. S. JANKOVIČ.

Article 51.

All deeds of border proprietors of the two countries drawn up with a view to liquidating border estates, such as declarations of voluntary agreement to exchange or to transfer border property, declarations, verifications of the charges on border estates, title-deeds, etc., shall be exempt in both countries from all stamp duties and taxes.

Article 52.

The minutes of Regional Mixed Commissions and of the Central Mixed Commission which contain final decisions shall constitute for each of the two countries legal ground for the delivery to border proprietors of title-deeds in accordance with the domestic legislation of each country.

Article 53.

All mortgages on individual liquidated estates shall be transferred to the new estates received by border proprietors in exchange for the estates liquidated.

The competent judicial authorities shall officially inscribe these mortgages in the corresponding registers.

Article 54.

On the liquidation of estates each border proprietor shall be bound to pay the taxes due thereon.

In the event of inability to pay, as duly established by the Regional Mixed Commissions, the taxes owing shall be paid on account by the two Governments, which shall subsequently recover them from their own taxpayers in whatever manner they think best.

Article 55.

The present Convention shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

The instruments of ratification shall be exchanged at Belgrade.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Sofia in duplicate in the Serbo-Croat and Bulgarian languages on February 14, one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) A. BOUROFF.
(Signed) I. RAZSOUKANOFF.
(Signed) L. NESIČ.
(Signed) Dr. M. S. JANKOVIČ.

ANNEXE N° 1.

CIRCULAIRE

En vue de faciliter l'échange volontaire des propriétés traversées par la frontière, les deux Délégations recommandent à leurs gouvernements de notifier à leurs autorités de frontière respectives les instructions ci-après :

« La Commission mixte yougoslavo-bulgare ayant conclu qu'il était plus conforme aux intérêts des doubles frontaliers et plus avantageux pour eux que ces derniers procèdent à la liquidation de leurs propriétés traversées par la frontière, au moyen d'échanges volontaires ou de toute autre manière, au mieux des intérêts des doubles frontaliers, avant la réunion des commissions mixtes de secteur, pour la liquidation desdites propriétés, et les gouvernements respectifs ayant approuvé ladite conclusion, il y a lieu de notifier aux doubles frontaliers, par l'entremise des autorités compétentes, la décision prise comme ci-dessus, ainsi que les recommandations suivantes :

1° Chaque double frontalier de l'un des pays peut procéder librement à l'échange de ses propriétés par voie d'arrangement amiable, contre celle d'un double frontalier de l'autre pays. Dans le cas où il n'y aurait pas égalité de valeur entre ces propriétés, l'échange peut être effectué moyennant un paiement en espèces complémentaire. Ledit paiement sera garanti à l'intéressé par une hypothèque sur les propriétés de son co-contractant. Cette hypothèque devra être inscrite dans les registres correspondants d'après les déclarations remises aux autorités compétentes aux termes du paragraphe 3 (voir formulaire A).

2° Chaque double frontalier peut éventuellement procéder à la vente de sa propriété traversée par la frontière, mais uniquement à un double frontalier de l'autre pays et à condition que la somme ainsi obtenue soit affectée à l'achat d'une autre propriété situé dans le voisinage, sur le territoire national (voir formulaire B).

3° Les doubles frontaliers devront remettre à leurs autorités communales compétentes des déclarations signées par les deux parties et notifiant les arrangements intervenus. Ces déclarations qui seront conformes aux formulaires spéciaux (Annexes A et B) seront établies en cinq exemplaires identiques dont deux seront gardés par les parties intéressées, un autre conservé dans les archives de la commune, un quatrième remis par les autorités communales à la Commission de secteur compétente à constituer, et un cinquième, certifié par l'autorité communale et transmis à bref délai à la commune correspondante de l'autre pays, sur le territoire de laquelle est située la propriété du double frontalier intéressé.

4° Il est recommandé aux doubles frontaliers qui désirent liquider leurs propriétés traversées par la frontière d'après les modalités indiquées ci-dessus, de procéder à cette liquidation avant la réunion des commissions mixtes de secteur pour la liquidation des propriétés traversées par la frontière, qui se réuniront dans le courant du mois de mai.

5° Les autorités compétentes devront octroyer toutes les facilités possibles à tous les doubles frontaliers qui désirent procéder ainsi à la liquidation de leurs propriétés traversées par la frontière, tant en ce qui concerne le passage de la frontière en vue d'une entente avec les doubles frontaliers de l'autre pays et l'inspection éventuelle des propriétés, que pour l'accomplissement des formalités mentionnées au paragraphe 3.

6° Les arrangements intervenus entre doubles frontaliers conformément aux paragraphes premier et 2, qui n'auront pas été passés par devant les autorités judiciaires, seront insérés ultérieurement dans les procès-verbaux des commissions mixtes de secteur C'est en vertu des copies certifiées desdits procès-verbaux que les autorités judiciaires compétentes délivreront les titres des propriétés.

ANNEX No. 1.

CIRCULAR.

With a view to facilitating the voluntary exchange of border estates, the two Delegations recommend their Governments to give the following instructions to the respective frontier authorities :

" Inasmuch as the Yugoslav-Bulgarian Mixed Commission finds that the interests of border proprietors along the whole Yugoslav-Bulgarian frontier will be best and most advantageously served if, before the meeting of the special Regional Mixed Commissions for the liquidation of border estates, they themselves effect such liquidation by means of voluntary exchange or in any other manner most favourable to border proprietors, and inasmuch as the respective Governments approve of this decision, it shall be communicated by the competent authorities to border proprietors, together with the following :

(1) Any border proprietor of the one Party may freely exchange his estate by voluntary agreement with a border proprietor of the other Party. Should the estates be of unequal value, the exchange may be accompanied by an additional cash payment. The latter shall be secured to the party concerned by a mortgage on the estates of the other contracting party. This mortgage must be inscribed in the proper register on the basis of declarations given to the competent authorities under the terms of paragraph 3 (see Form A).

(2) A border proprietor may also sell his estate, but only to a border proprietor of the other Party, and on condition that the proceeds of such sale are applied to the purchase of another estate in the vicinity and in national territory (see Form B).

(3) Border proprietors must hand to the communal authorities concerned declarations, signed by both parties, regarding the agreement arrived at. These declarations, on special forms (Annexes A and B), are to be drawn up in five identical copies, one each being kept by the parties concerned, one remaining in the communal archives, one being forwarded by the communal authorities to the appropriate Regional Commission when formed, while the fifth copy, certified by the communal authority, is to be forwarded immediately to the corresponding neighbouring commune of the other State, in the territory of which the estate of the border proprietor in question is situated.

(4) Border proprietors wishing to liquidate their estates in the above manner are recommended to do so before the meeting, in May, of the Regional Mixed Commissions for the liquidation of border estates.

(5) The competent authorities will grant to all border proprietors who desire to liquidate their estates in this manner every possible facility, both to cross the frontier in order to negotiate with border proprietors of the other Party and possibly to inspect the estates, and to discharge the formalities referred to in paragraph 3.

(6) Agreements arrived at between border proprietors in accordance with paragraphs 1 and 2, which have not already been completed before the judicial authorities, will be recorded subsequently in the minutes of the Regional Mixed commissions. Title-deeds will be issued by the competent judicial authorities on the basis of certified copies of the said minutes.

A cette occasion, il est indispensable de donner les instructions suivantes :

A. A toutes les autorités compétentes de la frontière :

De faciliter le passage de la frontière par les doubles frontaliers de l'un comme de l'autre pays, qui désirent se rendre dans l'Etat voisin en vue de conclure les arrangements nécessaires et de procéder à la vente de leurs propriétés. Le passage de la frontière par les doubles frontaliers s'effectuera en vertu d'un laissez-passer qui devra être visé par l'organe intéressé dans le cas où un double frontalier se trouverait dans la nécessité de demeurer dans l'autre pays pendant plus d'une journée. Dans aucun cas, un double frontalier ne sera autorisé à séjourner plus de trois jours. Le passage de la frontière ne sera autorisé qu'individuellement ou par petits groupes, mais, dans ce dernier cas, l'autorisation ne sera accordée qu'à tour de rôle.

B. Aux administrateurs des arrondissements :

a) De donner aux autorités communales des instructions formelles pour que ces dernières montrent le plus grand empressement possible à faciliter l'accomplissement des formalités prévues ci-dessus pour les doubles frontaliers qui procèdent à la liquidation des propriétés traversées par la frontière, ainsi que les arrangements et les accords à intervenir entre ces derniers.

b) De veiller personnellement à ce qu'il ne se produise aucun arrêt ni retard dans l'accomplissement desdites formalités.

c) D'ordonner aux autorités communales de leur faire parvenir chaque mois des renseignements au sujet de tous les arrangements intervenus entre les doubles frontaliers. Les administrateurs d'arrondissement devront transmettre lesdits renseignements à leurs gouvernements respectifs par la voie hiérarchique.

d) D'ordonner à toutes les autorités communales de commencer, dès maintenant, à recueillir les renseignements concernant les doubles frontaliers, tant Yougoslaves que Bulgares, et leurs propriétés traversées par la frontière. Ces données doivent être portées sur des listes alphabétiques dans les colonnes suivantes : 1° numéro d'ordre ; 2° nom et prénoms du double frontalier ; 3° domicile ; 4° commune du territoire bulgare (yougoslave) dans laquelle le double frontalier possède une propriété traversée par la frontière. Par contre, pour les doubles frontaliers bulgares (yougoslaves), il sera indiqué la commune située sur le territoire yougoslave (bulgare) dans laquelle se trouve ladite propriété ; 5° étendue de la propriété par catégories : champs, prés, etc. ; 6° situation exacte de la propriété avec indication des propriétés contiguës ; 7° indication du paiement ou du non paiement des impôts afférents à la propriété traversée par la frontière et, en cas de non paiement, indication de la somme des arriérés et de l'année à laquelle ils se rapportent ; 8° observations éventuelles.

Les listes doivent être établies séparément pour les doubles frontaliers yougoslaves et bulgares.

In this connection it is essential to issue the following instructions :

A. To all the frontier authorities concerned :

To facilitate the crossing of the frontier by border proprietors of either country, who wish to proceed to the neighbouring State for the purpose of concluding the necessary agreements for the exchange and sale of their estates. Border proprietors may cross the frontier in virtue of permits, which must be *visés* by the relevant commune if the proprietor in question requires to stay longer than one day. In no case may a border proprietor be permitted to stay longer than three days. The frontier may be crossed only by single persons or small groups, but in the latter case they must take turns.

B. To the Prefects of Districts (Departments) :

(a) To issue the strictest instructions to the communal authorities that they should give the most cordial help and afford border proprietors engaged in liquidating border estates and concluding agreements and arrangements every facility for complying with the above formalities ;

(b) To see personally that no delay or obstacle occurs in carrying out the necessary formalities ;

(c) To instruct the communal authorities to furnish information monthly regarding all agreements concluded between border proprietors. District Prefects will transmit these reports to their respective Governments through the proper channel ;

(d) To instruct all communal authorities to begin forthwith to collect information regarding border proprietors, both Yugoslav and Bulgarian, and their border estates. These data are to be arranged in alphabetical lists containing the following columns : (1) serial number, (2) Christian name and surname of the border proprietor, (3) address, (4) the Bulgarian commune in which the border estate is situated, and *vice versa* in the case of Bulgarian border proprietors, the Yugoslav commune in which the border estate is situated, (5) area of the various kinds of property owned (fields, meadows, etc.), (6) exact situation of the estate and names of neighbouring estates, (7) whether the taxes on the border estate have been paid or not, what year's taxes are unpaid and for what amount, (8) remarks.

Separate lists are to be made out for Yugoslav and Bulgarian border proprietors.

MODÈLE A.

(Formulaire yougoslave.)

Fait par devant le tribunal de la Commune de le ..... à .....

PROCÈS-VERBAL DE DÉCLARATION

.....
agriculteur à .....
arrondissement de .....
s'est présenté devant le Tribunal et a déclaré ce qui suit :

J'ai échangé volontairement ma propriété immobilière de [1] ..... d'une étendue de ..... hectares, sise au lieu dit « ..... » sur le territoire de la commune de ..... de l'arrondissement de ..... en Bulgarie, contiguë à ..... , contre la propriété immobilière [2] ..... appartenant à ..... de ..... commune de ..... arrondissement de ..... , située en territoire yougoslave au lieu dit ..... dans les limites de la commune de ..... arrondissement de ..... et contiguë à .....

Je m'engage à lui payer la somme de ..... représentant la différence de valeur des deux propriétés, le paiement de ladite somme étant garanti par une hypothèque sur mes immeubles.

Ladite propriété n'est grevée d'aucune charge (ou

Ladite propriété est grevée des charges suivantes : .....

Les impôts dus jusqu'à ce jour pour ladite propriété ont été payés (ou)

Il est dû pour ladite propriété des impôts pour la somme de ..... se rapportant à l'année .....

La déclaration ci-dessus a été lue entièrement et approuvée comme étant la mienne, ce que je certifie par ma signature.

(Signature) ..... [3].

A comparu ensuite .....
cultivateur à .....
de l'arrondissement de .....
qui a fait la déclaration suivante :

Je confirme comme étant exacte en tous points la déclaration de .....

[1] Donner une description exacte de la propriété par catégorie de dépendances, comme, par exemple : jardins, cultures maraîchères, champs, bois, etc., avec désignation du lieu et indication des limites et des noms des propriétaires des terrains contigus à la propriété.

[2] Donner une description exacte de la propriété comme il est dit au renvoi ci-dessus, et indiquer les noms et prénoms du propriétaire, son domicile et sa commune.

[3] Le déclarant illettré doit faire sa déclaration en présence de deux témoins qui doivent la certifier par leur signature.

(Yugoslav Form.)

FORM A.

Done before the Communal Court of .....
..... on .....

DECLARATION.

....., farmer, of ....., Commune of ....., District of ....., appeared before the Court and made the following declaration :

I have voluntarily exchanged my immovable property [1] ....., of an area of ..... hectares, situated at ..... Commune of ..... Department of ....., Bulgaria,..... bordering on : ..... for the immovable property [2] ....., belonging to ....., of ....., Commune of..... District of ....., situated in Yugoslav territory at ..... , in the territory of the Commune of ....., District of ....., and bordering on .....
.....
.....,
(and I hereby undertake to pay him the additional amount of ..... being the difference between the values of the properties, and I agree likewise to the said amount being secured by a mortgage on my property).

There are no charges whatever on the aforesaid property or

The aforesaid property carries the following charges :
.....
.....

All taxes due on the above property up to this day are paid or

Taxes to the amount of ..... for the year ..... are unpaid on the above property.

The above declaration has been read to me *in extenso* and acknowledged to be in all respects my own, which I hereby confirm by my signature.

(Signed) ..... [3].

Whereupon .....
.....
farmer, of ....., Department of ....., appeared and stated :

I confirm the entire accuracy of the above declaration, made by .....

[1] Give exact description of the various kinds of property, *e. g.* gardens, market gardens, fields, woods, etc., stating the situation and specifying the exact boundaries and names of the owners of land adjacent to the property in question.

[2] Give an exact description of the kinds of property as in the above note, and state Christian name and surname of the owner, his address and commune.

[3] If illiterate, the declarant must make the statement in the presence of two literate witnesses, who shall attest it by their signatures.

cultivateur à ..... commune de .... de l'arrondissement de .... et déclare de mon côté avoir effectué avec le susmentionné l'échange volontaire de ma propriété désignée dans sa déclaration et située en territoire yougoslave, contre sa propriété située en territoire bulgare et également désignée dans ladite déclaration.

J'ai accepté ladite propriété libre de toute charge (ou) J'ai accepté ladite propriété avec toutes ses charges.

La présente déclaration a été lue par moi d'un bout à l'autre et reconnue comme étant ma propre déclaration, ce que je certifie par ma signature.

(Signature) ..... [1].

Vu par le tribunal communal de ..... pour la légalisation des déclarations et signatures de ..... cultivateur à ..... et de .... cultivateur à .....

Numéro, date et lieu	Le Greffier	Sceau	Le Président du Tribunal :
.....	.....		.....

MODÈLE A.

(Formulaire bulgare.)

Fait à la mairie de .....
le ..... à .....

DÉCLARATION

de.....
agriculteur à .....
arrondissement de . .....

Je soussigné déclare avoir échangé volontairement ma propriété immobilière de [2] .....
d'une étendue de ..... décares, sise au lieu dit « ..... » sur le territoire
de la commune de .....
de l'arrondissement de .....
en Bulgarie, contigue à .....
contre la propriété immobilière[3] .....
appartenant à .....
de .....
commune de .....
arrondissement de .....
située en territoire yougoslave au lieu dit .....
....., dans les limites de la commune
de .....

[1] Le déclarant illettré doit faire sa déclaration en présence de deux témoins qui doivent la certifier par leur signature.

[2] Donner une description exacte de la propriété par catégorie de dépendances, comme, par exemple : jardins, cultures maraîchères, champs, bois, etc., avec désignation du lieu et indication des limites et des noms des propriétaires des terrains contigus à la propriété.

[3] Donner une description exacte de la propriété comme il est dit au renvoi ci-dessus, et indiquer les noms et prénoms du propriétaire, son domicile et sa commune.

farmer, of ....., commune of ...., District of ..... and declare on my part that I have concluded with the aforementioned a voluntary agreement for the exchange of the property described in his declaration, situated in Yugoslav territory, for his property situated in Bulgarian territory, and also described in the above declaration.

I have accepted the above property free of all charges or

I have accepted the said property inclusive of all the above charges.

The above declaration has been read to me *in extenso*, and acknowledged to be in all respects my own, which I hereby confirm by my signature.

(Signed) ..... [1]

The Communal Court of ..... officially attests the above declarations and signatures of ....., farmer, of ....., and .... farmer, of .....

Number, date and place. Registrar. (Seal) President of the Court :

....

FORM A.

(Bulgarian Form.)

Done before the Communal Administration of ..... on .....1930.

DECLARATION.

By .....
farmer, of .....,
Commune of .....,
Department of .....

I, the undersigned, declare that I have voluntarily exchanged my immovable property [2] ...., of an area of ..... decares, situated at ..... Commune of ....., District of ....., Yugoslavia, bordering on ....., for the..... immovable property [3] ....., belonging to ....., of ..... Commune of ..... Department of ....., situated in Bulgarian territory at....., in the territory of the Commune of .....

[1] If illiterate, the declarant must make the statement in the presence of two literate witnesses, who shall attest it by their signatures.

[2] Give exact description of the various kinds of property, *e. g.* gardens, market gardens, fields, woods, etc., stating the situation and specifying the exact boundaries and names of the owners of land adjacent to the property in question.

[3] Give an exact description of the kind of property as in the above note, and state Christian name and surname of the owner, his address and commune.

arrondissement de .....
et contiguë à .....
.....
.....
.....
.....
.....,

Je m'engage à lui payer la somme de .... représentant la différence de valeur des deux propriétés, le paiement de ladite somme étant garanti par une hypothèque sur mes immeubles.

Ladite propriété n'est grevée d'aucune charge (ou)

Ladite propriété est grevée des charges suivantes .....
.....

Les impôts dus jusqu'à ce jour pour ladite propriété ont été payés (ou)

Il est dû pour ladite propriété des impôts pour la somme de ..... se rapportant à l'année .....

La déclaration ci-dessus a été lue entièrement et approuvée comme étant la mienne, ce que je certifie par ma signature.

(Signature) [1].

A comparu ensuite .....
cultivateur à .....
de l'arrondissement de .....
.....
qui a fait la déclaration suivante :

Je confirme comme étant exacte en tous points la déclaration de ..... cultivateur à ..... commune de ..... de l'arrondissement de ..... et déclare de mon côté avoir effectué avec le susmentionné l'échange volontaire de ma propriété désignée dans sa déclaration et située en territoire yougoslave, contre sa propriété située en territoire bulgare et également désignée dans ladite déclaration.

J'ai accepté ladite propriété libre de toute charge (ou)

J'ai accepté ladite propriété avec toutes ses charges.

La présente déclaration a été lue par moi d'un bout à l'autre et reconnue comme ma propre déclaration, ce que je certifie par ma signature.

(Signature) [1].

Vu par la mairie de ..... pour la légalisation des déclarations et signature de ..... cultivateur à ..... et de ..... cultivateur à .....

Numéro, date et lieu	Le Secrétaire	Sceau	Le Maire.
.....	.....		.....

[1] Le propriétaire illettré doit faire sa déclaration en présence de deux témoins qui doivent la certifier par leur signature.

Department of .....,
and bordering on .....
.....
.....,
.....
.....
(and I hereby undertake to pay him the additional amount of ..... being the difference between the values of the two properties, and I agree likewise to the said amount being secured by the creation of a mortgage charge on my property.

There are no charges whatever on the aforesaid property.

or : The aforesaid property carries the following charges : .....
.....

All taxes due on the above property up to this day are paid.

or : Taxes to the amount of ..... leva for the year ..... are unpaid on the above property).

The above declaration has been read to me *in extenso* and acknowledged to be in all respects my own, which I hereby confirm by my signature.

(Signed) ..... [1]

Whereupon.....
farmer, of .....,
Commune of .....,
District of .....
.....,
appeared and stated :

I confirm the entire accuracy of the above declaration, made by .....,
farmer, of ..... , Commune of .....
....., Department of .....
..... , and declare on my part that I have concluded with the aforementioned a voluntary agreement for the exchange of the property described in his declaration, situated in Bulgarian territory, and also described in his declaration above.

I accept the above property free of all charges.

or : I accept the said property inclusive of all the above charges.

The above declaration has been read to me *in extenso*, and acknowledged to be in all respects my own, which I hereby confirm by my signature.

(Signed) ..... [1]

The Communal Administration of ..... officially attests the above declaration and signatures of ..... , farmer, of ..... , and .....
..... , farmer, of .....

No. ..... 1930. Village.....

(Seal)

Mayor .....

Secretary .....

[1] If illiterate, the declarant must make the statement in the presence of two literate witnesses, who shall attest it by their signatures.

MODÈLE B.

(Formulaire yougoslave.)

Fait par devant le tribunal de la commune de ..... le .....
à .....

PROCÈS-VERBAL DE DÉCLARATION [1]

.....
agriculteur à .....
arrondissement de .....
s'est présenté devant le Tribunal et a déclaré ce qui suit :

J'ai vendu ma propriété immobilière de .... d'une étendue de..... hectares, sise au lieu dit « ..... » sur le territoire de la commune de ..... de l'arrondissement de ..... en Bulgarie, contiguë à .....
.....
pour la somme de ..... dinars-levas, à ..... agriculteur à ..... commune de ..... en territoire bulgare.

Ladite propriété n'est gravée d'aucune charge (ou) Ladite propriété est grevée des charges suivantes : .....
.....

Les impôts dus jusqu'à ce jour pour ladite propriété ont été payés (ou : Il est dû pour ladite propriété des impôts pour la somme de .....
..... se rapportant à l'année .....)

Le prix de vente a été reçu par moi intégralement. Sur le prix de vente j'ai reçu ..... dinars-levas et il est entendu que le paiement du solde est garanti par une hypothèque sur la propriété vendue.

La déclaration ci-dessus a été lue entièrement et reconnue comme étant la mienne.

(Signature) .....

A comparu ensuite .....
cultivateur à .....
de la commune de .....
de l'arrondissement de .....
qui a fait la déclaration suivante :

Je confirme par la présente que j'ai acheté de..... cultivateur à ..... arrondissement de..... sa propriété mentionnée dans la déclaration ci-dessus, pour la somme de ..... dinars-levas, que je lui ai payés intégralement — sur laquelle somme j'ai payé ..... dinars-levas. Je reconnais que le paiement du prix de vente — du solde du prix de vente — est garanti par une hypothèque sur la propriété qui m'a été vendue.

J'ai accepté ladite propriété libre de toute charge (ou) J'ai accepté ladite propriété avec toutes les charges mentionnées ci-dessus).

La présente déclaration a été lue par moi d'un bout à l'autre et reconnue comme étant ma propre déclaration.

(Signature) .....

Vu par le tribunal communal de ..... pour la légalisation des déclarations et signatures de ..... cultivateur à ..... et de ..... cultivateur à .....

Numéro, date et lieu	Le Greffier :	Sceau :	Le Président du Tribunal :
.....	.....	.....	.....

[1] Biffer les indications superflues.

(Yugoslav Form.)

FORM B.

Done before the Communal Court of .....
..... on ..... 193...

DECLARATION. [1]

....., farmer, of ....., District ....., appeared before the Court and declared :

I have sold my immovable property ...., covering an area of ..... hectares, situated at ..... in the territory of the Commune of ....., Department of ....., in Bulgarian territory, which property borders on .... for the sum of ..... dinars-leva, to N. N., farmer, of ...., Department of ....., in Bulgarian territory.

.....

There are no charges whatever on the property thus sold or

The property in question bears the following charges : .....

All taxes due up to this day on the above property have been paid by me or

On the aforesaid property I have not paid taxes to the amount of ..... leva for the year .....

I have received payment of the sale price in full.

Of the amount of the sale price I have received .... Din.-leva, and for the balance have agreed to accept a mortgage on the property purchased.

This declaration has been read to me *in extenso*, and I acknowledge it to be in all respects my own.

(Signed) .....

Whereupon..... ....., farmer, of ....., Commune of ....., Department of ....., appeared and declared :

I hereby confirm that I have actually purchased from ....., farmer, of ....., Department of ..... the property described in his declaration as above, for ..... dinars-leva, which sum I paid him in full — of which I paid ..... dinars-leva. I, the aforesaid, agree to give a mortgage on the property sold to me for the payment of the sale price — balance of the sale price.

The property is taken over by me free of all charges or

The property is taken over by me together with all the aforesaid charges.

The above declaration has been read to me *in extenso* and I acknowledge it to be in all respects my own.

(Signed) .....

The Communal Court of ..... officially attests the foregoing..... declarations and signature of ....., farmer, of .... and ..... farmer, of.....

Number, Date and Place. Registrar. (Seal) .....

.... President of the Court or Mayor.

[1] Strike out whatever does not apply.

(Formulaire bulgare.)

MODÈLE B.

Fait à la Mairie de .....
le .....

DÉCLARATION

De .....
agriculteur à .....
arrondissement de .....

Je soussigné déclare avoir vendu ma propriété immobilière de ..... d'une étendue de .....
..... décares, sise au lieu dit « ..... »
sur le territoire de la commune de .....
arrondissement de ..... en Yougoslavie,
contiguë à .....
.....
à ....., cultivateur du village de
..... commune de .....
arrondissement de ..... en Yougoslavie,
pour la somme de ..... levas.

Ladite propriété n'est grevée d'aucune charge (ou) Ladite propriété est grevée des charges suivantes : [1].....
.....
.....

Les impôts dus à ce jour pour ladite propriété ont été payés (ou) Il est dû pour ladite propriété des impôts pour la somme de ..... levas se rapportant à l'année .....

La somme mentionnée ci-dessus a été reçue par moi intégralement (ou) Sur la somme mentionnée ci-dessus, j'ai reçu ..... levas, et le solde de ..... levas qui me revient sera garanti par une hypothèque sur la propriété vendue.

La déclaration ci-dessus a été lue entièrement et approuvée comme étant la mienne.

(Signature) .....

A comparu ensuite .....
cultivateur à .....
de la commune de .....
arrondissement de .....
qui a fait la déclaration suivante :

Par la présente, je confirme avoir effectivement acheté à ..... cultivateur du village de
..... commune de .....
arrondissement de ..... la propriété mentionnée dans sa déclaration pour la somme de .....
..... levas, que je lui ai payée intégralement (ou : sur laquelle je lui ai payé ..... levas). Je reconnais expressément que le paiement du solde est garanti par une hypothèque sur la propriété qui m'a été vendue.

J'ai accepté ladite propriété libre de toute charge (ou : J'ai accepté ladite propriété avec toutes les charges ci-dessus).

La présente déclaration a été lue par moi d'un bout à l'autre et reconnue comme étant ma propre déclaration.

(Signature) .....

Vu par la mairie de ..... pour la légalisation des déclarations et signatures ci-dessus.

Numéro :	1930, Village de :	Le Secrétaire :	Sceau :	Le Maire :
.....	.....	.....	.....	.....

[1] Hypothèque en faveur de la Banque agricole de Bulgarie, ou .....

(Bulgarian Form)

FORM B.

Done before the Communal Administration of ....
on ..... 1930.

DECLARATION.

By .....,
farmer, of .....,
Commune of .....,
Department of .....,

I, the undersigned, declare that I have sold my immovable property ..... covering an area of ..... decares, situated in the locality of ...., Commune of ....., District of ..... , in Yugoslav territory, bordering on ...., for ..... leva, to N. N. farmer, of ...., Commune of ...., District of ..... Yugoslavia.

There are no charges whatever on the property thus sold.

Or : The property in question bears the following charges [1] ....

All taxes on the above property up to this day are paid.

Or : Taxes for the year ..... amounting to ..... leva on the above property are unpaid.

I have received the above sum in full.

Or : Of the above sum I have received ..... leva, and for the balance of ..... leva agree to accept mortgage security on the properties of the purchaser.

This declaration has been read to me *in extenso*, and I acknowledge it to be in all respects my own.

(Signed) .....

Whereupon.....,
farmer, of .....
Commune of .....,
District of .....,
appeared and declared :

I hereby confirm that I have actually purchased from ..... farmer, of .....,
Commune of .....,
Department of ....., the.....
property described in his declaration as above, for .... leva, which sum I paid him in full.

Or : Of the above amount I paid him ..... leva. I agree to give the aforesaid a mortgage on the property sold to me up to the amount of the sum unpaid.

I accept the above property free of all charges.

Or : I accept the above property inclusive of all the above charges.

The above declaration has been read to me *in extenso*, and I acknowledge it to be in all respects my own.

(Signed) .....

The ..... Communal Administration hereby certifies the above declarations and signatures.

No. ..... 1930, Village of .....

(Seal) .....Mayor.

.....Registrar.

[1] Mortgage in favour of the Bulgarian Agricultural Bank, or .....

ANNEXE N° 2.

(Formulaire yongoslave.)

Numéro de Liste ..... [1].

Arrondissement .....
Commune .....
Village .....

DÉCLARATION

Je soussigné ..... de ..... déclare posséder en territoire bulgare, dans une zone de 10 kilomètres de part et d'autre de la frontière yougoslavo-bulgare, dans les limites du village..... commune de ....., arrondissement de ..... la propriété indiquée ci-après :

Nature de la propriété traversée par la frontière [2]	Etendue de chaque parcelle (en hectares) [3]	Emplacement de la propriété (indication exacte) [4]	Limites de la propriété (indiquer les propriétés contiguës) [5]	Hypothèques grevant la propriété [6]	Impôts dus			A quel titre et depuis quand le signataire possède-t-il la propriété ? [7]	Observations
					Années d'imposition	Somme			
						Levas	Ct.		

Je certifie l'exactitude des indications données dans la présente déclaration.

Date ..... (Signature du déclarant) .....

[8] Le tribunal de la commune de ..... certifie l'authenticité de la signature du déclarant ..... ainsi que l'exactitude de sa déclaration.

Numéro ..... Date ..... Le Greffier : Sceau : Le Président de la Commune.

[9] La Mairie du village de ..... certifie avoir vérifié les indications de la présente déclaration et trouvé que le contenu est conforme à la vérité / que le contenu ne concorde pas avec la vérité dans les points suivants :

.....
.....
.....

N°..... (Date) Sceau : Le Maire :
Le Secrétaire :

[1] Voir notes [1] à [9], page 210, « Instructions pour l'établissement des Déclarations ».

ANNEX No. 2.

(Yugoslav Form.)

No. of list ..... [1]

District.....
Commune.....
Village.....

DECLARATION.

I, the undersigned ....., of ....., hereby declare that I possess in Bulgarian territory, in a zone of 10 kilometres from the Yugoslav-Bulgarian frontier, within the boundaries of the village of ....., Commune of ...., Department of ....., the property hereinafter described :

Kind of border property [2]	Area of each parcel in hectares [3]	Situation of property (exact description of site) [4]	Boundaries of property (state between what neighbours situated) [5]	Mortgage charges on property [6]	Unpaid taxes			Title to, and date from which, property owned [7]	Remarks
					Year	Amount			
						Leva	St.		

I confirm by my signature the truth of the statements contained in this declaration .....

Date ..... (Signature of declarant) .....

[8] The Communal Court of ..... officially certifies the authenticity of the signature of the declarant ..... as well as the accuracy of the statements contained in his declaration.

No. ..... Date ..... Registrar Seal President of the Commune.

[9] The Village Communal Administration of ..... confirms that it has verified the data in the above declaration and found :

That they are correct .....

that they are incorrect in the following particulars : .....

.....

.....

.....

No..... (Date) ..... Seal

.....Mayor.

.....Secretary-Registrar.

[1] See Notes [1] to [9], page 211, under " Instructions for filling up Declaration Forms ".

ANNEXE N° 2

(Formulaire bulgare.)

Arrondissement .....[1]
Commune .....
Village.....

Le déclarant est inscrit sur la liste alphabétique des doubles frontaliers de la commune sous le N°.....

DÉCLARATION

Je soussigné .....
de ..... déclare posséder en territoire yougoslave, dans une zone de 10 kilomètres de part et d'autre de la frontière bulgaro-yougoslave, dans les limites du village .....
....., commune de ....., arrondissement de .....
a propriété indiquée ci-après :

Nature de la propriété traversée par la frontière [2]	Etendue de chaque parcelle (en hectares) [3]	Emplacement de la propriété (indication exacte) [4]	Limites de la propriété (indiquer les propriétés contiguës) [5]	Hypothèques grevant la propriété [6]	Impôts dus			A quel titre et depuis quand le signataire possède-t-il la propriété ? [7]	Observations
					Années d'imposition	Somme			
						Dinars	Paras		

Je certifie l'exactitude des indications données dans la présente déclaration.
Date ..... (Signature du déclarant) [8] .....

[8] La Mairie du village de ..... certifie l'authenticité de la signature du déclarant ....., ainsi que l'exactitude de sa déclaration.

Numéro ..... Date ..... Le Maire : Sceau
Le Secrétaire :

[9] Le tribunal de la commune de ..... certifie avoir vérifié officiellement les indications de la présente déclaration et trouvé $\frac{\text{que le contenu est conforme à la vérité}}{\text{que le contenu concorde avec la vérité}}$ dans les points suivants : .....
.....
.....
.....

N° ..... (Date) Sceau : La Président de la Commune :
Le Greffier :

[1] Voir notes [1] à [9], page 212, sous « Instructions pour l'établissement des Déclarations ».

ANNEX No. 2.

(Bulgarian Form.)

Department ..... [1]
Commune .....
Village .....

The declarant is entered on the alphabetical list of border proprietors in his commune under No.....

DECLARATION.

I, the undersigned ..... , of ....,
hereby declare that I possess in Yugoslav territory, in a zone of 10 kilometres from the Bulgarian-Yugoslav frontier, within the boundaries of the village of ..... , Commune of .....
....., District of ..... , the property hereinafter described :

Kind of border property [2]	Area of each parcel in hectares [3]	Situation of property (exact description of site) [4]	Boundaries of property (state between what neighbours situated) [5]	Mortgage charges on property [6]	Unpaid taxes			Title to, and date from which, property owned [7]	Remarks
					Year	Amount			
						Dinars	Paras		

I confirm by my signature the truth and accuracy of the statements contained in this declaration.
Village ..... 1930. Signature of Declarant [8]. .....

[8] The Village Communal Administration of ..... confirms that the above signature is that of the declarant, and that the statements in the above declaration are true.

..... Mayor.

No..... 1930. Village ..... (Seal)

..... Secretary-Registrar.

[9] The Communal Court of ..... has officially verified the data in the above declaration and has found them to be correct in every particular, which is herewith confirmed.

in the following particulars : .....

Village ....., 1930. (Seal)

..... Registrar. ..... President of the Commune.

.....
.....
.....

[1] See notes [1] to [9], page 213, under " Instructions for filling up Declaration Forms ".

(Formulaire yongoslave.)

Les propriétés indiquées dans la présente déclaration ne sont grevées d'aucune hypothèque / sont grevées des hypothèques suivantes : ....

.....

.....

Numéro ..... Date ..... Sceau (Signature).

.....

Les impôts dus pour les propriétés indiquées dans la présente déclaration et inscrites dans le registre d'impôts sous le numéro ..... ont été entièrement acquittés jusqu'à ce jour. / n'ont pas été acquittés pour les années .....

pour lesquelles il est dû une somme totale de Leva .....

Numéro ..... Date ..... Sceau Le Receveur.

.....

INSTRUCTIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DES DÉCLARATIONS

1. *Inscrire à l'endroit indiqué le numéro d'ordre de la liste alphabétique sous lequel sera porté le déclarant.*

2. *Le déclarant fera dans cette colonne l'énumération des différentes catégories de biens faisant partie de sa propriété, dans l'ordre suivant : Champs, jardins, vignes, cultures maraîchères, prés, pâturages, bois, futaies. Des données spéciales seront fournies pour chaque parcelle.*

3. *Indiquer en chiffres l'étendue de la propriété exprimée en hectares et en ares.*

4. *L'emplacement de la propriété sera indiqué par le nom employé usuellement et généralement connu dans la région.*

5. *Les limites de la propriété seront indiquées dans l'ordre suivant : au nord, la propriété de..... à l'est, le pré de....., au sud, la propriété de....., à l'ouest, la vigne de .....*

6. *Le déclarant indiquera sous cette rubrique toutes les charges grevant sa propriété en mentionnant la nature, l'étendue et le bénéficiaire de ces charges, comme par exemple : « hypothèque, dette, etc.. de* 1000 *levas à la Banque agricole de Bulgarie », etc.*

7. *Le déclarant fera mention des actes par lesquels il établit son droit de propriété, ainsi que de l'époque à laquelle il en est devenu le propriétaire.*

8. *Le tribunal de la commune auquel la déclaration a été remise visera la déclaration à l'endroit indiqué.*

9. *L'endroit indiqué est destiné à la légalisation qui sera faite par la commune du territoire bulgare dans les limites de laquelle se trouve la propriété du déclarant.*

OBSERVATIONS IMPORTANTES

a) Dans le cas où le déclarant possède des propriétés traversées par la frontière dans deux ou plusieurs communes du territoire bulgare, il devra faire une déclaration séparée pour chaque commune.

b) Lorsque le déclarant possède des propriétés en si grand nombre qu'il n'est pas possible de les faire figurer sur une seule déclaration, il pourra établir pour ses propriétés des déclarations supplémentaires en faisant suivre le mot « déclaration » d'un numéro d'ordre.

(Formulaire bulgare.)

Les propriétés indiquées dans la présente déclaration ne sont grevées d'aucune hypothèque. / sont grevées des hypothèques suivantes : ....

.....

.....

Numéro ..... Date ..... Sceau Le Président du Tribunal

.....

Les impôts dus pour les propriétés indiquées dans la présente déclaration et inscrites dans le registre d'impôts sous le numéro..... ont été entièrement acquittés jusqu'à ce jour. / n'ont pas été acquittés pour les années .....

pour lesquelles il est dû une somme totale de dinars .....

Numéro ..... Date ..... Sceau Le Receveur.

.....

(Yugoslav Form.)

The property described in the above declaration carries no mortgage charges whatever / carries the following mortgage charges : .....

.....

.....

No..... (Date) ..... (Seal) (Signed) .....

On the property described in the above declaration and entered in the tax register under No.....
all taxes up to this date have been paid
taxes for the following years have not been paid ....
to the total amount of ..... Leva .....

No..... (Date) ..... (Seal) Inspector of Taxes .....

INSTRUCTIONS FOR FILLING UP DECLARATION FORMS.

(1) *Insert here the serial number of the alphabetical list under which the declarant will actually be entered.*

(2) *In this column the declarant will enter all the various kinds of property owned by him, in the following order : fields, gardens, vineyards, vegetable gardens, meadows, pastures, woods, forests ; special data to be given for each piece of property.*

(3) *Give area of property in figures, in hectares or ares.*

(4) *The location of the property should be indicated by giving the name by which it is usually and generally known in the locality,* e. g., *" at the hedge ", " near the well ", etc.*

(5) *The boundaries of properties should be shown in the following manner : On the north, by the property of N. N. ; on the east, by the meadow of* **N.** *N. ; on the south, by the property of N. N. ; and on the west, by the vineyard of N. N.*

(6) *In this column the declarant should show all charges existing on his property, stating their nature, amount, in what form and to whom payable ; for example, a mortgage, a lien, etc. for the amount of* 1000 *leva to the Agricultural Bank of Bulgaria, etc.*

(7) *The declarant should state the deeds by virtue of which he proves his title, as well as the date from which he became the owner.*

(8) *In this column the Communal Court which received the declaration will affix its endorsement.*

(9) *Column reserved for the endorsement of the Commune in Bulgaria in whose territory the declarant's property is situated.*

IMPORTANT NOTES :

a) Should the declarant own border property in two or more communes in Bulgarian territory, he must make a separate declaration for each commune.

(b) Where the declarant owns so many properties that it is impossible to enumeratet hem all in one declaration, he must list the properties on additional forms, marking them with a serial number after the word " declaration ", *e. g.*, 2, 3, 4, etc.

(Bulgarian Form.)

The property described in the above declaration carries no mortgage charges whatever / carries the following mortgage charges : .....

.....

.....

No..... Village ..... (Seal) President of the Court .....

On the property described in the above declaration and entered in the tax register under number.....
all taxes up to this date have been paid
taxes for the following years have not been paid ....
to the total amount of ..... dinars .....

No..... ..... 1930 (Seal) Inspector of Taxes .....

INSTRUCTIONS POUR L'ÉTABLISSEMENT DES DÉCLARATIONS

1. *Le coin gauche supérieur de la déclaration sera rempli par la désignation de l'arrondissement, de la commune et du village ou du quartier dans lesquels se trouve le domicile actuel du déclarant.*

2. *Le déclarant fera dans la première colonne l'énumération des différentes catégories de biens faisant partie de sa propriété, dans l'ordre suivant : Champs, jardins, vignes, cultures maraîchères, prés, pâturages, bois, futaies, en laissant un espace libre entre chaque parcelle.*

3. *Indiquer dans la deuxième colonne, la superficie exacte de chaque parcelle exprimée en dixièmes d'hectares et en ares.*

4. *L'emplacement de chaque parcelle sera indiqué dans la troisième colonne par le nom employé usuellement et généralement connu dans la région.*

5. *Dans la quatrième colonne, énumérer la nature des propriétés et les noms et prénoms des voisins, dont les biens sont attenants aux parcelles du déclarant, ainsi que l'orientation des limites, par exemple : au nord, le champ de X....., à l'est, le bois de ....., au sud, le champ de ....., à l'ouest, la route conduisant du village..... au poste N° 15.*

6. *Le déclarant indiquera dans la cinquième colonne toutes les charges grevant ladite propriété en mentionnant la nature, l'étendue et le bénéficiaire de ces charges, comme par exemple « Le déclarant doit Levas ..... à la Banque nationale de Bulgarie », « levas ..... à la Banque agricole de Bulgarie », « a hypothéqué sa propriété pour Levas ..... à X. », etc.*

7. *Dans l'avant-dernière colonne, il sera fait mention de tous les actes en vertu desquels le déclarant possède la propriété, de l'institution qui a établi lesdits actes, de l'époque à laquelle ils ont été délivrés, et indiquera s'il a reçu la propriété en héritage, et, dans ce cas, à quel titre elle appartenait à la personne qui l'a laissée en héritage.*

8. *La déclaration sera signée par le déclarant ou son mandataire et par les témoins ; la teneur de la déclaration sera vérifiée par le maire qui certifiera à la fois l'authenticité des signatures et l'exactitude de la déclaration au nom des autorités communales de la commune dont fait partie le déclarant.*

9. *La commune yougoslave sur le territoire de laquelle se trouve la propriété vérifiera les indications de la déclaration et en certifiera l'exactitude.*

OBSERVATIONS IMPORTANTES

a) Dans le cas où le déclarant possède des propriétés dans certaines communes du territoire yougoslave, il devra faire une déclaration séparée pour les propriétés situées dans chaque commune.

b) S'il n'est pas possible de faire figurer dans cette déclaration toutes les propriétés traversées par la frontière possédées par le déclarant dans une commune, il sera établi une deuxième, et éventuellement, une troisième déclaration, chaque déclaration portant un numéro d'ordre.

ANNEXE N° 2 (à joindre à la déclaration).

(Formulaire yougoslave.)

RÉCÉPISSÉ

Le tribunal de la commune ....., a reçu de M. ....., de ....., ... déclarations individuelles identiques, qui ont été insérées au procès-verbal sous le N° .....

Le ..... 1930.

à .....

Le Président de la Commune

.....

Le Greffier (Sceau)

.....

ANNEXE N° 2 (à joindre à la déclaration).

(Formulaire bulgare.)

RÉCÉPISSÉ

L'Administration communale de ....., a reçu de M. ....., de ....., ... déclarations individuelles identiques, qui ont été inscrites dans les registres de la commune sous N°.....

Le ..... 1930.

à .....

(Sceau)

Le Maire .....

Le Secrétaire .....

INSTRUCTIONS FOR FILLING UP DECLARATION FORMS.

(1) *The top left-hand corner of the declaration should show the department, commune and village or the neighbourhood in which the declarant at present resides.*

(2) *In the first column each item of property should be entered separately in the following order : fields, fruit gardens, vineyards, vegetable gardens, meadows, pastures, woods, forests, etc., a blank space after each kind of property.*

(3) *The second column should show the exact area of each piece of property in decares and ares.*

(4) *In the third column should be entered the situation of each piece of property with the exact name of the locality in which it is situated, as it is known by the inhabitants of the country or commune in question.*

(5) *The fourth column should give an enumeration of the kinds of property owned by, and the Christian names and surnames of neighbours, adjacent to each portion of the declarant's property and the geographical situation of the said neighbours,* e. g. *on the north, by the field of N. M.... , on the east, by the wood of L. K., on the south, by the field of H. J., and on the west, by the road leading from the village L. to post No.* 15.

(6) *This column should give a specification of all charges existing on the property in question, their nature, amount and to whom payable :* e. g. *" on this property the declarant owes ..... leva to the Bulgarian National Bank " : " ..... leva to the Bulgarian Agricultural Bank ", " has mortgaged it for ..... leva to N. K. etc.*

(7) *In the penultimate column should be shown the deeds in virtue of which the property is held, the institution issuing them and the date of issue, whether received in succession and what documentary title the deceased person leaving the succession had to the property.*

(8) *The declaration must be signed by the declarant or his attorney, before witnesses, the statements made in it verified by the mayor, and the signatures, and the truth of the contents must be certified by the Communal authorities of the Commune to which the declarant belongs.*

(9) *The corresponding Yugoslav Commune in whose territory the property is situated shall verify the data in the declaration and confirm it.*

IMPORTANT NOTES :

(a) Should the declarant own property in several communes in Yugoslav territory, he must make separate declarations for his property in each commune.

(b) Should it be impossible to insert in one declaration all the border properties which a declarant owns in one commune, he shall fill up a second, and if neccessary a third, form, numbering them 1, 2, 3, etc.

ANNEX No. 2 (Supplement.)

(Yugoslav Form.)

RECEIPT.

The Communal Court of ..... has received from M..... , of .... , separate identical declarations which have been inserted in its minutes under No..... ..... 1930.

at.....

.....

President of the Commune.

(Seal)

..... Registrar.

ANNEX No. 2 (Supplement).

(Bulgarian Form.)

RECEIPT.

The Communal Council of ..... has received from M..... , of .... , separate identical declarations and has entered them in the Register of correspondence received of the Commune under Nos..... ..... 1930.

Village .....

(Seal)

.....Mayor.

.....Secretary.

ANNEXE N° 3.

(Formulaire bulgare.)

Arrondissement .....
Commune .....

LISTE ALPHABÉTIQUE

des doubles frontaliers qui possèdent en territoire bulgare (yougoslave) dans les limites de la commune de ..... de l'arrondissement de .....
des propriétés traversées par la frontière, établie d'après les déclarations ci-jointes des doubles frontaliers.

N° d'ordre	N° d'enregistrement de la déclaration par la commune	Nom et prénom du double frontalier	Domicile du double frontalier	Observations

N° .....
..... 1930.
à .....

(Sceau)

Le Président (Le Maire)
.....

Le Greffier (Le Secrétaire)
.....

ANNEXE No. 3.

(Bulgarian Form) :

District
Department .....
Commune .....

ALPHABETICAL LIST

of border proprietors owning property intersected by the frontier in Bulgarian (Yugoslav) territory within the commune of..... department of .....
in the region of ..... commune of .....
..... district of .....
Drawn up on the basis of the annexed declarations of border proprietors.

Serial Number	Register No. under which the declaration is entered by the commune	Christian name and surname of the border proprietor	Address of the border proprietor	Remarks

No.....
..... 1930.
at.....

Certified :

(Seal) ..... President.
Mayor.
..... Secretary.
Registrar.

N° 2324.

BULGARIE ET YOUGOSLAVIE

Accord pour le maintien de l'ordre et de la sécurité à la frontière, signé à Sofia, le 14 février 1930, et règlement de service y annexé, signé à Sofia, le 26 septembre 1929.

BULGARIA AND YUGOSLAVIA

Agreement for the Maintenance of Order and Security at the Frontier, signed at Sofia, February 14, 1930, and Regulations annexed thereto, signed at Sofia, September 26, 1929.

TEXTE SERBO-CROATE.
SERBO-CROAT TEXTE.

№2324. — СПОРАЗУМ ИЗМЕЂУ[1] КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ И КРАЉЕВИНЕ БУГАРСКЕ О ОДРЖАВАЊУ ДОБРОГ РЕДА И БЕЗБЕДНОСТИ НА ГРАНИЦИ. ПОТПИСАН У СОФИЈИ 14. ФЕБРУАРА 1930.

Textes officiels serbo-croate et bulgare communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 mai 1930.

Краљевина Југославија и Краљевина Бугарска, желећи да се спрече сви гранични инциденти и осигура добар ред на граници и њеној околини, као и да се створе најбољи услови за безбедност и миран живот граничног становништва; и дубоко уверене да ће то значити почетак једног доба поверења и пријатељства између двеју суседних земаља и створити поуздану основу за што тешње и усрдније њихове односе, одлучиле су, да у том циљу закључе споразум, па су за то наименовале за своје пуномоћнике :

Влада Краљевине Југославије :

Господина Нешића Љубомира, Ванредног Посланика и Опуномоћеног Министра у Софији, и

Господина Јанковића Мирослава, Доктора Права, Директора Конзуларно-Трговинског Одељења, Министарства Иностраних Послова;

[1] Entré en vigueur le 24 février 1930.

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 2324. — СПОРАЗУМЕНИЕ[1] МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И КРАЛСТВО ЮГОСЛАВИЯ ЗА ПОДДЪРЖАНЕ ДОБРИЯ РЕДЪ И СИГУРНОСТЬТА НА ГРАНИЦАТА. ПОДПИСАНО ВЪ СОФИЯ НА 14 ФЕВРУАРИ 1930 Г.

Serbo-Croat and Bulgarian official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place May 3, 1930.

Царство България и Кралство Югославия, желаейки да се осуетятъ всѣкакви гранични инциденти и осигури добрия редъ на самата граница и около нея, както и да се създадатъ най-благоприятни условия за сигурность и миренъ животъ на граничното население ; дълбоко увѣрени, че това ще означава начало на една ера на довѣрие и приятелство между двете съседни държави и че ще създаде сигурна база за колкото може по-тѣсни и по-сърдечни отношения между тѣхъ, решиха да сключатъ за тази цель споразумение и назначиха като свои пълномощници :

Царското Българско Правителство :

Господинъ Атанасъ Д. Буровъ, Министръ на Външнитѣ Работи и на Изповѣданията, и

Господинъ Йосифъ Разсукановъ, Главенъ Секретарь на Министерството на Вжтрешнитѣ Работи и Народното Здраве.

[1] Came into force February 24, 1930.

Влада Краљевине Бугарске :

Господина Бурова Д. Атанаса, Министра Иностраних Послова и Вероисповести ; и

Господина Разсуканова Јосифа, Помоћника Министра Унутрашњих Послова и Народног Здравља, —

који су, после измене својих пуномоћија, за која су утврдили да су пуноважна, закључили следеће :

Члан први.

Свака од двеју Влада, познавајући најбоље прилике на својој територији, предузеће све потребне мере, ефикасног и трајног карактера, за одржавање и обезбеђење доброг реда на граници и њеној околини, као и ради уклањања свих чињеница и узрока евентуалних инцидената.

Члан 2.

Свака Влада наредиће својим пограничним органима, да са органима друге државе одржавају добре и лојалне односе и ставиће им у дужност, да се, при вршењу своје службе, придржавају одредаба Правилника Б. о служби на граници од 26 септембра 1929 године.

Члан 3.

Кад се, и поред предузетих мера, предвиђених у члану 1. и 2. догоде инциденти, које неби могли ликвидирати команданти места и начелници участока, сходно члану 6. Правилника Б., састаће се у најкраћем року на месту инцидента, на позив једне од двеју Влада, мешовита комисија, ради вршења потребне анкете. Ова комисија је стална и састоји се, за сваку државу, од једног вишег чиновника Министарства

Кралското Югославянско Правителство :

Господинъ Нешичъ Любомиръ, Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министръ въ София, и

Господинъ Янковичъ Мирославъ, докторъ по правото, Директоръ на Консулско-Търговското отдѣление при Министерството на Външнитѣ Работи,

които следъ като си размѣниха пълномощията, намѣрени за редовни, се съгласиха върху следното :

Членъ първи.

Всѣко правителство, познаваще най-добре условията въ своята територия, ще вземе мѣрки отъ ефикасенъ и траенъ характеръ за подържане и осигуряване добрия редъ на границата и около нея, както и за отстраняване всички обстоятелства и причини за евентуални инциденти.

Членъ 2.

Всѣко Правителство ще внуши на своитѣ погранични власти подържането на добри и лоялни отношения съ властитѣ на другата държава и ще имъ вмѣни въ длъжность, при изпълнение на своята служба, да се придържатъ о разпорежданията на Правилника Б за службата на границата, отъ 26 септември 1929 година.

Членъ 3.

Когато, въпрѣки взетитѣ мѣрки предвидени въ членъ 1 и 2, станатъ инциденти, които не биха могли да се ликвидиратъ отъ командантитѣ мѣста и началницитѣ на участъцитѣ споредъ чл. *б* отъ Правилника Б, ще се събере въ най-кратко време на мѣстото на инцидента, по искане на едно отъ дветѣ правителства, смѣсена комисия за извършване нуждната анкета. Тази комисия е постояна и се състои,

Иностраних Послова, једног вишег официра и једног вишег чиновника Министарства Унутрашњих Послова.

Назначење чланова ове комисије, као и сваку промену у њеном личном саставу, обе Владе одмах једна другој саопштавају.

Члан 4.

У погледу чувања трагова и доказа о инциденту до доласка мешовите комисије ради вршења анкете, важе одредбе Правилника Б.

Члан 5.

Ради остварења свога задатка, мешовита комисија прелазиће с обе стране границе у опсегу двовласног реона (чл. 2. Конвенције [1] о ликвидацији двовласних имања), чиниће потребне увиђаје и установљавати одговорност и кривце. Пошто Комисија утврди личност криваца они ће се кажњавати сходно унутрашњем законодавству своје земље.

Члан 6.

Иста мешовита комисија, независно од инцидената, на тражење једне од Влада, састајаће се у опсегу двовласног реона дуж целе границе, ради вођења анкете о деловању појединих граничних органа који отежавају или компликују испуњење одредаба овог Споразума, као и ради проучавања и предлагања мера, које се имају предузимати на даноме месту у горњем реону, у циљу спречавања и отклањања евентуалних пограничних инцидената.

[1] Page 135 de ce volume.

за всѣка държава, отъ единъ висшъ чиновникъ отъ Министерството на Външнитѣ Работи, отъ единъ висшъ офицеръ и единъ висшъ чиновникъ отъ Министерство на Вжтрешнитѣ Работи.

Дветѣ правителства си съобщаватъ веднага имената на членоветѣ на комисията, както и всѣка една промѣна въ нейния съставъ.

Членъ 4.

По отношение запазване следитѣ и доказателствата за инцидента, до пристигане на смѣсената комисия, за извършване анкета, ще важатъ нареждания на правилника Б.

Членъ 5.

За изплънение на своята задача смѣсената комисия ще преминава отъ дветѣ страни на границата въ обсѣга на двувластния районъ (чл. 2 отъ Конвенцията [1] за ликвидация на двувластнитѣ имоти), ще прави нужднитѣ огледи и ще установява отговорноститѣ и виновнитѣ. Следъ като комисията установи личностьта на виновнитѣ, тѣ се наказватъ съобразно съ вжтрешното законодателство на страната имъ.

Членъ 6.

Сжщата смѣсена комисия, независимо отъ инцидентитѣ, по искане на едно отъ правителствата, ще се събира въ обсѣга на двувластния районъ, по протежение на цѣлата граница, за анкетиране действията на отдѣлни погранични органи, които затрудняватъ или усложняватъ изпълнението разпорежданията на настящето споразумение, както и за проучване и пропоржчване мѣркитѣ, които трѣбва да се вематъ на дадено мѣсто въ този районъ, съ цель да се възпрепятствуватъ и отстранятъ евентуалнитѣ порганични инциденти.

[1] Page 135 of this volume.

Члан 7.

Све одредбе Правилника Б. које нису у супротности са одредбама овог Споразума, остају и даље у важности.

Членъ 7.

Всички постановления на Правилника Б, които не противоречатъ съ постановленията на настоящето споразумение, ще останатъ и за напредъ въ сила.

Члан 8.

Сви инциденти који су се догодили до дана потписивања овог Споразума, имају се сматрати ликвидираним.

Членъ 8.

Всички инциденти, които сѫ станали до деня на подписване настоящето споразумение — ще се смѣтатъ за ликвидирани.

Члан 9.

Овај Споразум ступа на снагу десет дана после његовог потписивања, у коме се року има обнародовати у « Службеним Новинама » сваке државе.

У потврду чега пуномоћници су потписали овај Споразум и ставили своје печате.

Закључено у Софији и састављено у по два равногласна примерка на српскохрватском и бугарском језику.

Дана 14 месеца фебруара хиљаду девет стотина тридесете године.

А. Буров *с. р.*
Ј. Разсуканов *с. р.*
Љ. Нешић *с. р.*
Д-р Мир. С. Јанковић *с. р.*

Членъ 9.

Настоящето споразумение ще влезе въ сила десеть дни следъ подписването му, въ който срокъ трѣбва да бѫде публикувано въ държавнитѣ вестници на двѣтѣ страни.

Въ потвърждение на което гореспоменатитѣ пълномощници подписаха настоящото споразумение и го скрепиха съ своитѣ печати.

Сключено въ София въ по два еднообразни екземпляри на български и сърбо-хърватски езици,

14 февруарий, хиляда деветстотинъ тридесета година.

Љ. Нешић, *с. р.*
Др. Мир. С. Јанковић, *с. р.*
А. Буровъ, *с. р.*
Ј. Разсукановъ, *с. р.*

ПРАВИЛНИК — Б.

О СЛУЖБИ НА ГРАНИЦИ ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА И БУГАРСКЕ У ЦИЉУ УВОЂЕЊА БОЉЕГ РЕДА НА ГРАНИЦИ.

ПРАВИЛНИКЪ Б

ЗА СЛУЖБАТА НА ГРАНИЦАТА МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И КРАЛСТВОТО НА СЪРБИТѢ, ХЪРВАТИТѢ И СЛОВЕНЦИТѢ СЪ ЦѢЛЬ ЗА ВЪВЕЖДАНЕ ПО-ДОБЪРЪ РЕДЪ НА ГРАНИЦАТА.

ГЛАВА I.

Циљ и општи услови Правилника.

Циљ овога Правилника, чије се одредбе односе на бугарско-српско-хрватско-словеначку граничну службу, јесте :

1. Да се да могућност при вршењу службе граничних стража обеју Држава, да се уклоне колико је могуће инциденти и неспоразуми.

2. Да се учини све што је могуће да би се умањили узроци граничних инцидената, до минимума.

3. Ако се догоди инцидент на граници, то да се учини све у најкраћем року да му се умањи ефекат.

За постигнуће овог циља од великог је значаја, пре свега, да се обрати велика пажња на односе између људи који врше граничну службу на обе стране.

Сваки официр, подофицир, војник или службеник на граници треба да схвати да он најбоље служи својој Држави, кад пази на њене интересе, али под условом да се опходи с поштовањем и пријатељски према службеним лицима супротне стране. Што се тиче месног становништва и двовласника, односи треба исто тако да буду лојални и добри.

ГЛАВА II.

Члан први.

На оне који су по граничним стражама с једне и с друге стране треба да се гледа као на сараднике, а не као на непријатеље.

Односи између граничних службених лица (официра, подофицира, војника и службеника) треба да буду пријатељски. Забрањује се свака провокација или спор који изазивају (узбуђују) национални егоизам. Забрањују се разговори који имају за циљ деморалисање граничара супротне стране. То контролишу и за то одговарају надлежне претпостављене старешине. Пре постављења граничара — нижих чинова страже, ови треба да се обуче добрим, лојалним, пријатељским односима с граничарима друге државе.

Члан 2.

Свака гранична стража треба да буде снабдевена једном свеском, у коју се уписује: *а)* сваки инцидент, чак и најнезначајнији ; *б)* свако тражење састанка граничних официра учињено преко страже, које се потврђује потписом командира супротне страже.

Извршени састанци између официра или нижих чинова страже, као и шта се говорило за време састанка, уписује се у нарочиту свеску. При сваком случају апсолутно треба назначити датум (годину, месец, дан и час).

Забелешке треба да се пишу мастилом и читко од стране оних лица која су се састала.

Члан 3.

Стражар на стражи или патрола долазе на службу увек са пуним пушкама. Апсолутно се забрањује да се пуца према супротној страни, чак и онда кад постоји изазивање речима или знацима. Оружје треба употребити само у случају законе заштите или када лица која илегално прелазе границу не стану после трећег, што јачег, узвика : « стој ! пуцаћу ».

Члан 4.

Сваки граничар, пре но што буде упућен на граничну стражу, треба да је добро упознат с граничном службом и с овим Правилником.

На границу упућивати само лица са доказаним добрим владањем.

Члан 5.

Желети је да стражаре (карауле) обеју држава, које ће се подизати у будуће, буду удаљене најмање бар на 40—50 метара од граничне линије. Тамо где је то немогуће, оне могу да буду и ближе, но зато је неопходно потребно да старешине и људи тих стражара буду одабрани.

Члан 6.

Кад се догоди ма и најмањи инцидент на граници, најближи старешина страже, у чијем се реону десио инцидент, има дужност да о томе одмах извести првог свог претпостављеног и првог најближег старешину страже (поста) суседне државе. Ови са своје стране о томе извештавају на бугарској страни начелника участока а на страни Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца најближег команданта места.

Командант места од стране Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца и начелник участока од стране Бугарске (или њихови заступници ако ови нису на месту) од момента пријема извештаја па у року од 24 часа имају се састати на лицу места и извидети инцидент. О резултату свога састанка извештавју писмено своје надлежне старешине.

Командир страже који је пријавио инцидент дужан је да, по потреби, до доласка означених команданата, постављањем стражара на место инцидента, сачува без промене све трагове, доказе и остала факта, потребна за расветљење инцидента.

Члан 7.

Осим напред поменутих састанака — званих « инцидентни » — између официра граничне службе треба да има и других, званих « обични ». Ови последњи треба да буду кад старешине обилазе границу ради контроле службе. Ако при овим « обичним » састанцима старешине уреде која питања, они то писмено рапортирају вишим старешинама, излажући им случајеве који су били расматрани.

Сваки састанак тражи се увек писмено.

Члан 8.

Анкете које се врше од стране граничних официра, треба да имају за циљ да се расветли прави развој инцидента, чак и тада кад они виде да је кривица на њиховој страни.

Члан 9.

Свака повреда учињена против горњих одредаба сматра се као повреда учињена у испуњавању најнепосредније дужности и треба да буде кажњена од надлежне власти.

Члан 10.

Официри и војници — граничари који не раде срдачно у духу напред изложених одредаба с колегама супротне стране, као и они који се огреше о одредбе овог Правилника, треба да буду уклоњени из граничне службе.

Члан 11.

Желети је да се, по могућству, упућују на границу одабрани официри и нарочито такви који су тактични и предусретљиви.

Члан 12.

Кад се на граници десе већи инциденти, који неће моћи да се ликвидирају од стране команданта места и начелника участока, на позив једне од Влада, одмах се сазива анкетна мешовита комисија која је стална немајући сталан лични састав (т. ј. једна и иста лица). Ова комисија треба да се састоји за сваку Државу од једног вишег официра, једног вишег полицијског чиновника и једног чиновника Министарства Иностраних Дела, који у најкраћем времену треба да буду на месту инцидента. Место и моменат састанка одређује се на предлог једне од Држава, водећи рачуна о маршрути комисије то тог места.

До доласка комисије, пограничне власти дужне су да предузму све мере за очување доказних факата.

Члан 13.

Мањи инциденти по двовласничким питањима расправљају се од стране граничних официра као и сви остали мањи гранични инциденти. Нерасправљени двовласнички инциденти распрвљају се од стране анкетне комисије предвиђене по члану 12.

Члан 14.

Рад комисије треба да се сврши у што је могуће краћем року подношењем респективним Владама састављеног протокола о утврђивању чињеница по том случају (т. ј. објективно излагање случаја), надлежно потписаног од чланова комисије.

Овај протокол има бити састављен на оба језика у по два равногласна примерка.

Члан 15.

На фронту сваке чете (подучастока) најмање две сопствене и супротне карауле треба да имају телефонску везу са респективним командирима.

Члан 16.

Поправке пирамида вршиће се обострано Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца поправљаће пирамиде са непарним, а Бугарска са парним бројевима. Сем тога Краљевина Срба, Хрвата и Словенаца поправљаће и пирамиде под бројевима 226 *а*, 244 *а*, 246 *а*, 256 *а*, 283 *а*, 285 *б*, и 304 *а*, а Бугарска пирамиде под бројевима : 1 *а*, 228 *а*, 244 *б*, 253 *а*, 278 *а*, 285 *а*, и 300 *а*.

Повреде пирамида поправљаће она страна чијом је кривицом повреда учињена. У том циљу граничне страже ово питање решаваће споразумно и пријатељски.

Члан 17.

Граничну линију и знаке поправљају граничне власти Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, пошто су њена својина.

Члан 18.

У циљу олакшања живота на граници пограничне власти дозвољаваће и то само дању употребу кладенаца, чесама и извора који су поменути у опису границе Нејског Уговора.

Члан 19.

Овај Правилник важи подједнако за обе Државе и у препису треба га доставити свима граничним властима, као и свима пограничним стражама.

Састављено у Пироту, 26 септембра 1929 год.

Бугарска Делегација :

Председник,
Полковник Цв. Попов, *с. р.*

Чланови :
Д-р Д. Карацов, *с. р.*
Н. Манолов, *с. р.*

Секретар,
Кузупов, *с. р.*

Српско-хрватско-словеначка Делегација :

Председник,
Р. Винтровић, *с. р.*

Чланови :
Генерал Богољуб С. Илић, *с. р.*
Мил. К. Јовановић, *с. р.*

Секретар,
Ник. Ј. Шуица, *с. р.*

Pour copie certifiée conforme :
Belgrade, le 11 avril 1930.

D'ordre du Ministre,
Conseiller :
Dr Svet Djoritch.

[1] TRADUCTION.

N° 2324. — ACCORD ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE POUR LE MAINTIEN DE L'ORDRE ET DE LA SÉCURITÉ A LA FRONTIÈRE. SIGNÉ A SOFIA, LE 14 FÉVRIER 1930.

LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE et LE ROYAUME DE BULGARIE, désireux d'éviter tous les incidents à la frontière et d'assurer le maintien de l'ordre à ladite frontière et dans les territoires avoisinants, comme aussi de créer les conditions les plus propices à la sécurité et à la vie paisible de la population à la frontière ; convaincus d'inaugurer ainsi une ère de confiance et d'amitié entre les deux pays voisins et de jeter des fondements solides pour des relations étroites et cordiales entre lesdits pays, ont convenu de conclure à cet effet un accord et ont désigné pour plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE YOUGOSLAVIE :

M. Lubomir NESIČ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia; et

M. Miroslav JANKOVIČ, docteur en droit, directeur des affaires consulaires et commerciales au Ministère des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE BULGARIE :

M. Athanase D. BOUROFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes; et

M. Joseph RAZSOUKANOFF, adjoint au Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène publique ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2324. — AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA FOR THE MAINTENANCE OF ORDER AND SECURITY AT THE FRONTIER. SIGNED AT SOFIA, FEBRUARY 14, 1930.

THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA and THE KINGDOM OF BULGARIA, being desirous of avoiding all incidents on the frontier and of ensuring the maintenance of order on and in the neighbourhood of the said frontier as well as of creating the conditions most favourable to the security and peaceful existence of the frontier population, and being firmly convinced that they will thus initiate an era of friendship and confidence between the two neighbouring countries and establish a firm foundation for close and cordial relations between the said countries, have resolved to conclude an agreement to this effect and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA :

M. Lubomir NESIČ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia; and

M. Miroslav JANKOVIČ, Doctor of Laws, Director of the Consular and Commercial Department at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BULGARIA :

M. Athanase D. BOUROFF, Minister for Foreign Affairs and Worship; and

M. Joseph RAZSOUKANOFF, Assistant at the Ministry of the Interior and of Public Health ;

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Chacun des deux gouvernements, étant le plus qualifié pour connaître la situation sur son territoire respectif, prendra toutes les mesures nécessaires, efficaces et durables en vue de maintenir et d'assurer la sécurité à la frontière et dans la zone avoisinante, ainsi que d'écarter toutes les causes d'incidents éventuels.

Article 2.

Chaque gouvernement prescrira à ses organes à la frontière d'entretenir avec les organes de l'autre Etat des relations correctes et loyales et leur imposera l'obligation de se conformer, dans l'exercice de leurs fonctions, aux prescriptions du Règlement B du 26 septembre 1929 sur le service des frontières.

Article 3.

Dans le cas où il se produirait, malgré les mesures prises en conformité avec les articles 1 et 2, des incidents qui ne pourraient être liquidés par les commandants locaux et les chefs de secteurs, conformément à l'article 6 du Règlement B, il sera convoqué dans le plus bref délai possible, sur les lieux de l'incident, à la demande de l'un des deux gouvernements, une commission mixte qui procédera à l'enquête nécessaire. Cette commission est permanente et sera constituée pour chaque Etat d'un fonctionnaire supérieur du Ministère des Affaires étrangères, d'un officier supérieur et d'un haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur.

Les deux gouvernements se communiqueront mutuellement la désignation des membres de cette commission ainsi que toutes les modifications qui pourraient être apportées à sa composition.

Article 4.

En ce qui concerne la conservation des traces et des preuves de l'incident jusqu'à l'arrivée

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Each Government, being best acquainted with the situation in its own territory, shall take all the necessary steps of an effective and permanent nature to maintain and ensure security at the frontier and in the neighbourhood thereof, and to eliminate all sources of possible incidents.

Article 2.

Each Government shall instruct its frontier organs to maintain correct and loyal relations with the organs of the other State and shall impress on them the necessity of complying, in the discharge of their duties, with the provisions of Regulation B of September 26, 1929, regarding the frontier service.

Article 3.

If, notwithstanding the steps taken under Articles 1 and 2, incidents occur which cannot, in accordance with Article 6 of Regulation B, be settled by the Town Commandants and District Commandants, a Mixed Commission shall, at the request of either Government, be convened at the earliest possible moment at the place where the incident occurred for the purpose of carrying out the necessary investigation. This Commission shall be permanent, each State being represented by a higher official of the Ministry of Foreign Affairs, a senior officer and a higher official of the Ministry of the Interior.

Each Government shall immediately notify the other of the members appointed to the said Commission and of all changes made in the membership thereof.

Article 4.

As regards preserving the traces and evidence of the incident pending the arrival of the Mixed

de la commission mixte qui procédera à l'enquête, il sera fait application des dispositions du Règlement B.

Article 5.

Dans l'accomplissement de sa tâche, la commission mixte opérera des deux côtés de la frontière dans les limites de la zone dite « des doubles frontaliers » (voir article 2 de la Convention concernant la liquidation des propriétés traversées par la frontière), en vue de procéder aux constatations nécessaires, de fixer les responsabilités et de découvrir les coupables. Lorsque la commission aura identifié le coupable, celui-ci sera puni conformément à la législation interne de son pays.

Article 6.

La commission mixte se réunira, indépendamment de tout incident et sur la demande de l'un des gouvernements, dans la zone frontalière, le long de toute la frontière, en vue de procéder à des enquêtes sur les agissements des divers organes de la frontière qui auraient entravé ou compliqué l'application des clauses du présent accord, ainsi que pour étudier et proposer les mesures à prendre à un point donné de ladite zone en vue d'empêcher et de prévenir des incidents éventuels.

Article 7.

Toutes les dispositions du Règlement B qui ne sont pas en contradiction avec les clauses du présent accord demeureront en vigueur.

Article 8.

Tous les incidents qui se sont produits jusqu'à la date de la signature du présent accord sont considérés comme liquidés.

Article 9.

Le présent accord entrera en vigueur dix jours après sa signature et devra être publié dans ledit

Commission to carry out the investigation, the provisions of Regulation B shall apply.

Article 5.

In carrying out its work, the Mixed Commission shall operate on both sides of the frontier within the limits of the so-called " double-frontier " zone (see Article 2 of the Convention for liquidating estates intersected by the frontier), and shall make the necessary investigations, assign the responsibility and discover the offenders. When identified by the Commission, they shall be punished in accordance with the domestic legislation of their own country.

Article 6.

Irrespective of any incident and at the request of either Government, the Mixed Commission shall meet in the frontier zone extending along the entire boundary for the purpose of investigating any acts of the various frontier organs that have hampered or complicated the execution of the clauses of the present Agreement, as well as for the purpose of studying and suggesting steps to be taken at any point in the said zone with a view to preventing and obviating possible incidents.

Article 7.

All the provisions of Regulation B which are not at variance with those of the present Agreement shall remain in force.

Article 8.

All incidents which have occurred up to the date of signature of the present Agreement shall be considered as settled.

Article 9.

The present Agreement shall come into force ten days after signature and shall be published

délai au Journal officiel de chacun des deux Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Sofia en deux exemplaires identiques rédigés en langue serbo-croate et en langue bulgare, le 14 février 1930.

(Signé) A. BOUROFF.
(Signé) J. RAZSOUKANOFF.
(Signé) L. NESIČ.
(Signé) Dr M. S. JANKOVIČ.

within the same period in the Official Journal of each State.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Sofia in two identical copies in the Serb, Croat, and Bulgarian languages, February 14, 1930.

(Signed) A. BOUROFF.
(Signed) J. RAZSOUKANOFF.
(Signed) L. NESIČ.
(Signed) Dr. M. S. JANKOVIČ.

RÈGLEMENT B

RELATIF AU SERVICE DE FRONTIÈRE ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LE ROYAUME DE BULGARIE EN VUE D'ASSURER L'ORDRE A LA FRONTIÈRE.

REGULATION B.

REGARDING THE FRONTIER SERVICE BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE KINGDOM OF BULGARIA WITH THE OBJECT OF ENSURING ORDER ON THE FRONTIER.

CHAPITRE PREMIER

OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement, dont les dispositions concernent le service à la frontière bulgaro-serbo-croato-slovène, a pour objet :

1° De donner la posssibilité, dans l'accomplissement du service des détachements de frontière des deux Etats, d'écarter autant que possible les incidents et les litiges.

2° De faire tout ce qui est possible en vue de réduire au minimum les causes d'incidents de frontière.

3° De prendre, en cas d'incidents à la frontière, dans le délai le plus bref possible, toutes les mesures nécessaires en vue d'en atténuer l'effet.

Pour atteindre ce but important, il y a lieu avant tout de porter la plus grande attention aux rapports entre les personnes chargées du service de frontière des deux Etats.

Tout officier, sous-officier, soldat, haut fonctionnaire en service à la frontière doit se rendre

CHAPTER I.

AIM AND GENERAL PROVISIONS OF THE REGULATION.

The object of the present Regulation, the provisions of which refer to service on the Bulgarian-Serbo-Croat-Slovene frontier, is :

(1) To make it possible for the frontier guards of both States, when carrying out their duties, to avoid incidents and disputes as far as possible.

(2) To do everything possible to reduce the causes of frontier incidents to a minimum.

(3) When a frontier incident occurs, to take with the least possible delay all necessary steps to lessen its effect.

With a view to achieving this important aim, the greatest attention above all should be given to the relations between persons engaged in the frontier service of the two countries. Every officer, non-commissioned officer, private soldier and official on duty at the frontier should

compte qu'il sert d'autant mieux son pays, dans la sauvegarde de ses intérêts, lorsqu'il fait preuve d'estime et d'esprit de camaraderie à l'égard des fonctionnaires de l'autre côté de la frontière. Les relations avec la population et les doubles frontaliers devront être également loyales et amicales.

CHAPITRE II

Article premier.

Les personnes chargées de la garde de la frontière, de l'un comme de l'autre côté, doivent se considérer comme des collaborateurs et non comme des ennemis.

Les rapports entre les fonctionnaires en service à la frontière (officiers, sous-officiers, soldats, hauts fonctionnaires et fonctionnaires) devront être amicaux. Toutes les provocations ou discussions de nature à exciter l'égoïsme national sont interdites. Sont également interdites les conversations qui ont pour but la démoralisation des gardes frontières de l'autre pays. Le contrôle et la responsabilité des faits en question incomberont aux chefs compétents. Avant d'être placés à leurs poste, les soldats du détachement de frontière devront être instruits des bonnes relations loyales et amicales qu'ils doivent entretenir avec les gardes frontières de l'autre Etat.

Article 2.

Chaque poste de frontière devra tenir un journal où seront consignés : *a)* tous les incidents, même les plus insignifiants ; *b)* toutes les demandes de rencontre des officiers du service de frontière faites par l'intermédiaire du poste, qui seront confirmées par la signature du commandant du poste de l'autre côté de la frontière.

Les rencontres entre officiers ou soldats des postes de frontière, ainsi que ce qui a été dit au cours de ces rencontres, seront consignés dans un journal spécial. Il est absolument nécessaire d'indiquer pour chaque cas la date de la réunion (année, mois, jour et heure).

Les inscriptions devront être faites à l'encre, lisiblement, et de la main des personnes qui ont pris part à la rencontre.

realise that he best serves his country and protects its interests when he gives evidence of his esteem for, and shows a spirit of comradeship in his dealings with, the officials on the other side of the frontier. Relations with the population and owners of property intersected by the frontier should also be loyal and friendly.

CHAPTER II.

Article 1.

Persons responsible for the protection of the frontier on both sides should regard each other as colleagues and not as enemies.

The relations between officials on duty at the frontier (officers, non-commissioned officers, private soldiers and officials) shall be of a friendly nature. All provocation or discussions likely to excite national egoism shall be prohibited. Similarly, conversations intended to corrupt the frontier guards of the other country shall be forbidden. The senior officials concerned shall be responsible for ascertaining and establishing facts. Before going out on duty, soldiers of the frontier guard shall be instructed to maintain good, loyal and friendly relations with the frontier guards of the other State.

Article 2.

Each frontier post shall keep a register in which shall be entered : *a)* every incident, however insignificant ; *b)* every request for a meeting between frontier service officers made through the said post and attested by the signature of the commander of the post on the other side of the frontier.

Meetings between officers or men of the frontier posts, as well as statements made during the meetings, shall be recorded in a special register. It is absolutely essential in every case to give the date (year, month, day and hour) of the meeting.

The entries must be made legibly, in ink, by the persons who were present.

Article 3.

Les sentinelles et les patrouilles prennent le service avec les armes chargées. Il est absolument interdit de faire usage des armes contre la partie adverse, même en cas de provocation par des gestes ou par la parole. Il ne sera fait usage des armes qu'en cas de légitime défense ou quand des personnes ayant franchi illégalement la frontière ne s'arrêtent pas après l'appel « Halte, ou je fais feu ! » répété trois fois à haute voix.

Article 3.

Sentries and patrols shall go on duty with loaded rifles. Even if provoked by word or gesture, they are absolutely forbidden to use their weapons. They may only do so in self-defence or against persons who have illegally crossed the frontier and who fail to stop when challenged three times in a loud voice — " Halt, or I fire ".

Article 4.

Aucun garde frontière ne pourra être affecté au service à la frontière avant d'avoir été convenablement instruit des questions du service de frontière et du présent règlement.

Ne seront envoyés en service à la frontière que les hommes d'une conduite irréprochable.

Article 4.

Before being sent for duty at the frontier, all frontier guards must be given suitable instruction in frontier service questions and the present Regulation.

Only men of good character shall be sent for duty at the frontier.

Article 5.

Il est à désirer que les postes des deux pays qui seront construits à l'avenir, soient éloignés de 40 ou 50 mètres au moins de la frontière. Là où cela est impossible, ils pourront être établis plus près ; mais, dans ce cas, les chefs et les hommes affectés à ces postes devront être spécialement choisis.

Article 5.

It is desirable that the posts (blockhouses) of both countries erected in future should be at least 40 to 50 metres distant from the frontier line. Where this is impossible, they may be closer to the frontier, but in such cases the officers and men at these posts must be specially selected.

Article 6.

Lorsqu'il se produit à la frontière un incident même insignifiant, le chef du poste le plus proche dans la région où l'incident s'est produit doit immédiatement en aviser son supérieur immédiat et le chef du poste le plus proche de l'Etat voisin. Ce dernier en informera à son tour le chef du secteur en territoire bulgare, et le commandant de place le plus proche en territoire serbo-croato-slovène.

Le commandant de place, dans le Royaume des Serbes-Croates et Slovènes, et le chef du secteur, en territoire bulgare (ou leurs remplaçants, en cas d'absence,) devront, dans les vingt-quatre heures à partir de la réception de l'avis,

Article 6.

When an incident even of a trivial character occurs at the frontier, the officer commanding the nearest post in the district in which the incident occurred shall at once advise his immediate superior and the officer commanding the nearest post of the neighbouring country. The latter shall thereupon inform the District Commandant in Bulgarian territory and the nearest Town Commandant in Serb-Croat-Slovene territory.

The Serb-Croat-Slovene Town Commandant and the Bulgarian District Commandant (or their deputies, if absent) shall, within twenty-four hours of receiving the notification, meet personally on the spot and investigate the

se rencontrer sur les lieux et se rendre compte de la nature de l'incident. Ils communiqueront les résultats de leur rencontre à leurs supérieurs hiérarchiques.

Le commandant du poste qui a signalé l'incident, doit, s'il y a lieu, avant l'arrivée des commandants mentionnés ci-dessus, placer des sentinelles sur les lieux de l'incident, veiller à la conservation des traces, des preuves et des autres indices susceptibles d'élucider les causes de l'incident.

Article 7.

Outre les rencontres ci-dessus appelées « rencontres en cas d'incident », les officiers du service à la frontière devront avoir d'autres rencontres appelées « rencontres ordinaires ». Ces rencontres auront lieu à l'occasion des tournées d'inspection effectuées par les chefs le long de la frontière. Si, au cours de ces rencontres ordinaires, les chefs prennent une décision au sujet d'une question quelconque, ils devront en référer par écrit à leurs supérieurs en faisant mention des cas particuliers examinés par eux.

Toute rencontre devra être toujours demandée par écrit.

Article 8.

Les enquêtes effectuées par les officiers du service à la frontière doivent avoir pour objet d'élucider les causes de l'incident, même si lesdits officiers voient que les torts sont de leur côté.

Article 9.

Toute infraction aux dispositions précédentes sera considérée comme un manquement aux devoirs les plus stricts et sera sévèrement punie par les autorités compétentes.

Article 10.

Les officiers et les soldats de la garde des frontières qui n'ont pas une attitude cordiale à l'égard de leurs collègues de l'autre côté de la frontière dans l'esprit des dispositions ci-dessus,

incident. They shall report on the results of their meeting to the respective commanding officers.

The officers commanding the post who reported the incident shall, if necessary, before the above-mentioned arrive, post sentries at the place where the incident occurred and preserve unaltered all traces, evidence, and other indications which might serve to elucidate the incident.

Article 7.

In addition to the above meetings — so called " incident meetings " — there shall be other meetings (" ordinary meetings ") between officers of the frontier service. These latter shall be arranged when commanding officers make tours of inspection along the frontier. Should the said officers, during such " ordinary " meetings, take a decision on any question whatsoever, they shall report thereon in writing to their superior officers, indicating the cases which were investigated.

Written application shall always be made for meetings.

Article 8.

The object of enquiries held by frontier officers shall be to elucidate the real nature of the incident, even when the fault is found to be on their own side.

Article 9.

Any failure to comply with the above provisions shall be considered as a dereliction of the officers' essential duties, and shall be severely punished by the competent authorities.

Article 10.

Officers and men of the frontier guard who do not cordially co-operate in the spirit of the above provisions with their colleagues on the other side of the frontier, as well as those who

ainsi que ceux qui se rendront coupables de manquements aux prescriptions du présent règlement, devront être écartés du service à la frontière.

Article 11.

Il est à désirer que seuls des officiers d'élite qui se distinguent particulièrement par leur tact et leur aménité, soient affectés au service à la frontière.

Article 12.

S'il se produit à la frontière un incident grave qui ne peut être liquidé par le commandant de place et le chef du secteur, la Commission mixte d'enquête sera convoquée d'urgence sur la demande de l'un des deux gouvernements. Cette commission, qui sera permanente sans que les personnes qui la composent soient nécessairement toujours les mêmes, comprendra pour chacun des deux Etats un officier supérieur, un fonctionnaire supérieur de la police et un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Ces membres devront se trouver sur le lieu de l'incident dans le plus bref délai possible. Le lieu et le moment de la réunion seront fixés sur la proposition de l'un des Etats en tenant compte de l'itinéraire à parcourir par la Commission pour se rendre au lieu indiqué.

Jusqu'à l'arrivée de la commission, les autorités de la frontière devront prendre toutes les mesures en vue de conserver intactes les preuves matérielles.

Article 13.

Les incidents de moindre importance relatifs aux questions concernant les doubles frontaliers seront réglés par les officiers du service de la frontière ; il en sera de même pour les autres incidents peu importants pouvant surgir à la frontière. Les incident relatifs aux doubles frontaliers qui ne pourront pas être liquidés, seront examinés par la commission mixte prévue à l'article 12.

Article 14.

Les travaux de la commission mixte doivent être terminés dans le plus bref délai possible.

infringe the provisions of this Regulation, shall be removed from the frontier service.

Article 11.

It is desirable that only picked officers of exceptional tact and agreeable manners should be appointed for service on the frontier.

Article 12.

When a serious incident occurs on the frontier which cannot be settled by the Town Commandant and the District Commandant, the Mixed Commission, which, though permanent, has not always the same membership, shall, at the request of either Government, be immediately convened. The said Commission shall comprise one senior officer, one senior police official and one official of the Ministry of Foreign Affairs for each State, and shall in the shortest space of time proceed to the scene of the incident. The place and time of meeting shall be decided on the proposal of one of the States, regard being had to the route to be followed by the Commission to the place in question.

Pending the arrival of the Commission, the frontier authorities shall take every precaution to preserve the material evidence.

Article 13.

Minor incidents regarding questions affecting owners of property intersected by the frontier, and all other minor frontier incidents, shall be settled by the frontier officers. Incidents connected with owners of property intersected by the frontier which cannot be settled in this way shall be examined by the Commission of Enquiry referred to in Article 12.

Article 14.

The proceedings of the Commission shall be terminated as speedily as possible, and a report

Un procès-verbal dûment signé par les membres de la commission et relatant les circonstances de l'incident (exposé objectif de l'incident) sera soumis aux deux gouvernements.

Ledit procès-verbal sera rédigé dans les deux langues et en deux exemplaires identiques.

Article 15.

Au moins deux postes nationaux et deux postes de l'autre côté de la frontière devront être réunis par téléphone avec le commandant respectif sur le front de chaque compagnie (sous-section).

Article 16.

La réparation des bornes frontières est effectuée par les deux Etats. Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes réparera les bornes portant les numéros impairs et le Royaume de Bulgarie celles portant les numéros pairs. De plus, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes réparera également les bornes N° 226 a), 244 a), 246 a), 256 a), 283 a), 285 b) et 304 a) et le Royaume de Bulgarie réparera les bornes N° 1 a), 228 a), 244 b), 253 a), 278 a) 285 a et 300 a). Les dégâts occasionnés à une borne frontière seront réparés par les parties responsables du dommage. Ces questions seront réglées par les détachements de frontière d'un commun accord et dans un esprit amical.

Article 17.

La ligne de démarcation et les signaux seront entretenus par les autorités de la frontière du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dont ils sont la propriété.

Article 18.

Afin d'améliorer les conditions de vie à la frontière, les autorités permettront l'utilisation, seulement pendant le jour, des puits, fontaines et sources mentionnés dans la description du tracé de la frontière du Traité de Neuilly.

on the facts as ascertained (an objective description of the incident), duly signed by the members of the Commission, shall be submitted to the Governments.

The above report shall be drawn up in both languages and in two identical copies.

Article 15.

At least two national posts and two posts on the other side of the frontier, on each company (sub-section) front, shall be connected by telephone with the respective commandants.

Article 16.

Boundary marks shall be repaired by both parties. The Serb-Croat-Slovene Kingdom shall repair the boundary marks with odd numbers and the Kingdom of Bulgaria those with even numbers. Furthermore, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall also repair the boundary marks numbered 226 (a), 244 (a), 245 (a), 256 (a), 283 (a), 285 (b) and 304 (a) and the Kingdom of Bulgaria the boundary marks numbered 1 (a), 228 (a), 244 (b), 253 (a), 278 (a), 285 (a) and 300 (a).

Damage to boundary marks shall be repaired by the party responsible for the damage. In this respect the frontier guards shall settle such questions by common agreement and in a friendly spirit.

Article 17.

The frontier authorities of the Serb-Croat-Slovene Kingdom shall repair the frontier line and marks which are their property.

Article 18.

With a view to alleviating living conditions on the frontier, the authorities shall permit the use of the wells, fountains and springs mentioned in the frontier description given in the Treaty of Neuilly, but only in the daytime.

Article 19.

Le présent règlement est valable également pour les deux Etats. Une copie en sera adressée à toutes les autorités de la frontière, ainsi qu'à tous les postes frontières.

Fait à Pirot, le 26 septembre 1929.

La délégation bulgare :

Le président :
Colonel T. POPOFF.

Les membres :
Dr D. KARADJOFF.
N. MANOLOFF.

Le secrétaire :
KOUZOUPOFF.

La délégation serbe-croate-slovène :

Le président :
R. VINTROVIČ.

Les membres :
le Général Bogoljub S. ILIČ.
Mil. K. JOVANOVIČ.

Le secrétaire :
N. J. CHOUJITZA.

Article 19.

This Regulation shall be equally binding on both countries and a copy shall be sent to all frontier authorities and to all frontier posts.

Done at Pirot, September 26, 1929.

Bulgarian Delegation :

Chairman :
Colonel T. POPOFF.

Members :
Dr. D. KARADJOFF.
N. MANOLOFF.

Secretary :
KOUZOUPOFF.

Serb-Croat-Slovene Delegation :

Chairman :
R. VINTROVIČ.

Members :
General Bogoljub S. ILIČ.
Mil. K. JOVANOVIČ.

Secretary :
N. J. CHOUJITZA.

N° 2325.

AUTRICHE ET LUXEMBOURG

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports entre les deux pays. Vienne, le 25 février et Luxembourg, le 7 mars 1930.

AUSTRIA AND LUXEMBURG

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas between the two Countries. Vienna, February 25, and Luxemburg, March 7, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 2325. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER ÖSTERREICHISCHEN BUNDESREGIERUNG UND DER GROSSHERZOGLICH LUXEMBURGISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN WEGEN WECHSELSEITIGER AUFHEBUNG DES SICHTVERMERKZWANGES FÜR DIE BEIDERSEITIGEN STAATSANGEHÖRIGEN. WIEN AM 25. FEBRUAR 1930 UND LUXEMBURG, AM 7. MÄRZ 1930.

Texte officiel allemand communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 mai 1930.

German official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place May 12, 1930.

I.

BUNDESKANZLERAMT,
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.
Z. 119.830-15.

WIEN, *am* 25. *Februar* 1930.

HERR STAATSMINISTER !

Mit Bezug auf die Verhandlungen, die in der letzten Zeit zwischen dem Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, der Republik Österreich und dem Grossherzoglich luxemburgischen Staatsministerium wegen wechselseitiger Aufhebung des Sichtvermerkzwanges für die beiderseitigen Staatsangehörigen geführt wurden, gereicht es mir zu besonderem Vergnügen, Euer Exzellenz ergebenst mitzuteilen, dass die Bundesregierung der Republik Österreich dem von Euer Exzellenz in Ihrem Schreiben vom 11. Jänner l. J. an den Herrn Konsul Dr. Neyens gemachten Vorschlag zugestimmt und mich ermächtigt hat, zu erklären, dass Österreich mit der nachstehenden Regelung der Angelegenheit einverstanden ist :

Artikel 1.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässe für Ausländer). Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt werden, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter 15 Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über 10 Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus österreichischen Staatsangehörigen oder aus luxemburgischen Staatsangehörigen oder aus Angehörigen beider Staaten bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde ausgestellte Sammelliste als Passersatz. Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Artikel 2.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperren, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen die Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der Erfahrungen für zweckmässig erachten sollten, im Wege des einfachen diplomatischen Notenwechsels vorzunehmen.

Artikel 4.

Das Abkommen tritt am 1. April 1930 in Kraft und kann von jedem der vertragschliessenden Teile mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Indem ich Sie, Herr Staatsminister, bitte, mir zum formellen Abschluss dieser Vereinbarung eine der vorliegenden analoge Note zugehen zu lassen, benütze ich den Anlass, um Euer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zum Ausdruck zu bringen.

Der Bundeskanzler :
Dr. Johann SCHOBER.

An Seine Exzellenz
den Grossherzoglich luxemburgischen Staatsminister,
Josef Bech,
Präsident der Grossherzoglich
luxemburgischen Regierung,
Luxemburg.

II.

GROSSHERZOGLICH LUXEMBURGISCHES
STAATSMINISTERIUM.

LUXEMBURG, *am 7. März* 1930.

HERR BUNDESKANZLER !

Mit Bezug auf die Verhandlungen, die in der letzten Zeit zwischen dem Grossherzoglich luxemburgischen Staatsministerium und dem Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, der Republik Österreich wegen wechselseitiger Aufhebung des Sichtvermerkzwanges für die beiderseitigen Staatsangehörigen geführt wurden, gereicht es mir zu besonderem Vergnügen, Euer Exzellenz ergebenst mitzuteilen, dass, nachdem die Bundesregierung der Republik Österreich dem am 11. Jänner l. J. Herrn Konsul Dr. Neyens luxemburgischerseits gemachten Vorschlag

zugestimmt hat, die Grossherzoglich luxemburgische Regierung mit der nachstehenden Regelung der Angelegenheit einverstanden ist :

Artikel 1.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässe für Ausländer). Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt werden, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter 15 Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über 10 Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus luxemburgischen Staatsangehörigen oder aus österreichischen Staatsangehörigen oder aus Angehörigen beider Staaten bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde ausgestellte Sammelliste als Passersatz. Sammellisten werden für Arbeitertransporte nicht ausgestellt.

Artikel 2.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperren, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen die Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Teile behalten sich vor, Änderungen dieses Abkommens, die sie auf Grund der Erfahrungen für zweckmässig erachten sollten, im Wege des einfachen diplomatischen Notenwechsels vorzunehmen.

Artikel 4.

Das Abkommen tritt am 1. April 1930 in Kraft und kann von jedem der vertragschliessenden Teile mit einer Frist von drei Monaten gekündigt werden.

Gerne benutze ich diesen Anlass, Herr Bundeskanzler, um Euer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zum Ausdruck zu bringen.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung :
BECH.

An Seine Exzellenz
den Bundeskanzler der Republik Österreich,
Herrn J. Schober,
Wien.

---

[1] TRADUCTION.

Nº 2325. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. VIENNE, LE 25 FÉVRIER 1930, ET LUXEMBOURG, LE 7 MARS 1930.

I.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Z. 119.830-15..

VIENNE, *le 25 février* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu récemment entre la Chancellerie fédérale, département des Affaires étrangères, de la République d'Autriche et le Ministère d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg au sujet de l'abolition réciproque du visa obligatoire pour les ressortissants des deux pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche a accepté la proposition adressée par Votre Excellence à M. le consul Dr Neyens dans votre communication du 11 janvier de l'année écoulée et m'a autorisé à déclarer que l'Autriche convient de régler cette question comme suit :

Article premier.

Les ressortissants de l'un des deux Etats peuvent, en tout temps, entrer sur le territoire

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2325. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FEDERAL GOVERNMENT OF AUSTRIA AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. VIENNA, FEBRUARY 25, 1930, AND LUXEMBURG, MARCH 7, 1930.

I.

FEDERAL CHANCELLERY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

Z. 119,830-15.

VIENNA, *February* 25, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations recently conducted between the Federal Chancellery for Foreign Affairs of the Austrian Republic and the Ministry of State of the Grand Duchy of Luxemburg, concerning the mutual abolition of compulsory visas for the nationals of both States, I have particular satisfaction in informing you that the Federal Government of the Austrian Republic concurs in the proposals made by you in your communication of January 11 of last year to the Consul, Dr. Neyens, and has authorised me to declare that Austria agrees to the following settlement of this question :

Article 1.

The nationals of either State may at any time enter the territory of the other State and

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'autre Etat et quitter ce territoire par les points de passage de la frontière officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valide, établissant incontestablement la nationalité du porteur, sans visa de l'autre Etat. Ne bénéficieront de cette faveur que les porteurs de passeports nationaux, à l'exclusion des porteurs de passeports pour étrangers *(Fremdenpässe)*. Un Etat ne délivrera de passeports nationaux qu'aux personnes possédant incontestablement sa nationalité.

Pour les enfants au-dessous de quinze ans, il suffira, au lieu de passeport, d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence de l'enfant. Pour les enfants de plus de dix ans, cette pièce d'identité doit être munie d'une photographie estampillée par l'autorité qui l'a délivrée.

Pour les passages collectifs de groupes de personnes composés de ressortissants autrichiens ou luxembourgeois ou de ressortissants des deux Etats, une liste collective établie par l'autorité compétente tiendra lieu de passeport. Il ne pourra être établi de listes collectives pour des transports de travailleurs.

Article 2.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture des frontières, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre le trop grand nombre de travailleurs étrangers.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'apporter au présent accord, par un simple échange de notes diplomatiques, le modifications qu'elles considéreraient comme justifiées par les circonstances.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le 1er avril 1930 et pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes avec un préavis de trois mois.

leave it at the officially recognised frontier points without the visa of the other State, simply on production of a valid national passport which clearly establishes the holder's nationality. This privilege applies only to holders of national passports and not to holders of so-called passports for foreigners *(Fremdenpässe)*. National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen years of age. a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicle or permanent residence of the child. In the case of children over ten years of age, this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Austrian nationals or Luxemburg nationals, or of nationals of both States, a collective list made out by the competent authority may take the place of the passport. Collective lists shall not be made out for parties of workmen.

Article 2.

The present agreement shall not affect the provisions at any time in force in the territory of the two States with regard to the closing of the frontier, the turning back at the frontier of undesirable persons, police registration, the residence and expulsion of foreigners, or the protection of the home labour market from invasion by foreign workers.

Article 3.

The Contracting Parties reserve the right to modify the present agreement by a simple exchange of diplomatic notes, should they regard it as necessary to do so in the light of experience

Article 4.

The agreement shall come into force on April 1, 1930, and shall cease to have effect three months after being denounced by either of the Contracting Parties.

En vous priant, Monsieur le Ministre d'Etat, de bien vouloir me faire tenir une note analogue à la présente aux fins de la conclusion formelle du présent accord, je saisis cette occasion d'exprimer à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

Le Chancelier fédéral :
Dr Johann SCHOBER.

A Son Excellence,
Monsieur Josef Bech,
Ministre d'Etat et
Président du Gouvernement
du Grand-Duché de Luxembourg,
Luxembourg.

II.

MINISTRE D'ETAT
DU GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, *le 7 mars* 1930.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu récemment entre le Ministère d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg et la Chancellerie fédérale, département des Affaires étrangères, de la République d'Autriche au sujet de l'abolition réciproque du visa obligatoire pour les ressortissants des deux pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche ayant accepté la proposition adressée par le Luxembourg le 11 janvier de l'année écoulée à M. le consul Dr Neyens, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg convient de régler cette question comme suit :

Article premier.

Les ressortissants de l'un des deux Etats peuvent, en tout temps, entrer sur le territoire de l'autre Etat et quitter ce territoire sur les points de passage de la frontière officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valide, établissant incontestablement la nationalité du porteur, sans visa de l'autre Etat. Ne bénéficieront de cette faveur que les porteurs de passeports nationaux à l'exclusion des porteurs de passeports pour étrangers *(Fremdenpässe)*. Un Etat ne délivrera de passeports nationaux qu'aux personnes possédant incontestablement sa nationalité.

I beg that you will forward to me a Note in the same terms as above, thus formally establishing the present agreement.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. Johann SCHOBER,
Federal Chancellor.

His Excellency,
Monsieur Josef Bech,
Minister of State,
Prime Minister of the Government of
the Grand Duchy of Luxemburg,
Luxemburg.

II.

MINISTRY
OF STATE OF THE GRAND DUCHY
OF LUXEMBURG.

LUXEMBURG, *March 7*, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the negotiations recently conducted between the Ministry of State of the Grand Duchy of Luxemburg and the Federal Chancellery for Foreign Affairs of the Austrian Republic, concerning the mutual abolition of compulsory visas for the nationals of both States, I have particular satisfaction in informing you that, as the Federal Government of the Austrian Republic has concurred in the proposals made by Luxemburg to the Consul, Dr. Neyens, on January 11 of last year, the Government of the Grand Duchy of Luxemburg agrees to the following settlement of this question :

Article 1.

The nationals of either State may at any time enter the territory of the other State and leave it at the officially recognised frontier points without the visa of the other State, simply on production of a valid national passport which clearly establishes the holder's nationality. This privilege applies only to holders of national passports and not to holders of so-called passports for foreigners *(Fremdenpässe)*. National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

Pour les enfants au-dessous de quinze ans, il suffira, au lieu de passeport, d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence de l'enfant. Pour les enfants de plus de dix ans, cette pièce d'identité doit être munie d'une photographie estampillée par l'autorité qui l'a délivrée.

Pour les passages collectifs de groupes de personnes composés de ressortissants luxembourgeois ou autrichiens ou de ressortissants des deux Etats, une liste collective délivrée par l'autorité compétente tiendra lieu de passeport. Il ne pourra être délivré de listes collectives pour des transports de travailleurs.

Article 2.

Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture des frontières, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché du travail national contre le trop grand nombre de travailleurs étrangers.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'apporter au présent accord, par un simple échange de notes diplomatiques, les modifications qu'elles considéreraient comme justifiées par les circonstances.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le 1er avril 1930 et pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes avec un préavis de trois mois.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chancelier fédéral, d'exprimer à votre Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement :
BECH.

A Son Excellence,
Monsieur J. Schober,
Chancelier fédéral
de la République d'Autriche,
Vienne.

In the case of children under fifteen years of age, a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. In the case of children over ten years of age, this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together and consisting of Austrian nationals or Luxemburg nationals, or of nationals of both States, a collective list made out by the competent authority may take the place of the passport. Collective lists shall not be made out for parties of workmen.

Article 2.

The present agreement shall not affect the provisions at any time in force in the territory of the two States with regard to the closing of the frontier, the turning back at the frontier of undesirable persons, police registration, the residence and expulsion of foreigners, or the protection of the home labour market from invasion by foreign workers.

Article 3.

The Contracting Parties reserve the right to modify the present agreement by a simple exchange of diplomatic notes should they regard it as necessary to do so in the light of experience.

Article 4.

The agreement shall come into force on April 1, 1930, and shall cease to have effect three months after being denounced by either of the Contracting Parties.

I have the honour to be, etc.

(Signed) BECH,
Minister of State,
President of the Government.

His Excellency,
Monsieur J. Schober,
Federal Chancellor
of the Austrian Republic,
Vienna.

N° 2326.

ALLEMAGNE ET CANADA

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Ottawa, le 17 avril 1930.

GERMANY AND CANADA

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Exemption of Shipping Profits from Income Tax. Ottawa, April 17, 1930.

No. 2326. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND CANADIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE EXEMPTION OF SHIPPING PROFITS FROM INCOME TAX. OTTAWA, APRIL 17, 1930.

Nr. 2326. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER KANADISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN WEGEN BEFREIUNG VON EINKOMMENSTEUER FÜR EINKÜNFTE AUS DEM SCHIFFAHRTSBETRIEBE. OTTAWA AM 17. APRIL 1930.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le „ Advisory Officer " du Canada auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 *mai* 1930.

English and German official texts communicated by the Canadian Advisory Officer accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place May 14, 1930.

I.

OTTAWA, *17th April*, 1930.

SIR,

It being the desire of our respective Governments to avoid duplication of taxation of income from the operation of ships, I have the honour to inform you that the Canadian Government agrees to the following stipulations :

(1) In respect of Canada the Canadian Government undertakes that in accordance with the provisions of the Income War Tax Act (1917, revised Statutes of Canada 1927, Chapter 97, as amended), the income from the operation of ships owned or operated by persons resident, or corporations having their headquarters or seat of operations, in Germany, shall not be liable to taxation.

(2) In respect of Germany the German Government undertakes that in accordance with paragraph 7 of the Reich Taxation Act the income from the operation of ships owned or operated by persons resident, or corporations having their headquarters or seat of operations, in Canada, shall (in like manner) be exempt from taxation.

(3) It is understood that the expression " operation of ships " means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression " owner " includes any charterer.

(4) It is agreed that the exemption from income tax on the income derived from the operation of the aforementioned ships shall be deemed to be effective in respect of the income of fiscal periods ending in the year 1928 and each year thereafter until rescinded by either party giving to the other notice one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by the repeal of the income tax, or other applicable taxation laws, of either country.

(5) It is further agreed that taxes which have been paid by persons resident, or corporations having their headquarters or seat of operations, in the country of the other, and which have been paid more than a year from the date hereof, shall not be refunded.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant,

For Secretary of State for External Affairs.
O. D. SKELTON.

The German Consul-General,
p. t. Ottawa.

Certified to be a true
copy of the original.

O. D. Skelton,
Under-Secretary of State for External Affairs.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

II.

DEUTSCHES GENERALKONSULAT
FÜR KANADA.

OTTAWA, *den* 17. *April* 1930.

HERR STAATSSEKRETÄR,

Da unsere beiderseitigen Regierungen den Wunsch hegen, die Doppelbesteuerung für Einkünfte aus dem Schiffahrtsbetriebe zu vermeiden, habe ich die Ehre, Sie zu benachrichtigen, dass die Deutsche Regierung den folgenden Vereinbarungen zustimmt :

1. Hinsichtlich des Deutschen Reiches verpflichtet sich die Deutsche Regierung gemässe Paragraph 7 der *Reichsabgabenordnung*, das Einkommen aus dem Betriebe von Schiffen, die in Kanada ansässigen Personen oder Gesellschaften mit dem Ort der Leitung in Kanada gehören oder von ihnen betrieben werden, von der Einkommen- und Körperschaftssteuer zu befreien.

2. Hinsichtlich des Dominion Kanada verpflichtet sich die Kanadische Regierung gemäss den Bestimmungen des Income War Tax Act, das Einkommen aus dem Betriebe von Schiffen, die in Deutschland ansässigen Personen oder Gesellschaften mit dem Ort der Leitung in Deutschland gehören oder von Ihnen betrieben werden, nicht der Besteuerung zu unterwerfen.

3. Es besteht Uebereinstimmung darüber, dass unter « Betrieb von Schiffen » das Geschäft zu verstehen ist, das von einem Schiffseigentümer als solchem betrieben wird und dass der Ausdruck « Eigentümer » auch den Charterer umfasst.

4. Befreiung von der Steuer hinsichtlich des aus dem Schiffahrtsbetrieb herrührenden Einkommens soll erstmalig für Steuerabschnitte gelten, die im Jahre 1928 und den folgenden Jahren enden. Sie soll solange in Geltung bleiben, bis sie von einem Teil aufgehoben wird, sei es, dass sie ein Jahr vor Beginn des betreffenden Steuerabschnittes dem

anderen Teil gekündigt wird, oder sei es, dass sie sonst durch Aenderung der in Betracht kommenden Steuergesetze eines der beiden Länder aufgehoben wird.

5. Steuern, die vom heutigen Tage gerechnet vor mehr als einem Jahre bezahlt worden sind, werden nicht erstattet.

Genehmigen Sie, Herr Staatssekretär, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Sgd.) Ludwig KEMPFF,
Deutscher Generalkonsul für Kanada.

An den Sehr Ehrenwerten
Herrn Staatssekretär für
Aeussere Angelegenheiten,
Ottawa.

Certified to be a true
copy of the original.

O. D. Skelton.
Under-Secretary of State for
External Affairs.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2326. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET CANADIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. OTTAWA, LE 17 AVRIL 1930.

I.

OTTAWA, *le 17 avril* 1930.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

Etant donné le désir de nos gouvernements respectifs d'éviter la duplication en matière d'impôts sur le revenu réalisé dans les affaires d'armement maritime, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement du Canada est convenu des dispositions suivantes :

1° En ce qui concerne le Canada, le Gouvernement canadien s'engage, conformément aux dispositions de la loi de l'Impôt de guerre sur le Revenu de 1917, statuts revisés du Canada 1927, chapitre 97, tel que modifé, à exempter de l'impôt le revenu provenant de l'exploitation de navires possédés ou exploités par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies en Allemagne.

2° En ce qui concerne l'Allemagne, le Gouvernement allemand s'engage conformément au paragraphe 7 de la loi de l'Impôt du Reich, à exempter pareillement de l'impôt le revenu

[1] Traduction du Gouvernement canadien.

[1] Translation of the Canadian Government.

provenant de l'exploitation de navires possédés ou exploités par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies au Canada.

3° Il est entendu que l'expression « exploitation de navires » signifie les entreprises exercées par un armateur de navires. Dans cette définition, l'expression « armateur de navires » comprend les affréteurs de toutes sortes.

4° Il est convenu que l'exemption de l'impôt sur le revenu des bénéfices provenant de l'exploitation des navires précités, sera censée être d'application en ce qui concerne les bénéfices des périodes fiscales se terminant en 1928, et chaque année dans la suite, jusqu'à ce qu'elle soit révoquée par l'une ou l'autre des parties après avis d'un an donné antérieurement aux périodes fiscales visées, ou jusqu'à ce qu'elle soit, d'autre façon, rescindée par l'abrogation des lois sur le revenu, ou autres lois de l'impôt en vigueur, de l'un ou de l'autre pays.

5° Il est convenu, en outre, que ne seront pas remboursés les impôts qui ont été acquittés depuis plus d'un an, à compter de la date de la présente note, par des particuliers demeurant ou par des sociétés établies sur le territoire de l'autre.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul Général, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures :
(Signé) O. D. SKELTON.

Monsieur le Consul général
d'Allemagne, p. t.
Ottawa.

Certifié une traduction fidèle
du texte original anglais.

J. A. Leblanc,
Traducteur au Ministère des
Affaires extérieures du Canada.

[1] TRADUCTION.

II.

CONSULAT GÉNÉRAL D'ALLEMAGNE
AU CANADA.

OTTAWA, *le* 17 *avril* 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Etant donné le désir de nos gouvernements respectifs d'éviter la double imposition des revenus réalisés dans les affaires d'armements maritimes, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement allemand acquiesce aux dispositions suivantes :

1° En ce qui concerne le Reich allemand le Gouvernement allemand s'engage, confor-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

II.

GERMAN CONSULATE GENERAL
FOR CANADA.

OTTAWA, 17 *April*, 1930.

SIR,

It being the desire of our respective Governments to avoid double taxation of income from the operation of ships, I have the honour to inform you that the German Government agrees to the following stipulations :

(1) In respect of the German Reich, the German Government undertakes that,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

rmément au paragraphe 7 du Code fiscal allemand *(Reichsabgabenordnung)* à exonérer de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés le revenu provenant de l'exploitation de navires armés ou exploités par des particuliers résidant au Canada ou par des sociétés dont la direction se trouve au Canada.

2° En ce qui concerne le Dominion du Canada, le Gouvernement canadien s'engage, conformément aux dispositions de la loi relative à l'impôt de guerre sur le revenu *(Income War Tax Act)*, à ne pas imposer le revenu provenant de l'exploitation de navires armés ou exploités par des personnes résidant en Allemagne ou par des sociétés dont la direction se trouve en Allemagne.

3° Il est entendu que l'expression « exploitation de navires » signifie les opérations commerciales effectuées par l'armateur dans l'exercice de cette qualité et que, dans cette définition, le terme « armateur » comprend également les affréteurs de navires.

4° L'exonération fiscale des revenus provenant de l'exploitation d'un navire sera applicable, pour la première fois, aux bénéfices réalisés au cours des exercices fiscaux se terminant en 1928 et de ceux des années suivantes. Cette exonération demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'elle soit abrogée par l'une des deux Parties, en vertu d'une dénonciation notifiée un an avant le commencement de l'exercice fiscal en question ou par suite de la modification des lois fiscales applicables en l'espèce dans l'un des deux pays.

5° Les impôts qui ont été acquittés depuis plus d'un an à compter de la date de la présente note ne seront pas remboursés.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, etc.

(Signé) Ludwig KEMPFF,
Consul général d'Allemagne pour le Canada.

Son Excellence
le Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
Ottawa.

in accordance with paragraph 7 of the Reich Fiscal Code *(Reichsabgabenordnung)*, the income from the operation of ships owned or operated by persons resident, or corporations having their headquarters or seat of operations, in Canada, shall be exempt from taxation.

(2) In respect of the Dominion of Canada, the Canadian Government undertakes that, in accordance with the provisions of the Income War Tax Act, the income from the operation of ships owned or operated by persons resident, or corporations having their headquarters or seat of operations, in Germany, shall not be liable to taxation.

(3) It is understood that the expression " operation of ships " means the business carried on by an owner of ships and that for the purpose of this definition the expression " owner " includes any charterer.

(4) Exemption from taxation on the income derived from the operation of ships shall begin to be effective in respect of fiscal periods ending in the year 1928 and each year thereafter. It shall remain in force until rescinded by either party giving to the other notice one year in advance of the fiscal periods affected, or until otherwise rescinded by alteration of the fiscal laws of either country.

(5) Taxes which have been paid more than a year from the date hereof shall not be refunded.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Ludwig KEMPFF,
German Consul-General for Canada.

The Right Honourable
the Secretary of State
for External Affairs,
Ottawa.

N° 2327.

ESPAGNE ET HONGRIE

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Madrid, le 10 juin 1929.

SPAIN AND HUNGARY

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Madrid, June 10, 1929.

N° 2327. — TRAITÉ[1] DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE L'ESPAGNE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A MADRID, LE 10 JUIN 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 *mai* 1930.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Hongrie et l'Espagne et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité général d'arbitrage et de conciliation et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le comte Etienne DE BETHLEN, président du Conseil des Ministres royal hongrois, Grand'Croix du Mérite hongrois, Grand'Croix de l'Ordre de Pie IV, Grand'-Croix de l'Ordre de St-Maurice et de St-Lazare, Grand'Croix de l'Ordre de « Polonia Restituta », etc., etc.;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marquis de Estella, président de son Conseil des Ministres, Grand d'Espagne, Lieutenant général des Armées, décoré de la Grand'Croix, laurée, de l'Ordre royal et militaire de Saint-Ferdinand, Chevalier Grand'Croix des Ordres de Saint Herménegilde, du Mérite militaire et du Mérite naval, Son Gentilhomme de la Chambre en exercice et service, etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement, à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Hongrie et l'Espagne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 14 mars 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2327. — TREATY [2] OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN SPAIN AND HUNGARY. SIGNED AT MADRID, JUNE 10, 1929.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place May 15, 1930.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the ties of friendship existing between Hungary and Spain and of settling, in conformity with the highest principles of international public law, any disputes that may arise between the two countries, have resolved to conclude for this purpose a general Treaty of Arbitration and Conciliation, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Count Stephen BETHLEN, President of the Royal Hungarian Council of Ministers, Hungarian Grand Cross of Merit, Grand Cross of the Order of Pius IV, Grand Cross of the Order of St. Maurice and St. Lazarus, Grand Cross of the Order of " Polonia Restituta " etc., etc. ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marquis de Estella, President of His Council of Ministers, Grandee of Spain, Lieutenant-General of the Armies, Grand Cross, with Laurels, of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight Grand Cross of the Orders of St. Hermengild, of Military Merit and of Naval Merit, His Acting Gentleman of the Chamber, etc.,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle by pacific means and in accordance with the methods laid down in the present Treaty any disputes or conflicts, of any nature whatsoever, which may arise between Hungary and Spain, and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, March 14, 1930.

PREMIÈRE PARTIE

Article 2.

Tous litiges entre les Hautes Parties contractantes de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal arbitral.

Il est entendu que parmi ces litiges sont compris ceux qui se trouvent énumérés à l'article 36 du Statut [1] de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 3.

Avant la procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le tribunal arbitral, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente dite commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent Traité avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable par l'autorité judiciaire compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Hautes Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des Hautes Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les Hautes Parties contractantes se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désigné en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront, et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C, page 153, de ce recueil.

PART I.

Article 2.

All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights and which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal.

It is understood that such disputes shall include those enumerated in Article 36 of the Statute [1] of the Permanent Court of International Justice.

Article 3.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice or before the arbitral tribunal, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national Courts, such Party may oppose the submission of the dispute to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. Each High Contracting Party shall nominate one commissioner of its own choosing, the other three, one of whom shall be President of the Commission, being appointed jointly by the Parties. These three commissioners may not be nationals of the High Contracting Parties, nor may they have their domicile in the territory or be employed in the service of the Contracting Parties. All three must be of different nationalities.

The commissioners shall be appointed for three years. If, on the expiration of the term of office of a member of the Commission, he has not been replaced, his term of office shall be deemed to be renewed for a period of three years ; the High Contracting Parties reserve the right, however, upon the expiration of the term of three years, to transfer the functions of President to another of the members of the Commission appointed by agreement.

Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

A vacancy occurring as the result of the death or retirement of a member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months, and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within six months after the ratifications of the present Treaty have been exchanged.

---

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; and Vol. C, page 153, of this Series.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois, à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8.

Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Au cas où l'un des membres de la commission de conciliation désignés en commun par les Hautes Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant qui siègera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai d'un mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pu être conciliées, la commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y opposent, ordonner la publication immédiate d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la Commission.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la commission de conciliation règlera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la commission,

If the nomination of the members to be appointed jointly has not been made within this period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months after the vacancy occurs, such nomination shall be entrusted to a third Power designated by the Parties by common agreement. If an agreement is not arrived at on this subject, each Party shall designate a different Power, and the nominations shall be made jointly by the Powers thus designated. If, within two months, these two Powers have not found it possible to agree, they shall each submit as many candidates as there are members to be appointed. The choices of the candidates thus submitted shall be determined by lot.

Article 7.

Disputes shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement.

The request shall give a summary account of the subject of the dispute and shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which the Commission has been informed of the dispute, either Party may, for the examination of such dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immediately inform the other Party, The latter shall be entitled to make use of the same right within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace for the time being the permanent member appointed by it if he is temporarily prevented by illness or any other cause from taking part in the work of the Commission.

Should any member of the Conciliation Commission jointly appointed by the High Contracting Parties be temporarily unable to take part in the Commission's work through illness or for any other reason, the Parties shall jointly appoint a substitute, who will sit temporarily in his place. If such substitute is not appointed within one month from the date on which the temporary vacancy occurs, the provisions of Article 6 of the present Treaty shall apply.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement, It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission was notified of the dispute.

If it has not been possible to effect a settlement between the Parties, the Commission may, unless the two Commissioners freely appointed by the Parties oppose this procedure, order a report to be published immediately, setting forth the opinion of each of the members of the Commission.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Conciliation Commisson shall lay down its, own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries,

si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention[1] de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la commission de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par le commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la commission de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa 1er étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

A défaut d'un arrangement portant le litige devant la Commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable arrangement, à défaut de conciliation devant la commission perma-

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

the Commission shall, unless it unanimously decides otherwise, act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention [1] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement between the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority. In the event of an equality of votes, the President shall have a casting vote.

Article 15.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Conciliation Commission each Commissioner shall receive remuneration, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission, the remuneration provided for in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 17.

Failing agreement to bring the dispute before the Permanent Conciliation Commission and should such an agreement be arrived at, in the event of no amicable settlement being reached before

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

nente de conciliation, la contestation sera soumise par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut, soit à un tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les six mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie de la demande de règlement judiciaire, chaque Partie pourra, après préavis d'un mois, porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

La Cour permanente de Justice internationale chargée de statuer sur le différend ou le tribunal arbitral désigné aux mêmes fins auront respectivement compétence pour interpréter les termes du compromis.

PARTIE II

Article 18.

Toutes questions sur lesquelles les gouvernements des deux Hautes Parties contractantes seraient divisés sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité et pour lesquelles une procédure de réglement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la commission permanente de conciliation.

La procédure prévue par les articles 7 à 16 du présent traité sera applicable.

A défaut d'accord entre les parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura toutefois la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la partie adverse.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 19.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 20.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Hautes Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'acceptation des propositions de la commission de conciliation ou à l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale ou de la sentence du tribunal arbitral. A cet effet, la commission de conciliation, la Cour de Justice et le tribunal arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisoires doivent être prises.

Article 21.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Hautes Parties contrac-

the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted, by a special agreement, either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure laid down in its Statute, or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down in the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

If the special agreement has not been drawn up within six months from the day on which one of the Parties was notified of the request for judicial settlement, either Party may, on the expiry of one month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

The Permanent Court of International Justice called upon to give a decision regarding the dispute, or the arbitral tribunal appointed for the same purpose, shall respectively be competent to interpret the terms of the special agreement.

PART II.

Article 18.

All questions on which the Governments of the two High Contracting Parties differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy and the settlement of which cannot be sought by a decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which a procedure has not already been laid down in a treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission.

The procedure laid down in Articles 7 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

If the Parties cannot agree on the request to be made to the Commission, either Party shall nevertheless be entitled, on the expiry of one month's notice, to submit the question direct to the Permanent Conciliation Commission.

If the request emanates from one of the Parties only, that Party shall notify the request forthwith to the other Party.

GENERAL PROVISIONS.

Article 19.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of such conventions.

Article 20.

During the course of the conciliation procedure, or the procedure of judicial settlement, or the arbitration procedure, the High Contracting Parties shall refrain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission, or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice, or the award of the arbitral tribunal. For this purpose, the Conciliation Commission, the Court of Justice and the arbitral tribunal shall, if necessary, lay down the provisional measures to be adopted.

Article 21.

Should the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal find that a decision of a Court of law or of any other authority of either High Contracting Party is wholly or in part

tantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la partie lésée.

Article 22.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

Article 23.

Le présent traité sera ratifié par Son Altesse Sérénissime le Gouverneur du Royaume de Hongrie, avec l'approbation du Parlement hongrois, et par Sa Majesté le Roi d'Espagne après l'accomplissement des formalités établies par les dispositions espagnoles en vigueur. Les instruments de ratification en seront échangés à Budapest dans le plus bref délai possible.

Article 24.

Le présent traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de dix années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 10 juin 1929.

(L. S.) Comte BETHLEN, *m. p.*
(L. S.) Gl. PRIMO DE RIVERA, *m. p.*

contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the judicial decision or arbitral award should indicate the nature and extent of the compensation to be granted to the injured Party.

Article 22.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by means of a simple request.

Article 23.

The present Treaty shall be ratified by His Serene Highness the Regent of the Kingdom of Hungary, with the approval of the Hungarian Parliament, and by His Majesty the King of Spain, after the formalities required by existing Spanish procedure have been completed. The instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

Article 24.

The present Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for ten years as from that date. Unless denounced six months before the expiration of that period, it shall be deemed to be renewed for a period of ten years, and similarly thereafter.

If, at the time of the expiration of the present Treaty, proceedings of conciliation, judicial settlement or arbitration are pending, they shall pursue their course until their completion.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Madrid in duplicate, June 10, 1929.

(L. S.) *(Signed)* Count BETHLEN.
(L. S.) *(Signed)* General PRIMO DE RIVERA.

N° 2328.

HONGRIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention concernant le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes et hongroises, avec protocole de signature. Signés à Budapest, le 26 mai 1928.

HUNGARY AND CZECHOSLAVAKIA

Convention regarding the Settlement of Debts and Claims expressed in former Austrian and Hungarian Crowns, with Protocol of Signature. Signed at Budapest, May 26, 1928.

N° 2328. — CONVENTION [1] ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES DETTES ET CRÉANCES LIBELLÉES EN ANCIENNES COURONNES AUTRICHIENNES ET HONGROISES. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 26 MAI 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et le ministre résident, chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 *mai* 1930.

Les travaux destinés à préparer le règlement des dettes et créances (article 231, lit. *d)*, dernier alinéa et article 254 du Traité de Trianon) étant exécutés conformément à l'accord contenu au Protocole du 13 juillet 1923,

LE PRÉSIDENT DES LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ont résolu de conclure une convention pour établir les conditions dans lesquelles se fera le règlement desdites dettes et créances et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Bohumil VLASÁK, ministre plénipotentiaire et chef de Section au Ministère des Finances ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

Le comte Alexandre KHUEN-HÉDERVÁRY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

SECTION I.

Article premier.

1. Les dettes et créances relevant du droit privé, libellées en anciennes couronnes autrichiennes et hongroises — en tant qu'elles subsistaient encore à la date du 1er novembre 1924 et qu'elles proviennent d'un titre du droit privé avant le 26 février 1919, ou bien qu'elles sont basées sur un contrat ou tout autre acte antérieurs au 26 février 1919 — seront réglées, sous réserve des

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 8 mai 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2328. — CONVENTION [2] CONCLUDED BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CLAIMS EXPRESSED IN FORMER AUSTRIAN AND HUNGARIAN CROWNS. SIGNED AT BUDAPEST, MAY 26, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 19, 1930.

The preliminary work connected with the settlement of debts and claims (Article 231 *(d)*, last paragraph, and Article 254 of the Treaty of Trianon) having been accomplished in accordance with the Agreement contained in the Protocol of July 13, 1923,

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, have resolved to conclude a Convention in order to establish the conditions under which the settlement of the said debts and claims shall take place, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Bohumil VLASÁK, Minister Plenipotentiary and Head of Section in the Ministry of Finance;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

Count Alexander KHUEN-HÉDERVÁRY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

Article 1.

1. Debts and claims at private law, expressed in former Austrian and Hungarian crowns — in so far as they still existed on November 1, 1924, and arise out of a title at private law prior to February 26, 1919, or are based on a contract or any other document prior to February 26, 1919 — shall be settled, subject to any provisions to the contrary in the present Convention and

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Prague, May 8, 1930.

dispositions contraires de la présente convention et des exceptions qui y sont expressément stipulées — mais sans qu'il puisse être tenu compte de l'échéance — selon les prescriptions de la Section V, pourvu qu'il s'agisse de dettes et créances entre des personnes physiques ou juridiques, des sociétés constituées selon le droit civil ou autres communautés analogues, dont l'une avait son domicile (siège), à la date du 26 février 1919, sur le territoire de la République tchécoslovaque, l'autre sur le territoire du Royaume de Hongrie.

2. Toutes les autres dettes et créances, visées aux articles 231 — lit. *d)*, dernier alinéa, — et 254 du Traité de Trianon, dettes et créances qui ne tombent pas sous les dispositions de la section V ni ne rentrent dans les exceptions de l'article 7 de la présente convention, seront soumises aux règles du droit privé de celui des deux Etats, dont le droit devra être appliqué, dans l'espèce, selon les principes généraux. A la suite de cette disposition, la question de la monnaie et du taux de change doit être considérée comme réglée conformément à l'article 231, lit. *d)*, dernier alinéa, du Traité de Trianon.

3. Les personnes ayant eu leur domicile (siège), à la date du 26 février 1919, sur le territoire de la République tchécoslovaque seront désignées, dans les articles suivants, par les termes : « créanciers tchécoslovaques » ou « débiteurs tchécoslovaques », tandis que les termes : « créanciers hongrois » et « débiteurs hongrois » serviront à désigner les personnes qui, à la date du 26 février 1919, ont eu leur domicile (siège) sur le territoire du Royaume de Hongrie.

Article 2.

1. Les dettes et créances de personnes ayant eu, à la date du 26 février 1919, deux domiciles — l'un dans la République tchécoslovaque, l'autre dans le Royaume de Hongrie — ne rentreront pas sous le régime de la section V, mais seront considérés, par rapport aux créanciers (débiteurs) tchécoslovaques, comme dettes entre débiteur et créancier tchécoslovaques et, par rapport aux créanciers (débiteurs) hongrois, comme dettes entre débiteur et créancier hongrois.

2. Sont également exceptées de la section V les dettes et créances de personnes, dont l'une ou l'autre (le débiteur ou le créancier) a transféré son domicile, dans la période comprise entre le 26 février 1919 et le 1er novembre 1924, sur le territoire d'un tiers Etats sans se rétablir, avant le 1er novembre 1924, dans le territoire de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

Article 3.

Si le débiteur ou le créancier est décédé avant le 26 février 1919, et si, à la date de ce jour, la procédure successorale était en cours, c'est le domicile du défunt qui sera considéré comme déterminant.

Article 4.

En ce qui concerne les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite et les personnes juridiques, le siège de l'établissement principal, inscrit sur le registre de commerce, sera considéré comme domicile.

Article 5.

1. Pour les dettes et créances des succursales d'instituts de crédit ou d'entreprises d'assurance, le siège de la succursale sera considéré comme domicile, sans tenir compte du siège de l'établissement principal.

2. Les dettes et créances basées sur des actes établis par l'établissement principal d'une entreprise d'assurance ne pourront être considérées comme dettes et créances de la succursale que lorsque

to the exceptions expressly stipulated therein, irrespective of the date of maturity, in accordance with the provisions of Section V, provided the debts and claims exist between natural or juristic persons, companies constituted in accordance with civil law or other similar corporations, one of which had its domicile (seat) on February 26, 1919, in the territory of the Czechoslovak Republic and the other in the territory of the Kingdom of Hungary.

2. All other debts and claims referred to in Article 231 *d)*, last paragraph and Article 254 of the Treaty of Trianon which do not come within the provisions of Section V and are not included in the exceptions mentioned in Article 7 of the present Convention shall be subject to the rules of private law of that one of the two States whose law is applicable, in the particular case, in accordance with general principles. In conformity with this provision, the question of the currency and of the rate of exchange must be considered as regulated by Article 231 *d)*, last paragraph, of the Treaty of Trianon.

3. Persons, who on February 26, 1919, had their domicile (seat) in the territory of the Czechoslovak Republic shall be referred to in the following articles as " Czechoslovak creditors " or " Czechoslovak debtors ", while the terms " Hungarian creditors " and " Hungarian debtors " shall be used to designate persons who on February 26, 1919, had their domicile (seat) in the territory of the Kingdom of Hungary.

Article 2.

1. Debts and claims of persons who on February 26, 1919, had two domiciles — one in the Czechoslovak Republic and the other in the Kingdom of Hungary — shall not come under the provisions of Section V, but shall be considered in respect of Czechoslovak creditors (debtors) as debts between Czechoslovak debtors and creditors, and in respect of Hungarian creditors (debtors) as debts between Hungarian debtors and creditors.

2. Debts and claims of persons of whom either one or the other (debtor or creditor) transferred his domicile, between February 26, 1919, and November 1, 1924, to the territory of a third State, and did not become re-established before November 1, 1924, in the territory of one or other of the Contracting Parties, shall also be excluded from the provisions of Section V.

Article 3.

If the debtor or creditor died before February 26, 1919, and if on that date the succession procedure was still in progress, the deciding domicile shall be that of the deceased person.

Article 4.

As regards firms, partnership companies and juristic persons, the seat of the principal establishment entered in the Commercial Register shall be considered as the domicile.

Article 5.

1. With regard to debts and claims of branches of credit institutes or insurance undertakings, the seat of the branch shall be considered as the domicile without regard to the seat of the principal establishment.

2. Debts and claims based on documents drawn up by the principal establishment of an insurance undertaking may not be considered as debts and claims of the branch unless this appears

cela appert incontestablement de l'acte même ou d'autres accords écrits des parties intéressées. (Cette disposition ne constitue aucun préjudice à l'article 7, lit. *e.*)

3. Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux relations entre l'établissement principal et les succursales de cet établissement.

Article 6.

Toutes les fois qu'il s'agit, dans la présente convention, du territoire d'Etat, on entendra par ces termes le territoire respectif des deux Etats tel qu'il a été fixé par les Traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon, ainsi que les conventions conclues entre les Etats intéressés et les mesures prises en exécution de ces conventions.

SECTION II.

Article 7.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront pas aux dettes et créances suivantes :

a) Aux dettes et créances des Etats contractants et des entreprises d'Etat ;

b) Aux dettes et créances de la Caisse d'épargne postale royale hongroise, réglées dans la Convention conclue à Budapest, en date du 7 novembre 1922 ;

c) Aux dettes et créances des caisses tutélaires divisées, réglées dans la Convention[1] du 8 mars 1924 (Sb. z. a n. N° 229 et Budapesti Közlöny du 1er novembre 1924), les dettes et créances des caisses tutélaires non divisées étant à régler selon les dispositions de la section V ;

d) Aux dettes et créances (remboursement du capital, intérêts, dividendes) résultant de titres, tels que : obligations, actions, parts de sociétés coopératives et autres titres analogues, réglées dans la Convention[2] du 13 juillet 1923 (Sb. z. a n. n° 225/1924 et loi hongroise n° XXII de 1924) ;

e) Aux dettes et créances résultant des assurances sociales ou d'Etat, dont le règlement est réservé à des conventions spéciales déjà conclues ou à conclure, de même qu'aux dettes et créances résultant de l'assurance privée, ces dernières étant réglées dans la Convention[3] du 13 juillet 1923 (Sb. z. a n. n° 228/1924 et loi hongroise n° XXII de 1924). Si le cas auquel se rapportait l'assurance privée s'est réalisé avant le 26 février 1919, les dettes et créances qui en proviennent seront réglées selon les dispositions de la présente convention. Ne seront pas considérées comme assurances privées les dettes provenant de « contrats de placement » par lesquels l'entreprise d'assurance s'est engagée — contre dépôt d'une somme fixe — à rembourser, à la date d'échéance prévue d'avance, une somme également fixe, de sorte que le contrat ne comporte aucun risque dépendant de la vie ou du décès d'une personne déterminée ; ces dettes seront réglées dans les mêmes conditions que celles visées à la section I, sauf le cas où, par application de la Convention du 13 juillet 1923, elles ont été transférées à une entreprise d'assurance tchécoslovaque ;

f) Aux créances hypothécaires qui étaient dues, à la date du 26 février 1919, à des entreprises d'assurance hongroises et qui ont été acceptées par le Gouvernement tchécoslovaque en couverture du bloc des assurances tchécoslovaques, étant entendu que cette disposition ne porte aucun préjudice aux dispositions de l'article 24 ;

g) Aux dettes et créances des communes, villes et municipalités (comitats), de même qu'aux dettes et créances des associations syndicales pour les travaux d'eau, dont le territoire a été divisé par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, le règlement de ces dettes et créances étant réservé à une convention spéciale.

[1] Vol. XXXVI, page 61, de ce recueil.

[2] Vol. XXXV, page 271, de ce recueil.

[3] Vol. XXXV, page 253, de ce recueil.

incontestably from the document itself or from other written agreements between the parties concerned. (This provision shall be without prejudice to Article 7 *(e)*).

3. The provisions of the present Convention shall not apply to the relations between the principal establishment and its branches.

Article 6.

Whenever in the present Convention the State territory is mentioned, this expression shall be held to signify the respective territories of the two States as fixed by the Treaties of Versailles, Saint-Germain and Trianon and by Conventions concluded between the States concerned and the measures taken to carry out these Conventions.

SECTION II.

Article 7.

The provisions of the present Convention shall not apply to the following debts and claims :

(a) Debts and claims of the Contracting States and of State undertakings ;

(b) Debts and claims of the Royal Hungarian Post Office Savings Bank, which were dealt with in the Convention concluded at Budapest on November 7, 1922 ;

(c) Debts and claims of divided guardians' funds, which were dealt with in the Convention[1] of March 8, 1924 (Sb.z.a n No. 229, and Budapesti Közlöny of November 1, 1924), the debts and claims of undivided guardians' funds being dealt with in accordance with the provisions of Section V ;

(d) Debts and claims (refund of capital, interest and dividends), arising out of securities, such as debentures, shares, co-operative society shares and other similar securities dealt with in the Convention[2] of July 13, 1923 (Sb.z. a n. No. 225/1924, and the Hungarian Law No. XXII of 1924) ;

(e) Debts and claims arising out of social or State insurance, the settlement of which is reserved for special conventions already concluded or to be concluded, together with debts and claims arising out of private insurance, the latter being dealt with in the Convention[3] of July 13, 1923 (Sb.z.a n. No. 228/1924 and the Hungarian Law No. XXII of 1924). If the eventuality covered by the private insurance occurred before February 26, 1919, the debts and claims resulting therefrom shall be dealt with in accordance with the provisions of the present Convention. Private insurance shall not be held to include debts arising from " investment contracts " by which the insurance enterprise has undertaken, in return for the deposit of a fixed amount, to refund a fixed amount on a date of maturity decided in advance, so that the contract does not involve any risk dependent on the life or death of a certain person ; these debts shall be dealt with under the same conditions as those referred to in Section I, unless they have been transferred by the Convention of July 13, 1923, to a Czechoslovak insurance undertaking ;

(f) Mortgage claims which were due on February 26, 1919, to Hungarian insurance undertakings and which have been accepted by the Czechoslovak Government as security for Czechoslovak insurance as a whole, it being understood that this provision in no way affects the provisions of Article 24 ;

(g) Debts and claims of communes, towns and municipalities (comitats), together with debts and claims of hydraulic syndicates, the territorial area of which has been divided by the frontier fixed in the Treaty of Trianon, the settlement of these debts and claims being reserved for a special Convention.

[1] Vol. XXXVI, page 61, of this Series.

[2] Vol. XXXV, page 271, of this Series.

[3] Vol. XXXV, page 253, of this Series.

SECTION III.

Article 8.

1. Les dettes et créances qui, avant le 1er novembre 1924, ont été réglées sans réserve, avec l'assentiment des deux parties intéressées, seront considérées comme valablement acquittées.

2. Les dettes, dont le montant a été déposé, après le 26 février 1919, sans l'assentiment des deux parties intéressées, auprès d'un tribunal, ne seront pas considérées comme acquittées, mais restent soumises à la présente convention. Dans les cas cependant où le dépôt a été effectué à la suite d'une décision du tribunal saisi par le créancier, aussi bien que dans le cas où le payement devait s'effectuer, conformément à la loi, par le dépôt de la somme due, le dépôt sera considéré comme acquittement de la dette.

3. Les dettes et créances auxquelles ne s'appliquait pas la défense de payement édictée par l'accord de recensement contenu au Protocole du 13 juillet 1923 et qui ont été réglées, seront considérées comme acquittées.

Article 9.

Le fait qu'une dette ou créance à régler selon les dispositions de la section V a été transférée après le 25 février 1919 — pour n'importe quelle cause (cession, expromission, succession, etc) — à une personne ayant son domicile 'siège) dans n'importe quel pays, n'a aucune influence ni sur le montant de la dette, ni sur les modalités du réglement.

SECTION IV.

Article 10.

1. En ce qui concerne les payements périodiques de toutes sortes p. e. rentes viagères, aliments etc., le débiteur devra s'en acquitter dans les mêmes conditions qui s'appliquent aux obligations analogues envers les créanciers établis dans l'Etat où il a son domicile (siège). Cette disposition ne s'applique pas aux annuités des prêts amortissables.

2. Les dettes et créances dépendant d'une condition ne seront pas soumises au régime de la section V, si la condition dont dépend le payement s'est réalisées après la mise en vigueur de la présente convention.

SECTION V.

Article 11.

1. Les créances dues par les débiteurs hongrois aux créanciers tchécoslovaques se transfèrent, par l'effet même de la présente convention, à l'office de compensation hongrois et celles dues par les débiteurs tchécoslovaques aux créanciers hongrois, à l'office de compensation tchécoslovaque. Les créances passées à l'office hongrois serviront à l'acquittement des créanciers hongrois, et celles passées à l'office tchécoslovaque, y compris le versement prévu à l'article suivant, à l'acquittement des créanciers tchécoslovaques.

2. Le débiteur devra rembourser sa dette à l'office de celui des deux Etats où il avait son domicile (siège) à la date du 26 février 1919 ; le créancier sera acquitté par l'office de l'Etat (office compétent) sur le territoire duquel il avait son domicile (siège) à la même date.

SECTION III.

Article 8.

1. Debts and claims which were settled without reserve before November 1, 1924, with the consent of the two parties concerned, shall be considered as properly discharged.

2. Debts, the amount of which was deposited with a Court after February 26, 1919, without the consent of the two parties concerned, shall not be considered as discharged but shall remain subject to the present Convention. However, where the deposit was made by decision of a Court to which the case was taken by the creditor, and also where payment was to be made in accordance with the law by the deposit of the amount due, the deposit shall be considered as a discharge of the debt.

3. Debts and claims not coming under the prohibition to pay laid down in the registration agreement contained in the Protocol of July 13, 1923, and which have been settled, shall be considered as discharged.

Article 9.

The fact that a debt or claim which should be settled in accordance with the provisions of Section V has been transferred after February 25, 1919, for any reason whatever (cession, novation, succession, etc.) to a person having his domicile (seat) in any country whatever, shall have no effect either on the amount of the debt or on the method of settlement.

SECTION IV.

Article 10.

1. Periodical payments of all kinds, e.g. life annuities, alimony, etc., shall be discharged by the debtor under the conditions applied to similar liabilities towards creditors established in the State where he has his domicile (seat). This provision shall not apply to annuities from redeemable loans.

2. Conditional debts and claims shall not be subject to the provisions of Section V if the condition on which payment depends is fulfilled after the present Convention enters into force.

SECTION V.

Article 11.

1. Claims due by Hungarian debtors to Czechoslovak creditors shall be transferred by the present Convention to the Hungarian Clearing Office and those due by Czechoslovak debtors to Hungarian creditors to the Czechoslovak Clearing Office. Claims transferred to the Hungarian Office shall be used for paying off Hungarian creditors and those transferred to the Czechoslovak Office, including the payment provided for in the following Article, for paying off Czechoslovak creditors.

2. The debtor must refund his debt to the Office of the State where he had his domicile (seat) on February 26, 1919 ; the creditor shall be paid by the Office of the State (competent Office) in the territory where he had his domicile (seat) on the same date.

3. Le débiteur tchécoslovaque payera une couronne tchécoslovaque pour une couronne ancienne. Le dividende revenant au créancier tchécoslovaque sera fixé par la législation de la Tchécoslovaquie. La législation de Hongrie déterminera les quotités qu'auront à payer les débiteurs hongrois et les dividendes que recevront les créanciers hongrois.

4. La quotité à payer par les débiteurs hongrois et le dividende à rembourser aux créanciers tchécoslovaques et aux créanciers hongrois pourront être différents pour les diverses catégories de débiteurs et de créanciers, étant entendu que les débiteurs ou créanciers du même Etat et de la même catégorie devront être traités sur un pied d'égalité, sans tenir compte de leur nationalité. Les quotités qu'auront à payer les débiteurs hongrois et les dividendes que recevront les créanciers hongrois ne dépasseront en aucun cas 0.10 couronnes tchécoslovaques pour chaque couronne ancienne ; ils pourront cependant être fixés, pour l'une ou l'autre catégorie des débiteurs ou créanciers, à un pengoe pour 12,500 couronnes anciennes.

5. La dette du débiteur sera éteinte par le versement fait à l'office compétent, la créance sera entièrement réglée par le dividende remboursé au créancier par l'office compétent. Les quittances et les actes de radiation seront établis et délivrés au débiteur par l'office compétent de celui-ci. Tous les autres rapports entre débiteur et créancier sont maintenus : le créancier est obligé, dès le payement à l'office, de délivrer au débiteur le nantissement qu'il détient et d'accomplir en même temps toutes les obligations qui lui incombent en général ou en vertu de conventions particulières.

Article 12.

1. L'office hongrois mettra à la disposition de l'office tchécoslovaque 0.07 couronnes tchécoslovaques pour chaque couronne ancienne du solde résultant du bilan des dettes hongroises effectivement versées à l'office hongrois et des créances que celui-ci remboursera effectivement aux créanciers hongrois. Pour établir ledit solde, il ne sera pas tenu compte des créances des caisses tutélaires hongroises non divisées et des sommes dues par ces caisses aux mineurs et interdits tchécoslovaques, de même que des dettes et créances hongroises résultant de prêts contractés en vue d'acquérir des titres d'emprunts de guerre et qui ont été garantis par la mise en gage de tels titres ou d'autres titres, dont le service d'intérêts à taux fixe se fait en couronnes hongroises (12,500 couronnes hongroises étant égales à 1 pengoe).

2. La somme à fixer ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent de cet article sera mise à la disposition de l'office tchécoslovaque, auprès de la Zemská banka à Praha, en couronnes tchécoslovaques. Les deux offices se mettront d'accord, au fur et à mesure qu'avancera la procédure de compensation, sur la date du tansfert de ladite somme, aussi bien que sur les payements par acomptes qui pourraient avoir lieu.

Article 13.

1. Les offices se transmettront réciproquement toutes les déclarations qui leur ont été faites par leurs débiteurs et leurs créanciers.

2. Les dettes et créances à régler seront constatées sur la base des déclarations déposées aux offices. Les deux offices tâcheront de régler, dans la mesure du possible et par voie d'accords amiables, les divergences entre les déclarations du débiteur et du créancier.

3. Les créanciers et débiteurs sont obligés de délivrer à l'office du débiteur tous documents et preuves et de fournir tous renseignements ; en cas d'omission, ils pourront être frappés d'une amende. Les débiteurs et créanciers, aussi bien que toute autre personne pourront être cités en témoins pour être entendus sous serment. Les commissions rogatoires auxquelles il sera satisfait sans délai, devront être adressées, par l'intermédiaire de l'autre office, au tribunal compétent.

4. A l'exception des cas pour lesquels il a été constaté, par décision conjointe des deux offices, qu'ils ne rentrent pas sous les dispositions de la présente section, l'office compétent adressera à chacun de ses débiteurs un commandement de payer, dont la copie sera communiquée au créancier,

3. The Czechoslovak debtor shall pay one Czechoslovak crown for one former crown. The dividend due to the Czechoslovak creditor shall be determined by Czechoslovak law. Hungarian law shall determine the amounts payable by Hungarian debtors and the dividends receivable by the Hungarian creditors.

4. The amounts to be paid by Hungarian debtors and the dividend to be refunded to Czechoslovak and Hungarian creditors may be different for different categories of debtors and creditors, it being understood that the debtors and creditors of the same State and of the same category shall be treated on an equal footing without regard to their nationality. The amounts payable by Hungarian debtors and the dividend receivable by Hungarian creditors shall in no case exceed 0.10 Czechoslovak crowns for each former crown ; they may, however, be fixed for either category of debtors or creditors at one pengö for 12,500 former crowns.

5. The debt of the debtor shall be liquidated by the payment made to the competent Office and the claim shall be completely settled by the dividend refunded to the creditor by the competent Office. Receipts and cancellation acts shall be drawn up and delivered to the debtor by his competent Office. All other relations between debtor and creditor shall be maintained : the creditor shall be obliged when making payment to the Office to hand over to the debtor the security which he holds and at the same time to discharge any obligations required of him in general or in pursuance of particular agreements.

Article 12

1. The Hungarian Office shall place at the disposal of the Czechoslovak Office 0.07 Czechoslovak crowns for each former crown of the balance resulting from the Hungarian debts actually paid to the Hungarian Office and the claims which the latter actually refunds to the Hungarian creditors. In order to establish this balance no account shall be taken of the claims of undivided Hungarian Guardians' Funds, of the amounts due by these Funds to Czechoslovak minors and persons not *sui juris*, and of Hungarian debts and claims which arose out of loans contracted with a view to acquiring war-loan securities and which were guaranteed by pledging such securities or other securities, the fixed interest on which is paid in Hungarian crowns (12.500 Hungarian crowns being equal to one pengö).

2. The amount to be fixed in accordance with the preceding paragraph of this Article shall be placed at the disposal of the Czechoslovak Office with the Zemská Banka at Prague in Czechoslovak crowns. The two Offices shall agree during the course of the clearing operations as to the date for transferring this amount and as to the instalments which may be paid.

Article 13.

1. The Offices shall transmit to each other all the declarations made to them by their debtors and creditors.

2. The debts and claims to be settled shall be ascertained by means of the declarations deposited with the Offices. The two Offices shall endeavour, as far as possible and by means of friendly settlements, to arrange the differences between the declarations of debtors and creditors.

3. The creditors and debtors shall be obliged to furnish the Office of the debtor with all documents and evidence and with all information ; should they fail to do so they may be fined. The debtors and creditors and any other person may be called as witnesses to make statements on oath. Letters of request, which will be executed immediately, must be addressed to the competent Court through the intermediary of the other Office.

4. With the exception of cases which have been found by joint decision of the two Offices not to come under the provisions of the present Section, the competent Office shall address to each of its debtors an order to pay, a copy of which shall be communicated to the creditor through

par la voie de son office. Les deux parties intéressées, aussi bien que l'office du créancier, auront le droit de faire opposition auprès de l'office du débiteur, dans un délai de trente jours à compter du jour où le commandement de payer leur a été remis. Les oppositions seront communiquées à la partie intéressée par l'intermédiaire de son office. Les réserves et exceptions formulées par un débiteur ou un créancier ayant déclaré sa dette ou créance et qui seraient notifiées à l'office compétent après le 7 mai 1928, ne pourront être prises en considération qu'avec l'assentiment de l'office du débiteur.

5. Les litiges concernant les dettes auxquelles opposition a été faite seront décidés par la commission arbitrale de l'office compétent du débiteur. Les commissions arbitrales se composeront de deux membres, dont l'un sera délégué par l'office hongrois, l'autre par l'office tchécoslovaque.

6. Les litiges qui ne pourraient pas être tranchés par décision unanime de la commission arbitrale compétente, seront soumis à un Tribunal d'arbitrage qui se composera d'un président neutre et permanent et de deux arbitres, l'un désigné par l'office hongrois, l'autre par l'office tchécoslovaque. Le président sera élu par les arbitres des deux offices et, si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord, on s'adressera au président du Tribunal fédéral suisse pour la nomination du président. Le Tribunal d'arbitrage tiendra ses séances au siège de l'office compétent du débiteur.

7. La Commission arbitrale et le Tribunal d'arbitrage fixeront pour chaque cas, les frais de procédure qu'auront à supporter les parties (débiteur ou créancier).

8. Les décisions des Commissions arbitrales et du Tribunal d'arbitrage auront la force exécutoire dans tous les deux Etats. Les commandements à payer auquels il n'a pas été fait opposition, seront également exécutoires, mais pour pratiquer l'exécution dans l'autre Etat, ils devront être revêtus de la clause exécutoire par la Commission arbitrale de l'office du débiteur. La procédure d'exécution se pratiquera par application analogue des règles concernant la perception des impôts.

9. Le dividende dû au créancier ne pourra lui être remboursé que lorsque la créance a été constatée soit par commandement passé, à défaut d'opposition, en force de chose jugée, soit par décision de la Commission arbitrale ou du Tribunal d'arbitrage.

10. Les offices se prêteront, directement et en tout état de cause, toute assistance admissible.

11. Les notifications à effectuer dans l'autre Etat se feront par l'ntermédiaire de l'office de cet Etat.

12. Les tribunaux et autorités des deux Etats s'accorderont réciproquement toute assistance, dont se présentera la nécessité au cours de l'exécution de la présente convention.

13. Les offices auront le droit de percevoir de leurs créanciers et débiteurs une taxe de procédure.

14. Dès que l'un des deux offices arrivera au point de terminer ses fonctions, il se mettra d'accord avec l'autre sur la forme dans laquelle sera publié ce fait et sur les mesures qui paraîtraient nécessaires.

Article 14.

1. Les dettes et créances seront considérées comme échues au plus tard au moment de la mise en vigueur de la présente convention et ce sans égard aux conventions éventuellement contraires des parties intéressées.

2. Chacun des deux offices aura le droit d'accorder à ses débiteurs des délais de payement.

Article 15.

La compensation de dettes et créances ne pourra avoir lieu, au cours de la procédure prévue aux dispositions de cette section, que dans le cas où la dette, aussi bien que la créance subsistaient à la date du 26 février 1929 entre les mêmes parties et qu'elles ont été ou seront déclarées, conformément à l'article 17.

his Office. The two parties concerned, together with the Office of the creditor, shall have the right to lodge an objection with the Office of the debtor within 30 days from the date when the order to pay was delivered to them. The objections shall be communicated to the party concerned through the intermediary of his Office. Any reservations or pleas in bar submitted by a debtor or creditor who has declared his debt or claim and notified to the competent Office after May 7, 1928, may only be taken into consideration with the consent of the Office of the debtor.

5. Disputes concerning debts regarding which objection has been made shall be settled by the Arbitral Commisssion of the competent Office of the debtor. The Arbitral Commissions shall be composed of two members, one of whom shall be delegated by the Hungarian Office and the other by the Czechoslovak Office.

6. Disputes which cannot be settled by a unanimous decision of the competent Arbitral Commission shall be submitted to a Court of Arbitration to be composed of a neutral and permanent chairman and two arbitrators, one nominated by the Hungarian Office and the other by the Czechoslovak Office. The chairman shall be chosen by the arbitrators of the two Offices and if they cannot come to an agreement, a request shall be made to the President of the Swiss Federal Court to nominate the chairman. The Court of Arbitration shall hold its meetings at the seat of the competent Office of the debtor.

7. The Arbitral Commission and the Court of Arbitration shall determine in each case the costs of the procedure which are to be defrayed by the parties (debtor or creditor).

8. The decisions of the Arbitral Commissions and of the Court of Arbitration shall be enforceable in both States. The orders to pay in regard to which no objection has been lodged shall also be enforceable, but in order to execute them in the other State, they must be furnished with the execution clause by the Arbitral Commission of the Office of the debtor. In the procedure of execution the rules for the collection of taxes shall be followed *mutatis mutandis*.

9. The dividend due to the creditor may only be refunded to him when the claim has been established either by a summons to pay which, in the absence of an objection, has become final and unappeasable, or by decision of the Arbitral Commission or of the Court of Arbitration.

10. The Offices shall lend each other every possible assistance in all matters direct.

11. Notifications to be made in the other State shall be effected through the intermediary of the Office of that State.

12. The courts and authorities of the two States shall lend each other any assistance which may be necessary in carrying out the present Convention.

13. The Offices shall have the right to collect a procedure fee from their creditors and debtors.

14. As soon as one of the two Offices shall cease to function, it shall come to an agreement with the other as to the form in which this fact shall be published and as to the measures which appear necessary.

Article 14.

1. Debts and claims shall be considered as being due not later than the moment of the entry into force of the present Convention, regardless of any agreements to the contrary between the interested parties.

2. Each of the two Offices shall have the right to grant to its debtors postponement of payment.

Article 15.

The setting-off of debts and claims may only take place in the course of the procedure provided for in this Section if the debt and also the claim existed on February 26, 1919, between the same parties and if they have been or will be declared in accordance with Article 17.

Article 16.

1. Les intérêts à calculer sur les dettes et créances, y compris les intérêts courus jusqu'au 1er mars 1919, seront, à partir de ce jour, de 4 % l'an (intérêts simples), même dans le cas, où en vertu des conventions des parties intéressées, aucun intérêt n'a été dû ou qu'un taux différent a été prévu.

2. Sur les créances résultant de livrets d'épargne et d'emprunts amortissables (emprunts hypothécaires, etc.) seront payés les intérêts convenus entre les parties intéressées et sur les créances contre l'office de chèques postaux de Praha, les intérêts prévus aux statuts de cet office.

3. En ce qui concerne les dettes et créances non productives d'intérêts, échues avant la mise en vigueur de la présente convention, les intérêts seront dus à partir de la date de l'échéance prévue par les parties intéressées. Dans le cas où l'échéance est postérieure à la date de la mise en vigueur de la présente convention, lesdites dettes et créances ne pourront se faire valoir qu'au montant qui — majoré des intérêts de 4 % pour la période entre la mise en vigueur de la convention et la date de l'échéance — correspondra au montant original de la dette ou créance, les susdits intérêts de 4% devant être calculés, dans ce cas, à partir de la mise en vigueur.

Article 17.

1. Les déclarations de créances, faites après le 7 mai 1928, ne pourront être considérées comme déposées en temps utile que s'il y a accord entre les deux offices que le retard est justifié. Dans le cas contraire, la créance écherra à l'Etat dans lequel le créancier aurait dû faire la déclaration.

2. Les dettes et créances qui n'étaient pas soumises au recensement obligatoire, mais qui rentrent sous le régime de la section V, pourront être déclarées jusqu'à la fin du troisième mois suivant la mise en vigueur de la présente convention.

Article 18.

1. Les Parties contractantes ne feront valoir, l'une contre l'autre, aucune réclamation au titre des frais résultant de l'exécution de la présente convention.

2. Les frais occasionnés par les fonctions du président du Tribunal d'arbitrage seront supportés par les deux Etats en parties égales.

Article 19.

1. Les demandes et requêtes, ainsi que les pièces y jointes, déposées au cours de la procédure prévue dans la présente section, de même que les reçus de payement, les transactions et documents établis, en exécution de la présente convention entre les offices ou entre l'un de ces offices et de tierces personnes, et finalement les inscriptions sur les registres publics effectués sur l'initiative des offices, seront exemptes de droits et de taxes.

2. Les actes conditionnellement francs de droits et de taxes ne perdront pas la franchise par l'emploi à l'effet de la procédure prévue par la présente section.

SECTION VI.

Article 20.

En ce qui concerne les créances hypothécaires cédées à la République tchécoslovaque par les liquidateurs de la Banque austro-hongroise et garanties par des immeubles situés dans le territoire de la République tchécoslovaque, les débiteurs ayant eu, à la date du 26 février 1919, leur domicile (siège) en Hongrie, auront à payer à l'office tchécoslovaque, par l'intermédiaire de l'office hongrois, 0.10 couronnes tchécoslovaques pour une couronne ancienne.

Article 16.

1. Interest on debts and claims including accrued interest up to March 1, 1919, shall be calculated at the rate of 4 % per annum (simple interest) from that date, even if, by agreement between the parties concerned, no interest has been due or a different rate has been stipulated.

2. In respect of claims arising from savings bank passbooks and redeemable loans (mortgage loans, etc.) interest shall be paid as agreed between the parties concerned and, in respect of claims against the Postal Cheque Office of Prague, the interest provided in the Statutes of that Office.

3. As regards debts and claims not bearing interest, which were due before the coming into force of the present Convention, interest shall be due from the date of maturity fixed by the parties concerned. Should the maturity be later than the date of the coming into force of the present Convention, the said debts and claims shall only be valid for the amount which — plus interest at 4 % for the period between the coming into force of the Convention and the date of maturity — corresponds to the original amount of the debt or claim, the above-mentioned interest at 4% being calculated in this case as from the date of the entry into force.

Article 17.

1. Declarations of claims made after May 7, 1928, may not be considered as deposited in good time unless the two Offices are agreed that the delay is justified. Otherwise, the claim shall fall to the State in which the creditor should have made his declaration.

2. Debts and claims not subject to compulsory registration but coming under the provisions of Section V may be declared up to the end of the third month following the coming into force of the present Convention.

Article 18.

1. The Contracting Parties shall not make any claim against each other with regard to costs arising out of the execution of the present Convention.

2. The costs arising from the functions of the Chairman of the Court of Arbitration shall be borne equally by the two States.

Article 19.

1. Demands and requests, together with the documents attached thereto, which have been deposited in the course of the procedure provided for in the present Section, together with receipts for payment, transactions and documents drawn up in execution of the present Convention between the Offices, or between one of the Offices and third persons, and finally, entries in the public registers made at the instance of the Offices, shall be exempt from duties and taxes.

2. Documents conditionally exempt from duties and taxes shall not lose this privilege by being used in carrying out the procedure prescribed in this Section.

SECTION VI.

Article 20.

As regards mortgage claims transferred to the Czechoslovak Republic by the liquidators of the Austro-Hungarian Bank and guaranteed by immovable property situated in the territory of the Czechoslovak Republic, the debtors who, on February 26, 1919, had their domicile (seat) in Hungary must pay to the Czechoslovak Office, through the intermediary of the Hungarian Office, 0.10 Czechoslovak crowns for one former crown.

Article 21.

Les prêts accordés sur titres (prêts lombardés) qui, au cours de la liquidation de la Banque austro-hongroise, ont été transférés aux Parties contractantes, seront réglés selon les dispositions de la section V, en tant que le débiteur avait son domicile (siège), à la date du 26 février 1919, sur le territoire de l'autre Etat.

SECTION VII.

Article 22.

1. En ce qui concerne les dettes et créances soumises au régime de la section V, tout payement ou acceptation de payement, ainsi que tout autre acte relatif au règlement desdites dettes et créances est interdit. Les transactions établies par infraction à cette interdiction sont frappées de nullité.

2. Lesdites dettes et créances ne pourront faire l'objet de procédure devant les tribunaux, toute instance, saisie et exécution étant inadmissible.

3. Toute instance et demande d'exécution sera rejetée d'office ou sur demande ; les procès suspendus seront terminés par rejet de la demande à cause de l'inadmissibilité de la voie judiciaire ; toute procédure d'exécution interrompue sera arrêtée. Les tribunaux se conformeront, dans leurs décisions relatives aux frais de procédure, au principe de l'équité.

Article 23.

La période comprise entre le 1er novembre 1918 et la date à laquelle sera décidée la question de savoir si la dette ou créance est soumise ou non aux dispositions de la section V, ne sera imputée ni dans les délais de prescription, ni sur les délais fixés pour l'introduction des instances, ni sur les délais dont l'omission entraîne, en vertu de la loi, des préjudices juridiques. Lesdits délais n'expireront en aucun cas avant la fin de l'année suivant ladite décision.

SECTION VIII.

Article 24.

1. Les créances en anciennes couronnes, transférées — par application de conventions conclues ou à conclure en exécution du Traité de Trianon — à la République tchécoslovaque ou à une personne désignée par cette République, seront réglées par le débiteur tchécoslovaque, sauf disposition contraire desdites conventions, au taux d'une couronne tchécoslovaque pour une couronne ancienne. Cette disposition ne porte aucun préjudice aux conditions dans lesquelles sera utilisé, conformément auxdites conventions, le montant perçu du chef de ces créances.

2. Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent également aux créances hypothécaires visées à l'article 7, lit. *f)*.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Praha aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Budapest, le 26 mai 1928.

(L. S.) Dr Bohumil VLASÁK.

(L. S.) Gróf KHUEN HÉDERVÁRY SÁNDOR.

Article 21.

Loans granted on securities (secured loans) which were transferred to the Contracting Parties during the liquidation of the Austro-Hungarian Bank, shall be dealt with in accordance with the provisions of Section V, in so far as the debtor had his domicile (seat) on February 26, 1919, in the territory of the other State.

SECTION VII.

Article 22.

1. As regards debts and claims subject to the provisions of Section V, any payment or acceptance of payment, or any other act relating to the settlement of the said debts and claims, is prohibited. Transactions infriging this prohibition shall be null and void.

2. The said debts and claims may not be the subject of proceedings in the Courts, any suit procedure, attachment or execution being inadmissible.

3. Any suit and request for execution shall be rejected immediately or on demand ; actions which are suspended shall be terminated by rejection of the suit on account of the inadmissibility of judicial procedure ; any interrupted execution procedure shall be stopped. The Courts shall conform to the principle of equity in their decisions relating to the costs of proceedings.

Article 23.

The period between November 1st, 1918, and the date on which it is decided whether the debt or claim is subject or not to the provisions of Section V, shal not be included in the periods counting for prescription, nor in the periods laid down for the bringing of actions, nor in any periods the non-observance of which involves legal prejudice under the law. The said periods shall not in any case expire before the end of the year following the said decision.

SECTION VIII.

Article 24.

1. Claims in former crowns transferred, in accordance with the Convention concluded or to be concluded in execution of the Treaty of Trianon, to the Czechoslovak Republic or to a person nominated by that Republic shall be settled by the Czechoslovak debtor, unless otherwise provided in the said Convention, at the rate of one Czechoslovak crown for one former crown. This provision shall in no way affect the conditions under which the amount collected in respect of these claims shall be used, in accordance with the said Conventions.

2. The provisions of the preceding paragraph shall also apply to the mortgage claims referred to in Article 7 (*f*).

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Prague as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of the ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest, May 26, 1928.

(L. S.) Dr Bohumil VLASÁK.

(L. S.) Gróf KHUEN HÉDERVÁRY SÁNDOR.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention en date d'aujourd'hui, concernant le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes et hongroises, les Parties contractantes ont fait les déclarations suivantes :

1° En ce qui concerne les domestiques, les manœuvres et ouvriers industriels, les commis et apprentis, les étudiants et écoliers qui séjournaient, à la date du 26 février 1919, sur le territoire de l'un des deux Etats, et qui, avant le 1er novembre 1924, se sont fixés dans leur pays d'origine, lesdites personnes seront considérées comme ayant eu leur domicile, à la date du 26 février 1919, dans leur pays d'origine.

Les fonctionnaires publics et les retraités du service public qui, avant le 1er novembre 1924, ont transféré leur domicile du territoire de l'un des deux Etats dans le territoire de l'autre, seront traités comme s'il y avaient eu leur domicile déjà à la date du 26 février 1919.

2° Les deux offices feront de leur mieux pour régler à l'amiable les collisions qui pourraient surgir au cours de l'exécution de la convention, du fait des accords et conventions conclus avec d'autres Etats.

3° De la part de la Tchécoslovaquie, il a été déclaré que l'article 7, lit. *a)* ne saurait porter aucun préjudice au règlement des dettes et créances des Etats et des entreprises d'Etat.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que la convention en date d'aujourd'hui et aura la même force que ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Budapest, le 26 mai 1928.

Dr Bohumil VLASÁK.
Gróf KHUEN HÉDERVÁRY SÁNDOR.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 30 avril 1930.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Convention of to-day's date, regarding the settlement of debts and claims expressed in former Austrian and Hungarian crowns, the Contracting Parties made the following declarations :

(1) As regards servants, industrial labourers and workers, clerks and apprentices, students and scholars, who, on February 26, 1919, were living in the territory of one of the two States, and who, before November 1, 1924, established themselves in their country of origin, the said persons shall be considered as having had their domicile on February 26, 1919, in their country of origin.

Public officials and persons retired from the public service, who, before November 1, 1924, transferred their domicile from the territory of one of the two States to the territory of the other, shall be treated as if they had had their domicile in that State on February 26, 1919.

(2) The two Offices shall do their best to settle amicably any disputes which may arise in carrying out the Convention by reason of agreements and conventions concluded with other States.

(3) On the part of Czechoslovakia it was declared that Article 7 *(a)* cannot in any way affect the settlement of the debts and claims of the States and of State undertakings.

The present Protocol shall be ratified at the same time as the Convention of to-day's date and shall have the same force as the said Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this Portocol and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest, May 26, 1928.

Dr Bohumil VLASÁK.

Gróf KHUEN HÉDERVÁRY SÁNDOR.

N° 2329.

AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Accord concernant la compensation des pensions, allocations et autres émoluments avancés par l'un des deux Etats. Signé à Vienne, le 3 février 1929.

AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Agreement regarding the mutual Adjustment of Pensions, Allowances and other Emoluments advanced by the respective States. Signed at Vienna, February 3, 1929.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N° 2329. — ÚMLUVA [1] MEZI ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU A REPUBLIKOU RAKOUSKOU O VZÁJEMNÉM VYROVNÁNÍ ODPOČIVNÝCH, ZAOPATŘOVACÍCH A JINÝCH POŽITKŮ, ZÁLOHOU VYPLACENÝCH. PODEPSÁNA VE VÍDNI DNE 3, ÚNORA 1929.

Textes officiels tchécoslovaque et allemand communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 *mai* 1930.

Vysoké smluvní Strany přejíce si, aby vzájemné vyrovnání odpočivných, zaopatřovacích a jiných požitků, zálohou vyplacených, bylo upraveno úmluvou bez obtížného vyúčtování, jmenovaly svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Dra Josefa HLADKÉHO, ministerského radu v ministerstvu financí,

SPOLKOVÝ PRESIDENT REPUBLIKY RAKOUSKÉ :

pana Dra Ottu JUCHA, odborového přednostu v spolkovém ministerstvu financí,

kteří, předloživše své plné moci a shledavše je dobrými a správnými, dohodli se takto :

Článek 1.

Jakékoliv nároky na náhradu výplat, na které se vztahuje úmluva ze dne 6. dubna 1922 [2] mezi Rakouskem, Italií, Polskem, Rumunskem, královstvím Srbů, Chorvatů a Slovinců a Československem o pensích, poukázaných bývalou vládou rakouskou, a úmluva ze dne 30. listopadu 1923 mezi Rakouskem, Italií, Polskem, Rumunskem, královstvím Jihoslovanskýn Československem o úpravě různých skupin odpočivných požitků, které nebyly upraveny úmluvou římskou ze dne 6. dubna 1922, — považují se mezi oběma Vysokými smluvními Stranami vzájemně za vyrovnané. Obě Vysoké smluvní Strany nemohou tudíž z tohoto titulu navzájem ničeho požadovati.

Článek 2.

Stejně považují se vzájemně za vyrovnané jakékoliv nároky na náhradu výplat spočívajících na služebním právním poměru a provedených oběma Vysokými smluvními Stranami — buď podle

[1] L'échange des ratifications à eu lieu à Vienne, le 7 avril 1930.

[2] Vol. XX, page 11, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nº 2329. — ÜBEREINKOMMEN [1] ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK, BETREFFEND DIE GEGENSEITIGE AUSGLEICHUNG DER VORSCHUSSWEISE GEZAHLTEN RUHE- UND VERSORGUNGSGENÜSSE UND SONSTIGEN BEZÜGE. GEZEICHNET IN WIEN, AM 3. FEBRUAR 1929.

Czechoslovak and German official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place May 19, 1930.

Von dem Wunsche geleitet, die gegenseitige Ausgleichung der vorschussweise gezahlten Ruhe- und Versorgungsgenüsse und sonstigen Bezüge ohne umständliche Verrechnungen durch ein Übereinkommen zu regeln, haben die Hohen vertragschliessenden Teile zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Otto JUCH, Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen,

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Josef HLADKÝ, Ministerialrat im Finanzministerium,

welche nach Vorweisung ihrer gut und richtig befundenen Vollmachten übereingekommen sind, wie folgt :

Artikel 1.

Alle Ansprüche auf Rückersatz von Zahlungen, auf die sich das Übereinkommen [2] vom 6. April 1922 zwischen Österreich, Italien, Polen, Rumänien, dem Königreiche der Serben, Kroaten und Slowenen und der Tchechoslowakei, betreffend die von der ehemaligen österreichischen Regierung zuerkannten Pensionen, und das Übereinkommen vom 30. November 1923 zwischen Österreich, Italien, Polen, Rumänien, dem Königreiche der Serben, Kroaten und Slovenen und der Tschechoslowakei, betreffend die Regelung verschiedener durch das römische Übereinkommen vom 6. April 1922 nicht geregelten Kategorien von Pensionen, beziehen, gelten im Verhältnisse zwischen den beiden Hohen vertragschliessenden Teilen als gegenseitig ausgeglichen. Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile haben sohin aus diesem Titel gegeneinander keine Ansprüche zu stellen.

Artikel 2.

In gleicher Weise sind als gegenseitig ausgeglichen zu betrachten alle Ansprüche auf Rückersatz von Zahlungen, die auf einem dienstrechtlichen Verhältnisse beruhend von einem der beiden Hohen

[1] The exchange of ratifications took place at Vienna, April 7, 1930.

[2] Vol. XX, page 11, of this Series.

zvláštních úmluv nebo podle vnitrostátních opatření — býv. civilním státním zaměstnancům, zaměstnancům bývalých státních drah a bývalým vojenským osobám, kteří v době výplaty nebyli ještě na odpočinku, na příklad výpomoci při zproštění služby, zálohy při jejich návratu do domoviny a podobné.

Článek 3.

Rovněž upouští se od vzájemné náhrady komisionelních výplat z pokladen některé z obou Vysokých smluvních Stran na účet náboženských fondů. Také tyto výplaty považují se vzájemně za vyrovnané.

Článek 4.

Ustanovení předchozích článků 1, 2 a 3 platí o všech výplatách tam vyznačených, provedených do konce měsíce, ve kterém tato úmluva stane se účinnou. Náhrady až do zmíněného dne snad již provedené nebudou se však vraceti.

Článek 5.

Tato úmluva bude ratifikována a stane se účinnou v den výměny ratifikačních listin.

Ratifikační listiny budou vyměněny ve Vídni.

Čemuž na důkaz zmocněnci shora jmenovaní podepsali tuto úmluvu.

Dáno ve Vídni, dne 3. února 1929 v jazyku československém a německém — oba texty jsou autentické — ve dvou stejnopisech, z nichž po jednom obdrží každý z obou smluvních států.

Za republiku Československou :
(L. S.) Dr. Josef Hladký.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 26 avril 1930.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

vertragschliessenden Teile — sei es auf Grund besonderer Vereinbarungen, sei es zufolge innerstaatlicher Verfügungen — an ehemalige Zivilstaatsbedienstete, Bedienstete der ehemaligen Staatseisenbahnen und an ehemalige Militärpersonen geleistet wurden, die sich im Zeitpunkte der Zahlung noch nicht im Ruhestande befunden haben, so zum Beispiel Beihilfen anlässlich ihrer Enthebung vom Dienste, Vorschüsse anlässlich ihrer Rückkehr in die Heimat und dergleichen.

Artikel 3.

Auch von der gegenseitigen Rückerstattung der aus den Kassen eines der beiden Hohen vertragschliessenden Teile für Rechnung der Religionsfonde kommissionsweise geleisteten Zahlungen wird abgesehen. Diese Zahlungen gelten gleichfalls als gegenseitig ausgeglichen.

Artikel 4.

Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel 1, 2 und 3 gelten für alle dort bezeichneten, bis zum Ende des Monates, in dem das gegenwärtige Übereinkommen in Kraft tritt, geleisteten Zahlungen. Bis zu diesem Zeitpunkte etwa schon vollzogene Rückersätze sind jedoch nicht rückzuvergüten.

Artikel 5.

Das gegenwärtige Übereinkommen wird ratifiziert werden und am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Der Austausch der Ratifikationsurkunden wird in Wien stattfinden.

Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten das gegenwärtige Übereinkommen unterzeichnet.

Geschehen in Wien, am 3. Februar 1929, in deutscher und tschechoslowakischer Sprache — beide Texte sind authentisch — in zwei Gleichschriften, wovon je eine jedem der beiden Vertragsstaaten übergeben wird.

Für die Republik Österreich :
(L.S.). Dr. Otto JUCH

[1] TRADUCTION.

N° 2329. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LA COMPENSATION DES PENSIONS, ALLOCATIONS ET AUTRES ÉMOLUMENTS AVANCÉS PAR L'UN DES DEUX ÉTATS. SIGNÉ A VIENNE, LE 3 FÉVRIER 1929.

Les Hautes Parties contractantes, désireuses de régler par un accord la compensation des pensions, allocations et autres émoluments avancés par chacune d'elles, sans procéder à des décomptes minutieux, ont nommé à cet effet pour plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr Josef HLADKÝ, conseiller ministériel au Ministère des Finances ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le Dr Otto JUCH, chef de section au Ministère fédéral des Finances ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Toutes les demandes de remboursement, de paiements visés par l'Accord du 6 avril 1922 entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, relative aux pensions allouées par l'ancien Gouvernement autrichien, et par l'Accord du 30 novembre 1923 entre l'Autriche, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et la Tchécoslovaquie, relative au règlement de certaines catégories de pensions qui n'avaient pas été réglées par l'Accord de Rome du 6 avril 1922, sont considérées comme compensées entre les deux hautes Parties contractantes. Par conséquent, les deux Hautes Parties contractantes n'ont plus aucune demande à formuler, à ce titre, l'une envers l'autre.

Article 2.

Seront également considérées comme compensées toutes les demandes de remboursement de paiements effectués par l'une des Hautes Parties contractantes au titre de relations de service et en vertu d'accords spéciaux ou de dispositions de la législation interne, aux anciens fonctionnaires civils de l'Etat, au personnel des anciens chemins de fer de l'Etat et aux anciens militaires qui, au moment du paiement, ne se trouvaient pas encore mis à la retraite, comme par exemple, les allocations versées au moment de leur licenciement, les avances pour leur rapatriement, etc.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2329. — AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE AUSTRIAN REPUBLIC REGARDING THE MUTUAL ADJUSTMENT OF PENSIONS, ALLOWANCES AND OTHER EMOLUMENTS ADVANCED BY THE RESPECTIVE STATES. SIGNED AT VIENNA, FEBRUARY 3, 1929.

The High Contracting Parties, being desirous of providing by means of an agreement, and without detailed accounts, for the mutual adjustment of pensions, allowances and other emoluments advanced by the respective States, have appointed the following as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Josef HLADKÝ, Ministerial Councellor at the Ministry of Finance ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Otto JUCH, Chief of Section in the Federal Ministry of Finance ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

All claims for the refund of the payments mentioned in the Agreement of April 6, 1922, between Austria, Italy, Poland, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, concerning pensions granted by the former Austrian Government, and in the Agreement of November 30, 1923, between Austria, Italy, Poland, Roumania, the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia, concerning the settlement of various classes of pensions not regulated by the Rome Convention of April 6, 1922, shall be deemed to have been finally adjusted as between the two High Contracting Parties. The two High Contracting Parties shall accordingly prefer no claims against each other in respect thereof.

Article 2.

Similarly, all claims for the refund of payments shall be deemed to have been finally adjusted as between the two High Contracting Parties where such payments were made by either Party under service contracts — whether in consequence of special agreements or internal legislative decrees — to former civil servants, to the staff of the former State railways and to former members of the Army, who, at the time of payment, were not yet on the retired list, as for example, grants on discharge from service, advances for repatriation and the like.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Il sera également renoncé au remboursement réciproque des paiements effectués en commissions pour le compte du fond des cultes par les caisses de l'une des hautes Parties contractantes. Ces paiements seront aussi considérés comme compensés.

Article 4.

Les dispositions des articles 1, 2 et 3 ci-dessus s'appliquent à tous les paiements mentionnés auxdits articles, effectués jusqu'à la fin du mois de l'entrée en vigueur de la présente convention. Toutefois, les sommes qui auraient été déjà remboursées à cette date ne seront pas restituées.

Article 5.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

L'échange des instruments de ratification aura lieu à Vienne.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Vienne, le 3 février 1929, en langues allemande et tchécoslovaque — les deux textes faisant foi — en deux exemplaires identiques dont un sera remis à chacun des deux Etats contractants.

Pour la République tchécoslovaque :
(L. S.) Dr Josef HLADKÝ.

Pour la République d'Autriche :
(L. S.) Dr Otto JUCH.

Article 3.

Further, no claim shall be submitted for the refund of payments made on commission by either High Contracting Party out of State funds for the account of the fund for public worship. Such payments shall likewise be deemed to have been finally adjusted.

Article 4.

The provisions of the preceding Articles 1, 2 and 3 shall apply to all payments mentioned therein which are made before the end of the month in which the present Agreement comes into force. Nevertheless, sums already repaid by this date shall not be refunded.

Article 5.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

The exchange of the instruments of ratification shall take place at Vienna.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Vienna on February 3, 1929, in the German and Czechoslovak languages — both texts being authentic — in two identical copies, one of which will be transmitted to each of the two Contracting States.

On behalf of the Czechoslovak Republic :
(L. S.) Dr. Josef HLADKÝ.

On behalf of the Austrian Republic :
(L. S.) Dr. Otto JUCH.

N° 2330.

AUTRICHE ET PANAMA

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque des visas de passeports entre les deux pays. Washington, le 5 mars 1930.

AUSTRIA AND PANAMA

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Abolition of Passport Visas between the two Countries. Washington, March 5, 1930.

N° 2330. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DES VISAS DE PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. WASHINGTON, LE 5 MARS 1930.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 mai 1930.

LÉGATION DE PANAMA
WASHINGTON D. C.

E. 153.

Le 5 mars 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers qui ont lieu entre Votre Excellence et moi au sujet de la suppression réciproque des visas de passeport entre la République de Panama et l'Autriche, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement m'autorise à conclure avec Votre Excellence un arrangement sur les bases suivantes :

1° Les ressortissants de chacun des deux pays, à condition qu'ils ne soient pas immigrants, peuvent, en tous temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux ports ou points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls, les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur, qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers. Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Si la loi de l'Etat d'origine le permet, les enfants au-dessous de quinze ans pourront présenter au lieu de passeport un certificat expédié en conformité avec les prescriptions de leur pays et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile, ou lieu de séjour permanent.

2° Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires des deux pays concernant les lois respectives d'immigration, la fermeture des ports ou des frontières, l'interdiction de l'accès, le refoulement aux ports ou à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2330. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FEDERAL GOVERNMENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA, CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. WASHINGTON, MARCH 5, 1930.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place May 19, 1930.

PANAMA LEGATION
WASHINGTON D. C.

E. 153.

March 5, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the negotiations which have taken place between us concerning the mutual abolition of passport visas between the Republic of Panama and Austria, I have the honour to inform you that my Government has authorised me to conclude an arrangement with you on the following bases :

(1) Nationals of either country other than immigrants may at any time, provided they are in possession of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality, enter or leave the territory of the other country at the officially recognised ports or frontier crossing-places without a visa from the other State.

This privilege shall apply to holders of national passports only and not to holders of passports for aliens. National passports shall only be issued to persons whose nationality is indisputably established.

If the law in the country of origin permits, children under fifteen may present in place of a passport a certificate made out in conformity with the regulations of their country and stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child.

(2) The present agreement shall in no way affect the provisions in force in the territory of the two countries relating to the respective immigration laws, the closing of the ports or frontiers, the prohibition of entry, the turning back at the ports or at the frontier of suspicious travellers, the police registration of aliens, and the residence or expulsion of aliens.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3° Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de modifier ces dispositions par la voie d'un simple échange de notes diplomatiques dans le cas où — d'après les expériences faites — il le considérerait nécessaire.

4° Le présent accord entrera en vigueur le 1er avril 1930; il cessera ses effets trois mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux États.

En vous priant, Excellence, de bien vouloir me faire tenir une note analogue à la présente en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

R. J. ALFARO *m. p.*,
Ministre de Panama.

A Son Excellence
Edgar L. G. Prochnik,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de l'Autriche,
Washington D. C.

ÖSTERREICHISCHE GESANDTSCHAFT.

WASHINGTON, D. C., *le* 5 *mars* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu entre Votre Excellence et moi au sujet de la suppression réciproque des visas de passeport entre l'Autriche et le Panama, je suis heureux de pouvoir porter à votre connaissance que le Gouvernement fédéral qui, avec une vive satisfaction, a appris la proposition y relative de votre gouvernement, vient de m'autoriser à déclarer en son nom qu'en vue de faciliter dans la mesure du possible les relations entre nos deux pays, le gouvernement fédéral consent au règlement suivant de cette question :

1° Les ressortissants de chacun des deux pays, à condition qu'ils ne soient pas immigrants, peuvent, en tous temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux ports ou points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur, qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers. Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Si la loi d'Etat d'origine le permet, les enfants au-dessous de quinze ans pourront présenter au lieu de passeport un certificat expédié en conformité avec les prescriptions de leur pays et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile, ou lieu de séjour permanent.

2° Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires des deux pays concernant les lois respectives d'immigration, la fermeture des ports ou de frontières, l'interdiction de l'accès, le refoulement aux ports ou à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la Police, le séjour et l'expulsion des étrangers.

3° Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de modifier ces dispositions par la voie d'un simple échange de notes diplomatiques dans le cas où — d'après les expériences faites — il le considérerait nécessaire.

(3) Each of the two Governments reserves to itself the right to modify these provisions by a simple exchange of diplomatic notes if this is considered necessary in the light of experience.

(4) The present agreement shall come into force on April 1, 1930 ; it shall cease to have force three months after denunciation by either State.

I would request you to be good enough to send me a note similar to the present with a view to placing on formal record the agreement on the aforesaid subject, and have the honour to be, etc.

(Signed) R. J. ALFARO.
Minister of Panama.

His Excellency
Monsieur Edgar L. G. Prochnik,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Austria,
Washington D. C.

AUSTRIAN LEGATION,
WASHINGTON D. C.

March 5, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the negotiations which have taken place between us concerning the mutual abolition of passport visas between Austria and Panama, I have pleasure in conforming you that the Federal Government welcomed the proposals of your Government in this matter, and has authorised me to state on its behalf that the Federal Government agrees to the following settlement of this question in order to facilitate as far as possible the relations between our two countries :

(1) Nationals of either country other than immigrants may at any time, provided they are in possession of a valid national passport clearly establishing the holder's nationality, enter or leave the territory of the other country at the officially recognised ports or frontier crossing-places without a visa from the other State.

This privilege shall apply to holders of national passports only, and not to holders of passports for aliens. National passports shall only be issued to persons whose nationality is indisputably established.

If the law in the country of origin permits, children under fifteen may present in place of a passport a certificate made out in conformity with the regulations of their country and stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child.

(2) The present agreement shall in no way affect the provisions in force in the territory of the two countries relating to the respective immigration laws, the closing of the ports or frontiers, the prohibition of entry, the turning back at the ports or at the frontier of suspicious travellers, the police registration of aliens, and the residence or expulsion of aliens.

(3) Each of the two Governments reserves to itself the right to modify these provisions by a simple exchange of diplomatic notes if this is considered necessary in the light of experience.

4° Le présent accord entrera en vigueur le 1er avril 1930 ; il cessera ses effets trois mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Tout en constatant que par les notes que nous venons d'échanger l'accord sur la matière susindiquée est formellement établi, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Edgar PROCHNIK *m. p.*

A Son Excellence
R. J. Alfaro,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République de Panama,
Washington.

(4) The present agreement shall come into force on April 1, 1930 ; it shall cease to have force three months after denunciation by either State.

In confirming that the agreement on the aforesaid matter has been formally established by the notes now exchanged, I have the honour to be, etc.

(Signed) Edgar PROCHNIK.

His Excellency,
Monsieur R. J. Alfaro,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Republic of Panama,
Washington.

N° 2331.

FRANCE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne certains cas de bénéfices réalisés par des entreprises de navigation. Paris, les 15 et 28 février 1930.

FRANCE AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement for the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Paris, February 15 and 28, 1930.

N° 2331. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE CERTAINS CAS DE BÉNÉFICES RÉALISÉS PAR DES ENTREPRISES DE NAVIGATION. PARIS, LES 15 ET 28 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 mai 1930.

I.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTIONS DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES.
SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES UNIONS INTERNATIONALES.

PARIS, *le 15 février* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à votre lettre du 27 janvier dernier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République est disposé à mettre en vigueur l'accord suivant si le Gouvernement de la Reine prend un engagement identique :

Le Gouvernement néerlandais s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou des sociétés établis hors du territoire des Pays-Bays.

En conséquence, les entreprises de navigation françaises sont exemptées aux Pays-Bas des impôts sur le revenu *(Wet op de Inkomstenbelasting van* 19 *December* 1914, *Staatsblad No.* 563, *Wet op de Verdedigingsbelasting II van* 28 *December* 1926, *Staatsblad No.* 430) « et l'impôt sur les dividendes et les tantièmes » *(Wet op de Dividend en Tantièmebelasting van* 11 *Januari* 1918, *Staatsblad No.* 4).

Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires portant pavillon néerlandais appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors des territoires de la France.

En conséquence, les entreprises de navigation néerlandaises seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre premier de la loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre suivant.

Les effets du présent accord partiront du 1er janvier 1930.

Veuillez etc.

BRIAND.

Monsieur le Jonkheer Loudon,
Ministre des Pays-Bas
à Paris.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2331. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. PARIS, FEBRUARY 15 AND 28, 1930.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place May 22, 1930.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DIRECTORATE FOR ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL QUESTIONS.
SUB-DIRECTORATE FOR ADMINISTRATIVE QUESTIONS AND INTERNATIONAL UNIONS.

PARIS, *February* 15, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your letter of January 27 last, I have the honour to inform you that the Governement of the French Republic is prepared to put the following agreement into force if Her Majesty's Government will assume an identical obligation :

The Netherlands Government undertakes not to levy any tax assessed on the profits made by sea-going vessels flying the French flag and owned by individuals or companies established outside the territory of the Netherlands.

Consequently, French shipping enterprises shall be exempt in the Netherlands from income tax *(Wet op de Inkomstenbelasting van 19 December* 1914, *Staatsblad No.* 563 ; *Wet op de Verdedingsbelasting II van 28 December* 1926, *Staatsblad No.* 430) and from the dividend and tantième tax (*Wet op de Dividend- en Tantième belasting van* 11 *Januari* 1918, *Staatsblad* No. 4).

The French Government for its part undertakes not to levy any tax assessed on profits made in France by vessels flying the Netherlands flag and owned by individuals or companies established outside the territories of France.

Consequently, Netherlands shipping enterprises shall be exempt in France from the tax on industrial and commercial profits imposed under Part I of the Law of July 31, 1917, and from the income tax levied in virtue of the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 of that year.

The present agreement shall take effect as from January 1st, 1930.

I have the honour to be, etc.

BRIAND.

Monsieur le Jonkheer Loudon,
Netherlands Minister,
Paris.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

N° 578.

PARIS, *le 28 février* 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 15 février dernier, Direction des Affaires administratives et techniques, Sous-Direction des Affaires administratives et des Unions internationales, — lettre qui ne m'est parvenue qu'aujourd'hui — je suis chargé et j'ai l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement de la Reine est disposé à mettre en vigueur l'accord suivant, dont le texte correspond d'ailleurs à celui que j'avais eu l'honneur de lui proposer par ma lettre du 27 janvier, n° 226.

Le Gouvernement néerlandais s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés par les navires de mer portant pavillon français appartenant à des particuliers ou des sociétés établis hors du territoire des Pays-Bas.

En conséquence, les entreprises de navigation françaises sont exemptées aux Pays-Bas des impôts sur le revenu « *(Wet op de Inkomstenbelasting van* 19 *December* 1914, *Staatsblad No.* 563 ; *Wet op de Verdigingsbelasting II van* 28 *December* 1926, *Staatsblad No.* 430*)* » et l'impôt sur les dividendes et les tantièmes » *(Wet op de Dividend- en Tantièmebelasting van* 11 *Januari* 1918, *Staatsblad No.* 4*)*.

Le Gouvernement français, de son côté, s'engage à ne percevoir aucun impôt assis sur les bénéfices réalisés en France par les navires portant pavillon néerlandais appartenant à des particuliers ou à des sociétés établis hors des territoires de la France.

En conséquence, les entreprises de navigation néerlandaises seront exemptées en France de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institués par le titre premier de la loi du 31 juillet 1917 et de l'impôt sur le revenu prévu par la loi du 29 juin 1872 et le décret du 6 décembre suivant.

Les effets du présent accord partiront du 1er janvier 1930.

Veuillez, etc.

LOUDON.

Son Excellence
Monsieur Aristide Briand,
Ministre des Affaires étrangères
à Paris.

II.

N° 578.

PARIS, *February* 28, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the letter which you were good enough to address to me on February 15 last from the Directorate for Administrative and Technical Questions, Sub-Directorate for Administrative Questions and International Unions, and which only reached me to-day, I have the honour, acting on the instructions I have received, to inform you that Her Majesty's Government is prepared to put into force the following agreement, the text of which corresponds to that which I had the honour to submit to you in my letter No. 226 of January 27.

The Netherlands Government undertakes not to levy any tax assessed on the profits made by sea-going vessels flying the French flag and owned by individuals or companies established outside the territory of the Netherlands.

Consequently, French shipping enterprises shall be exempt in the Netherlands from income tax (*Wet op de Inkomstenbelasting van* 19 *December* 1914, *Staatsblad No.* 563; *Wet op de Verdedigingsbelasting II van* 28 *December* 1926, *Staatsblad No.* 430) " and from the dividend and tantième tax (*Wet op de Dividend-en Tantièmebelasting van* 11 *Januari* 1918, *Staatsblad No.* 4).

The French Government for its part undertakes not to levy any tax assessed on profits made in France by vessels flying the Netherlands flag and owned by individuals or companies established outside the territories of France.

Consequently, Netherlands shipping enterprises shall be exempt in France from the tax on industrial and commercial profits imposed under Part I of the Law of July 31, 1917, and from the income tax levied in virtue of the Law of June 29, 1872, and the Decree of December 6 of that year.

The present agreement shall take effect as from January 1, 1930.

I have the honour to be, etc.

LOUDON.

To His Excellency
Monsieur Aristide Briand,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

N° 2332.

AUTRICHE ET HONGRIE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque des visas de passeports. Vienne, le 11 avril 1930.

AUSTRIA AND HUNGARY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Vienna, April 11, 1930.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 2332. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER OESTERREICHISCHEN UND DER UNGARISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EIN ABKOMMEN UEBER DIE GEGENSEITIGE AUFHEBUNG DES SICHTVERMERKZWANGES. WIEN, AM 11. APRIL 1930.

Texte officiel allemand communiqué par le Chancelier fédéral de la République d'Autriche et par le Ministre Résident Chef de la Délégation Hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange a eu lieu le 23 mai 1930.

German official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic and by the Resident Minister Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place May 23, 1930.

I.

BUNDESKANZLERAMT,
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.

Z. 136.755-15.

WIEN, *am* 11. *April* 1930.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

Mit Bezug auf die Unterhandlungen, die im Bundeskanzleramt mit dem Delegierten des kgl. ungarischen Ministeriums des Äusseren darüber geführt wurden, den Sichtvermerkzwang zwischen Österreich und Ungarn für die beiderseitigen Staatsangehörigen aufzuheben, beehre ich mich, Ihnen zur Kenntnis zu bringen, dass es der Bundesregierung der Republik Österreich zum besonderen Vergnügen gereicht, hiemit zu erklären, dass sie mit folgender Regelung dieser Angelegenheit einverstanden ist :

Artikel I.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des anderen Staates betreten und verlassen.

Diese Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Heimatpässen, nicht aber von sogenannten Fremdenpässen, Interimspässen, Flüchtlingszertifikaten u. dgl. Heimatpässe sollen nur an Personen ausgestellt werden, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter 15 Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über 10 Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus österreichischen Bundesangehörigen oder aus ungarischen Staatsangehörigen bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde ausgestellte und von der zuständigen Vertretungsbehörde des anderen Staates mit einem Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz ; diese wird die Personaldaten (Geburtstag und

-ort, ordentlichen Wohnsitz und Beschäftigung) enthalten. Der Sichtvermerk wird ohne Einhebung einer Konsulargebühr oder Manipulationsgebühr erteilt.

Sammellisten dürfen für Arbeitertransporte nicht ausgestellt werden.

Artikel II.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperren, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch diese Vereinbarung nicht berührt.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf das Erfordernis der zur Berufsausübung oder zum Stellenantritt notwendigen Bewilligung aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zwecke des Stellenantrittes nachsuchen.

Artikel III.

Durch dieses Übereinkommen werden nicht die besonderen Vereinbarungen berührt, welche die Regelung des Personenverkehres im kleinen Grenzverkehr und die Erleichterungen für den Grenzübertritt der im Grenzverkehr dienstlich tätigen Beamten und Angestellten betreffen.

Artikel IV.

Das gegenwärtige Abkommen tritt am 15. Mai 1930 in Kraft und kann von jeder der beiden Regierungen mit einmonatiger Frist gekündigt werden.

Indem ich Sie, Herr Geschäftsträger, bitte, mir zum formellen Abschluss dieser Vereinbarung eine der vorliegenden analoge Note zukommen zu lassen, benütze ich auch diesen Anlass, um Ihnen die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

SCHOBER.

An den Herrn
Baron Eugen Miske-Gerstenberger,
Geschäftsträger *a. i.*
des Königreiches Ungarn,
Wien.

II.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE
M. KIR. KÖVETSÉG.
Z. 399/1930.

HERR BUNDESKANZLER !

Mit Beziehung auf die sehr geschätzte Note vom 11. April 1930, Z. 136.755—15, mit der es Euer Exzellenz gefällig war, die Zustimmung Ihrer Regierung zur Aufhebung des Sichtvermerkzwanges im Verhältnis zwischen dem Königreiche Ungarn und der Republik Österreich für die beiderseitigen Staatsangehörigen bekanntzugeben, beehre ich mich, Euer Exzellenz zur Kenntnis zu bringen, dass es der kgl. ungarischen Regierung zum besonderen Vergnügen gereicht, hiemit zu erklären, dass sie ihrerseits mit folgender Regelung einverstanden ist :

Artikel I.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des anderen Staates betreten und verlassen.

Diese Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Heimatpässen, nicht aber von sogenannten Fremdenpässen, Interimspässen, Flüchtlingszertifikaten u. dgl. Heimatpässe sollen nur an Personen ausgestellt werden, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Für Kinder unter 15 Jahren genügt an Stelle eines Passes ein amtlicher Ausweis über Namen, Alter, Staatsangehörigkeit und Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt des Kindes. Der Kinderausweis muss bei Kindern über 10 Jahre mit einem von der ausstellenden Behörde abgestempelten Lichtbild versehen sein.

Für den gemeinschaftlichen Grenzübertritt von Personengruppen, die aus österreichischen Bundesangehörigen oder aus ungarischen Staatsangehörigen bestehen, gilt eine von der zuständigen Behörde ausgestellte und von der zuständigen Vertretungsbehörde des anderen Staates mit einem Sichtvermerk versehene Sammelliste als Passersatz ; diese wird die Personaldaten (Geburtstag und -ort, ordentlichen Wohnsitz und Beschäftigung) enthalten. Der Sichtvermerk wird ohne Einhebung einer Konsulargebühr oder Manipulationsgebühr erteilt.

Sammellisten dürfen für Arbeitertransporte nicht ausgestellt werden.

Artikel II.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Verhängung von Grenzsperren, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch diese Vereinbarung nicht berührt.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf das Erfordernis der zur Berufsausübung oder zum Stellenantritt notwendigen Bewilligung aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andere Land zum Zwecke des Stellenantrittes nachsuchen.

Artikel III.

Durch dieses Übereinkommen werden nicht die besonderen Vereinbarungen berührt, welche die Regelung des Personenverkehres im kleinen Grenzverkehre und die Erleichterungen für den Grenzübertritt der im Grenzverkehre dienstlich tätigen Beamten und Angestellten betreffen.

Artikel IV.

Das gegenwärtige Abkommen tritt am 15. Mai 1930 in Kraft und kann von jeder der beiden Regierungen mit einmonatiger Frist gekündigt werden.

Ich benütze diesen Anlass, um Eurer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

WIEN, *am* 11. *April* 1930.

Baron Eugen MISKE-GERSTENBERGER.
kgl. ungar. Geschäftsträger.

Seiner Exzellenz
Herrn Dr. Johann Schober,
Bundeskanzler der Republik Österreich,
Wien.

[1] TRADUCTION.

Nº 2332. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET HONGROIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DES VISAS DE PASSEPORTS. VIENNE, LE 11 AVRIL 1930.

I.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Z. 136.755-15

VIENNE, *le* 11 *avril* 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant aux négociations de la Chancellerie fédérale avec le délégué du Ministère royal hongrois des Affaires étrangères au sujet de la suppression du visa obligatoire entre l'Autriche et la Hongrie pour les ressortissants des deux Etats, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche accepte la réglementation suivante de cette question :

Article premier.

Les ressortissants d'un Etat peuvent, en tout temps, pénétrer dans le territoire de l'autre Etat et ne sortir par les points de passage de la frontière officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valide, établissant incontestablement la nationalité du titulaire, sans visa de l'autre Etat.

Ce traitement de faveur est accordé uniquement aux titulaires de passeports nationaux, à l'exclusion des porteurs de passeports pour

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2332. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND HUNGARIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. VIENNA APRIL 11, 1930.

I.

FEDERAL CHANCELLERY.
FOREIGN AFFAIRS.

Z. 136.755.-15.

VIENNA, *April* 11, 1930.

SIR,

With reference to the negotiations which have taken place at the Federal Chancellery with the delegate of the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs concerning the abolition of compulsory visas as between Austria and Hungary for the nationals of both States, I have the honour to inform you that the Federal Government of the Austrian Republic has much satisfaction in declaring that it agrees to the following settlement of this question :

Article I.

The nationals of either State may at any time enter the territory of the other State and leave it at the officially recognised frontier points without the visa of the other State, by the simple production of a valid national passport which clearly establishes the holder's nationality.

This privilege applies only to holders of national passports and not to holders of so-called passports for foreigners *(Fremdenpässe)*,

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

étrangers, de passeports provisoires, de certificats de réfugiés, etc. Les passeports nationaux ne devront être délivrés qu'à des personnes dont la qualité de ressortissant de l'Etat qui délivre le passeport ne fait l'objet d'aucun doute.

Pour les enfants de moins de quinze ans, il suffira au lieu de passeport, d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence permanente de l'enfant. Pour les enfants de plus de dix ans, cette pièce d'identité devra être munie d'une photographie portant le cachet de l'autorité qui a délivré ladite pièce.

Une liste collective, établie par l'autorité compétente et visée par le représentant qualifié de l'autre Etat, tiendra lieu de passeport pour le passage en commun de groupes composés de ressortissants autrichiens ou de ressortissants hongrois. Cette liste devra contenir les renseignements concernant l'état civil des personnes qui y figurent (date et lieu de naissance, domicile ordinaire et profession). Le visa sera accordé sans qu'il soit prélevé de droits consulaires ou de droits de chancellerie.

Il ne pourra être établi de listes collectives pour des transports de travailleurs.

Article II.

Le présent accord ne dérogera pas aux dispositions en vigueur à toute époque sur le territoire des deux Etats et concernant la fermeture des frontières, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion d'étrangers, ainsi que la protection du marché national du travail contre un afflux excessif de travailleurs étrangers.

Chacun des deux Etats prendra soin d'attirer l'attention de ses ressortissants désireux d'obtenir un passeport pour se rendre à l'étranger en vue d'y exercer une profession ou d'y chercher un emploi sur la nécessité d'obtenir une autorisation spéciale à cet effet.

Article III.

Le présent accord n'affecte pas les arrangements spéciaux concernant la circulation des personnes dans le trafic local de la zone frontière et les facilités à accorder pour le passage de la frontière aux fonctionnaires et employés appelés par leurs fonctions à circuler de part et d'autre de la frontière.

provisional passports, certificates for refugees, etc. National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen years of age, a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. In the case of children over ten years of age this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together, and consisting of Austrian nationals or Hungarian subjects, a collective list made out by the competent authority and bearing the visa of the competent authority of the other State may take the place of the passport ; the said list shall furnish personal particulars (date and place of birth, habitual domicile and occupation). The visa shall be issued without consular charges or other fees.

Collective lists may not be made out for parties of workmen.

Article II.

The present agreement shall not affect the provisions in force in the territories of the two States with regard to the closing of the frontier, the turning back at the frontier of undesirable persons, police registration, the residence and expulsion of foreigners, or the protection of the home labour market against invasion by foreign workers.

Each of the two States shall ensure that its nationals are informed when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment that they must obtain authorisation to carry on their trade or profession or to take up employment.

Article III.

The present agreement shall not affect the special agreements for regulating the movements of persons in minor frontier traffic nor the facilities accorded to officials and employees crossing the frontier in the course of their duty.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 mai 1930 et pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements avec un préavis d'un mois.

Je vous prie, Monsieur le Chargé d'Affaires, de bien vouloir me faire parvenir, en vue de la conclusion définitive du présent accord, une note de teneur analogue à la présente, et saisis cette occasion pour vous renouveler l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) SCHOBER.

A Monsieur le Baron
Eug. Miske-Gerstenberger,
Chargé d'Affaires
du Royaume de Hongrie,
par intérim,
Vienne.

II.

LÉGATION ROYALE
DE HONGRIE.
Z. 399/1930.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Me référant à la note du 11 avril 1930, Z.136. 755-15, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que son gouvernement acceptait la suppression du visa obligatoire entre le Royaume de Hongrie et la République d'Autriche pour les ressortissants des deux Etats, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement royal de Hongrie approuve, de son côté, la réglementation ci-après :

Article premier.

Les ressortissants d'un Etat peuvent, en tout temps, pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et en sortir, par les points de passage de la frontière officiellement autorisés, sur la simple production d'un passeport national valide, établissant incontestablement la nationalité du titulaire, sans visa de l'autre Etat.

Article IV.

The present agreement shall come into force on May 15, 1930, and shall cease to take effect one month after being denounced by either of the two Governments.

I beg that you will forward to me a Note in the same terms as above, thus formally establishing the present agreement. I have the honour to be, etc.

(Signed) SCHOBER.

Monsieur le Baron
Eugen Miske-Gerstenberger,
Acting Chargé d'Affaires
for the Kingdom of Hungary,
Vienna.

II.

M. KIR. KÖVETSÉG.
ROYAL HUNGARIAN LEGATION.
Z. 399/1930.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your Note Z.136.755-15, dated April 11, 1930, in which you were good enough to communicate the consent of your Government to the abolition of the compulsory visa as between the Kingdom of Hungary and the Republic of Austria for nationals of the two States, I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government has much satisfaction in declaring its consent to the following settlement of this question :

Article I.

The nationals of either State may at any time enter the territory of the other State and leave it at the officially recognised frontier points without the visa of the other State, simply on production of a valid national passport which clearly establishes the holder's nationality.

Ce traitement de faveur est accordé uniquement aux titulaires de passeports nationaux, et non aux porteurs de passeports dits « d'étrangers », de passeports provisoires, de certificats de réfugiés, etc. Les passeports nationaux ne devront être délivrés qu'à des personnes dont la qualité de ressortissant de l'Etat qui délivre le passeport ne fait l'objet d'aucun doute.

Pour les enfants de moins de quinze ans, il suffira, au lieu de passeport, d'une pièce d'identité officielle indiquant le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence permanente de l'enfant. Pour les enfants de plus de dix ans, cette pièce d'identité devra être munie d'une photographie portant le cachet de l'autorité qui a délivré ladite pièce.

Une liste collective, établie par l'autorité compétente et visée par le représentant qualifié de l'autre Etat, tiendra lieu de passeport pour le passage en commun de groupes composés de ressortissants autrichiens ou de ressortissants hongrois. Cette liste devra contenir les renseignements concernant l'état civil des personnes qui y figurent (date et lieu de naissance, domicile ordinaire et profession). Le visa sera accordé sans qu'il soit prélevé de droits consulaires ou de droits de chancellerie.

Il ne pourra être établi de listes collectives pour des transports de travailleurs.

Article II.

Le présent accord ne dérogera pas aux dispositions en vigueur à toute époque sur le territoire des deux Etats concernant la fermeture des frontières, le refoulement des voyageurs suspects à la frontière, la déclaration, le séjour et l'expulsion d'étrangers, ainsi que la protection du marché national du travail contre un afflux excessif de travailleurs étrangers.

Chacun des deux Etats prendra soin d'attirer l'attention de ses ressortissants désireux d'obtenir un passeport pour se rendre à l'étranger en vue d'y exercer une profession ou d'y chercher un emploi sur la nécessité d'obtenir une autorisation spéciale à cet effet.

Article III.

Le présent accord n'affecte pas les arrangements spéciaux concernant la circulation des personnes dans le trafic local de la zone fron-

This privilege applies only to holders of national passports and not to holders of so-called passports for foreigners *(Fremdenpässe)*, provisional passports, certificates for refugees, etc. National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen years of age, a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. In the case of children over ten years of age this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

With regard to the crossing of the frontier by parties of persons travelling together, and consisting of Austrian nationals or Hungarian subjects, a collective list made out by the competent authority and bearing the visa of the competent authority of the other State may take the place of the passport ; the said list shall furnish personal particulars (date and place of birth, habitual domicile and occupation). The visa shall be issued without the imposition of consular charges or other fees.

Collective lists may not be made out for parties of workmen.

Article II.

The present agreement shall not affect the provisions at any time in force in the territories of the two States with regard to the closing of the frontier, the turning back at the frontier of undesirable persons, police registration, the residence and expulsion of foreigners, or the protection of the home labour market against invasion by foreign workers.

Each of the two States shall ensure that its nationals are informed when they apply for a passport to proceed to the other country for the purpose of taking up employment that they must obtain authorisation to carry on their trade or profession or to take up employment.

Article III.

The present agreement shall not affect the special agreements for regulating the movements of persons in minor frontier traffic nor the

tière, et les facilités à accorder pour le passage de la frontière aux fonctionnaires et employés appelés par leurs fonctions à circuler de part et d'autre de la frontière.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 mai 1930 et pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements avec un préavis d'un mois.

Je saisis cette occasion, etc.

VIENNE, *le* 11 *avril* 1930.

Baron Eugen MISKE-GERSTENBERGER,
Chargé d'Affaires
du Royaume de Hongrie.

Son Excellence,
Monsieur le Dr Johann Schober,
Chancelier fédéral
de la République d'Autriche,
Vienne.

facilities accorded to officials and employees crossing the frontier in the course of their duty.

Article IV.

The present agreement shall come into force on May 15, 1930, and shall cease to take effect one month after being denounced by either of the two Governments.

I have the honour to be, etc.

VIENNA, *April* 10, 1930.

Baron Eugen MISKE-GERSTENBERGER,
Royal Hungarian
Chargé d'Affaires.

His Excellency,
Dr. Johann Schober,
Federal Chancellor
of the Austrian Republic,
Vienna.

N° 2333.

DANEMARK ET SUÈDE

Arrangement concernant la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes. Signé à Copenhague, le 26 avril 1930.

DENMARK AND SWEDEN

Agreement regarding the mutual Recognition of Driving Licenses and Registration Certificates for Motor Vehicles used for the Transport of Persons. Signed at Copenhagen, April 26, 1930.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

Nº 2333. — ÖVERENSKOMMELSE MELLAN DANMARK OCH SVERIGE ANGÅENDE ÖMSESIDIGT GODKNÄNANDE AV KÖRKORT SAMT AV REGISTERING AV PERSONMOTORFORDON. UNDERTECKNAD I KÖPENHAMN DEN 26 APRIL 1930.

Textes officiels suédois et danois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 23 mai 1930.

DEKLARATION.

I avsikt att underlätta samfärdseln med motorfordon mellan SVERIGE och DANMARK hava undertecknade, därtill behörigen bemyndigade, träffat följande överenskommelse angående ömsesidigt godkännande av körkort samt av registrering av personmotorfordon :

Artikel 1.

Körkort för förande av motorfordon, utfärdat i det ena landet och där gällande, giver innehavaren rätt att, utan att innehava internationellt tillståndsbevis eller körkort, under tillfälligt uppehåll i det andra landet i icke yrkesmässig trafik framföra personmotorfordon av den beskaffenhet, vartill körkortet berättigar honom, i vilket hänseende körkortet skall gälla som legitimation. Denna rättighet innebär icke befogenhet att i det andra landet framföra ett där förhyrt motorfordon samt bortfaller,

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

Nº 2333. — OVE RENSKOMST MELLEM DANMARK OG SVERIGE ANGAAENDE GENSIDIG ANERKENDELSE AF KØREKORT OG INDREGISTRERINGSBEVISER FOR PERSON - MOTORKØRETØJER. UNDERTEGNET I KØBENHAVN DEN 26DE APRIL 1930.

Swedish and Danish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place May 23, 1930.

DEKLARATION

I den Hensigt at lette Færdslen med Motorkøretøjer mellem DANMARK og SVERIGE har undertegnede, dertil behørigt bemyndigede, truffet følgende Aftale angaaende gensidig Anerkendelse af Kørekort og Indregistreringsbeviser for Person-Motorkøretøjer.

Artikel 1.

Førerbeviser til Kørsel med Motorkøretøjer, udstedte og gældende i det ene Land, giver Indehaveren Ret til, uden at være i Besiddelse af internationalt Kørecertifikat eller Kørekort, under midlertidigt Ophold i det andet Land i ikke-erhvervsmæssig Trafik at føre et saadant Person-Motorkøretøj, som Førerbeviset berettiger den paagældende til at føre, og Førerbeviset skal i saa Henseende gælde som Legitimation. Denne Ret giver ikke Adgang til i det andet Land at føre et der lejet Motorkøretøj og den

när vederbörande tager stadig hemvist i det andra landet.

Artikel 2.

I det ena landet registrerat personmotorfordon må utan internationellt tillståndsbevis inkomma och under högst ett år framföras i icke yrkesmässig trafik i det andra landet. Såsom legitimation härvid skall gälla för svenskt motorfordon vederbörligt besiktningsinstrument eller typintyg med åtecknat registreringsbevis samt beträffande danskt motorfordon inregistreringsattest.

Under förutsättning att sådant motorfordon, som nu nämnts, är försett med hemlandets nationalitetsmärke i överensstämmelse med den internationella automobilkonventionen ävensom med i hemlandet gällande igenkänningsmärke, erfordras icke att det vid ankomsten till det andra landet förses med eljest i detta land föreskrivet igenkänningsmärke.

Artikel 3.

Därest det är uppenbart, att villkoren för erhållande av körkort eller registrering icke längre uppfyllas, äger vederbörande myndighet i det ena landet rätt att, oavsett bestämmelserna i ovanstående artiklar, vägra godkännande av i det andra landet utfärdat körkort eller beviljad registrering.

Artikel 4.

Denna överenskommelse avser icke att beröra de bestämmelser om tull, avgift för eller skatt å automobiler och automobilgummiringar eller trafikförsäkring av motorfordon, som nu äro eller som må komma att utfärdas i de båda länderna.

Denna överenskommelse skall träda i kraft den 1 maj 1930 och förbliva gällande intill sex månader från den dag, då densamma blivit av någondera av de kontraherande partena uppsagd.

bortfalder, naar vedkommende tager fast Bopæl i det andet Land.

Artikel 2.

Person-Motorkøretøjer, der er indregistreret i det ene Land, kan, uden at der for Køretøjet foreligger internationalt Kørecertifikat, indpassere og køre i det andet Land i indtil et Aar i ikke-erhvervsmæssig Trafik. Som Legitimation skal for danske Motorkøretøjer gælde den danske Indregistreringsattest og for svenske Motorkøretøjers Vedkommende det svenske « besiktningsinstrument » eller « typintyg » med paategnet Registreringsbevis.

Under Forudsætning af, at et i det ene Land indregistreret Motorkøretøj, der i Henhold til denne Artikel indpasserer og kører i det andet Land, er forsynet med Hjemlandets Kendingsmærker og med dettes i Overensstemmelse med den internationale Automobilkonvention udførte Nationalitetsmærke, fordres det ikke, at Motorkøretøjet ved Ankomsten til det andet Land forsynes med de i dette ellers foreskrevne Kendingsmærker.

Artikel 3.

Naar det er aabenbart, at Vilkaarene for at erholde Kørekort eller Indregistrering ikke længere opfyldes, har vedkommende Myndigheder i det ene Land uanset Bestemmelserne i foranstaaende Artikler Ret til at nægte Godkendelse af et i det andet Land udfærdiget Kørekort eller Indregistreringsbevis.

Artikel 4.

Denne Overenskomst berører ikke de Bestemmelser om Told, Afgift eller Skat paa Automobiler eller Automobilgummiringe eller om Forsikring af Motorkøretøjer, som maatte gælde eller blive indført i de to Lande.

Denne Overenskomst træder i Kraft den 1. Maj 1930 og forbliver gældende indtil 6 Maaneder fra den Dag, den maatte blive opsagt af en af de kontraherende Parter.

Till bekräftelse härav hava undertecknade underskrivit denna deklaration och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Köpenhamn, i två exemplar, den 26 april 1930.

(L. S.) O. EWERLÖF.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 20 mai 1930.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede underskrevet denne Deklaration og forsynet samme med deres Segl.

Udfærdiget i København i to Eksemplarer, den 26. April 1930.

(L. S.) Th. STAUNING.

Pour copie certifiée conforme :
Copenhague le 20 mai 1930.

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères.

[1] TRADUCTION.

Nº 2333. — ARRANGEMENT ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES PERMIS DE CONDUIRE ET DES CERTIFICATS D'IMMATRICULATION POUR LES VÉHICULES AUTOMOBILES SERVANT AU TRANSPORT DES PERSONNES. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 26 AVRIL 1930.

DÉCLARATION

En vue de faciliter la circulation des véhicules automobiles entre LE DANEMARK et LA SUÈDE, les soussignés, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet, ont conclu l'arrangement

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

No. 2333. — AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND SWEDEN REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF DRIVING LICENCES AND REGISTRATION CERTIFICATES FOR MOTOR VEHICLES USED FOR THE TRANSPORT OF PERSONS. SIGNED AT COPENHAGEN, APRIL 26, 1930.

DECLARATION.

With a view to facilitating motor traffic between SWEDEN and DENMARK, the undersigned duly authorised Plenipotentiaries have drawn up the following agreement regarding

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ci-après concernant la reconnaissance réciproque des permis de conduire et des certificats d'immatriculation, pour les véhicules automobiles servant au transport des personnes.

Article premier.

Les permis délivrés et valables dans l'un des pays, pour la conduite de véhicules automobiles donneront à leur détenteur, au cours d'un séjour temporaire dans l'autre pays et sans qu'il ait à se munir d'un certificat ou permis de conduire international, le droit de conduire un véhicule automobile servant au transport des personnes et du type spécifié dans son permis, à condition qu'il soit uniquement destiné à un usage privé ; à cet effet, le permis de conduire servira de pièce d'identité. Ce droit n'impliquera pas l'autorisation de conduire, dans l'autre pays, un véhicule automobile loué, et l'intéressé le perdra lorsqu'il fixera son domicile dans cet autre pays.

Article 2.

Les véhicules automobiles servant au transport de personnes et immatriculés dans l'un des pays, pourront, sans être munis d'un permis ou certificat international, pénétrer et circuler dans l'autre pays pendant un an au maximum, à condition d'être uniquement destiné à un usage privé. Les pièces d'identité seront constituées, pour les automobiles danoises, par le certificat d'immatriculation danois et, pour les automobiles suédoises, par les certificats suédois dénommés « *besiktningsinstrument* » ou « *typintyg* » attestant l'immatriculation.

Lorsqu'un véhicule automobile immatriculé dans l'un des deux pays, pénétrant et circulant dans l'autre pays ainsi qu'il est prévu au présent article, portera les marques distinctives du pays auquel il appartiendra, ainsi que les marques de nationalité de ce pays conformes à la convention internationale sur les automobiles, il ne sera pas nécessaire qu'à son arrivée dans l'autre pays ce véhicule soit muni des marques distinctives prévues par le règlement général de ce pays.

Article 3.

Lorsqu'il sera évident que les conditions requises pour l'obtention du permis de conduire

the mutual recognition of drivers' licences and the registration of passenger motor vehicles:

Article 1.

Licences issued and valid in either country for driving motor vehicles therein shall entitle the holder, during a temporary stay in the other country, to drive a passenger motor vehicle of the kind for which his licence qualifies him without having an international certificate or driver's licence, provided that the said motor vehicle is used for private traffic ; in this respect the driver's licence shall serve as an identification document. This privilege shall not imply the right to drive a motor vehicle hired in the other country and it shall lapse if the party concerned acquires a permanent domicile in the last-named country.

Article 2.

A passenger motor vehicle registered in either country may be brought into the other country and driven therein for not more than one year, without an international licence, provided it is used for private traffic. The identification document in this case shall be, for Swedish motor vehicles, the regular inspection certificate *(besiktningsinstrument)* or the type certificate *(typintyg)* with the registration endorsement, and for Danish motor vehicles the Danish certificate of registration.

Should a motor vehicle, registered in one country, enter the other country, and circulate therein as indicated in the present Article, and should it be furnished with the nationality mark of its own country, in accordance with the International Motor Traffic Convention, and should it also bear the distinctive mark valid in its own country, it shall not be required, on arriving in the other country, to be provided with any other mark which may be prescribed therein.

Article 3.

If it is evident that the conditions requisite for obtaining a driver's licence or registration

ou pour l'immatriculation du véhicule ne se trouvent plus remplies, les autorités compétentes de l'un des deux pays pourront, nonobstant les stipulations des articles précédents, refuser de reconnaître le permis de circulation ou le certificat d'immatriculation délivré dans l'autre pays.

Article 4.

Le présent arrangement ne dérogera pas aux règlements qui sont ou pourront être promulgués dans les deux pays en matière de droits de douane, de taxes ou impôts sur les automobiles ou pneumatiques d'automobiles, ainsi qu'en matière d'assurance automobiles.

Le présent arrangement prendra effet le 1er mai 1930 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois commençant à courir de la date à laquelle ledit arrangement aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait à Copenhague en double exemplaire le 26 avril 1930.

(Signé) *(L. S.)* O. EWERLÖF.
(Signé) *(L. S.)* Th. STAUNING.

are no longer fulfilled, the competent authority in either country shall be entitled, irrespective of the provisions in the above articles, to refuse to recognise the driver's licence or registration granted in the other country.

Article 4.

The present agreement is not intended to affect regulations now existing or which may hereafter be issued in either country regarding Customs duties, charges or taxes on motor cars or motor car tyres, or insurance of motor vehicles.

The present agreement shall come into force on May 1st, 1930, and shall remain in force for six months after it has been denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the undersigned have signed the present declaration and have thereto affixed their seals.

Done at Copenhagen in two copies, April 26, 1930.

(L. S.) *(Signed)* O. EWERLÖF.
(L. S.) *(Signed)* Th. STAUNING.

N° 2334.

NORVÈGE ET POLOGNE

Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire, avec Protocole de signature. Signés à Oslo, le 9 décembre 1929.

NORWAY AND POLAND

Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement, with Protocol of Signature. Signed at Oslo, December 9, 1929.

N° 2334. — TRAITÉ [1] DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA NORVÈGE ET LA POLOGNE. SIGNÉ A OSLO, LE 9 DÉCEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations et le chargé d'affaires a.i. *de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le* 26 *mai* 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre la Norvège et la Pologne, et de résoudre, conformément aux principes dont s'inspire la Société des Nations, les différends qui viendraient à s'élever entre les deux pays, ont décidé de réaliser dans un traité leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères M. Johan Ludwig MOWINCKEL ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUR DE POLOGNE :

M. Leszek MALCZEWSKI, chargé d'affaires de Pologne à Oslo ; et
M. Juljan MAKOWSKI, docteur en droit, chef de la Section de Traités au Ministère des Affaires étrangères de Pologne ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées par le présent traité, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 26 avril 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2334. — TREATY [2] OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN NORWAY AND POLAND. SIGNED AT OSLO, DECEMBER 9, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations and the Chargé d'Affaires a. i. *of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place May* 26, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, being desirous of strengthening the ties of friendship which exist between Norway and Poland and of settling, in conformity with the principles of the League of Nations, any differences which may arise between the two countries, have decided to achieve their common aim by means of a Treaty, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Ludwig MOWINCKEL, His President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Leszek MALCZEWSKI, Polish Chargé d'Affaires at Oslo; and
M. Juljan MAKOWSKI, Doctor of Laws, Head of the Treaties Section at the Polish Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article 1.

Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties and which it has not been possible to settle by diplomacy shall be submitted, under the conditions laid down in the present Treaty, to settlement by judicial means or arbitration, preceded, according to circumstances, as a compulsory or optional measure, by recourse to the procedure of conciliation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, April 26, 1930.

Article 2.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. Le présent traité ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Hautes Parties contractantes une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation, après que cette procédure aura échoué, les dispositions du présent traité relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette Partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent traité, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent traité, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale ou, si l'une des Parties le demande, à un tribunal arbitral dans les termes prévus ci-après.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut[1] de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si un différend visé à l'article précédent doit être soumis à un tribunal arbitral, il sera fait application des dispositions des articles 23 à 28 du présent traité, sauf accord contraire des Parties.

Article 6.

Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles suivantes :

1° Les conventions internationales, soit générales, soit spéciales, établissant des règles expressément reconnues par les Etats en litige ;

2° La coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit ;

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416, vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70, vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C, page 153, de ce recueil.

Article 2.

1. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

2. The present Treaty shall not affect any agreements in force by which conciliation procedure is established between the High Contracting Parties or by which they have assumed obligations to resort to arbitration or judicial settlement for the purpose of settling the dispute. If, however, these agreements provide only for a procedure of conciliation, then after such procedure has been followed without result, the provisions of the present Treaty concerning judicial settlement or arbitration shall be applied.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Treaty until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case, the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Treaty must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, or, if either Party so requests, to an arbitral tribunal in the manner hereinafter provided.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute[1] of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

If a dispute mentioned in the preceding Article is to be submitted to an arbitral tribunal, the provisions of Articles 23 to 28 of the present Treaty shall apply, unless the Parties agree otherwise.

Article 6.

If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the Tribunal shall apply the following rules :

(1) International conventions, whether general or particular, establishing rules expressly recognized by the contesting States ;

(2) International custom, as evidence of a general practice accepted as law ;

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX. page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; and Vol. C, page 153, of this Series.

3° Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées ;

4° Les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés, comme moyen auxiliaire de détermination des règles de droit.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par le présent traité.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la commission de conciliation.

CHAPITRE III

De la conciliation.

Article 8.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission permanente de conciliation constituée par les Parties, dans les six mois qui suivront l'échange des instruments de ratification du présent traité.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation sera constituée comme suit :

1° La Commission comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les Parties désigneront le président de la Commission.

2° Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des Parties. Chaque Partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3° Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

(3) The general principles of law recognised by civilised nations ;

(4) Judicial decisions and the teachings of the most highly qualified publicists of the various nations, as subsidiary means for the determination of rules of law.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral procedure, the Parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Treaty.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither Party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the Arbitral Tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent Conciliation Commission constituted by the Parties to the dispute within six months of the exchange of the instruments of ratification of the present Treaty.

Article 10.

The permanent Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall be composed of five members. The Parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The three other commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties. The Parties shall appoint the President of the Commission from among them.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during the course of their mandate by agreement between the Parties. Either Party may, moreover, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 11.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans le délai prévu à l'article 9, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties ou, si l'une de celles-ci le demande, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 12.

1. La commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

Article 13.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 14.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au lieu désigné par son président ; ce lieu ne pourra être situé sur le territoire des Parties.

Article 15.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise à l'unanimité par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Article 16.

1. Sauf accord contraire des Parties, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention [1] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties seront représentées auprès de la commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 11.

If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the period provided for in Article 9, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the Parties or, on the request of either Party, the President of the Swiss Confederation shall be asked to make the necessary appointments.

Article 12.

1. Disputes shall be brought before the Permanent Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the Parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the Parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the Parties, the other Party shall without delay be notified by it.

Article 13.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before the permanent Conciliation Commission, either Party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 14.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the permanent Conciliation Commission shall meet at the place selected by its President ; this place shall not be situated in the territory of the Parties.

Article 15.

The work of the permanent Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a unanimous decision to that effect is taken by the Commmission with the consent of the Parties.

Article 16.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention[1] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The Parties shall be represented before the permanent Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall he heard.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 17.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 18.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 19.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 20.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

Article 21.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 17.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 18.

The Parties undertake to facilitate the work of the permanent Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 19.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 20.

1. The task of the permanent Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the *procès-verbal* as to whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 21.

The Commission's *procès-verbal* shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPITRE IV

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 22.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission permanente de conciliation visée dans les articles précédents, les Parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 23.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 24.

1. Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre de constituer un Tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les Parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, le président de la Confédération suisse sera prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 25.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 26.

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 27.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 28.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des Parties.

CHAPTER IV.

SETTLEMENT BY ARBITRATION.

Article 22.

If the Parties have not reached an agreement within a month from the termination of the proceedings of the permanent Conciliation Commission mentioned in the previous Articles, the question shall be brought before an arbitral tribunal which, unless the Parties agree otherwise, shall be constituted in the manner indicated below.

Article 23.

The Arbitral Tribunal shall consist of five members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The two other arbitrators and the Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the Parties.

Article 24.

1. If the appointment of the members of the arbitral tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the Parties requested the other Party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the Parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each Party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the President of the Swiss Confederation shall be asked to make the necessary appointments.

Article 25.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 26.

The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the details of procedure.

Article 27.

In the absence of sufficient indications or particulars in the special agreement concerning the points mentioned in the preceding Article, the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 28.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the tribunal was constituted, the dispute may be brought before the tribunal by an application by one or other Party.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 29.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment, si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la Commission permanente de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 30.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 31.

Le présent traité sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

Article 32.

Les différends relatifs à l'interprétation du présent traité, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 33.

Le présent traité, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 34.

1. Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Varsovie. Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

CHAPTER V.

GENERAL PROVISIONS.

Article 29.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the arbitral tribunal shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. If the dispute is brought before the permanent Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The Parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the permanent Conciliation Commission, and, in general to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 30.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the Parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the judicial sentence or arbitral award shall specify the nature and extent of the reparation to be granted to the injured Party.

Article 31.

The present Treaty shall be applicable as between the High Contracting Parties, even though a third Power has an interest in the dispute.

Article 32.

Disputes relating to the interpretation of the present Treaty, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 33.

The present Treaty, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shal l not be interpreted as restricting the duty of the League to take, at any time, whatever action may de deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 34.

1. The present Treaty shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Warsaw. It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. Le traité est conclu pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si le traité n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement normal.

5. Le traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Oslo, le 9 décembre 1929, en deux exemplaires.

(L. S.) *(Signé)* Joh. Ludw. MOWINCKEL.
(L. S.) *(Signé)* Leszek MALCZEWSKI.
(L. S.) *(Signé)* Dr J. MAKOWSKI.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire en date de ce jour les Hautes Parties contractantes sont tombées d'accord sur ce qui suit :

1. Aucune contestation n'existant actuellement entre les deux Etats, les Parties contractantes, en signant le présent traité, n'ont fait aucune déclaration concernant l'application rétroactive du traité, puisque cette question ne se pose pas.

2. Au cas, où la Pologne ratifierait plus tard la Clause facultative de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, ladite Cour, au lieu du Tribunal prévu dans le traité, sera par la suite compétente en ce qui concerne tous les litiges auxquels la clause susvisée se rapporte. Il est bien entendu toutefois que cette obligation sera sujette aux mêmes réserves et aura la même durée que l'adhésion de la Pologne à la clause facultative en question.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Oslo, le 9 décembre 1929, en deux exemplaires.

(Signé) Joh. Ludw. MOWINCKEL.
(Signé) Leszek MALCZEWSKI.
(Signé) Dr J. MAKOWSKI.

Certifié pour copie conforme :
Oslo, le 2 mai 1930,
au Ministère des Affaires étrangères,
Rolf Andvord,
Chef de division.

2. The Treaty shall be concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

4. Notwithstanding denunciation by one of the High Contracting Parties, all proceedings pending at the expiration of the current period of the Treaty shall be duly completed.

5. The Treaty shall enter into force on the thirtieth day after the exchange of the ratifications.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Oslo on December 9, 1929, in two copies.

(L. S.) *(Signed)* Joh. Ludw. MOWINCKEL.
(L. S.) *(Signed)* Leszek MALCZEWSKI.
(L. S.) *(Signed)* Dr. J. MAKOWSKI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement of this day's date the High Contracting Parties have agreed as follows :

(1) As there is at present no dispute between the two States, the Contracting Parties, on signing the present Treaty, have made no declaration concerning the retrospective application of the Treaty, since that question does not arise.

(2) Should Poland at a later date ratify the Optional Clause of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, the said Court, in place of the tribunal provided for in the Treaty, shall thereafter have competence regarding all the disputes to which the aforementioned Clause refers. It is, however, understood that this obligation shall be subject to the same reservations and shall remain in force for the same period as the Polish accession to the Optional Clause in question.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Oslo on December 9, 1929, in two copies.

(Signed) Joh. Ludw. MOWINCKEL.
(Signed) Leszek MALCZEWSKI.
(Signed) Dr. J. MAKOWSKI.

N° 2335.

DANEMARK, ESTONIE, FINLANDE, LETTONIE ET SUÈDE

Arrangement sur le service téléphonique entre le Danemark et la Lettonie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède, de la Finlande et de l'Estonie. Signé à Copenhague, le 7 janvier, à Stockholm, le 17 janvier, à Helsingfors, le 10 février, à Tallinn, le 15 février, et à Riga, le 25 février 1930.

DENMARK, ESTONIA, FINLAND, LATVIA AND SWEDEN

Agreement regarding Telephone Service between Denmark and Latvia through the Intermediary of the Lines of Communication established on Swedish, Finnish and Estonian Territories. Signed at Copenhagen, January 7, at Stockholm, January 17, at Helsingfors, February 10, at Tallinn, February 15, and at Riga, February 25, 1930.

N° 2335. — ARRANGEMENT SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA DANEMARK ET LA LETTONIE, PAR L'INTERMÉDIAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION ÉTABLIES SUR LE TERRITOIRE DE LA SUÈDE, DE LA FINLANDE ET DE L'ESTONIE. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 7 JANVIER, A STOCKHOLM, LE 17 JANVIER, A HELSINFORS, LE 10 FÉVRIER, A TALLINN, LE 15 FÉVRIER, ET A RIGA, LE 25 FÉVRIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 27 mai 1930.

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre le Danemark et la Lettonie par l'intermédiaire des voies de communication établies sur le territoire de la Suède, de la Finlande et de l'Estonie.

Article 2.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Bruxelles 1928) annexé à la Convention [1] télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont appliquées au service téléphonique entre le Danemark et la Lettonie sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION C. LISTE DES ABONNÉS ET DES POSTES PUBLICS.

Paragraph 4.

Les commandes relativse aux listes d'abonnés (annuaires des téléphones) qui doivent être vendues au public seront adressées à la Direction générale des postes et des télégraphes, Copenhague, respectivement au Département des postes et des télégraphes Riga.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes sont admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » sont admises.

[1] Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2335. — AGREEMENT REGARDING TELEPHONE SERVICE BETWEEN DENMARK AND LATVIA, THROUGH THE INTERMEDIARY OF THE LINES OF COMMUNICATION ESTABLISHED ON SWEDISH, FINNISH AND ESTONIAN TERRITORIES. SIGNED AT COPENHAGEN, JANUARY 7, AT STOCKHOLM, JANUARY 17, AT HELSINGFORS, FEBRUARY 10, AT TALLINN, FEBRUARY 15, AND AT RIGA, FEBRUARY 25, 1930.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place May 27, 1930.

Article 1.

A telephone service is hereby organised between Denmark and Latvia by connections through the territories of Sweden, Finland and Estonia.

Article 2.

The provisions laid down in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Brussels Revision, 1928) annexed to the International Telegraph Convention[2] of St. Petersburg, shall apply to the Telephone Service between Denmark and Latvia subject to the following amplifications and additions :

SECTION C. LIST OF SUBSCRIBERS AND CALL OFFICES.

Paragraph 4.

Application for lists of subscribers (telephone directories) for sale to the public must be made to the Directorate-General of Posts and Telegraphs at Copenhagen or to the Department of Posts and Telegraphs at Riga, respectively.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are allowed.

SECTION F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1.

" Lightning " calls are allowed.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] Vol. LVII, page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

Paragraphe 3.

La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au vingtuple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe premier (2).

Il existe des conversations d'Etat urgentes et des conversations d'Etat ordinaires.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les Administrations suédoise, finlandaise et estonienne se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier. (1).

Les conversations par abonnement sont autorisées pendant les périodes de faible trafic ainsi que pendant les autres périodes.

Paragraphe premier. (4).

Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

a) Pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe ;

b) Pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe.

Paragraphe 2 (1).

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

« Le demandeur d'une conversation par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic a la faculté de demander l'exclusion des dimanches et des jours fériés. »

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 5.

Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours en règle générale, mais à vingt-cinq jours dans les cas où, pour les conversations par abonnement à effectuer pendant les heures de fort trafic (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le demandeur a exigé l'exclusion des dimanches et des jours fériés.

Paragraphe 6 (2).

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

« La conversation supplémentaire est considérée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)) et taxée pendant les heures de fort trafic à l'unité de taxe au moins et pendant les heures de faible trafic aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité au moins. »

Paragraph 3.

The rate for a " lightning " call is fixed at twenty times the rate for an ordinary private call during the same rate-period.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

There are urgent Government calls and ordinary Government calls.

Paragraph 2 (5).

No time-limit is placed on Government calls. Nevertheless, the Swedish, Finnish and Estonian Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary Government calls to six minutes, when these calls are made through one of their offices.

SECTION 8. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls are authorised during periods of light traffic and also during other periods.

Paragraph 1 (4).

Subscription calls are subject to the following charges :

a) During periods of light traffic, half the unit charge.

b) During other periods, three times the unit charge.

Paragraph 2 (1).

ADDITIONAL CLAUSE :

" Persons applying for subscription rates for calls during the hours of heavy traffic may ask for Sundays and holidays to be excluded. "

Paragraph 3.

During the hours of light traffic subscription calls of more than six minutes may be allowed by the offices concerned if the normal traffic over the lines to be used permits.

Paragraph 5.

As a general rule the amount of subscription is calculated on a mean duration of thirty days but is computed on the basis of twenty-five days when the subscriber has asked that, as regards subscription calls during the hours of heavy traffic (Section H, paragraph 2 (1) above), Sundays and holidays should be excluded.

Paragraph 6 (2).

ADDITIONAL CLAUSE :

" An additional call is regarded as a new call (Section L, paragraph 1 (1)), and is charged for during the hours of heavy traffic at not ess than the unit rate and during the hours of light traffic at not less than three-fifths (3/5ths) of the unit rate ".

Paragraphe 7 (3)

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

« Dans le cas où le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de vingt-cinq jours (Section H, paragraphe 2 (1) ci-dessus), le remboursement est fixé au vingt-cinquième du montant de l'abonnement. »

SECTION K. — TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphes 3 *et* 4.

Pour la détermination des taxes terminales, le territoire du Danemark est divisé en deux zones ; le territoire de la Lettonie ne comprend qu'une zone.

Limites des zones du Danemark :

La Zone A comprend :

Les réseaux des îles situées à l'est de Storebaelt et de Langelandsbaelt.

La Zone B comprend les autres réseaux du pays.

MONTANT DE L'UNITÉ DE TAXE DANS LES RELATIONS ENTRE LES DIVERSES ZONES DU DANEMARK ET DE LA LETTONIE.

Le montant de l'unité de taxe, pour chaque relation, et la part revenant à chaque Administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre	Montant de l'unité de taxe	Part du Danemark	Part de la Lettonie	Part de la Suède (transit)	Part de la Finlande (transit)	Part de l'Estonie (transit)	Observations
	Francs-or	Francs-or	Francs-or	Francs-or	Francs-or	Francs-or	
Danemark Zone A et Lettonie	12.90	1.20	1.80	4.20	3.90	1.80	
Danemark Zone B et Lettonie	14.10	2.40	1.80	4.20	3.90	1.80	

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe.

SECTION L. MODE D'APPLICATION DES TARIFS. — DURÉE DES CONVERSATIONS.

Paragraphe 8. (2) et (3).

En cas de non-réponse du demandeur, il est perçu sur le demandeur la taxe d'une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la communication demandée. En cas de non-réponse du demandé, aucune taxe n'est appliquée.

Lorsqu'après avoir répondu à l'appel préalable le demandeur ou le demandé ne répond pas à l'appel définitif, cette non-réponse est assimilée à un refus. La taxe pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée est donc appliquée.

Paragraph 7 (3).

ADDITIONAL CLAUSE :

" When the amount of the subscription is calculated on a mean duration of twenty-five days (Section H, paragraph 2 (1) above), the refund is fixed at one-twenty fifth (1/25th) of the amount of the subscription. "

SECTION K. RATES. — COLLECTION OF CHARGES.

Paragraphs 3 *and* 4.

For the fixing of terminal charges, Danish territory shall be divided into two zones. The territory of Latvia constitutes only one zone.

Boundaries of the Danish zones :

Zone A comprises the systems situated in the islands lying to the east of the Great Belt and Langeland Belt.

Zone B comprises the other systems of the country.

AMOUNT OF UNIT RATE FOR CALLS BETWEEN THE VARIOUS ZONES OF DENMARK AND LATVIA.

The amount of the unit rate for each call and the quota due to each Administration is shown in the following table :

Calls between	Amount of unit rate	Quota of Denmark	Quota of Latvia	Quota of Sweden (transit)	Quota of Finland (transit)	Quota of Estonia (transit)	Observations
	Gold Francs	Gold Francs	Gold Francs	Gold Francs	Gold Francs	Gold Francs	
Denmark Zone A and Latvia	12.90	1.20	1.80	4.20	3.90	1.80	
Denmark Zone B and Latvia	14.10	2.40	1.80	4.20	3.90	1.80	

Paragraph 6.

The hours of light traffic are from 7 p.m. to 8 a.m. (legal time of the country of origin). As regards subscription calls the country of origin is that in which the subscription has been taken out.

During the hours of light traffic, the rate for an ordinary private call is fixed at three-fifths (3/5ths) of the unit rate.

SECTION L. METHOD OF APPLICATION OF RATES — DURATION OF CALLS.

Paragraphs 8 (2) *and* (3).

If the caller fails to reply he shall be charged the fee for a three minute call of the category demanded. If the person called fails to reply no charge shall be made.

If, after replying to the preliminary call, the caller or the person called does not reply to the final call, his not replying shall be treated as a refusal, and the fee for a three minute call of the category demanded shall be charged.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec préavis d'appel sont admises. Dans leur établissement, les administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Conversations avec avis d'appel et conversations avec préavis », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Bruxelles).

SECTION NOUVELLE.
COMMUNICATIONS FORTUITES A HEURE FIXE. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS.

Les communications fortuites à heure fixe sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Communications fortuites à heure fixe » (*Livre rose*, page 112).

Les demandes de renseignements sont admises. Ce service fonctionne dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif ayant pour titre « Demandes de renseignements ». (*Livre rose*, page 113). Toutefois la taxe entre dans les comptes internationaux.

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est insuffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours, chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communication en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

DISPOSITION ADDITIONNELLE.

« Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'Administration suédoise, finlandaise ou estonienne les cinq administrations intéressées conviennent de se conformer à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Bruxelles). »

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 79 du Règlement international (Revision de Bruxelles) les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Ajouter :

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quintuple expédition. Après acceptation du compte, l'administration qui l'a reçu en adresse un

SECTION N. " AVIS D'APPEL " AND " TELEPHONIC PRÉAVIS ".

Paragraph 1 (4).

Communications with " préavis " and " avis d'appel " are allowed. In putting through such calls the Administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee under the heading " Method of establishing communications with *préavis* or *avis d'appel* " supplementary to the provisions of the International Regulations (Brussels revision).

NEW SECTION.
CASUAL CALLS AT A FIXED HOUR. REQUESTS FOR INFORMATION.

Casual calls at a fixed hour are permitted under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under heading : " Casual calls at a fixed hour " (*Pink Book*, page 112).

Requests for information are allowed. This service will operate under the conditions laid down in the recommendations of the International Consultative Committee under the heading " Requests for Information " (*Pink Book*, page 113). The fee shall, however, be included in the international accounts.

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, requests for connections must be transmitted between terminal offices in such a way that in addition to the conversation in progress each terminal office has at least two requests for connections in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

When the lines are congested there shall as far as possible be one operator for each international trunk line.

ADDITIONAL CLAUSE.

As regards the putting through of calls passing through an office of the Swedish, Finnish or Estonian administration, the five administrations concerned agree to comply with the recommendations of the International Consultative Committee for long distance telephone communications under the heading " Regulations for the operation of international transit traffic " supplementary to the provisions of the International Regulations (Brussels Revision).

SECTION Q. ACCOUNTANCY.

In accordance with paragraph 3 of Article 79 of the International Regulations (Brussels Revision) the terminal administrations shall effect a settlement direct in regard to the terminal charges.

Add :

The terminal administrations shall transmit to each other monthly accounts in five copies. After accepting the account, the administration to which it is sent shall forward one copy to the

exemplaire à l'Administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Les Administrations suédoise, finlandaise et estonienne incorporent dans leur compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui leur reviennent.

Article 3.

Les dispositions de l'article 8 de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg sont applicables aux relations téléphoniques faisant l'objet du présent arrangement.

Article 4.

Les dispositions de l'article 2, section H, paragraphes 1, 2, 3, 5, 6 et 7, section K, paragraphe 6, section L, paragraphe 8, section N, la nouvelle section après la section N et section O, paragraphe 2 ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord par les cinq administrations.

Chacune des cinq administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites des zones et les taxes prévues à l'article 2, section K, paragraphes 3 et 4.

Article 5.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date où il aura été signé par les administrations contractantes. Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en cinq exemplaires, signés

COPENHAGUE, *le 7 janvier* 1930.

Direction générale des Postes et des Télégraphes.
(Signé) Hollnagel JENSEN.

RIGA, *le 25 février* 1930.

Département des Postes et des Télégraphes.
(Signé) A. AUZINS.

STOCKHOLM, *le 17 janvier* 1930.

Direction générale des Télégraphes.
(Signé) A. HAMILTON.

TALLINN, *le 15 février* 1930.

Direction générale des Postes et des Télégraphes.
(Signé) G. JALLAJAS.

HELSINGFORS, *le 10 février* 1930.

Direction générale des Postes et des Télégraphes.
(Signé) G. E. F. ALBRECHT.

In fidem
GREDSTED.

Vu pour la légalisation de la signature de M. Gredsted, Chef de bureau à la Direction générale des Postes et des Télégraphes, apposée sur le présent acte. Copenhague, le 2 avril 1930.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :
par ant.,
From.

administration by which it was made out and one to each of the transit administrations. The Swedish, Finnish and Estonian administrations shall enter the respective sums due to them in their main quarterly account for each of the terminal administrations concerned.

Article 3.

The provisions of Article 8 of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg shall apply to the telephonic communications to which the present agreement refers.

Article 4.

The provisions of Article 2, Section H, paragraphs 1, 2, 3, 5, 6 and 7, Section K, paragraph 6, Section L, paragraph 8, Section N, the new section after Section N, and Section O, paragraph 2 above may be amended by agreement among the five administrations.

Each of the five administrations reserves the right, after notifying the other administrations, to modify as regards its own territories the limits of zones and the rates stipulated in Article 2, Section K, paragraphs 3 and 4.

Article 5.

The present Agreement shall be put into force on the day on which it has been signed by the contracting administrations. It shall be valid for an indefinite period and may be cancelled at any time subject to three months notice.

Done in five copies, signed at

COPENHAGEN, *January* 7, 1930.

For the General Directorate of Posts and Telegraphs.
(Signed) Hollnagel JENSEN.

RIGA, *February* 25, 1930.

Department of Posts and Telegraphs.
(Signed) A. AUZINS.

STOCKHOLM, *January* 17, 1930.

General Directorate of Telegraphs.
(Signed) A. HAMILTON.

TALLINN, *February* 15, 1930.

General Directorate of Posts and Telegraphs.
(Signed) G. JALLAJAS.

HELSINGFORS, *February* 10, 1930.

General Directorate of Posts and Telegraphs.
(Signed) G. E. F. ALBRECHT.

N° 2336.

NORVÈGE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention de règlement pacifique de tous les différends internationaux. Signée à Genève, le 9 septembre 1929.

NORWAY AND CZECHOSLOVAKIA

Convention for the Pacific Settlement of all International Disputes. Signed at Geneva, September 9, 1929.

N° 2336. — CONVENTION [1] DE RÈGLEMENT PACIFIQUE DE TOUS LES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX ENTRE LA NORVÈGE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 9 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la Norvège et de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 mai 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, sincèrement désireux de développer la confiance mutuelle et de raffermir la paix des nations en assurant, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procdures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux,

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son président du Conseil et ministre des Affaires étrangères M. Johan Ludwig MOWINCKEL ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le Dr Edouard BENÉS, ministre des Affaires étrangères de la République tchécoslovaque ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 20 mai 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2336. — CONVENTION [2] FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF ALL INTERNATIONAL DISPUTES BETWEEN NORWAY AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 9, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegates of Norway and of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 28, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being sincerely desirous of developing mutual confidence and of strengthening international peace by ensuring the settlement, by pacific procedure, of any disputes which may arise between their countries ;

Noting that respect for rights established by treaty or resulting from international law is obligatory upon international tribunals ;

Recognising that the rights of each State cannot be modified except with its consent ;

Considering that the faithful observance, under the auspices of the League of Nations, of methods of pacific procedure, renders possible the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation made to all States by the Assembly of the League of Nations in its resolution of September 26, 1928, to conclude conventions for the pacific settlement of international disputes ;

Have decided to achieve their common aim by means of a convention, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Ludwig MOWINCKEL, His President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Edvard BENÉS, Minister for Foreign Affairs of the Czechoslovak Republic ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article 1.

Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties and which it has not been possible to settle by diplomacy shall be submitted, under the conditions laid down in

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Oslo, May 20, 1930.

par la présente convention, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon les cas, obligatoirement ou facultativement, d'un recours à la procédure de conciliation.

Article 2.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. La présente convention ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Hautes Parties contractantes une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation après que cette procédure aura échoué, les dispositions de la présente convention relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention, devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II

Du règlement judiciaire.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut [1] de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention [2] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C, page 153, de ce recueil.

[2] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

the present Convention, to settlement by judicial means or arbitration, preceded, according to circumstances, as a compulsory or optional measure, by recourse to the procedure of conciliation.

Article 2.

1. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

2. The present Convention shall not affect any agreements in force by which conciliation procedure is established between the High Contracting Parties or by which they have assumed obligations to resort to arbitration or judicial settlement for the purpose of settling the dispute. If, however, these agreements provide only for a procedure of conciliation, then after such procedure has been followed without result, the provisions of the present Convention concerning judicial settlement or arbitration shall be applied.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Convention until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case, the party which desires to resort to the procedures laid down in the present Convention must notify the other party of its intention within a period of one year from the date of the afore-mentioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute[1] of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

If the parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the choosing of the arbitrators, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention[2] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; and Vol. C, page 153, of this Series.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 6.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente convention.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III

De la conciliation.

Article 8.

Tous différends entre les parties, autres que ceux prévues à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une Partie contractante à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1° La Commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la Commission.

2° Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord

Article 6.

If the parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article, or fail to appoint arbitrators, either party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral procedure, the parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Convention.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither party may bring the dispute before the Permanent Court of International Jusice or call for the constitution of the arbitral tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation before they can form the subject of a settlement by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the parties to the dispute.

Article 10.

On a request to that effect being made by one of the Contracting Parties to the other Party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

Article 11.

Unless the parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall be composed of five members. The parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The three other commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties. The parties shall appoint the President of the Commission from among them.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during the course of their mandate

des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3° Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 13.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, si celles-ci le demandent, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera esquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 14.

1. La commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

by agreement between the parties. Either party may, however, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the parties is in existence, a special commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date on which a request to that effect is made by one of the parties to the other party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the parties decide otherwise.

Article 13.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 10 and 12, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the parties or, on request of the parties, to the President of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each party shall designate a different Power, and the appointment shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the parties, the other party shall without delay be notified by it.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the parties before a permanent Conciliation Commission, either party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The party making use of this right shall immediately notify the other party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 16.

1. La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations, de prêter son assistance à ses travaux.

Article 17.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des parties, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des parties,les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 16.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations, or at some other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the parties.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 20.

The parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. Le commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées, et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartient aux parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV

Du règlement arbitral.

Article 24.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation visée dans les articles précédents, les parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 25.

Le Tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et les surarbitres seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service.

Article 26.

1. Si la nomination des membres du Tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice interna-

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be, either that the parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the *procès-verbal* as to whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 23.

The Commission's *procès-verbal* shall be communicated without delay to the parties. The parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER IV.

SETTLEMENT BY ARBITRATION.

Article 24.

If the parties have not reached an agreement within a month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission mentioned in the previous Articles, the question shall be brought before an arbitral tribunal which, unless the parties agree otherwise, shall be constituted in the manner indicated below.

Article 25.

The arbitral tribunal shall consist of five members. The parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The two other arbitrators and the Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties.

Article 26.

1. If the appointment of the members of the arbitral tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the parties requested the other party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court

tionale. Si celui-ci est empêché, ou, s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28.

Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du Tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera *ex æquo et bono.*

CHAPITRE V

Dispositions générales.

Article 32.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment, si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les parties seront tenues de s'y conformer.

of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the parties, the nomination shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the parties, the appointments shall be made by the oldest member of the Court who is not a subject of either party.

Article 27.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 28.

The parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the details of procedure.

Article 29.

In the absence of sufficient particulars in the special agreement as to the points indicated in the previous Article, the provisions of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 30.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the tribunal was constituted, the dispute may be brought before the tribunal by an application by one or other party.

Article 31.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute indicated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. In so far as there exist no such rules applicable to the dispute, the tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

CHAPTER V.

GENERAL PROVISIONS.

Article 32.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the arbitral tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 33.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 34.

1. La présente convention sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.
La Cour ou le tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 35.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 36.

La présente convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 37.

1. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Oslo.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. If the dispute is brought before a Conciliation Commission, the latter may recommend to the parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 33.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured party equitable satisfaction.

Article 34.

1. The present Convention shall be applicable as between the High Contracting Parties, even though a third Power has an interest in the dispute.

2. In conciliation procedure, the parties may agree to invite a third Power to intervene.

3. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal a request to intervene as a third party.
It will be for the Court or the tribunal to decide upon this request.

4. Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal shall notify all such States forthwith.
Every State so notified has the right to intervene in the proceedings ; but if it uses this right, the construction given by the decision will be binding upon it.

Article 35.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Convention, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 36.

The present Convention, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take, at any time, whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 37.

1. The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Oslo.
It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. La convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Genève, le 9 septembre 1929, en deux exemplaires.

(Signé) Dr Edvard BENEŠ. *(Signé)* Joh. Ludw. MOWINCKEL.

Certifié pour copie conforme :
Oslo, le 22 mai 1930,
au Ministère des Affaires étrangères.
Rolf Andvord,
Chef de la Division des Affaires de la Société des Nations.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 23 juin 1930.
Dr Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

2. The Convention shall be concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

4. Notwithstanding denunciation by one of the High Contracting Parties, all proceedings pending at the expiration of the current period of the Convention shall be duly completed.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva on September 9, 1929, in two copies.

(Signed) Dr. Edvard BENEŠ. *(Signed)* Joh. Ludw. MOWINCKEL.

N° 2337.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ET ESPAGNE

Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 juin 1929.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SPAIN

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 27, 1929.

No. 2337. — CONVENTION [1] BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 27, 1929.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 mai 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS CATHOLIC MAJESTY, THE KING OF SPAIN,

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings, in their respective territories, in civil and commercial matters which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by their respective judicial authorities ;

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, ALL BRITISH COLONIES AND PROTECTORATES AND TERRITORIES UNDER HIS SUZERAINTY AND ALL MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED BY HIS GOVERNMENT IN THE UNITED

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 9 avril 1930.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2337. — CONVENIO [1] ENTRE SU MAJESTAD BRITÁNICA Y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA RELATIVO AL PROCEDIMIENTO EN MATERIAS CIVILES Y COMERCIALES, FIRMADO EN LONDRES, EL 27 DE JUNIO DE 1929.

English and Spanish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place May 30, 1930.

SU MAJESTAD CATÓLICA EL REY DE ESPAÑA, y SU MAJESTAD EL REY DE LA GRAN BRETAÑA, IRLANDA Y LOS DOMINIOS BRITÁNICOS DE ULTRAMAR, EMPERADOR DE LA INDIA,

Deseando prestarse mutua asistencia en los procedimientos civiles y comerciales que estén tratándose por sus autoridades judiciales respectivas en los territorios que les estén sometidos ;

Han acordado celebrar un Convenio a este respecto y han nombrado como sus Plenipotenciarios :

SU MAJESTAD CATÓLICA EL REY DE ESPAÑA :

PARA ESPAÑA, SUS COLONIAS Y PROTECTORADOS:

Al Excelentísimo Señor Marqués DE MERRY DEL VAL, Caballero Gran Cruz de la Orden de Carlos III, G.C.V.O., Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario cerca de Su Majestad Británica ; y

[1] The exchange of ratifications took place at Madrid, April 9, 1930.

KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Arthur HENDERSON, M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency the Marquess DE MERRY DEL VAL, Knight Grand Cross of the Order of Carlos III, G.C.V.O., His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows : —

I. — PRELIMINARY.

Article 1.

(a) This Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

(b) In this Convention the words " territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted as meaning at any time any of the territories of such High Contracting Party to which the Convention at that time applies.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

When judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required by a judicial authority situated therein to be served on persons, partnerships, companies, Societies or other corporations in the territory of the other High Contracting Party, such documents may, without prejudice to the provisions of Article 5, be served on the recipient, whatever his nationality, in any of the ways provided in Articles 3 and 4.

SU MAJESTAD EL REY DE LA GRAN BRETAÑA, IRLANDA Y DE LOS DOMINIOS BRITÁNICOS DE ULTRAMAR, EMPERADOR DE LA INDIA :

PARA LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE, TODAS LAS COLONIAS BRITÁNICAS Y PROTECTORADOS Y TERRITORIOS BAJO SU SOBERANIA Y TODOS LOS TERRITORIOS DE MANDATO ADMINISTRADOS POR SU GOBIERNO EN EL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE :

Al Muy Honorable Arthur HENDERSON, M.P., Primer Secretario de Estado de Su Majestad para los Negocios Extranjeros,

Los cuales, después de haberse dado a conocer sus plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido las disposiciones siguientes :

I. PRELIMINAR.

Artículo 1.

a) Este Convenio se referirá exclusivamente a asuntos civiles y comerciales, incluso los no contenciosos.

b) Las palabras « territorio de una (o de la otra) Alta Parte Contratante » se interpretarán en el presente Convenio como significativas en todo momento de cualquiera de los territorios de la Alta Parte Contratante a que en tal momento se extienda el Convenio.

II. NOTIFICACIÓN Y ENTREGA DE DOCUMENTOS JUDICIALES Y EXTRA-JUDICIALES.

Artículo 2.

Cuando la Autoridad judicial del territorio de una de las Altas Partes Contratantes requiera la notificacíon o entrega de documentos judiciales o extrajudiciales extendidos en su propio territorio, a individuos, comunidades, sociedades, compañías y otras corporaciones en el territorio de la otra Alta Parte Contratante, dichos documentos pueden, sin perjuicio de lo dispuesto en el Artículo 5, notificarse o entregarse al destinatario, sea cual fuere su nacionalidad, de alguno de los modos previstos en los Artículos 3 y 4.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the documents to be served emanate, to the competent authority of the country where the documents are to be served, requesting such authority to cause the documents to be served. The request shall be sent by such Consular Officer to such authority.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country where service is to be effected.

The request for service shall state the full names and descriptions of the parties, the full names, address and description of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the documents (originals or copies) to be served in duplicate.

(c) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country in which it is to be served, or be accompanied by a translation in such language in duplicate. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In Spain to the President of the competent Territorial Court ;

In England to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall of his own motion transmit the document to the competent authority of his own country.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country where the document is to be served, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of that country.

(f) The execution of the request for service duly made in accordance with the preceding provisions of this Article shall not be refused unless (1) the authenticity of the request for service is not established, or (2) the High

Artículo 3.

a) El Agente Consular de la Alta Parte Contratante de cuyo territorio procedan los documentos que hayan de notificarse o entregarse, solicitará de la Autoridad competente del territorio en que la diligencia de notificación o entrega haya de efectuarse, que disponga su cumplimiento. La petición se dirigirá por el Agente Consular a la expresada Autoridad.

b) La petición de notificación o entrega se redactará en el idioma del territorio en que haya de efectuarse la diligencia.

Indicará los nombres completos y circunstancias de las partes, el nombre completo, señas y circunstancias del destinatario y la naturaleza del documento que haya de notificarse o entregarse, y acompañará los documentos (originales o en copia) de que se trata por duplicado.

c) El documento que haya de notificarse o entregarse deberá estar escrito en el idioma del territorio en que la diligencia se efectúe, o acompañarse de una traducción, por duplicado, del mismo, cuya fidelidad se certifique por el Agente Consular de la Alta Parte Contratante de donde los documentos procedan.

d) La petición habrá de dirigirse y remitirse :

En España al Presidente de la Audiencia Territorial correspondiente ;

En Inglaterra al Presidente de la Corte Suprema de la Judicatura.

Si la Autoridad requerida no fuere la competente para practicar la diligencia, deberá de oficio transmitir el documento a la que lo fuere en su propio territorio.

e) La diligencia se llevará a cabo por la Autoridad competente del país en donde aquélla haya de verificarse, la cual procederá de la manera prescrita por la ley local de dicho país para la práctica de tales diligencias, salvo el caso en que en la petición se manifieste el deseo de que se adopte una forma especial, la cual deberá emplearse en cuanto no sea incompatible con las leyes del país.

f) No se rehusará el cumplimiento de una petición de este género, debidamente formulada, conforme a lo previsto en este Artículo, a no ser que (1) no conste su autenticidad, o (2) que la Alta Parte Contratante en cuyo territorio

Contracting Party in whose territory it is to be effected considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Consular Officer by whom the request for service was made. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 4.

(a) Service may be effected without any request to or intervention of the authorities of the country where it is effected :

(1) By a Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates :

(2) By an agent appointed for the purpose either by the judicial authority by whom service of the document is required or by the party on whose application the document was issued :

but in neither of these cases can any measures of compulsion be employed.

(b) All documents served in the manner provided in the preceding paragraph shall, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country in which service is to be effected or accompanied by a translation into such language certified as correct as prescribed in Article 3 *(c)*.

Article 5.

Nothing in this Convention shall render illegal or inadmissible the service in the territory of one High Contracting Party of documents drawn up in the territory of the other High Contracting Party by any one of the following methods of service in any case where such method is recognised as valid by the law of the country from which the documents emanate:

(a) By the competent officials or officers of the country where they are to be served

haya de producir efecto considere que podría ser atentatoria a su soberanía o a su seguridad.

g) La Autoridad que dé cumplimiento a la petición expedirá un certificado en que conste la ejecución de la misma, o se expliquen las causas que hayan impedido llevarla a cabo, y se indiquen el hecho, la forma y la fecha de la diligencia efectuada o intentada. Dicho certificado se enviará al Agente Consular que haya solicitado la diligencia y se incluirá en uno de los duplicados o se unirá a él.

Artículo 4.

a) La diligencia podrá practicarse sin requerimiento alguno a las Autoridades del país o sin su intervención :

(1) Por un Agente Consular de la Alta Parte Contratante de cuyo territorio procede el documento ;

(2) Por un Agente designado al efecto, bien por la Autoridad judicial que requiere la práctica de la diligencia, o bien por la parte a cuya instancia se haya expedido el documento sobre que verse la diligencia. Pero en estos casos no podrán emplearse medidas coercitivas.

b) Los documentos notificados o entregados en la forma prevista en el párrafo anterior deberán extenderse en el idioma del país en que se practica la diligencia o acompañarse de una traducción a dicho idioma, cuya fidelidad se certifique en la forma prescrita en el Artículo 3 *c)*, a menos que se trate de un súbdito de la Alta Parte Contratante de cuyo territorio proceda el documento objeto de la diligencia.

Artículo 5.

Lo dispuesto en este Convenio no afectará a la legalidad o procedencia de la notificación o entrega en el territorio de una de las Altas Partes Contratantes de documentos expedidos en el territorio de la otra Alta Parte Contratante, por alguno de los procedimientos indicados a continuación, en los casos en que éstos se hallen reconocidos como válidos por las leyes del país de donde dichos documentos procedan :

a) Por los funcionarios o Autoridades del país en donde la diligencia haya de

acting directly at the request of the parties concerned in cases where such officials or officers are not prohibited from so acting by the law of that country ;

(b) Through postal channels ; or

(c) By any other mode of service which is not illegal under the law existing at the time of service in the country where it is to be effected.

practicarse, actuando directamente a instancia de las partes interesadas, en los casos en que la ley local no les prohiba tal actuación ;

b) Por via postal ;

c) En cualquiera otra forma que no sea ilegal conforme a la legislación vigente en la fecha de la diligencia, en el país donde deba efectuarse.

Article 6.

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Consular Officer the request for service is addressed, shall pay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law or regulations in force in the country where the service is effected to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Consular Officer by whom the request was addressed when sending to him the certificate provided for in Article 3 *(g)*.

(c) Except as provided above, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

Artículo 6.

a) En el caso en que se hayan notificado o entregado documentos conforme a lo expuesto en el Artículo 3, la Alta Parte Contratante por mediación de cuyo Agente consular se haya formulado la petición relativa a la diligencia, satisfará a la otra Alta Parte Contratante los gastos y desembolsos que sean abonables en virtud de las leyes o disposiciones de carácter reglamentario vigentes en el país en que la diligencia se realice, a las personas empleadas para este servicio y cualesquiera gastos o desembolsos hechos al efectuar la diligencia en alguna forma especial. Estos gastos y desembolsos no excederán de los que ordinariamente se satisfacen en los tribunales del país.

b) El reembolso de los expresados gastos y desembolsos se reclamará por la Autoridad competente que haya realizado la diligencia de notificación o entrega, al Agente Consular que la haya requerido, en el acto de remitirle el certificado de que trata el Artículo 3 *g)*.

c) Fuera de lo dicho no se satisfará derecho otro alguno cualquiera que fuere su clase, por une Alta Parte Contratante a la otra, a consecuencia de la notificación o entrega de documentos.

III. Taking of Evidence.

Article 7.

When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken in any one of the ways prescribed in Articles 8, 9 and 10.

III. Diligencias de Prueba.

Artículo 7.

Cuando la Autoridad Judicial del territorio de una Alta Parte Contratante requiera una diligencia de prueba en el territorio de la otra Alta Parte Contratante, se efectuará dicha diligencia en alguna de las formas que establecen los Artículos 8, 9 y 10.

Article 8.

(a) The judicial authority by whom the evidence is required may, in accordance with the provisions of its law, address itself by means of " Letters of Request " to the competent authority of the country where the evidence is to be taken, requesting such authority to take the evidence.

(b) The " Letters of Request " shall be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or be accompanied by a translation in such language. Such translation shall be certified as correct by a Consular Officer of the High Contracting Party from whose judicial authority the request emanates. The " Letters of Request " shall state the nature of the proceedings for which the evidence is required, the full names and descriptions of the parties thereto, and the full names, addresses and descriptions of the witnesses. They shall also either be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses and a translation thereof certified as correct in the manner heretofore provided or, if this procedure is recognised by the law of the country from which the Letters emanate, request the competent authority to allow such questions to be asked *vivâ voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) The " Letters of Request " shall be transmitted :

In England by a Spanish Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature ;

In Spain by a British Consular Officer to the President of the competent Territorial Court.

In case the authority to whom " Letters of Request " are transmitted is not competent to execute them, the " Letters of Request " shall be forwarded without any further request to the competent authority of his own country.

(d) The competent authority to whom the " Letters of Request " are transmitted or forwarded shall give effect thereto and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country, except that if a wish that some special procedure should be followed is expressed

Artículo 8.

a) La Autoridad Judicial que solicite una prueba podrá, conforme a lo prescrito por su legislación, dirigirse mediante exhorto a la Autoridad competente del país en donde la diligencia haya de efectuarse, requiriéndola al efecto.

b) El exhorto se redactará en el idioma del país en donde haya de realizarse la diligencia o se presentará acompañado de una traducción de la misma. La fidelidad de dicha traducción se certificará por el Agente Consular por el Alta Parte Contratante cuya Autoridad judicial haya librado el exhorto. Este indicará la naturaleza del asunto a que se refiere la prueba, los nombres completos y circunstancias de las partes que en él intervienen y los nombres completos, señas y circunstancias de los testigos. Se acompañará asimismo el pliego de preguntas que hayan de hacerse a los testigos y su traducción certificada del modo arriba expuesto, o bien si este procedimiento lo permitiese la ley del país de donde procede el exhorto, podrá requerir a la Autoridad competente para que autorice que las preguntas se formulen de viva voz, si las partes o sus representantes lo desean.

c) Los exhortos se transmitirán :

En Inglaterra por un Agente Consular español al Presidente de la Corte Suprema de la Judicatura ;

En España por un Agente Consular británico, al Presidente de la Audiencia Territorial correspondiente.

En el caso en que la autoridad a quien se dirija el exhorto no sea la competente para cumplimentarlo, lo remitirá sin más requerimiento a la Autoridad competente de su país.

d) La Autoridad competente a quien se dirija o envie el exhorto procederá a darle cumplimiento y a verificar la prueba empleando los mismos medios coercitivos y los mismos procedimientos que si se tratase de un exhorto o mandamiento procedente de las Autoridades de su propio país, a no ser que se haya expresado en el requerimiento el deseo de algún procedimiento especial, pues entonces se seguirá

in the " Letters of Request ", such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country where the evidence is to be taken.

(e) The Consular Officer, by whom the " Letters of Request " are transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date and place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties who shall be permitted to be present in person or to be represented if they so desire.

(f) The execution of the " Letters of Request " can only be refused :

(1) If the authenticity of the " Letters of Request " is not established.

(2) If in the country where the evidence is to be taken the execution of the " Letters of Request " in question does not fall within the functions of the judiciary.

(3) If the High Contracting Party in whose territory the evidence is to be taken considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where the " Letters of Request " are not executed by the authority to whom they are addressed, the latter will at once inform the Consular Officer by whom they were transmitted, stating the grounds on which the execution of the " Letters of Request " has been refused, or the judicial authority to whom they have been forwarded.

éste en cuanto no se opongan las leyes del país en donde la prueba haya de verificarse.

e) El Agente Consular que transmita el exhorto será informado, si lo solicita, de la fecha y el lugar en que hayan de efectuarse las diligencias, a fin de que pueda comunicarlo a las partes interesadas, a quienes se permitirá presenciarlas personalmente o por medio de representantes, si lo desean.

f) Sólo podrá declinarse el cumplimiento de los exhortos :

(1) Si no está comprobada su autenticidad.

(2) Si en el lugar en donde se haya de verificar la prueba no corresponde a las funciones de la Autoridad judicial el cumplimiento del exhorto en cuestión.

(3) Si la Alta Parte Contratante en cuyo territorio haya de efectuarse la prueba la considera atentatoria a su soberanía o seguridad.

g) En los casos en que los exhortos no se cumplimenten por la Autoridad a quien se han dirigido, deberá ésta participarlo inmediatamente al Agente Consular que lo ha transmitido, indicando los motivos de su abstención, o a qué Autoridad judicial los ha remitido.

Article 9.

(a) If the law of the country where the evidence is to be taken authorises such procedure the judicial authority by whom the evidence is required may in the " Letters of Request " addressed to the competent authority of the country where the evidence is to be taken request such authority to appoint to take the evidence a person specially designated in the " Letters of Request ".

A Consular Officer of the High Contracting Party whose judicial authority requires the evidence, or any other suitable person may be so designated.

(b) Where this procedure is adopted the provisions of paragraphs *(b)*, *(c)*, *(f)* and *(g)* of Article 8 shall apply, but the following paragraphs shall be substituted for paragraphs *(d)* and *(e)* of that Article..

Artículo 9.

a) Si la ley del país donde la prueba deba verificarse, autoriza este procedimiento, la Autoridad judicial que solicite la prueba podrá requerir, en el exhorto dirigido a la Autoridad competente del país donde la diligencia haya de efectuarse, para que designe a los efectos de practicarla a la persona que especialmente indique en el exhorto.

Dicha persona podrá ser un Agente Consular de la Alta Parte Contratante cuyo Autoridad judicial requiere la prueba testifical, u otra cualquiera competente.

b) Si se adopta este procedimiento, tendrán aplicación las disposiciones de los párrafos *b)*, *c)*, *f)*, y *g)* del Artículo 8, pero los párrafos *d)* y *e)* del mismo deberán reemplazarse por los siguientes.

(c) The competent authority to whom the " Letters of Request " are transmitted or forwarded shall give effect thereto and shall appoint the person designated to take the evidence unless such person shall be unwilling so to act. In addition, if necessary, such authority shall make use of such compulsory powers as it possesses under its own law to secure the attendance of and the giving of evidence by the witnesses and the persons to be examined and the production of documents before the person so appointed.

(d) The person thus appointed shall have power to administer an oath, and any person giving false evidence before him shall be liable in the courts of the country where the evidence is taken to the penalties provided by the law of that country for perjury.

(e) The evidence shall be taken in accordance with the law of the country for whose judicial authority the evidence is required, provided such method is not contrary to the law of the country where the evidence is being taken, and the parties shall have the right to be present in person or to be represented by barristers or solicitors or by any other persons who are competent to appear before the courts of either of the countries concerned.

Article 10.

(a) The evidence may also be taken, without any request to or the intervention of the authorities of the country in which it is to be taken by a person in that country directly appointed for the purpose by the court by whom the evidence is required. A Consular Officer of the High Contracting Party whose court requires the evidence or any other suitable person may be so appointed.

(b) A person so appointed to take evidence may request the individuals named by the court appointing him to appear before him and give evidence or to produce any document. He may take all kinds of evidence which are not contrary to the law of the country where the evidence is being taken and shall have power to administer an oath, but he shall have no compulsory powers.

(c) Requests to appear issued by such person shall, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, be drawn up in the language of the country where the

c) La Autoridad competente a quien se dirija o envie el exhorto deberá cumplimentarlo y nombrar a la persona designada para verificar la prueba, a no ser que dicha persona rehuse actuar. Además, y si fuese necesario, la expresada Autoridad hará uso de las facultades coercitivas que le confiera su legislación para obtener la comparecencia y las declaraciones de los testigos e individuos que hayan de ser interrogados y la presentación de documentos ante la persona que se designe.

d) La persona así designada tendrá facultades para tomar juramento, y quien ante ella incurra en falso testimonio quedará sujeto a la acción de los tribunales del país donde las declaraciones se presten y a la penalidad que las leyes impongan a tal delito.

e) La prueba se verificará en la forma que disponga la ley del país cuya Autoridad judicial la requiera, con tal de que dicha forma no sea contraria a la legislación del país en donde haya de verificarse, y las partes tendrán derecho a presenciarla, personalmente o representadas por abogados o procuradores, o por cualesquiera otras personas aptas para comparecer ante los tribunales de los respectivos países.

Artículo 10.

a) También podrán efectuarse las pruebas sin requerimiento o intervención de las Autoridades del país en donde la diligencia haya de realizarse, por mediación de una persona en el mismo, nombrada directamente al efecto por el tribunal que las solicite, la cual podrá ser un Agente consular de la Alta Parte Contratante requirente o cualquiera otro individuo competente.

b) La persona así designada para efectuar la prueba, podrá requerir a los individuos que indique el tribunal que lo nombró, para que comparezcan ante ella a prestar declaración o a presentar algún documento ; y asimismo podra obtener cuantas pruebas no se opongan a lo dispuesto en las leyes del país donde la diligencia se efectúe y recibir juramentos, pero carecerá de facultades coercitivas.

c) Las citaciones para la declaración, hechas por la persona arriba indicada, estarán redactadas en el idioma del país en donde la diligencia haya de efectuarse, o acompañadas de una traducción al mismo, a menos que el citado

evidence is to be taken, or be accompanied by a translation into such language.

(d) The evidence may be taken in accordance with the procedure recognised by the law of the country for whose judicial authority the evidence is required, and the parties will have the right to be present or to be represented by barristers or solicitors of that country or by any persons competent to appear before the court of either of the countries concerned.

Article 11.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 10 has failed owing to the refusal of any witness to appear, to give evidence, or to produce documents does not preclude a request being subsequently made in accordance with Articles 8 or 9.

Article 12.

(a) Where evidence is taken in either of the ways provided in Articles 8 or 9 the High Contracting Party by whose judicial authority the " Letters of Request " are addressed shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters, or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act in cases where the law of his own country permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country where the evidence has been taken.

(b) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom the " Letters of Request " have been executed from the Consular Officer by whom they were transmitted when sending to him the documents establishing their execution.

(c) Except as above provided no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

sea súbdito de la Alta Parte Contratante cuya Autoridad judicial requiera tal prueba.

d) La prueba podrá efectuarse conforme al procedimiento reconocido por la legislación del país para cuya Autoridad judicial haya de obtenerse, y las partes tendrán derecho a presenciarlas personalmente o representadas por abogados o procuradores de dicho país o por personas competentes para comparecer ante los tribunales de cualquiera de los países interesados.

Artículo 11.

El hecho de no haber podido verificar la prueba por el procedimiento expuesto en el Artículo 10, debido a la negativa de alguno de los testigos a comparecer, a prestar declaración o a presentar documentos, no será obstáculo para que posteriormente se haga un requerimiento en alguna de las formas que determinan los artículos 8 y 9.

Artículo 12.

a) Verificada la prueba en cualquiera de las formas expuestas en los Artículos 8 y 9, la Alta Parte Contratante de cuya Autoridad judicial proceda el Exhorto satisfará a la otra Alta Parte Contratante cualesquiera desembolsos hechos por la Autoridad competente de la misma para el cumplimiento de aquél, por razón de derechos y gastos abonables a testigos, peritos, intérpretes o traductores, para obtener la comparecencia de los testigos que no se presenten voluntariamente, y las costas y gastos que deban resarcirse a cualquier persona a quien la expresada Autoridad hubiera comisionado para actuar, en los casos en que la ley de su propio país permita hacer esto, así como cualesquiera gastos y desembolsos realizados por el hecho de haber sido requerido y de haberse seguido un procedimiento especial. Estos gastos serán los mismos que de ordinario se autorizan en las tribunales del país en donde las diligencias se practiquen, en casos análogos.

b) El reembolso de los gastos indicados se reclamará por la Autoridad competente que haya cumplimentado el exhorto al Agente Consular que lo haya transmitido al enviarle los documentos que prueben su cumplimiento.

c) Salvo lo anteriormente dispuesto, no se satisfará derecho alguno por una de las Altas Partes Contratantes a la otra, por razón de dichas diligencias de prueba.

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS, IMPRISONMENT FOR DEBT AND SECURITY FOR COSTS.

Article 13.

The subjects of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality of treatment with subjects of that High Contracting Party as regards free judicial assistance for poor persons and imprisonment for debt ; and provided that they are resident in any such territory, shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject of such other High Contracting Party would not be so compelled.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 14.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 15.

The present Convention, of which the English and Spanish texts are equally authentic, shall be subject to ratification.

Ratifications shall be exchanged in Madrid. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 16.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to

IV. BENEFICIO DE POBREZA, PRISIÓN POR DEUDAS Y GARANTIA DE COSTAS.

Artículo 13.

Los súbditos de una de las Altas Partes Contratantes disfrutarán en el territorio de la otra, de una absoluta igualdad de trato en relación con los súbditos de la misma, por lo que se refiere al beneficio de pobreza y a la prisión por deudas ; y no podrán los que residieren en el territorio de la otra, ser obligados a prestar fianza por las costas, si los súbditos de dicha otra Alta Parte Contratante no pudieran ser obligados a hacerlo.

V. DISPOSICIONES GENERALES.

Artículo 14.

Las dificultades que pudieran surgir en la aplicación de este Convenio se solucionarán por la via diplomática.

Artículo 15.

El presente Convenio, cuyos textos inglés y español son igualmente auténticos, estará sujeto a ratificación.

Las ratificaciones se canjearán en Madrid. Empezará el Convenio a regir un mes después de la fecha en que se hayan canjeado las ratificaciones y permanecerá en vigor durante tres años contados desde la fecha en que haya comenzado su vigencia. Si ninguna de las Altas Partes Contratantes comunica a la otra por la via diplomática, seis meses antes, por lo menos, de expirar el período de tres años, su intención de terminar el Convenio, continuará éste en vigor hasta transcurrir seis meses después de la fecha en que cualquiera de las Altas Partes Contratantes hubiese dado el aviso de terminarlo.

Artículo 16.

a) Esto Convenio no será aplicable *ipso facto* a Escocia, ni a la Irlanda del Norte, ni a ninguna

any of His Britannic Majesty's Colonies or Protectorates, nor to any territories under his suzerainty, nor to any mandated territories administered by this Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, but His Britannic Majesty may at any time, while the Convention is in force, under Article 15, by a notification given through his Ambassador at Madrid, extend the operation of this Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service or for the taking of evidence are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph *(a)* of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 15 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph *(a)* of this Article.

de las Colonias o Protectorados de Su Majestad Británica ni a ninguno de los territorios sometidos a su Soberanía, ni a ninguno de los territorios de mandato administrados por su Gobierno en el Reino Unido de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, pero Su Majestad Británica podrá en cualquier tiempo, mientras permanezca en vigor este Convenio, conforme al Artículo 15, notificando su resolución por medio de su Embajador en Madrid, extender la aplicación del mismo a cualquiera de los territorios antes mencionados.

b) Tal notificación indicará las Autoridades del territorio en cuestión a quienes habrán de transmitirse los exhortos en que se requieran las diligencias de que se ha hecho mérito, y el idioma en que las comunicaciones y traducciones hayan de hacerse. La fecha en que han de empezar a regir las ampliaciones expresadas será un mes después de la fecha de la notificación.

c) Cualquiera de las Altas Partes Contratantes podrá en todo tiempo, después de transcurridos tres años de la entrada en vigor de alguna de las ampliaciones de este Convenio a cualquiera de los territorios mencionados en el párrafo *a)* de este Artículo, dar por terminada dicha ampliación notificándolo seis meses antes por la via diplomática.

d) La terminación del Convenio conforme al Artículo 10 lo hará cesar *ipso facto*, a menos que otra cosa se acuerde expresamente por ambas Altas Partes Contratantes, en cuanto a cualquiera de los territorios a que se haya extendido conforme al párrafo *a)* de este Artículo.

Article 17.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to any of the Colonies or Protectorates of His Catholic Majesty the King of Spain, but his Government may at any time extend this Convention to any of such Colonies or Protectorates by a notification given through his Ambassador in London.

(b) The provisions of paragraph *(b)* of Article 16 shall apply to any such notifications.

(c) The provisions of paragraphs *(c)* and *(d)* of Article 16 shall apply to any Colonies or Protectorates of His Catholic Majesty to which this Convention has been extended.

Artículo 17.

a) El presente Convenio no será aplicable *ipso facto* a ninguna de las Colonias o Protectorados de Su Majestad Católica el Rey de España, pero Su Majestad Católica podrá en cualquier tiempo extender los efectos de este Convenio a las Colonias o Protectorados en cuestión notificándolo por medio de su Embajador en Londres.

b) Lo dispuesto en el párrafo *b)* del Artículo 16 será aplicable a dichas notificaciones.

c) Lo dispuesto en los párrafos *c)* y *d)* del Artículo 16 será aplicable a las Colonias o Protectorados de Su Majestad el Rey de España a los cuales se hayan extendido los efectos de este Convenio.

Article 18.

(a) His Britannic Majesty may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 15 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given at Madrid through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any of his self-governing Dominions or India, provided that no notification of accession may be given at any time when His Catholic Majesty has given notice of termination in respect of all the territories of His Britannic Majesty to which the Convention applies. The provisions of Article 16 *(b)* shall be applicable to such notification. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph *(a)* of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving a six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given.

The termination of the Convention under Article 15 shall not affect its application to any such country.

(c) Any notification of accession under paragraph *(a)* of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given ; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph *(b)* shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and Spanish, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, the 27th day of June, 1929.

Artículo 18.

a) Su Majestad Británica podrá en cualquier tiempo, mientras se halle vigente este Convenio, bien ateniéndose al Artículo 15, o bien en virtud de ampliación en los términos del presente Artículo, y previa notificación hecha en Madrid por la vía diplomática, ampliar el presente Convenio a cualquiera de sus Dominios autónomos o a la India, con tal de que la notificación de ampliación no se haga en fecha en que Su Majestad Católica el Rey de España haya anunciado la terminación con respecto a todos los territorios de Su Majestad Británica a que el Convenio se aplica. Lo dispuesto en el Artículo 16 *b)* será aplicable a dicha notificación. La ampliación empezará en su caso a regir un mes después de la fecha de su notificación.

b) Transcurridos tres años de la fecha de entrada en vigor de una ampliación hecha en los términos del párrafo *a)* de este Artículo, podrá cualquiera de ambas Altas Partes Contratantes, dar por terminada, anunciándolo por la vía diplomática con seis meses de anticipación, la aplicación del presente Convenio a cualquier país que haya sido objeto de notificación de ampliación.

La terminación del Convenio conforme al Artículo 15, no afectará a su aplicación a dicho país.

c) Cualquiera notificación de ampliación conforme al párrafo *a)* de este Artículo, podrá incluir cualquier dependencia o territorio de mandato administrado por el Gobierno del país respecto del cual se haya hecho dicha notificación. La denuncia referente a un país en los términos del párrafo *b)* producirá efecto respecto de cualquier dependencia o territorio de mandato incluida en la notificación de ampliación relativa a dicho país.

En testimonio de lo cual los infrascritos firman el presente Convenio en inglés y en español y ponen sus sellos.

Dado por duplicado en Londres el 27 de junio de 1929.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) Marqués DE MERRY DEL VAL.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2337. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 JUIN 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ CATHOLIQUE, LE ROI D'ESPAGNE,

Désireux de faciliter dans leurs territoires respectifs l'accomplissement des actes de procédure relatifs à des affaires civiles ou commerciales dont sont saisies ou dont pourraient être saisies leurs autorités judiciaires respectives,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, TOUTES LES COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES ET TERRITOIRES SOUS SA SUZERAINETÉ, ET TOUS LES TERRITOIRES SOUS MANDAT ADMINISTRÉS PAR SON GOUVERNEMENT DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Arthur HENDERSON, membre du Parlement, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères;

SA MAJESTÉ CATHOLIQUE, LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence le Marquis DE MERRY DEL VAL, grand-croix de l'ordre de Carlos III, G.C.V.O., ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté britannique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. PRELIMINAIRES.

Article premier.

a) La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses.

b) Dans la présente convention, les mots « territoire de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante », seront interprétés comme signifiant, à tout moment, n'importe lequel des territoires de la Haute Partie contractante auxquels la convention s'applique à ce moment.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II. COMMUNICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

Lorsque l'autorité judiciaire du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demande que des actes judiciaires ou extrajudiciaires, dressés sur son propre territoire, soient signifiés à des personnes, sociétés de personnes, compagnies, sociétés ou autres personnes morales sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces actes peuvent sans préjudice des dispositions de l'article 5, être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, suivant l'un des modes prévus aux articles 3 et 4 ci-après.

Article 3.

a) La demande de signification devra être adressée par un agent consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émanent les actes qui doivent être signifiés, à l'autorité compétente du pays où les actes doivent être signifiés, ledit agent consulaire devant demander à cette autorité de faire signifier les actes. La demande devra être envoyée par ledit agent consulaire à ladite autorité.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays où la signification doit être effectuée.

La demande de signification devra indiquer les noms, prénoms et qualités des parties, les noms, prénoms, adresse et qualités du destinataire, ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié, et devra être accompagnée des actes à signifier (originaux et copies) en double exemplaire.

c) L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays où il doit être signifié, soit être accompagné d'une traduction en cette langue, établie en double exemplaire. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle l'acte émane.

d) Les demandes de signification devront être adressées et envoyées :

En Espagne, au président de la *Audiencia Territorial* compétente ;
En Angleterre, au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature.*

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été adressée n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, cette autorité devra faire parvenir d'office le document à l'autorité compétente de son pays.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays où l'acte doit être signifié, et cette autorité devra faire signifier l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification de documents semblables, sauf dans les cas où une forme spéciale de signification aura été réclamée dans la demande de signification. Dans ce cas, l'acte devra être signifié dans cette dernière forme si elle n'est pas incompatible avec la législation du pays.

f) L'exécution de la demande dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article, ne pourra être refusée que si, 1° l'authenticité de la demande de signification n'a pas pu être établie ou, 2° la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) L'autorité chargée d'assurer l'exécution de la demande devra fournir une attestation prouvant que la communication a été faite ou expliquant la raison pour laquelle la signification n'a pas pu être assurée, et constatant le fait, la forme et la date de cette signification ou tentative de signification. Cette attestation devra être envoyée à l'agent consulaire par qui la demande de signification a été faite ; elle sera portée sur l'un des doubles ou annexée à ce double.

Article 4.

a) La signification pourra être assurée sans qu'il soit nécessaire d'adresser une demande quelconque aux autorités du pays où la remise doit être effectuée, ou sans que ces autorités aient à intervenir :

1° Par un agent consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle l'acte émane ;

2° Par un agent désigné à cet effet soit par l'autorité judiciaire qui demande que l'acte soit signifié, soit par la partie à la demande de laquelle le document a été établi.

Mais dans aucun de ces cas on ne pourra avoir recours à des mesures coercitives.

b) Tous les actes signifiés dans la forme établie au paragraphe précédent devront soit être rédigés dans la langue du pays dans lequel la signification doit être assurée, soit être accompagnés d'une traduction en cette langue, certifiée conforme selon les dispositions du paragraphe *c)* de l'article 3, à moins que le destinataire ne soit un ressortissant de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane le document à signifier.

Article 5.

Aucune disposition de la présente convention ne pourra rendre illégale ou non-recevable la signification sur le territoire d'une Haute Partie contractante d'actes rédigés sur le territoire d'une autre Haute Partie contractante, lorsque la signification a été effectuée suivant l'un des modes de procédure visés ci-après, si ledit mode de procédure est admis par la législation du pays d'où les documents émanent :

a) Par les fonctionnaires compétents ou les autorités compétentes du pays où ces documents doivent être signifiés, agissant directement sur la demande des parties intéressées, la législation dudit pays ne s'oppose pas à l'intervention de ces fonctionnaires ou autorités ;

b) Par la voie postale ;

c) Par toute autre mode de signification qui ne soit pas contraire à la législation en vigueur au moment de la signification dans le pays où elle doit être effectuée.

Article 6.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent consulaire aura transmis la demande de signification devra payer à l'autre Haute Partie contractante les frais et dépens qui sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification en vertu de la législation ou des règlements en vigueur dans le pays où la signification a été assurée, ainsi que tous les frais et dépens afférents aux significations effectuées dans une forme spéciale. Ces frais et dépens ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement alloués par les tribunaux du pays.

b) L'autorité compétente qui aura assuré la signification devra réclamer le remboursement de ces frais et débours à l'agent consulaire requérant, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 *(g)*.

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, l'exécution de la signification de documents ne pourra donner lieu de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou droits quelconques.

III. Réunion des preuves.

Article 7.

Lorsqu'une autorité judiciaire, constituée dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies suivant l'un des modes visés aux articles 8, 9 et 10 ci-après.

Article 8.

a) L'autorité judiciaire qui aura demandé que des preuves soient recueillies, pourra, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays où la preuve doit être recueillie, pour lui demander de procéder aux actes nécessaires à cet effet.

b) La commission rogatoire devra être rédigée dans la langue du pays où les preuves doivent être recueillies, ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent consulaire de la Haute Partie contractante dont la demande émane. La commission rogatoire devra indiquer la nature de l'affaire en cause, les noms, prénoms et qualités des parties, ainsi que les noms, prénoms, adresses et qualités des témoins. Elle devra être également accompagnée d'une liste des questions à poser aux témoins et une traduction de ces questions certifiée conforme de la manière prévue ci-dessus ; ou bien, si cette procédure est permise par la législation du pays dont émane la commission rogatoire, elle pourra demander à l'autorité compétente de permettre que soient posées de vive voix, toutes les questions que les parties ou leurs représentants désireront poser.

c) La commission rogatoire sera transmise :

En Angleterre, par un agent consulaire espagnol au *Senior Master of the Supreme Court of Judicature* ;

En Espagne, par un agent consulaire britannique au Président de la *Audiencia Territorial* compétente.

Si l'autorité à laquelle une commission rogatoire a été transmise n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, elle devra la faire suivre, sans autre requête, à l'autorité compétente de son pays.

d) L'autorité compétente à laquelle une commission rogatoire aura été transmise ou retransmise devra en assurer l'exécution et obtenir les témoignages demandés, en ayant recours pour cela aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'un ordre émanant des autorités de son propre pays, sauf au cas où la commission rogatoire demanderait expressément l'emploi d'un mode de procédure déterminé, auquel cas ce mode de procédure devra être appliqué, s'il n'est pas contraire à la législation du pays où la preuve doit être recueillie.

e) L'agent consulaire chargé de transmettre la commission rogatoire pourra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse en informer la partie ou les parties intéressées qui, si elles le désirent, seront autorisées soit à y assister en personne soit à s'y faire représenter.

f) L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

(1) Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

(2) Si, dans le pays où la preuve doit être recueillie, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

(3) Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle la preuve doit être recueillie juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, cette dernière devra en informer immédiatement l'agent consulaire qui l'aura transmise, en spécifiant les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, ou en indiquant l'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire a été retransmise.

Article 9.

a) Si la législation où la preuve doit être recueillie permet ce mode de procédure, l'autorité judiciaire requérante pourra, dans la commission rogatoire adressée à l'autorité compétente du pays où la preuve doit être établie, demander à ladite autorité de nommer, pour recueillir la preuve, une personne désignée expressément dans la commission rogatoire.

Cette personne pourra être un agent consulaire de la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire demande que la preuve soit recueillie, ou toute autre personne compétente.

b) Si cette procédure est adoptée, les dispositions des paragraphes *b)*, *c)*, *f)* et *g)* de l'article 8 resteront applicables ; mais les paragraphes qui suivent devront être substitués aux paragraphes *d)* et *e)* dudit article.

c) L'autorité compétente à laquelle la commission rogatoire aura été transmise ou retransmise devra en assurer l'exécution et nommera à cet effet la personne désignée pour recueillir la preuve, sous réserve de l'acceptation de cette personne. En outre, ladite autorité pourra, au besoin, avoir recours aux pouvoirs coercitifs que lui confère sa législation pour obtenir la comparution et la déposition des témoins et des personnes qui doivent être interrogés et la production des documents par devant la personne désignée à cet effet.

d) Ladite personne pourra faire prêter serment, et tous ceux qui auront prêté faux témoignage devant elle, seront passibles, devant les tribunaux du pays où la preuve est recueillie, des peines prévues par la législation de ce pays pour le faux témoignage.

e) La preuve devra être recueillie suivant la procédure prévue par la législation du pays de l'autorité judiciaire requérante, à condition que cette procédure ne soit pas contraire à la législation du pays où la preuve est recueillie, et les parties auront le droit d'assister à la procédure d'enquête ou de s'y faire représenter par des avocats ou des avoués, ou par toutes autres personnes ayant qualité pour représenter devant les tribunaux des pays intéressés.

Article 10.

a) La preuve pourra aussi être recueillie, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une demande aux autorités du pays sur le territoire duquel il y sera procédé, et sans intervention de ces autorités, par une personne de ce pays nommée directement à cet effet par le tribunal requérant ; cette personne pourra être un agent consulaire de la Haute Partie contractante dont le tribunal requiert l'acte de procédure en question, ou toute autre personne compétente.

b) La personne ainsi désignée pour recueillir la preuve pourra convoquer les personnes dont les noms lui auront été fournis par le tribunal qui l'a désignée, afin qu'elles comparaissent devant elle pour témoigner ou pour produire un document quelconque. Cette personne pourra recourir à toutes les modalités de preuve qui ne sont pas contraires à la législation du pays où la preuve est recueillie et aura le droit de faire prêter serment, mais ne pourra user de contrainte.

c) Les citations à comparaître adressées par cette personne devront être rédigées dans la langue du pays où la preuve doit être recueillie, ou être accompagnées d'une traduction dans cette langue, à moins que le destinataire ne soit un ressortissant de la Haute Partie contractante pour l'autorité judiciaire de laquelle la preuve est recueillie.

d) La preuve peut-être recueillie conformément à la procédure établie par la législation du pays aux autorités judiciaires duquel elle est destinée et les parties auront le droit d'assister à la procédure d'enquête ou de s'y faire représenter par des avocats ou des avoués de ce pays ou par toutes personnes ayant qualité pour représenter devant les tribunaux de l'un ou l'autre des pays intéressés.

Article 11.

Le fait qu'un essai en vue de recueillir la preuve suivant la procédure prévue à l'article 10 a échoué par suite du refus des témoins de comparaître, de déposer ou de produire des documents ne fera pas obstacle à ce qu'une demande soit présentée ultérieurement en conformité des articles 8 ou 9.

Article 12.

a) Lorsque la preuve est recueillie dans l'une des formes prévues aux articles 8 et 9, la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire aura dressé une commission rogatoire devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante tous les frais exposés par l'autorité compétente de

cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire, du chef des indemnités dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, des frais et dépens dus à toute personne que ladite autorité aura déléguée lorsque la législation de son pays permet cette délégation, et de tous les frais et débours résultant du fait qu'une procédure spéciale a été requise et suivie. Ces frais ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont alloués normalement dans des cas similaires par le tribunaux du pays requis.

b) Le remboursement de ces frais devra être réclamé, par l'autorité compétente qui aura assuré l'exécution de la commission rogatoire, à l'agent consulaire qui la lui aura transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution.

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, l'exécution des commissions rogatoires ne peut donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou droits quelconques.

IV. Assistance judiciaire aux Indigents, Emprisonnement pour dettes et cautionnement des frais de justice.

Article 13.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, à tous égards, du même traitement que les ressortissants de cette dernière Haute Partie contractante en ce qui concerne l'assistance judiciaire gratuite aux indigents et l'emprisonnement pour dettes ; de même, à la condition qu'ils résident sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ils seront dispensés de fournir caution pour les frais de justice toutes les fois que, dans les mêmes conditions, un ressortissant de ladite Haute Partie contractante en aurait été lui-même dispensé.

V. Dispositions générales.

Article 14.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 15.

La présente convention, dont le texte anglais et le texte espagnol font également foi, devra être ratifiée.

Les ratifications seront échangées à Madrid. La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications ; elle est conclue pour une durée de trois ans à partir de sa mise en vigueur. Si aucune des Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de la dite période de trois ans, son intention d'en faire cesser l'effet, la convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 16.

a) La présente convention ne sera applicable *ipso facto* ni à l'Ecosse ou à l'Irlande du Nord, ni aux colonies ou protectorats de Sa Majesté britannique, ni aux territoires sous sa suzeraineté, ni aux territoires sous mandat administrés par son gouvernement dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Iralnde du Nord, mais Sa Majesté britannique pourra à toute époque, tant que la convention sera en vigueur, et en vertu de l'article 15, étendre, au moyen d'une notification transmise

par l'intermédiaire de son ambassadeur à Madrid, l'application de cette convention à l'un des territoires susmentionnés.

b) Cette notification devra indiquer les autorités du territoire en question auxquelles les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées, et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites. La convention deviendra applicable au territoire visé par la notification d'un mois après la date de cette notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension de cette convention à l'un des territoires visés au paragraphe *a* du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra y mettre fin à tout moment, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention telle qu'elle est prévue à l'article 15, mettra fin *ipso facto* à l'application de cette convention aux territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe *a)* du présent article, à moins qu'il n'en soit convenu autrement en termes exprès par les deux Hautes Parties contractantes.

Article 17.

a) La présente convention ne sera pas applicable *ipso facto* aux colonies ou protectorats de Sa Majesté catholique le Roi d'Espagne, mais son gouvernement pourra à tout moment étendre cette convention aux colonies ou protectorats en question, au moyen d'une notification transmise par l'intermédiaire de son ambassadeur à Londres.

b) Les dispositions du paragraphe *b)* de l'article 16 s'appliqueront également à toutes les notifications de ce genre.

c) Les dispositions des paragraphes *c)* et *d)* de l'article 16 seront applicables aux colonies et protectorats de Sa Majesté catholique auxquels l'effet de la présente convention aura été étendu.

Article 18.

a) Sa Majesté britannique pourra à tout moment, tant que la présente convention sera en vigueur, soit aux termes de l'article 15, soit par voie d'accession, aux termes de cet article, accéder à la présente convention au nom de ses Territoires autonomes ou au nom des Indes, au moyen d'une notification remise à Madrid par la voie diplomatique. Toutefois, aucune notification d'accession ne pourra être faite si Sa Majesté Catholique a fait connaître son intention de mettre un terme à la convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté britannique auxquels la convention s'applique. Les dispositions du paragraphe *b)* de l'article 16 seront applicables à cette notification. Toute accession de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une accession en vertu du paragraphe *a)* du présent article, l'une des Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifiés par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention aux pays qui auront fait l'objet d'une notification d'accession.

L'expiration de la convention telle qu'elle est prévue à l'article 15 n'affectera pas son application aux pays ci-dessus mentionnés.

c) Les notifications d'accession visées au paragraphe *a)* du présent article pourront également s'étendre aux dépendances et territoires sous mandat, administrés par le gouvernement du pays que vise la notification d'accession ; de même toute dénonciation de la convention concernant les pays visés au paragraphe *b)* s'étendra aux dépendances et territoires sous mandat compris dans la notification d'accession relative audit pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention rédigée en anglais et en espagnol, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Londres, le 27 juin 1929.

(L. S.) Arthur HENDERSON.
(L. S.) Marquis DE MERRY DEL VAL.

N° 2338.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD; ET LIBÉRIA

Echange de notes relatif à la frontière entre Sierra-Leone et le Libéria. Monrovia, les 16|17 janvier 1930.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND LIBERIA

Exchange of Notes regarding the Boundary between Sierra Leone and Liberia. Monrovia, January 16|17, 1930.

No. 2338. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE LIBERIAN GOVERNMENT REGARDING THE BOUNDARY BETWEEN SIERRA LEONE AND LIBERIA. MONROVIA, JANUARY 16/17, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 30 mai 1930.

I.

MR. RULE TO MR. BARCLAY.

BRITISH LEGATION.

MONROVIA, *January* 16, 1930.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to refer to your note of the 16th December last informing me that the Government of Liberia are prepared to agree to the following proposals of His Majesty's Government for adjusting the situation on the Sierra Leone-Liberian boundary between the Mauwa and Moro rivers :

(1) His Majesty's Government undertake to withdraw from the area in Liberian territory which has been incorrectly regarded as forming part of the Sierra Leone Protectorate.

(2) In order to prevent the recurrence of any such mistake, His Majesty's Government will arrange as soon as possible for a redemarcation of the boundary between the Mauwa and Moro rivers, and will bear the whole cost of this work, including the expenses of a representative of the Liberian Government.

(3) The inhabitants of the area in question shall be given the option of moving into Sierra Leone territory not later than the 30th June, 1930, taking with them their portable property and harvested crops.

I have the honour to inform your Excellency that I have now been authorised by His Majesty's Government to confirm on their behalf this agreement, and to state that they would be glad to receive a similar confirmation on the part of the Government of Liberia.

The present note on behalf of His Majesty's Government and your Excellency's reply in similar terms on behalf of the Government of Liberia will accordingly be regarded as placing on record the agreement arrived at between our respective Governments in the matter.

I avail, etc.

F. Gordon RULE,
His Majesty's Chargé d'Affaires.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2338. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DU LIBÉRIA RELATIF A LA FRONTIÈRE ENTRE SIERRA-LEONE ET LE LIBÉRIA. MONROVIA, LES 16/17 JANVIER 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place May 30, 1930.

I.

M. RULE A M. BARCLAY.

LÉGATION BRITANNIQUE.

MONROVIA, *le* 16 *janvier* 1930.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur de me référer à votre note du 16 décembre 1929 m'informant que le Gouvernement du Libéria était disposé à accepter les propositions suivantes du Gouvernement de Sa Majesté afin de régler la situation à la partie de la frontière de Sierra-Leone et du Libéria comprise entre les fleuves Mauwa et Moro :

1° Le Gouvernement de Sa Majesté s'engage à se retirer de la zone du territoire du Libéria qui a été, à tort, considérée comme constituant partie intégrante du Protectorat de Sierra-Leone.

2° Afin d'éviter la répétition d'une erreur de ce genre, le Gouvernement de Sa Majesté fera procéder, aussitôt que possible, à une nouvelle démarcation de la frontière entre les fleuves Mauwa et Moro et prendra à sa charge la totalité des frais entraînés par ces travaux, y compris les dépenses du représentant du Gouvernement du Libéria.

3° Les habitants de la zone en question auront, jusqu'au 30 juin 1930, au plus tard, la faculté d'émigrer dans le territoire de Sierra-Leone, en emportant avec eux leurs biens transportables et le produit de leurs récoltes.

J'ai l'honneur de vous informer que je viens d'être autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté à confirmer cet accord en son nom, et à déclarer que mon gouvernement serait heureux de recevoir pareille confirmation de la part du Gouvernement du Libéria.

La présente note, et votre réponse conçue dans les mêmes termes, au nom du Gouvernement du Libéria, seront donc considérées comme enregistrant l'accord intervenu entre nos gouvernements à ce sujet.

Veuillez agréer, etc.

Le Chargé d'Affaires de Sa Majesté :
F. Gordon RULE.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MR. BARCLAY TO MR. RULE.

DEPARTMENT OF STATE.

MONROVIA, LIBERIA, *January* 17, 1930.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge your note of the 16th instant informing me that His Majesty's Government are prepared to agree to the following proposals for adjusting the situation on the Sierra Leone-Liberian boundary between the Mauwa and Moro rivers :

(1) His Majesty's Government undertake to withdraw from the area in Liberian territory which has been incorrectly regarded as forming part of the Sierra Leone Protectorate.

(2) In order to prevent the recurrence of any such mistake, His Majesty's Government will arrange as soon as possible for a redemarcation of the boundary between the Mauwa and Moro rivers, and will bear the whole cost of this work, including the expenses of a representative of the Liberian Government.

(3) The inhabitants of the area in question shall be given the option of moving into Sierra Leone territory not later than the 30th June, 1930, taking with them their portable property and harvested crops.

I have the honour to inform you that I am authorised to confirm on behalf of the Government of Liberia this agreement, and to say that they regard the present note and the Legation's note of the 16th January, 1930, as placing on record the agreement arrived at between our respective Governments in this matter.

With sentiments of high consideration, I have, etc.

Edwin BARCLAY,
Secretary of State.

II.

M. BARCLAY A M. RULE.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

MONROVIA, LIBÉRIA, *le 17 janvier 1930.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 16 de ce mois par laquelle vous m'informez que le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à accepter les propositions suivantes pour régler la situation à la partie de la frontière du Sierra-Leone et du Libéria comprise entre les fleuves Mauwa et Moro :

1° Le Gouvernement de Sa Majesté s'engage à se retirer de la zone du territoire du Libéria qui a été, à tort, considérée comme constituant partie intégrante du Protectorat de Sierra-Leone.

2° Afin d'éviter la répétition d'une erreur de ce genre, le Gouvernement de Sa Majesté fera procéder aussitôt que possible à une nouvelle démarcation de la frontière entre les fleuves Mauwa et Moro et prendra à sa charge la totalité des frais entraînés par ces travaux y compris les dépenses du représentant du Gouvernement du Libéria.

3° Les habitants de la zone en question auront jusqu'au 30 juin 1930, au plus tard, la faculté d'émigrer dans le territoire de Sierra-Leone, en emportant avec eux leurs biens transportables et le produit de leurs récoltes.

J'ai l'honneur de vous informer que je suis autorisé à confirmer cet accord au nom du Gouvernement du Libéria, et à déclarer qu'il considère la présente note et la note de la Légation en date du 16 janvier 1930 comme enregistrant l'accord intervenu entre nos gouvernements à ce sujet.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire d'Etat :
Edwin BARCLAY.

N° 2339.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ET BRÉSIL

Accord relatif à la démarcation de la frontière entre la Guyane britannique et le Brésil. Signé à Londres, le 18 mars 1930.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND BRAZIL

Agreement for the Demarcation of the Boundary between British Guiana and Brazil. Signed at London, March 18, 1930.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

No. 2339. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE BRAZILIAN GOVERNMENT FOR THE DEMARCATION OF THE BOUNDARY BETWEEN BRITISH GUIANA AND BRAZIL. SIGNED AT LONDON, MARCH 18, 1930.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 mai 1930.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, with a view to giving effect to the provisions of Articles 2 and 5 of the General Boundary Treaty [1] of 22nd April, 1926, between His Britannic Majesty and the President of the Republic of the United States of Brazil, for the demarcation of the boundary between the United States of Brazil and British Guiana, have agreed as follows :

(1) Each of the two Governments shall appoint a Commission consisting of a Head, a Deputy-head, and as many assistants, helpers, medical officers, and staff to arrange for material, transport and supply of provisions as they deem necessary.

(2) The appointment of the staff of the two Commissions shall be made by the two Governments in the shortest time possible, both parties having to meet at the Fazenda da Conceição between the 10th and the 16th April, 1930.

[1] Vol. XCII, page 311, de ce recueil.

Nº 2339. — ACCORDO ENTRE O GOVERNO DE SUA MAJESTADE BRITANNICA E O GOVERNO BRASILEIRO RELATIVO A DEMARCAÇÃO DA FRONTEIRA ENTRE A GUYANA BRITANNICA E O BRASIL. ASSINGADO EM LONDRES, A 8 DE MARÇO DE 1930.

English and Portuguese official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place May 30, 1930.

O GOVERNO DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e O GOVERNO DO REINO UNIDO DA GRÃ-BRETANHA E DO NORTE DA IRLANDA, no intuito de dar cumprimento ás estipulações dos artigos 2 e 5 do Tratado [1] Geral de Limites, de 22 de Abril de 1926, entre o Presidente da Republica dos Estados Unidos do Brasil e Sua Majestade Britannica, para a delimitação da fronteira entre os Estados Unidos do Brasil e a Guyana Britannica, concordaram no seguinte :

1. Cada um dos dois Governos nomeará uma commissão composta de um Chefe, um Sub-Chefe e tantos Ajudantes, Auxiliares, funccionarios do serviço sanitario, encarregados do material, transporte e abastecimento de viveres, quantos lhes parecerem necessarios.

2. A designação do pessoal das duas Commissões deverá ser feita pelos dois Governos, no mais breve prazo possivel, devendo ambas se reunir na fazenda da Conceição, entre 10 e 16 Abril de 1930.

[1] Vol. XCII, page 311, of this Series.

(3) The Mixed Commission to demarcate the boundary will be constituted by the meeting of the two Commissions.

(4) At the first meeting the Heads, Deputy-heads and assistants shall proceed to produce and examine the credentials of appointment as well as their respective instructions, which shall consist of the provisions of the present protocol.

When the documents referred to above have been found in good order, the first minute shall be drawn up to the effect that the Anglo-Brazilian Commission for the demarcation of boundaries is thus constituted.

(5) If upon the date fixed and at the spot indicated one of the two commissions fails to appear, save in the case of *force majeure* clearly established, the other commission shall proceed by itself with the work contemplated by the General Boundary Treaty of the 22nd April, 1926, and the result of its observations shall be binding on both countries.

(6) Each Commission shall be provided with the necessary material for the topographical and astronomical work required to carry out its mission.

(7) The Mixed Commission shall proceed to establish the whole of the frontier described in Article 1 and its paragraphs of the General Boundary Treaty of the 22nd April, 1926. The Commission shall proceed by means of triangulation wherever possible. Where the nature of the terrain or considerations of time or cost render this method impracticable, the boundary may be based upon control positions fixed astronomically at intervals of not less than 25 nor greater than 50 miles, using wireless time signals connected by traverse of the most accurate character practicable. All field work shall be plotted and compared while still near enough to visit any point over which there may be disagreement.

(8) The Mixed Commission shall establish throughout the extent of the frontier as many marks as appear necessary

3. A reunião das duas Commissões constituirá a Commissão Mixta Demarcadora.

4. Na sua primeira Conferencia, os Chefes, Sub-Chefes e Adjudantes procederão ao exame e confronto de seus titulos de nomeação, assim como de suas respectivas instrucções, que consistirão nas disposições do presente Protocollo. Verificada a regularidade dos documentos acima eferidos, será lavrada a primeira Acta, ficando assim constituida a Commissão Brasileiro-Britannica Demarcadora de Limites.

5. Se uma das duas Commisões deixar de concorrer, salvo caso de força maior, claramente estabelecido, na data fixada, ao lugar indicado, a outra procederá, por si só, aos trabalhos de que cogita o Tratado Geral de Limites de 22 de Abril de 1926, e o resultado de suas observações será obrigatorio para ambos os paizes.

6. Cada Commissão estará provida do material necessario para os serviços topographicos e astronomicos necessarios ao desempenho de sua missão.

7. A Commissão Mixta procederá ao levantamento de toda a fronteira descripta no artigo 1º e seus paragraphos do Tratado Geral de Limites de 22 de Abril de 1926. Sempre que seja possivel, a Commissão o fará por meio de triangulação. Quando a natureza do terreno ou considerações de tempo ou custo, tornarem este methodo impraticavel, a fronteira podera ser determinada por meio de rectificação das posições fixadas astronomicamente, em intervallos de não menos de 25 nem mais de 50 milhas, usando-se para isso de signaes radiotelegraphicos de tempo ligados por processos trigonometricos de caracter o mais preciso e pratico. Todo trabalho de campo será planeado e comparado emquanto ainda bem perto do lugar demarcado, de modo a permittir que seja visitado qualquer ponto sobre o qual possa haver desaccôrdo.

8. A Commissão collocará em toda a extensão da fronteira tantos marcos quantos pareçam necessarios, em intervallos de

at minimum intervals of 25 miles, along the river, and 5 miles along the land boundaries.

(9) On every mark shall be stated the exact longitude and latitude in which they they have been placed, the date they were placed and the words " Brazil-British Guiana " inscribed to the territory of each country.

(10) In placing each mark a circumstantial report shall be drawn up describing the nature of its construction and indicating its geographical position.

Besides these reports regarding the placing and establishment of marks, a general report shall be drawn up when the Commission has finished its work describing the whole of the frontier marked.

(11) The work may be carried on simultaneously at different points on the frontier, the Mixed Commission being divided for this purpose into sub-commissions or parties in which both countries shall be represented, the heads of the Commissions having power to give them, by joint agreement, the instructions which they should observe.

(12) Disagreements between the British and the Brazilian Commissions which are not settled amicably by the two Governments shall be submitted by them to the arbitral decision of three members of the Academy of Sciences of the Institute of France, chosen by the President of the said Academy.

(13) By agreement between the two Governments, roads and rivers in British Guiana shall be accessible to the Brazilian Commission and roads and rivers in Brazil to the British Commission so long as the work of demarcating the frontier lasts.

(14) Articles shipped, provisions, instruments, and any articles which the Commissions have to transport from one territory to the other in the discharge of their labours shall enter both territories free of customs duties and any other internal tax.

(15) The Commissions shall present to their respective Governments in duplicate a general map of the region demarcated and all necessary sectional plans as well as a general report on the work of demarcation.

no minimo, 25 milhas ao longo dos rios e 5 milhas ao longo das fronteiras terrestres

9. Em cada marco serão consignadas a longitude e a latitude exactas em que tenham sido collocados, a data dessa collocação e as palavras — Brasil-British Guiana — inscriptas nos lados correspondentes aos territorios de cada paiz.

10. Ao collocar-se cada marco, lavrar-se-á um Termo circumstanciado, no qual se descreverá a natureza da construcção e se indicará a sua posição geographica.

Além desses Termos de colocação e inauguração de marcos será lavrada, no fim dos trabalhos, uma Acta Geral descriptiva de toda a fronteira demarcada.

11. Os trabalhos poderão ser executados simultaneamente em pontos diversos da fronteira, dividindo-se para isso a Commissão Mixta em sub-commissões ou partidas, nas quaes estarão representados os dois paizes, competindo aos Chefes dar-lhes, de commum accôrdo, as instrucções por que se devam reger.

12. Os desaccôrdos entre a Commissão Brasileira e a Commissão Britannica, que não forem amigavelmente resolvidos pelos dois Governos, serão por estes submettidos á decisão arbitral de tres membros da Academia de Sciencias do Instituto de França, escolhidos pelo Presidente da mesma Academia.

13. Por accordo entre os dois Governos, serão accessiveis á Commissão Brasileira as vias terrestres e fluviaes guyanenses, e á Commissão Britannica as vias terrestres e fluviaes brasileiras, emquanto durarem os trabalhos de demarcação da fronteira.

14. As embarcações, os viveres, instrumentos e quaesquer artigos que as Commissões devam transportar de um para outro territorio, no desempenho de seus trabalhos, entrarão em um ou em outro territorio com isenção de direitos aduaneiros e de qualquer imposto interno.

15. As Commissões apresentarão aos respectivos Governos, em dois exemplares, uma Carta Geral da região demarcada e todos os planos parciaes necessarios, bem assim um Relatorio geral dos trabalhos da demarcação.

(16) The Commissions may suspend and resume their operations of demarcation by agreement of the two heads and with the approval of their respective Governments whenever reasons occur to justify this action which they shall note in a minute.

(17) The work of the Mixed Commission shall be concluded within a total period not exceeding five years from the date of its commencement including any adjournments that may be found necessary.

In witness whereof the Undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Protocol, which has been prepared in duplicate in the English and Portuguese languages and have affixed thereto their seals.

Done at London the 18th day of March, 1930.

16. Os Commissões poderão suspender e reatar as operações de demarcação, mediante accôrdo entre os dois Chefes e approvação dos respectivos Governos, quando houver motivos justificados, que deverão constar de uma Acta.

17. O trabalho da Commissão Mixta será concluido dentro do prazo total não excedente de 5 annos, a contar da data do seu inicio, inclusive quaesquer adiamentos que possam ser julgados necessarios.

Em fé do que, os abaixo assignados, devidamente autorisados, para esse fim, firmaram o presente Protocollo, feito em duplicata, nas linguas portugueza e ingleza, e nelle appuzeram os seus sellos.

Feito em Londres, aos 18 dias do mez de Março de 1930.

(L. S.) Arthur HENDERSON.
(L. S.) Régis DE OLIVEIRA.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2339. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEN RELATIF A LA DÉMARCATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA GUYANE BRITANNIQUE ET LE BRÉSIL. SIGNÉ A LONDRES, LE 18 MARS 1930.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS DU BRÉSIL, en vue de donner suite aux dispositions des articles 2 et 5 du Traité général de frontières, conclu le 22 avril 1926, entre Sa Majesté britannique et le président de la République des Etats-Unis du Brésil pour la démarcation de la frontière entre les Etats-Unis du Brésil et la Guyane britannique sont convenus de ce qui suit :

1° Chacun des deux gouvernements nommera une commission composée d'un chef, d'un sous-chef et d'un aussi grand nombre de collaborateurs, auxiliaires, fonctionnaires sanitaires et employés chargés du matériel, du transport et des approvisionnements qu'il jugera nécessaire.

2° Les deux gouvernements procéderont, dans le plus bref délai possible, à la désignation du personnel composant les deux commissions, afin de permettre aux deux commissions de se réunir à la *Fazenda da Conceiçao* entre le 10 et le 16 avril 1930.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3° La commission mixte chargée de procéder à la démarcation de la frontière, sera constituée par la réunion des deux commissions.

4° Lors de la première réunion, les chefs, sous-chefs et leurs collaborateurs se communiqueront et examineront leurs lettres de créances ainsi que les instructions qu'ils auront respectivement reçues et qui seront constituées par les dispositions du présent protocole.

Lorsque les documents susmentionnés auront été trouvés en bonne et due forme, il sera procédé à la rédaction d'un premier acte par lequel la Commission anglo-brésilienne pour la démarcation des frontières se trouvera désormais constituée.

5° Si, à la date fixée et à l'endroit indiqué, l'une des deux commissions ne s'est pas présentée, sauf en cas de force majeure nettement établi, l'autre commission entreprendra seule les travaux prévus par le Traité général de frontières du 22 avril 1926 et les deux pays seront liés par les résultats de ses observations.

6° Chaque Commission sera munie du matériel nécessaire aux travaux topographiques et astronomiques requis pour l'accomplissement de sa mission.

7° La commission mixte procédera à l'établissement de toute la frontière décrite dans l'article premier et ses paragraphes du Traité général de frontières du 22 avril 1926. La commission se servira de la méthode de triangulation toutes les fois qu'il lui sera possible. Lorsque la configuration du terrain ou des considérations de temps ou de frais rendront impossible l'application pratique de cette méthode, la frontière pourra être arrêtée au moyen de points de repère déterminés, par des calculs astronomiques, à des intervalles de 25 milles au moins et 50 milles au plus les uns et autres, au moyen de signaux horaires radiotélégraphiques reliés par des procédés trigonométriques aussi précis que possible. Les plans de tous les travaux exécutés sur le terrain devront être dressés et comparés suffisamment près des endroits relevés pour permettre aux membres de la commission d'examiner sur place les points sur lesquels il pourrait y avoir désaccord.

8° La commission mixte établira sur toute la longueur de la frontière autant de bornes qu'il paraîtra nécessaire, à des intervalles de 25 milles au moins, le long du fleuve, et de 5 milles au moins le long des frontières terrestres.

9° Chaque borne devra porter l'indication exacte de la longitude et de la latitude où elle se trouve, la date à laquelle elle a été placée et les mots *Brasil-British-Guiana* inscrits, chacun, sur le côté correspondant au territoire de chaque pays.

10° Toutes les fois qu'une borne sera placée, un procès-verbal détaillé devra être établi, décrivant la nature de sa construction et indiquant sa position géographique.

En plus de ces procès-verbaux relatifs à la disposition et à l'établissement des bornes, un rapport général devra être rédigé lorsque la commission aura achevé ses travaux, en vue de décrire dans son ensemble la frontière ainsi marquée.

11° Les travaux peuvent être exécutés simultanément sur différents points de la frontière, la commission mixte étant divisée à cet effet en sous-commissions, ou groupes, dans lesquels les deux pays devront être représentés, les chefs des deux commissions ayant pouvoir de leur donner, d'un commun accord, les instructions à suivre.

12° Les différends entre la Commission britannique et la Commission brésilienne qui n'auront pu être résolus à l'amiable par les deux gouvernements, seront soumis par ceux-ci à la décision arbitrale de trois membres de l'Académie des sciences de l'Institut de France, choisis par le président de ladite Académie.

13° En vertu d'un accord entre les deux gouvernements, l'accès des routes et des fleuves de la Guyane britannique sera permis à la Commission brésilienne et l'accès des routes et des fleuves du Brésil sera permis à la Commission britannique pendant toute la durée des travaux de démarcation de la frontière.

14° Les marchandises embarquées, les vivres, les instruments et tous les articles que les commissions auront à transporter d'un territoire dans l'autre pour l'accomplissement

de leurs travaux, seront exempts de droits de douane et de toutes taxes intérieures à l'entrée dans l'un ou l'autre territoire.

15° Les commissions devront soumettre à leurs gouvernements respectifs une carte générale, dressée en double exemplaire, de la région dans laquelle elles ont procédé à la dénonciation de la frontière, ainsi que tous les plans partiels nécessaires, et un rapport général que les travaux de démarcation.

16° Les commissions peuvent suspendre et reprendre leurs opérations de démarcation à la suite d'un accord entre leurs deux chefs et avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs et avec l'approbation de leurs gouvernements respectifs, toutes les fois qu'il se présentera des raisons justifiant cette mesure, et il en sera dressé procès-verbal dans chaque cas.

17° Les travaux de la commission mixte devront être achevés au bout d'une période totale de cinq ans au plus à partir du jour où ils auront été commencés, cette période comprenant tous les ajournements qui auront pu être jugés nécessaires.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole, qui a été rédigé en deux exemplaires établis, l'un et l'autre, en langue anglaise et en langue portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, le 18 mars 1930.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) Regis DE OLIVEIRA.

N° 2340.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ET UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES

Accord commercial provisoire, avec protocole, protocole additionnel et déclarations. Signés à Londres, le 16 avril 1930.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS

Temporary Commercial Agreement, with Protocol, Additional Protocol and Declarations. Signed at London, April 16, 1930.

No. 2340. — TEMPORARY COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT LONDON, APRIL 16, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 *mai* 1930.

HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being mutually desirous to conclude as soon as possible a formal Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics, have meanwhile agreed upon the following temporary Agreement to serve as a *modus vivendi* pending the conclusion of such a Treaty.

Article 1.

For the purpose of developing and strengthening the trade relations between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Union of Soviet Socialist Republics, the Contracting Parties agree that, without prejudice to any more favourable provisions contained below, all facilities, rights and privileges which in the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics respectively are or may be accorded with respect to trade to the subjects or citizens of any other foreign State or to juridical persons including companies constituted under the laws of such State or to the property of such subjects, citizens or juridical persons including companies shall be extended reciprocally to citizens or juridical persons including companies of the Union of Soviet Socialist Republics and to British subjects, British protected persons or juridical persons including companies of the United Kingdom respectively and to their property. The natural produce and manufactures of the United Kingdom shall enjoy in the Union of Societ Socialist Republics and the natural produce and manufactures of the Union of Soviet Socialist Republics shall enjoy in the United Kingdom all the facilities, rights and privileges which are at present or may be hereafter accorded to the natural produce and manufactures of any other foreign country, in all that relates to the prohibition and the restriction of imports and exports, customs duties and charges, transport, warehousing, drawbacks and excise.

Nothing in the present Agreement shall apply to :

(a) The special provisions relating to trade contained in treaties which the Union of Soviet Socialist Republics has concluded, or may conclude, hereafter with those States,

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2340. — ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A LONDRES, LE 16 AVRIL 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place May 30, 1930.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, désireux l'un et l'autre de conclure aussitôt que possible un traité de commerce et de navigation en bonne et due forme entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, d'autre part, ont établi, dans l'intervalle, l'accord provisoire suivant, destiné à servir de *modus vivendi* en attendant la conclusion du traité en question.

Article premier.

En vue de développer et de consolider les relations commerciales entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, les Parties contractantes conviennent que, sans préjudice de toute disposition plus favorable prévue ci-dessous, toutes les facilités, droits et privilèges qui sont ou pourront être accordés en matière de commerce dans le Royaume-Uni et dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, respectivement, aux sujets ou ressortissants d'un autre Etat étranger quelconque ou à des personnes morales, y compris les sociétés constituées conformément à la législation de cet Etat, ou aux biens de ces sujets, ressortissants ou personnes morales, y compris les sociétés, seront réciproquement accordés aux ressortissants ou personnes morales, y compris les sociétés de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi qu'aux sujets britanniques, aux personnes placées sous la protection britannique ou aux personnes morales britanniques, y compris les sociétés du Royaume-Uni, respectivement, et à leurs biens. Les produits naturels et articles manufacturés du Royaume-Uni bénéficieront dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, et les produits naturels et articles manufacturés de l'Union des Républiques soviétistes socialistes bénéficieront dans le Royaume-Uni, de toutes les facilités, droits et privilèges qui sont actuellement ou pourront être ultérieurement accordés aux produits naturels et articles manufacturés de n'importe quel autre pays étranger, pour tout ce qui concerne la prohibition et la restriction des importations et exportations, les droits et taxes de douane, le transport, l'emmagasinage, les drawbacks et l'accise.

Aucune disposition du présent accord ne s'appliquera :

a) Aux dispositions spéciales relatives au commerce contenues dans les traités que l'Union des Républiques soviétistes socialistes a conclus, ou pourra conclure, par la

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

the entire territory of which on the 1st August, 1914, formed in all respects an integral part of the former Russian Empire or with the continental border States in Asia ;

(b) The rights which have been accorded or may be accorded to any third country forming part of a customs union with the Union of Soviet Socialist Republics ;

(c) The privileges which the Union of Soviet Socialist Republics has accorded, or may accord, to border States with respect to local trade between the inhabitants of the frontier zones.

Note. — The expression " British protected persons " in this Agreement is understood to mean persons belonging to any territory under His Majesty's protection or suzerainty or in respect of which a Mandate has been accepted by His Majesty. It is understood, however, that the stipulations of Article 1 do not apply to persons belonging to any such territory to which the present Agreement is not extended in accordance with the provisions of Article 5.

Article 2.

1. In view of the fact that, by virtue of the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, the foreign trade of the Union is a State monopoly, His Majesty's Government in the United Kingdom agree to accord to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics the right to establish in London a Trade Delegation, consisting of the Trade Representative of the Union of Soviet Socialist Republics and his two deputies, forming part of the Embassy of the Union of Soviet Socialist Republics.

2. The head of the Trade Delegation shall be the Trade Representative of the Union of Soviet Socialist Republics in the United Kingdom. He and his two deputies shall, by virtue of paragraph 1 of the present Article, be accorded all diplomatic privileges and immunities, and immunity shall attach to the offices occupied by the Trade Delegation (5th Floor, East Wing, Bush House, Aldwych, London) and used exclusively for the purpose defined in paragraph 3 of the present Article. No member of the staff of the Trade Delegation, other than the Trade Representative and his two deputies, shall enjoy any privileges or immunities other than those which are, or may be, enjoyed in the United Kingdom by officials of the State-controlled trading organisations of other countries.

3. The functions of the Trade Delegation shall be :

(a) To facilitate and encourage the development of trade and commerce between the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics ;

(b) To represent the interest of the Union of Soviet Socialist Republics in all that pertains to the foreign trade of the Union, and to control, regulate, and carry on such trade with the United Kingdom for and on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics.

4. The Trade Delegation acting in respect to trade for and on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics, the Government of the latter will assume responsibility for all transactions lawfully concluded in the United Kingdom by the Trade Representative or by persons duly authorised by him. The Government of the Union of Soviet Socialist Republics will not, however, accept any responsability for the acts of State economic organisations which, under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, are exclusively responsible for their own acts, except in cases where responsibility for such acts has been clearly accepted by the Trade Representative, acting for and on behalf of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

5. The names of the Trade Representative and of the persons empowered to represent him shall be periodically published in the *Board of Trade Journal* and in addition shall in other ways be clearly made known to the public. The authority of these persons to represent the Trade Delegation shall continue until such time as notice to the contrary has been similarly published.

suite avec les Etats dont la totalité du territoire formait à tous égards, le 1er août 1914, partie intégrante de l'ancien Empire russe, ou avec les Etats situés en bordure de la frontière continentale en Asie ;

b) Aux droits qui ont été accordés ou pourront être accordés à un tiers pays quelconque faisant partie d'une union douanière avec l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

c) Aux privilèges que l'Union des Républiques soviétistes socialistes a accordés ou pourra accorder aux Etats frontières, en ce qui concerne le commerce local entre les habitants des zones de frontière.

Note. — L'expression « personnes placées sous la protection britannique » employée dans le présent accord désigne toute personne appartenant à un territoire placé sous la protection ou la suzeraineté de Sa Majesté ou pour lequel un mandat a été accepté par Sa Majesté. Il est entendu, toutefois, que les dispositions de l'article premier ne visent pas les personnes appartenant aux territoires de cette catégorie, auxquels l'application du présent accord n'est pas étendue conformément aux dispositions de l'article 5.

Article 2.

1. Etant donné qu'en vertu des lois de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, le commerce extérieur de l'Union constitue un monopole d'Etat, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient d'accorder au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétistes le droit d'établir à Londres une délégation commerciale comprenant le représentant commercial de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et ses deux adjoints, qui feront partie de l'Ambassade de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

2. Le chef de la délégation commerciale sera le représentant commercial de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans le Royaume-Uni. En vertu du premier alinéa du présent article, le représentant commercial et ses deux adjoints jouiront de tous les privilèges et immunités diplomatiques ; l'immunité sera également conférée aux bureaux occupés par la délégation commerciale (5me étage, Eastwing, Bush House, Aldwych, Londres) et utilisés exclusivement pour les fins définies au troisième alinéa du présent article. Aucun membre du personnel de la délégation commerciale autre que le représentant commercial et ses deux adjoints ne jouira de privilèges ou d'une immunité autres que ceux qui sont ou pourront être accordés dans le Royaume-Uni aux fonctionnaires des organisations commerciales d'autres pays placées sous le contrôle de l'Etat.

3. La délégation commerciale aura pour fonctions :

a) De faciliter et d'encourager le développement du commerce entre le Royaume-Uni et l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

b) De représenter les intérêts de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans tout ce qui touche au commerce extérieur de l'Union et de diriger, réglementer, et exercer ce commerce avec le Royaume-Uni pour le compte et au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

4. La délégation commerciale, agissant en ce qui concerne le commerce, pour le compte et au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, le Gouvernement de l'Union assumera la responsabilité de toutes les transactions effectuées légalement dans le Royaume-Uni par le représentant commercial ou par des personnes dûment autorisées par lui. Toutefois, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes n'acceptera aucune responsabilité pour les actes des organisations économiques d'Etat qui, en vertu des lois de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, sont seules responsables de leurs actes, sauf dans les cas où la responsabilité de ces actes a été clairement acceptée par le représentant commercial agissant pour le compte et au nom du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

5. Les noms du représentant commercial et des personnes ayant qualité pour le représenter seront périodiquement publiés dans le *Board of Trade Journal*, et seront, en outre, annoncés clairement au public par d'autres moyens. Ces personnes conserveront leur pouvoir de représenter la délégation commerciale jusqu'au moment où un avis contraire aura été publié de la même manière.

6. Any questions which may arise in respect of commercial transactions entered into in the United Kingdom by the Trade Delegation shall be determined by the Courts of the United Kingdom in accordance with the laws thereof.

7. The property of the Union of Soviet Socialist Republics in the United Kingdom shall be subject to such measures as may lawfully be taken to give effect to the Orders of the Courts of the United Kingdom, in so far as these Orders have been issued in connexion with transactions referred to in paragraph 6, unless it is property which, according to international law, is immune from such measures as being necessary for the exercise of the rights of State sovereignty or for the official function of the diplomatic or consular representatives of the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 3.

British vessels and their cargoes and passengers and vessels of the Union of Soviet Socialist Republics and their cargoes and passengers shall enjoy in the ports and territorial waters of the Union of Soviet Socialist Republics and of the United Kingdom respectively, the same rights, privileges and facilities as are enjoyed, or may be enjoyed hereafter, by national vessels, their cargoes and passengers, or the vessels of the most favoured foreign country and their cargoes and passengers.

The provisions of this Article do not extend to the coasting trade. The Contracting Parties reserve the right to limit to national ships the coasting trade between ports on the same coast. In regard to trade between ports not on the same coast they undertake to accord to the ships of each other treatment not less favourable than that accorded to the ships of any other foreign country.

The provisions of the present Article shall not extend to :

(a) The application of special laws for the safeguarding, renewal and development of the national merchant fleet.

(b) Privileges granted to marine sports societies.

(c) Port service, including pilotage ; towage and life-saving and maritime assistance.

(d) Navigation on inland waters closed to foreign vessels in general, even though such navigation may be open to the vessels of limitrophe States.

Note 1. — Nothing in this Article shall be deemed to confer on the vessels of either Party the right to carry on fishing operations in the territorial waters of the other, or to land their catches in the ports of the other, nor shall it entitle British vessels to claim any privileges which are, or may be, accorded by the Union of Soviet Socialist Republics to the fishing fleets of countries situated on the Arctic Ocean.

Note 2. — Nothing in this Article shall affect the right of either Party to apply regulations in accordance with its national legislation for the transportation of immigrants, emigrants and pilgrims.

Note 3. — The provisions of the present Article do not apply to ships registered at the ports of His Majesty's self-governing Dominions and to their cargoes and passengers unless and until the present Agreement is extended to them in the manner provided in Article 4.

Article 4.

The provisions of the present Agreement may by mutual agreement be extended with any modifications agreed upon to any of His Majesty's self-governing Dominions (including any mandated territories administered by the Governments of such Dominions) or to India, by means

6. Tous différends qui pourraient surgir au sujet de transactions commerciales effectuées dans le Royaume-Uni par la délégation commerciale seront réglés par les tribunaux du Royaume-Uni conformément aux lois de ce pays.

7. Les biens de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans le Royaume-Uni seront assujettis à toutes dispositions qui pourront êt reprises légalement pour donner effet aux ordonnances des tribunaux du Royaume-Uni, dans la mesure où ces ordonnances auront été rendues à l'occasion des transactions mentionnées dans l'alinéa 6, à moins qu'il ne s'agisse de biens qui, conformément au droit international ne peuvent tomber sous le coup de ces dispositions, comme étant nécessaires pour l'exercice des droits d'une souveraineté d'Etat ou pour les fonctions officielles des représentants diplomatiques ou consulaires de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 3.

Les navires britanniques ainsi que leurs cargaisons et passagers et les navires de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ainsi que leurs cargaisons et passagers, jouiront, dans les ports et eaux territoriales de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et du Royaume-Uni, respectivement, des mêmes droits, privilèges et facilités que ceux dont jouissent, ou pourront jouir ultérieurement, les navires nationaux et leurs cargaisons et passagers ou les navires de la nation étrangère la plus favorisée ainsi que leurs cargaisons et passagers.

Les dispositions du présent article ne s'étendent pas au commerce de cabotage. Les Parties contractantes se réservent le droit de limiter aux navires nationaux le commerce de cabotage entre les ports situés sur un même littoral. En ce qui concerne le commerce entre des ports non situés sur un même littoral, chacune d'elles s'engage à accorder aux navires de l'autre un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux navires de n'importe quel autre pays étranger.

Les dispositions du présent article ne concernent pas :

a) L'application de lois spéciales relatives à la protection, au renouvellement et au développement de la flotte marchande nationale ;

b) Les privilèges accordés aux sociétés de sports nautiques ;

c) Les services de port, y compris les services de pilotage, de remorquage, de sauvetage et d'assistance maritime ;

d) La navigation intérieure, fermée d'une manière générale aux navires étrangers, même dans le cas où cette navigation serait ouverte aux navires d'Etats limitrophes.

Note 1. — Aucune disposition du présent article ne sera interprétée comme conférant aux navires de l'une ou l'autre Partie le droit de se livrer à la pêche dans les eaux territoriales de l'autre, ou de débarquer les produits de leur pêche dans les ports de l'autre, ni comme autorisant les navires britanniques à revendiquer les privilèges qui sont ou pourront être accordés par l'Union des Républiques soviétistes socialistes aux bateaux de pêche des pays baignés par l'Océan Arctique.

Note 2. — Aucune disposition du présent article ne portera atteinte au droit des deux Parties contractantes d'établir des règlements conformes à leurs législations nationales, pour le transport des immigrants, émigrants et pèlerins.

Note 3. — Les dispositions du présent article ne concerneront les navires enregistrés dans les ports des Dominions autonomes de Sa Majesté, ainsi que leurs cargaisons et passagers, que si l'application du présent accord est étendue à ces Dominions de la manière prévue à l'article 4 ; dans ce cas, elles ne seront applicables auxdits navires qu'à partir de la date de cette extension.

Article 4.

L'application des dispositions du présent accord pourra, à la suite d'une entente mutuelle, être étendue, avec toutes les modifications qui auront pu être décidées, à n'importe lequel des Dominions autonomes de Sa Majesté (y compris tous territoires sous mandat administrés par les

of an Exchange of Notes between the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and the Government of any such Dominion or of India.

Article 5.

The provisions of the present Agreement may also be extended on condition of reciprocity to any of His Majesty's colonies, possessions or protectorates or to any mandated territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom if a notification to that effect is given to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics by His Majesty's Ambassador at Moscow or, in his absence, by His Majesty's Chargé d'Affaires.

The Contracting Parties agree that in case a notification is made by His Majesty's Ambassador at Moscow (or in his absence, by His Majesty's Chargé d'Affaires) extending, in accordance with the provisions of the foregoing paragraph, the present Agreement to any of His Majesty's colonies, possessions, or protectorates or to any mandated territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom, the trading organisations of the Union of Soviet Socialist Republics shall be accorded the right to send to the respective colony, possession, protectorate or mandated territory, agents, who shall be acceptable to the Government concerned, for the purpose of carrying out the commercial transactions of the Union of Soviet Socialist Republics in such colony, possession, protectorate or mandated territory.

It is understood that any such agent will in all cases be subject to the ordinary law relating to aliens in the colony, possession, protectorate or mandated territory in which he resides and will not be entitled to enjoy any diplomatic or consular privileges or immunities.

Article 6.

So long as in any territory referred to in Articles 4 or 5 which is not bound by the present Agreement the natural produce and manufactures of the Union of Soviet Socialist Republics are accorded treatment as favourable as that accorded to the natural produce and manufactures of any other foreign country, the natural produce and manufactures of such territory shall enjoy in the Union of Soviet Socialist Republics complete and unconditional most-favoured-nation treatment., At the same time, however, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics reserves to itself the right to denounce this Article at any time in respect of any particular Dominion or of India.

Article 7.

The present Agreement comes into force on this day and shall remain in force until the coming into force of a commercial treaty between the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics, subject, however, to the right of either Party at any time to give notice to the other to terminate the Agreement, which shall then remain in force until the expiration of six months from the date on which such notice is given.

So far as concerns any of His Majesty's self-governing Dominions, India or any colony, possession, protectorate or mandated territory in respect of which notes have been exchanged in virtue of Article 4 above or in respect of which notice of the application of this Agreement has been given in virtue of Article 5 above, the Agreement may be terminated separately by either Party at the end of the sixth month or at any time subsequently on six months' notice to that effect being given either by or to His Majesty's Ambassador at Moscow or, in his absence, by or to His Majesty's Chargé d'Affaires.

Gouvernements de ces Dominions), ainsi qu'à l'Inde, moyennant un échange de notes entre le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et le Gouvernement de tout Dominion de cette catégorie ou de l'Inde.

Article 5.

L'application des dispositions du présent accord pourra également être étendue, sous condition de réciprocité, à toutes colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté ou à tout territoire sous mandat administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, si une notification à cet effet est adressée au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Moscou ou, en son absence, par le Chargé d'Affaires de Sa Majesté.

Les Parties contractantes conviennent qu'au cas où l'Ambassadeur de Sa Majesté à Moscou (ou, en son absence, le Chargé d'Affaires de Sa Majesté) notifierait, conformément aux dispositions de l'alinéa précédent, l'extension du présent accord à l'une quelconque des colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté, ou à l'un quelconque des territoires sous mandat administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, les organisations commerciales de l'Union des Républiques soviétistes socialistes auront le droit d'envoyer dans ladite colonie, possession, protectorat ou territoire sous mandat, un agent qui puisse être agréé par le gouvernement intéressé, en vue d'effectuer les transactions commerciales de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans ladite colonie, possession, protectorat ou territoire sous mandat.

Il est entendu que ces agents seront, dans tous les cas, assujettis à la loi relative aux étrangers habituellement appliquée dans la colonie, possession, protectorat ou territoire sous mandat dans laquelle ils résideront et ne jouiront d'aucun privilège ou immunité diplomatique ou consulaire.

Article 6.

Aussi longtemps que dans l'un quelconque des territoires mentionnés aux articles 4 et 5, qui ne sera pas lié par le présent accord, les produits naturels et les articles manufacturés de l'Union des Républiques soviétistes socialistes jouiront d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux produits naturels et articles manufacturés d'un autre pays étranger quelconque, les produits naturels et articles manufacturés de ce territoire bénéficieront complètement et sans condition dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes du traitement de la nation la plus favorisée. Toutefois, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes se réserve en même temps le droit de dénoncer le présent article à n'importe quel moment en ce qui concerne n'importe quel Dominion particulier ou l'Inde.

Article 7.

Le présent accord entre en vigueur ce même jour et restera applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un traité de commerce entre le Royaume-Uni et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, sous réserve, toutefois, du droit, pour chaque Partie, de notifier à n'importe quel moment à l'autre son intention de dénoncer l'accord qui restera alors en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater du jour où cette notification aura été faite.

En ce qui concerne les Dominions autonomes de Sa Majesté, l'Inde ou les colonies, possessions, protectorats ou territoires sous mandat, au sujet desquels des notes auront été échangées en vertu de l'article 4 ci-dessus, ou au sujet desquels l'application du présent accord aura été notifiée, aux termes des dispositions de l'article 5 ci-dessus, l'accord pourra être dénoncé séparément par l'une ou l'autre Partie à la fin du sixième mois, ou à n'importe quelle date ultérieure, moyennant préavis de six mois à cet effet, adressé soit par l'Ambassadeur de Sa Majesté à Moscou ou à ce dernier, et en son absence, par le chargé d'Affaires de Sa Majesté ou à ce dernier.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London in the English language the sixteenth day of April, one thousand nine hundred and thirty.

A translation shall be made into the Russian language as soon as possible and agreed upon between the Contracting Parties.

Both texts shall then be considered authentic for all purposes.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) G. SOKOLNIKOFF.

PROTOCOL.

In concluding the present Agreement the Contracting Parties are animated by the intention to eliminate from their economic relations all forms of discrimination. They accordingly agree that, so far as relates to the treatment accorded by each Party to the trade with the other, they will be guided in regard to the purchase and sale of goods, in regard to the employment of shipping and in regard to all similar matters by commercial and financial considerations only and, subject to such considerations, will adopt no legislative or administrative action of such a nature as to place the goods, shipping, trading organisations and trade in general of the other Party in any respect in a position of inferiority as compared with the goods, shipping and trading organisations of any other foreign country.

In accordance with the above principle, trade between the United Kingdom and the Union of Soviet Socialist Republics shall be eligible for consideration on the same basis as trade between the United Kingdom and other foreign countries in connexion with any legislative or administrative measures which are or may be taken by His Majesty's Government in the United Kingdom for the granting of credits to facilitate such trade. That is to say, that in considering any given transaction, regard shall be had to financial and commercial considerations only.

Done at London the 16th April, 1930.

Arthur HENDERSON.

G. SOKOLNIKOFF.

ADDITIONAL PROTOCOL.

With reference to paragraph 6 of Article 2, it is understood that the privileges and immunities conferred on the head of the Trade Delegation and his two deputies by paragraph 2 of Article 2 of the present Agreement shall not be claimed in connexion with any proceedings before the Courts of the United Kingdom arising out of commercial transactions entered into in the United Kingdom by the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics.

Done at London the 16th April, 1930.

Arthur HENDERSON.

G. SOKOLNIKOFF.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire à Londres, en langue anglaise, le seize avril mil neuf cent trente.

Une traduction sera établie en langue russe aussitôt que possible et approuvée par les Parties contractantes.

Les deux textes seront alors considérés comme faisant foi à toutes fins utiles.

(L. S.) Arthur HENDERSON.
(L. S.) G. SOKOLNIKOFF.

PROTOCOLE

En concluant le présent accord, les Parties contractantes sont animées du désir d'écarter de leurs relations économiques toute espèce de discrimination. En conséquence, elles conviennent que, en ce qui concerne le traitement accordé par chacune des Parties au commerce exercé avec l'autre, elles s'inspireront, en matière d'achat et de vente de marchandises, d'utilisation de la navigation et en toutes autres matières analogues, de considérations d'ordre purement commercial et financier, et que, sous réserve de ces considérations, elles n'adopteront aucune mesure législative ou administrative de nature à placer, à un point de vue quelconque, les marchandises, la navigation, les organisations commerciales et le commerce en général de l'autre Partie dans une situation d'infériorité par rapport aux marchandises, à la navigation et aux organisations commerciales de n'importe quel autre pays étranger.

Conformément au principe énoncé ci-dessus, le commerce entre le Royaume-Uni et l'Union des Républiques soviétistes socialistes pourra entrer en ligne de compte, au même titre que le commerce entre le Royaume-Uni et d'autres pays étrangers, dans l'application de toutes mesures d'ordre législatif ou administratif qui sont ou pourront être prises par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, en vue de l'octroi de crédits destinés à faciliter ce commerce. En d'autres termes, lorsqu'il s'agira de déterminer s'il y a lieu ou non d'envisager une transaction donnée, seules des considérations d'ordre financier et commercial pourront intervenir.

Fait à Londres, le 16 avril 1930.

Arthur HENDERSON.
G. SOKOLNIKOFF.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Comme suite au sixième alinéa de l'article 2, il est entendu que les privilèges et immunités conférés au chef de la délégation commerciale et à ses deux adjoints par le deuxième alinéa de l'article 2 du présent accord, ne seront revendiqués à l'occasion d'aucune action exercée devant les tribunaux du Royaume-Uni au sujet de transactions commerciales effectuées dans le Royaume-Uni par la délégation commerciale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Fait à Londres, le 16 avril 1930.

Arthur HENDERSON.
G. SOKOLNIKOFF.

DECLARATIONS BY HIS MAJESTY'S PRINCIPAL SECRETARY OF STATE FOR FOREIGN AFFAIRS.

At the instance of and on behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa, I hereby declare that the Union of South Africa is excluded in all respects from the operation of Articles 4 and 6 of the Temporary Commercial Agreement signed this day between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

Arthur HENDERSON.

LONDON, *April* 16, 1930.

At the instance of and on behalf of His Majesty's Government in the Irish Free State, I hereby declare that the Irish Free State is excluded in all respects from the operation of Articles 4 and 6 of the Temporary Commercial Agreement signed this day between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics.

Arthur HENDERSON.

LONDON, *April* 16, 1930.

DECLARATION BY THE AMBASSADOR OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

At the moment of signing the Commercial Agreement between the Government of the Union of Soviet Socialist Republics on the one hand, and His Majesty's Government in the United Kingdom on the other, I am instructed by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to make the following declaration :

> " The Government of the Union of Soviet Socialist Republics declares that it reserves to itself the right of the Union of Soviet Socialist Republics to all vessels of the former Russian fleet, both military and merchant, which were either the property of the Russian Government or were subject to nationalisation by Soviet law and which were seized abroad without the knowledge and consent of the Soviet Government or in any other way escaped actual transference to Soviet Government organisations."

G. SOKOLNIKOFF.

LONDON, *April* 16, 1930.

DÉCLARATIONS DU PRINCIPAL SECRÉTAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SA MAJESTÉ.

A la demande et au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union de l'Afrique du Sud, je déclare par les présentes que l'Union de l'Afrique du Sud est exclue à tous égards de l'application des articles 4 et 6 de l'accord commercial provisoire conclu ce jour entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement des Républiques soviétistes socialistes.

Arthur HENDERSON.

LONDRES, *le* 16 *avril* 1930.

A la demande et au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat Libre d'Irlande, je déclare par les présentes que l'Etat Libre d'Irlande est exclu à tous égards de l'application des articles 4 et 6 de l'accord commercial provisoire conclu ce jour entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Arthur HENDERSON.

LONDRES, *le* 16 *avril* 1930.

DÉCLARATION DE L'AMBASSADEUR DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES.

Au moment de signer l'accord commercial conclu entre le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume Uni, d'autre part, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, de faire la déclaration suivante :

> « Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes déclare qu'il revendique les droits de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sur tous les navires de l'ancienne marine russe, militaire et marchande, qui étaient la propriété du Gouvernement russe ou qui étaient assujettis à la nationalisation, en vertu de la loi soviétique, et qui ont été saisis à l'étranger à l'insu et sans le consentement du Gouvernement soviétique ou qui, pour toutes autres raisons, n'ont pas été effectivement transférés aux organisations du Gouvernement soviétiste. »

G. SOKOLNIKOFF.

LONDRES, *le* 16 *avril* 1930.

N° 2341.

ESTONIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signée à Tallinn, le 9 juillet 1929.

ESTONIA
AND CZECHOSLOVAKIA

Convention of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at Tallinn, July 9, 1929.

N° 2341. — CONVENTION [1] DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE, D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE L'ESTONIE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE. SIGNÉE A TALLINN, LE 9 JUILLET 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 juin 1930.

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, sincèrement désireux de développer la confiance mutuelle et de raffermir la paix des nations en assurant, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux ;

Ont décidé de réaliser dans une convention leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Jaan LATTIK, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Vladimir ČERNOŠEK, conseiller de Légation, chargé d'Affaires *a. i.* de Tchécoslovaquie en Estonie,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis dans les conditions fixées par la présente convention à des procédures de règlement judiciaire, d'arbitrage ou de conciliation.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 27 mai 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2341. — CONVENTION[2] OF JUDICIAL SETTLEMENT, ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN ESTONIA AND CZECHOSLOVAKIA. SIGNED AT TALLINN, JULY 9, 1929.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republik accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 2, 1930.

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being sincerely desirous of developing mutual confidence and strengthening international peace by ensuring the settlement, by pacific procedure, of any disputes which may arise between their countries ;

Noting that respect for rights established by treaty or resulting from international law is obligatory upon international tribunals ;

Recognising that the rights of each State cannot be modified except with its consent ;

Considering that the faithful observance, under the auspices of the League of Nations, of methods of pacific procedure renders possible the settlement of all international disputes ;

Highly appreciating the recommendation made to all States by the Assembly of the League of Nations, in its resolution of September 26, 1928, to conclude conventions for the pacific settlement of international disputes ;

Have decided to achieve their common aim by means of a convention, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Jaan LATTIK, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Vladimir ČERNOŠEK, Counsellor of Legation, Czechoslovak Chargé d'Affaires *ad interim* in Estonia ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article 1.

Disputes of every kind which may arise between the High Contracting Parties and which it has not been possible to settle by diplomacy shall be submitted to a procedure of judicial settlement, arbitration or conciliation under the conditions laid down in the present Convention.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Tallinn, May 27, 1930.

Article 2.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties en litige seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. La présente convention ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Hautes Parties contractantes une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation, après que cette procédure aua réchoué, les dispositions de la présente convention relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation inférieure de l'une des Parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par la présente convention, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention devra notifier à l'autre partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II

Du règlement judiciaire.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut [1] de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis il sera fait application dans la mesure nécessaire des dispositions de la Convention [2] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 6.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol, LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; et vol. C, page 153, de ce recueil.

[2] De Martens, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 2.

1. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the parties to the dispute shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

2. The present Convention shall not affect any agreements in force by which conciliation procedure is established between the High Contracting Parties by which they have assumed obligations to resort to arbitration or judicial settlement for the purpose of settling the dispute. If, however, these agreements provide only for a procedure of conciliation, then after such procedure has been followed without result, the provisions of the present Convention concerning judicial settlement or arbitration shall be applied.

Article 3.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Convention until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case, the party which desires to resort to the procedures laid down in the present Convention must notify the other party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes with regard to which the parties are in conflict as to their respective rights shall be submmitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute [1] of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

If the Parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an arbitral tribunal, they shall drawn up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the choosing of the arbitrators, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention [2] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 6.

If the parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article, or fail to appoint arbitrators, either party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

---

[1] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; and Vol. C., page 153, of this Series.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, ou avant toute procédure arbitrale, les parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par la présente Convention.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties en pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du Tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la commission de conciliation.

CHAPITRE III

De la conciliation.

Article 8.

Tous différends entre les parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une Partie contractante à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des parties, la commission de conciliation sera constituée comme suit :

1° La commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties, ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la commission.

2° Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3° Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 7.

1. In the case of the disputes mentioned in Article 4, before any procedure before the Permanent Court of International Justice or any arbitral procedure, the parties may agree to have recourse to the conciliation procedure provided for in the present Convention.

2. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the arbitral tribunal referred to in Article 5 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the parties other than the disputes mentioned in Article 4 shall be submitted obligatorily to a procedure of conciliation.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the parties.

Article 10.

On a request to that effect being made by one of the Contracting Parties to the other party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

Article 11.

Unless the parties agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall be composed of five members. The parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The other three commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties. The parties shall appoint the President of the Commission from among them.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during the course of their mandate by agreement between the parties. Either party may, however, at any time replace the commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 13.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, si celles-ci le demandent, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 14.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

1. La commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the parties is in existence, a special commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date at which a request to that effect is made by one of the parties to the other party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding Article, unless the parties decide otherwise.

Article 13.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 10 and 12, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the parties or, on request of the parties, to the President of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each party shall designate a different Power, and the appointment shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 14.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two parties acting in agreement, or, in default thereof, by one or other of the parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the parties, the other party shall without delay be notified by it.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the parties before a permanent Conciliation Commission, either party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The party making use of this right shall immediately notify the other party ; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which the notification reaches it.

Article 16.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations, or at some other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 17.

Les travaux de la commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des parties, la commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the parties.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes..

2. The parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 20.

The parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 23.

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartient aux parties d'en décider la publication.

Article 24.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation, les parties ne se sont pas entendues, le différend sera régi par l'article 15 du Pacte de la Société des Nations. La présente disposition ne s'applique pas dans l'hypothèse prévue à l'article 7.

CHAPITRE IV

Dispositions générales.

Article 25.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son statut, ou le Tribunal arbitral, indiquera dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Les parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la commission de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 26.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be either that the parties have come to an agreement, and, if necessary, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the *procès-verbal* as to whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 23.

The Commission's *procès-verbal* shall be communicated without delay to the parties. The parties shall decide whether it shall be published.

Article 24.

If the parties have not reached an agreement within a month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission, the dispute remains subject to be dealt with in accordance with Article 15 of the Covenant of the League of Nations. This provision shall not apply in the case provided for in Article 7.

CHAPTER IV.

General Provisions.

Article 25.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the arbitral tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. If the dispute is brought before a Conciliation Commission, the latter may recommend to the parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 26.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured party equitable satisfaction.

Article 27.

1. La présente convention sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les parties pourront d'un commun accord inviter une tierce Puissance.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend, un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La Cour ou le tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 28.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 29.

La présente convention, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprétée comme restreignant la mission de celle ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 30.

1. La présente convention sera ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu à Tallinn.

Elle sera enregistrée au Secrétariat de la Société des Nations.

2. La convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. Si elle n'est pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce terme, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

4. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de la convention continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention.

Fait à Tallinn, le 9 juillet 1929, en double exemplaire français.

J. LATTIK. V. ČERNOŠEK.

Article 27.

1. The present Convention shall be applicable as between the High Contracting Parties. even though a third Power has an interest in the dispute.

2. In conciliation procedure, the parties may agree to invite a third Power to intervene.

3. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal a request to intervene as a third Party.

It will be for the Court or the tribunal to decide upon this request.

4. Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal shall notify all such States forthwith.

Every State so notified has the right to intervene in the proceedings ; but, if it uses this right, the construction given by the decision will be binding upon it.

Article 28.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Convention, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 29.

The present Convention, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take, at any time, whatever action may be deemed wise and effectual to safeguard the peace of the world.

Article 30.

1. The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Tallinn.

It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. The Convention shall be concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

4. Notwithstanding denunciation by one of the High Contracting Parties, all proceedings pending at the expiration of the current period of the Convention shall be duly completed.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Tallinn on July 9, 1929, in two copies in French.

J. LATTIK. V. ČERNOŠEK.

N° 2342.

ALBANIE
ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Convention concernant l'entretien et la réfection des bornes, petites pyramides et signaux-repères de frontière. Signée à Tirana, le 11 août 1929.

ALBANIA AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Convention regarding the Upkeep and Repair of Boundary Stones, Cairns and Marks along the Frontier. Signed at Tirana, August 11, 1929.

N° 2342. — CONVENTION [1] ENTRE LE ROYAUME ALBANAIS ET LE ROYAUME DES SERBES CROATES ET SLOVÈNES CONCERNANT L'ENTRETIEN ET LA RÉFECTION DES BORNES, PETITES PYRAMIDES ET SIGNAUX-REPÈRES DE FRONTIÈRE, SIGNÉE A TIRANA, LE 11 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Albanie et le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 juin 1930.

Article premier.

Les deux Parties contractantes s'engagent à exercer une surveillance active sur les bornes, petites pyramides et signaux-repères le long de la frontière commune aux deux Etats, conformément au Protocole article VIII signé à Florence au mois de juillet 1926, ainsi qu'aux cartes, descriptions des bornes et à tous autres documents y relatifs et à les maintenir, de façon permanente en bon état d'entretien, par l'intermédiaire de leurs autorités de frontière respectives.

Article II.

Chacun des Etats contractants s'engage à réparer ou à reconstruire les bornes, petites pyramides et signaux-repères détruits, disparus ou endommagés, cette réparation ou réfection ne devant être appliquée par chaque Etat qu'aux bornes, petites pyramides et signaux-repères qu'il a édifiés sur le terrain suivant la division en sections effectuée lors de la détermination de la ligne frontière, à savoir :

LE ROYAUME ALBANAIS :

De l'embouchure de la Boyana à Tchafa Prouchit, c'est-à-dire sur les sections A, B et C, et

LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

De Tchafa Prouchit au point commun aux trois frontières, albanaise, grecque et serbo-croato-slovène, sur le Lac de Prespa, c'est-à-dire sur les sections D, E et F.

Article III.

1. Toute borne-frontière, petite pyramide ou signal-repère détruit ou disparu sera reconstruit, ainsi qu'il est spécifié à l'article II ci-dessus, en présence de représentants des deux Etats contractants ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Tirana, le 7 mai 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2342. — CONVENTION [2] BETWEEN THE KINGDOM OF ALBANIA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES CONCERNING THE UPKEEP AND REPAIR OF BOUNDARY STONES, CAIRNS, AND MARKS ALONG THE FRONTIER. SIGNED AT TIRANA, AUGUST 11, 1929.

French official text communicated by the Albanian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 3, 1930.

Article I.

The two Contracting parties undertake to exercise vigilant care over the boundary stones, cairns and marks along the frontier common to the two States, in accordance with Article VIII of the Protocol signed at Florence in July 1926, and having due regard to the maps, descriptions of boundary stones and all other documents relating thereto, and to maintain the aforesaid boundary stones, cairns and marks in good condition by means of the respective frontier authorities.

Article II.

Each Contracting State undertakes to repair or renew boundary stones, cairns and marks which may have been destroyed, have disappeared or become damaged, such obligation to repair or renew being incumbent on either State only in regard to those boundary pillars, cairns and marks which it erected in accordance with the sectional division made when the boundary was demarcated, namely :

THE KINGDOM OF ALBANIA :

From the mouth of the Boyana to Tchafa Prouchit, that is to say on Sections A, B, and C, and

THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

From Tchafa Prouchit to the point common to the Albanian, Greek and Yugoslav frontiers on the Lake of Prespa, that is to say on Sections D, E, and F.

Article III.

1. Any boundary stone, cairn or mark which has been destroyed or has disappeared shal be renewed, as laid down in Article II above in the presence of representatives of the two Contracting States ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Tirana, May 7, 1930.

2. Par dérogation aux dispositions de l'article II, les bornes frontières, petites pyramides et signaux-repères placés le long de la Boyana et du Lac de Scutari, et qui auraient été détruits ou auraient disparu, seront reconstruits par l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvaient avant leur destruction.

Article IV.

Au cas où les auteurs de dégâts causés aux bornes frontières, petites pyramides et signaux-repères auront pu être identifiés d'après une enquête commune sur place faite par deux officiers nommés par chacun des Etats respectifs, l'Etat dont ils sont ressortissants sera obligé de remettre en l'ancien état les bornes, pyramides et signaux-repères endommagés ou détruits.

Au cas où les auteurs responsables de dégâts ne pourraient être identifiés, ou si les dégâts proviennent de l'effetdu temps, d'érosions consécutives aux intempéries ou d'un vice de construction, la réfection ou la réparation incombera à l'Etat qui a charge de réparation, en conformité de la division en sections telle que stipulée à l'article II.

Article V.

Tous les cinq ans, deux commissions, composées chacune d'un officier de chaque Etat respectif, visiteront la ligne frontière : une commission effectuera les parcours de l'embouchure de la Boyana à Tchafa Prouchit, l'autre de Tchafa Prouchit au Lac de Prespa. L'inspection terminée, les commissions rédigeront et soumettront un rapport sur l'état de la ligne frontière et des bornes, petites pyramides et signaux-repères.

Article VI.

Les autorités de frontière des deux Etats contractants veilleront sur l'état des bornes, petites pyramides et signaux-repères et se communiqueront réciproquement tous renseignements relatifs aux dégâts constatés ou à la destruction de ces bornes, petites pyramides et signaux-repères. En outre elles prendront, d'un commun accord, toutes mesures nécessaires pour la réfection ou la remise en état des bornes, petites pyramides et signaux-repères détruits ou endommagés.

Article VII.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Fait à Tirana, en double original, le onze août mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) D. KASSIDOLAC, *m. p.* *(L. S.)* R. FIÇO, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

Belgrade, le 20 mai 1930.

D'ordre du Ministre,
Le Conseiller :
Dr Sv. Djoritch.

2. As an exception to the provisions of Article II, boundary stones, cairns and marks placed along the Boyana and the Lake of Scutari, which have been destroyed or have disappeared, shall be renewed by the State in whose territory they were situated before being destroyed.

Article IV.

Where the persons responsible for damage to boundary stones, cairns or marks have been identified, as a result of a joint investigation carried out on the spot by two officials appointed severally by the respective States, the State of which the aforesaid persons are subjects shall be obliged to make good the boundary stones, cairns, or marks damaged or destroyed.

Should it be impossible to identify the persons responsible for the damage, or should the damage be due to the effects of time, weathering, or structural defects, the repairs or renewals shall fall on the State charged with the repair, having regard to the sectional division provided for in Article II.

Article V.

Every five years two commissions, each composed of one official from each State, shall inspect the boundary line : one commission shall travel from the mouth of the Boyana to Tchafa Prouchit, and the other from Tchafa Prouchit to the Lake of Prespa. On conclusion of the inspection the commissions shall draw up and submit a report on the condition of the boundary lines and of the boundary stones, cairns and marks.

Article VI.

The frontier authorities of the two Contracting States shall watch over the condition of the boundary stones, cairns, and marks, and shall inform each other whenever they find that any of them have been damaged or destroyed ; and they shall further concert the necessary measures for their repair or renewal in such cases.

Article VII.

The present Convention shall be ratified and shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

Done at Tirana in duplicate on the eleventh day of August, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) *(Signed)* D. KASSIDOLAC. *(L. S.)* *(Signed)* R. FIÇO.

N° 2343.

HONGRIE ET ITALIE

Echange de notes relatif à l'abolition réciproque du visa des passeports pour les ressortissants des deux Etats. Rome, les 8 mars 1929 et 7 mai 1930.

HUNGARY AND ITALY

Exchange of Notes regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas for the Nationals of the two States. Rome, March 8, 1929, and May 7, 1930.

Nº 2343. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET ITALIEN RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA DES PASSEPORTS POUR LES RESSORTISSANTS DES DEUX ÉTATS. ROME, LES 8 MARS 1929 ET 7 MAI 1930.

No. 2343. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND ITALIAN GOVERNMENTS REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES. ROME, MARCH 8, 1929, AND MAY 7, 1930.

Texte officiel italien et français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 juin 1930.

Italian and French official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place June 5, 1930.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.
D. I. E. Ufficio IV.
Nº 101147/1.

NOTA VERBALE.

Il R. Ministero degli Affari Esteri ha l'onore di comunicare alla Reale Legazione di Ungheria che il Governo Fascista è venuto nella determinazione di abolire l'obbligo per i cittadini ungheresi di munirsi del visto Consolare italiano per l'ingresso nel Regno.

Rimane l'obbligo di presentare alla frontiera il passaporto ungherese, come documento di identità personale e di richiedere, poi, nei dovuti termini il foglio di soggiorno voluto dalle leggi italiane di P. S.

Tale determinazione entrerà in applicazione a datare dal 1º aprile p. v., e perciò da tale giorno tutti coloro che sono muniti di passaporto ungherese, da qualunque parte provengono, saranno ammessi liberamente nel Regno senza visto consolare.

Non sfuggirà alla Reale Legazione di Ungheria la portata amichevole di questa decisione che mira a rendere sempre più facili i viaggi dei cittadini ungheresi ed ad intensificare gli scambi commerciali ed i contatti culturali fra l'Ungheria e l'Italia.

Il R. Ministero degli Affari Esteri sarà grato alla Reale Legazione di Ungheria se vorrà comunicare quanto precede al Suo Governo, anche per notizia dei suoi cittadini che possono avervi interesse, e se vorrà, in pari tempo, richiedere al Suo Governo se non credesse prendere analogo provvedimento per i cittadini italiani che si recano in Ungheria.

ROMA, *li* 8 *marzo* 1929.

Alla Reale Legazione di Ungheria,
Roma.

Per copia conforme :
Il Capo dell'Ufficio Trattati,
Sandichi.

[1] TRADUCTION.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

D. I. E. Bureau IV.
N° 101147/1.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur de porter à la connaissance de la Légation royale de Hongrie que le Gouvernement fasciste a décidé d'abolir l'obligation du visa consulaire pour les citoyens hongrois entrant dans le Royaume.

Seule subsiste l'obligation de présenter à la frontière le passeport hongrois comme preuve d'identité et de réclamer ensuite, dans les délais règlementaires, le permis de séjour exigé par les lois italiennes de Sûreté publique.

La présente décision entrera en vigueur à dater du premier avril prochain et, en conséquent, à partir de cette date, tous les voyageurs qui seront en possession d'un passeport hongrois de que que endroit qu'ils viennent, seront admis librement dans le royaume sans visa consulaire.

La Légation royale de Hongrie saura apprécier, sans nul doute, le caractère amical de cette décision qui vise à faciliter de plus en plus les voyages des citoyens hongrois et à intensifier les échanges commerciaux et les rapports intellectuels entre la Hongrie et l'Italie.

Le Ministère des Affaires étrangères sera reconnaissant à la Légation royale de Hongrie de bien vouloir donner à son Gouvernement communication de ce qui précède et en porter le contenu à la connaissance des intéressés, et de bien vouloir, en même temps, demander à son gouvernement s'il n'a pas l'intention de prendre une mesure analogue en faveur des citoyens italiens se rendant en Hongrie.

ROME, *le* 8 *mars* 1929.

A la Légation royale de Hongrie,
Rome.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] TRANSLATION.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

D. I. E. Office IV.
No. 101147/1.

NOTE VERBALE.

The Italian Ministry of Foreign Affairs has the honour to inform the Royal Hungarian Legation that the Fascist Government has decided to abolish the obligation for Hungarian nationals to procure the Italian Consular Visa in order to enter Italy.

There remains in force the obligation to present the Hungarian passport at the frontier, as a document of personal identity, and subsequently to make application within the prescribed period for the residence permit, as required by the Italian Police Laws.

This provision shall take effect as from April 1, 1929, and, consequently, after that date all persons holding Hungarian passports shall, wherever they come from, be freely admitted into Italy without a Consular visa.

The Royal Hungarian Legation will not fail to note the friendly nature of this decision, the object of which is to facilitate still further the journeys of Hungarian nationals and to develop commercial and cultural relations between Hungary and Italy.

The Italian Ministry of Foreign Affairs will be grateful if the Royal Hungarian Legation will be good enough to communicate the foregoing to its Government, also for the information of those of its nationals whom it may concern. The Italian Ministry of Foreign Affairs will further be obliged if the Royal Hungarian Legation will, at the same time, be kind enough to enquire whether its Government is not prepared to adopt a similar measure for the benefit of Italian nationals proceeding to Hungary.

ROME, *March* 8, 1929.

To the Royal Hungarian Legation,
Rome.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LÉGATION ROYALE
DE HONGRIE
PRÈS S. M. LE ROI D'ITALIE.
N° 1977/1930.

NOTE VERBALE

Se référant à la note verbale N° 101147/1 du 8 mars 1929, la Légation royale de Hongrie a l'honneur de porter à la connaissance du Ministère royal des Affaires étrangères que par réciprocité le Gouvernement royal de Hongrie a décidé d'abolir à partir du 15 mai 1930 aussi pour les ressortissants italiens l'obligation de se munir d'un visa hongrois pour l'entrée dans le pays.

Le passeport régulier conserve cependant sa validité de document pour attester l'identité personnelle des voyageurs et devra être présenté aussi après le 15 prochain aux autorités de frontière, lors de l'entrée en Hongrie.

ROME, *le 7 mai* 1930.

Au Ministère
des Affaires étrangères,
Rome.

Per copia conforme :

Il Capo dell'Ufficio Trattati,
Sandichi.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION
TO
HIS MAJESTY THE KING OF ITALY.
No. 1977/1930.

NOTE VERBALE.

With reference to Note Verbale No. 101147/1 dated March 8, 1929, the Royal Hungarian Legation has the honour to inform the Italian Ministry of Foreign Affairs that the Hungarian Government has decided, by way of reciprocity, to abolish as from May 15, 1930, the obligation for Italian nationals, to procure a Hungarian visa in order to enter Hungary.

The ordinary passport, however, retains its validity as a document proving the personal identity of travellers, and after May 15, 1930, must continue to be presented to the frontier authorities at the time of entry into Hungary.

ROME, *May 7*, 1930.

To the Ministry
of Foreign Affairs,
Rome.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2344.

HONGRIE ET LETTONIE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle, avec protocole de signature. Signés à Riga, le 4 mai 1929.

HUNGARY AND LATVIA

Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters, with Protocol of Signature. Signed at Riga, May 4, 1929.

N° 2344. — CONVENTION [1] D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ENTRE LA HONGRIE ET LA LETTONIE. SIGNÉE A RIGA, LE 4 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 juin 1930.

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et LE ROYAUME DE HONGRIE ont résolu de conclure une Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle.

A cet effet ont été nommés en qualité de délégués plénipotentiaires, savoir :

DE LA PART DE LA LETTONIE :

M. Germain ALBAT, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères ;

DE LA PART DE LA HONGRIE :

M. le Docteur Michel JUNGERTH, chargé d'Affaires de Hongrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, touvés en bionne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Les Parties contractantes s'obligent à se livrer réciproquement, dans les cas et sous les conditions déterminées dans la présente convention, les individus qui, ayant été condamnés ou mis en accusation ou en prévention pour quelqu'une des infractions énumérées à l'article 2, commise sur le territoire de l'une des Parties contractantes, seront trouvés sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

L'extradition sera accordée en raison d'un des faits ci-après énumérés pourvu qu'il constitue, d'après les lois lettones et hongroises un crime ou un délit passible d'une peine minimum d'un an d'emprisonnement, à savoir :

1° Homicide volontaire ou involontaire, infanticide, avortement ;

2° Exposition d'un individu hors d'état de se protéger soi-même, délaissement volontaire d'un tel individu ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu le 28 mai 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2344. — CONVENTION[2] BETWEEN HUNGARY AND LATVIA REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT RIGA, MAY 4, 1929.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 8, 1930.

THE LATVIAN REPUBLIC and THE KINGDOM OF HUNGARY have resolved to conclude a Convention regarding extradition and legal assistance in criminal matters.

For this purpose the following have been appointed as Plenipotentiaries :

BY LATVIA :

M. Germain ALBAT, Secretary-General of the Ministry for Foreign Affairs ;

BY HUNGARY :

Dr. Michel JUNGERTH, Hungarian Chargé d'Affaires ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions.

Article 1.

The Contracting Parties undertake to deliver up to each other, in the circumstances and under the conditions laid down in the present Convention, those persons who, having been convicted of, or indicted or proceeded against for, one of the crimes specified in Article 2, committed in the territory of either of the Contracting Parties, shall have been found in the territory of the other Party.

Article 2.

Extradition shall be granted for any one of the following acts provided that, under Latvian and Hungarian law, it is a crime or offence punishable with not less than one year's imprisonment :

(1) Wilful or unpremeditated homicide, infanticide, abortion ;

(2) Exposure of a person unable to protect himself ; wilful desertion of any such individual ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretarait of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place May 28, 1930.

3° Grave lésion corporelle commise volontairement, empoisonnement ou administration de toute autre substance nuisible à la santé commis volontairement ;

4° Participation à une mêlée ayant eu pour suite la mort ou une grave lésion corporelle ;

5° Privation volontaire de la liberté individuelle ;

6° Substitution ou supposition d'enfant ;

7° Enlèvement d'une personne mineure, enlèvement d'une personne majeure contre sa volonté ;

8° Les attentats à l'inviolabilité du domicile ;

9° Bigamie, inceste, attentat à la pudeur, viol, proxénétisme ;

10° Vol, recel, détournement, rapine, extorsion ;

11° Escroquerie ;

12° Banqueroute frauduleuse ; les fraudes commises dans les faillites ;

13° La corruption de fonctionnaires publics, de juges et de jurés ;

14° Contrefaçon ou altération de monnaie ou de papier-monnaie ou de créances, billets de banque, actions et autres papiers de valeur assimilés par les lois pénales au papier-monnaie, avec l'intention de mettre en circulation la fausse monnaie ou les papiers faux comme vrais, ou les monnaies rognées comme valables, importation de l'étranger de la fausse monnaie, des papiers faux ou des monnaies rognées dans le même dessein ou mise en circulation volontaire de la fausse monnaie, des papiers faux ou des monnaies rognées ;

15° Contrefaçon ou altération de marques d'Etat, particulièrement de timbres-poste, de timbres fiscaux et d'autres timbres d'impôt ;

16° La contrefaçon ou falsification de documents publics ou privés et l'usage de ces documents, la destruction, détérioration ou suppression d'un document avec l'intention de porter préjudice à une tierce personne ; l'abus du blanc-seing ; la destruction, l'enlèvement ou le déplacement de bornes ;

17° Incendie, explosion, écroulement ou inondation causés volontairement ;

18° Les actes attentant à la sécurité de la circulation sur les chemins de fer, bateaux et appareils aéronautiques ou tout autre moyen de transport, lorsqu'il peut en résulter un danger de mort pour autrui.

La destruction ou la détérioration volontaire et illégale par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, de chemins de fer, bateaux et appareils aéronautiques ou de tout autre moyen de transport, de leur matériel d'exploitation, de machines à vapeur et de télégraphes et téléphones, avec ou sans fil, destinés à l'utilité publique.

La destruction ou la détérioration volontaire et illégale par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, d'édifices, de ponts, de chaussées ou d'autres constructions du domaine public ou appartenant à autrui ;

19° Empoisonnement de sources, de puits, d'aqueducs ou de réservoirs d'eau ou d'objets destinés à la vente publique ou à la consommation ou à l'usage d'autrui, mixtion de substances étrangères nuisibles à la santé, mise en circulation volontaire d'objets empoisonnés ou mêlés avec de telles substances ;

20° Mise en danger volontaire de la vie, de la santé ou des biens d'autrui par l'emploi de substances explosives ;

21° La destruction ou la détérioration volontaire de la propriété mobilière ou immobilière, publique ou privée ;

22. Délivrance volontaire d'un détenu ou assistance prêtée à sa délivrance ou à son évasion ;

23° Faux serment d'une partie, d'un témoin ou d'un expert, fausse assertion équivalant au parjure, dénonciation calomnieuse.

(3) Serious bodily injuries inflicted maliciously, poisoning or the intentional administration of any other substance injurious to health ;

(4) Participation in an affray resulting in death or serious bodily injuries ;

(5) Premeditated offences against individual liberty ;

(6) Wrongful exchange or substitution of a child ;

(7) Kidnapping of a minor, the abduction of a person of full age against his will;

(8) Offences against the inviolability of the dwelling ;

(9) Bigamy, incest, indecent assault, rape, procuring ;

(10) Larceny, receiving stolen goods, embezzlement, robbery, extortion ;

(11) Swindling ;

(12) Fraudulent bankruptcy and frauds committed in bankruptcy ;

(13) Bribing of public officials, judges or jurors ;

(14) Counterfeiting or falsification of money or paper money bonds, banknotes, share certificates or other securities ranking, under the penal code, as paper money, with intent to put into circulation the counterfeit money or forged paper as being genuine, or clipped coin as being valuable ; the importation from foreign countries of counterfeit money, forged paper or clipped coin for the same purpose, or the wilful putting into circulation of counterfeit money, forged paper or clipped coin ;

(15) The forgery or falsification of State emblems, particularly postage stamps and fiscal or other stamps for the payment of duties ;

(16) Forgery or falsification of public or private documents and the use of such documents ; destruction, defacement or suppression of a document with intent to injure a third party ; wrongful use of documents signed in blank ; destruction, removal or displacement of boundary marks ;

(17) Arson, and wilful damage by causing explosion, subsidence or flood ;

(18) Acts directed against the security of traffic by rail, or in vessels, aircraft or any other means of transport, whereby the lives of other persons are endangered.

Wilful or unlawful destruction or injury, whether total or partial, and by any means whatever, of railways, vessels and aircraft or any other means of transport, their working stock, steam engines, telegraphs and telephones or wireless telegraphs or telephones, employed for public ends.

Wilful or unlawful destruction or injury, whether total or partial, and by any means whatever, of buildings, bridges, roads or other structures whether belonging to the State or to some other person.

(19) Poisoning of springs, wells, aqueducts or reservoirs or of articles intended for public sale, consumption or use ; the admixture of foreign bodies injurious to health, the wilful putting into circulation of poisoned articles or of articles mixed with such substances.

(20) Wilful endangering of the life, health or property of others by the use of explosive substances ;

(21) Wilful destruction of or injury to movable or immovable property, whether public or private ;

(22) Premeditated release of a prisoner, or abetting his release or escape ;

(23) False witness on the part of a litigant, witness or expert ; false statement equivalent to perjury ; slanderous accusation.

L'extradition sera accordée de même pour la tentative des infractions énumérées ci-dessus ou pour la complicité (provocation, aide et assistance), pourvu que cette tentative ou cette complicité soit passible de la peine prévue au premier alinéa, conformément aux lois des deux Parties contractantes.

La liste des infractions admettant l'extradition pourra en tout temps être complétée par arrangement conclu entre les gouvernements des Parties contractantes et les dispositions de cette convention s'appliqueront aux infractions ajoutées à la liste tout aussi bien que si elles y avaient été énumérées.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée pour des infractions politiques.

Elle sera accordée alors même que le coupable alléguerait un motif ou un but politique, si le fait pour lequel elle est demandée, constitue principalement un délit commun. L'Etat requis appréciera librement, dans chaque cas particulier, le caractère de l'infraction, selon les faits de la cause ; il pourra exiger de l'Etat requérant la production de tous les renseignements et justifications nécessaires sur l'état de fait.

Article 4.

Dans aucun cas et sous aucune condition, les Parties contractantes ne seront obligées à se livrer réciproquement leurs propres nationaux, qu'ils soient indigènes ou naturalisés.

L'extradition n'aura pas lieu pour les infractions commises sur le territoire de l'Etat requis.

Si l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée seulement dans le cas où la législation de l'Etat requis admettrait, dans des circonstances analogues, la poursuite d'un fait similaire commis en dehors de son territoire.

Le crime doit être puni aussi d'après les lois du lieu où le crime fut commis.

Article 5.

L'extradition ne sera pas accordée :

a) Quand la prescription est acquise pour l'instruction du procès ou pour l'exécution de la peine d'après les lois de l'Etat requis ;

b) Si l'individu dont l'extradition est demandée a déjà été condamné ou poursuivi et mis hors de cause dans le pays requis pour l'infraction qui a motivé la demande, pourvu qu'il n'y ait lieu, d'après la législation de l'Etat requis, de recommencer la procédure criminelle ;

c) Si, d'après la législation de la partie requise, l'infraction qui a motivé la demande d'extradition ne peut être poursuivie que sur la plainte ou la proposition de la partie lésée, à moins qu'il ne soit vérifié que la partie lésée a demandé la poursuite.

Remarque. — Pendant que l'instruction est en cours l'extradition peut être refusée.

Article 6.

Si l'individu à extrader est, dans l'Etat requis, objet de poursuite ou subit une peine pour un autre fait, l'extradition ne peut pas se faire avant la fin de l'instruction ou avant l'expiration de la peine à subir ou avant que l'individu en question ne soit libéré de cette peine. On pourra cependant admettre l'extradition provisoire, à condition qu'il soit fait retour de l'individu en question lorsque l'Etat requérant aura terminé l'enquête ou la procédure judiciaire.

Extradition shall likewise be granted for attempts to commit the aforesaid offences, or for complicity (instigation, aiding and abetting) provided that such attempt or complicity is liable to the penalty stipulated in paragraph 1, under the laws of the two Contracting Parties.

The list of extradition offences may at any time be extended by agreement between the Governments of the Contracting Parties, and the provisions of the present Convention shall apply to the offences added to the list as if they had been specified therein.

Article 3.

Extradition shall not be granted for political offences.

Where the guilty party alleges a political motive or objective, extradition shall nevertheless be granted if the act in respect of which it is requested constitutes in the main an offence under ordinary law. In each individual case the State to which application is made shall freely determine the nature of the offence, having regard to the facts ; it may require the applicant State to produce any necessary information and evidence as to the actual facts.

Article 4.

In no case and in no circumstances shall the Contracting Parties be obliged to deliver up to each other their own nationals, whether native born or naturalised.

Extradition shall not be granted in respect of offences committed in the country to which application is made.

If the offence for which extradition is requested was committed outside the territory of the applicant State, extradition shall only be granted where the law of the State applied to would, under similar circumstances, permit of the prosecution of a like act committed outside its territory.

Furthermore, the offence must be punished under the laws of the place where it was committed.

Article 5.

Extradition shall not be granted :

(a) If exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time under the laws of the State applied to ;

(b) If the person whose surrender is requested has already been sentenced, proceeded against or discharged from the case in the country applied to in respect of the offence for which surrender was requested, unless, under the law of the State applied to, there are grounds for re-opening criminal proceedings ;

(c) If, under the law of the party applied to, a complaint can only be lodged or a charge be brought by the injured party in respect of the offence for which extradition is requested, unless it is shown that the injured party has demanded that such proceedings be taken.

Note. — If the prosecution is still pending extradition may be refused.

Article 6.

If proceedings are pending in the country to which application is made against the person whose extradition is claimed, or if the said person is under punishment therein for another offence, the extradition may not be effected before the proceedings are terminated or he has served his sentence or the sentence has been remitted. Extradition may, however, be granted provisionally on condition that the person concerned be returned when the applicant State has concluded its investigations or judicial procedure.

Article 7.

Aucun individu livré par l'une des Parties contractantes à l'autre, n'y pourra être poursuivi ou puni pour aucun fait commis antérieurement à l'extradition, sinon pour celui qui l'a motivé, ou ne pourra, excepté le cas mentionné à l'article 10, alinéa 2, être livré à un Etat tiers, à moins d'un consentement spécial donné conformément à l'article 9, ou à moins que définitivement acquitté ou remis en liberté après expiration complète de la peine ou bien par suite d'une ordonnance de non-lieu ou de libération de la peine prononcée, l'extradé n'ait négligé, nonobstant le manque de tout empêchement, de quitter le pays avant l'expiration d'un délai de trente jours, ou bien s'il y retourne de nouveau.

Pendant le délai de trente jours mentionné à l'alinéa précédent, l'extradé ne sera d'aucune manière empêché de quitter le pays, à moins d'avoir commis une nouvelle infraction.

Aucune individu livré par l'une des Parties contractantes à l'autre ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition devant un tribunal qui n'est investi que temporairement ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

Article 8.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique. Elle devra contenir l'indication de la nationalité de l'individu dont il s'agit et être accompagnée en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation rendu par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt émané d'un tribunal ou, en Lettonie, d'un juge d'instruction, et en Hongrie, de l'autorité compétente, jugement ou mandat désignant exactement la nature de l'infraction ainsi que la date et le lieu où elle a été commise. Lorsqu'il s'agit d'infractions contre la propriété, il sera indiqué toujours le montant du dommage réel. Le texte des dispositions pénales en vigueur dans l'Etat requérant et applicables à l'infraction et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé, seront annexés à la demande d'extradition.

Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'information soit jugé nécessaire sous quelque rapport, l'Etat requérant pourra être invité à fournir ce qui ferait défaut dans un délai de soixante jours.

En aucun cas, l'Etat requérant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

Article 9.

La demande du consentement prévu à l'article 7 se fera par la voie diplomatique. Cette demande indiquera la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où elle a été commise, ou sera accompagnée de pièces fournissant lesdites indications. Si la demande a pour objet la mise en accusation de l'individu livré et que l'infraction visée soit telle que, aux termes des dispositions de la présente convention, l'extradition ne puisse être refusée, l'autorisation sera accordée.

Article 10.

Si l'individu dont l'extradition est demandée, en vertu des dispositions de la présente convention, par l'une des Parties contractantes, est en même temps réclamé par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants sera donnée la préférence.

Si, dans le cas prévu ci-dessus, les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, y mettre pour condition que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat ou puni pour ses infractions.

Article 7.

A person delivered up by one of the Contracting Parties to the other may not be tried or punished in respect of any act committed prior to extradition other than that for which he was surrendered, and may not, except in the circumstances laid down in Article 10, paragraph 2, be delivered up to a third State unless special consent is given in conformity with Article 9, or unless, after being finally discharged or released on the completion of the sentence, or as the result of an order cancelling the indictment, or of a pardon, the extradited person failed to leave the country within a period of thirty days, though he was in no way hindered from doing so or unless, having done so, he subsequently returned to that country.

During the period of thirty days mentioned in the preceding paragraph, the extradited person shall not in any way be prevented from leaving the country unless he commits another offence.

A person surrendered by one of the Contracting Parties to the other may not be tried for the offence in respect of which he was extradited before a court which is only invested provisionally, or in special circumstances, with extraordinary powers to try such cases.

Article 8.

The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel. It shall state the nationality of the person concerned, and shall be accompanied by the original or a certified copy of a conviction pronounced by a court, or of a warrant for arrest issued either by a court or else in Latvia, by an examining magistrate, and in Hungary by a competent authority ; both the conviction and warrant shall specify the exact nature of the offence and the date and place of its commission. In the case of offences against property, the amount of the actual damage shall be indicated. The text of the criminal law in force in the applicant State and applicable to the offence, accompanied, where possible, by a description of the person claimed, shall be annexed to the requisition for extradition.

If the documents thus forwarded are incomplete, or if further information on any point is deemed necessary, the applicant State may be requested to supply the deficiency within a period of sixty days.

In no case shall the applicant State be called upon to furnish proof of the guilt of the person claimed.

Article 9

The request for consent provided for in Article 7 shall be made through the diplomatic channel. This request shall indicate the nature of the offence as well as the date and place of its commission or shall be accompanied by documents furnishing such information. If the request is for the purpose of bringing the surrendered person to trial, and if the offence in question is such that, under the provisions of the present Convention, extradition cannot be refused, the necessary authorisation shall be given.

Article 10.

If the person whose surrender is requested by one of the Contracting Parties under the provisions of the present Convention, is at the same time claimed by one or more other States, the State applied to shall decide which of the applicant States shall be given priority.

If, in the aforesaid case, the requisitions for extradition relate to different offences, the State applied to may, when granting extradition, stipulate that the person claimed shall, on the expiry of his sentence, be delivered up to another State or punished for his offences.

Article 11.

En attendant la demande formelle d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement. La demande d'arrestation sera faite par la voie diplomatique. Toutefois, en cas d'urgence et notamment s'il y a lieu de craindre la fuite dudit individu, les autorités compétentes pourront adresser directement cette demande les unes aux autres. La demande indiquera l'infraction dont l'individu dont il s'agit est inculpé et autant que possible la date et le lieu où elle a été commise, la nationalité de l'individu dont il s'agit et son signalement, et donnera avis de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt conforme aux dispositions de l'article 8. Il sera notifié, en outre, qu'une demande formelle d'extradition dudit individu sera faite ultérieurement.

Si l'individu dont il s'agit a été provisoirement arrêté, conformément aux dispositions précédentes, et que, dans un délai de quarante-cinq jours à compter du jour où l'Etat requérant aura reçu avis de l'arrestation, l'Etat requis ne reçoit pas par la voie diplomatique une demande formelle d'extradition du détenu, l'individu arrêté pourra être remis en liberté.

Article 12.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai de soixante jours à compter du jour où il aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement. Passé ce délai, l'individu dont il s'agit pourra être mis en liberté.

L'extradition aura lieu à tel point de la frontière de l'Etat requis qui sera désigné par ce dernier.

Article 13.

Lorsqu'un individu aura été arrêté conformément aux dispositions de la présente convention, tous les objets en sa possession lors de son arrestation qui pourraient avoir quelque importance pour la constatation de l'infraction à lui imputée ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie civile, seront saisis, et, si l'extradition est accordée, délivrés aux autorités de l'Etat requérant.

L'Etat requis pourra faire, relativement à ces objets, toutes les réserves qu'il jugera nécessaires pour sauvegarder les droits de tiers.

Article 14.

Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et une tierce Puissance, le transport de cet individu à travers ses territoires sera accordé par l'autre Partie, pourvu que l'individu en question ne lui appartienne par sa nationalité et, bien entendu, à la condition que l'action donnant lieu à l'extradition soit comprise dans les articles 1er et 2 de la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 5.

Pour que, conformément au présent article, le transport d'un criminel soit accordé, il suffira que la demande en soit faite par la voie diplomatique avec production en original ou en copie authentique d'un des actes de procédure mentionnés à l'article 8.

Le transit aura lieu, quant à l'escorte, avec le concours d'agents de l'Etat qui a autorisé le transport sur son territoire.

Sera de même accordé dans les conditions énoncées le transport — aller et retour — par les territoires de l'une des Parties contractantes d'un malfaiteur détenu dans un pays tiers et que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi.

Article 11.

Pending receipt of the formal requisition for the surrender of any person, such person may be provisionally arrested. The application for arrest shall be made through the diplomatic channel. Nevertheless in urgent cases and particularly where there is reason to fear the flight of the person concerned, the competent authorities may communicate such applications direct to each other. The application shall indicate the offence of which the person concerned is accused, and if possible the date and place of its commission, as also the nationality and description of the person concerned, and shall intimate the existence of a conviction or a warrant of arrest, as provided in Article 8. It shall furthermore state that a formal requisition for the surrender of the said person will subsequently be made.

If the person concerned has been provisionally arrested as provided above and if, within a period of forty-five days from the date on which the applicant State was notified of his arrest the State applied to has not received a formal requisition through the diplomatic channel for his surrender, he shall be released.

Article 12.

If extradition has been granted, the applicant State shall be bound to obtain the surrender of the person claimed within a period of sixty days after receipt of the notification that extradition might be carried out forthwith. On the expiry of this period the person concerned may be released.

The State applied to shall determine the point on the frontier at which extradition is to take place.

Article 13.

When a person has been arrested in conformity with the provisions of the present Convention, all articles in his possession at the time of his arrest which may serve as evidence of the alleged offence, or to which claim may be laid by the *partie civile*, shall be taken from him, and, if extradition is granted, handed over to the authorities of the applicant State.

The State applied to may make such reservations as it may deem necessary in order to safeguard the rights of third parties in relation to such articles.

Article 14.

If an offender is to be extradited by one of the Contracting Parties to a third State, the other Party shall allow the offender to be conveyed through its territory, provided that he is not one of its own nationals and provided, of course, that the offence which is the ground of extradition is covered by Articles 1 and 2 of the present Convention and does not fall under the provisions of Articles 3 and 5.

In order that the conveyance of an offender may be authorised under the present Article, it shall suffice that the request has been made through the diplomatic channel, and that one of the legal documents mentioned in Article 8 has been produced either in the original or in an authentic copy.

The person arrested shall be conveyed under escort with the assistance of the police officials of the State which has authorised transit through its territory.

Similarly, conveyance in both directions through the territory of either of the Contracting Parties shall be permitted, under the aforesaid conditions, in the case of an offender in custody in a third country, whom the other Contracting Party desires to confront with a person against whom proceedings are being taken.

Article 15.

Si, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, une autorité judiciaire de l'une des Parties contractantes juge nécessaire l'audition de témoins séjournant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique et il y sera donné suite dans la mesure où le permet la législation de l'Etat où le témoin doit être entendu ou bien où l'acte doit être exécuté.

L'Etat requérant sera, s'il le demande, et autant que possible, avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure solicitée.

Article 16.

Si, dans la poursuite d'une affaire non-politique, la production d'objets ou de documents propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains de l'autorité de l'autre Etat, ou la saisie du corps de délit et des pièces à conviction, ou la constatation de l'identité d'un malfaiteur ou une visite domiciliaire est trouvée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé, et sauf le droit pour l'Etat requis de mettre pour conditions à ladite production l'obligation de restituer les objets ou documents susvisés.

Toutefois, dans le cas d'extrême urgence où toute perte de temps pourrait risquer de compromettre le résultat de la procédure pénale, les autorités poursuivantes pourront saisir directement les autorités compétentes de la Partie requise pour procéder aux actes judiciaires mentionnés au premier alinéa.

Article 17.

Les frais occasionnés par l'exécution des mesures prévues par la présente convention, resteront à la charge de l'Etat sur le territoire duquel ces mesures auront été prises, à l'exception des frais de passage à travers le territoire de l'une des Parties contractantes visé à l'article 14.

Les frais d'extradition provisoire (article 6) de même que les frais de transit (article 14) des individus dont l'extradition a été accordée sont à la charge de l'Etat requérant.

Article 18.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention devront être rédigés en langue allemande ou accompagnés d'une traduction authentique en cette langue.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée conformément aux dispositions des lois des Parties contractantes et entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications. Elle demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à dater de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Riga, le 4 mai 1929.

(Signé) ALBAT.
(Z. v.)

(Signé) Dr JUNGERTH.
(Z. v.)

Article 15.

If, in the course of proceedings on a non-political criminal charge, a judicial authority of either of the Contracting Parties deems it necessary for witnesses staying in the territory of the other State to be heard, or for any other act connected with the prosecution to be carried out, a written request to that effect shall be sent for this purpose through the diplomatic channel and shall be complied with in so far as admissible under the laws of the country in which the witness is to be heard or the act carried out.

The State making application shall, on request, and where possible, receive previous notice as to the date and place of the execution of the measures applied for.

Article 16.

If, in the course of proceedings on a non-political criminal charge, it is deemed necessary to produce articles or documents which may serve as proof of the crime and which are in the possession of the authorities of the other State, or to seize the principal evidence of the offence and documents serving as proof thereof, or to ascertain the identity of an offender or to make a domiciliary visit, application shall be made through the diplomatic channel and the request shall be granted unless there are special objections thereto in any individual case, and subject to the right of the State to which application is made to make the production of the aforesaid articles and documents conditional on an undertaking to return them.

Nevertheless, in cases of extreme urgency where any delay might endanger the success of the proceedings, the prosecuting authorities may make a direct request to the authorities of the other party to carry out the judicial procedure mentioned in the first paragraph.

Article 17.

Expenses occasioned by the execution of the measures provided for in the present Convention shall be borne by the State within whose territory the said measures have been carried out, with the exception of costs of transit through the territory of either of the Contracting Parties as provided in Article 14.

The costs of provisional extradition (Article 6) as well as the cost of transit (Article 14) shall be borne, in the case of persons whose extradition has been granted, by the State making the application.

Article 18.

The documents submitted in the cases referred to in the present Convention shall be drawn up in German or accompanied by an authentic translation in that language.

Article 19.

The present Convention shall be ratified in accordance with the laws of the Contracting Parties and shall come into force ten days after the exchange of ratifications. It shall remain in force until the expiry of a period of six months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga on May 4, 1929.

(Signed) ALBAT. *(Signed)* Dr. JUNGERTH.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention d'extradition en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur la mention suivante :

> Les Parties contractantes déclarent que dans les cas où l'arrestation d'un individu était demandée soit par un des deux gouvernements par la voie diplomatique, soit par une des autorités compétentes directement, l'individu réclamé sera arrêté immédiatement, à moins que le gouvernement requis ait en sa possession des données, ou qu'il soit informé des circonstances, dont il est évident que l'extradition de l'individu réclamé ne pourra pas être accordée selon les prescriptions de cette convention.

Le présent protocole aura la même force et la même durée que la Convention d'extradition conclue aujourd'hui.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Riga en double exemplaire, le 4 mai 1929.

(Signé) ALBAT.
(Z. v.)

(Signé) Dr JUNGERTH.
(Z. v.)

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding this day to sign the Extradition Convention, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following statement :

> The Contracting Parties declare that in cases where the arrest of any person has been requested by either Government through the diplomatic channel, or by one of the competent authorities direct, the person claimed shall be immediately arrested, unless the Government to which application is made is acquainted with facts or informed of circumstances, from which it is clear that the extradition of the person claimed cannot be granted under the terms of the present Convention.

The present Protocol shall have the same force and the same validity as the Extradition Convention concluded this day.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Riga, in duplicate, May 4, 1929.

(Signed) ALBAT. *(Signed)* Dr. JUNGERTH.

N° 2345.

ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, FINLANDE, PAYS-BAS ET SUÈDE

Arrangement sur le service téléphonique entre la Finlande et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, par la Suède, l'Allemagne et les Pays-Bas. Signé à Helsinki, le 9 novembre, à Stockholm, le 4 décembre, à Berlin, le 17 décembre, à La Haye, le 30 décembre 1929, et à Londres, le 10 avril 1930.

GERMANY, GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FINLAND, THE NETHERLANDS AND SWEDEN

Agreement regarding Telephone Service between Finland and Great-Britain and Northern Ireland, through the intermediary of Sweden, Germany and the Netherlands. Signed at Helsinki, November 9, at Stockholm, December 4, at Berlin, December 17, at The Hague, December 30, 1929, and at London, April 10, 1930,

N° 2345. — ARRANGEMENT [1] SUR LE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ENTRE LA FINLANDE ET LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE SEPTENTRIONALE PAR LA SUÈDE, L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 9 NOVEMBRE, A STOCKHOLM, LE 4 DÉCEMBRE, A BERLIN, LE 17 DÉCEMBRE, A LA HAYE, LE 30 DÉCEMBRE 1929, ET A LONDRES, LE 10 AVRIL 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 11 *juin* 1930.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES DE LA FINLANDE, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TÉLÉGRAPHES DE LA SUÈDE, LE REICHSPOSTMINISTER DE L'ALLEMAGNE, LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES DES PAYS-BAS et LE POSTMASTER-GENERAL DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE SEPTENTRIONALE sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Un service téléphonique est organisé entre la Finlande et la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale, par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et des Pays-Bas et des câbles téléphoniques sous-marins entre la Finlande et la Suède, la Suède et l'Allemagne et les Pays-Bas et la Grande-Bretagne. Ces voies de communication sont fixées d'un commun accord entre les cinq administrations.

Article 2.

En vertu de l'article 8 de la Convention [2] internationale de Saint-Pétersbourg, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, si besoin est, de suspendre totalement ou partiellement le service téléphonique sans être tenue à aucune indemnité.

Article 3.

Les cinq administrations n'assument aucune responsabilité, vis-à-vis des abonnés et du public en général au sujet du service téléphonique international entre la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et la Finlande ou d'autres pays.

Article 4.

Les dispositions prévues au chapitre XXIV (service téléphonique) du Règlement international (Revision de Bruxelles 1928) annexé à la Convention téléphonique internationale de Saint-Pétersbourg

[1] Entré en vigueur provisoirement le 17 avril 1929, et définitivement, le 31 mai 1930.

[2] Vol. LVII, page 201 ; vol. LXXVIII, page 489 ; vol. LXXXVIII, page 347 ; et vol. XCII, page 396, de ce recueil.

No. 2345. — AGREEMENT REGARDING THE TELEPHONE SERVICE BETWEEN FINLAND AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND VIA SWEDEN, GERMANY AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT HELSINKI, NOVEMBER 9, AT STOCKHOLM, DECEMBER 4, AT BERLIN, DECEMBER 17, AT THE HAGUE, DECEMBER 30, 1929, AND AT LONDON, APRIL 10, 1930.

French and English official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 11, 1930.

THE POSTMASTER GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE DIRECTOR GENERAL OF POSTS AND TELEGRAPHS OF FINLAND, THE DIRECTOR GENERAL OF TELEGRAPHS OF SWEDEN, THE REICHSPOSTMINISTER OF GERMANY, and THE DIRECTOR GENERAL OF POSTS AND TELEGRAPHS OF THE NETHERLANDS have agreed as follows :

Article 1.

A telephone service is provided between Finland and Great Britain and Northern Ireland by the intermediary of channels of communication established on the territories of Sweden, Germany and the Netherlands and in submarine telephone cables between Finland and Sweden, Sweden and Germany and the Netherlands and Great Britain. These channels of communication are fixed by common accord between the five Administrations.

Article 2.

As laid down in Article 8 of the International Convention [2] of St. Petersburg each of the contracting parties retains the right where necessary of suspending totally or partially the telephone service without being liable to any indemnity.

Article 3.

The five Administrations are not subject to any responsibility to subscribers and other members of the public on account of the international telephone service between Great Britain and Northern Ireland and Finland and or other countries.

Article 4.

The arrangements prescribed in Chapter XXIV (Telephone Service) of the International Regulations (Revision of Brussels, 1928) annexed to the International Telegraph Convention

[1] Came into force provisionally April 17, 1929, and finally, May 31, 1930.

[2] Vol. LVII. page 201 ; Vol. LXXVIII, page 489 ; Vol. LXXXVIII, page 347 ; and Vol. XCII, page 396, of this Series.

sont appliquées au Service téléphonique entre la Finlande et la Grande Bretagne et l'Irlande septentrionale par l'intermédiaire des voies de communication établies sur les territoires de la Suède, de l'Allemagne et des Pays-Bas sous réserve des précisions et additions suivantes :

SECTION B. DURÉE DU SERVICE.

1. Les bureaux centraux têtes de ligne du service anglo-finnois seront ouverts en permanence.

SECTION E. CONVERSATIONS PRIVÉES URGENTES.

Paragraphe premier.

Les conversations privées urgentes ne sont pas admises.

SECTION F. CONVERSATIONS « ECLAIRS ».

Paragraphe premier.

Les conversations « éclairs » ne sont pas admises.

SECTION G. CONVERSATIONS D'ETAT.

Paragraphe premier (2).

Les conversations d'Etat urgentes ne sont pas admises.

Paragraphe 2 (5).

La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois les Administrations suédoise et allemande se réservent le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat ordinaires, orsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

SECTION H. CONVERSATIONS PAR ABONNEMENT.

Paragraphe premier (1).

Les conversations par abonnements à heures fixes sont autorisées pendant les périodes de faible trafic et sont soumises à la moitié (½) de l'unité de taxe.

Paragraphe 3.

Pendant les heures de faible trafic, des séances d'abonnement d'une durée supérieure à 6 minutes peuvent être consenties par les bureaux intéressés, si le trafic à écouler normalement par les circuits à emprunter le permet.

Paragraphe 6 (2).

La conversation supplémentaire est considérée et taxée comme une nouvelle conversation (Section L, paragraphe premier (1)). Il sera donc perçu trois cinquièmes (3/5) de l'unité de taxe au moins pendant les heures de faible trafic.

of St. Petersburg are applied to the telephone service between Finland and Great Britain and Northern Ireland by the intermediary of channels of communication established on the territories of Sweden, Germany and the Netherlands subject to the following modifications and additions

SECTION B. DURATION OF SERVICE.

Paragraph 1.

The exchanges at the terminal points of the Anglo-Finnish service shall be open always.

SECTION E. URGENT PRIVATE CALLS.

Paragraph 1.

Urgent private calls are not admitted.

SECTION F. " LIGHTNING " CALLS.

Paragraph 1.

" Lightning " calls are not admitted.

SECTION G. GOVERNMENT CALLS.

Paragraph 1 (2).

Urgent State calls are not admitted.

Paragraph 2 (5).

The duration of State calls is not limited. Nevertheless the Swedish and German Administrations reserve the right to limit the duration of ordinary State calls to 6 minutes, whenever such calls are established by the intermediary of one of their offices.

SECTION H. SUBSCRIPTION CALLS.

Paragraph 1 (1).

Subscription calls at fixed hours are authorised during the periods of light traffic and are subject to one half (½) the unit charge.

Paragraph 3.

During the hours of light traffic, subscription calls of more than 6 minutes' duration may be admitted by the offices concerned where traffic conditions on the circuits to be used permit.

Paragraph 6 (2).

A supplementary call is considered and charged for as a new call (Section L, paragraph 1 (1)). Three-fifths ($^3/_5$ths) of the unit charge will therefore be levied as a minimum during the hours of light traffic.

SECTION K. TARIFS. — PERCEPTION DES TAXES.

Paragraphe 3.

ZONES

POUR LA DÉTERMINATION DES TAXES TERMINALES :

Le territoire de la Finlande est divisé en cinq zones terrestres, définies comme il suit :

La zone A comprend les réseaux de la pronvince d'Åland.

La zone B comprend les réseaux du continent de la Finlande situés au sud de 62° N et à l'ouest du 26e méridien de Greenwich.

La zone C comprend les réseaux situés au sud de 62° N et à l'est du 26e méridien de Greenwich.

La zone D comprend les réseaux situés entre 62° N et 64° 30' N.

La zone E comprend les réseaux situés au nord de 64° 30' N.

Le territoire de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale est divisé en trois zones terrestres, comme suit :

La première zone comprend les comtés ci-après :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Nort, hampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.

La 2e zone comprend les comtés ci-après :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Shropshire, Stafford, Westmorland, York.

La 3e zone comprend l'Ecosse et l'Irlande septentrionale.

TAXES.

La part revenant à chaque administration par unité de taxe est fixée dans l'unité définie à l'article 24 (Chap. VIII) du Règlement de service international (Revision de Bruxelles, 1928), comme suit :

ADMINISTRATIONS EXTRÊMES.

FINLANDE.

Pour toute conversation originaire ou à destination :

De la zone A — un franc-or 20 centimes ;
De la zone B — trois francs-or 60 centimes ;
De la zone C — quatre francs-or 80 centimes ;
De la zone D — quatre francs-or 80 centimes ;
De la zone E — six francs-or.

SECTION K. TARIFFS. COLLECTION OF CHARGES.

Paragraph 3.

ZONE.

FOR THE FIXING OF TERMINAL CHARGES.

The territory of Finland is divided into five zones, defined as follows :

Zone A comprises the province of Åland.

Zone B comprises Finnish territory situated to the south of latitude 62° N. and west of longitude 26E.

Zone C comprises the territory situated to the south of latitude 62°N. and east of longitude 26E.

Zone D comprises the territory situated between latitudes 62°N. and 64°30'N.

Zone E comprises the territory situated to the north of latitude 64°30'N.

The territory of Great Britain and Northern Ireland is divided into three zones, as follows:

The first zone comprises the following counties :

Bedford, Berks, Buckingham, Cambridge, Dorset, Essex, Gloucester, Hampshire, Hertford, Huntingdon, Kent, Leicester, Lincoln, London, Middlesex, Norfolk, Northampton, Nottingham, Oxford, Rutland, Somerset, Suffolk, Surrey, Sussex, Warwick, Wilts, Worcester.

The second zone comprises the following counties :

Anglesey, Brecknock, Carnarvon, Cardigan, Carmarthen, Chester, Cornwall, Cumberland, Denbigh, Derby, Devon, Durham, Flint, Glamorgan, Hereford, Lancaster, Merioneth, Montgomery, Monmouth, Northumberland, Pembroke, Radnor, Salop, Stafford, Westmorland, York.

The third zone comprises Scotland and Northern Ireland.

CHARGES.

The sum accruing to each Administration per unit call is fixed in the unit defined in Article 24 (Chapter VIII) of the International Telegraph Convention (Revision of Brussels, 1928) as follows :

TERMINAL ADMINISTRATIONS.

FINLAND :

For each call originating in or destined for :

Zone A — un franc 20 centimes ;
Zone B — 3 francs 60 centimes ;
Zone C — 4 francs 80 centimes ;
Zone D — 4 francs 80 centimes ;
Zone E — 6 francs.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE SEPTENTRIONALE.

5 francs-or pour toute conversation originaire ou à destination de la première zone.
7 francs-or 50 centimes pour toute conversation originaire ou à destination de la deuxième zone.
9 francs-or 50 centimes pour toute conversation originaire ou à destination de la troisième zone.

ADMINISTRATIONS DE TRANSIT.

SUÈDE.

6 francs-or pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

ALLEMAGNE.

7 francs-or 20 centimes pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

PAYS-BAS.

4 francs-or 50 centimes pour toute conversation quels que soient les bureaux d'origine et de destination.

Ces taxes susmentionnées comprennent la quote part de chacune des cinq administrations afférente au transit des câbles sous-marins.

Montant de l'unité de taxe dans les relations entre les différentes zones de la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale et de la Finlande.

Le montant de l'unité de taxe pour chaque relation, et la part revenant à chaque administration sont indiqués au tableau suivant :

Relations entre	et la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale — Totaux			Part de la Finlande	Part de la Suède	Part de l'Allemagne	Part des Pays-Bas	Part de la Grande-Bretagne		
	1re Zone	2e Zone	3e Zone					1re Zone	2e Zone	3e Zone
Finlande	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1re Zone	23.90	26.40	28.40	1.20	6.00	7.20	4.50	5.00	7.50	9.50
2e »	26.30	28.80	30.80	3.60	6.00	7.20	4.50	5.00	7.50	9.50
3e »	27.50	30.00	32.00	4.80	6.00	7.20	4.50	5.00	7.50	9.50
4e »	27.50	30.00	32.00	4.80	6.00	7.20	4.50	5.00	7.50	9.50
5e »	28.70	31.20	33.20	6.00	6.00	7.20	4.50	5.00	7.50	9.50

Paragraphe 6.

Les heures de faible trafic sont les suivantes : 19 h. à 8 h. (temps légal du pays d'origine). En ce qui concerne les conversations par abonnement, le pays d'origine est celui où l'abonnement a été souscrit.

Pendant la période de faible trafic, la taxe applicable à une conversation privée ordinaire est fixée aux trois cinquièmes ($^3/_5$) de l'unité de taxe.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

5 francs for each call originating in or destined for the 1st zone.
7 francs 50 centimes for each call originating in or destined for the 2nd zone.
9 francs 50 centimes for each call originating in or destined for the 3rd zone.

TRANSIT ADMINISTRATION.

SWEDEN :

6 francs for every unit call whatever may be the place of origin or destination.

GERMANY :

7 francs 20 centimes for every unit call whatever may be the place of origin or destination.

THE NETHERLANDS :

4 francs 50 centimes for every unit call whatever may be the place of origin or destination.

The above charges comprise the quota of each of the five Administrations accruing from the transit of submarine cables.

Total of the unit charges in the relations between the different zones of Great Britain and Northern Ireland and Finland.

The total of the unit charge for each relation and the part accruing to each Administration is indicated in the following table :

Relations between	and Great Britain and Northern Ireland — Totals			Quota of Finland	Quota of Sweden	Quota of Germany	Quota of the Netherlands	Quota of Great Britain		
	1st Zone	2nd Zone	3rd Zone					1st Zone	2nd Zone	3rd Zone
Finland	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1st Zone	23,90	26,40	28,40	1,20	6,00	7,20	4,50	5,00	7,50	9,50
2nd »	26,30	28,80	30,80	3,60	6,00	7,20	4,50	5,00	7,50	9,50
3rd »	27,50	30,00	32,00	4,80	6,00	7,20	4,50	5.00	7,50	9,50
4th »	27,50	30,00	32,00	4,80	6,00	7,20	4,50	5,00	7,50	9,50
5th »	28,70	31,20	33,20	6,00	6,00	7,20	4,50	5,00	7,50	9,50

Paragraph 6.

The hours of light traffic are as follows :

From 19h. to 8h. (legal time of country of origin). So far as subscription calls are concerned the country of origin is that in which the subscription has been paid.

During the period of light traffic, the charge applicable to an ordinary private call is fixed at three-fifths ($^3/_5$ths) of the unit charge.

SECTION N. AVIS D'APPEL ET PRÉAVIS TÉLÉPHONIQUE.

Paragraphe premier (4).

Les communications avec avis d'appel ne sont pas admises.

Les communications avec préavis sont admises dans les conditions prévues par l'avis du Comité consultatif international ayant pour titre « Conversations avec avis d'appel et conversations avec préavis », avis qui complète les dispositions du Règlement international (Revision de Bruxelles).

SECTION O. ETABLISSEMENT ET RUPTURE DES COMMUNICATIONS.

Paragraphe 2 (3).

Si le trafic est suffisamment intense, les demandes de communications doivent être transmises entre bureaux tête de ligne de telle manière qu'outre la conversation en cours chaque bureau tête de ligne ait au moins deux demandes de communications en instance dans chaque sens.

Paragraphe 4 (5).

Aux heures d'encombrement, les circuits internationaux à grande distance doivent être, autant que possible, desservis à raison d'une opératrice par circuit.

Disposition additionnelle.

Pour l'établissement des communications à effectuer par l'intermédiaire d'un bureau de l'administration suédoise ou allemande, les cinq administrations se conformeront à l'avis du Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance ayant pour titre « Règles d'exploitation pour le trafic international de transit », avis qui complète des dispositions du Règlement international (Revision de Bruxelles).

SECTION Q. COMPTABILITÉ.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 78 du Règlement international (Revision de Bruxelles), les taxes terminales sont liquidées directement entre les administrations extrêmes.

Les administrations terminales se transmettent, l'une à l'autre, les comptes mensuels en quintuple expédition. Après acceptation du compte, l'administration destinataire en adresse un exemplaire à l'administration qui l'a établi et un exemplaire à chacune des administrations de transit. Chaque administration de transit, à moins de contestation de sa part, incorpore dans son compte trimestriel principal pour chacune des administrations terminales intéressées le montant des sommes qui lui reviennent.

Article 5.

Les dispositions de l'article 4, section H, paragraphes premier, 3 et 6, section K, paragraphe 6, section N, paragraphe premier et section O, paragraphe 2 ci-dessus, pourront être modifiées de commun accord par les cinq administrations.

Chacune des cinq administrations se réserve le droit, après notification faite aux autres administrations, de modifier pour son propre territoire, les limites de zones et les taxes prévues à l'article 4, section K, paragraphe 3.

Article 6.

Le service téléphonique commencera à la date fixée par les Administrations contractantes.

SECTION N. AVIS D'APPEL AND TELEPHONIC PRÉAVIS.

Paragraph 1 (4).

Calls with avis d'appel are not admitted. Calls with préavis are admitted under the conditions prescribed by the avis of the International Consultative Committee entitled " Conversations avec avis d'appel et conversations avec préavis ", avis which completes the arrangements of the International Règlement (Revision of Brussels).

SECTION O. ESTABLISHMENT AND DISCONNECTION OF CALLS.

Paragraph 2 (3).

If the traffic is sufficiently heavy, demands for calls should be transmitted between terminal offices in such a manner that besides the call in progress each terminal office should have at least two demands for calls in hand in each direction.

Paragraph 4 (5).

During the hours of heavy traffic the international trunk circuits should as far as possible be staffed by one operator per circuit.

Additional arrangement.

For the establishment of calls to be effected through the intermediary of an office of the Swedish or German Administrations, the five administrations will conform to the avis of the International Consultative Committee for long distance telephone communications (entitled " Règles d'exploitation pour le trafic international de transit "), avis which completes the arrangements of the International Règlement (Revision of Brussels).

SECTION Q. ACCOUNTING.

In accordance with paragraph 3 of Article 78 of the International Telegraph Regulations (Revision of Brussels) terminal charges are liquidated direct between the terminal Administrations.

The terminal Administrations transmit, one to the other, a monthly account in quintuplicate. After acceptance of the account, the administration receiving it forwards a copy to the administration which established it and a copy to each of the transit administrations. Unless any question arises on its part, each transit administration then incorporates the amounts due to it in its quarterly chief account with each of the terminal Administrations concerned.

Article 5.

The provisions of Article 4, Section H, paragraphs 1, 3 and 6, Section K, paragraph 6, Section N, paragraph 1 and Section O, paragraph 2 above may be modified by common consent of the five Administrations.

Each of the five Administrations reserves the right, after notification to the other Administrations, to modify so far as its own territory is concerned the limits of the zones and the charges prescribed by Article 4, Section K, paragraph 3.

Article 6.

Telephone service shall commence on the date fixed by the contracting Administrations.

Article 7.

Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement.
Il aura une durée indéterminée et pourra être résilié en tout temps moyennant avertissement préalable de trois mois.

Etabli en cinq exemplaires signés :

A HELSINKI, *le* 9 *novembre* 1929.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

A STOCKHOLM, *le* 4 *décembre* 1929.

(L. S.) A. HAMILTON.

A BERLIN, *le* 17 *décembre* 1929.

Der Reichspostminister
In Vertretung :
(L. S.) FEYERABEND.

A LA HAYE, *le* 30 *décembre* 1929.

Le directeur général des Postes, des Télégraphes et des Téléphones :
(L. S.) DAMME.

A LONDRES, *le* 10 *avril* 1930.

(L. S.) H. B. LEES-SMITH.
The Postmaster General of Great Britain and Northern Ireland.

Article 7.

The present Agreement will come into force immediately. It shall be of indefinite duration and can be determined at any time on three months' previous notice.

Done in quintuplicate :

At HELSINKI, *the* 9 *November*, 1929.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.
The Director General of Posts and Telegraphs of Finland.

At STOCKHOLM, *the* 4 *December*, 1929.

(L. S.) A. HAMILTON.
The Director General of Telegraphs of Sweden.

At BEARLIN, *the* 17 *December*, 1929.

(L. S.) FEYERABEND.
On behalf of The Reichspostminister of Germany.

At The HAGUE, *the* 30 *December*, 1929.

(L. S.) DAMME.
The Director General of Posts and Telegraphs of The Netherlands.

At LONDON, *the* 10 *April*, 1930.

(L. S.) H. B. LEES-SMITH.
The Postmaster General of Great Britain and Northern Ireland.

N° 2346.

ESPAGNE ET PAYS-BAS

Déclaration relative à la suppression des capitulations néerlandaises dans la zone espagnole de l'Empire chérifien. Signée à La Haye, le 27 mars 1929.

SPAIN AND THE NETHERLANDS

Declaration for the Abolition of Netherlands Capitulations in the Spanish Zone of the Shereefian Empire. Signed at The Hague, March 27, 1929.

No. 2346. — DÉCLARATION [1] ENTRE L'ESPAGNE ET LES PAYS-BAS, RELATIVE A LA SUPPRESSION DES CAPITULATIONS NÉERLANDAISES DANS LA ZONE ESPAGNOLE DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN. SIGNÉE A LA HAYE, LE 27 MARS 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 11 *juin* 1930.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, font, d'un commun accord la déclaration suivante :

Prenant en considération les garanties d'égalité juridique, offertes aux étrangers par les Tribunaux espagnols du Protectorat, le Gouvernement royal néerlandais renonce à réclamer pour ses consuls, ses ressortissants et ses établissements dans la zone espagnole de l'Empire chérifien, tous droits et privilèges issus du régime des capitulations.

Les traités et conventions de toute nature en vigueur entre L'ESPAGNE et LES PAYS-BAS s'étendent de plein droit, sauf clause contraire, à la zone espagnole de l'Empire chérifien. Tous les droits et privilèges non mentionnés dans les traités et conventions entre l'Espagne et les Pays-Bas qui ont été ou qui seront accordés dans la zone espagnole de l'Empire chérifien à une autre nation, seront étendus également et sans condition quelconque aux consuls, ressortissants, protégés et établissements néerlandais.

Les protégés néerlandais qui sont portés sur la liste pour l'année 1928, communiquée aux autorités visées dans l'article 7 de la Convention [2] de Madrid du 3 juillet 1880, ainsi que les anciens protégés néerlandais dans la zone française de l'Empire chérifien et dans la zone internationale de Tanger, dont les listes ont été communiquées par le Gouvernement de la Reine au Gouvernement de Sa Majesté catholique, seront, leur vie durant, justiciables des tribunaux espagnols dans la zone espagnole de l'Empire chérifien.

Les procédures tant civiles que pénales déjà commencées devant la juridiction consulaire néerlandaise dans la zone espagnole de l'Empire chérifien au moment de l'entrée en vigueur de la présente déclaration, se poursuivront jusqu'en dernier ressort, devant les tribunaux compétents néerlandais. La sentence rendue dans pareille procédure obtiendra l'exequatur des juridictions espagnoles dans ladite zone sans que celles-ci procèdent à un nouvel examen du fond de l'affaire.

Aucune nouvelle protection ne pourra être accordée par les consuls, les ressortissants et les établissements néerlandais dans la zone espagnole de l'Empire chérifien.

La présente déclaration sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à La Haye, aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

Fait en double à La Haye, le 27 mars 1929.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.
DE PRADÈRE.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 24 mars 1930.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VI, page 624.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2346. — DECLARATION [2] BETWEEN SPAIN AND THE NETHERLANDS FOR THE ABOLITION OF NETHERLANDS CAPITULATIONS IN THE SPANISH ZONE OF THE SHEREEFIAN EMPIRE. SIGNED AT THE HAGUE, MARCH 27, 1929.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Declaration took place June 11, 1930.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, make the following joint declaration :

In consideration of the guarantees for legal equality offered to foreign nationals by the Spanish Courts of the Protectorate, the Royal Netherlands Government renounces any claim on behalf of its consuls, nationals and establishments in the Spanish zone of the Shereefian Empire to all rights and privileges derived from the régime of Capitulations.

Treaties and conventions of every kind in force as between SPAIN and the NETHERLANDS shall, in the absence of any clause to the contrary, extend *ipso facto* to the Spanish zone of the Shereefian Empire. All rights and privileges not mentioned in the treaties and conventions between Spain and the Netherlands which have been or may at any time be granted in the Spanish zone of the Shereefian Empire to any other nation shall also be extended unconditionally to the consuls, nationals, protected persons and establishments of the Netherlands.

Netherlands protected persons who are included in the list for the year 1928 as communicated to the authorities mentioned in Article 7 of the Madrid Convention[3] of July 3, 1880, and former Netherlands protected persons in the French zone of the Shereefian Empire and in the international zone of Tangiers, lists of whom have been communicated by Her Majesty's Government to the Government of His Catholic Majesty shall, during their lifetime, be under the jurisdiction of the Spanish courts in the Spanish zone of the Shereefian Empire.

Actions, both civil and penal, pending before the Netherlands consular courts in the Spanish zone of the Shereefian Empire at the moment of the coming into force of the present Declaration shall be proceeded with up to their final Settlement by the competent Netherlands courts. Judgements given in such actions shall be made inforceable by an order from the Spanish legal authorities in the said zone without the latter proceeding to a fresh examination of the substance of the case.

No fresh protection may be granted by consuls, nationals and establishments of the Netherlands in the Spanish zone of the Shereefian Empire.

The present Declaration shall be ratified and ratifications shall be exchanged at The Hague as soon as possible. It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications.

Done in duplicate at The Hague on March 27, 1929.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.
DE PRADÈRE.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Scoiété de Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at The Hague, March 24, 1930.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 71, page 369.

N° 2347.

AUSTRALIE, DANEMARK, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, PAYS-BAS, NORVÈGE, SUÈDE, SUISSE ET ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

Arrangement concernant l'emprunt de secours contracté par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes envers l'Australie, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse. Signé à Londres, les 8 et 12 août 1927.

AUSTRALIA, DENMARK, FRANCE, GREAT BRITAIN, THE NETHERLANDS, NORWAY, SWEDEN, SWITZERLAND AND KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES

Agreement regarding the Relief Debts contracted by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes towards Australia, Denmark, France, Great Britain, The Netherlands, Norway, Sweden and Switzerland. Signed at London, August 8 and 12, 1927.

TEXTE SERBO-CROATE. — SERBO-CROAT TEXT.

№ 1247. — СПОРАЗУМ ИЗМЕТУ ВЕЛИКЕ БРИТАНИЈЕ И КРАЉЕВИНЕ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА О РЕЛИФНОМ ЗАЈМУ КРАЉЕВИНЕ СРБА, ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА, ЗАКЉУЧЕНОМ КОД АУСТРАЛИЈЕ, ДАНСКЕ, ФРАНЦУСКЕ, ВЕЛИКЕ БРИТАНИЈЕ, ХОЛАНДИЈЕ, НОРВЕШКЕ И ШВАЈЦАРСКЕ. ПОТПИСАН У ЛОНДОНУ 8. И 12. АВГУСТА 1927.

Textes officiels anglais et Serbo-croate communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 12 *juin* 1930.

ПРЕДЛОГ ДАТИРАН ОСМОГ АВГУСТА 1927. ГОДИНЕ ОД СТРАНЕ ВЛАДЕ КРАЉЕВИНЕ СРБА ХРВАТА И СЛОВЕНАЦА ВЛАДАМА АУСТРАЛИЈЕ, ДАНСКЕ, ФРАНЦУСКЕ РЕСПУБЛИКЕ, ВЕЛИКЕ, БРИТАНИЈЕ, ХОЛАНДИЈЕ, НОРВЕШКЕ, ШВЕДСКЕ И ШВАЈЦАРСКЕ РЕПУБЛИКЕ (КОЈЕ Е СЕ ДАЉЕ У ОВОМ ПРЕДЛОГУ ЗВАТИ АУСТРАЛИЈА, ДАНСКА ФРАНЦУСКА, ВЕЛИКА БРИТАНИЈА, ХОЛАНДИЈА, НОРВЕШКА, ШВЕДСКА И ШВАЈЦАРСКА ПОЈЕДИНАЧНО, ИЛИ КОЛЕКТИВНО «ПОВЕ РИЛАЧКЕ ВЛАДЕ») ЗА ФУНДИРАЊЕ И ИСПЛАТУ СРПСКО-ХРВАТСКО-СЛОВЕНАЧКИХ РЕЛИФНЕИ БОНОВА, КОЈИСЕ НАЛАЗЕ У РУКАМА ОВИХ ВЛАДА.

Пошто Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца дугује Аустралији, Данској, Француској, Великој Британији, Холандији, Норвешкој, Шведској и Швајцарској у разним износима израженим у различитим монетама по предмету Релифних Бонова издатих по плану Међународног Релифног Кредитног Комитета, а чији рок пада на дан 1. јануара 1925. године ;

И пошто Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца сада жели да дође до споразума са Поверилачким Владама за исплату дугова које ови Релифни Бонови представљају ;

И пошто је Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца пуноважно овлашће на да склопи такав један споразум по постојећим законима који су у сагласности са Уставом Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца ;

То с тога сада Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца предлаже, у извршењу поменутих овлашћења, а с обзиром на поверење у изјаве, услове и узајамне уговорне обавезе изнесене у овом Предлогу, да фундира и исплати ове дугове у сагласности са следећим одредбама :

1. Износ задужења.

Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца признаје да суме неисплаћене главнице Релифног Дуга Поверилачким Владама и суме интереса срачунатог по стопи од 6% годишње, а у полугодишњим ратама, дужне а неисплаћене до 1. јануара 1927. године закључно, износе као што је изложено у додатку овога члана. Укупне суме главнице и интереса тако заједно срачунате сатињавају дугове, који ће се исплатити по овом Предлогу.

No. 2347. — AGREEMENT REGARDING THE RELIEF DEBTS CONTRACTED BY THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES TOWARDS AUSTRALIA, DENMARK, FRANCE, GREAT-BRITAIN, THE NETHERLANDS, NORWAY, SWEDEN AND SWITZERLAND. SIGNED AT LONDON, AUGUST 8 AND 12, 1927.

English and Serbo-Croat official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 12, 1930.

PROPOSAL DATED THE EIGHTH DAY OF AUGUST 1927 BY THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES TO THE GOVERNMENTS OF AUSTRALIA, DENMARK, THE FRENCH REPUBLIC, GREAT BRITAIN, THE NETHERLANDS, NORWAY, SWEDEN, AND THE SWISS REPUBLIC (HEREINAFTER CALLED AUSTRALIA, DENMARK, FRANCE, GREAT BRITAIN, HOLLAND, NORWAY, SWEDEN AND SWITZERLAND RESPECTIVELY, OR COLLECTIVELY THE " CREDITOR GOVERNMENTS ") REGARDING THE FUNDING AND REPAYMENT OF THE SERB-CROAT-SLOVENE RELIEF BONDS HELD BY THOSE GOVERNMENTS.

Whereas the Serb-Croat-Slovene Government are indebted to Australia, Denmark, France, Great Britain, Holland, Norway, Sweden, and Switzerland, in varying amounts expressed in various currencies in respect of Relief Bonds issued under the International Relief Credits Committee Scheme, which Bonds matured on the 1st January, 1925 ;

And whereas the Serb-Croat-Slovene Government now desire to arrive at an agreement with the Creditor Governments for the repayment of the debts represented by these Relief Bonds ;

And whereas the Serb-Croat-Slovene Government have good and sufficient power to make such an agreement under Laws passed and in force in accordance with the Constitution of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovene ;

Now therefore the Serb-Croat-Slovene Government propose, in the exercise of the above powers, and in consideration and in faith of the statements, conditions and mutual covenants herein contained, to fund and to repay these debts in accordance with the following provisions ;

1. AMOUNT OF INDEBTEDNESS.

The Serb-Croat-Slovene Government agree that the amounts of principal outstanding in respect of Relief Debt to the creditor Governments and the amounts of interest, calculated at the rate of 6% per annum, accumulated half yearly, due and unpaid up to and including the 1st January, 1927, are as set forth in the annex to this Article. The total amounts of principal and interest together so arrived at constitute the debts to be repaid under this Proposal.

АНЕКС.

ИЗНОСИ ГЛАВНИЦЕ И ИНТЕРЕСА РЕЛИФНОГ ДУГА.

	Главница.	Интерес до 1. јан. 1927	Укупан Дуг.
Аустралија	ф. ст. 10,767. 3. 2.	ф. ст. 4,737.15. 1	ф. ст. 15,504.18. 3
Данска	Кр. 76,956.10.	Кр. 34,410.71.	Кр. 111,366.81
Француска	Фр. 305,754.20	Фр. 120,294.13.	Фр. 426,048.33
Велика Британија . . .	ф. ст. 1,442,765. 8.11.	ф. ст. 626,077.18. 2	ф. ст. 2,068,843. 7. 1
Холандија	фл. 40,700	фл. 18,199	фл. 58,899
Норвешка	Кр. 32,930	Кр. 14,725	Кр. 47,655
и	ф. ст. 1,630.14. —	ф. ст. 729.5 —	ф. ст. 2,359.19. —
Шведска	Кр. 60,106	Кр. 24,762	Кр. 84,868
Швајцарска.	фр. 97,742.10	фр. 43,705.27	фр. 141,447.37

2. Услови плаћања.

Напред поменути дуг Великој Британији исплатиће се у року од петнаест година почев од 1. јануара 1927 године, заједно са интересом од 5% на износ дуга, који буде заостајао с времена на време, са полугодишњим отплатама као што је то изложено у Анексу I овога Предлога, тако, да прва отплата буде на дан 1. јула 1927 године а даље отплате на дан 1. јануара и 1. јула сваке године у времену од 1928—1941 године закључно, а да последња отплата буде на дан 1. јануара 1942 године.

У погледу дугова Аустралији, Данској, Француској, Холандији, Норвешкој, Шведској и Швајцарској, Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца готова је да их фундира и исплати по скали ануитета израђеној на истој бази, сразмерно, као што је то напред предвиђено за дуг Великој Британији. Међутим с обзиром на мали износ ових дугова, Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца имаће право, под условом да на то пристане Велика Британија, да их исплати у целини, заједно са интересом од пет од сто за време од 1. јануара 1927 године па до дана исплате, на дан 30. септембра 1927 године или пре тога дана. Ако Велика Британија да свој пристанак, Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца известиће Комитет у року од месец дана коју алтернативу жели да изврши.

3. Издавање бонова за фундирање.

Прва отплата чији је рок предвиђен према скали изложеној у Анексу I на дан 1. јула 1927 године биће исплаћена од стране Владе Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца у готову у току од једног месеца по пријему овог Предлога. У погледу даљих отплата Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца издаће односним Поверилачким Владама на дан 30. септембра 1927 године, или пре тога дана, двадесет девет Бонова, издатих у серијама, који ће носити датум 1. јануара 1927 године, гласити на разне суме, и бити плативи на дан 1. јануара и 1. јула сваке године до 1. јануара 1942 године, и ови ће датуми бити њихови рокови.

4. Начин отплате.

Бонови који ће се издати свакој од Поверилачких Влади биће изражени и плативи у монети или монетама у којима су изражени Релифни Бонови Краљевине

ANNEX.

AMOUNTS OF PRINCIPAL AND INTEREST OF RELIEF DEBT.

	Principal	Interest to 1 Jan. 1927	Total Debt
Australia . . .	£ 10,767. 3. 2	£ 4,737.15. 1	£ 15,504.18. 3
Denmark . . .	Kr. 76,956.10	Kr. 34,410.71	Kr. 111,366.81
France	Fr. 305,754.20	Fr. 120,294.13	Fr. 426,048.33
Great Britain . .	£ 1,442,765. 8. 11	£ 626,077.18. 2	£ 2,068,843. 7. 1
Holland	Fl. 40,700	Fl. 18,199	Fl. 58,899
Norway	Kr. 32,930	Kr. 14,725	Kr. 47,655
and	£ 1,630.14. —	£ 729. 5. —	£ 2,359. 19.—
Sweden	Kr. 60,106	Kr. 24,762	Kr. 84,868
Switzerland . .	Fr. 97,742.10	Fr. 43,705.27	Fr. 141,447.37

2. TERMS OF REPAYMENT.

The aforesaid debt to Great Britain shall be repaid within a period of fifteen years from 1st January 1927, together with interest at 5 % upon the amount from time to time outstanding, by semi-annual instalments as set out in Annex I of this Proposal so that the first instalment shall be due on the 1st July 1927 and the further instalments on the 1st January and 1st July in each of the years 1928—1941 inclusive and the last instalment on the 1st January 1942.

As regards the debts to Australia, Denmark, France, Holland, Norway, Sweden and Switzerland, the Serb-Croat-Slovene Government are prepared to fund and to repay them by a scale of Annuities on the same basis, proportionately, as is provided above for the debt to Great Britain. In view of the small amount of these debts, however, the Serb-Croat-Slovene Government shall have the right, subject to the consent of Great Britain, to repay them in full, together with interest at five per cent for the period from 1st January 1927 up to the date of repayment, on or before the 30th September 1927. Provided that Great Britain gives its consent, the Serb-Croat-Slovene Government will notify the Committee within one month which alternative it will carry into effect.

3. ISSUE OF BONDS FOR FUNDED DEBTS.

This first instalment due under the scale set out in Annex I on the 1st July 1927 shall be paid in cash by the Serb-Croat-Slovene Government within one month of the acceptance of this proposal. In respect of the further instalments, the Serb-Croat-Slovene Government shall deliver to the respective creditor Governments on or before the 30th day of September 1927, twenty-nine Serial Bonds dated the 1st January 1927, for the several amounts payable on the 1st January and the 1st July of each year up to the 1st January 1942 and maturing on those dates.

4. METHOD OF PAYMENT.

The Bonds to be delivered to each creditor government shall be expressed and payable in the currency or currencies in which the Serb-Croat-Slovene Relief Bonds now held by that

Срба, Хрвата и Словенаца, који се сада налазе у рукама те Владе. Исплата ће се вршити у сваком случају у месту означеном на Релифним Боновима Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, који се сада налазе у рукама односних Поверилачких Влада, а како у погледу главнице тако и у погледу интереса достављаће се томе месту на три радна дана пре рока сваке исплате предвиђене у Боновима.

5. Ослобођење од порезивања.

Главница и интерес Бонова исплаћиваће се без одбитака и биће ослобођени од ма које и свих пореза и / или дажбина, садашњих и будућих које наплаћују власти Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, или ма која политичка или пореска власт у границама Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца.

6. Гаранције.

Да би се обезбедила редовна служба по Боновима Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца који ће се издати у смислу овог Предлога, Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца обавезује се да редовно уноси у државне буџете потребне годишње суме за покриће исплата ануитета предвиђених у чл. 2. овог Предлога. Поред тога, ове исплате имаће п прву залогу на примања Владе Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца на име накнаде, репарације или оштете, у колико таквих примања буде било, изузимајући примања на име реституција у натури, од бивших непријатељских Влада, или ма које од њих, с тим, да ова залога буде подређена већ датим залогама по ранијим зајмовима.

7. Облик Бонова.

Бонови који ће се према овоме издати гласиће на име Поверилачке Владе којој су издати, или по њеној наредби, и биће у главном облика изнетог у Анексу II овог Предлога. За Владу Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца Бонове ће потписати Министар финансија.

8. Размена Обвезница.

По предаји Бонова свакој Поверилачкој Влади који се издају тој Влади по овом Предлогу, или по исплати дугова као што је то предвиђено у чл. 2. овог Предлога, Поверилачке Владе ће поништити и предати Влади Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, српско-хрватско-словеначке Релифне Бонове, који се сада налазе у њиховим рукама, а који су поменути у уводу овога Предлога.

Потписао у име Владе
Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца,
Ђ. Ђурић, *с. р.*

у Лондону, *осмог августа 1927 године.*

Government are expressed. Payment shall be made in each case to the place specified on the Serb-Croat-Slovene Relief Bonds now held by the respective creditor Governments, and whether for principal or for interest, shall be remitted to that place three clear days before each payment is due under the Bonds.

5. EXEMPTION FROM TAXATION.

The principal and interest of the bonds will be paid without deduction for and will be exempt from any and all tax and or charge, present and future, imposed by authority of the Serb-Croat-Slovene Government, or their possessions, or by any political or taxing authority within the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

6. GUARANTEES.

In order to ensure the regular service of the Bonds of the Serb-Croat-Slovene Kingdom to be issued under this Proposal, the Serb-Croat-Slovene Government undertake regularly to provide in the Budgets of the State the annual sums necessary to cover the payment of the annuities provided for in Article 2 of this Proposal. Moreover, these payments shall constitute a first charge on the receipts, if any, accruing to the Serb-Croat-Slovene Government by way of compensation, reparation or indemnity, other than receipts by way of restitution in kind, from the ex-enemy Governments, or any of them, subject to any charges already created in respect of previous loans.

7. FORM OF BONDS.

The Bonds to be issued hereunder shall be payable to the creditor Government to which they are issued, or order, and shall be substantially in the form shown in Annex II of this Proposal. The Bonds shall be signed for the Serb-Croat-Slovene Government by the Minister of Finance.

8. EXCHANGE OF OBLIGATIONS.

Upon the delivery to each creditor Government of the Bonds to be issued to that Government hereunder, or upon repayment of the debts as provided under Article 2 of this Proposal, the creditor Governments will cancel and surrender to the Serb-Croat-Slovene Government the Serb-Croat-Slovene Relief Bonds now held by them described in the preamble to this Proposal.

On behalf of the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :

(Signed) G. DIOURITCH.

LONDON, *Dated : Eighth August,* 1927.

АНЕКС I.

ПРЕГЛЕД ОТПЛАТА РЕЛИФНОГ ДУГА

Крапевине Срба, Хрвата и Словенаца Краљевској влади у Великој Британији.

Отплате.	Рок.	Износ Фун. стерлинга.
1.	1. јули 1927 (да се исплати у готову)	51,721
2.	1. јануар 1928 (да се покрије Боном)	51,721
3.	1. јули 1928 (» » » »)	67,237
4.	1. јануар 1929 (» » » »)	66,849
5.	1. јули 1929 (» » » »)	71,633
6.	1. јануар 1930 (» » » »)	71,116
7.	1. јули 1930 (» » » »)	75,772
8.	1. јануар 1931 (» » » »)	75,125
9.	1. јули 1931 (» » » »)	79,650
10.	1. јануар 1932 (» » » »)	78,875
11.	1. јули 1932 (» » » »)	119,476
12.	1. јануар 1933 (» » » »)	117,666
13.	1. јули 1933 (» » » »)	121,028
14.	1. јануар 1934 (» » » »)	119,088
15.	1. јули 1934 (» » » »)	122,320
16.	1. јануар 1935 (» » » »)	120,252
17.	1. јули 1935 (» » » »)	123,355
18.	1. јануар 1936 (» » » »)	121,157
19.	1. јули 1936 (» » » »)	124,130
20.	1. јануар 1937 (» » » »)	121,803
21.	1. јули 1937 (» » » »)	119,475
22.	1. јануар 1938 (» » » »)	117,148
23.	1. јули 1938 (» » » »)	119,993
24.	1. јануар 1939 (» » » »)	117,536
25.	1. јули 1939 (» » » »)	125,423
26.	1. јануар 1940 (» » » »)	122,708
27.	1. јули 1940 (» » » »)	125,165
28.	1. јануар 1941 (» » » »)	122,320
29.	1. јули 1941 (» » » »)	119,475
30.	1. јануар 1942 (» » » »)	116,631

ANNEX I.

SCHEDULE OF PAYMENTS

IN RESPECT OF THE SERB-CROAT-SLOVENE RELIEF DEBT TO HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN.

Instalment	Due Date		Amount £
1	1st July	1927 (To be paid in cash)	51,721
2	1st January	1928 (To be covered by Bond)	51,721
3	1st July	1928 (» » » » »)	67,237
4	1st January	1929 (» » » » »)	66,849
5	1st July	1929 (» » » » »)	71,633
6	1st January	1930 (» » » » »)	71,116
7	1st July	1930 (» » » » »)	75,772
8	1st January	1931 (» » » » »)	75,125
9	1st July	1931 (» » » » »)	79,650
10	1st January	1932 (» » » » »)	78,875
11	1st July	1932 (» » » » »)	119,476
12	1st January	1933 (» » » » »)	117,666
13	1st July	1933 (» » » » »)	121,028
14	1st January	1934 (» » » » »)	119,088
15	1st July	1934 (» » » » »)	122,320
16	1st January	1935 (» » » » »)	120,252
17	1st July	1935 (» » » » »)	123,355
18	1st January	1936 (» » » » »)	121,157
19	1st July	1936 (» » » » »)	124,130
20	1st January	1937 (» » » » »)	121,803
21	1st July	1937 (» » » » »)	119,475
22	1st January	1938 (» » » » »)	117,148
23	1st July	1938 (» » » » »)	119,993
24	1st January	1939 (» » » » »)	117,536
25	1st July	1939 (» » » » »)	125,423
26	1st January	1940 (» » » » »)	122,708
27	1st July	1940 (» » » » »)	125,165
28	1st January	1941 (» » » » »)	122,320
29	1st July	1941 (» » » » »)	119,475
30	1st January	1942 (» » » » »)	116,631

АНЕКС II.

ОБЛИК БОНА

Бон Владе Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца. Датиран 1. јануара 1927. године

Рок..... № .....

Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, за примљену вредност, обећава да плати Влади ..... која ће се у даљем тексту звати ....., или по њеној наредби, на дан ..... суму од ..... (.....). Главница и интерес овога Бона плативи су у..... ..... код .....

Овај Бон биће исплаћен без одбитка и биће ослобођен од сваких и свих пореза и дажбина, садашњих и будућих, које наплаћују власти Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца, или ма која политичка или пореска власт у границама Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца.

Овај Бон је саставни део државног дуга Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца ; а исплата по њему има још и прву залогу на сва примања Владе Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца на име накнаде, репарације, или оштете (изузимајући примања на име реституција у натури идентификованих предмета) од бивших непријатељских Влада, стим да ова залога буде подређена раније датим залогама.

Видети доњу примедбу.

(Овај Бон је један из серије Бонова сличне природе али у различним сумама и које се исплаћују у различним монетама, а издатих у смислу Предлога Владе Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца од осмог августа 1927 године Владама Аустралије, Данске, Француске Републике, Велике Британије, Холандије, Норвешке, Шведске и Швајцарске Републике. Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца обавезује се да неће извршити по овим Боновима никакву исплату ни једној од Поверилачких Влада пре рока, о року, или после рока, како у погледу главнице, тако и у погледу интереса, ако једновремено не изврши одговарајућу исплату по овоме Бону).

Овај Бон издала је Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца на основи одредаба и услова изложених у Предлогу од осмог августа 1927 год.

У потврду тога Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца одредила је да овај Бон потпише у њено име ..... који је за то пуноправно овлашћен.

Потписао.....

Примедба.

Одредба у загради нема важности ако се дугови другим државама, осим Великој Британији, по последњем ставу чл. 2. Предлога исплате у готову уместо да се фундирају.

ANNEX II.

FORM OF BOND.

BOND OF THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.
DATED IST JANUARY 1927 — MATURING.

..... No. .....

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, for value received, promise to pay to the Government of ..... hereinafter called .... , or order, on the day of ..... the ..... sum of .... (.....). This Bond is payable as to principal and interest in... ..... at the .....

This Bond will be paid without deduction for and will be exempt from any and all tax and/or charge, present and future imposed by authority of the Serb-Croat-Slovene Government or their possessions or by any political or taxing authority within the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

This Bond is an integral part of the Public Debt of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes ; and the payment due thereunder constitutes in particular, a first charge, subject to any pre-existing charges, upon any receipts accruing to the Serb-Croat-Slovene Government by way of compensation, reparation or indemnity (other than receipts by way of restitution in kind of identifiable objects) from the ex-enemy Governments.

See note below :

(This Bond is one of a series of Bonds of similar tenor but in different amounts and payable in different currencies, issued in accordance with the Proposal of the Serb-Croat-Slovene Government to the Governments of Australia, Denmark, the French Republic, Great Britain, the Netherlands, Norway, Sweden and the Swiss Republic, dated the eighth day of August 1927. The Serb-Croat-Slovene Government undertake that no payment will be made to any one of the said Governments in respect of such Bonds before, at or after maturity, whether for principal or interest, unless a similar payment shall simultaneously be made in respect of this Bond, in proportion to the amount hereof).

This Bond is issued by the Serb-Croat-Slovene Government in faith of the terms and conditions set out in the Proposal dated the eighth day of August 1927.

In witness whereof the Serb-Croat-Slovene Government has caused the Bond to be executed on their behalf by ..... thereunder duly authorised.

Signed.....

Note.

The clause bracketed will not apply if the debts to Powers other than Great Britain are repaid in cash, under the last paragraph of Article 2 of the Proposal, instead of being funded.

Међународни Комитет
за Релифне Бонове
Министарство Финансија
Хвајтхол, С. В.

Лондон, 12. августа 1927. године.

Господине,

Овлашћен сам од стране Међународног Комитете за Релифне Бонове, који представља Владе Аустралије, Данске, Француске, Велике Британије, Холандије, Норвешке, Шведске и Швајцарске, да примим у име ових Влада Предлог који сте потписали на дан 8. августа 1927. године за фундирање и исплату Релифних Дугова Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца.

Осим тога достављам Вам формални пристанак Краљевске Владе да можете исплатити у целости, на дан 30. септембра 1927 године или пре тога датума, Релифне Дугове напред поменутим Владама осим Великој Британији, ако би Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца изабрала ову алтернативу према члану 2. Вашег Предлога. Комитет ће бити захвалан да га изволите известити, што је могуће пре, коју алтернативу Влада Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца жели да изврши.

Изволите и т. д.
Ф. В. Лит. Рос, *с.р.*

Министру Краљевине Срба, Хрвата и
Словенаца, Посланство Краљевине
Срба, Хрвата и Словенаца,
195, Квинс Геит.
С. В. 7.

INTERNATIONAL RELIEF
BONDS COMMITTEE,
TREASURY CHAMBERS,
Whitehall, S. W.

12th August, 1927.

SIR,

I am authorised by the International Relief Bonds Committee, representing the Governments of Australia, Denmark, France, Great Britain, Holland, Norway, Sweden and Switzerland, to accept on behalf of those Governments the Proposal signed by you on the 8th August, 1927, for the funding and repayment of the Serb-Croat-Slovene Relief Debts.

I am further to convey to you the formal consent of His Majesty's Government to the repayment in full on or before the 30th September 1927, of the Relief Debts due to the aforesaid Governments other than Great Britain should the Serb-Croat-Slovene Government choose this alternative under Article 2 of your proposal. The Committee will be glad to be informed as soon as possible which alternative the Serb-Croat-Slovene Government will carry into effect.

I am, Sir, Your obedient Servant,

(Signed) F. W. Leith Ross.

The Serb-Croat-Slovene Minister,
Serb-Croat-Slovene Legation,
195, Queens Gate,
S. W. 7.

Pour copie certifiée, conforme :
Belgrade, le 30 mai 1930.
D'ordre du Ministre,
Le Conseiller :
Dr Sv. Djoritch.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 2347. — ARRANGEMENT ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, CONCERNANT L'EMPRUNT DE SECOURS CONTRACTÉ PAR LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ENVERS L'AUSTRALIE, LE DANEMARK, LA FRANCE, LA GRANDE-BRETAGNE, LES PAYS-BAS, LA NORVÈGE, LA SUÈDE ET LA SUISSE. SIGNÉ A LONDRES, LES 8 ET 12 AOUT 1927.

PROPOSITION, EN DATE DU 8 AOUT 1927, FAITE PAR LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES AUX GOUVERNEMENTS DE L'AUSTRALIE, DU DANEMARK, DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DE LA GRANDE-BRETAGNE, DES PAYS-BAS, DE LA NORVÈGE, DE LA SUÈDE ET DE LA RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE (RESPECTIVEMENT DÉNOMMÉS CI-APRÈS, AUSTRALIE, DANEMARK, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, HOLLANDE, NORVÈGE, SUÈDE ET SUISSE, OU COLLECTIVEMENT « LES GOUVERNEMENTS CRÉANCIERS »), CONCERNANT LA CONSOLIDATION ET LE REMBOURSEMENT DES BONS DE SECOURS SERBO-CROATO-SLOVÈNES, DITS « RELIEF BONDS », DÉTENUS PAR CES GOUVERNEMENTS.

Attendu que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes se trouve débiteur envers l'Australie, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, la Hollande, la Norvège, la Suède et la Suisse, de divers montants exprimés en différentes monnaies au titre des bons de secours et émis conformément au plan de l'International Relief Credits Committee, lesdits bons étant venus à échéance le 1er janvier 1925 ;

Attendu que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est actuellement désireux d'arriver à un accord avec les « Gouvernements créanciers » en vue du remboursement de la dette représentée par lesdits bons de secours ;

Attendu que les lois en vigueur et la Constitution du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes confèrent au Gouvernement du Royaume des pouvoirs valables et suffisants pour conclure un tel accord ;

Le Gouvernement des Serbes, Croates et Slovènes propose, en vertu desdits pouvoirs et en tenant compte des déclarations, conditions et engagements réciproques contenus dans sa proposition, de consolider et de rembourser les dettes en question conformément aux dispositions ci-après :

I. MONTANT DE LA DETTE.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes reconnaît que les montants des arriérés en principal, au titre de la dette dite de secours envers les Gouvernements créanciers, et en intérêts, calculés à raison de 6% par an et décomptés semestriellement, dus et impayés jusqu'au 1er janvier 1927 inclus, sont ceux qui figurent en annexe au présent article. Le montant total, en principal et intérêts, ainsi établi, constitue la dette à rembourser, conformément à cette proposition.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEXE

MONTANT DE LA DETTE DE SECOURS EN CAPITAUX ET INTÉRÊTS.

	Capitaux	Int. au 1er janvier 1927	Dette totale
Australie . . .	£ 10,767. 3. 2	£ 4,737.15. 1	£ 15,504.18. 3
Danemark . . .	Kr. 76,956.10	Kr. 34,410.71	Kr. 111,366.81
France	Fr. 305,754.20	Fr. 120,294.13	Fr. 426,048.33
Grande-Bretagne	£ 1,442,765. 8. 11	£ 626,077.18. 2	£ 2,068,843. 7. 1
Hollande . . .	Fl. 40,700	Fl. 18,199	Fl. 58,899
Norvège	Kr. 32,930	Kr. 14,725	Kr. 47,655
et	£ 1,630.14.	£ 729. 5. —	£ 2,359.19.—
Suède	Kr. 60,106	Kr. 24,762	Kr. 84,868
Suisse	Fr. 97,742.10	Fr. 43,705.27	Fr. 141,447.37

2. CONDITIONS DE REMBOURSEMENT.

La dette envers la Grande-Bretagne, indiquée ci-dessus, sera remboursée, dans une période de quinze ans à partir du 1er janvier 1927 avec des intérêts calculés à raison de 5 % sur le montant restant impayé, par des versements semestriels dont le montant est indiqué à l'annexe 1 à la présente proposition, de manière que le premier versement soit effectué le 1er juillet 1927 et les versements ultérieurs le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année à partir de l'année 1928 et jusqu'à l'année 1941 incluse, le dernier versement devant être effectué le 1er janvier 1942.

En ce qui concerne les dettes envers l'Australie, le Danemark, la France, la Hollande, la Norvège, la Suède, et la Suisse, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes est disposé à les consolider et les rembourser d'après une échelle d'annuités établie sur la même base et dans la même proportion que celle qui est prévue pour la dette envers la Grande-Bretagne. Etant donné, toutefois, le faible montant de ces dettes, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aura le droit, sous réserve du consentement de la Grande-Bretagne, de rembourser intégralement ces dettes, avec les intérêts à raison de 5 % pour la période du 1er janvier 1927 jusqu'à la date du remboursement, le 30 septembre 1927 ou à une date antérieure. Dans le cas où la Grande-Bretagne donnerait son consentement, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes avisera le Comité, dans un délai d'un mois, du mode de paiement qu'il désire adopter.

3. EMISSION DES BONS DE CONSOLIDATION.

Le premier versement, qui, conformément à l'échelle établie à l'annexe 1, doit être effectué le 1er juillet 1927, sera payé en espèces par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans un délai d'un mois à partir de l'acceptation de la présente proposition. Pour les versement ultérieurs, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes delivrera aux gouvernements créanciers respectifs, le 30 septembre 1927, ou avant cette date, vingt-neuf bons de série, datés du 1er janvier 1927, pour les divers montants payables le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année, jusqu'au 1er janvier 1942, lesdits bons étant libellés à ces échéances.

4. MODE DE PAIEMENT.

Les bons qui seront délivrés à chaque gouvernement créancier seront libellés et payables dans la monnaie ou les monnaies dans lesquelles sont libellés les bons de secours du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, actuellement détenus par ledit gouvernement. Les paiements seront effectués, dans chaque cas, sur la place spécifiée dans les bons de secours du Royaume des Serbes, Croates

et Slovènes, actuellement détenus par les Gouvernements créanciers respectifs, et la remise des fonds sur cette place, tant pour le principal que pour les intérêts, sera effectuée trois jours ouvrables avant la date de chaque paiement, stipulée dans les bons.

5. EXEMPTION DE L'IMPÔT.

Le principal et les intérêts des bons seront payés sans déduction, et seront exempts, de tous impôts ou taxes présents ou futurs, établis par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, (ou ses possessions), ou par toute autre autorité politique ou fiscale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

6. GARANTIES.

En vue d'assurer le service régulier des bons du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à émettre, conformément à la présente proposition, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à inscrire régulièrement au budget de l'Etat les sommes annuelles nécessaires pour faire face aux paiements des annuités prévues à l'article 2 de la présente proposition. Ces paiements seront de plus gagés en premier rang, sur les recettes revenant éventuellement au Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, des gouvernements ex-ennemis ou de l'un d'entre eux, à titre de compensation, de réparation ou d'indemnité, autres que les recettes réalisées sous forme de restitution en nature, sous réserve de tous gages déjà constitués pour des emprunts antérieurs.

7. FORME DES BONS.

Les bons à émettre en vertu de la présente proposition, seront payables au gouvernement créancier au bénéfice duquel ils auront été émis et devront être rédigés en substance dans la forme indiquée à l'annexe II de la présente proposition. Les bons seront signés par le ministre des Finances, au nom du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

8. ÉCHANGE DES TITRES DE CRÉANCE.

Lors de la remise à chaque gouvernement créancier des bons à émettre en sa faveur, ou lors du remboursement des dettes, comme prévu à l'article 2 de la présente proposition, les gouvernements créanciers annuleront et restitueront au Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, les bons de secours serbo-croato-slovènes actuellement détenus par eux et indiqués dans le préambule de la présente proposition.

LONDRES, *le* 8 *août* 1927.

Au nom du Gouvernement
du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
(Signé) G. DIOURITCH.

ANNEXE I

TABLEAU DES PAIEMENTS

AFFÉRENTS A LA DETTE DE SECOURS DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, ENVERS LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN GRANDE-BRETAGNE.

Paiement	Echéance		Montant
			£
1	1er juillet 1927	(Payable en espèces)	51.721
2	1er janvier 1928	(Couvert par un Bon)	51.721
3	1er juillet 1928	(» » » »)	67.237
4	1er janvier 1929	(» » » »)	66,849
5	1er juillet 1929	(» » » »)	71.633
6	1er janvier 1930	(» » » »)	71.116
7	1er juillet 1930	(» » » »)	75.772
8	1er janvier 1931	(» » » »)	75.125
9	1er juillet 1931	(» » » »)	79.650
10	1er janvier 1932	(» » » »)	78.875
11	1er juillet 1932	(» » » »)	119.476
12	1er janvier 1933	(» » » »)	117.666
13	1er juillet 1933	(» » » »)	121.028
14	1er janvier 1934	(» » » »)	119.088
15	1er juillet 1934	(» » » »)	122.320
16	1er janvier 1935	(» » » »)	120.252
17	1er juillet 1935	(» » » »)	123.355
18	1er janvier 1936	(» » » »)	121.157
19	1er juillet 1936	(» » » »)	124.130
20	1er janvier 1937	(» » » »)	121.803
21	1er juillet 1937	(» » » »)	119.475
22	1er janvier 1938	(» » » »)	117.148
23	1er juillet 1938	(» » » »)	119.993
24	1er janvier 1939	(» » » »)	117.536
25	1er juillet 1939	(» » » »)	125.423
26	1er janvier 1940	(» » » »)	122.708
27	1er juillet 1940	(» » » »)	125.165
28	1er janvier 1941	(» » » »)	122.320
29	1er juillet 1941	(» » » »)	119.475
30	1er janvier 1942	(» » » »)	116.631

ANNEXE II

MODÈLE DE BON

BON DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, DATÉ DU 1er JANVIER 1927. — ECHÉANCE.

..... No .....

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes promet de payer au Gouvernement de..... dénommé ci-dessous ....., ou à son ordre, le ....., la somme de....., valeur reçue.

Le présent bon est payable en principal et intérêts, à.....

Le présent bon sera payé sans déduction, et sera exempt, de tous impôts ou taxes présents ou futurs, établis par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, (ou ses possessions) ou par tout autre autorité politique ou fiscale du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le présent bon fait partie intégrante de la dette publique du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le paiement à effectuer à ce titre est gagé, en premier rang, sous réserve tout gage antérieur, sur les recettes revenant au Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes des gouvernements ex-ennemis, à titre de compensation, réparation ou indemnité (autres que les recettes réalisées sous forme de restitution en nature d'objets dont l'identification est possible).

Voir note ci-dessous :

(Le présent bon fait partie d'une série de bons de teneur similaire, mais libellés pour les montants différents et payables en monnaies différentes, remis conformément à la proposition du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aux Gouvernement de l'Australie, du Danemark, de la République française, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et de la République helvétique, en date du 8 août 1927. Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes s'engage à n'effectuer aucun paiement à l'un desdits gouvernements, au titre de ces bons, avant l'échéance, à l'échéance ou après l'échéance, ni en principal, ni en intérêts, sans effectuer simultanément un paiement similaire au titre du présent bon, dans la proportion du montant dudit versement).

Ce bon est émis par le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aux termes et conditions énoncées dans la Proposition en date du 8 août 1927.

En foi de quoi, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a ordonné que le présent bon soit signé en son nom par ....., qui y est dûment autorisé.

(Signé) .....

Note :

La clause entre parenthèses ne sera pas applicable si les dettes envers les Puissances autres que la Grande-Bretagne sont remboursées en espèces, conformément au dernier paragraphe de l'article 2 de la proposition, au lieu d'être consolidées.

INTERNATIONAL RELIEF
BONDS COMMITTEE
TREASURY CHAMBERS.
Whitehall, S. W.

Le 12 août 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je suis autorisé par l'*International Relief Bonds Committee*, représentant les Gouvernements de l'Australie, du Danemark, de la République française, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse, à accepter, au nom desdits gouvernements, la proposition signées par vous en date du 8 août 1927, en vue de la consolidation et du remboursement des dettes de secours du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Je dois vous notifier, en outre, le consentement formel du Gouvernement de Sa Majesté, au remboursement intégral au 30 septembre 1927, ou avant cette date, des dettes de secours envers lesdits gouvernements, autres que la Grande-Bretagne, pour le cas où le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes choisirait ce mode de remboursement, conformément à l'article 2 de votre proposition. Le comité serait heureux d'être informé, le plus tôt qu'il sera possible, du mode de remboursement que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a l'intention d'adopter.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) F. W. Leith Ross.

Monsieur le Ministre du Royaume
des Serbes, Croates et Slovènes,
Légation du Royaume
des Serbes, Croates et Slovènes,
195, Queens Gate S. W. 7.

N° 2348.

ESPAGNE ET POLOGNE

Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, avec protocole additionnel. Signés à Madrid, le 3 décembre 1928.

SPAIN AND POLAND

Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration with Additional Protocol. Signed at Madrid, December 3, 1928.

N° 2348. — TRAITÉ DE CONCILIATION, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE ENTRE L'ESPAGNE ET LA POLOGNE. SIGNÉ A MADRID, LE 3 DÉCEMBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 *juin* 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent entre l'Espagne et la Pologne et de résoudre, selon les principes les plus élevés du droit international public, les différends qui pourraient s'élever entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité général d'arbitrage et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence M. Jean PERLOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne, auprès de Sa Majesté catholique, commandeur de l'Ordre de la Renaissance de la Pologne, Grand'Croix des Ordres pontificaux de Saint-Grégoire-le-Grand et de Saint-Sylvestre, etc. ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, MARQUIS DE ESTELLA, président de son Conseil des Ministres, Grand d'Espagne, lieutenant général des Armées, décoré de la Grand'Croix, laurée, de l'Ordre royal et militaire de Saint-Ferdinand, chevalier Grand'Croix des Ordres de Saint-Herménégilde, du Mérite militaire et du Mérite naval, Son Gentilhomme de la Chambre en exercice et service, etc. ;

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre l'Espagne et la Pologne et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 1er mars 1930.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2348. — TREATY [2] OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN SPAIN AND POLAND. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 3, 1928.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place June 13, 1930.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of strengthening the ties of friendship existing btween Spain and Poland and of settling, in accordance with the highest principles of public international law, any disputes that may arise between the two countries, have resolved to conclude a general Arbitration Treaty for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

His Excellency M. Jean PERLOWSKI, Polish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Catholic Majesty, Commander of the Order of the Renaissance of Poland, Grand Cross of the Pontifical Orders of Saint Gregory the Great and of Saint Sylvester, etc. ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, MARQUIS DE ESTELLA, President of His Council of Ministers, Grandee of Spain, Lieutenant-General of the Armies, decorated with the Grand Cross, with laurels, of the Royal and Military Order of Saint Ferdinand, Knight Grand Cross of the Orders of Saint Hermenegild, of Military Merit and of Naval Merit, His Gentleman of the Chamber, etc. ;

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake to settle by pacific means and in accordance with the methods laid down in the present Treaty, all disputes or conflicts of any nature whatsœver which may arise between Spain and Poland, and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

[2] The exchange of ratifications took place at Warsaw, March 1, 1930.

PREMIÈRE PARTIE

LITIGES.

Article 2.

1. Tous les litiges entre les Hautes Parties contractantes, de quelque nature qu'ils soient, au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires dans un délai raisonnable, seront soumis pour jugement à la Cour permanente d'Arbitrage de la Haye.

2. Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est ou sera prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux, cette Partie pourra s'opposer à ce qu'elle soit soumise à la procédure prévue par le présent traité avant qu'un jugement passé en force de chose jugée, ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 4.

Avant d'être soumis à la procédure arbitrale prescrite à l'article 2 du présent traité, le différend pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis à fin de conciliation à une commission internationale permanente, dite commission permanente de conciliation, constituée conformément aux dispositions du présent traité.

Article 5.

1. La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; les Parties se réservent toutefois la faculté de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du président à un autre des membres de la commission désignés en commun.

3. Un membre, dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

4. En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

5. Dans le cas où l'un des membres de la Commission de conciliation, désignés en commun par les Parties contractantes, serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la

PART I.

DISPUTES.

Article 2.

1. All disputes of every kind between the High Contracting Parties with regard to which the Parties are in conflict as to their respective rights, and which it may not have been possible to settle amicably in a reasonable time by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision to the Permanent Court of Arbitration at The Hague.

2. Disputes for the settlement of which a special procedure is or may hereafter be laid down in other conventions in force between the Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts, such Party may oppose the submission of the dispute to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent national judicial authority.

Article 4.

Before being submitted to the arbitration procedure provided for in Article 2 of the present Treaty, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international commission, styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the provisions of the present Treaty.

Article 5.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members. The Contracting Parties shall each appoint a commissioner of its own choosing and shall appoint, by agreement, the other three commissioners and, from among the latter, the President of the Commission. These three commissioners may not be nationals of the Contracting Parties, nor may they have their domicile in the territory or be employed in the service of the Contracting Parties. They must all three be of different nationality.

2. The commissioners shall be appointed for three years. If on the expiry of the term of office of a member of the Commission no arrangement has been made for his replacement, his term of office shall be deemed to have been renewed for a period of three years. Nevertheless, the Parties reserve the right, on the expiry of the term of three years, to transfer the functions of President to another of the members of the Commission appointed by agreement.

3. Any member whose term of office expires while proceedings are still in progress shall continue to take part in the examination of the dispute until the close of such proceedings, even if his successor has been appointed.

4. A vacancy occuring as the result of the death or retirement of a member of the Conciliation Commission shall be filled for the remainder of the term of office of such member, if possible within the following three months, and in any case as soon as a dispute is submitted to the Commission.

5. Should one of the members of the Conciliation Commission jointly designated by the Contracting Parties be temporarily unable to take part in the work of the Commission owing to

commission par suite de maladie ou toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siégera temporairement à sa place.

6. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 6 du présent traité.

Article 6.

1. La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les dix mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

2. Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois, à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une Puissance tierce, désignée de commun accord par les Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner ; le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 7.

1. La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Article 8.

1. Dans le délai de quinze jours à partir de la date où la commission aura été saisie du différend, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent, désigné par elle, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie ; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

2. Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission.

Article 9.

1. La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après l'examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et, s'il y a lieu, les conditions de cet arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois, à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

illness or any other circumstance, the Parties shall appoint a substitute by agreement to take his place for the time being.

6. If such appointment has not been made within three months from the date on which the seat became temporarily vacant, the procedure laid down in Artcle 6 of the present Treaty shall be followed.

Article 6.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within ten months from the exchange of ratifications of the present Treaty.

2. If the nomination of the members to be appointed jointly should not have taken place within the said period, or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, such nomination shall be entrusted to a third Power designated by the Parties by common agreement. Should no agreement be reached on this subject, each Party shall designate a different Power, and the nominations shall be made jointly by the Powers thus designated. If, within two months, these two Powers have not found it possible to agree, they shall each submit as many candidates as there are members to be appointed. The choice of the candidates thus submitted shall be determined by lot.

Article 7.

1. The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement.

2. The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

Article 8.

1. Within fifteen days from the date on which the dispute shall have been brought before the Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace the permanent member whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter. The Party desiring to make use of this right shall immedittely inform the other Party. The latter shall be entitled to make use of the same right within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

2. Each of the Parties reserves the right to appoint immediately a substitute to replace for the time being the permanent member appointed by it if he is temporarily prevented by illness or any other circumstance from taking part in the Commission's work.

Article 9.

1. The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if necessary, the terms of that agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

3. The proceedings of the Commission must, unless the Parties agree otherwise, be terminated within six months from the day on which the Commission was notified of the dispute.

4. Si les Parties n'ont pu être conciliées, la commission pourra, à moins que les deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y opposent, ordonner avant même que la Cour permanente d'arbitrage saisie du différend ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la commission.

Article 10.

1. A moins de stipulation spéciale contraire, la commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire.

2. En matière d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquêtes) de la Convention[1] de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties au lieu désigné par son président qui évitera toutefois de désigner une localité située sur les territoires des Hautes Parties contractantes.

Article 12.

Les travaux de la commission permanente de conciliation ne sont publiés qu'en vertu d'une décision prise à l'unanimité par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

1. Les Parties seront représentées auprès de la commission permanente de conciliation par des agents ayant pour mission de servir d'intermédiaire entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet, et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

2. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leurs gouvernements.

Article 14.

Sauf dispositions contraires du présent traité les décisions de la commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix, chaque membre disposant d'une voix.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leurs législations à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, Troisième série, tome III, page 360.

4. If a settlement has not been effected between the Parties, the Commission may, unless the two commissioners freely appointed by the Parties oppose this procedure, order the publication of a report containing the opinion of each of the members of the Commission, even if the dispute has been brought before the Permanent Court of Arbitration and that Court has not yet given a final decision.

Article 10.

1. Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard.

2. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention[1] of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement between the Parties to the contrary, at a place selected by its President, who will, however, not select a place situated in the territories of the High Contracting Parties.

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a unanimous decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

1. The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission. They may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

2. The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Governments.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority, each member having one vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

[1] *British and Foreign State Papers.* Vol. 100, page 298.

Article 16.

1. Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes.

2. Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

Article 17.

1. A défaut d'un arrangement portant le litige devant la commission permanente de conciliation et, dans le cas d'un semblable arrangement, à défaut de conciliation devant la commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise à la Cour permanente d'arbitrage, suivant les stipulations de l'article 2 du présent traité.

2. Dans ce cas, comme dans celui où il n'y aurait pas eu recours préalable à la Commission permanente de conciliation, les Parties établiront de commun accord le compromis déférant le litige devant la Cour permanente d'arbitrage et désignant des arbitres. Le compromis déterminera nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues au Tribunal arbitral, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre les Parties. Il sera établi par un accord séparé, soumis à la ratification des deux gouvernements.

3. Le tribunal arbitral, chargé de statuer sur le différend, aura compétence pour interpréter les termes du compromis.

4. Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Partie, aura été saisie par l'autre de la demande d'arbitrage, les parties constitueront un tribunal spécial qui de plein droit établira les clauses du compromis.

Le tribunal spécial sera constitué de la manière suivante :

Chaque partie nommera deux arbitres dont l'un devra être pris sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage et choisie à l'exclusion de ses propres nationaux et de ceux qui ont été désignés par elle comme membres de ladite cour. Les arbitres ainsi désignés choisiront ensemble le président du tribunal. En cas de partage des voix le président de la Confédération suisse sera prié de procéder à la désignation nécessaire.

5. La procédure applicable sera celle prévue par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

PARTIE II

Conflits.

Article 18.

1. Toutes questions sur lesquelles les Hautes parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires et dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement arbitral, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité, et pour lesquelles une autre procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation.

2. A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Article 16.

1. During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the Contracting Parties.

2. Each Party shall pay its own expenses and shall pay half the joint expenses of the Commission, the emoluments provided for in paragraph 1 being included in these joint expenses.

Article 17.

1. Failing agreement to bring the dispute before the permanent Conciliation Commission and, should such an agreement be arrived at, in the event of no amicable settlement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration in accordance with the provisions of Article 2 of the present Treaty.

2. In the above-mentioned case, and also if there has been no previous recourse to the Permanent Conciliation Commission, the Parties shall jointly draw up the special agreement for submitting the dispute to the Permanent Court of Arbitration and appointing arbitrators. The special agreement shall clearly specify the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the arbitral tribunal and all other conditions decided upon between the Parties. It shall be constituted by a separate agreement submitted for the ratification of the two Governments.

3. The arbitral tribunal which is requested to give a decision on the dispute shall have power to interpret the terms of the special agreement.

4. If the special agreement has not been drawn up within three months from the day on which either Party shall have received from the other a request for arbitration, the Parties shall set up a special tribunal which shall, of full right, draw up the clauses of the special agreement.

The special tribunal shall be constituted as follows :

Each Party shall appoint two arbitrators one of whom must be taken from the list of members of the Permanent Court of Arbitration and chosen to the exclusion of its own nationals and of those who have been designated by that Party as members of the said Court. The arbitrators thus designated shall jointly choose the President of the tribunal. In the event of equality of voting, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make the necessary appointment.

5. The procedure applicable shall be that laid down in the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

PART II.

CONFLICTS.

Article 18.

1. All questions on which the High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by the normal methods of diplomacy and the settlement of which cannot be sought by an arbitral decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which another procedure has not already been laid down in a treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission.

2. Failing agreement between the Parties on the request to be made to the Commission, either Party shall be entitled to submit the question direct to the said Commission on the expiry of one month's notice.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à la Partie adverse.

4. La procédure prévue par les articles 7, alinéa 2, et 8 à 16 du présent traité, sera applicable.

Article 19.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le conflit sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral, qui, à défaut d'autre accord entre les Parties, sera composé de cinq membres désignés pour chaque cas particulier, suivant la méthode prévue aux articles 5 et 6 du présent traité, en ce qui concerne la Commission de conciliation. La sentence prononcée par ce tribunal arbitral sera obligatoire pour les Parties qui doivent l'exécuter de bonne foi.

Article 20.

1. Lorsqu'il y aura lieu à arbitrage entre elles, les Parties contractantes s'engagent à conclure, dans un délai de six mois à compter du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre la demande d'arbitrage, un compromis spécial concernant l'objet du conflit, ainsi que les modalités de la procédure.

2. Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai prévu, l'une ou l'autre des Parties aura le droit de saisir le tribunal arbitral, constitué en conformité de l'article 19, par voie de simple requête. Dans ce cas, le tribunal arbitral réglera lui-même la procédure à suivre.

PARTIE III

Dispositions générales.

Article 21.

Si le tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes, y compris les tribunaux d'administration, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit interne de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il sera accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 22.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation ou sur l'exécution de la sentence arbitrale.

Article 23.

Les contestations, qui surgiraient au sujet de l'interprétation du présent traité seront, sauf accord contraire, soumises à la Cour permanente de Justice internationale.

3. Should the request be preferred by one Party only, that Party shall notify such request forthwith to the other Party.

4. The procedure laid down in Article 7, paragraph 2, and Articles 8 to 16 of the present Treaty shall be applicable.

Article 19.

If the Parties cannot be brought to an agreement, the conflict shall, at the request of either Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal which, in the absence of any other agreement between the Parties, shall be composed of five members appointed for each particular case, in accordance with the method laid down in Articles 5 and 6 of the present Treaty for the Conciliation Commission. The award given by this arbitral tribunal shall be binding upon the Parties, who shall execute it in good faith.

Article 20.

1. Should recourse be had to arbitration between the Contracting Parties, the latter undertake to conclude, within a period of six months from the date on which one of the Parties shall have addressed to the other a request for arbitration, a special agreement concerning the subject of the conflict and the methods of procedure.

2. If this agreement cannot be concluded within the time stipulated, either of the Parties may bring the matter, by a simple application, before the arbitral tribunal constituted in accordance with Article 19. In this case the arbitral tribunal shall itself lay down the procedure to be followed.

PART III.

General Provisions.

Article 21.

Should the arbitral tribunal find that a decision of a court of law or of any other authority of either of the Contracting Parties, including administrative courts, is wholly or in part contrary to international law, and if the municipal law of that Party does not permit, or only partially permits, the consequences of the decision in question to be annulled by administrative action, the injured Party shall be given equitable satisfaction of another kind.

Article 22.

During the course of the conciliation procedure or the arbitration procedure, the Contracting Parties shall refrain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Permanent Conciliation Commission or the execution of the arbitral award.

Article 23.

Any disputes arising as to the interpretation of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 24.

1. Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie dans le plus bref délai possible.

2. Le présent traité entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des ratifications et aura une durée de trois ans à partir de cette date. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré renouvelé pour une période égale et ainsi de suite.

3. Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque, en vertu et par application de ce traité, se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation ou devant un tribunal arbitral, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement conformément aux stipulations du présent traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 3 décembre 1928.

(Signé) J. PERŁOWSKI. *(Signé)* ESTELLA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Aucune contestation n'existant actuellement entre les deux Etats, les Parties contractantes, en signant le présent traité, n'ont fait aucune déclaration concernant l'application rétroaactive du traité, puisque cette question ne se pose pas.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Madrid, en double exemplaire, le 3 décembre 1928.

(L. S.) *(Signé)* J. PERŁOWSKI. *(L. S.)* *(Signé)* ESTELLA.

Article 24.

1. The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

2. The present Treaty shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the ratifications and shall be valid for a period of three years as from that date. Unless it is denounced six months before the expiration of that period, it shall be deemed to be renewed for further successive periods of three years.

3. If, at the time of the expiration of the present Treaty, any proceedings in virtue of this Treaty and in application thereof are pending before the Permanent Conciliation Commission or before an arbitral tribunal, such proceedings shall be continued until completed, in accordance with the provisions of the resent Treaty.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Madrid in duplicate on December 3, 1928.

(Signed) J. PERLOWSKI. *(Signed)* ESTELLA.

ADDITIONAL PROTOCOL.

As there is at present no dispute between the two States, the Contracting Parties, on signing the present Treaty, have made no declaration concerning the retrospective application of the Treaty, since that question does not arise.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Madrid in duplicate on the third day of December, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) *(Signed)* J. PERLOWSKI. *(L. S.)* *(Signed)* ESTELLA.

N° 7B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTHIOPIE

Traité d'arbitrage. Signé à Addis-Ababa, le 26 janvier 1929.

UNITED STATES OF AMERICA AND ETHIOPIA

Treaty of Arbitration. Signed at Addis-Ababa, January 26, 1929.

No. 7B. — TREATY[1] OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ETHIOPIA. SIGNED AT ADDIS-ABABA, JANUARY 26, 1929.

Textes officiels anglais et amharique[2] transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 31 octobre 1929. Les Etats-Unis d'Amérique n'étant pas Membre de la Société des Nations ne font pas enregistrer ce traité par le Secrétariat[3].

English and Amharic official texts[2] transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 31, 1929. As the United States of America is not a Member of the League, it does not register this Treaty with the Secretariat[3].

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY, KING TAFARI, HEIR APPARENT TO THE THRONE AND REGENT PLENIPOTENTIARY OF THE EMPIRE OF ETHIOPIA, on behalf OF HER IMPERIAL MAJESTY, ZEODITU, EMPRESS OF ETHIOPIA, and of himself,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations now happily existing between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable contraversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have designated as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Addison E. SOUTHARD, Minister Resident and Consul General of the United States of America in Ethiopia ;

HIS MAJESTY, KING TAFARI, HEIR APPARENT TO THE THRONE AND REGENT PLENIPOTENTIARY OF THE EMPIRE OF ETHIOPIA, on behalf of HER IMPERIAL MAJESTY, ZEODITU, EMPRESS OF ETHIOPIA, and of himself ;

Who, having communicated to one another their full powers found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Addis-Ababa, le 5 août 1929.

[2] Textes reproduits d'après le *Recueil des Traités des Etats-Unis d'Amérique*, N° 799.

[3] Voir note adressée par le Secrétaire général, le 3 février 1926 (C. L. 7, 1926. V.), vol. XLVIII, page 444, de ce recueil, aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920, sur l'enregistrement et la publication des traités. (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

[1] The exchange of ratifications took place at Addis-Ababa, August 5, 1929.

[2] The texts are reprinted from the *United States Treaty Series*, No. 799.

[3] See note addressed by the Secretary-General, on February 3, 1926, (C.L.7.1926.V.), Vol. XLVIII, page 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties (Vol. I, page 8, of this Series).

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention [1] of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide, if necessary, for the organization of such tribunal, shall define its powers, shall state the question or questions at issue, and shall settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and on the part of Ethiopia in accordance with its constitutional law.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

(a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties,

(b) Involves the interests of third Parties,

(c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine,

(d) Depends upon or involves the observance of the obligations of Ethiopia in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof and by His Majesty, King Tafari, Heir Apparent to the Throne and Regent Plenipotentiary of the Empire of Ethiopia, on behalf of Her Imperial Majesty, Zeoditu, Empress of Ethiopia, and of himself, in accordance with Ethiopian constitutional law.

The ratifications shall be exchanged at Addis Ababa as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English and Amharic languages, and hereunto affix their seals.

Done in duplicate at Addis-Ababa on the twenty-sixth day of January, in the year of our Lord nineteen hundred and twenty-nine.

(Seal). Addison E. SOUTHARD.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

No. 7B.

Texte amharique. — Amharic Text[1].

የሽምግልና፡ ዳኝነት፡ ውል፡፡

ያሚሪካ፡ ዩናይትድ፡ እስቴትስ፡ ፕሬዚዲንትና፡
ግርማዊ፡ ንጉሥ፡ ተፈሪ፡ የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ አልጋ፡
ወራሽና፡ ባለሙሉ፡ ሥልጣን፡ እንደራሴ፡ በግርማዊት፡
ንግሥተ፡ ነገሥታት፡ ዘኢትዮጵያ፡ ዘውዲቲና፡ በራሳ
ቸው፡ ስም፡ ሆነው፡፡

አሁን፡ በሁለቱ፡ ሕዝቦች፡ መካከል፡ በደህንነት፡ ያ
ለውን፡ የሰላም፡ ሁነታ፡ የሚያሰናክል፡ ማናቸውንም፡
ነገር፡ የሚቻላቸውን፡ ያህል፡ ለመከልከል፡ ስለፈቀዱ፡፡

[1] Ce texte a été reproduit au moyen de clichés gracieusement offerts au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

[1] This text was reproduced by means of plates which were kindly presented to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America.

በመንግሥታቸው፡የሚነሡትን፡ለመዳኘት፡የሚ
ችሉትን፡ክርክር፡ሁሉ፡ወደሚያደባ፡ፍርድ፡የሚያደ
ርስ፡እንዲህድ፡መለንታቸውን፡ማስረገጥ፡
ስለ፡ፈለጉ።

የግዛ፡ከራቸውን፡ምሳሌ፡እንደርገው፡በመ
ንግሥታቸው፡ያለው፡ሁኔታ፡ዘመቻ፡ያገር፡መንግሥት፡
እንሔድ፡መሠረያ፡እንደያሆን፡መፍረዳቸውን፡ለማሳየት፡
ከለ፡ተማማሪ፡ዛቻ፡ባይሆን፡ያለም፡መንግሥታት፡መካከል፡
የሚነሡትን፡ክርክሮች፡በሰላም፡ለመገንገል፡ያሉትን፡የመ
ንግሥታት፡እደራረግ፡በማሻሻል፡ፍጻሜ፡በማናቸውም፡
ባለም፡መንግሥታት፡መካከል፡ምናልባት፡የዘመቻ፡ነገር፡
ዘላለም፡እንዲቀር፡ጊዜውን፡ለማስቸኰል፡ስላ፡ፍሬ፡ፉ።

የኸምግልና፡ዳኝነት፡ውል፡ለመጨረስ፡ቁርጥ፡እ
ድርገዋል።ለዚሁም፡በየራሳቸው፡ባለሙሉ፡ሥልጣን፡የሆኑ፡
እንደራሴዎች፡ቆመዋል።

ሚስተር፡ አዲስን፡ ኢ፡ ሳውትርድ፡ ያሜሪካ፡ ዩና
ይትድ፡ እስቴትስ፡ ዋና፡ ቆንሱልና፡ ሚኒስትር፡ በኢትዮጵያ፡
ባሜሪካ፡ ዩናይቶድ፡ እስቴቶስ፡ ፕሬዚዳንት፡ በኩል፡ ሆነው፡

የ ኢ ት ዮ ጵ ያ፡ መንግሥት፡ አልጋ፡ ወ ራ ሽ ና፡ ባለ
ሙ ሉ፡ ሥ ል ጣ ን፡ እንደራሴ፡ ግርማዊ፡ ንጉሥ፡ ተፈሪ፡
በ ኢ ት ዮ ጵ ያ፡ መንግሥት፡ ግርማዊት፡ ንግሥት፡ ነገሥታ
ትና፡ በራሳቸው፡ ስም፡ ሆነው፡

እ ር ስ በ ር ሳ ቸ ው፡ ሙ ሉ፡ ሥ ል ጣ ና ቸ ው ን፡ አ ስ ታ ው ቀ ው፡ እ ን
ደ ሚ ገ ባ ና፡ ት ክ ክ ል፡ እ ን ደ ሆ ነ፡ አ ግ ኝ ተ ው፡ ቀ ኖ ሉ፡ ባ ሉ ት፡ ክ ፍ ሉ ቻ፡
ላ ይ፡ ተ ስ ማ ም ተ ው፡ ለ መ ፈ ረ ም ና፡ ለ ማ ጽ ና ት፡ ፈ ት ደ ዋ ል፡፡

ክ ፍ ል፡ ፩፡

አ ን ዱ፡ ወ ገ ን፡ ካ ን ዱ፡ ላ ይ፡ በ ው ል ም፡ በ ሌ ላ ም፡
አ ን ድ፡ የ ሚ ገ ባ ው ን፡ ሥ ር ዓ ት፡ በ መ ፈ ለ ግ፡ ም ክ ን ያ ት፡ ሃ
ላ ላ ቶ ቻ፡ ተ ዋ ዋ ዮ ቻ፡ ወ ገ ኖ ቻ ን፡ የ ሚ ነ ኩ፡ በ መ ን ግ ሥ ታ ት፡
ነ ገ ር፡ የ ተ ነ ሱ ት ን፡ ክ ር ክ ሮ ቻ፡ ሁ ሉ፡ በ ዲ ፕ ሉ ማ ሲ፡ ለ ማ ስ
ተ ካ ከ ል፡ ያ ል ተ ቻ ለ፡ አ ን ደ ሆ ን፡ ደ ግ ሞ፡ ለ ሚ
መ ቸ ው፡ ለ ዕ ር ቶ፡ ኮ ሚ ሲ ዮ ን፡ በ ማ ቅ ረ ብ፡ ያ ል

ተካከለ፡ እንደሆነ፡ ይግባኝ፡ ሥርዓቱን፡ መሠረት፡
እዮርገው፡ ካይን፡ ለመቀበል፡ በመመቸቱ፡ ወዲ፡
ፍርድ፡ የሚደርሱ፡ ዓይነት፡ የሆኑ፡ እንደሆነ፡ በፈረ
ንጆች፡ ባ፲፱፻፳፡ ሣቅምት፡ ፲፫፡ ቀን፡ በሆነ፡ ከተማ፡
ስምምነት፡ በቆመው፡ በነዋሪ፡ የኸምግልና፡ ዳኘነት፡
ሸንጎ፡ ፊት፡ ወይም፡ ወዲ፡ ሌላ፡ አዋቂ፡ ኞሎት፡ ይቀርባሉ።
ይኸውም፡ በመናቸውም፡ ፊት፡ ቢሆን፡ በልዩ፡ ስምምነት፡
ይወሰናል። ይህ፡ ልዩ፡ ስምምነት፡ እንደሚያስፈልግ፡
ለዚሁ፡ ኞሎት፡ ሥራ፡ መዝገቢት፡ ያስባል።
ሥልጣኖቹን፡ ይወስናል፡ የነገሩንም፡
ወይም፡ የነገሮቹን፡ ጨዋታ፡ ነገር፡ ደግሞ፡
የተቃራዙበትን፡ ወገኖች፡ ይ
ሰባል።

ይህ፡ ልዩ፡ ስምምነት፡ በመናቸውም፡
ፊት፡ ቢሆን፡ ባመሪካ፡ ዩናይትድ፡ እስቴትስ
ወገን፡ በፕሬዚዴንቱ፡ በኩል፡ በዚያው፡ ሃገሩ፡

ሲኔይት፡ ምክርና፡ ፈታዪ፡ ይዲረጋል፡፡ ዲግሞ
በ ኢትዮጵያ፡ በ ኩል፡ እንዲገሩ፡ መንግሥት፡ አኳ
ኋን፡ ሥርዓት፡ ይዲረጋል፡፡

ክፍል፡ ፪፡

በዚሁ፡ ውል፡ የተወሰኑት፡ ክፍሎች፡ ቀኖሎ፡
ያሉትን፡ ነገሮች በሚነካ፡ በማናቸውም፡ ክር
ክር አይነገሩም፡፡

(ሀ) በነዚህ፡ በታላላቆች፡ ተዋዋዮች፡ ወገኖች፡ በ
ገዛ፡ አገራቸው ሥርዓት፡ ውስጥ፡ በሚገባው፡ ነገር፡

(ለ) የሶስተኛ፡ ወገኖች፡ አኳኋን፡ ያለበትን፡ በሚነካ፡ ነገር፡

(ሐ) ባሜሪካ፡ ነገሮች፡ ላይ፡ የተለመዱ፡ የዩናይ
ትዱ፡ እስቴትስ፡ ሰርክ፡ የምንሮ፡ ያክትሪን፡ ቸዝሎ፡
የሚጠራውን፡ አቋቋም፡ በመጠበቅ፡ የሚነካው
ንና፡ የሚጠጋውን፡ ነገር፡፡

(መ) በመንግሥታት፡ መህበር፡ ኪዲኒ፡ የተነሣ፡
የ ኢትዮጵያን፡ ግዴታዎች፡ መጠበቁን፡ የሚነ
ኩና፡ የሚጠጉ፡ ነገሮች፡፡

ክፍል፡ ፫፡

ያሜሪካ፡ዩናይትድ፡ስቴትስ፡ፕሬዚደንት፡ በዚያው፡ባገሩ፡ሴኔይት፡ምክርና፡ፈቃድ፡ደግሞ፡ግ ርማዊ፡ንጉሥ፡ተፈሪ፡የኢትዮጵያ፡መንግሥት፡አልጋ፡ ወራሽና፡ባለሙሉ፡ሥልጣን፡እንደራሴ፡በግርማዊት፡ ንግሥተ፡ነገሥታት፡ዘኢትዮጵያ፡ዘውዲቱና፡በራሳቸው፡ ስም፡ሆነው፡እንደ፡ኢትዮጵያ፡መንግሥት፡አኳ ኋን፡ሥርዓት፡ይህ፡ውል፡ጸንቶ፡እንዲረጋ፡ ያደርጋሉ፡

እነዚህም፡የማጽኛ፡መሠሪያዎች፡እንደተቻ ለው፡ቶሎነት፡አዲስ፡አበባ፡ላይ፡ይተባበላሉ፡፡የማ ጽኛ፡መሠሪያዎች፡በተቀባበሉበት፡ቀን፡ይህ፡ውል፡ ሥራውን፡ለመሥራት፡ኃይል፡ያገኛል፡፡ከታሳሳዎች፡ ተዋዋዮች፡ወገኖች፡አንዱ፡ባንደኛው፡አስቀድሞ፡ ካንዱ፡አመት፡በፊት፡በጽሑፍ፡አስታውቆ፡ካልፈረሰ፡ በተቀር፡ይህ፡ውል፡ለመቸውም፡ጸንቶ፡ይኖራል፡፡

ይህንን፡አምነው፡የሁለቱም፡ወገን፡ባለሙሉ፡ሥልጣን፡
እንደራሴዎች፡ይህንን፡ውል፡በአንግሊዝና፡ባማርኛ፡ቋንቋ፡
በሁለት፡ግልባጭ፡ላይ፡ፈርመው፡ማህተማቸውን፡ያትማሉ።
በሁለት፡ግልባጭ፡አዲስ፡አበባ፡ተዳፈ፡ፕር፡ኑሥራ፡ከምንት፡
ቀን፡አስራ፡ዘጠኝ፡መቶ፡ህያ፡አንድ፡አመተ፡
ምሕረት። ንጉሥ፡ ቀፈሬ፡ ቀሎንን.

(Le sceau)

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 7B. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ÉTHIOPIE. SIGNÉ A ADDIS-ABABA, LE 26 JANVIER 1929.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI TAFARI, HÉRITIER PRÉSOMPTIF DU TRÔNE EN LIGNE DIRECTE, ET RÉGENT PLÉNIPOTENTIAIRE DE L'EMPIRE D'ETHIOPIE, au nom de SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ZEODITOU, IMPÉRATRICE D'ETHIOPIE, et en son propre nom,

Résolus à prévenir, autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption dans les relations pacifiques qui existent heureusement entre les deux nations,

Désireux d'affirmer à nouveau leur adhésion à la politique qui consiste à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles d'un règlement judiciaire qui viendraient à s'élever entre eux,

Soucieux par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre les nations aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les Puissances du monde,

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont désigné à ces fins pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Mr. Addison E. SOUTHARD, ministre résident et consul général des Etats-Unis d'Amérique en Ethiopie ;

Sa MAJESTÉ LE ROI TAFARI, HÉRITIER PRÉSOMPTIF DU TRÔNE EN LIGNE DIRECTE ET RÉGENT PLÉNIPOTENTIAIRE DE L'EMPIRE D'ETHIOPIE, au nom de SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ZEODITOU, IMPÉRATRICE D'ETHIOPIE, et en son propre nom,

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends concernant des affaires internationales, dans lequel les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique, non plus que par renvoi à une commission de conciliation appropriée et qui, en raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité, peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal compétent, ce qui sera décidé, dans chaque cas, par accord spécial.

Cet accord spécial pourvoira à l'organisation dudit tribunal, s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

L'accord spécial sera conclu, dans chaque cas, en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis, et, en ce qui concerne l'Ethiopie, conformément à sa constitution.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

a) Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;

b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;

c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de Doctrine de Monroë ;

d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements de l'Ethiopie en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par le Président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis d'Amérique, et par Sa Majesté le roi Tafari, héritier présomptif du trône en ligne directe et régent plénipotentiaire de l'Empire d'Ethiopie, au nom de Sa Majesté impériale Zeoditou, Impératrice d'Ethiopie, et en son propre nom, conformément à la Constitution éthiopienne.

Les ratifications seront échangées à Addis-Ababa aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera ensuite en vigueur sans limite de durée, aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en double exemplaire en langues anglaise et amharique et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Addis-Ababa, le vingt-six janvier mil neuf cent vingt-neuf.

Addison E. SOUTHARD.

N° 8B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTHIOPIE

Traité de conciliation. Signé à Addis-Ababa, le 26 janvier 1929.

UNITED STATES OF AMERICA AND ETHIOPIA

Treaty of Conciliation. Signed at Addis-Ababa, January 26, 1929.

No. 8[B]. — TREATY [1] OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ETHIOPIA. SIGNED AT ADDIS-ABABA, JANUARY 26, 1929.

Textes officiels anglais et amharique [2] transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 31 octobre 1929. Les Etats-Unis d'Amérique n'étant pas Membre de la Société des Nations, ne font pas enregistrer ce traité par le Secrétariat [3].

English and Amharic official texts [2] transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 31, 1929. As the United States of America is not a Member of the League, it does not register this Treaty with the Secretariat [3].

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY KING TAFARI, HEIR APPARENT TO THE THRONE AND REGENT PLENIPOTENTIARY OF THE EMPIRE OF ETHIOPIA, on behalf of HER IMPERIAL MAJESTY, ZEODITU, EMPRESS OF ETHIOPIA, and of himself, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind them together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Has appointed as his plenipotentiary Mr. Addison E. SOUTHARD, Minister Resident and Consul General of the United States of America in Ethiopia ;

HIS MAJESTY, KING TAFARI, HEIR APPARENT TO THE THRONE AND REGENT, PLENIPOTENTIARY OF THE EMPIRE OF ETHIOPIA, HAS BEEN DESIGNATED PLENIPOTENTIARY TO SIGN AND RATIFY ON BEHALF OF HER IMPERIAL MAJESTY, ZEODITU, EMPRESS OF ETHIOPIA, and of himself.

They, having communicated to one another their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of the United States of America and the Government of Ethiopia of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Addis-Ababa, le 5 août 1929.

[2] Textes reproduits d'après le *Recueil des Traités des Etats-Unis d'Amérique*, N° 800.

[3] Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C.L.7.1926.V.), vol. XLVIII, page 444, de ce recueil, aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920, sur l'enregistrement et la publication des traités. (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

[1] The exchange of ratifications took place at Addis-Ababa, August 5, 1929.

[2] The texts are reprinted from the *United States Treaty Series*, No. 800.

[3] See note addressed by the Secretary-General on February 3, 1926, (C.L.7.1926.V.), Vol. XLVIII, page 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties (Vol. I, page 8, of this Series).

a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a Permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; the High Contracting Parties agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country.

The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission, for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall shorten or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by His Majesty, King Tafari, Heir Apparent to the Throne and Regent, Plenipotentiary of the Empire of Ethiopia, on behalf of Her Imperial Majesty, Zeoditu, Empress of Ethiopia, and of himself, in accordance with Ethiopian constitutional law.

The ratifications shall be exchanged at Addis Ababa as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English and Amharic languages, and hereunto affix their seals.

Done in duplicate at Addis-Ababa on the twenty-sixth day of January, in the year of our Lord nineteen hundred and twenty-nine.

(Seal) Addison E. SOUTHARD.

No 8[B].

TEXTE AMHARIQUE. — AMHARIC TEXT.[1]

የዕርቅ፡ውል

ጀሜሪካ፡ ዩናይትድ፡ ስቴትስ፡ ፕሬዚደንትና
የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ አልጋ፡ ወራሽና፡ ባለሙሉ
ሥልጣን፡ እንደራሴ፡ ግርማዊ፡ ንጉሥ፡ ተፈሪ፡
በግርማዊት፡ ንግሥተ፡ ነገሥታት፡ ዘኢትዮ
ጵያ፡ ዘውዲቱ፡ በራሳቸው፡ ስም፡ ሆነው፡ በ
መካከላቸው፡ ያለውን፡ የዕርቅና፡ የወዳጅነት፡
ማሠሪያ፡ ለማበርታት፡ ዲግሞም፡ የዓለምን፡ ሰላም፡
ህዝብ፡ ወደፊት፡ ለማስቀደም፡ ፈቃዳቸው፡ ስለሆነ፡
ለዚሁም፡ ውል፡ ለመግባት፡ ቁርጥ፡ አድርገዋል።

[1] Ce texte a été reproduit au moyen de clichés gracieusement offerts au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats d'Amérique.

[1] This text was reproduced by means of plates which were kindly presented to the Secretariat by the Department of State of the United States of America.

ካሜሪካ፡ዩናይትድ፡እስቴትስ፡ፕሬዚደንት፡ሚ
ስትር፡አደስን፡ኢ፡ሳውትርድ፡ያሜሪካ፡ዩናይትድ፡
እስቴትስ፡ዋና፡ቆንሱልና፡ምኒስትር፡በኢትዮጵያ፡
ባለሙሉ፡ሥልጣን፡ሆነው፡ተሾመው፡፡

ግርማዊ፡ንጉሥ፡ተፈሪ፡ዮኢትዮጵያ፡መንግሥት
አልጋ፡ወራሽና፡ባለሙሉ፡ሥልጣን፡እንደራሴ፡በግር
ማዊት፡ንግሥተ፡ነገሥታት፡ዘኢ
ትዮጵያ፡ዘውዲቱና፡በራሳቸው፡ስም
ሆነው፡፡

እርስበርሳቸው፡ሙሉ፡ሥልጣናቸውን፡አስታው
ቀው፡እንደሚገባና፡ትክክል፡እንደሆነ፡አግኝተው፡ተኛሉ፡ባሉት፡
ክፍሎች፡ሳይ፡ተስማምተው፡ለመፈረምና፡ለማጽናት፡ፈቅደዋል፡፡

ክፍል፡፩፡

ባሜሪካ፡ዩናይትድ፡እስቴትስ፡መንግሥትና፡በኢ
ትዮጵያ፡መንግሥት፡መካከል፡ማናቸውም፡ክርክር፡
ቢነሣ፡ማናቸውም፡ዓይነት፡ቢሆን፡በተለመደው፡ዲኛ
ሎማቲክ፡መንገድ፡ቢሳናቸው፡ደግሞ፡ታላላቆች፡ተዋዋ
ዮች፡ወገናች፡ነገሩን፡ወደ፡አዋቂ፡ችሎት፡ለፍርድ፡ያላደ
ረሱ፡እንደሆን፡ለምርመራና፡ለማመልከቻ፡ቀንሎ፡

በሚመጣው፡ክፍል፡ውስጥ፡እንደተወሰነው፡ሁነታ፡
ወደ፡ቆመው፡ወደ፡ነዋሪ፡ኢንተርኔሽናል፡ኮሚሽን፡
ሬቶ፡ይቀርባሉ፡፡ታላላቆች፡ተዋዋዮች፡ወገኖች፡በዚሁ፡
በምርመራ፡ጊዜና፡ጊና፡ማመልከቻው፡ሳይቀርብ፡
ዘመቻ፡እንዳያውጁና፡ጦርነቶ፡እንዳይጀምሩ
ተስማምተዋል፡፡

ክፍል፡ ፪፡፡

ይህ፡ኢንተርኔሽናል፡ኮሚሽን፡ባምስቶ፡ማህበረ
ተኞች፡ይሆናል፡፡እነዚህም፡ቀጥሎ፡እንደተዳፈው
ይሾማሉ፡፡እያንዳንዱ፡መንግሥቶ፡ከዚያው፡ከገዛ፡
አገሩ፡አንዳንድ፡ማህበረተኛ፡ይመርጣል፡፡እያንዳንዱ፡
መንግሥቶ፡ካንድ፡ሌላ፡መንግሥቶ፡አንድ፡ማህበረተኛ፡
ይመርጣል፡፡አምስተኛው፡ማህበረተኛ፡በሁለቱ፡መ
ንግሥቶች፡መካከል፡በስምምነቶ፡ይመረጣል፡፡ያሩ፡ገን
ይኸው፡ሰው፡የያንዳንዳቸው፡ዜጋ፡እንዳይሆን፡የታ
ወቀ፡ነው፡፡የዚህኑ፡የኮሚሽኑን፡ከሳራ፡ሁለቱ፡መንግ
ሥቶች፡የጋራ፡ይከፍላሉ፡፡

የዚህን፡ሙሉ፡ማጸኛዎች፡ከተቀባበሉ፡በኋላ፡በስድ ስት፡ወር፡ውስጥ፡ኢንተርኔሽናል፡ኮሚሽኑ፡ይሾማል። ባለተያዙት፡ሹመቶችም፡እንደ፡ፕንቱ፡ሹመት፡አኳ ኋን፡ይሾሙባቸዋል።

ክፍል፡፫።

ታላላቆች፡ተዋዋዮች፡ወገኖች፡በዲፕሎማቲክ፡ መንገድ፡ባንድ፡ክርክር፡ላይ፡ለመስማማት፡ቢሳና ቸው፡ሃይን፡ለመቀበል፡ወደ፡አዋቂ፡ዥሎች፡ያሳደ ሬሱ፡እንዲሆን፡ለመመርመርና፡ለማመልከት፡ወደ፡ኢን ተርኔሽናል፡ኮሚሽን፡በሾሉ፡ይደርሳሉ፡ኢንተ ርኔሽናል፡ኮሚሽኑ፡ግን፡በዓሃሬቶ፡ተስማምቶ፡እ ንዲያው፡በገዛጁ፡ለዚህ፡ሥራ፡አገልግሎቱን፡ማቅረብ፡ ይቻለዋል።በንዲህ፡ያለ፡ጊዜም፡ለሁለቱ፡መንግሥ ቶች፡አስታውቆ፡በምርመራው፡ግንኙነቶ፡ ማገዛቸውን፡ይለምናል።

ታላላቆች፡ ተዋዋዮች፡ ወገኖች፡ ለነዋሪው፡ ኢን
ተርኔሽናል፡ ኮሚሽን፡ ለምርመራውና፡ ለማመል
ከቻው፡ የሚያስፈልጉትን፡ መሣሪያዎችና፡ መቀለሊ
ያዎች፡ ሁሉ፡ ለሚቀረብ፡ ተስማምተዋል።

ታላላቆች፡ ተዋዋዮች፡ ወገኖች፡ እርስበርሳቸው፡
በስምምነት፡ ጊዜውን፡ ካላሰጠሩትና፡ ካላስረዘሙት፡
በተቀር፡ ምርመራው፡ መጀመሩን፡ ኮሚሽኑ፡ በግልጽ፡
በተናገረበት፡ ቀን፡ ባመቱ፡ የኮሚሽኑ፡ ማመልከቻ፡ ይጨ
ረሳል። ማመልከቻው፡ በሶስት፡ ግልባጭ፡ ይሰናዳል።
ለያንዳንዱ፡ መንግሥት፡ አንድ፡ ግልባጭ፡ ይሰጣል።
ሶስተኛውን፡ ኮሚሽኑ፡ ለገዛ፡ መዝገቡ፡ ማኖሪያ፡
ያስቀራል።

ታላላቆች፡ ተዋዋዮች፡ ወገኖች፡ የኮሚሽኑ፡
ማመልከቻ፡ ተቀረበላቸው፡ በኋላ፡ በጥሉ፡ በዋ
ናው፡ ነገር፡ እንደፈቃዳቸው፡ ለመሥራት፡
ሥልጣን፡ ለራሳቸው፡ ይይዛሉ።

ክፍል፡ ፱፡

ያሜሪካ፡ ዩናይትድ፡ እስቴትስ፡ ፕሬዚደንት፡ በዚያው፡ ባገሩ፡ ሴኔይት፡ ምክርና፡ ፈቃድ፡ ደግሞ፡ ግርማዊ፡ ንጉሥ፡ ተፈሪ፡ የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ አልጋ፡ ወራሽና፡ ባለሙሉ፡ ሥልጣን፡ እንደራሴ፡ በግርማዊት፡ ንግሥተ፡ ነገሥታት፡ ዘኢትዮጵያ፡ ዘውዲቱና፡ በራሳቸው፡ ስም፡ ሆነው፡ ሸዋደ፡ ኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ አኳኋን፡ ሥርዓት፡ ይህ፡ ውል፡ ጸንቶ፡ እንዲሩጋ፡ ያደርጋሉ፡፡

እነዚህን፡ የማጽኛ፡ መሣሪያዎች፡ እንደተቻለው፡ በፍጥነት፡ አዲስ፡ አበባ፡ ላይ፡ ይቀባበላሉ፡፡ የማጽኛ፡ መሣሪያዎች፡ በተቀባበሉበት፡ ቀን፡ ይህ፡ ውል፡ ሥራውን፡ ለመሥራት፡ ኃይል፡ ያገኛል፡፡ ከታላላቆች፡ ተዋዋዮች፡ ወገኖች፡ አንዱ፡ ላንደኛው፡ አስቀድሞ፡ ካንድ፡ ዓመት፡ በፊት፡ በጽፈት፡ አስታውቆ፡ ካልጨረሰ፡ በተቀር፡ ይህ፡ ውል፡ ለመቸውም፡ ጸንቶ፡ ይኖራል፡፡

ይህንን፡አምነው፡የሁለቱም፡ወገን፡ባለሙሉ፡ሥልጣን፡እንዲፈራሰዎች፡ይህን፡ውል፡በእንግሊዝና፡ግመርኛ፡ቋንቋ፡በሁለት፡ግልግጭ፡ሳይ፡ፈርመው፡ማህተሚቸውን፡ያትመሉ።

በሁለት፡ግልግጭ፡አዲስ፡አበባ፡ተዳረፌ፡ፕር፡አሠራ፡ስምንት፡ቀን፡አሠራ፡ዘጠኝ፡መቶ፡ህያ፡አንድ፡ዓመት፡ምሕረት።

(Seal.)

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 8[B]. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ÉTHIOPIE. SIGNÉ A ADDIS-ABABA, LE 26 JANVIER 1929.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI TAFARI, HÉRITIER PRÉSOMPTIF DU TRÔNE EN LIGNE DIRECTE ET RÉGENT PLÉNIPOTENTIAIRE DE L'EMPIRE D'ETHIOPIE, au nom de SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ZEODITOU, IMPÉRATRICE D'ETHIOPIE et en son propre nom, désireux de resserrer les liens d'amitié qui les unissent, ainsi que de servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à ces fins :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

A désigné comme plénipotentiaire Mr. Addison E. SOUTHARD, ministre résident et consul général des Etats-Unis d'Amérique en Ethiopie ;

SA MAJESTÉ LE ROI TAFARI, HÉRITIER PRÉSOMPTIF DU TRÔNE EN LIGNE DIRECTE ET RÉGENT PLÉNIPOTENTIAIRE DE L'EMPIRE D'ETHIOPIE, A ÉTÉ DÉSIGNÉ COMME PLÉNIPOTENTIAIRE POUR SIGNER ET RATIFIER LE TRAITÉ, AU NOM DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE ZEODITOU, IMPÉRATRICE D'ETHIOPIE et en son propre nom.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend qui viendrait à s'élever entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Ethiopie, de quelque nature qu'il soit, devra, lorsque les procédés diplomatiques ordinaires auront échoué et que les Hautes Parties contractantes n'auront pas recouru à la décision d'un tribunal compétent, être soumis, pour enquête et rapport, à une commission internationale permanente constituée comme il est prescrit à l'article suivant ; en outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas engager d'hostilités pendant le cours de cette enquête et avant la présentation du rapport.

Article II.

La commission internationale sera composée de cinq membres qui devront être désignés comme suit : un membre sera choisi dans chaque pays par le gouvernement de ce pays, un membre sera choisi par chacun des gouvernements, parmi les ressortissants d'un tiers pays, et le cinquième membre sera choisi, d'un commun accord par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera ressortissant ni de l'un ni de l'autre pays.

Les dépenses de la commission seront réparties par moitié entre les deux gouvernements.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La commission internationale sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, il sera pourvu aux vacances conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique et n'auraient pas eu recours à la décision d'un tribunal compétent, elles devront immédiatement soumettre ce différend à la commission internationale, pour enquête et rapport. Toutefois, la commission internationale aura la faculté, en vertu d'une décision unanime, d'offrir spontanément ses services à cet effet ; dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à l'aider dans son enquête.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à donner à la commission internationale permanente tous les moyens et toutes les facilités qui lui seront nécessaires pour mener son enquête et pour établir son rapport.

Le rapport de la commission devra être terminé dans l'année qui suivra la date à laquelle elle aura déclaré son enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes n'abrègent ou ne prolongent ce délai d'un commun accord. Le rapport sera établi en triple expédition ; une copie sera remise à chaque gouvernement et la troisième sera conservée par la commission dans ses archives.

Les Hautes Parties contractantes se réservent pleine liberté d'action quant à l'objet du différend, après la présentation du rapport de la commission.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis d'Amérique et par Sa Majesté le Roi Tafari, héritier présomptif du trône en ligne directe et régent plénipotentiaire de l'Empire d'Ethiopie, au nom de Sa Majesté impériale Zeoditou, Impératrice d'Ethiopie, et en son propre nom, conformément à la constitution éthiopienne.

Les ratifications seront échangées à Addis-Ababa aussitôt que faire se pourra, et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans interruption, aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an notifié par écrit par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double exemplaire rédigé en langues anglaise et amharique et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Addis-Ababa, le vingt-six janvier mil neuf cent vingt-neuf.

(sceau) Addison E. SOUTHARD.

N° 9B.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MEXIQUE

Convention prorogeant à nouveau la durée de la Commission générale de réclamations prévue par la Convention du 8 septembre 1923. Signée à Mexico, le 2 septembre 1929.

UNITED STATES OF AMERICA AND MEXICO

Convention further extending the Duration of the General Claims Commission provided for in the Convention of September 8, 1923. Signed at Mexico, September 2, 1929.

No. 9B. — CONVENTION [1] BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND MEXICO FURTHER EXTENDING THE DURATION OF THE GENERAL CLAIMS COMMISSION PROVIDED FOR IN THE CONVENTION OF SEPTEMBER 8, 1923. SIGNED AT MEXICO, SEPTEMBER 2, 1929.

Textes officiels anglais et espagnol [2] transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 27 novembre 1929. Les Etats-Unis n'étant pas Membre de la Société des Nations, ne font pas enregistrer cette convention par le Secrétariat [3].

Whereas a convention was signed on September 8, 1923, between the United States of America and the United Mexican States for the settlement and amicable adjustement of certain claims therein defined ; and

Whereas under Article VI of said Convention the Commission constituted pursuant thereto is bound to hear, examine and decide within three years from the date of its first meeting all the

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico, le 10 octobre 1929.

[2] Texte reproduit d'après le *Recueil des Traités des Etats-Unis*, N° 801.

[3] Voir note adressée par le Secrétaire général le 3 février 1926 (C. L. 7, 1926. V), vol. XLVIII, p. 444, de ce recueil, aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats ayant reçu le mémorandum du 19 mai 1920 sur l'enregistrement et la publication des traités (Voir vol. I, page 8, de ce recueil.)

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 9B. — CONVENCION [1] ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS PRORROGANDO NUEVAMENTE LA DURACIÓN DE LA COMISIÓN GENERAL DE RECLAMACIONES PREVISTA EN EL CONVENIO DE 8 DE SEPTIEMBRE, 1923. FIRMADA EN MEXICO EL 2 DE SEPTIEMBRE DE 1929.

English and Spanish official texts [2] transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 27, 1929. As the United States of America is not a Member of the League of Nations it does not register this Convention with the Secretariat [3].

Considerando que el 8 de septiembre de 1923 se firmó una convención entre los Estados Unidos de Norte América y los Estados Unidos Mexicanos para el arreglo y ajuste amistoso de las reclamaciones que en ella se definen ; y

Considerando que según el Artículo VI de dicha convención la Comisión que según aquélla se constituyó está obligada a oir, examinar y decidir dentro de los tres años después de la

[1] The exchange of ratifications took place at Mexico, October 10, 1929.

[2] The text is reprinted from the *United States Treaty Series*, No. 801.

[3] See note adressed by the Secretary-General on February 3, 1926, (C. L. 7, 1926. V.), Vol. XLVIII, p. 444, of this Series, to the Members of the League and States having received the Memorandum of May 19, 1920, on the registration and publication of treaties (Vol. I, page 8, of this Series).

claims filed with it, except as provided in Article VII ; and

Whereas by a convention concluded between the two Governments on August 16, 1927, the time for hearing, examining and deciding the said claims was extended for a period of two years and

Whereas it now appears that the said Commission cannot hear, examine and decide such claims within the time limit thus fixed ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRESIDENT OF THE UNITED MEXCIAN STATES are desirous that the time thus fixed for the duration of the said Commission should be further extended, and to this end, have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Herschel V. JOHNSON, chargé d'affaires *ad interim* of the United States of America in Mexico ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED MEXICAN STATES :

Señor Genaro ESTRADA, Under Secretary of State in charge of Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The High Contrating Parties agree that the term assigned by Article VI of the convention of September 8, 1923, as extended by Article I of the convention concluded between the two Governments on August 16, 1927, for the hearing, examination and decision of claims for loss or damage accruing prior to September 8, 1923, shall be and the same hereby is further extended for a time not exceeding two years from August 30, 1929, the day when, pursuant to the provisions of the said Article I of the convention concluded between the two Governments on August 16, 1927, the functions of the said Commission would terminate in respect of such claims ; and that during such extended term the Commission shall also be bound to

fecha de su primera junta todas las reclamaciones presentadas ante ella, excepto lo que previene el Artículo VII ; y

Considerando que el dia 16 de agosto de 1927 se concluyó una convención entre ambos Gobiernos extendiendo por un periodo de dos años el plazo para oir, examinar y decidir dichas reclamaciones ; y

Considerando que ahora resulta que dicha Comisión no puede oir, examinar y decidir tales reclamaciones dentro de ese plazo ;

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE-AMÉRICA y EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, deseando que se prorrogue nuevamente el plazo así fijado para la duración de dicha Comisión, han nombrado como a sus Plenipotenciarios respectivos ;

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTE AMÉRICA :

Al Señor Herschel V. JOHNSON, Chargé d'Affaires ad-intérim de los Estados Unidos de Norte América en México ; y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

Al Señor Genaro ESTRADA, Sub-secretario de Relaciones Exteriores, Encargado del Despacho ;

Quienes, después de haberse comunicado mutuamente sus Plenos Poderes respectivos, hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los siguientes Artículos :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes convienen en que el plazo designado por el Artículo VI de la convención del 8 de septiembre de 1923, según quedó extendido por el Artículo I de la convención concluída entre los dos Gobiernos el 16 de agosto de 1927, para la audiencia, examen y decisión de reclamaciones por pérdida o daños acaecidos antes del 8 de septiembre de 1923, se prorrogue, y por la presente nuevamente se prorroga, durante un plazo que no exceda de dos años, contados desde el 30 de agosto de 1929, día en que, según las disposiciones de dicho Artículo I de la convención concluída entre los dos Gobiernos el 16 de agosto de 1927, terminarían las funciones de tal Comisión, por lo que toca a esas reclamaciones ; y que durante

hear, examine and decide all claims for loss or damage accruing between September 8, 1923, and August 30, 1927, inclusive, and filed with the Commission not later than August 20, 1927.

It is agreed that nothing contained in this Article shall in any wise alter or extend the time originally fixed in the said convention of September 8, 1923, for the presentation of claims to the Commission, or confer upon the Commission, any jurisdiction over any claim for loss or damage accruing subsequent to August 30, 1927.

Article II.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in the City of Mexico as soon as possible.

In witness whereof the above mentioned Plenipotentiaries have signed the same and affixed their respective seals.

Done in duplicate in the City of Mexico in the English and Spanish languages, this second day of September in the year one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal) Herschel V. JOHNSON.
(Seal) G. ESTRADA.

el término de esta prórroga, la Comisión continuará obligada a oir, examinar y decidir cualesquiera reclamaciones por pérdida o daños acaecidos entre el 8 de septiembre de 1923 y el 30 de agosto de 1927, inclusive, siempre que hayan sido presentadas a la Comisión en fecha no posterior al 30 de agosto de 1927.

Se conviene, además, en que nada de lo contenido en este Articulo altera o prorroga en modo alguno, el plazo fijado originariamente en dicha Convención del 8 de septiembre de 1923 para la presentación de reclamaciones a la Comisión, ni confiere a ésta jurisdicción alguna sobre reclamaciones por pérdida o daños ocurridos con posterioridad al 30 de agosto de 1927.

Artículo II.

Esta Convención se ratificará en cuanto sea posible, canjeándose las ratificaciones en la ciudad de México.

En testimonio de lo cual, los supradichos Plenipotenciarios la han firmado, fijando en ella sus sellos respectivos.

Hecha por duplicado, en inglés y en castellano en la ciudad de México el dia dos de septiembre del año de mil novecientos veintinueve.

Herschel V. JOHNSON.
G. ESTRADA.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 9B. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE MEXIQUE, PROROGEANT A NOUVEAU LA DURÉE DE LA COMMISSION GÉNÉRALE DE RÉCLAMATIONS, PRÉVUE PAR LA CONVENTION DU 8 SEPTEMBRE 1923. SIGNÉE A MEXICO, LE 2 SEPTEMBRE 1929.

Attendu qu'une Convention a été signée le 8 septembre 1923 entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique en vue du règlement et de la liquidation amiables de certaines réclamations définies dans cette convention ;

Attendu, selon l'article VI de ladite convention, la commission constituée en vertu de cet article est tenue d'entendre, d'examiner et de régler, dans un délai de trois ans, à partir de la date de sa première réunion, toutes les réclamations qui lui sont soumises, sauf les cas prévus à l'article VII ;

Attendu qu'aux termes d'une Convention conclue entre les deux gouvernements le 16 août 1927, le délai imparti à la commission pour entendre, examiner et régler lesdites réclamations a été prolongé de deux ans ;

Attendu qu'il apparaît maintenant que ladite commission ne pourra entendre, examiner et régler lesdites réclamations dans le délai ainsi fixé,

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, désireux de prolonger de nouveau la période ainsi fixée pour la durée de ladite commission ont désigné à ces fins, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Herschel V. JOHNSON, chargé d'Affaires par intérim des Etats-Unis d'Amérique au Mexique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS DU MEXIQUE :

Señor Genaro ESTRADA, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que le délai fixé par l'article VI de la Convention du 8 septembre 1923 et prorogé par l'article premier de la convention conclue entre les deux gouvernements le 16 août 1927 pour entendre, examiner et régler les réclamations concernant des pertes ou des dommages subis avant le 8 septembre 1923, sera prolongé de nouveau pour une période n'excédant pas deux ans, à partir du 30 août 1929, date à laquelle suivant les dispositions dudit article premier de la convention conclue entre les deux gouvernements le 16 août 1927, les fonctions de ladite commission devraient expirer en ce qui concerne ces réclamations ; les Hautes Parties

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

contractantes conviennent également qu'au cours du délai ainsi prolongé, la commission sera tenue d'entendre, d'examiner et de régler toutes les réclamations provoquées par des pertes ou des dommages subis entre le 8 septembre 1923 et le 30 août 1927 inclus et parvenues à la commission au plus tard le 20 août 1927.,

Il est convenu qu'aucune partie du présent article n'aura pour effet de modifier ou de prolonger d'une façon quelconque, le délai primitivement fixé dans la convention du 8 septembre 1923 pour la présentation des réclamations à la commission, ou de conférer à la commission un pouvoir de juridiction quelconque à l'égard de réclamations relatives à des pertes ou à des dommages subis après le 30 août 1927.

Article II.

La présente convention devra être ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Mexico aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la convention et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait en double exemplaire à Mexico, en langues anglaise et espagnole, ce deux septembre mil neuf cent vingt-neuf.

(Sceau) Herschel V. JOHNSON.
(Sceau) G. ESTRADA.